



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°03 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Stratégie de l'aéroport	p. 68	Sommaire des séances publiques n°s 6 et 7	p. 89	6 <sup>e</sup> séance	Jeudi 17 novembre 2016
Changement climatique	p. 78	Sommaire des questions parlementaires	p. Q47	7 <sup>e</sup> séance	Mardi 22 novembre 2016
État de la viticulture	p. 81				

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Échanges de vues interparlementaires

## Une délégation de la Chambre à l'Assemblée nationale



Accueil chaleureux pour la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée nationale.

Une éventuelle demande française de compensations financières pour les impôts payés au Grand-Duché par les travailleurs frontaliers ainsi que les répercussions de la réforme fiscale pour ces mêmes salariés ont été les sujets qui ont dominé les discussions dans le cadre de la visite d'une délégation de la Chambre des Députés à

l'Assemblée nationale les 29 et 30 novembre à Paris.

Lors d'un échange de vues avec M. Christian Eckert, Secrétaire d'État chargé du Budget, les deux parties se sont accordées sur le fait qu'il faut privilégier la réalisation de projets communs au partage des recettes fiscales. Des pro-

jets communs visant à améliorer la qualité de vie pourraient concerner différents secteurs tels que la formation et l'apprentissage, les crèches ainsi que l'infrastructure en général et le développement des P&R.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a insisté sur le fait qu'une grande partie des recettes fiscales sur les salaires est réinvestie dans le financement de la sécurité sociale dont les frontaliers profitent à même titre que les résidents. Il a réagi de cette manière à une déclaration récente d'un membre du Gouvernement français qui avait déclaré que la France réfléchissait à récupérer une contrepartie financière pour les impôts payés par les quelque 90.000 travailleurs frontaliers français au Luxembourg dans la perspective où leur nombre pourrait doubler à l'horizon 2035.

Pour ce qui est de la réforme fiscale, les deux parties ont insisté sur la nécessité d'un traitement égalitaire entre contribuables résidents et frontaliers et ont identifié un besoin d'explication supplémentaire. Lors d'une autre entrevue, Mme Elisabeth Guigou, Présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, s'est également renseignée sur ces deux points.

La délégation a en outre rencontré le Président de l'Assemblée nationale, M. Claude Bartolone, et le Président du groupe d'amitié France-Luxembourg, M. Michel Liebgott.

### Une cérémonie en hommage à Robert Schuman

Dans le cadre de la visite, le Président de la Chambre des Députés a assisté en tant qu'in-



Aux côtés de M. Claude Bartolone (à droite), M. Mars Di Bartolomeo a assisté à la cérémonie en hommage à Robert Schuman.

vité d'honneur à une cérémonie de dévoilement des plaques commémoratives en hommage à MM. André Marie et Robert Schuman à l'hémicycle du Palais Bourbon.

La délégation luxembourgeoise, qui a également participé à une heure de questions au Gouvernement français, était composée du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, de la Vice-Présidente, Mme Simone Beissel, ainsi que de M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, et de M. Claude Adam, député.

## Présidence luxembourgeoise du Conseil parlementaire interrégional

«Rapprocher encore davantage les citoyens de nos différents pays et régions et faciliter leurs échanges quotidiens» sera la principale priorité de la présidence luxembourgeoise, a annoncé le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, à l'occasion de la transmission de la présidence belge à la présidence luxembourgeoise du Conseil parlementaire interrégional (CPI) le 9 décembre 2016 à Namur.

Accompagné par M. Roger Negri, le Président de la Chambre des Députés a présenté les principaux sujets que la présidence luxembourgeoise aimerait aborder:

- le logement dans les régions transfrontalières,
- l'éducation à la citoyenneté et le dialogue avec les jeunes,
- les questions fiscales,
- la coopération transfrontalière en matière de sécurité et de recherche et
- la question du nucléaire.

La présidence luxembourgeoise du CPI commencera le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et durera deux ans.

Lors de la séance plénière, le Conseil a adopté, à l'unanimité, six recommandations concernant l'économie de la créativité et de l'innovation, la mondialisation, la digitalisation de la société et les moyens innovants pour réduire les inégalités, les aéroports de la Grande Région, la formation professionnelle transfrontalière,

l'équité fiscale dans la Grande Région ainsi que les villes intelligentes et un urbanisme durable.

Cette dernière recommandation a été présentée par M. Roger Negri en sa qualité de président de la Commission «Environnement et agriculture» du CPI, suite à une réunion qui s'était tenue à Esch-Belval conjointement avec le Parlement Benelux, le 7 octobre dernier. Sa recommandation appelle notamment à promouvoir l'implantation de pôles d'innovation urbaine dans des zones défavorisées et en reconversion ainsi que de promouvoir l'inclusion sociale et la participation de toutes les couches d'âge. De même, il conviendrait d'optimiser davantage la mobilité des usagers en temps réel dans les espaces urbains et de promouvoir une gestion intelligente de l'énergie, tout en développant une infrastructure de télécommunications urbaines à très haut débit.

### Le Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Le but du Conseil parlementaire interrégional, créé en 1986, est celui de promouvoir le rôle économique, social et culturel de la Grande Région (Sarre, Lorraine, Grand-Duché de Luxembourg, Rhénanie-Palatinat, Wallonie, Communauté germanophone de Belgique) ainsi que de contribuer à une perspective de coopération transfrontalière dans les domaines de compétence des différentes régions.



M. Mars Di Bartolomeo (1<sup>re</sup> rangée au milieu) Président de la Chambre, M. Roger Negri et M. Claude Frieseisen, Secrétaire général (2<sup>e</sup> rangée au milieu) étaient présents à la transmission de la présidence.



Réunions interparlementaires à Bruxelles

## Europol et avenir institutionnel de l'Union européenne



© Union européenne 2016

M. Marc Angel a représenté la Chambre à Bruxelles.

Le 28 novembre 2016, 31 parlements respectivement chambres représentant 23 États membres ainsi que le Parlement européen ont participé à une réunion à Bruxelles pour débattre des modalités de contrôle parlementaire des activités d'Europol. La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel.

Lors de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (UE) 2016, les Présidents avaient salué l'adoption du nouveau règlement Europol qui renforce le mandat de l'agence pour lutter plus efficacement contre l'augmentation des infractions transfrontalières et des menaces terroristes. Le nouveau règlement, qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2017, prévoit la constitution d'un groupe de contrôle parlementaire conjoint spécialisé (JPSG) qui exercera un contrôle parlementaire des activités de l'agence liées, entre autres, à l'échange des données personnelles.

Sur base d'un avant-projet préparé par la Troïka de la Conférence des

Présidents et du Parlement européen, les parlementaires ont pu s'exprimer, lors de cette réunion, de vive voix sur les modalités de base du contrôle parlementaire de l'agence. Ainsi ont pu être débattues des questions comme la composition, la taille, le lieu, la présidence et la fréquence de réunion du futur groupe de contrôle parlementaire.

M. Marc Angel a appelé à faire preuve d'esprit de compromis, en soulignant qu'il était de la responsabilité des parlements de suivre politiquement les activités de l'agence Europol, y compris l'impact de ces activités sur les droits fondamentaux et libertés. «Nous devons à nos citoyens de disposer d'une agence Europol qui fonctionne bien et d'un groupe de contrôle parlementaire efficace, petit et spécialisé qui ne sera pas un grand forum pour s'entendre parler», a déclaré le député.

Le groupe de travail de la Troïka examine actuellement les interventions faites au cours de la réunion in-

terparlementaire du 28 novembre, afin de préparer un projet de texte sur les modalités de fonctionnement du JPSG qui sera soumis pour amendement aux parlements de l'UE jusqu'en février 2017.

Le 29 novembre 2016, la Commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen a invité les députés à sa réunion interparlementaire annuelle, où les députés ont eu un échange de vues sur la réforme de la loi électorale et le droit d'enquête du Parlement européen, deux dossiers où le Parlement européen dispose d'un droit d'initiative et où ce dernier cherche encore à parvenir à un accord avec le Conseil de l'UE dans des négociations qui s'avèrent difficiles.

Le député Marc Angel a positivement accueilli le choix du Parlement européen de ne pas avoir opté au niveau de la réforme de la loi électorale pour une procédure électorale uniforme qui aurait fait fi des spécificités nationales, tout en soulignant

les efforts déployés par le Luxembourg pour assurer une meilleure représentativité des femmes au niveau politique par des listes électorales qui devraient être composées lors des prochaines élections d'au moins 40% de femmes.

La session de l'après-midi a été consacrée à l'évolution institutionnelle de l'UE pour l'avenir, en présence des deux anciens commissaires, M. Mario Monti et M. António Vitorino. Les discussions ont, entre autres, porté sur le rapport «Améliorer le fonctionnement de l'Union européenne en mettant à profit le potentiel du traité de Lisbonne» des rapporteurs Bresso et Brok, et le rapport «Évolutions et adaptations possibles de la structure institutionnelle actuelle de l'Union européenne» du rapporteur Verhofstadt, qui viennent d'être adoptés en commission le 8 décembre et qui devraient être adoptés lors de la plénière de février.

Séance plénière du Parlement Benelux

## Une fin de présidence belge marquée par les enjeux sociaux et la mobilité transfrontalière

Le Parlement Benelux s'est réuni pour la dernière fois sous présidence belge à Bruxelles les 25 et 26 novembre 2016. C'est en particulier la lutte contre le dumping social qui figurait au cœur des travaux. Une recommandation préconisant des contrôles et l'interdiction de prix anormalement bas a ainsi recueilli un très large assentiment. A ce sujet, le Secrétaire d'État belge M. Philippe De Backer a souligné à l'instar des parlementaires l'importance de la libre circulation des personnes en tant que pilier fondamental de l'Union européenne. Mais lorsque le dumping social génère une concurrence déloyale, les pouvoirs publics doivent intervenir.

Outre une recommandation sur le renforcement de la coopération militaire, un autre texte portant sur la fraude et les pratiques déloyales en matière de commerce de billets d'entrée a également recueilli un large soutien. Pour sa part, M. Marcel Oberweis a présenté les conclusions de la trilogie de conférences «Smart Cities» en soulignant que les premiers éléments de la transition vers la ville intelligente et durable se

font aujourd'hui remarquer dans les domaines du logement, de la production d'énergie renouvelable, de la mobilité douce et au niveau social.

En 2017 et 2018, les séances plénières se tiendront à la Première Chambre à La Haye. Le député néerlandais M. André Postema succédera à Mme Maya Detiège en qualité de Président du Parlement Benelux. Ce sera l'occasion de travailler notamment sur la problématique de la coordination du contrôle aérien au Benelux et en Europe, de même que sur la mobilité transfrontalière, deux questions déjà amplement débattues à Bruxelles fin novembre.

Corapporteur sur cette problématique avec M. Postema, M. Roger Negri a présenté l'évolution du dossier concernant la liaison ferroviaire Luxembourg-Namur-Bruxelles. Dans les prochaines années, les travaux en cours sur cette ligne causeront des retards encore plus systématiques que ce n'est déjà le cas actuellement, alors que leur finalisation ne finit pas d'être repoussée. D'une manière plus générale, le Luxembourg s'est mis en conformité avec les normes de sécurité européennes (ECTS) que d'autres



Les membres de la délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux présents à Bruxelles: M. Gast Gibéryen, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, Mme Diane Adehm, MM. Marcel Oberweis, Gilles Roth, Gusty Graas et Frank Arndt, en compagnie du Secrétaire général adjoint de l'Union Benelux, M. Alain De Muyser.

États tardent à mettre en œuvre. Non seulement cette situation com-

plique-t-elle les flux transfrontaliers, mais aussi peut-elle constituer un

risque de sécurité pour les voyageurs.

## Visite du Monténégro à l'occasion du vote sur son accession à l'OTAN



À l'occasion du vote approuvant l'accession du Monténégro à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) le 14 décembre 2016 à la Chambre des Députés, le Président du Parlement monténégrin, M. Ivan Brajović, a été en visite au Luxembourg.

M. Brajović a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et a assisté à la séance publique lors du vote.

Le Président de la Chambre des Députés a salué l'évolution de cette jeune république - qui a également le statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne - et a insisté dans ce contexte sur les progrès nécessaires en matière des valeurs fondamentales.

Actuellement, environ 8.000 ressortissants d'origine monténégrine habitent au Grand-Duché.

M. Ivan Brajović et M. Mars Di Bartolomeo



## «Un combat juste et courageux»



«Vous me rappelez un chapitre très douloureux de notre histoire contemporaine et de ma jeunesse! C'est ainsi que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli le 12 décembre 2016 l'activiste franco-vietnamienne, Mme Tran To Nga. En 2004, Mme Tran To Nga, victime de produits chimiques (surtout de la dioxine) qui ont ravagé son pays natal dans les années '70, a entamé des procès contre des multinationales américaines de la pétrochimie. Elle les accuse d'avoir produit l'«agent orange», un défoliant très toxique déversé par l'aviation américaine et

qui, aujourd'hui encore, fait de nombreuses victimes au Vietnam.

Le Président de la Chambre des Députés a exprimé sa solidarité avec Mme Tran To Nga ainsi qu'avec toute la population vietnamienne qui a dû subir ce calvaire. «Même si le temps ne peut pas guérir les maux, le combat que vous menez est un combat juste et courageux», s'est exprimé le Président de la Chambre des Députés.

Selon le Président, Mme Tran To Nga représente un exemple à suivre pour combattre et dénoncer les crimes contre l'humanité.

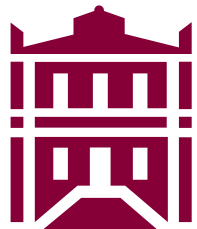
*Mme Tran To Nga (au milieu) a remis son livre «Ma terre empoisonnée» au Président de la Chambre.*

## L'Administration parlementaire riche de trois nouveaux fonctionnaires

L'Administration parlementaire compte trois nouveaux fonctionnaires.

Le 13 décembre 2016, M. Jean-Paul Bever, attaché au Service des commissions, M. Gaëtan Fagnart, rédacteur au Service gestion des connaissances, et M. Marc Weyrich, huissier au Service logistique et technique, ont été assermentés par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen.

Les procédures d'assermentation ont eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter et Mme Isabelle Barra, ainsi que des chefs de service respectifs.



## NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°03 • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

### Sociétés d'impact sociétal

#### 6831 - Projet de loi portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant

**a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,**

**b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,**

**c) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et**

**d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune**

Le présent projet de loi vise à créer un cadre juridique adapté aux besoins et aux spécificités des entreprises à finalité sociale ou sociétale.

Dans ce contexte, l'économie sociale et solidaire est définie comme ayant comme objectif principal non pas de faire du profit, mais d'avoir un impact social ou sociétal positif.

Selon une étude du Statec de 2014, l'économie sociale et solidaire est en pleine progression: ainsi, en 2011 le secteur comptait 25.000 emplois en 2011, un chiffre qui a presque doublé depuis 2000. Les trois quarts des entreprises de ce domaine sont des associations sans but lucratif (ci-après «a.s.b.l.»), un tiers propose des services de santé et de l'action sociale.

Pourtant, le statut «a.s.b.l.» ne semble guère adapté à ces entreprises: la possibilité pour une a.s.b.l. de poursuivre des activités marchandes est discutable - d'ailleurs nombreuses d'entre elles rencontrent des difficultés pour se voir dé-

livrer une autorisation d'établissement qui est pourtant nécessaire. Ainsi, les a.s.b.l. se trouvent dans des situations d'insécurité juridique.

Par ailleurs, les a.s.b.l. n'ont pas d'accès aux marchés publics, malgré la possibilité depuis les nouvelles directives (2014/23/UE et 2014/24/UE) de tenir compte de critères sociaux et environnementaux et de réserver des marchés publics à des structures spécifiques (p. ex. ateliers protégés) ou entreprises sociales.

En créant donc un statut juridique spécifique, le présent projet de loi n'offre pas uniquement une meilleure sécurité juridique aux entreprises à finalité sociale ou sociétale, il leur offre également une visibilité accrue.

Le statut de société d'impact sociétal (ci-après «SIS») implique, au-delà des avantages purement opérationnels, une reconnaissance officielle de la spécificité de ces entreprises.

Cette reconnaissance est assortie d'un certain nombre d'obligations en termes de transparence qui se traduisent à la fois par une procédure d'agrément par arrêté ministériel et par une surveillance prudentielle exercée par le Ministre ayant l'économie sociale et solidaire dans ses attributions.

Le Ministre ayant l'économie sociale et solidaire dans ses attributions assumera également la supervision publique des activités des SIS, afin de garantir le respect de la loi et des engagements statutaires qui ont motivé l'agrément. Au-delà des obligations générales de transparence financière (révision des comptes par un réviseur d'entreprises agréé), toute SIS sera tenue d'établir chaque année un rapport extra-financier ayant pour objet d'évaluer la réalisation de ses objectifs d'impact social ou sociétal.

À travers ces exigences en matière d'agrément et de surveillance, le présent projet de loi vise à garantir non seulement la bonne gestion financière de ces entreprises, mais également la primauté de la poursuite de la finalité sociale ou sociétale sur la distribution de bénéfices. Ceci est destiné à prévenir tout risque de confusion ou d'abus dans l'affectation des financements publics, mais également toute situation susceptible d'entraîner la survenance d'événements de nature à porter préjudice à la réputation de l'ensemble du secteur.

À souligner que l'autorité d'agrément et de surveillance sera épaulée par une commission

consultative spécialement mise en place à cet effet. Celle-ci étant dépourvue de pouvoir décisionnel, les avis qu'elle rendra permettront notamment de garantir une participation effective des représentants du secteur aux décisions susceptibles de concerner l'un ou l'autre de leurs membres en application du nouveau statut de société d'impact sociétal.

À noter par ailleurs que le cadre fiscal applicable aux SIS a été complété suite aux amendements du 13 novembre 2015. Pour le détail, il est renvoyé au commentaire des articles.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.07.2015

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale  
(Président: M. Georges Engel):

15.06.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

22.06.2016 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.09.2016 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

26.10.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

17.11.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

21.11.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 23.11.2016





## Protection des travailleurs

### 6914 - Projet de loi modifiant les annexes 1 et 3 du Code du travail

Le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006 (JO L 353 du 31.12.2008, p. 1), établit un nouveau système de classification et d'étiquetage des substances et des mélanges dans l'Union européenne basé sur le «système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques» (SGH) au niveau international, dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies.

Le Code du travail, Titre III - Emploi de personnes enceintes, accouchées et allaitantes et Titre IV - Emploi de jeunes salariés, contient des références au système de classification et d'étiquetage antérieur. Il convient dès lors de modifier le Code du travail pour les aligner sur le nouveau système établi dans le règlement prémentionné, appelé communément règlement CLP («Classification, Labelling, Packaging»).

Le projet de loi sous rubrique n'a pas pour but de modifier la portée du Code du travail, mais de mettre à jour les références et terminologies utilisées dans deux annexes du Code du travail afin de maintenir le niveau de protection des travailleurs concernés.

Il n'en demeure pas moins qu'eu égard aux avancées constantes de la technologie, les dispositions du Code du travail devraient régulièrement être réexaminées, afin d'assurer la cohérence de la législation et un niveau approprié de protection de la santé et de la sécurité en cas de présence de substances et de mélanges chimiques dangereux sur le lieu de travail. Il convient d'accorder une attention particulière aux employés des professions qui impliquent un contact fréquent avec des substances et des mélanges dangereux.

Les modifications au Code du travail, Titre III - Emploi de personnes enceintes, accouchées et allaitantes, n'abordent pas la question des substances et des mélanges dangereux susceptibles d'avoir des effets néfastes sur la fertilité des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes. L'objectif de la présente loi étant uniquement d'adapter les références et les terminologies énoncées au Code du travail. Toutefois, compte tenu de l'évolution des données scientifiques à ce sujet et de la classification de plus en plus élaborée de ces effets néfastes, la Commission devrait étudier les moyens les plus adaptés pour les combattre.

Les modifications du Code du travail, Titre III - Emploi de personnes enceintes, accouchées et allaitantes et Titre IV - Emploi de jeunes salariés, devraient avoir pour but d'aligner ces textes sur la formulation, dans la mesure où les mots «substances étiquetées», à l'annexe 1 du Code du travail, Titre III - Emploi de personnes enceintes, accouchées et allaitantes, section A, point 3 a), et «substances et préparations classées», à l'annexe 3 du Code du travail, Titre IV - Emploi de jeunes salariés, point 7), sont remplacés par les termes «substances et mélanges qui répondent aux critères de classification».

Le projet de loi n'impose pas d'obligations aux employeurs en ce qui concerne la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges relevant du règlement CLP. Que les substances ou les mélanges soient mis sur le marché ou non, l'employeur doit procéder à une évaluation des risques des agents chimiques dangereux, conformément au règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002 concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail.

L'annexe 3 - Travaux interdits aux jeunes en raison des dangers inhérents pour leur santé (article L.343-3) contient des références à des règlements grand-ducaux abrogés. Il convient dès lors de remplacer les références correspondantes.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 26.11.2015

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Président: M. Georges Engel):

14.09.2016 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

22.09.2016 Adoption d'une lettre d'amendement  
07.11.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
17.11.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.11.2016

Loi du 5 décembre 2016

Mémorial A: 2016, N° 247, page 4548

## Adaptation de la loi CSSF

### 6934 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

Le projet de loi a pour objet d'adapter la loi organique de la CSSF aux réformes dans la fonction publique.

La CSSF, créée par la loi modifiée du 23 décembre 1998, est un établissement public doté de la personnalité juridique ainsi que de l'autonomie opérationnelle et financière. Son personnel est composé d'agents assimilés aux fonctionnaires de l'État, auxquels sont applicables les lois et les règlements régissant les fonctionnaires de l'État, sous réserve des dispositions contenues dans la loi mentionnée.

Les réformes dans la fonction publique, mises en œuvre par les lois du 25 mars 2015, avaient par conséquent vocation à s'appliquer de plein

droit aux agents de la CSSF. Or, les dispositions spécifiques contenues dans la loi précitée du 23 décembre 1998 n'ont pas encore été adaptées pour tenir compte de ces éléments de réforme. Le présent projet de loi a comme objectif de mettre fin à cette incohérence.

Il adapte ainsi la loi organique de la CSSF, et surtout ses dispositions qui concernent le cadre du personnel, aux mesures prévues par les textes relatifs aux réformes dans la fonction publique. Il prévoit l'adaptation de la terminologie, notamment des catégories de traitement, des dispositions par rapport au stage des agents de la CSSF, l'introduction des systèmes de gestion par objectifs et la modification des modalités d'avancement et de promotion.

Dans ce contexte, il est proposé d'augmenter la durée du stage des agents de la CSSF d'une à deux années pour le stagiaire admis au stage à un poste à tâche complète.

Dépôt par M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances, le 14.01.2016

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Eugène Berger):

03.05.2016 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi

16.06.2016 Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

15.07.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'amendements

25.10.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Présidente: Mme Diane Aehm):

15.07.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'amendements

Vote en séance publique: 17.11.2016

## Registre électronique des transporteurs

### 7018 - Projet de loi portant création d'un registre électronique national des entreprises de transport par route

Le projet de loi a pour objet la création d'un registre électronique des transporteurs qui couvre deux parties distinctes:

- la gestion des entreprises de transport routier et des autorisations de transport,

- le registre électronique national au sens de l'article 16 du règlement (CE) n°1071/2009 du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE qui dispose que les États membres doivent établir des registres électroniques interconnectés.

Ce registre électronique des transporteurs permettra en outre de répondre aux règlements européens suivants:

- règlement (CE) n°1072/2009 du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route,

- règlement (CE) n°1073/2009 du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de

transport par autocars et autobus et modifiant le règlement (CE) n°561/2006,

- règlement (UE) n°1213/2010 du 16 décembre 2010 établissant des règles communes concernant l'interconnexion des registres électroniques nationaux relatifs aux entreprises de transport routier.

Dans ce contexte, la Commission européenne a mis en place une plateforme d'interconnexion entre les différents registres nationaux, le projet ERRU (European Register of Road Transport Undertakings).

Le registre national servira à vérifier l'honorabilité ainsi que les capacités financières et professionnelles des gestionnaires de transport tel que cela est requis par les dispositions des règlements européens précités. Le législateur européen a établi, au moyen des règlements précités, une liste uniformisée des catégories, types et niveaux de gravité des infractions aboutissant à une perte d'honorabilité des gestionnaires de transport. Les autorités compétentes de chaque État membre sont obligées de procéder à divers contrôles afin de vérifier si les entreprises de transport satisfont effectivement aux exigences posées par les règlements précités et surtout à l'obligation d'honorabilité. Une interconnexion des différents registres nationaux au niveau européen permet un échange d'informations rapide et efficace entre États membres et permet ainsi une application uniforme des dispositions précitées.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 26.07.2016

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

10.11.2016 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

17.11.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.11.2016

Loi du 5 décembre 2016

Mémorial A: 2016, N° 246, page 4543

## Bâtiment Jean Monnet 2

### 7057 - Projet de loi relatif à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg

Le projet de loi autorise le Gouvernement à procéder à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg. Les dépenses engendrées par le projet ne peuvent pas dépasser le montant de 526.300.000 euros et le financement sera réalisé selon les conditions de coopération prévues dans la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir cer-

tains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locales de tels immeubles.

La participation étatique dépasse le seuil des 40 millions d'euros prévu par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et requiert dès lors l'approbation de la Chambre des Députés en vertu de l'article 99 de la Constitution.

Le nouveau bâtiment Jean Monnet 2 sera construit dans le quartier européen du plateau de Kirchberg. La construction se fait en deux étapes, dont la première consiste à réaliser un bâtiment de sept étages et la deuxième à ériger une tour de 23 étages.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 07.09.2016

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

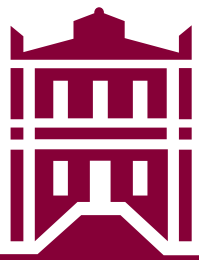
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

27.10.2016 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

10.11.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.11.2016





## Sommaire

- Ouverture de la séance publique**
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 7094 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée sur le bail à loyer du 21 septembre 2006**
  - Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Débat d'orientation sur l'évolution et les stratégies futures de l'aéroport international de Luxembourg**
  - Exposé: M. Serge Wilmes
  - Débat: M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Michel Wolter), M. Gusty Graas, M. Roy Reding, M. David Wagner (interventions de M. Gast Gibéryen)
  - Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Gast Gibéryen et M. David Wagner)
- 7057 - Projet de loi relatif à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg**
  - Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché
  - Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner
  - Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6934 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler
  - Discussion générale: M. Michel Wolter, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. David Wagner
  - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Résolution de Mme Martine Hansen relative à l'engagement de la Chambre des Députés, dans la mesure du possible et à côté des produits issus du commerce équitable, à s'approvisionner prioritairement en produits issus du terroir luxembourgeois pour les besoins de son administration et de la vie parlementaire**
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président (renvoi de la résolution au Bureau)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. François Bausch et M. Pierre Gramegna, Ministres.

**(Début de la séance publique à 13.32 heures)**

### 1. Ouverture de la séance publique

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen heimat d'Sézung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

**M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Neen, Här President.

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

### 2. 7094 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée sur le bail à loyer du 21 septembre 2006

#### Déclaration de recevabilité

Da wollt ech d'Chamber informéieren, dass d'Presidentekonferenz an hirer Sézung vun de Moie sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 7094 iwwert de Bail à loyer, déi de 15. November vum Här David Wagner depouéiert gouf, ausgeschwat huet.

Ass d'Chamber domat d'accord?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir ginn dann direkt zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwer, dem Débat d'orientation iwwert déi zukünfteg Entwécklung an d'Strategie vum Fluchhafen, dem Findel. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt den Här Serge Wilmes als Vertriieder vun der CSV-Fraktioun, déi déi Debatt ugefrot huet. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

### 3. Débat d'orientation sur l'évolution et les stratégies futures de l'aéroport international de Luxembourg

#### Exposé

**M. Serge Wilmes (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2,9 Milliounen an 10.000, dat sinn alleng zwou Zuelen, déi weisen, wat fir eng wichteg Roll onsen internationale Fluchhawe Lëtzebuerg spillt. Ronn 2,9 Milliounen Passagéier wäerten d'Joer wuel um Fluchhawe fortgeflou respektiv do gelant sinn. A ronn 10.000 Aarbechtsplazen hänken direkt an indirekt vum Fluchhafen of. De Findel verbënnt ons Awunner, ons Wueren ëmmer besser mat Europa an der Welt. An de Findel ass e wichtege Pilier vun onser Economie.

Wat also um Fluchhawe geschitt, dat muss ons interesséieren, besonnesch well e grad déi stäerkst Entwécklung vu senger Geschicht amgaangen ass ze erliewen. Dofir hu mir als CSV och desen Débat hei gefrot. Mir géife gärden de Punkt maachen, wëssen, wou mer haut stinn. A mir wëllen dann och no vir kucken iwwert d'Projeten, d'Chantieren an d'Défiën, déi op de Findel waarden, dat diskutéieren, eng Rei prezis Froen dozou stellen an hoffentlech och vun der Regierung dorobber Äntwerte kréien.

Dee wuel gréissten Défi, deen op de Fluchhafen waart, kënnt vun der Europäescher Kommissioun. Déi huet 2014 e Reglement ugeholl iwwert d'Exploitatioun an d'Sécherheet vun de Fluchhäfen, déi sougenannt „Aérodrome-zertifikatioun“. All europäesche Fluchhawe muss konform zu deem Reglement sinn, also och de Lëtzebuurger Fluchhafen, an dat bis spéitstens Enn 2017.

An den nächste ronn zwielef Méint muss de Findel also op Häerz an Nieren iwwerpréift ginn, eng Herkulesaufgab, déi do virun eis läit a fir déi u sech d'Administration de la navigation aérienne, d'ANA, sollt responsabel sinn, an dat an Zesummenaarbecht mat allen Akteuren um Findel.

„U sech“, well dat ass elo net méi esou: D'lescht Woch nach huet den Här Transportminister confirméiert, datt net méi d'ANA, mä lux-Airport d'Zertifikatiounsprozedur vum Fluchhafen maache soll. D'Gewerkschafte CGFP an OGB-L protestéieren géint des Décisioun, well se fäerten, datt doduerjer en Deel vun de Missiounen vun der ANA géife privatiséiert ginn, an d'Personalvertriidung vun der ANA huet, wéi et schéngt, och eng Conciliatioun ugefrot.

Här President, mir géifen als CSV gärden eng Kéier vum Minister wëssen, ob elo déi Décisioun definitiv ass. A kéint hien och eng Kéier kloer soen, wisou net méi d'ANA, mä lux-Airport en charge vun der Zertifikatiounsprozedur elo ass? Wéi wäert dann och déi lux-Airport mat deenen aneren Akteuren um Findel zesummeschaffen, ebe besonnesch mat der ANA, mat där elo e Sträit amgaangen ass? Ass dat a Form vu Sous-traitance?

A wa lux-Airport déi Zertifikatioun mécht, ass dann de Projet de loi 6895 iwwert d'ANA, deen der ANA hätt sollen déi Missioun do ginn, net iwwerflësseg?

Wéini wäert déi ganz Prozedur ufänken? Wäert nach d'Joer eng Demande un d'DAC goen? An ass den Här Minister optimistes, datt déi ganz Prozedur bis Enn nächste Joer fäerdeg ass? Wann net, wat hätt dat fir eng Konsequenz?

D'Zertifikatioun vum Fluchhafen ass an de leschte Méint och als e Grond genannt ginn, fir d'Kontroll vun der Approche an d'Ausland ze ginn, an zwar an Däitschland. Fir konform zu den europäesche Sécherheetsvirschrëften ze sinn, bräicht onse Fluchhafen e Buedemradar, deen d'Bewegung um ganze Fluch (veuillez lire: Fluchfeld) am A behält. D'Approchekontrollere hätten dat solle maachen an hir Aarbecht hätt da solle vun der „Deutsche Flugsicherung“, der DFS, gemaach ginn. Mat esou enger Synergie kéinten dann all d'Aarbechten um Fluchhafen an Zukunft gemaach ginn.

Dat war den initiale Plang vun der Direktioun vun der ANA. Den Här Transportminister ass eng Zäitche mat op dee Wee gaangen an huet ons och regelméisseg an der Nohaltegkeetskommissioun doriwuer informéiert. Allerdéngs huet sech d'Vertriidung vun den Approchekontrollere, d'LACA, géint dee Projet gewiert. Zu Recht, well dee Projet net d'Strooss gehalen huet. Ech ginn elo net méi an den Detail, dat hu mer an der Kommissioun gemaach. Mä ënnert dem Stréch gesinn hätt Lëtzebuerg seng Souveränitéit opginn, an zwar grad an deem Deel vun onsem Loftraum, dee fir de Fluchhafen am wichtigsten ass, well et ass eben hei, wou d'Fligere beim Landen a Starte begleet ginn!

Iwwer eng Lëtzebuurger intern Synergie ass wéi laang net nogeduecht ginn, well d'Kontrolle vum Tower, déi sollten näamlech net iwwerholl gi vun der DFS, just d'Approche. Wisou war et déi eng, net déi aner? Déi Fro hu sech d'Approchekontrollere och gestallt. Et war och net logesch, well eng Synergie tëschent béiden hätt Sënn gemaach a mécht Sënn. Et war an hiren Ae virun allem e weidere Versuch, fir si och kënnen intern lasszeginn.

Mir hu si als Oppositioun ënnerstëtzt, well se definitiv déi besser Argumenter haten. An dofir si mer als CSV och frou, datt den Transportminister sech et zu gudder Lescht aneschtens iwwerluecht huet an datt en op déi Argumenter gelauschert huet, op déi vun den Approchekontrollere, mä och op déi vum Statsrot. Well de Statsrot schreift a sengem Avis iwwert de Projet de loi vun der ANA, datt där hir Missiounen net einfach iwwer eng Konvention un en Drëtte kéinte goen. Zu deene Missiounen gehéieren och Pouvoirs de police, déi sinn d'ordre public an de Code civil gesäit vir, datt keng Konvention eng Ausnam zu engem Gesetz maache kann, dat den Ordre public concernéiert.

D'Approche konnt also rechtlech och net ausgelagert ginn. Si bleift definitiv zu Lëtzebuerg a mir begrëssen dat! Ganz besonnesch dem Transportminister seng Décisioun, fir eng Duebellizenz anzeféieren. Esou kann näamlech e Kontroller an Zukunft um Tuerm an an der Approche schaffen, eng Synergie, déi am Intérêt vum Lëtzebuurger Fluchhafen ass an déi, sou hoffe mer, och dann e jorzéngtenale Sträit definitiv léise wäert.

An engens huet den Transportminister anoncéiert, datt eng Dosen nei Kontrollere sollten agestallt ginn, fir de Buedemradar ze maachen. Des Kontrollere kënnen och vun der Deutsche Flugsicherung ausgebild ginn. Mat darselwechter Deutsche Flugsicherung soll et dann och en Accord ginn, fir déi technesch Instrumenter um Fluchhafen no an no ze moderniséieren.

Dat alles huet ons den Transportminister de 27. September an der Nohaltegkeetskommissioun anoncéiert. An där Reunioun hunn ech am Numm vun der CSV d'Fro gestallt, op wéi eng juristes Basis sech hei gestäipt gétt, fir déi Kollaboratioun ze maachen. „Op de FABEC-Traité“, ass mer do geäntwert ginn. Dat ass en

Traité, deen eng Zesummenaarbecht virgesäit an de Loftraim vun de Benelux-Länner, Frankräich, Däitschland an der Schwäiz. Do soll e groussen, funktionnelle Loftraum entstoën.

Mir bleiwen awer als CSV der Meenung, datt deen Traité net duergeet, fir deen Accord mat der DFS ze maachen. Fir ons priméiert deen Traité net par rapport zu onse Gesetzer. Fir ons handelt et sech hei ëm e Marché public mat Appel d'offres an engem Cahier des charges. Well dat géif dann och aneren Navigatiounsprestatairen d'Méiglechkeet ginn, sech ze melen. Esou ass et just d'DFS.

Ech géif dofir gär vum Här Transportminister wëssen, ob hie sech weider op de FABEC-Traité stäipt, fir déi Kollaboratioun mat der DFS ze maachen, a wisou. An allgemeng: Wou ass déi Kollaboratioun elo konkret drun a wéi gétt se ëmgesat? Wéini gétt mam Rekrutement vun den neie Kontrollere ugefaangen? Wéi ass et mat hirer Formatioun an Zesummenaarbecht mat der DFS? Wéi ass et mat der Formatioun, fir kënnen d'Duebellizenzen ze kréien?

Sollt och eng technesch Kollaboratioun gemaach ginn, stelle sech och hei eng Rei Froen. Wann zum Beispill an Zukunft en technesch System, Equipement der DFS gehéiert, dann d'äerf u sech kee Lëtzebuurger Techniker vum technesch Service, dem CNS, méi drop schaffen, well en huet keng DFS-Lizenz an e kann awer nëmmen eng Lizenz kréien, wann e géif fir d'DFS schaffen. Dat seet dat däitscht Gesetz. Wéi gesäit dat da konkret um Terrain aus? Wéi soll dat elo goen?

Am Fall wou d'DFS e System just reng fir d'ANA spezifesch ausschreiw muss, well se selwer dee System net brauch, wier et u sech net do méi einfach a méi gënschteg, datt d'ANA da selwer nach dat kann ausschreiw, esou wéi dat bis elo geschitt ass a konform zum Soumissiounsgesetz ass? Wéi steet et mat der Konformitéit zu deemselwechte Soumissiounsgesetz, wann d'DFS Systemer, Equipementer akeeft, déi dann nees un d'ANA verkaaft ginn?

Wa mer elo an Zesummenaarbecht mat der DFS e ganz héije Maintenancelevel, näamlech den Nummer 2, aféieren um Fluchhafen, da bedeit dat, datt de Lëtzebuurger Techniker just d'Luuchte kucken an eventuell de System ausan nees aschalt kann. Wéi soll dat awer am Fall vu schlechtem Wieder goen, wann d'DFS komme muss, fir d'Equipementer, wéi zum Beispill den automatesche Landesystem, ze flécken? Riskéiert dann de Fluchhafen zouzemaachen, bis déi Däitsch do sinn?

Deen aktuell héijen technesch Déningschtleeschtungsniveau ka garantéiert ginn, well den technesch Service CNS d'Projete vum Ufank bis zur Installatioun an der Mise en route selwer mécht an dofir d'Equipementer an bis an de kengsten Detail kennt. Wéi kann d'ës an der Kollaboratioun mat der DFS garantéiert ginn?

Datt d'Techniker vun dem CNS sech allgemeng Gedanke maachen, dat ass zënter dem Hierscht och kloer. Si hunn ewell hir eegen Associatioun gegrënnt: ATSEP Luxembourg, an dat, well se sech net méi vun der Personalvertriidung vun der ANA vertruede gefillt hu par rapport zu der Administratioun an der Direktioun.

Dofir géif ech gärden och vum Här Minister wëssen, wat hien zu där Associatioun an zu där Positioun a Situatioun do seet. Hutt Der scho mat hinnen och iwwert déi Suerge geschwat, déi se hunn?

Här President, d'EU-Zertifikatioun, d'Zuel vun de Passagéier, déi all Joer staark an d'Luucht geet, an den aktuellen Zoustand verlaangen, datt an d'Infrastrukture vum Fluchhafen investéiert muss ginn. Dee Projet, deen am séierste gemaach muss ginn, ass d'Erneuerung vun der Pist, engem Deel vun den Taxiwayen an de Parkingen. 200 Milliounen Euro géif dat kaschten, dat huet den Här Transportminister viru Kuerzem gesot.

Mir waarden och nach op e Projet de loi, dee sollt geschwé kommen. Kënnt Der eis soen, wéini genau? A wéi laang soll déi Renovatioun daueren?

Déi Froe si wichteg, well de Stat haut nach 50% vun de Käschten iwwerhuele kann. Komme mer awer iwwer dräi Milliounen Passagéier um Findel, dat wäert wuel d'nächst Joer de Fall sinn, dann d'äerf de Stat just nach 25% vun den Infrastrukturkäschten iwwerhuelen. Hei sinn d'EU-Konkurrenzregele ganz strikt.

Nieft der Fro vun de Käschten ass d'Erneuerung vun der Pist awer och en Défi fir d'Fluchgesellschaften um Findel. Ech denken hei beson-





nesch un d'Carboxyl, awer och un deen een oder anere Luxair-Vol. Där hir Fligere kommen och emol owes eran, wann de Fluchhafen un sech zou ass, dat heescht tëschent eelef Auer owes a sechs Auer moies. D'Aarbechten op der Pist kënnen awer nëmmen an deene Stonne gemaach ginn.

Haut de Moien huet de CEO vu Carboxyl nach um Radio gesot, datt hien nach keng prezis Informatiounen hätt iwwert de Chantier. Hie wéisst nach net, wéi dat genau organiséiert géif ginn. Hie sot allerdéngs och, datt wuel net weekends geschafft wäert ginn an datt grosso modo dat am Summer wäert gemaach ginn. Hie sot och, datt d'Carboxyl just als lescht Alternativ wäert op en anere Fluchhafen auswächen, an deem Fall wuel Léck. Dat kéint awer dann eng deier ginn.

Dofir, Här President, kann den Här Transportminister confirméieren, wat de CEO vu Carboxyl gesot huet? Oder kéint hien eis eng Kéier a grouse Linne soen, wéi dee Chantier geplangt ass?

A wa mer bei de Pisten an de Fligere sinn, kéint hien eis och soen, wéi eng Mesuren een nach eventuell huele kéint, fir de Kaméidi ze reduzéieren, dee produzéiert gëtt, besonnesch ebe bei engem Fluchhafen, wou jo de Verkéier awer wäert an den nächste Jore staark klammen?

Spéitstens d'nächst Joer wäert näamlech, wéi ech scho gesot hunn, de Findel wuel bei dräi Milliounen Passagéier a méi sinn. A wann et an deem Rhythmus weidergeet, da si mer a fénnef bis sechs Joer bei véier Milliounen. Eng Konsequenz ass, datt dann de Stat keng finanziell Hëllef méi ka ginn. Eng aner, datt och d'Capacitéit vun enger Aérogare wahrscheinlech net méi duergeet, souguer net, wann elo den Terminal B derbäikéint.

Den Transportminister huet dofir och an deene leschte Méint de Projet Airport City presentéiert: Dat ass de Masterplang fir deen Deel vum Fluchhafen, dee sech „landside“ nennt, op der „Landsäit“. Zweek Businessparke mat ronn 51.000 m<sup>2</sup> solle gebaut ginn, een Hotel, weider Butteker a 7.000 nei Parkplazen. Dee Projet gesäit gutt aus, well e soll näamlech och de Potenzial, deen et nach um Fluchhafen gëtt, notzen. An engem geet et natierlech net duer, datt et bei de Biller, bei der Annonce bleift, mä et sollt eigentlech och eng Kéier Realitéit ginn.

Dofir, kéint den Här Transportminister eis soen, wéi séier déi Airport City soll realiséiert ginn? Ginn et schonn Investoren? Ginn et schonn Demanden, fir dat ze maachen?

Deel vum Masterplang ass och d'Mobilitéit. Den Tram soll jo bis 2021 op de Fluchhafen fueren an e mat der Stad verbannen. Wou sidd der do am Planing drun? Iwwerhëlt do de Stat déi ganz Käschten oder gëtt et awer och nach Opdeelung mat de Gemengen, duerch déi den Tram wäert fueren? Wéi ass et mat deem Park & Ride Héienhaff? Dir hutt e jo elo presentéiert. Ass dee fäerdeg, wann den Tram op de Findel fiert? Oder muss dofir net och fir d'Éischt dee ganzen Autobunnéchangeur um Sennengerberg ëmgebaut ginn?

Här President, datt sinn alles Projeten, déi wéi gesot op der Landsäit leien. Mä wéi ass et mat der „Loftsäit“, der „airside“? Ass eng Extensiou vum Terminal A geplangt, wann d'Zuel vun de Passagéier weider esou wiisst, besonnesch wum Embarquement? Gëtt et dofir um Site selwer Plaz, fir dat kënnen ze maachen? An engem ass den Hall vun der Aérogare zwar ganz grouss, mä wäert hien an Zukunft genuch Plaz hunn? Ech denken do besonnesch un d'Sécherheetskontrollen, wou de Flux fir dohinner haut schonn an de Spëttestonne staut. Wéi kann hei fir e bessere Flux gesuert ginn?

A wéi kënnen an der Aérogare vun haut Sécherheetskontrolle gemaach ginn, wa Lëtzebuerg enges Daags direkt mat Amerika sollt verbonne ginn? Esou ee Projet vun engem transatlantesche Vol gëtt et jo nach ëmmer. An deem Fall hätte mer dann eng gemeinsam Grenz mat den USA, missten nach méi streng Kontrolle maachen. Muss den Terminal awer net souwiso ausgebaut ginn oder méi grouss gemaach ginn? Well vun 2020 u solle jo och laut EU méi streng Kontrolle gemaach gi vun alle Passagéier, déi net aus der EU sinn an déi hei erakommen an déi kee Visa brauchen.

Niewent den Terminalen A a B ass och nach ëmmer rieds vun engem Projet Terminal fir d'Aviation générale. Ass dee Projet nach ëmmer aktuell? Gëtt esou een eng Kéier gebaut a wou? Wa jo, wéi a wou? Do wou en elo ass? Wat da géif bedeuten, datt déi al Hangare vun der Carboxyl missten ofgerappt ginn - wäert dat dann de Fall sinn? A géifen dann do vläicht nei Hangare gebaut ginn, zum Beispill fir d'Luxair respektiv fir d'Privataviatioun?

A wéi ass et mat der Sportsfligerei? Ass do elo definitiv en Accord fonnt ginn, weinst de Loyeren? Rieds goung och, datt de Sportsministère kéint eventuell de Veräiner e Subsid

ginn. Ass dat esou? Fir ons jiddefalls muss déi Sportsfligerei eng Zukunft hei am Land hunn, am beschten um Findel, oder soss iergendwou am Land, wat natierlech méi schwéier gëtt. Deelt do den Här Transportminister eis Meenung? A kéint een net och driwwer nodenken, fir vläicht um Findel en Deel als Enclave ze proklaméieren, wou dann de Stat Propriétaire ass an déi Veräiner da vum Stat déi Terraine kéint verloung kréien?

Bei deene ville Froen, déi ech elo gestallt hunn, stellt sech vläicht och d'Fro, ob et net besser wier, vläicht och e Masterplang „airside“ ze entwéckelen, fir vläicht alles dat doten eng Kéier ënner een Hutt ze kréien.

Här President, mir sinn als CSV der Meenung, datt déi staark Entwécklung vum Fluchhafen gutt ass, mä nëmmen dann, wa se och richteg encadréiert a begleet gëtt. Wann d'Regierung dat mécht, dann ënnerstëtze mer se. Dofir stelle mer ons déi vill Froen. Dofir hätte mer och gären herno Äntwerten vum Här Transportminister, Äntwerten am Intérêt vum Fluchhafen, engem Fluchhafen, dee fir ons gutt fonctionnéiere muss, engem Fluchhafen, deen onst Land brauch, a vun onsem Land, dat dee Fluchhafen brauch!

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wilmes. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roger Negri fir d'LSAP.

**Débat**

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir féieren haut den Débat d'orientation iwwert de Fluchhafen, deen am Januar jo vun der CSV ugefrot ginn ass an notamment vun dem Kollege Serge Wilmes, deem ech och Merci soe fir seng Interventioun, déi mer och am grouse Ganzen deele kënnen.

Den Zäitpunkt, fir den Débat d'orientation elo haut de Mëtten ze féieren, schéngt eis awer ganz gutt, well an deene leschte Méint op verschiddenen Niveauen Diskussiounen gefouert an duerno Entscheedunge getraff gi sinn, déi de Fluchhafen betreffen, soudass, menges mer, elo dee richteg Moment ass, fir de Point ze maachen, a wou den Här Minister eis herno och ganz sécher nach eng Rei vun Zousazinformatiounen gi wäert, wéi et an deene kommende Méint a Joren um Fluchhafen wäert weidergoen.

De Fluchhafen um Findel spillt fir Lëtzebuerg eng ganz besonnesch Roll. Souwuel fir de Persounen- wéi fir de Wuerentransport erméiglecht de Fluchhafen eis gutt an direkt international Verbindungen an d'ganz Welt. De Fluchhafen huet natierlech och eng ganz wesentlech Bedeitung fir eis Economie. An engem Rapport vum Mäerz vun deem Joer gëtt den direkten an den indirekten Impakt vum Fluchhafen op eis Economie analyséiert.

Wann een all méiglech Effekter zesumme-rechent, dann ënnerstëtzt de Fluchhafen eis ekonomesch Aktivitéit bis zu enge 5% vun eisem PIB. Dat entsprécht méi wéi 2,5 Milliarden Euro Invest (veuillez lire: Émsaz) am Joer. A ronn eng 24.000 Aarbechtsplazen hänken dovunner of. Dat ass also e ganz wichtige Secteur fir eist Land. Dat ass alles sécher net de Verdéngscht vum Fluchhafen alleng, mä de Fluchhafen, wann dee misst muer zoumaachen, da géif natierlech e ganz groussen Deel vun deenen Aktivitéiten an Aarbechtsplazen do verluer goen.

De Findel ass doriwwer eraus dee fénneft-gréisste Frachtfluchhafen, Fret-Fluchhafen an Europa. De Fret huet 2015 ronn 738.000 Tonnen ausgemaach, wat dee positiven Trend vum Virjoer bestätegt. Allerdéngs muss ee soen, dass dese Volume virun der Kris vun 2008 méi héich war an dee Secteur sech och nëmme ganz lues dovunner erhëlt.

E bëssen anescht gesäit et awer bei de Passagéierzuelen aus. Do gëtt et zanter dem Abroch vun 2009 e kontinuierleche Wuesstum. De Rapport vu lux-Airport hält fir 2015 eng Passagéierzuel vu bal 2,7 Milliounen fest. Dat ass eng Steigerung vun 9% am Verglach zum Joer virdrun an och ganz däitlech méi wéi virun der Kris.

Trotzdem sti souwuel de Fluchhafen wéi och d'Fluchgesellschaften ënner grousssem Konkurrenzdruck a viru ganz seriösen Erausforderungen. Obwuel de Fluchhafen vill zu eisem Räichtum bäidréit, ass säin ekonomesch Iwwerliewe keng Selbstverständlechkeet. Wann ee qualitativ héichwärtig Servicer op engem Fluchhafen ubide wëllt, muss ee konsequent investéieren. Lëtzebuerg huet dat an deene leschte Jore gemaach a mir sinn nach laang net um Enn vun deesen Efforten. Mir hu ganz vill an d'Infrastrukturen, wéi Fluchhafengebäuer, e rissege Reparaturhangar a Parkingen, mat all deene Problemer, déi mäi Virriedner schonn

ugeschwat huet um Niveau vum Sécherheetsberäich an esou weider, investéiert.

Beim Stéchwuert Infrastrukture wëll ech de Minister froen, wéini dee klengen Terminal a B-trib goe kann. Dat géif jo de Confort e Stéck nach weider verbessern.

Da stinn als Nächst och nach weider gréisser Aarbechten un der eigentlecher Fluchhafeninfrastuktur um Programm. Eise Minister François Bausch huet viru Kuerzem virgewart, dass déi Aarbechten eng ganz aner Envergure géife kréien, wéi dat an enger éischer Approche gemengt ginn ass. Rieds geet elo vun 200 Milliounen Euro Invest. Ech wär fro, wann de Minister eis herno och dozou e puer Wierder kéint soen. Et ass mer ënner anere net ganz kloer, wat alles an deem Pak elo do mat dran ass. Schliisslech hu mir och schonn an den Diskussiounen iwwert déi zukünfteg Zesummenaarbecht mat der Däitscher Fluchsécherung, der DFS, iwwert d'Investitiounen an neit Material geschwat an och doriwwer, dass de Buedemradar endlech soll installéiert ginn.

Wann ech dat richteg verstanen hunn, hu mir do säit ville Joren e gewëssenen Nohuelbedarf, well op déi Décisioun, wéi et mat der Approche viru géif goen, gewaart gouf. De Buedemradar muss awer elo esou séier wéi méiglech kommen, ier et wierklech eemol ze spéit ass. Well déi Chance, déi mer virun e puer Joer hate mat enger ganz lichter Touche tëschent engem Flieger an engem Camion op der Landepist - dat kéint eemol zu katastrophale Suite féieren, wat mer jo all net wëllen!

Als LSAP hu mir an deene leschte Joren ëmmer erëm op d'Installatioun vun engem Buedemradar insistéiert. An dat wëll ech haut och nach eemol ganz däitlech widderhuelen.

Ech wëll awer hei och ganz kloer soe bei all deene Problemer - a mäi Virriedner huet dat och schonn ugeschwat, ech kommen och herno nach eng Kéier drop zrëck -, dass et mer hei haaptsächlech ëm d'Sécherheet geet vun engem internationale Fluchhafen. An da muss een och bei konnexen Aktivitéiten, spréich Hobbyfligerei, och kucken, dass een dat an deemselwechte Licht gesäit, wéi dat sech och gehéiert. Ech mengen, hei muss een och e Primat setze vun engem internationale Fluchhafen. An da muss een dann och kucken, dass déi secondaire oder konnex Aktivitéiten och dann eng secondaire Roll hunn! An ech mengen, soss kënnen mer net vu Sécherheetsproblemer schwätzen, wa mer do einfach alles zouloossen! An ech mengen, de Minister, dee mécht dat och net, an do kann en op eis voll Ennerstëtzung zielen.

Här President, wann een de finanziellen Impakt vun engem gutt fonctionnéierende Fluchhafen zu Lëtzebuerg kuckt, da léisst sech eng Investitioun vun 200 Milliounen sécherlech rechtfertigen. Do gëtt et allerdéngs en anere Problem: D'EU-Kommissioun waacht streng doriwwer, wivill Statshëllef en d'Fluchhafen an der EU ginn. An et interesséiert se dobäi guer net, dass de Findel deen eenzeg internationalen Fluchhafen ass, deen d'est, eist Land huet.

Fir e Fluchhafen mat manner wéi dräi Milliounen Passagéier dierf de Stat sech mat 50% un den Investitiounskäschte bedeelegen. Wa mer des Limitt vun de Passagéier, wou mer jo awer schonn elo ganz no dru sinn, iwwerschreiden, muss lux-Airport, fir se net ze nennen, 75% vun dese Käschten droen. Ass et sécher, dass mir d'est Joer de Cap vun den dräi Milliounen Passagéier nach net iwwerschreiden?

Wa mir en entspreche Projekt uganks d'nächst Joer hei an der Chamber géife stëmmen, wär da garantéiert, dass de Finanzierungsmodell, deen tëschent dem Stat a lux-Airport festgehal gëtt, och méi spéit nach konform zu deesen EU-Regelen da wär? Wéi gëtt dat gekuckt, wann d'Passagéierzuelen 2017 nach eemol géife wuessen an d'Limitt vun deenen dräi Milliounen iwwerschreiden? De Minister wäert eis sécher herno dozou e puer Äntwerte kënnen ginn.

Jeeweils 100 Milliounen Euro sinn esou oder esou vill Suen, souwuel fir de Stat wéi och fir d'lux-Airport. lux-Airport, ass des Gesellschaft esou opgestallt, dass se deen Invest packt? Wäert se doduerch gezwonge ginn, d'Fluchhafengebühren eropzesetzen? Wat huet dat fir en Impakt op d'Konkurrenzfähigkeit vum Fluchhafen?

Ech erënneren do drun, dass mer an direkter Noperschaft e Fluchhafen Hahn hunn, deen ëm d'Iwwerliewe kämpft. Villes deit drop hin, dass deen an absehbarer Zäit zoumaache muss. Net zulescht läit dat dodrun, dass et zu Hahn net gelongen ass, genuch Trafic vu Lëtzebuerg op Hahn ze drainéieren, wat jo och gutt fir Lëtzebuerg ass. Do stellt sech d'Fro, ob sech dat awer net eemol kéint ëmdréien, wa Lëtzebuerg gezwongen ass, seng Gebüeren an d'Luucht ze setzen. Ganz ofgesinn dovunner, dass während der Zäit vum Chantier vum Tarmac vun der

Landepist d'Fluchgesellschaften eng Rei Aschränkunge wäerte mussen akzeptéieren.

An de Medie gouf schonn d'Optioun ugeschwat, fir d'Horairé fir d'Carboxyl während där Zäit unzepassen an eventuell méi Nuetsfluch ze geneemegen. Och hei wëll ech de Minister froen, ob dat eng reell Optioun ass. Wa jo, kéint een dat an enger Chantiersphas akzeptéieren, allerdéngs wär et ganz wichteg, mat de Leit, déi vum Kaméidi do betraff sinn, ze schwätzen an hinnen ze garantéieren, dass sech doraus keen Dauerzustand entwéckele wäert. De Minister kann eis vläicht och haut schonn eng Indicatioun ginn, wéi laang déi Aarbechten ongeféier dauere sollen.

Nieft dese wichtige Froen a groussen Investitiounen, wëll ech awer besonnesch ervirhiewen, dass e Fluchhafen nëmmen da gutt fonctionnéiere kann, wann en iwwer genuch a gutt qualifizéiert Personal an deene verschiddene Servicer verfüügt an déi och gutt géiert ginn. Grad zu deem Zäitpunkt, wou deesen Débat ugefrot gouf, hu sech an deem Beräich jo eng ganz Partie seriö Froen gestallt. Ech muss soen, ech sinn éierlech fro, dass déi Pläng fir d'Approche um Fluchhafen, also d'Fonction vum de Radarlotsen u Belgocontrol op Zaventem auszelageren, fale gelooss gi sinn. Ech menges wierklech, dass dat kee gudd Choix fir d'Zukunft gewiesch wär.

Déi Diskussiounen an der Chamberskommissioun an d'Visitt virun allem och bei der DFS hu sécher vill dozou bäigedroen, méi eng viabel Léisung ze fannen, déi d'Vuen an d'Interesse vum Lëtzeburger Personal mat berücksichtigtegt. Hei wëll ech och den onermiddlechen Asaz vun hirer Personalvertriederorganisatioun, der LACA, ervirhiewen, déi sech mat vollem a guddem Recht a mat aller Energie géint eng Auslagerung a fir d'Erhale vun hiren Aarbechtsplazen agesat huet an déi mir als LSAP och ëmmer ënnerstëtzt hunn.

Mir kënnen eis och an Zukunft eiser Verantwortung fir de Findel net entzëien a mussen eis trotz Kooperatiounen mat auslännesche Gesellschaften deen néidege politesche Spillraum erhalen. Eben aus deem Grund, well de Fluchhafen fir ganz Lëtzebuerg esou eng grouss a wichteg Bedeitung huet, kënnen mir dat net un eng Privatgesellschaft ofginn, déi just nom Profit kuckt, dee se op deem Fluchhafen maache kann.

Mir brauchen eng Gestiou vu Leit, déi net nëmmen op d'Zuele kucken, déi ënner dem Stréch erauskommen, mä vu Leit, déi verstinn, dass een eng gutt Qualitéit um Service nëmme ka garantéieren, wann och eng gutt Personalgestiou gemaach gëtt. Zanter Jore kommen um Fluchhafen ëmmer erëm Meldungen, dass et doranner e bëssen haakt. Wann een tëschemenschlech Problemer léise wëllt, muss ee méi matenee schwätzen an net manner. An dat geschitt jo och elo, dass de Minister do och dee méi sozialen Dialog weider verstärkt.

An deem Kontext ass ee just ganz e bëssen erstaunt ze liesen, dass elo eng Rei sécherheitstechnesch Aufgabe vun der Administration de la navigation aérienne un d'lux-Airport iwwerdre solle ginn an een do net bereet wär, mat de Gewerkschaften doriwwer ze schwätzen. Doriwwer wäert den Här Minister eis sécher herno Oplklärung kënnen ginn.

Ech wëll awer drun erënneren, dass et fir d'LSAP ëmmer ganz kloer war, dass et eng Trennung tëschent de kommerziellen Aspekter an den techneschen, sécherheitsrelevanten Aspekter um Fluchhafen muss ginn. Dofir huet lux-Airport jo d'Missioun vun der Exploitatioun vum Terminal mat de Geschäfte an esou weider, woubäi d'ANA derfir ze suergen huet, dass de Fluchbetrieb an déi Servicer, déi dorunner hänken, reibungslos an an aller Sécherheet kënnen assuréiert ginn.

Opgrond vun deenen Artikelen, déi een d'lescht Woch an den Zeitunge liese konnt, war allerdéngs rieds dovun, dass lux-Airport géif d'Verantwortung vun der Zertifizéierung vum Fluchhafen iwwerdre kréien. Dat schéngt mer net onbedéngt kohärent zu där Aufgabendeelung, déi mer bis elo haten.

Grad déi Kontroll, déi de Stat am Moment duerch d'ANA iwwer all sécherheitsrelevanten Prozeduren um Fluchhafen huet, ass enorm wichteg. Mir wëlle jo op kee Fall (veuillez lire: op alle Fall) verhënnen, dass opgrond vu finanziellen Schwierigkeiten um Niveau vun de private kommerziellen Aktivitéiten Drock op Investitiounen an och op d'Personal géif entstoan a Beräicher, déi d'Sécherheet betreffen. Ech weess, dass et an deesen Zäiten net einfach ass, e Fluchhafen rentabel ze bedriewen oder och nëmmen aus de rouden Zuelen erauszehalen.





D'Sécherheet ass awer dat Element, un deem op kee Fall gespuert dierf ginn, an dofir muss de Stat, de Lëtzebuurger Stat och de Garant sinn.

Dofir hu mir als LSAP net eng Politik vum eidele Stull bedriwwen, mä, wéi beim Problem vun de Radarlotsen, zesumme mam Minister a mat der LACA eis aktiv un enger Léisungsfindung beedelegt, déi jo an engem Saz doranner besteet, dass déi éprouvéiert Technik vun der däitscher Loftsécherung zu Lëtzebuerg installéiert gëtt - a wéi se schonn a ville Länner applizéiert gëtt - an de Betrib awer weider zu Lëtzebuerg vun eise Radarlotse kann assuréiert ginn, an dat natierlech mat deenen néidege Verknüpfungen zur Zentral vu Langen bei Freiburg (veuillez lire: bei Frankfurt).

Domat hu mir als LSAP eis Responsabilitéit a puncto Sécherheet geholl, well d'Sécherheet priméiert iwwer allem. An d'Sécherheet kennt och keng falsch Kompromisser, kennt keng falsch Kompromisser! An hei si mir an engem Héichsécherheitsberäich, dat solle mer alleguer net vergiessen.

Well wann et zu engem Accident kéim, wat mer all natierlech net wëllen, da muss mir dann och zu eise jeeweilegen Débat an Décisiounen stoen. An dat huet de Minister gemaach an dofir huet en och eis voll Ënnerstützung.

Ech soen lech och Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Negri. An nächst ageschriwwen Riederin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis eens: De Findel spillt eng wichteg Roll an eisem klengen Land a steet och ëmmer erëm an der Aktualitéit, sief et wéinst Suerge bei der Cargolux, Suerge bei der Luxair, sief et wéinst dem Kaméidi an den Nuetsflich oder awer wéinst de steigenden Zuelen am Fracht- a virun allem am Persounverkéier, déi ganz gescheit gériert muss ginn. Mëttlerweil leier mer, wéi gesot, bei iwwer 759.000 Tonne Fracht an iwwer 2,9 Milliounen Passagéier, déi an engem Joer um Findel starten oder landen.

Mir sinn eis awer och eens, Dir Dammen an Dir Hären, dass de Sujet vum Findel net lassgeliest ka gi vun internationalen Entwécklungen, déi e groussen Afloss op de Secteur vun der Aviatioun hunn an déi dese Secteur och ganz krisenuffällig maachen, onofhängeg vun de Prioritéiten, déi déi jeeweileg Regierung setzen. Virun allem hunn d'Entwécklung vun der Weltwirtschaft an de Finanzmäert, mä och Accidenter, Kricher an Naturkatastrophen e groussen Afloss op d'Aviatioun an domat natierlech och op de Findel.

Eng international Ausrichtung huet och d'Klimaproblematik, déi jorzéngtelaang - an och vu menge Virriedner - aus der Debatt ausgeblent ginn ass, obwuel se an enger Relatioun mat der Wirtschaftlechkeet vum Fluchverkéier steet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zanter dem Klimaaccord vu Paräis schwätze mir vill vu grénger Economie, vu Kreeslafwirtschaft, vu Recyclage an Transitioun, vu regional, bio a fair an de Kantinnen. An eisen Aen ass dat eng ganz sennvoll a wichteg Entwécklung a mir wäerten déi och weiderhi voll ënnerstëtzen.

Dës Entwécklung heescht awer och, dass d'Gidder méi laang am Émlaf bleiwen, dass regional Produkter virgezu ginn an dass manner Quantitéiten iwwer wäit Strecken befördert mussen ginn. Dobäi muss ee bedenken, dass an engem Kilo Hämmelees, wat mat der Cargolux oder mat engem anere Fliger aus Neuseeland ageflu gëtt, iwwer 6 l Kerosin drastiechen an dass ee Kilo Liewensmittel, wat mam Fliger transportéiert gëtt, 170-mol méi CO<sub>2</sub>-Emissiounen verursacht wéi ee Kilo, wat mam Schëff geliwwert gëtt. Spéitstens wann een déi Zuelen an hir Auswierkungen op d'Klima kennt, muss ee sech froen, wéi laang den Transport vun esou net liewenswichtigen lesswueren duerch de Loft-raum nach ze rechtfertigen ass a firwat mir net einfach Hämmelees iessen, wat an der EU produzéiert gëtt oder ganz einfach um Lëtzebuurger Bauerenhaff.

Net anescht ass et bei deenen Dausende vun Héichlechtsblummen, déi an Ecuador, a Kenia, a Kolumbien an an aneren Drëttlänner mat vill Waasser, mat Dünger a Pestiziden héichgezucht ginn, duerno mat décke Fligern an Europa ageflu ginn a bei eis fir 10 Cent pro Blumm verkaaft ginn. Mëttlerweil stellt de Verkauf vun dese Fligerblummen 20% vum europäesche Blummemaart duer, emol guer net ze

schwätze vun den negativen Inzidenzen, déi desden dubiéisen Handel mat Blummen op d'Landwirtschaft vun de Produktionslänner huet.

Dir frot lech, wat dat mat deser Debatt ze sinn huet. Mir sinn der Meenung, dass deen Transport net néideg ass! Dir kënnt lech erënneren: Wéi en islännesche Vulkan de Loftverkéier am Joer 2010 lamgeluecht huet, ass et kengem opgefall, dass gewësse Produkter net disponibel waren. An déi europäesch Economie an och déi Lëtzebuurger Economie ass trotzdem net zesummegebrach. Och dat weist, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass de Frachtverkéier duerch d'Loft ganz oft aus näscht anescht besteet wéi aus Nice-to-have-Wueren, déi no Loscht a Laun ze kréie sinn, mä net gebraucht ginn.

An deem Sënn wëll ech elo eng Kritik umellen, nämlech eng Kritik um Motto vun der Cargolux: „you name it, we fly it!“, deen e bedenkeleche Message véhiculéiert, an zwar deen, dass all Floribus op einfache Knappdrück hin duerch de Loftraum geflu ka ginn. Dese Message léisst net drop schléissen, dass d'Cargolux sech scho ganz vill Gedanken iwwer d'Nohaltegkeet gemaach huet an iwwer d'Ëmweltproblematik a vläicht gutt berode wier, iwwer méi en nohaltege Geschäfts- a Sozialmodell nozedenken. Dobäi stelle mir net a Fro, dass d'Gidder, déi net anescht transportéiert kënnen ginn, natierlech mat der Cargolux sollen ageflu ginn, wann et em Saache geet, déi mer wierklech brauchen an déi eis Industrie um Liewen halen.

Här President, aner Facteuren, déi dem gesamte Fluchverkéier keng roseg Zukunft prophezeien a souguer de Geschäftsmodell vun enger ganzer Airline kënnen zerstéieren, sinn d'Kerosinpräisser, vun deenen och nach net geschwat ginn ass. Zanter 2008 ginn des Präisser monter op an of, allerdéngs mat steigender Tendenz, a féiere mëttel- oder laangfristeg dozou, dass d'Aviatioun net nëmme ekologesch, mä och wirtschaftlech dee Kierzeren zitt par rapport zum Transport iwwer d'Schinn, dës virun allem bei méi kuerze Strecken bis zu 1.000 Kilometer.

Mir sinn der Meenung, dass där Entwécklung soll virgegraff ginn an dass et dowéinst an eisen Ae wichteg ass, déi transnational Zuchverbindungen och ze berücksichtigen. An dat mécht d'Regierung ganz gezielt, dës natierlech a Verbindung mam Bau vu multimodale Plattformen, déi et erlaben, d'Gidder vun der Strooss op den Zuch ze kréien, an net an de Fliger.

An deem Kontext kann ech nëmme widderhuelen, Här Minister, wat Dir als fréieren Deputéierten am Joer 2012 am Débat d'orientation op deser Plaz gesot hutt. Dir hutt gesot, dass déijéineg, déi weiderhin un de Frachtverkéier duerch de Loftraum gleewen, um Mount géife liewen an net verstanen hätten, wéi schwéierwiegend d'Kris an der Aviatioun eigentlech ass a wat sech dohanner verstoppt. Ech géif mengen, Dir hat vollkommene recht.

Wat elo déi aktuell Situatioun um Findel betrëfft, mat där mir haut konfrontéiert sinn an em déi et och elo geet, muss een a Betracht zéien, dass scho vill Geld an déi Infrastruktur gefloss ass. Als Gréng stelle mir net a Fro, dass dat, wat schonn dosteet an zum Deel och eidel steet, optimal genotzt, moderniséiert a mat Liewe gefüllt muss ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Lorsché, entschëllegt...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Erlaabt Dir, dass den Här Kartheiser eng Fro stellt?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Wann Dir herno net bimmelt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen!

(Hilarité)

Jo, also heescht dat „jo“?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Also wann ech herno déi Zäit hei guttgeschriwwen kréien...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Kartheiser, ech...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Also ech wëll eigentlech net duerch d'Blummen schwätzen hei, mä ech wollt just froen, well mer d'nächst Woch jo eng Debatt hei hunn iwwer d'Entwécklungshëllef a wëll mer jo wëssen, wéi wichteg den Handel ass, dass iwwerhaapt déi exportfäeg Produkter aus der drëtter Welt heihinnerkommen oder aus den Entwécklungsstate kënnen heihinnerkommen, a well ech elo gesinn, dass déi gréng do Problemer dermat hu fir awer eng ganz Rei vu Produkter, déi awer verfallsméisseg ufällig si a ganz séier müssen - zemoos am Agrikulturbereich - op d'Mäert kommen, do wollt ech

d'Madamm Lorsché froen, an hiren Aen, an den Ae vun der grénger Partei, wéi eng Produkter aus der drëtter Welt aus dem Agrikulturbereich hirer Meenung no nach iwwerhaapt dierfen an Europa exportéiert ginn a wéi dat da soll passen an eng Entwécklungsméiglechkeet vun deene Länner hei op eise Mäert.

Merci.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Majo, ech hunn d'Wuert genannt, Här Kartheiser, ech soen: bio a fair! Do gehéiert de fairen Handel derzou, wou mer der Meenung sinn, dass deen dohannen ënner gudden Konditiounen produzéiert gëtt, net op d'Käschte geet vun deene Leit, déi do liewen, net op d'Käschte vun der Landwirtschaft, an dass mer guer kee Problem hunn, wann déi Produkter agefouert ginn. Mir hunn awer e Problem domat, wa Blummen agefouert ginn, déi d'Landwirtschaft an deene Länner zerstéieren. Voilà!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Erkläert dat de Kolumbianer!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Mir stellen als Gréng och net a Fro, wéi ech gesot hunn, dass dat, wat schonn dosteet an zum Deel eidel steet, optimal genotzt, moderniséiert an och mat Liewe gefüllt muss ginn. Sou zum Beispill déi eidel stoend Geeschtergare, déi fréier emol geplangt gi war, awer keen Notzen haut méi huet, well eng Feelplanung vir-louch am Beräich vum Schinnentransport, deen elo do net stattfënt.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Also dat do stëmmt awer absolut net!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Et ass keng Gare, déi elo funktionéiert, da kann een net soen, si wär geplangt an a Betrib gesat.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Jo, ech hu jo elo net gesot, dass do...

(Interruption par la présidence)

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...ass quasi den eenzege Fluchhafen op der ganzer Welt geschwënn, deen net un d'Schinn ugebonnen ass. Dat ass de Skandal!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Wann déi Planung...

(Interruption)

Wann déi Planung konsequent duerchgefouert gi wär, da wär et keng Feelplanung gewiescht, da géif elo do eng Gare funktionéieren!

Mir stellen och net a Fro, dass dat zousätzlech Potenzial, wat nach besteet, eng Plus-value fir Lëtzebuerg ka bedeuten, virun allem am Persounentransport, wou et vun der Plaz hier jo awer och schonn eng Limit no uewe gëtt. Eng Plus-value ass natierlech de wirtschaftlechen an interkulturellen Impakt, deen de Fluchhafen op de Standuert Lëtzebuerg huet. Dat ass schonn e puermol gesot ginn. Eëmmerhi verbënnt de Fluchhafen eis mat villen internationalen Zentren, déi op ganz verschiddenen Ebene mat eis zesummeschaffen an op eng séier Mobilitéit ugewise sinn. Ech denken och u Lëtzebuerg als europäeschen Zentrum, wou mer ganz vill Mobilitéit brauchen. Eng Plus-value sinn natierlech och déi Dausende vun Aarbechtsplazen, déi de Fluchhafen generéiert an déi mir müssen erhalen.

E weidere Punkt, op deen ech nach kuerz wëllt agoen, betrëfft d'Organisatioun vum Findel, vun där och scho geschwat ginn ass. De Findel als effentlech Infrastruktur muss déi internationalen Regeln an d'Oplage vum FABEC-Accord aus dem Joer 2010 erfëllen. Deseen Accord regelt d'Sécherheet am gesamten zentraleuropäeschen Raum an net just zu Lëtzebuerg, konnt bis haut awer net integral respektéiert ginn, well et dem Findel ganz einfach un der néideger Ausstattung an um néidegen Know-how gefeelt huet.

Dir wësst, vu wat ech schwätzen, meng Virriedner hunn et schonn erwänt: Et geet em d'Ufluchkontroll, déi an der Lescht zu der Suerg gefouert huet, de Minister géif dee ganze Service un déi Däitsch Fluchsécherung auslagere. Muncher hu souguer vun engem Verloscht vu Souveränitéit geschwat, wou een awer muss wëssen, dass 80% vum Lëtzebuurger Loftraum vu Belgocontrol an Eurocontrol gériert ginn, soudatt d'Souveränitéit längst net méi déi ass, déi ee kéint mengen. An déi ass och guer net méiglech ze realiséieren, well et sech em e gemeinsamen Himmel handelt.

Dass dës Auslagerung schlussendlech net stattfënt huet, dass d'Technik vum Fluchhafen un déi modern Bestëmmungen ugepasst gëtt, dass d'Fluchlotsen zu deem Zweck ausgebilt ginn, Duebellizenze kréien a méi Kompetenzen, begréisse mir ausdrécklech, grad wéi och d'Installation vum Buedemradar, deen aus Sécherheitsgrënn bluttnoutwendeg ass. Virun allem begreisse mir awer och, dass endlech e

Minister de Courage hat, dat waarmt Eise vun der Ufluchkontroll, trotz staarkem Géigewand, konsequent unzepaken an eng zefriddestellend Léisung mat allen Uspriechpartner konnt verhandelen.

Dir Dammen an Dir Hären, en anere Beräich, deen eis nach ëmmer Suerge mécht an deen och an der Lescht erëm an de Medie méi am Gespéich war, ass de Problem vum Kaméidi, dem sougenannte Fluchlärm. D'Tatsach, dass Fligerkaméidi krank mécht a bei Kanner och zu Léierschwierigkeete féiert, ass längst bewisen a gëtt vu kenger Etüd méi a Fro gestallt. Dowéinst muss eppes geschéien! Et ass awer net einfach.

Ech géif eng Rei Pisten opzielen, déi eis virschwiewen: Eischtens dierfen d'Fluchpläng zäitlech net bis op déi lescht Grenz ausgereizt ginn, fir ze verhënneren, dass Fligere mat duerchschnëttleche Verspéidungen an der Nuecht musse landen.

Zweetens ass och d'Limitatioun vum Fluchkaméidi a Kombinatioun mat der Zuel vun de Fligere, déi eran dierfe fléien, e gutt Instrument, fir gesondheetschiedlechen Auswierkungen vum Fluchlärm bäizekommen. Dat heescht an anere Wieder, dass eng Steigerung vun de Fluchbewegungen eigentlech nëmme erlaabt dierft ginn, wann den eenzelne Fluch méi lues gëtt.

Drëtters denken ech och un d'Gesondheetsaspekter, déi méi Gewicht kréie mussen an der Planung, bei enger Renovatioun, bei engem Ausbau a bei allen anere Pläng. Dat heescht, dass d'Zesummenaarbecht mat Spezialisten aus dem Gesondheetssecteur sech hei ganz gezielt opdrängt.

A firwat net och driwwer nodenken, dass d'Präisser vun de Landerechter un de Kaméidi vum jeeweilege Fligermodell gebonne ginn?

Wahrscheinlech gëtt d'Belaaschtung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat Kaméidi trotz allen Efforten ni esou kleng, wéi d'Awunner ronderëm - Sandweiler, Hamm, Bouneweg, Zeisseng, Gasperech - sech et wënschen. Dat ass keng besonnesch gutt Perspektiv. Eng gutt Perspektiv ass awer déi, dass an Zesummenaarbecht mat der Union des syndicats locaux de la ville de Luxembourg, dem Ministère, dem Management vun der Cargolux an de Spezialisten vun der DSF an aller Transparenz no Léisunge gesicht gëtt, fir dass d'Belaaschtung manner grouss gëtt, wéi se den Normen no eigentlech kéint sinn.

Zu där Transparenz gehéiert och eng neutral Bestandsopnam vun der aktueller Situatioun, wou ech lech, Här Minister, wëllt froen, wéi et weidergangen ass mat de Rapporten, déi Der am Joer 2012 hei am Fong kritiséiert hutt, well bei de Miessungen nëmme 50% vun den Nuetsvollen deemools erfaasst gi sinn a fir freides a samschdes guer keng Donnéeë vir-louchen.

Zesummeffaassend, Här President, wëllt ech festhalen, dass de Fluchhafen an och säin Ausbau eist Land op der Weltkaart doudsicher net manner interessant, mä méi interessant mécht an och zu eisem Wuelstand bäidréit, esou laang natierlech, wéi de Secteur vun der Aviatioun stabil bleift.

Eng aner Feststellung ass awer déi, dass de Fluchhafen eng kräfteg CO<sub>2</sub>-Schleider ass an e starke Verursaacher vu Kaméidi, Voleten, déi och net dierfen ignoréiert ginn. Dës Spannungsfeld gëtt bestëmmt net méi kleng an Zukunft. Vlächtt wär et dowéinst un der Zäit, eng neutral Wäertschöpfungsanalys ze maachen, wéi een dat nennt, déi net nëmme der Wirtschaftlechkeet vum Fluchhafen Rechnung dréit, mä och den Ëmweltaspekter, déi ëmmer méi eng grouss Roll spillen. Ech erënneren nach eemol un d'COP21.

Ech denken, déi 170 Länner huelen hiren Accord, dee se ënnerschriwwen hunn, eescht. An dat ass eis Hoffnung! Dat heescht, dass déi ënnerschiddlech Risikofacteuren, déi mat engem Ausbau vum Findel verbonne sinn, op hir jeeweileg Konsequenzen ënnersicht solle ginn an dass och Alternative missten opgezeecht gi fir de Fall, wou et wierklech mam Secteur vun der Aviatioun biergof geet.

Dozou gehéiert dann awer och d'Analys, wéi wäit et méiglech ass, den Impakt vum zouhuelende Fluchverkéier duerch d'Entwécklung vun nach méi erneierbaren Energien eenegermoossen ze neutraliséieren.

Ganz bedauerlech ass fir eis, dass et nach ëmmer keng gescheit europäesch Strategie gëtt, fir d'Entwécklung vun deene ganzer acht Fluchhäfen aus der Groussregioun - ech nenne se: Zweebrécken, Saarbrécken, Bitburg, Léck, Hahn, Charleroi, Metz, Nanzeg a Findel - ze koordinéieren op eng clever Aart a Weis an domat weidere Wildwuchs respektiv déi steigend Konkurrenz tëschent de Fluchhäfen, déi och natierlech dozou féiert, dass verschiddener net





iwwerlieden, verhënnert kënnen ginn. Den éiergäzige Masterplan, deem dem Findel an den nächste fënnel bis zéng Joer en neit Gesiicht soll ginn, muss jiddefalls gutt iwwerluecht sinn an eisen Aen, fir datt en an eng ekologesch Zukunft féiert respektiv eng ekologesch Sakgaass verhënnert an de folgende Generatiounen wäert zeguttkommen.

An deem Sënn soen ech lech villmoos Merci fir d'Nolauschteren a stelle keng weider Froen, well der scho ganz vill gestallt gi sinn. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Lorsché. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, d'Fléien ass mat Sécherheet e bequeme, en attraktiivt a virun allem awer och e sécher Transportmëttel, wat jo oft nawell gäre vergiess gëtt. Et bréngt d'Leit beieneen. All Dag ginn Honnertausende vu Passagéier duerch d'ganz Welt transportéiert. An eppes ass ganz kloer: Wat wier eist Land ouni de Fluchhafen? Wat wier eist Land ouni de Findel? Et wier e Land, wat géif lénske leie gelooss ginn. Et wier e Land, wat mat Sécherheet och net e Maillot jaune an der Economie unhätt. A wann een och e bëssele méi an den Detail geet an et kuckt een och, wat dee wirtschaftlechen Impakt vum Findel ass, da fënnst ee ganz séier eraus, datt dat an eiser Economie awer e wichtege Piller duerstelt.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt zum Beispill 15.000 Aarbechtsplazen direkt um Findel drunhänken an datt ee ka soen, datt plus ou moins 24.000 Aarbechtsplazen insgesamt mam Findel ze dinn hunn.

De Fluchhafen hei zu Lëtzebuerg huet och eng enorm Entwécklung hanneru sech. D'Ufäng waren an den 30er Joren. 1975 gouf dunn eng Aérogare fir 500.000 Passagéier gebaut. An d'Zuel vum de Passagéier, wéi se sech entwéckelt huet, ass och e gudd Barometer, wéi sech, wéi gesot, de Fluchhafen positiv entwéckelt huet: 1950 6.525, 1990 schonn 1.072.264 an dann, wéi gesot, d'lescht Joer 2.687.566. An dann de leschten August hu mer wierklech de monatleche Rekord gebrach: 295.000 Passagéier.

Och wann een d'Entwécklung vum de Frachtzuele kuckt, gesäit een do eng enorm positiv Entwécklung: 1950 waren et 436 Tonnen nëmmen, 1990 schonn 143.667 an 2015 737.625. Wann een déi kumuléiert Croissance vum Fluchhafen aus deene leschte fënnel Joer kuckt, da komme mer op 67% (veuillez lire: 65%). Dat ass, wéi gesot, schonn enorm.

Mir hunn eis op dëser Plaz scho ganz vill mam Fluchhafen an deene leschte Jorjéngte befaasst, wat och richtig ass. Et war den 11. Juli 1996 eng éischt Vergrößerung decidéiert ginn. Déi ass net realiséiert ginn. Du kumt et zum Bau vum Terminal A, deem am Joer 2008 ageweit gouf. An de Fluchhafen ass zwar entrempen nach ëmmer „nëmmen“ - tëschent Guillemeten - e Regionalfluchhafen, mä trotzdem: Seng Wichtigkeet huet sech awer enorm an deene leschte Joren ëmmer méi erausgeschiedt. Wéi mer hei d'Gesetz vum 26. Juli 2002 diskutéiert hunn, dunn ass deemoos vun enger gewolltener Grenz, kann ee soen, vum dräi Milliounen geschwat ginn. Entre-temps schwätze mer awer scho vun engem Horizont vu véier Milliounen.

Dann dierf een natierlech och net vergiessen, datt déi immens positiv Entwécklung vum Fluchhafen zum Deel awer och d'Resultat vum europäesche Reglementatiounen ass. Ech erënneren drun, datt 1978 zum Beispill d'Liberaliséierung vum Loftransport um EU-Niveau agesat huet, déi mam drëtten Paquet 1993 ofgeschloss ginn ass.

Allerdéngs muss een och, wann een d'Analys mécht vum Fluchhafen, éierlechkeetshalber soen, datt natierlech och e puer Décisiounen geholl gi sinn, déi net esou ganz glécklech waren. Mir hunn 2004 den Terminal B opgemaach. Mir wëssen, wat dunn d'Konsequenz war. Dat war net grad eng Meeschterleschung, datt en dunn erëm eng Rei vu Joren zou war; an der Hoffnung, wéi gesot, datt en erëm séier opgeet.

Dann, et ass och schonn hei gesot ginn, 2002 hu mer e Gesetz gestëmmt, wat d'Ubbannung vum éffentlechen Transport an de Findel sollt duerstellen. Mam Resultat, datt eng Gare gebaut gouf. Et kann ee vun enger Phantomgare praktesch schwätzen, déi ass ni a Betrib geholl ginn. Och dat léisst natierlech zum Deel awer déif blécken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll a menger Interventioun hei op e puer wesentlech Faktoren agoen, déi awer dann, wéi gesot, d'Wirtschaftlechkeet vum Findel hei sollen ënnersträchen. A mir als Demokratesch Partei, an dat wäert wuel keen heibannen iw-

werraschen, stinn natierlech éischer an faveur vun enger Entwécklung vum Fluchhafen, well mer nach wie vor der Meinung sinn, datt do Potenzial ass fir d'Economie an datt een datt onbedéngt och soll notzen.

Wann een natierlech vun der Wirtschaftlechkeet, vun der Attraktivitéit vun engem Fluchhafen schwätzt, da muss een an éischer Linn och emol un d'Accésen, un d'Parkméglechkeeten denken. Hei muss ee soen, datt natierlech eng Rei vu groussen Efforte gemaach goufen. Et war an der Zäit schwéier emol, eng Parkplaz um Findel ze fannen. Et huet zu enger Rei Stresssituationen gefouert. Haut hu mer 7.400 Parkplazen. Och de Kuerzzäitparking ass jo gutt ausgebaut ginn, wou mer haut 345 Plazen hunn.

Dann op där anerer Säit, wat den Zoubréngendéngscht ubelaangt, ass och e gudd Réseau vum Busdéngscht organiséiert ginn. Den „flipco“ zum Beispill biit 32 Départeminten, fir e Präis ab 5 Euro. Dat dréit natierlech och derzou bäi, datt vill Leit sech nach zousätzlech ugesprach fillen, fir eben de Fluchhafen Lëtzebuerg ze notzen.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Fro, ob mer sollen nach zousätzlech Airlines op de Fluchhafen Lëtzebuerg unzeien. Et dierf een net vergiessen, datt 2015 schonn eng Rei nei Gesellschaften derbäikomm sinn. D'Luxair huet och hir Vollen ausgedee: op London, Hamburg, Stockholm an Dublin. Et ass en neie Boeing 737 ugeschafft ginn. Ech wëll an deem Kontext och op LuxairTours zum Beispill hiweisen, e ganz wesentlechen Aspekt vum dem Geschäft vu Luxair, wat mat Sécherheet éischer schwaarz Zuele schreift a wou mer natierlech awer och op d'Groussregioun ugewise sinn. An och dat dierf een natierlech net vergiessen.

**(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

Et sinn eng Rei aner Gesellschaften op Lëtzebuerg komm, sief dat HOP!, sief dat LOT oder sief et Aegean Airlines, an dann natierlech och Ryanair, déi jo amgaangen ass, ëmmer méi Fouss ze faassen hei um Fluchhafen. A virun allem dierf een eppes net vergiessen: datt de Findel Lëtzebuerg jo awer och u sech eng Ubannung huet u siwen Hauptplattformen, vu wou aus ee praktesch an all Kontinent vum der Welt ka fléien.

Wa mer natierlech wëllen an Zukunft nach méi kompetitiv blieden, da muss mer kucken, datt mer déi direkt Konkurrenz och selbstverständlech am A behalen. Ech denken u Charleroi, Hahn, Metz, Saarbrécken oder Léck. An da si mer, wéi gesot, erëm eng Kéier bei der Diskussion: Wëlle mer nach zousätzlech Low-cost-Airlines op Lëtzebuerg zéien? Mir mengen: Jo, allerdéngs net zu all Präis. Et soll awer d'Méglechkeet gebuede ginn, fir eben d'Fluchcapacitéiten hei zu Lëtzebuerg nach ze erhéien.

Da wëll ech drun erënneren, datt zum Beispill easyjet de Moment no der Luxair déi Airline ass, déi déi zweetmeeschte Passagéier transportéiert. D'lescht Joer waren dat der 198.789. Selbstverständlech, wann een iwwert de Volet Low-cost-Airline schwätzt, da kënnt vu verschiddene Säiten ëmmer direkt natierlech och d'Kritik, datt dat géif zum Deel um Bockel vum Personal gemaach ginn, zum Deel um Bockel vum der Sécherheet an esou weider. Ech mengen, mir sollen awer do och keng hypokritesch Diskussionen féieren! Mir spiere jo ganz kloer, datt eng Demande do ass, fir ëmmer méi ze fléien. An dann dierf een op där enger Säit net verlaangen, datt ee praktesch fir näischt ka fléien, an op där anerer Säit dann awer kritiséieren, datt de Service net esou ass, wéi e soll sinn.

Wa mer vun der Attraktivitéit, vun der Kompetitivitéit vun engem Fluchhafen schwätzen, da muss een natierlech och dee ganze Volet Check-in mat considéieren. Och do sinn et an deene leschte Joren - a gëtt et och nach - eng Rei Enkpass ginn. Mä och do muss een awer soen, datt déi Verantwortlech eng Rei vun Efforte gemaach hunn. Zum Beispill goufen 2015 zéng nei Enregistrementsbornen installéiert.

Hei kann een awer och dann d'Fro stellen, ob net sollen déi elektronesch Passkontrollen, déi zum Beispill schonn op enger Rei vun internationale Fluchhafen gemaach ginn, och verstärkt hei zu Lëtzebuerg agesat ginn, wou ee kann Zäit wannen. Da geet et och ëm de Kontrollsystem u sech. Do leeft zum Beispill de Moment op enger Rei vun däitsche Fluchhafen e Pilotprojet, fir, wéi gesot, dat nach vill méi zügg ze maachen. Well loosse mer ganz éierlech sinn: Et weess ee jo, wann een duerch dee ganze Kontrollsystem muss goen, datt dat net ëmmer esou ganz flott ass. Op där anerer Säit muss mer awer och bereet sinn, esou Constraints a Kaf ze huelen, well d'Sécherheet muss jo ouni Zweifel awer och priméieren.

D'Betreiung vum de Passagéier ass e wesentlechen Aspekt. Dat ass hei nach net uge-

schnidde ginn. Ech denke virun allem och un dee ganze Businessberäich, deem natierlech muss och an Zukunft staark gefleegt ginn. Firwat? Mä mir wëssen awer och, wat fir eng Clientèle zum Deel op Lëtzebuerg kënnt: Mir hunn eng héich entwéckelt international Finanzwelt, mir hunn eng héich entwéckelt ekonomesch Welt hei zu Lëtzebuerg. Dann ass et evident, dat de Findel och deem muss gerecht ginn.

Wa mer schonn, wéi gesot, bei der Sécherheet sinn, dat ass eent vun deene wesentlechten Elementer, net nëmme vum heitege Fluchhafen, mä mat Sécherheet och vum Fluchhafen vu muer, dann ass et kloer, datt do mussen déi maximal Virsichtsmaosname getraff ginn.

Ech wëll drun erënneren, datt mer an der Vergaangenheet e puer Incidenten haten, datt op eemol Leit um Tarmac stoungen, déi näischt do verluer haten. Dann dierf een och net vergiessen, datt et zu enger Rei Attentat op anere Fluchhafen komm ass. Datt also hei mussen zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir d'Sécherheet ze garantéieren, ass jiddefalls fir eis evident.

A puncto Sécherheet geet et natierlech och ëm d'Départeminten an d'Landungen. Datt do, et ass jo virun drun hei schonn ugeschnidde ginn, en effikasse Buedemradar muss installéiert ginn, ass jiddefalls fir eis och evident, well de Service „follow me“ jo vläicht net méi onbedéngt ugepasst ass.

Enn 2017 muss dann de Findel och déi sougenannten EASA-Zertifizéierung errechen. De Findel wëll, wéi gesot, d'Fluchhafen-Kategorie E errechen. 40 Punkte mussen dann insgesamt ofgehaakt ginn.

An deem Kontext muss mer natierlech och vun der Problematik vum de Fluchlotse schwätzen. E Sujet, deem eis an deene leschte Wochen a Méint méi am Detail beschäftegt hat. Et dierf een allerdéngs net vergiessen, datt jo awer haut am Fong geholl schonn 80% vun de Services vum Lëtzeburger Loftraum vun auslännesche Prestataire virgeholl ginn. Et geet jo hei virun allem och ëm d'Approche vum de Fliegere, well een eben do ënner anerem och ka bis zu 40% Carburant aspueren.

Bis 2019 si jo ronn 92.500 Mouvementer ze erwaarden. Op där anerer Säit wësse mer, datt dann natierlech eng wesentlech Aufgab vum de Fluchlotse muss gemaach ginn. Mir wëssen allerdéngs och, datt et immens schwéier ass, fir Fluchlotsen ze rekrutéieren. D'ANA hat zum Beispill a sechs Joer nëmmen dräi Lotse kënnen engagéieren. Bis 2023 missten et der awer 36 sinn! Emsou méi muss mer eis och gewëssen europäesche Reglementer upassen.

Da stellt sech natierlech d'Fro vun de Synergien. An da si mer ganz séier an där Diskussion, déi mer, wéi gesot, elo rezent gefouert hunn, ëm eng Synergie, sief dat mat Belgocontrol oder sief dat mat der DFS. Well, wa mer keng Synergie maachen, gëtt jo geschat, datt mer bis d'Joer 2028 Méikäschte vu 40 Milliounen hätten. An ech mengen net, datt dat onbedéngt eng optimal Solutioun wier.

Mir waren - also eng Rei vun Deputéierten, leider gouf et eng Rei Kolleegen, déi gemengt hunn, si bräichte sech net dorunner ze bedeelegen - jo op Langen gefuer, fir eis do e Bild ze maache vun der DFS, fir ze kucken, wéi dat do fonctionnéiert. An ech mengen, datt dat manns, wat ee ka soen, datt ee jiddefalls do e kloert Bild vermëttelt krut, wéi professionell u sech och déi Sociéitéit do fonctionnéiert. An et dierf ee jo och net vergiessen, datt dee ganzen däitsche Loftraum jo vun der DFS operationell iwverwaacht gëtt an datt se doriwwer eraus och nach eng Rei international Fluchhafen als Client hunn.

Ech wëll hei ganz kloer soen, datt d'Demokratesch Partei u sech dee Wee, deem de Minister elo ageschloen huet, mat wëllt droen. Mir mengen, datt dat eng gutt Zesummenarbecht wäert sinn. An et dierf ee jo och net vergiessen, datt déi Fluchlotsen hei zu Lëtzebuerg jo hire Statut och wäerten an Zukunft behalen. An ech mengen och, déi Iddi vun den Duebellizenzen, datt dat eng ganz gutt Saach ass.

Natierlech huet och an Zukunft d'DAC eng wichteg Roll mat der ALSA zesummen ze spillen, well dat si jo awer och zwee wichteg Akteuren, wann et ëm d'Sécherheetsfroen um Findel geet.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Fluchhafen ass ouni Zweifel eng Welt fir sech. Een, dee vill flitt, dee weess dat, datt do ëmmer eng speziell Atmosphär ass. An da si mer och ganz séier beim Shoppingsberäich. Och dat ass e Volet, deem ee muss mat hei an d'Debatt erawerfen. Och do goufen an deene leschte Wochen, Méint grouss Efforte gemaach. Dat ass wichteg, wann ee gär wëllt e modernen, en attraktive Fluchhafen presentéieren, da gehéiert näamlech och eng ganz interessant Geschäftswelt derzou.

An, wéi gesot, déi Efforten, déi déi lescht Zäit gemaach goufen, sinn ouni Zweifel och ze begrëssen. Zum Beispill d'Firma Lagardère Travel Retail ass jo ee vun den Haaptakteuren iwverhaupt am Beräich vum de Geschäfte. An des Firma huet jo de Moment dräi Point-de-venten am Duty free. Si ass schonn op 220 Fluchhafen an 31 Länner vertruuden, huet also ouni Zweifel eng ganz grouss Erfahrung an deem Beräich.

Datt och elo Geschäfte do sinn, déi méi dat typescht lëtzebuergesch Produkt ubidden, fannen ech, passt och ganz gutt an déi ganz Philosophie vum Nation Branding eran. Jiddefalls, et kann een zu deemem Zäitpunkt soen, datt de Réaménagement do gutt gelongen ass. Wat awer net verhënnere soll, datt ee sech soll nach Gedanke maachen: Wéi kënnen mer dee ganze Volet nach ausbauen?

Jiddefalls e Fluchhafen ass ouni Zweifel oft eng éischt Visittkaart vum engem Land. E spigelt de Stil, e spigelt d'Kultur vum engem Land erëm. An dowéinst ass et och wichteg, datt een deementspreechend sech dann och modern presentéiert.

Wa mer déi Debatt hei féieren, da komme mer selbstverständlech net derlaanscht, op de Volet Fret anzegoen, deem e ganz wesentlechen Aspekt an där ganzer Diskussion ëm de Fluchhafen spillt. Mir hunn de Moment eng ronn 13 Gesellschaften, déi vum Findel aus fortfléien an do landen. An dat ass, wéi gesot, eppes, wat net ze ënnerschätzen ass.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Cargolux. D'Cargolux, déi jo vill an de Medien ass. Iwwert d'Cargolux gëtt vill geschriwwen, net méi spéit wéi haut erëm. Eng Kéier gutt, eng Kéier manner gutt. Ech mengen, et ass eng Gesellschaft, déi de 4. März 1970 gegrënnt gouf an haut déi gréissten europäesche All-Cargo Airline ass. Ech mengen, och dat soll emol nach eng Kéier hei ënnerstrach ginn, datt ee gesäit, wat fir eng positiv Entwécklung d'Cargolux matgemaach huet. De Moment hu se 3,8% vum Weltmarché a wëllen dat bis d'Joer 2020 op 5% erhéien.

An dann dierf ee jo och net vergiessen, datt ronn 35% vum Kapital vum der Cargolux der HNCA gehéieren, der Henan Civil Aviation, wéi gesot, eng chinesesch Gesellschaft. An et ware jo e puer Kolleegen, déi d'Chance haten, an deene leschte Wochen op der Plaz ze sinn a sech och emol e Bild ze maachen, datt am Fong geholl do nach positiv Potenzial läit, fir sech nach kënnen besser ze entwéckelen.

Ech wëll dann awer och nach e kuerzt Wuert iwwert d'Sportfliegerei hei verléieren, dat ass schonn ugeschnidde ginn. Effektiv war dat och e Problem, deem an deene leschte Méint diskutéiert ginn ass. Mir wëssen, datt do eng Rei Kontrakter auslafe wäerten, zum Beispill dee mat der Avialux, deem ass schonn den 31. März dëst Joer gekënnegt ginn. An dee mat der UPA wäert dann den 30. Juni 2017 auslafen. Ech weess, datt entre-temps scho gewëssen Alternative virgesi sinn, ënner anerem zu Zouffgen.

Et war awer vläicht interessant, wann de Minister eis nach géif méi informéieren: Wéi steet et elo mat der Sportfliegerei hei zu Lëtzebuerg? Wat fir eng Perspektiven hunn déi Leit? Well hei geet et awer schlussendlech och ëm ronn 1.000 Leit, déi hirem Hobby do noginn. En Hobby, deem ouni Zweifel awer eng gewëssen Ennerstëtzung och verdéngt huet.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert d'Zukunft vum Lëtzeburger Fluchhafen schwätzen, da si mer natierlech och ganz séier bei enger méiglecher Extensioun. Ech mengen, mir sinn eis bewusst, datt eis do Grenze gesat sinn. Mir sinn eis bewusst, datt mer keng zweet Pist kënnen bauen. Mir wëssen awer, datt do trotzdem eng Rei Infrastrukturen an der Vergaangenheet ugepasst gi sinn, respektiv kënnen och nach verbessert ginn. Zum Beispill d'Stéchwuert Air Rescue, wou et och gutt ass, datt déi elo endlech a professionellen Infrastrukturen ënnerbruecht sinn.

Wa mer natierlech iwwert d'Extensioun vum Fluchhafen hei diskutéieren, da muss mer eis och Gedanke maachen: Wéi kënnen mer déi zousätzlech Mouvementer nach generéieren um Fluchhafen?

An da si mer och ganz séier beim Volet vun den Nuetsfluch. Och do gesäit een, datt mer natierlech eng staark Entwécklung haten. Awer eppes ass ganz kloer: Nuetsfluch sinn e ganz sensibelen Thema. An zu Recht. An zu Recht! Ech mengen, hei muss ee sech och ganz kloer emol an d'Haut vun deene Leit versetzen, déi an der direkter Proximitéit vum Fluchhafen wun-





nen, schonn zum Deel do gewunnt hunn, éier déi Entwécklung vir sech gaangen ass. An ech mengen, d' Stad Lëtzebuerg ass jo do e ganz gudder Verfechter, Verteideger vun den Interesse vun deene Leit. An och mir sinn der Meinung, dass een déi ganz Problematik do muss mat ganz grousser Fangerspéizegefill ugoen.

Ech mengen, et ass awer e Konsens, dass net virgesinn ass, fir d' Nuetsflich nach auszuweiten. Et soll een éischter beim Status quo bleiwen. Datt et natierlech eng gewisse Flexibilität heiansdo muss ginn, ass evident.

Vir drun ass hei vu menger Virriednerin ganz vill iwwert den ekologesche Volet vum Flughafen geschwat ginn. Jo, selbstverständlech kann een dat net ignoréieren. Et soll een allerdéngs ëmmer realistesch sinn. Da muss een natierlech eng Kéier d'Fro stellen: Sinn ech fir oder sinn ech géint e Flughafen? Mir sinn nach wie vor fir de Flughafen, wat awer net wëll heeschen, dass den ekologeschen Aspekt soll ignoréiert ginn.

Ech hunn de Volet Nuetsflich ugeschnidden. Ech schneiden och de Volet Ofwaasser un. Ech mengen, och do bestinn e puer ganz grouss problematesch Fakten. Et sinn awer op där anerer Säit - och dat soll emol hei ënnerstrach ginn, e Flughafen soll net ëmmer e bëssen esou als e Feindbild dohinnergestallt ginn -, mä et sinn och positiv Entwécklungen gemaach ginn. Ech denken un d' Cogénérationssanlag, ech denken un d' Dépollution vum ale Behälter an de fréiere Cargolux-Gebäier. Ech denken och un d' Uschafe vun elektrischen Autoen. Sécher, dass sinn elo vläicht esou eenzel Elementer, mä dass gëtt och e Ganz. Wat kloer ass, dass natierlech den ekologeschen Aspekt och an Zukunft nach vill méi muss priméieren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer, wéi gesot, iwwert de Flughafen och vu muer diskutéieren, da si mer bei der Landepist u sech. Ech hunn et vir drun scho gesot: Eng zweet kann ee sech kaum virstellen. Mir wëssen allerdéngs, dass déi momentan Landepist, déi eng Längt huet vu 4 Kilometer, déi elo 30 Joer an deem heiten Zoustand um Bockel huet, déi muss natierlech erneiert ginn. De Minister huet dat jo an deene leschte Woche scho kloer gesot.

Et gëtt natierlech och vill méi deier, wéi dass ursprénglech geplangt war. Dass wäert natierlech eng Rei technesch, logistesche Problemer mat sech bréngen, besonnesch d' Ofwécklung och vun eben eenzelnen Nuetsflich. Ech hunn och dass de Moie vun dem CEO vun der Cargolux gelies, deen ënner anerem dann och duerchblécke gelooss huet, an Noutfall op Léck auszuwäichen. Mir hoffe jo, dass dass net onbedéngt muss de Fall sinn.

Ech wëll allerdéngs och hei erënneren, dass den Invest - dass gëtt e groussen, schwéieren Invest -, dass den allerdéngs och kann awer zeguttgeschriwwen gi fir eis NATO-Bäitrag, déi mer ze leeschten hunn, wou jo d' Absicht vun der Regierung ass, vun 0,4 op 0,6% eropzuegoen, an dass déi Pist jo awer och fir NATO-Servicer kann deementspriedend genotzt ginn.

Da si mer natierlech och nach eng Kéier séier beim Terminal B. Ech hunn dass scho vir drun eng Kéier kuerz ugeschnidden, ouni dass ze verdéiwen. Mä et stellt ee sech natierlech d'Fro, wéi et méiglech ass, dass an der Planung op eemol en Terminal während Joren eidel steet; Klammer zou. Mä de soll jo dann esou séier wéi méiglech erëm a Betrib geholl ginn. Mengen Informatiounen no sollen do just Vollen ofgewéckelt ginn, déi am Schengenraum sech bewegen. Dass wieren awer am Endeffekt praktesch 70% vun de Flich. Och dass gëtt dem Flughafen nei Méiglechkeeten. Et gëtt dem Flughafen virun allem awer och Possibilitäten, sech méi op ze maachen an och nach zousätzlech Passagéier unzuhuelen.

Mir hunn an deene leschten Deeg ganz vill, a mir wäerten och an deenen nächste Woche ganz vill iwwert de Wuesstum vun deem Land schwätzen, a wa mer iwwert de Wuesstum vun deem Land schwätzen - ech wëll dass beileiwen elo net hei verdéiwen -, dann ass natierlech och de Flughafen een Element vun deem ganzen Denkprozess! An da muss ee sech d'Fro stellen: Bis wouhinner kënnen mer de Flughafen eigentlech nach entwéckele loosse?

Da si mer och ganz séier beim Handling. Mir wëssen, dass do en zweete Partner wäert heihinnerkommen, den Aviapartner. Wéi eng Déngschter ginn an Zukunft vun deenen ugebueden? Wéi wäit ass dass elo eng Konkurrenz och fir d' Luxair? Och do, wéi gesot, muss sech verschidde Firmen dann op déi Entwécklung astellen.

Dann, wéi gesot, de Masterplang, deen virgestallt ginn ass, deen natierlech nach eng Rei interessant Iddien och fir d' Zukunft matprogramméiert huet.

Mir si bei der Gare. Ech hunn dass scho vir drun eng Kéier kuerz ugeschnidden: Mir mengen, dass een awer zumindest muss d' Iwwerleeung maachen, ob déi Gare net awer ka genotzt ginn, fir den öffentlechen Transport do unzubannen, esou wéi dass jo ursprénglech och an engem Gesetz virgesi war. Quitte dass mer elo an der Logik vum Tram sinn. Mä trotzdem muss d'Fro gestallt ginn, ob net awer déi Gare kann och fir eng Ubannung fir den Tram genotzt ginn.

Vläicht dann och nach e Wuert zur Luxaviation. Och do, wéi gesot, huet de CEO elo an engem Interview, gëscht oder virgëscht, gesot, dass sech nach géifen am Maintenance-Bereich interessant Perspektiven opmaache fir de Flughafen hei zu Lëtzebuerg. A wa mer, wéi gesot, an d' Zukunft kucken, eppes ass evident: Mir brauchen och e ganz staarken, e ganz gudden Informatiksystem. Eemmer méi wäert dass natierlech eng vun den Haaptrollen sinn, déi um Flughafen ze spillen ass, well ouni eng performant Informatik kann e Flughafen och net optimal funktionéieren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, jiddefalls eppes ass evident: Mir als Demokratesch Partei sti kloer hanner engem modernen, effikasse Flughafen. Mir sinn eis bewosst, dass mer lues a lues zwar un eis Limitte kommen - dass muss een och esou unerkennen -, mä et ass nach Potenzial do. Loosse mer dass notzen! Et ass gutt fir eis Ekonomie, et ass och gutt fir d' Aussenduerstellung vun eisem Land.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Graas. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d' Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn net ee Findel, mir hunn zwee Findelen! Mir hunn e Flughafen, wat ee Passagéierflughafen ass, a mir hunn e Flughafen, wat ee Frachtflughafen ass.

Wat de Passagéierflughafen ugeet, huet de Gusty Graas elo grad androcksvoll, a mat Recht, drop higewisen, wéi wichteg d' Qualitéit dovunner ass. Mir kënnen net eist Land wëlle verkafen am Ausland, wa mer net déi Leit, déi heihinnerkommen, entspriedend empfänken. Do ass viles vill besser ginn. Dass ass ganz gutt.

Et bleift awer och nach Spillraum fir Verbesserungen. Zum Beispill, well net méi spët wéi gëscht vun engem gewëssenen Här Welter ee Lieserbréif an der Zeitung war iwwert d' Absence vun engem Transfer Counter hannert der Sécherheitsbarrière; dass heescht, wann engem säi Voll annulléiert gëtt, nodeem en d' Sécherheet passéiert huet, dass en dann net kann do ëmbuchen, mä nees eraus muss, fir duerno nees eran. Och d' Gepäck, ech mengen, domat si mer alleguete geplot. D' Gepäckabfertigung zu Lëtzebuerg gehéiert wahrscheinlech zu deene luesten op der ganzer Welt. Do kann ee bestëmmt nach viles besser maachen.

Bei der Fracht par contre, do si mer an engem anerem Dilemma. Do si mer an deem Dilemma vun der Logistik, op deen de Gast Gibéryen schonn, mat Recht, higewisen huet, wéi mer hei emol iwwer e Logistikzentrum Beetebuerg geschwat hunn. Jo, et ass de fënneftgréisste Frachtflughafen vun Europa, mä et ass awer wahrscheinlech deen eenzege Frachtflughafen, deen esou no bei engem Stad ass. Ech kommen duerno op d' Nuetsvollen an d' Lärmbelästigung fir 18.000 Stater Leit zrëck.

Mir huten Arrivéeën 2013 vun 318.000 Kilo. 2015 waren dass der scho 427.000. Mir gesinn also eng Progressioun an der Fracht vu 25% op nëmmen zwee Joer! Dass ass eng Entwécklung, déi muss mer am A behalen. Bei den Départeposten ass et nach schlëmmer: Do ass et eropgaange vu 5.000 op 83.000 bannent zwee Joer.

D' Cargolux ass selbstverständlech e Fleuron vun eiser Ekonomie, mä d' Cargolux huet mat ganz ville Problemer ze kämpfen. An de gréisste Problem, mat deem d' Cargolux ze kämpfen huet, dass ass d' Konkurrenz an nottamment d' Konkurrenz vu Qatar. Qatar, muss ee wëssen, kritt de Bensinn subventionéiert. De Bensinn ass awer an der Fracht 50% vun de Käschten. Cargolux-Pilote soen: „A souguer wa mir géife gratis schaffen, kéinte mer Qatar net konkurrenzéieren.“ An do froen ech mech: Wou bleift do d' EU?! Dass ass jo eng Situation anticoncurrentielle, wéi se am Buch steet!

Net méi spët wéi gëscht hu mer hei en Text uegeholl iwwert d' europäesch Konkurrenzrecht. Wou ass d' europäesch Konkurrenzrecht, wann auslännesch Bedreier hei an Europa

esou subventionéiert schaffen an domat eis eege Firmen un de Rand vum Ruin bréngen?

Par contre huet d' EU eis ganz vill Scherereie beschert. An och do muss ech dem Här Wilmes recht ginn, wéi en dass soulevéiert huet. Ech mengen, et war mat säin éischte Saz: De gréisste Problem vum Findel ass d' EU!

Firwat gi mir gezwongen, well mer op 3 Millioune Passagéier ginn, dass mer nëmmen däre 25% subventionéieren, wa mer op 4 Millioune kommen, net méi däre subventionéieren? Wie war domadder d' accord? Wat fir e Lëtzeburger Beamte war zu Bréssel domadder d' accord? Wat fir eng Lëtzeburger Politiker waren zu Bréssel domadder d' accord?!

Dasselwecht gëllt fir d' Landerechter, fir d' Redevancen, déi bezuelt ginn, fir deen richtegen Term ze benotzen. Fréier huet d' ANA do e fixe Betrag gefrot. Dass gouf eis verbueden duerch en EU-Reglement! Wie war domadder d' accord?

De Minister huet op eng Question parlementaire vum Fernand Kartheiser geäntwert: „Mir musse käschtendeckend facturéieren, awer och nëmme käschtendeckend, net iwwert d' Käschten ewech.“ Dass heescht, mir kënnen net iwwert d' Käschte regléieren, wie wéini flitt, wie wéini e Slot huet, jee nodeem, wat fir eng Dezibelen déi Maschinn huet oder jee nodeem, wat fir eng Fracht transportéiert gëtt. Dass ass eis duerch d' EU onméiglech gemaach.

Wie war domadder d' accord? Wien huet esou eppes cautionnéiert? A wat fir ee wonnerbart Mëttel wier dass dach, fir de Findel ze géiereen?

All Mënsch seet hei, mir hätten eng erfreulech Dynamik an et wier e wichtige Secteur. 2012, den 13. November, hu mer hei iwwert de Kaméidi diskutéiert. Deemools sot den Eugène Berger, an ech muss em ausnamsweis eng Kéier recht ginn: „Et misst ee méi intensiv iwwert déi Lärmbelästigung am Alldag schwätzen. Eng Plo, déi laut Experten ëmmer méi zu Belaaschtung a Krankheete bei de Mënsche féiert.“ Haut seet säi Parteikolleeg Gusty Graas: „Mir si fir de Status quo.“

Deemools sot de Roger Negri, an ech muss em recht ginn, net ausnamsweis, mä wéi esou oft: „Et ass schwéier, op där enger Säit eng Reduzéierung vun de Mouvementer unzestriewen a gläichzäitig d' Ekonomie a besonnesch de Secteur vun der Logistik unzekerbelen.“ En huet recht!

An domat sinn ech bei den Nuetsvollen. D' Nuetsvolle sinn eise grouss Problem. Am September dëst Joer hate mer an der Nuecht, dass heescht tëschent 23:00 Auer a 07:00 Auer moies, 54 Arrivéeën vu Passagéier an Départe vun 353 Fligere; Fret-Arrivéen: 57, Départe: 90!

Zum Beispill am November d' lescht Joer hate mer no 24:00 Auer 11 Départe an all weider Stonn - all weider Stonn! -, um eng Auer, um zwou Auer, um dräi Auer, um véier Auer nuets zwee, dräi oder véier Fligere! Dass ass absolut inakzeptabel! An do dergéint muss mer virgoen.

Wéi geet een dergéint vir? Mä iwwert d' Redevancen däre mer, dank der EU, näischt méi maachen. Mir kéinten awer Dezibelgrenzen aféieren, fir dass wéinstens nëmme modernste Maschinnen nuets kéinte starten oder landen. An da kéinte mer eis Startpist virtuell - virtuell - vu véier op dräi Kilometer kierzen. Dass heescht, mir géife soen: An der Nuecht muss de Fliger vill méi schnell an der Loft sinn. Dass géif zwar zu licht méi Lärmbelästigung um Findel selwer féieren. E wier awer iwwert der Stad méi héich an et wier manner Lärmbelästigung fir d' Leit. Ech mengen, dass dass e Gedanke wäert wier.

Dann zur Auslagerung. Déi ganz Diskussioun lux-Airport, ANA, ech mengen, do hu mir als ADR, dass kennt Der op eisem Website noliessen, eng ganz klipp a kloer Positioun: Mir si géint all weider Opgab, sief et vu Souveränitätsrechter, a géint all weider Auslagerung vu wat fir engen Aufgaben och ëmmer vu staatlechen Administratiounen un d' Privatfirmen, wat de Lofraum ugeet. An ech si frou, wann ech de Kolleg Negri vun der LSAP richteg verstanen hunn, dass seng Partei och där doter Meinung ass, sou dass mer do jo dann an eng richteg Richtung ginn.

Dann nach zwou kleng Nieweremarquen. D' Sportsfligerei, ech mengen, Dir wësst, dass dass mer um Häerz läit, ech si scho méi oft dozou intervenéiert. Fir déi muss gesuergt sinn. Dass ass ganz, ganz wichteg. Sämtlech Fräizäitaktivitéiten am Land sollte gläichméisseg vum Stat ënnerstëtzt ginn. An dozou gehéiert selbstverständlech och d' Sportsfligerei.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Eng Saach, déi mer um Findel hunn, wou mer hei souguer e Spezialgesetz gemaach hunn,

war de Freeport, deen a Schwiergekeete stécht. E stécht a Schwiergekeete wéinst Reputatiounsproblemer vu sengem Propriétaire. Mä et ass u sech e gutt an e wichteg Element fir eist Land. An do wollt ech einfach d' Fro stellen - de richtige Minister sëtzt zwar elo net hei, mä dann un deen, deen d' Regierung hei vertritt -, ob net och do d' Meinung vertruete gëtt, dass et eng gutt Iddi kéint sinn, dass de Stat géif déi Infrastruktur iwwerhuelen. Souwisou ass d' Douane do dass wichtegst Glidd an deem Freeport, fir do alles sécherzestellen. A ganz bestëmmt hätte mer als Triple-A-Land eng aner Reputatioun, fir de Freeport ze féieren.

Den ënnerdesche Bahnhof, déi ënnerdesch Gare, vun där scho geschwat ginn ass, do wa jo ee Moment déi Iddi vun deem Datacenter. Do hu mer och an der Partei driwwer diskutéiert a mir hunn déi grouss Chance, dass eisen neie President vun der ADR-Zentrum de fréieren Arméichef ass, de Mario Daubenfeld. An deen huet mat Recht drop higewisen, dass dass strategesch e risege Feeler ass, fir strategesch Ziler esou no beieneen ze leeën! Et soll een nimools e Risiko vun engem Attentat verduebelen doduerch, dass een nieft engem Flughafen, deen kann d' Zil vun esou eppes sinn, och nach e wichtige Datacenter hätt, deen dass kéint sinn.

Dass ass also keng gutt Iddi. D' autant plus, wou et aner Datacenter gëtt. Wann ech richteg informéiert sinn, ass den Datacenter 3 vu Luxembourg Connect nach net voll, loin de là. Dass heescht, do gëtt et Capacitéite genuch.

A mat där Gare, do kéint ee bestëmmt eppes anescht maachen, zum Beispill eng Gare! Ech fannen dass eng ganz gutt Iddi.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. An d' Wuert huet elo de leschten ageschriwwene Riedner, den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech mengen, dass d' Aviatioun e Paradebeispill derfir ass, wat fir eng katastrophal Auswierkungen eng Liberaliséierungspolitik kann hunn.

(**Interruption**)

Ah jo, dass kennt direkt am éischte Saz oder am zweeten.

(**Hilarité**)

► **Une voix.** - Do kann een drop wetten!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Et ass net schwéier, esou eng Wett ze gewinnen.

(**Hilarité et interruptions diverses**)

Et geet jo ëm den Transport...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Loosst lech net oflenken, Här Wagner!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Neen, ech fannen et ëmmer interessant, wann ee vu Liberaliséierung schwätzt, mir gehéieren dozou als déi Lénk, an da laachen der immens vill hei am Raum. Mä bausse laachen d' Leit vill manner, wësst Der!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir hutt zwar elo am meeschte gelaacht.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Wësst Der... Jo.

► **Une voix.** - Ben, et ass wéi e Fluch.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Bon, allez!

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir provozéiert Är Kollegen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir laacht nach ëmmer.

(**Hilarité**)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Bien, ech provozéiere weider, andeems ech weiderhi vu Liberaliséierung schwätzen. Mä neen, mä ech mengen, also mir hunn hei mat Konsequenzen ze schaffen, déi vun der Liberaliséierungspolitik stamen, an dass huet och natierlech op EU-Niveau eppes domadder ze dinn. Dass huet duerno Répercussiounen op d' Sécherheet, dass huet Répercussiounen op d' Personal, wat schlussendlech do schafft, an dass huet natierlech och Répercussiounen op d' Passagéier. Ech schwätzen emol net vun de Répercussiounen um Ëmweltniveau, grad zu engem Zäitpunkt, wou och nach sech eng COP versammelt.

E klengen Historique, den Här Wilmes ass schonn dorobber agaangen. Mä natierlech, an dass wa natierlech och an engem EU-Kontext diskutéiert ginn, an den Här Minister ass net midd ginn, fir ëmmer erëm drun ze erënneren, dass dass d' Delokalisierung vun der Approach Control, wou u sech hir Aktivitéiten hätte sollen delokaliséiert ginn. Do war eng éischt Pist. Dass war déi zu Bréssel vu Belgocontrol a wou awer





schon am Virfeld gesot gouf, dat wier awer e bësse komplizéiert, ënner anerem vun der LACA, vun der Gewerkschaft. Mir haten dat och weidergedroen.

Schlussendlech, also et gouf ëmmer monéiert vu Regierungssait: „Ma neen, dat wäert klappen“ an esou weider, bis et zu engem Mouvement social koum. An op eemol ass et an eng aner Richtung gaangen, Richtung Däitschland, bei d'DFS, wou och den Direkter vun der DFS héchstperséinlech hei op Lëtzebuerg komm ass, an d'Kommissioun komm ass, fir säi Betrib ze presentéieren a fir de Kleng Lëtzebuurger emol ze weisen, „wie man das so richtig macht“.

Bon, schlussendlech, e wollt och net esou richteg op déi finanziell Schwierigkeete vun der DFS agoen, well ech mengen, dat touft zwar och ëmmer e bëssen, wann een dee phenomenal, fantasteschen däitsche Modell vläicht e bëssen a Fro stellt. A mir wëssen all, dat d'DFS u sech awer wierklech bii Wäitem net a rengen Dicher ass. An dat wäert sech nach eraustellen an den nächste Joren.

Schlussendlech krut awer d'Regierung d'Kéier, nodeems sech och déi Gewerkschaft - den Här Negri huet dat gesot -, d'LACA, exzellent, muss ech elo soen, gewiert huet. A mir sinn och frou, dat mer dozou konnten e bësse bäidroen an dat schlussendlech de Wee vun der technischer Kollaboratioun decidéiert gouf an age-schloe gouf.

Elo si mer frou, dat emol dee Problem aus dem Wee geraumt gouf. An elo héiert een awer och an deene leschte Méint, dat awer trotzdeem de Ministère erëm eng Kéier am Clinch ass mat Gewerkschaften. Nodeems net eng Administratioun delokalisiert gëtt, kann et awer trotzdeem sinn, dat e Service einfach privatiséiert gëtt, dat - an dat ass ëmmer de Problem, och wann een als Sechste schwätzt -, mä dat d'Zertifizierung u sech dann iwwerdroe gëtt un eng privat Gesellschaft, u lux-Airport. Natierlech wou de Stat dran ass, wäert Dir soen, mä dat doten, dat gëllt net. Déi Diskussioun hate mer och scho bei Enovos an esou weider.

Dat heescht, souwiso d'Liberalisierung ass ëmmer eng méiglech Dier, déi opgeet, oder eng Dier, déi méiglecherweis kéint opgoen, fir weider Privatisierung virzehuelen, respektiv ass et ganz oft och e ganz gutt Argument fir d'Regierung, fir ze soen: „Off, ech dierf mech elo net méi, oder mir dierfen eis elo net méi améschen an d'Geleeënheete vun enger privater Gesellschaft, och wann de Stat dra vertrueden ass.“ Wat u sech eng Approche ass, déi mir als Lénk op jidde Fall als net gutt bezeechen a mengen, dat ass falsch, wann een déi Approche huet.

Bon, dat heescht elo, ech si gespaant, den Här Minister wäert héchstwahrscheinlech a sécherlech dorobber agoen, mengen ech, well do sinn awer vill Saachen, déi ganz onkloer sinn. D'Gewerkschaften, déi Entrevuë froen, déi se net kréien a wou se awer duerno trotzdeem matrëien, dat u sech awer trotzdeem schon um europäeschen Niveau gemellt ginn ass, dat lux-Airport u sech den Hauptlead wäert iwwerhuelen. An duerno stellt sech jo och d'Fro vun der ANA, déi duerno d'Redevancen dann net méi wäert kréien, wéi déi sech soll droe kënnen, étant donné dat u sech och laut EU-Recht d'ANA sech misst selwer droen.

An duerno misst een och nach drun erënneren, dat an engem Schlichtungsprotokoll - dat ass och scho gesot ginn - vun 2014 festgehale gouf, dat awer déi Administratioun, déi fir d'Zertifizierung zustänneg ass, dat déi och iwwert déi néideg Moyene soll verfügen. Well et geet jo dorëms, et gëtt gesot, et gëtt monéiert, dat se dat net kéint maachen. Et ass jo all Kéiers, also déiselwech Argumentatiounschinn ass jo och gefuer ginn deemoos, wéi d'Approach Control huet och missen delokalisiert ginn. Dat hätt onbedéngt misse geschéien. A schlussendlech ass et awer net geschitt.

Ech wéilt awer nach en anert Beispill huelen, fir awer e bëssen ze illustréieren, wéi delirant u sech a suizidär déi EU-Liberalisierungspolitik ass am Voll. Dat ass déi ganz Fro vun der Cargolux. Wéi mer wëssen elo, zënter Juni kritt och d'Qatar Airways vill méi Vollen, flitt d'Qatar Airways vill méi Volle vu Lëtzebuerg aus, déi virdrun zu Léck waren. Do gëtt gesot vun deenen, déi ganz kuerzfristeg kucken: „Mä dat ass vläicht och gutt fir den Handling hei um Flughafen.“ Mä mir wësse jo ganz genau, dat dat à long terme e risege Problem duerstellt fir d'Cargolux selwer, well d'Qatar Airways eng richteg Konkurrenz fir d'Cargolux duerstellt.

Well an der EU, dat gouf scho gesot, mir si jo och e bësse schizophren. D'EU ass ee vun deenen Espancen, wou eng Limitatioun besteet vun der öffentlecher Participatioun a Gesellschaften. Sou domm sinn aner Länner op anere Plazen net! An déi kënnen natierlech iwwer

öffentlech Gelder hir Sociétéite vill méi konsequent ënnerstëtzen, well dat och e strategeschen Impact huet respektiv a Fonge leeft.

An d'Katarien, déi genéiere sech natierlech net a si kënnen mat Dumpingpräisser vun hei aus fléien, d'autant plus dat och hire Chef jo virdrun bei der Cargolux geschaff huet a wahrscheinlech och iwwert deen néidegen Know-how verfüügt, fir ze wëssen, wat een alles ka maachen, vu dat se déiselwech Routé fueren. Dat ass e richtige Problem op laang Dauer. Et muss ee sech Fro stellen, awéifern d'Cargolux nach wäert kënnen do mathalen.

Et gëtt gesot, dat déi Fluchrechter, déi d'Qatar Airways huet, dat ass en Deal, deen deemoos getraff gouf, wéi d'Katarien an d'Aktionariat eragaange si vun der Cargolux. An duerno, wéi se erausgaange sinn, ass deen Deal awer weiderhin, also ass op jidde Fall deen Deal um Deal nach iwwreg bliwwen. Dat heescht, si sinn zwar net méi am Aktionariat, mä si hunn nach ëmmer d'Fluchrechter.

D'Regierung, déi dofir, fir deen Deal natierlech net kann, well deemoos war den zoustännegen Transportminister an der Oppositioun - do sinn anerer, déi déi komesch Geschichte mat deem komesche Partenaire, méi wéi komesche Partenaire muss ee soen, ausgehandelt hunn. Mä hautdesdaags seet déi aktuell Regierung: „Jo, mä mir kënnen elo awer... Mir hätten dat missen deemoos maachen, deen Deal kënnen. Elo geet et net méi, an et kéint zu engem diplomateschen Incident kommen.“ Ech mengen, dat huet jo och domadder ze dinn, dat d'Katarien och nach eis Banke gerett hunn. A vläicht ass dat den diplomateschen Incident, deen duerno als Konsequenz kéim!

Do mierkt een och, a wat fir enger geckeger Welt mir liewen, soit dit en passant. Also globalisierte Kapitalismus ass phenomenal! Dat huet jo Konsequenze bis an aner Detailler eran. Mä ech mengen, en diplomateschen Incident, ech géif gare wëssen, wat fir ee genauen diplomateschen Incident dat kéint sinn. Erkläre se eis de Krich, d'Katarien? Ech weess net. Wie bilde se aus? Ech weess et net. Mä op jidde Fall misst een awer eng Kéier kucken, ech mengen, deen diplomateschen Incident, deen wier et da vläicht derwäert. Et misst een awer kucken, déi Fluchrechter a Fro ze stellen.

Dann nach ganz schnell, mech géif et och interesséieren, wéi et mat der weiderer Liberalisierungspolitik um Himmel ausgesäit. Ech mengen, et ass en anere Pak amgaangen. Do ka vläicht eis de Minister e puer Informatiounen ginn.

Duerno nach eng lescht Saach, och nach lux-Airport-Personal. Ech mengen, well do d'Astellungspolitik - ech ginn elo net op d'Detailler an - bei lux-Airport, déi jo zum groussen Deal vu Lagardère, wat jo och e fantastesche Partner ass, bedriwwen gëtt, d'Astellungspolitik an d'Personalpolitik ass net genial. Ech zitieren awer nach ganz schnell aus engem Communiqué vum OGB-L: «Le malaise général qui existe est dû notamment aux nombreux licenciements, départs volontaires, augmentations de salaire refusées, paiements tardifs des salaires, le non-respect de la durée maximale de travail et du repos journalier légalement prévus, l'attitude misogyne de la direction envers les femmes en général et les femmes enceintes en particulier.»

Wann ech esou e Communiqué géif liesen an ech wier Transportminister, da géif awer den Direkter vu lux-Airport a mengem Büro ganz schnell sëtzen, fir wéinstens e bëssen doriwver ze diskutéieren, wat do leeft. Ech hoffen, dat dat wéinstens geschitt ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. An zum Ofschloss huet d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Merci och all deene Leit, déi intervenéiert sinn a Fro gestallt hunn zu der Entwécklung um Flughafen. An ech wéll direkt ufänken, andeem ech soen, dat dat richteg ass, wat verschidde Riedner hei beschriwwen hunn, dat d'Aviatioun e ganz schwierige Secteur ass, d'Flughäfen an d'Organisatioun vun de Flughäfen nach méi, an dat mer an engem globaliséierte Kontext si per se.

Ech soen ëmmer, et gëtt an eiser Ekonomie kee Secteur, keen een, deen esou zënter Laangem globaliséiert ass, wéi den Aviatiounssektor a wou deementspreechend natierlech, emol onofhängeg dovunner, wat um EU-Niveau decidéiert gëtt vu Regeln oder Netregeln, op déi ech och nach wéll ze schwätze kommen, d'Aviatioun egal wéi der Konkurrenz ausgesat ass, global. An ech mengen, dat dat e Geschäft ass, wou mat extrem haarde Bandagé geschaff gëtt.

Dat gesi mer net nëmme zu Lëtzebuerg. Et brauch ee sech jo nëmme ëmzekucken, quasi all Dag oder all Woch d'Zeitung ze liesen. An da muss ee feststellen, wivill Flughäfen, wivill Aviatiounsgesellschaften an extreemste Schwierigkeete sinn an um Wackele sinn an och souguer net déi mannst Fluchgesellschaften. Et gëtt der an Europa ganz weineg zum Beispill, déi et färddebréngen, de Moment a schwaarzen Zuelen ze fléien, sougutt am Passagéierberäich, guer net ze schwätze vum Frachtberäich, wou zum Beispill och d'Joer e katastrophaalt Joer war, wat awer vill Grënn huet. En Deel dovunner si beschriwwen gi vum neie CEO vun der Cargolux an der Press haut an och déi lescht Deeg. Do brauch ech och net méi drop anzegoen, well dat, wat en do beschreift, entsprécht absolutt der Realität.

Ech komme fir d'Éischt vläicht ze schwätzen op deen éischte Problem oder éischte Punkt, deen den Här Wilmes och zu Recht opgeworf huet, dat ass dee vun der Zertifizierung, well dat e ganz wichtegen ass.

Èm wat geet et do? Ben, et gëtt eng EASA-Bestimmung, a mir ënnerleie mat eise Flughafen der EASA, de Richtlinie vun der EASA, déi seet, dat mer effektiv bis Enn 2017 eis mussen a Conformitéit setze mat eise Flughafen ze de Standarden, wéi se virgesi si bei der EASA. Dat betrëfft d'Ofleef um Flughafen, um Buedem, dat betrëfft d'Maintenance, dat betrëfft d'Safety manuals, also alles, wat iergendwéi mat Sécherheet ze dinn huet um Flughafen.

An ech wéll hei betounen, do geet et net, wéi verschidde Leit ëmmer mengen, et geet net drëms, nëmme ze diskutéieren iwwer, wéi d'Fligere landen an opginn, mä et geet och drëms zum Beispill, wéi een iwwerhaapt erakéint an de Flughafen, wéi an der Aérogare d'Sécherheet ofgeséichert ass, wéi ee vun do op den Tarmac kéint, wéi d'Bussen hin- an hierfueren; also alles, wat iergendwéi de près oder de loin mam ganze Flughafen, mam Flughafen selwer, dat heescht net an der Luucht, mä mam Flughafen selwer ze dinn huet, ass do betraff.

Dat si ganz strikt Regeln, déi do opgestallt sinn, wou mer och kee Choix hunn. An ech muss och soen, et ass och gutt, dat mer do kee Choix hunn, well déi EASA-Regelen, déi si jo derfir do, dat d'Flughäfen ëmmer méi sécher solle ginn, nach méi sécher solle ginn. Also ech mengen, dat si scho Regeln, déi wierklech hir Berechtigung hunn.

Elo ass d'Fro opgeworf ginn an deem Prozess vun der Zertifizierung: Wien huet do d'Koordinationsfunktoun respektiv wat heescht et iwwerhaapt, wann ee vun deem ominéisen Operateur oder „Exploitant d'aérodrome“, wéi et genannt gëtt an der Fachsprooch, schwätzt? An da gëtt gesot, dat war bis elo d'ANA, an elo iwwerdréit de Minister d'Fonction vum Exploitant d'aérodrome op lux-Airport. Dat wär éischts am Widdersproch zu deem, wat ech am Gesetz geschriwwen hätt, dat Gesetz, wat ech selwer déposéiert hunn zu der ANA, an zweetens, firwat ech dat gemaach hätt.

Ech wéll lech d'Gesetz zitieren, wéi et genau am Text steet. Do steet: «Le ministre (...) désigne conformément à l'article 4 du règlement de l'Union européenne 139/2014 (...) un ou plusieurs exploitants d'aérodrome pour fournir tout ou partie des services liés à la maintenance et à la gestion d'un aéroport (...)» Also steet net do, d'ANA wär den Exploitant d'aérodrome; do steet, de Minister! An esou ass et och an der Direktiv iwwregens virgesinn: Nëmme de Minister kann decidéieren, wie gemellt gëtt bei der EASA als den Exploitant d'aérodrome.

Dat ass zwar richteg, dat d'ANA déi Fonction sollt iwwerhuelen. Dat ass och eng Zäit geschitt. Mir sinn awer an deem Zertifizierungsprozess jo schon amgaangen. An an deem Zertifizierungsprozess si jo och eng Rei Saache schon analyséiert ginn. Do gëtt et och en onofhängegen Expert, deen dat begleet, dee Prozess. An der Tëschenzäit hunn ech och en Tëscherappart vun deem onofhängegen Expert doleien. An deen huet mer d'Schwierigkeete beschriwwen, déi et de Moment gëtt am Kader vum Zertifizierungsprozess, dee mer do hunn, am Kader vun der Koordinationsfunktoun.

An en huet mer gesot, dat ech misst dorun eruegen, well wa mer déi Schwierigkeeten net aus dem Wee geraumt kriteren, da géife gewësse Fragezeiche bestoen, net ob mer souguer d'Zertifizierung a la limite géife packen, dat ass net de Punkt. Mä dat ass awer, wéi mer se packen! Mir muss jo herno oppassen, mir kréien herno eng Nott bei deem Ganzen. An et geet jo net duer, dat mer elo eng Nott kréien am Sënn: Dir sidd esou just duerchkomm. Ech mengen, dat wär net gutt fir eise Flughafen.

Doropshin hu mer eis vill Gedanke gemaach a mir sinn zur Konklusioun komm, och a Fonction vun deene verschidde Fonctionnalités

ten, déi et um Flughafen gëtt, dat et besser wär de Moment, dat lux-Airport déi dote Fonction vun der Koordinatioun géif iwwerhuelen. Éischts emol, well ganz vill Aufgabe jo och souwiso ënner deenen hire Beräich fallen, mä zweetens awer och, well lux-Airport als Gesellschaft méi Moyenen huet, fir un dat Ganzt erunzegoen. An dat hu mer och ënner dem Stréch suggeréiert kritt, op dee Wee ze goen, fir dat ze maachen.

Dat bedeit awer an der Praxis fir d'ANA an de Fonctionnement vun der ANA iwwerhaapt nääsch! Dat heescht, d'ANA bleift genau déi Verwaltung, wéi se haut ass, mat all hire Fonctionen; keng eng Aarbechtsplaz gëtt eriwwegeholl vun der ANA, eriwweert bei lux-Airport. Also, fir dat et kloer ass: Déi Verwaltung, déi behält all hir Fonctionnalité, an ech hunn och net wëlles, iergendeng Fonction vun der Verwaltung ewechzehuelen! Dat ass iwwerhaapt net a mengem Intérêt an iwwerhaapt net a mengem Sënn. Et geet just drëms, dat de Koordinationsprozess vu lux-Airport soll geleet ginn. An ech mengen, dat dat och eng gutt Äufgab, eng gutt Décisioun ass.

Wéi fonctionnéiert dat Zesummespill? Mä dat ass net ganz komplizéiert. D'ANA behält, wéi gesot, all hir Fonctionen, an et gi Service-Level-Agreements gemaach tëschen dem lux-Airport an der ANA fir déi Servicer, déi d'ANA fir de Flughafen leescht. Dat ass iwwregens och a ville Länner op Flughäfen, wou dat gemaach gëtt.

Ech wéll lech just nach eng Kéier drun erënneren: Mir sinn dat eenzeg Land, wat esou eng ganz Opdeelung huet, wou wierklech getrennte Verwaltungen bestinn. Bei anere Flughäfen, do gëtt et eng Administratioun, wou souwiso alles drënnerläit, déi dann zwar och oft, wéi an Däitschland zum Beispill d'Deutsche Flugsicherung zu Frankfurt, dee Beräich mécht vun der Flugsicherung, deen d'ANA och hei mécht, an eng autonom - wéi soll ech soen? - Gesellschaft ass an Däitschland. Mä et ass awer Fraport, déi am Fong de ganze Flughafen ënner sech huet. Mir wëllen hei net déi Opgliederung opdeelen, mir wëllen d'Fonctionnalités, wéi gesot, all do loossen, wou se sinn. Hei geet et just ëm de Lead an deem Prozess. An ech mengen, dat dat wierklech kee Problem dierft sinn.

An ech wéll och soen, wa behaupt gëtt, ech hätt mat de Gewerkschaften net doriwver geschwat, dann ass dat natierlech net richteg! Bon, ech mengen, ech versti jo, dat eng Gewerkschaft Communiqué mécht an da Saachen emol duerstellt no baussen. An da gëtt och gesot vun der CGFP, de Minister wär arrogant. Ech wéll just soen, ech hunn, also ech mengen, ech hat onzieleg Reunione mat de Gewerkschaften a leschter Zäit. An ech hat och nach eng lescht, wou mer diskutéiert hunn iwwert den Accord am Kontext mat der Hëllef vun der Deutschen Flugsicherung. Do hu mer déi hei Saachen och diskutéiert, souguer zimlech hefteg diskutéiert, muss ech soen. Mä mir kommen do net op e gréngen Zweig!

Ech mengen, do bleift et einfach derbäi, dat elo eppes hei monéiert gëtt, wat net ass, an ech et net verstinn, firwat dat monéiert gëtt. Et gëtt vläicht Erklärungen op perséinlech Niveau bei eenzelne Leit, dat mag vläicht sinn. Mä ech mengen, dat huet de Minister net ze interesséieren. Ech muss kucken, dat hei herno dat Ganzt erfollegräich ofgeschloss gëtt.

Ech muss awer soen, ech fannen et e bësse cocasse, wann ech ënnerstallt kréie vun enger Gewerkschaft, ech wéilt elo hei eppes privatiséieren - wat ech net wäert maachen, ech privatiséieren strictement nääsch, et bleift alles bei der ANA -, an déi nämleche Gewerkschaft, wéi ech de Komproméss virgeluecht hunn, fir dat mer géifen zum Beispill d'Approach net auslagere, gesot huet, si géifen dee Komproméss net matdroen, well si wäeren net méi d'accord domadder, well si hätt léiwere dee Gesamtpackage, deen d'DFS proposéiert gehat hätt. An zwar hätt si léiwere gehat, d'Approach wär carrément op Frankfurt ausgelagert ginn.

Dat heescht, do verstinn ech d'Welt net méi esou richteg, wann ech op där enger Säit gesot kréien, ech wéilt hei eppes privatiséieren - wat net de Fall ass, well wéi gesot ech huele keng Aarbechtsplaz ewech -, vun deenen nämlechten, déi awer kee Problem gehat hätten, fir hir eege Kolleegen e Stack ënnendréiner just virdrun auszulagere. Also do muss ee mer d'Logik erklären! Mä bon, dat iwwerloossen ech deene Leit, déi dat vu sech ginn a schwätzen an a Communiquéen doruechter schéissen.

Bon, ech mengen, fir de Rescht huet jiddweree seng Méiglechkeeten, wann e fënnt, dat wär





net richtig oder wär falsch, fir ze probéieren, léns oder riets op Conciliatiounen zréckzegräifen. Ech froe mech zwar, mat wat een hei bei d'Conciliatiounen wëllt, éierlech gesot, well et gëtt kengem eppes an der Pai ewechgeholl, et verléiert keen e Statut, mir huele keng Aarbechtsplaz ewech. Ech weess net, bon, dat ass elo awer net mäi Problem. Ech mengen, dat mussen déi Leit mat sech selwer ofmaachen.

An da muss ech soen, den Här Wilmes seet hei, an ech begrëssen dat, hie seet, déi Multilience, dat wär eng gutt Approche, fir op dee Wee ze goen. Ech wëll lech awer just soen, ech war extreemst iwwerrascht, wéi ech an der leschter Sëtzung, an net bei deenen, déi virdu sollten ausgelagert ginn, well déi waren näamlech derfir, fir dat ze maachen, mä bei deenen aneren op eemol gesot kritt hunn: Ah neen, elo wäer si awer domadder guer net averstanen, dat géif iwwerhaupt näischt ginn! An dat wär schonn eng Kéier probéiert ginn, dat wär totalen Nonsens. An du krut ech honnert Argumenter duergeluecht op eemol bei deenen nämlechten, déi virdrun déi wollten auslagere, dat dat elo mer näischt méi géif bréngen.

Just fir lech ze soen, wéi kohärent verschidde Saachen heiansdo sinn. Kohärenz gesäit fir mech anescht aus. Mä wéi gesot, mir muss et drëms goen, hei aus dem Fluchhafen am Sënn vum Intérêt général dat Bescht versichen ze maachen. Ech ka mech och nëmme op dat verlossen, wat ech doleien hu vun Texter. An ech probéieren do an där schwieriger, delikater Situatioun, dat Bescht draus ze maachen. Da mussen anerer hir Responsabilitäten iwwerhuelen.

Zu der Kooperatioun mat der DFS an zu der Fro, ob een dat hätt missen ausschreien oder net. Bon, éischtens emol wëllt ech soen: Mir hu jo schonn, e gudden Deel vum Loftraum ass u Belgocontrol gaangen. Dat ass och deemools net ausgeschriwwen ginn. Dat ass och am Kader vun der méiglecher Kooperatioun tëschent den ANSPe gemaach ginn. An hei ass et d'nämlecht, menger Meenung no. Et ass jo am Fong d'Kooperatioun tëschent ANSPen, déi hei geschitt. An duerfir mengen ech och, datt kee Problem dierft sinn.

Wéi geet et elo weider? Ech mengen, d'Veträg sinn an AUSAARBECHTUNG fir alles dat, wat mer ofgemaach hunn, wat ech der Kommissioun, och der Chamberskommissioun presentéiert hunn. An da wëll ech soen zu de Leit vun der CNS: Éischtens emol, déi nei Personalvertriidung, déi do gegrennt ginn ass, déi huet zwar nach keen Agrément, wëllt ech soen, mä trotzdem huet de Ministère se empaange schonn. A mir hunn eis dat ugehéiert, wat déi Leit gesot hunn. Dat war iwwregens... Ech war selwer do net derbäi, meng Beamten hunn dat gemaach, well ech konnt net do derbäi sinn, mä ech hunn awer e Bericht doriwwer gemaach kritt.

An dat war och interessant, wat ech do héieren hunn, och iwwer verschidden Zesummenaarbechten, wéi se virdu gelaf sinn. Do sinn e bëssen d'Ouere mer och nach eng Kéier zousätzlech opgaangen! An do huet sech viles, wat virdrun aus verschidde Bléckwénkel beleecht ginn ass, dunn op eemol aneschters presentéiert.

Ech wëll awer zu deene Leit soen, déi brauche sech keng Suergen ze maachen. Éischtens emol, si bleiwen um Fluchhafen bestoen. Et ass jo net esou, an duerfir och fir op d'Fro ze äntwerten: Mussen dann an Zukunft DFS-Leit, wann e Problem ass, vu Frankfurt erofkommen? Neen, neen, neen, selbstverständlech net. Dat Eenzegt, wat geschitt, zu Frankfurt gëtt d'ganz Supervisioun gemaach, informatesch, an do kënne relativ séier, esou wéi déi équipéiert sinn, och Problemer detektéiert ginn. An da gëtt an Zesummenaarbecht mat Lëtzebuerg, mat de Leit, déi hei sinn, gesot: Hei kuckt, do an do misst de Problem sinn, an da soll vu Lëtzebuerg aus, vun deene Leit, déi nach ëmmer hei schaffen, dat dann also erëm an d'Rei bruecht ginn.

Ech verheemlechen lech awer net, datt mer e Problem hu mam Rekrutement bei deene Leit, well et sinn och héich technesch ausgebildete Leit. Mir hunn do Schwierigkeiten, fir do Leit ze fannen. Mä bon, mir wäerten awer probéieren, do weider ze kucken, datt dat och an Zukunft wäert sinn.

Dann zu der Pist. Bon, ech hu gesot iwwregens virun zwou Wochen, et wäeren iwwer 200 Milliounen. An ech kann lech entre-temps de Chiffer genau soen: Et sinn 258 Milliounen, wat dat Ganz wäert kaschten. Firwat kascht dat esou deier?

Bon, éischtens emol, et ass d'Pist, mä net nëmme d'Pist. Dir kënnt lech erënneren, am Ufank war gemengt ginn, just den Tarmac vun der Pist misst frëschgemaach ginn. Mä et ass entre-temps d'Pist, et ass den Taxiway, an d'Raccordement vum Taxiway zu de Parkinge muss gemaach ginn. Dat heescht, d'Envergure ass vill méi grouss wéi dat, wat ugeholl ginn ass.

Bon, da sinn natierlech, et muss een och wëssen, si jo dodran net nëmme... D'Leit stelle sech dat vir, do géif just en neie Belag gemaach ginn. Dat ass e bësse méi komplizéiert wéi dat. Do leie jo och elektronesch Anlagen dran, also wat nach muss matgemaach ginn. An dann natierlech, den héije Käschtepunkt huet ganz vill domat ze dinn och, well et extrem komplizéiert ass ze schaffen! Et gëtt vill nuets geschafft. Ech mengen, Dir kënnt lech virstellen, dat ass mat méi Käschte verbonnen. Och wéi een d'Aarbechten do organiséiert, dat ass extrem komplex, fir dat ze maachen.

D'Aarbechte si virgessinn: dräi Joer. De Gesetzesprojet, do si mer nach amgaangen, lescht Affinitéiten ze kucken. An zwar geet et dann do ëm déi berüumten Opdeelung, ëm déi berüumte 50:50. A wa gesot gëtt hei, do kéint e Problem entstoen, well mer d'nächst Joer iwwer dräi Milliounen Passagéier ginn; ech wëll lech soen, den Text, esou wéi e virgessinn ass, deen definéiert, wéini een nëmme méi 25% géif bäileeën. Deen ass esou, datt gesot gëtt, d'Moyenne vun de leschten zwou Joer, gekuckt vun deem Dag un, wou een iwwer dräi Milliounen geet. Dat heescht, mir hu ganz sécher fir 2017 kee Problem. Do brauche mer eis also keng Suergen ze maachen.

Wou allerdéngs e Problem kënnt, an dat ass onofhängeg dovunner - hei ass jo elo virgessinn, datt lux-Airport eben dee Financement soll matdroen -, wien dat elo géif matdroen, ob et elo en aneren Akteur vum Fluchhafen wär wéi d'lux-Airport. De Stat muss, kann da seng 50% bäileeën, awer déi aner 50%, deejéinegen, deen déi bréngt, dee muss herno, do muss mer beleieën, datt deen och Recetten do derfir huet. Dat heescht, mir kënnen net zum Beispill elo mat Artificë schaffen. Do muss ee schonn oppassen, wat ee mécht. Mir mussen dat notifiéieren bei der Kommissioun. Da gëtt dat genau kontrolléiert.

Bon, an do gëtt eben ënner anerem gekuckt, wat fir e Modell mer de Moment wielen. Do gëtt et e puer Pisten de Moment. Dat ass och de Grond, firwat de Gesetzesprojet nach net duerch de Regierungsrot gaangen ass. Soubal dat gekläert ass, an dat gëtt awer an den nächsten acht bis zéng Deeg gekläert. An d'Zil ass, datt ech bis d'Chrëschtvakanz de Gesetzesprojet nach hei an der Chamber wäert déposéieren.

Ech wëll dann och nach e Wuert soen zu de Fluchhafengebühren. Do gëtt gesot, dat ass jo och e bëssen d'Angscht bei der ANA, do gëtt gesot: „Oh, wann elo déi Fonctionnalitét eriwuergeet bei d'ANA (veuillez lire : bei lux-Airport), da verliere mir dat!“, wat hir Recetten de Moment sinn, déi sougenannt „terminal charges“. Dat ass iwwerhaupt net wouer! Déi behalen déi. Dat huet guer näischt domat ze dinn! Awer d'Taxen, déi ufalen um Fluchhafen, do gëtt et jo verschidden Taxen. Ech mengen, déi „terminal charges“ hieft d'ANA op, déi bleiwen och ganz kloer bei der ANA, och no deem, wat mer hei gemaach hunn.

Da kuerz, d'lux-Airport huet de Moment eng Passagéiertax. D'Passagéiertax op eisem Fluchhafen ass déi niddregst an Europa! An ech soen lech, mir mussen dorunner goen, net wéinst lux-Airport, mä well natierlech, wann Der d'Croissance vum Fluchhafen kuckt, wann Der musst ausbauen, da muss dat jo alles finanzéiert ginn. Da muss mer och eng Recette derfir kréieren. Dat ass logesch. Donc muss eppes do geschéien.

An da gëtt et nach Méiglecheeten, och nach zousätzlech Taxen anzeféieren. An dat gëtt de Moment alles analyséiert, wat mer do maachen, ob mer dat maachen, wat dat och heescht fir d'Fluchgesellschaften. Dat heescht, do ass eng ganz Analys amgaange ronderëm d'Taxen an do muss ganz sécher eppes geschéien, soen ech lech, well dat ass ganz kloer, soss ass dat Ganz, wat do gemaach gëtt, net ze finanzéieren.

An et ass och eng logesch Suite, wéi gesot, vun der Evolutioun, déi een um Fluchhafen huet. An et ass och net esou, wëllt ech lech soen, Här Reding, mir hu bei den Nuets..., zum Beispill bei den ANA-Taxen, déi mer hunn, déi mer ophiewen haut bei de Vollen, déi nuets erauskommen, hu mer ganz kloer schonn eng Differenzierung dragemaach par rapport zum Kaméidi an de Fligere. A mir wëllen do nach méi wäit goen an Zukunft, e puer Schrëtt noleeën. Do kann een och souguer laut den europäesche Reglementer Saache maachen. Mir sinn iwwregens deen eenzege Fluchhafen, deen dat gemaach huet.

#### (Interruption par M. Roy Reding)

Gelift?

#### (Interruption par M. Roy Reding)

Jo, jo! Neen, neen! Et geet drëms am Fong, datt d'Fluchgesellschaften esou séier wéi méiglech al Fligere ofstoussen, fir et emol esou auszedrécken, datt mer méi geräischaarm Fligere solle kréien.

Da kommen ech zu den Nuetsflich an zum Nuetsfluchverkéier. Fir mech wär et einfach, de Problem ze léisen. Ech bräicht nëmme de Règlement grand-ducal vun 1997 ofzeschaffen, da géif nuets kee méi fléien, dat heescht, och keng Cargolux. Mä et ass just d'Cargolux, déi de Moment déi Ausnamebestëmmung huet, niewent natierlech enger Rei Urgencegeschichten, mä dat ass net dat, wat de Problem mécht. Kommt, mir sinn éierlech: De Gros vun dem Problem vun den Nuetsvollen, dat ass d'Cargolux. Dat ass evident. Da wär de Problem geléist.

Mir wëssen awer, wat dat fir déi Gesellschaft heescht! An ech muss lech soen, ech hu vill Gespréicher gefouert. Ech hat och d'Union des syndicats d'intérêts locaux vun der Stad Lëtzebuerg fir d'Éischt eleng empfaangen. Do hu mer doriwwer diskutéiert. Do hunn ech gesot: „Verlaangt Dir dann, verlaangt Dir vu mir, datt ech de Règlement grand-ducal vu '97 soll ofschafen?“ Du krut ech awer gesot: „Neen!“ Dat géif, si wéissten... Also ech mengen, et ass schonn e Bewosstsain do, och bei de Leit, datt dat net esou einfach ass, datt dat net esou einfach geet.

An elo geet et drëms ze kucken: Jo, wat maache mer dorauer? Wéi gi mer domadder ëm? Wéi interpretéiere mer dat? Kënne mer net nei Weeër fannen, wéi mer kënnen dat besser uerdnen zum Beispill? An do hunn ech hinne proposéiert, well ech hunn dat wichteg fonnt, datt mer och emol eng Kéier si géifen zesummebréngen mam Management vun der Cargolux.

An déi Sëtzung huet och mat der Stad Lëtzebuerg zesummen, d'Madamm Buergermeeschter war derbäi och an d'Schäffin vun der Stad Lëtzebuerg, do hu mer eng Sëtzung gemaach mat der Cargolux, mam Management vun der Cargolux. An um Schluss ass erauskomm, dat war op meng Propos hin, datt en Aarbechtsgrupp sollt installéiert ginn tëschent dem Management vun der Cargolux an de Vertrieber vun de Syndicat d'initiatives.

An déi éischt Sëtzung, déi ass elo déi zweet Woch Januar. An da solle se zesumme kucken, no Léisungen ze sichen, wéi mer dee Problem do an de Grëff kréien, dat heescht, ob een an Zukunft fiert mat fixe Contingenten, déi een dann net dierf iwwerschreiden, wéi se sollen organiséiert ginn an esou weider, wou all déi Froe kënnen diskutéiert ginn.

Also ech mengen, wat wichteg war, dat ass fir mech, datt mer duerch deen Dialog och mat de Beträffenen eigentlech am Endeffekt eis eens waren, datt et e Problem duerstelt. Souguer d'Cargolux selwer weess, datt et e Problem ass. Mä datt ee misst zesumme kucken, Léisungen ze fannen, déi méiglechst den Awunner hire Problemer Rechnung droen an awer net der Cargolux hir Existenz a Gefor bréngen. Well ech soen lech, wa mer d'Nuetsvolle wierklech ewechhuelen, ass d'Existenz vun där Gesellschaft a Fro.

Dat ass jo och duerfir de Grond, firwat bei der Pistrenovatioun eng schwiereg Zäit ass fir d'Cargolux, wou se muss versichen, a mir kucken, ech mengen, déi Pisten, ech wëll déi net widerhuelen, Dir kënnt se an der Press haut liesen, dat sinn déi, déi de Moment diskutéiert ginn tëschent dem Stat an der Cargolux an der Fluchhafegesellschaft. Mä dat ass net einfach, ganz kloer, fir dat ze organiséieren. Do muss mer kucken, wéi mer dat hiekréien. Wa mir kéinten de Fluchhafen natierlech einfach zoumaache wärend - ech soen elo emol - e puer Méint an dann d'Pisten änneren, da géif et einfach goen. Mä dat geet awer net. Dee Fluchhafen muss permanent operationell bleiwen. An dat ass dat, wat eis d'Schwierigkeit mécht.

Zum Masterplang Fluchhafen. Do ass gefrot ginn: Wat ass d'Vitesse vun der Realisatioun? Éischtens emol wëllt ech drop hiweisen, datt bei deem Masterplang, deem virun der Gare, e puer Iddien hannendru sinn. Déi éischt ass emol, Dir wësst jo, datt immensen Drock ass: natierlech Aarbechtsplaze ronderëm de Fluchhafen. An do war d'Iddi, fir ze soen: Ma do hu mer Raum, deen ass schlecht genotzt, dee läit awer extrem gutt, do kënnt den Tram eng Kéier hin, do hu mer gutt effentlech Transportverbindungen, mir hunn de Park & Ride Héienhaff, deen dohinner wäert kommen. Dat heescht, da kommt, mir probéieren, déi Aarbechtsplazen do ronderëm ze schaffen, wou och d'Verbindung gutt ass, dat heescht, wou mer am mannsten Nuisancé kréien herno, wou d'Leit am beschten och kënne mat effentleche

Verkéiersmëttel dohinner schaffe kommen! Dat war déi éischt Iwwerleung.

Déi zweet war natierlech, fir ze soen: Dee Raum ass schlecht genotzt, dee mer do hunn, et ass vill eigentlech vergeudete wäertvollen Terrain, ma kommt, mir kucken, dorauer eppes ze maachen! An dat gëtt a Phasen ëmgesat. Ech mengen, do ginn elo, Interessé ass ganz kloer do, soen ech lech. Zum Beispill fir dee Motel gëtt et e ganz groussen Interessé. Mä ech mengen, dat soll alles elo iwwer Concourse lafen an an e puer Phasen ëmgesat ginn.

Zu der Gare ënnendrenner an der Fro, firwat net den Zuch, den Tram drënner. Mä da muss mer nach eng Kéier Suen ausginn! Éischtens emol mécht et kee Sënn, well Dir kommt jo iwwerierdesch elo un. A fir de Client ass et méi praktesch, wann en direkt kann an d'Aérogare eragoen, wéi datt ech dann um ieweschten Deel emol an de Buedem... An Dir musst oppassen, déi Gare ass net nëmme um Niveau vum Parking, déi ass jo nach ënnendrenner! Dat heescht, Dir misst immens déif do eroffueren, fir dohinner ze kommen. Da missten d'Leit erëm vun do ganz ënnen erëm eropkommen. Also, dat mécht kee Sënn an et géif eis zousätzlech Fraise generéieren.

Duerfir kucke mer, éischer eppes aneres dorauer ze maachen. An ech wëllt och soen, deen Datacenter, d'lux-Airport baut kee Datacenter dodran. Dat ass wierklech net d'Iddi! Mir hu gesot, datt esou eppes wéi dat do sech gutt géif eegnen.

Bon, Är Remarque, ech soen lech, do ass eng Analys gemaach ginn. Do gëtt et och géigesätzlech Meenungen. Et ginn och vill Fluchhäfen, wou der Datacenter um Fluchhafen hutt, ënnerierdesch. A well et ënnerierdesch ass, ass et méi sécher. An et gëtt och da gesot, just de Contraire, well de Fluchhafen eben esou gutt iwwerwaacht ass, wéi näischt aneres, ass dat eben desto méi sécher. Dat heescht, et kann een déi Argumentatioun och ëmdreien. Bon, dat sinn d'Experten, déi dat soen.

Mä wéi gesot, lux-Airport selwer baut dat net. Et ass just eng Iddi, fir datt een dat kéint dora maachen. An a Fonctioun dovunner si Gespréicher, déi gefouert ginn oder lafen. Da muss mer herno kucken an hoffen, datt mer dat Bescht dorauer kënnen erauszéien.

Also ech mengen, gleeft mer es, bon, ech hunn déi Gare jo do net gebuddelt, déi huet mech scho vill Nerve kascht. Mä et nert mech awer och, wann de Stat investéiert huet a mir hunn do eppes gemaach, fir dann ze soen: Mir loosse dat elo leien, mir bekëmmere eis net drëm. Ech mengen, dat kann net de Sënn sinn.

Zum Ausbau da vum ganzen, also dem Masterplang op der Airstide, weil den Här Wilmes gesot huet, bon, do gëtt et natierlech och e Masterplang. Mir hunn deen ni esou koordinéiert presentéiert, wéi elo vum Fluchhafen. Mä et gëtt éischtens d'Iddi vum Terminal B. Ech mengen, dee geet Abrëll, Mee op. Do ass d'Méiglecheet, fir dertëscht och nach auszubauen, dat heescht, fir nach eng Kéier e Gebai derbäi zebauen, fir wa mer passagéierméisseg nach géifen eropgoen, also wa méi Passagéier bäikéimen.

Dann ass d'Pist mat den Taxiwayen, d'Parkplaze fir d'Fligere, do gëtt et och nach eng Rei Iwwerleungen, fir ze kucken, wat en domadder mécht, well do hu mer och Problemer. Et ass d'Fuel Farm, déi mer muss komplett nei maachen, well déi net de Standarden entsprécht. D'Erneuerung vun den technesch Anlage gehéiert dozou. Ech mengen, alles dat ass dat, wat airtsides souwisou um Lafen ass, wat natierlech am Gesamten och e risegen Invest ass, wann ech dat alles géif zesumme chiffréieren, deen een do muss bedenken, deen do muss gemaach ginn.

Dann nach e puer ofschléissend Remarquen zu de méi allgemenge Froen, déi gestallt gi sinn iwwer fir d'Éischt emol de Fluchhafen. Brauche mer e Fluchhafen? Oder ass de Fluchhafen ekologesch? Net ekologesch? Wat gëtt geflunn? - Bon, dat sinn natierlech alles berechtigt Froen!

Mä mir mussen, ech wëllt awer drop hiweisen, datt mat Sécherheet och eng Kéier eng super nohalteg, ekologesch Gesellschaft wäert Fluchhäfen hunn a wäert och Fligere hunn. Natierlech solle mer net alles méi duerch d'Luucht transportéieren. An natierlech och passagéierméisseg gesi gëtt et do Nuancen ze maachen, zum Beispill Distanzen: Perséinlech mengen ech, datt d'Distanzen ënner dausend Kilometer missten duerch e schnell Eisebunnsnetz éischer gemaach gi wéi duerch d'Luucht. Mä do si mer nach wäit ewech, well déi Infrastrukturen, déi gëtt et haut nach net. Dat muss ee wëssen. Dat ass dat eent.

An dat Zweet ass awer och d'Leit, et ass de Consommateur, dee muss matpillen. De Consommateur decidéiert, ob en de Fliger hält oder ob en den Zuch hält, de Vëlo, den Auto





oder wat och ëmmer. Ech mengen, dat ass awer och eppes, wat een hei muss, besonnesch hei muss iwwerleeën, wann et ëm laang Distanzen geet. Et geet jo net hei ëm kuerz Distanzen, mä ëm laang Distanzen.

Perséinlech mengen ech souwiso, datt och an der Aviatioun eng Revolutioun wäert kommen oder muss kommen, wat d'Untribssystemer ubelaangt. Also ech si sécher, soen ech lech, an 20, 30 Joer gëtt et kee Kerosinn méi fir an der Fliger. Da gëtt et ganz aner Techniken.

Do leeft jo och an der Fuerschung viles. A mir wäerten eng Kéier Fligere kréien, déi, genauso wéi d'Autoen, als Fliger CO<sub>2</sub>-neutral fléien. Dat muss eng Kéier kommen. Mä de Fluchverkéier wäert haaptsächlech an der laanger Distanz awer nach ëmmer eppes Attraktives bleiwen.

An d'Wueren, déi wäerten transportéiert ginn, dat ass natierlech eng ganz berechtigt Diskussioun. An dat ass och déi Fro, déi d'Cargolux sech jo och stellt, wann den Här Forson seet: „Mir mussen eis a Fro stellen, eise Business-Modell a Fro stellen.“ Mä dat schwätzt jo précisément dat un, datt se de Moment total ofhängeg si vu ganz volatile Geschäfte, déi séier kënnen ewechbriechen, wéi ee se flitt a wou souwiso jiddweree sech dorobber stierzt am Moment. An duerfir ass eben d'Iddi, fir ze soen: Mir mussen kucken, eis anescht opstellen, och mat Standbeener, déi net direkt mat der Aviatioun ze dinn hunn, mä ëmmer mat intelligenter Logistik, wat sécherlech och e bëssen an esou eng Richtung geet.

Dann nach zu Qatar Airways. Ech wëll éischens emol soen, datt Qatar Airways ugefrot hat, fir Nuetsvollen ze kréien. A si hate gefrot, mech gefrot... Dir wësst jo, datt Qatar Airways zu Léck ass. Zu Léck ass e Fluchhafen, do kann ee 24 op 24 starten a landen. An do hu se gesot, si géifen alles vu Léck erfrohuelen, wa si d'Nuetsvollen hei kréien. Do hu mir gesot: „Nix da, Dir kritt keng. Refus.“ Dofir wëll ech dat emol eng Kéier hei betounen, well ëmmer gesot gëtt: Nuetsvollen an esou weider.

Dat ass jo och eng Décisioun emol onofhängeg vum Cargolux-Problem. Dat ass jo eng Décisioun, wou mer och op ekonomesch Aktivitéite verzichten, wa mer dat maachen. Also, et ass schon eng Décisioun, gezielt géint en ekonomesch Secteur, wou mer soen: Mir wëllen deen net an deem Mooss zu Lëtzebuerg.

Dat Zweet ass mat deene Fluchrechter. D'Fluchrechter, déi ginn net u Qatar Airways eraus. D'Fluchrechter ginn tëschent de Staaten ausgehandelt. Dat heescht, et gëtt en MoU tëschent dem Stat Lëtzebuerg - deen ass deemools natierlech ausgehandelt ginn am Kontext vum Astig vu Qatar Airways an d'Kapital vun der Cargolux -, mä et ass awer e Vertrag tëschent zwee Staaten an an deem Vertrag sinn déi Fluchrechter festgehalen, déi Qatar Airways haut huet.

Ech wëll lech awer soen, dat ass awer net deen eenzege Vertrag, dee mer an deem Mooss hunn. Mä mat ville Länner, wou och aner Konkurrenz sinn, hu mer och esou Verträge. An ech wëll lech och soen, mir hunn zum Beispill um Fluchhafen AirBridgeCargo, dat ass nach méi en direkte Konkurrent, well deen nach méi ausschliisslech an där nämlecher Nisch schafft wéi d'Cargolux beispillsweis. Déi sinn och bei eis um Fluchhafen. Déi hunn och Fluchrechter, fir vu Lëtzebuerg aus ze fléien. Da misst ech deenen déi och ewechhuelen.

Mä ech wëll lech just soen, et ass jo net eng Fro vun... Wa mir géifen higoen als Lëtzebuerg a mir géife soen: „Majo, mir maachen elo nëmmen nach hei Exklusiven a mir gi kengem Land méi op der Welt, wou Konkurrenz sinn, Fluchrechter.“ An da gi mer awer hin, da gi mer a Brasilien, a China an iwwerall hin a mer soen: „Mir hätten awer gär fir d'Cargolux do, wann ech gelift, all d'Fluchrechter, 'fifth freedom rights', wann ech gelift! Gitt eis alles, mä mir ginn lech näischt.“ Also, datt dat net funktionéiert, brauch ech jo kengem hei ze molen! Wann dat bis bekannt ass, datt mir esou funktionéieren, datt mir hei nëmmen 100% Protektionismus bedriewen a bei deenen anere Länner gären alles hätten, da kréie mer néierens méi näischt! An dann ass Cargolux souwiso och gläich fäerdeg.

**(Interruption par M. Fernand Kartheiser)**

Jo? Den Här Kartheiser wëllt eng Fro stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, wann Dir d'accord sidd.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo, selbstverständlich.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech wär nawell ganz frou, Här President - éischens Merci, datt ech dem Här Minister elo därer eng Fro stellen -, mä dat do ass awer, zemoos den Dossier Qatar ass awer esou interessant, datt een do vläicht och nach eng Kéier méi speziell an der zoustänneger Kommissioun sollt drop zréckkommen. Well e Vertrag tëschent Staaten -

dat ass jo keen Traité am völkerrechtleche Sënn, et ass e privatrechtleche Vertrag tëschent Staaten -, dee ka genausou gekënnegt gi wéi een aner och. Duerfir ass et, mengen ech, ganz interessant, fir dat do nach eng Kéier ze kucken. Well dat, wat een héiert, dat ass jo awer wierklech elo net, datt dat do op enger Basis vun enger Réciprocitéit géif geschéien, wéi et dacks geschitt bei Fluchrechter.

Also meng Suggestioun wier, wann den Här Minister d'accord wär, datt mer dat do nach eng Kéier ganz genee géife kucken an der zoustänneger Kommissioun an am Hibleck besonnesch, ob sech dat nach justifiéiert am Kader vun der Evolutioun mat der Beziung vu Qatar a vum Fluchverkéier, ob mer dee Vertrag do net sollen awer kënnegen als Stat.

Merci.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Also, éischens, selbstverständlich, Här President, ech sinn ëmmer bereet, wann d'Chamber mech freet, fir an d'Kommissioun ze kommen, ze kommen. Och zu deem do Thema.

Ech kann lech awer och haut schon eng Äntwert dorobber ginn. Natierlech kënnen mir e Vertrag kënnegen. Mä ech hu jo gesot, de Problem ass jo deen, wa mir esou verfuere, datt mir en fonction vu protektionisteschen Iwwerleeunge par rapport zu anere Länner dauernd...

**(Interruption par M. Fernand Kartheiser)**

Jo, mä, Här Kartheiser, ech si jo nach net fäerdeg, eng Sekonn -, da soen ech lech, dann hu mer gläich e Problem.

Dat Zweet ass, wa mer emol kucken, ëm wat et hei geet. Ech hunn lech gesot, de Moment huet Qatar Airways flich verluucht vu Léck op Lëtzebuerg, déi virdru vu Léck geflu sinn. Also ech soen lech awer ganz kloer, am Frachtberäich, ob se vu Léck, ech soen elo emol an d'Veereenegt State fléien, oder vu Lëtzebuerg aus, dat ass awer wierklech hoergenee dat nämlecht. Hoergenee dat nämlecht! Dat heescht, d'Konkurrenz ass kee Meter anescht zu Léck par rapport zu deem, wa se direkt hei sinn. Just hei verdénge mer weinstens nach iergendeppes mat drun iwwert den Handling, dee gemaach gëtt jo vu LuxairCARGO, dat heescht vun der Luxair, wat en Aktionär ass vun der Cargolux, wëll ech awer hei betounen. Dat muss ee vläicht awer emol alles och nach heiansdo bedenken.

Dat Zweet (veuillez lire: Drétt) ass: Zu Léck hu se en plus déi 24-Stonne-Méiglechkeet, déi se emol hei net hunn. Dat heescht, eigentlech sinn d'Konditiounen do besser. De Grond, firwat se vu Léck op Lëtzebuerg komm sinn, ass, well den Handling zu Lëtzebuerg vun der Qualitéit hier besser ass a se Schwierigkeeten hate bei hire Klienten, well d'Handlingskonditiounen zu Léck net esou gutt ware wéi zu Lëtzebuerg.

Wéi gesot, nach eng Kéier, dat ännert näischt. Dir kritt d'Konkurrenz... Also de Konkurrenzproblem, datt mer eis do eens sinn, dat ass e reellen! An dat seet den Här Forson jo och. An dat soen och souwiso aner. Dat ass net nëmmen d'Cargolux, déi dee Problem huet.

An déi onlauer Konkurrenz par rapport zu de Golf-Carrier, dat ass iwwerengs och net nëmme Qatar Airways, do gëtt et nach vill méi en decken, deen heescht Emirates, dee vill méi gewiichteg ass wéi Qatar Airways, dat ass e reelle Problem.

A wann da gesot gëtt: „Jo, firwat mécht d'Kommissioun näischt?“ Mä ech wëll lech just soen, de Conseil vun den europäeschen Transportministere huet viru sechs Méint der Kommissioun d'Mandat ginn, fir par rapport zu de Golfstaaten eng Verhandlung opzehuelen, fir iwwer genau deen dote Problem ze schwätzen, iwwert déi onlauer Konkurrenz, fir en „level playing field“ ze kréien. A bis dohinne ass all nei Vergab vu Landefluchrechter agefruer. A ganz Europa kann näischt gemaach ginn, néierens zousätzlech, précisément, fir eben dozou ze kommen, datt déi dote Carrier sech aneschtters verhalen an datt déi nämlecht Konditiounen bestinn.

An do gëtt et ënnerschiddlech Approchen. Do wëll ech lech zum Beispill awer soen, datt Qatar Airways bereet ass, ze négociéieren, par contre Emirates seet: „Mir refuséieren des Négociatiounen.“ Just fir lech d'Schwierigkeet ze erklären a fir ze soen, datt dat net esou einfach ass.

Mä just nach eng Kéier, ënnert dem Stréch, mir sollen eis keng Illusioune maachen, souguer, wa mir muer déi Fluchrechter ewechhuelen, a souguer wa mer soen: „Okay, da gitt Der zréck op Léck“, dat ännert kee Jota um Drock an un der Konkurrenz, déi besteet par rapport zu där Fluchgesellschaft fir d'Cargolux.

Här President...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech wëll just d'Chamber drop opmierksam maa-

chen, fir déi, déi Handzeeche maachen, dass de Minister seng Riedzäit opgebraucht huet. Et gëtt awer eng ganz Rei vu Froen, déi eventuell nach op sinn. Wann d'Chamber bereet ass, dem Minister nach eng Rei vu Minutten derbäizégen, dann hunn ech kee Problem domat. Sot mer!

**(Assentiment)**

Gutt. Här Minister, awer net ze vill.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Neen, Här President, Merci. Ech soe Merci. Mä ech mengen, et ass awer wichteg, datt mer déi Froen all beäntwert kréien. Et sinn der och elo net méi esou vill. Ech wëll se och esou schnell wéi méiglech maachen.

Do war nach d'Fro gestallt gi vun der Sportsfligerei respektiv der sougenannter Aviation générale, der privater klenger Fligerei. Ech hu vill diskutéiert mat all deenen Akteuren, an am Fong sinn ech mer eigentlech eens mat der Sportsfligerei. Mir hunn eng Propos elo um Dësch leien, déi leeft drop eraus, datt an der Zukunft de Käschtpunkt, deen ee misst opbréngen am Zusammenhang mat der Sportsfligerei oder mat der privater klenger Fligerei, dat wär, datt ee fir eng Parkplaz - ech nennen dat emol eng Parkplaz - um Fluchhafen am Hangar an der Zukunft 60 Euro de Mount misst bezuelen. 60 Euro de Mount: Dat ass esou vill wéi e Statsbeamte bezilt am Moment fir seng Parkplaz, fir säin Auto ze parken.

**(Brouhaha)**

Ech iwwerloosse jiddwerengem...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An d'Deputéierten.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- An d'Deputéierten, Här Gibéryen. Pardon, datt ech déi bal vergiess hatt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wéi ass et da mat de Ministeren?

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech iwwerloossen...

► **Une voix.**- Aha! Aha!

**(Hilarité)**

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech iwwerloossen et jiddwerengem, anzuschätzen, ob en dat doten eng korrekt Léisung fënnt oder net. Ech sinn der Meinung, dat ass eng absolut korrekt Haltung. Dat ass ganz kloer, well do ass en Deel och souwiso schon dran, e Subsid vum Sportsministère ass virgesinn.

Mä dat ass eng Propos, déi mengen ech, awer nu wierklech an der Rei ass a wou de Stat ganz kloer e gudden Deel bäileet, soen ech hei ganz kloer, bei deem ganze Secteur. An ech géif, wann ech gelift, all déi Akteure bidden, elo sech zesammenzerappen a sech un en Dësch ze setzen an dat ze ënnerschreien, wat mer do proposéiert hunn.

Ech wëll op alle Fall net méi wäit goen, well ech mengen, da géif ech de Geck maache mam Rescht vum Land. Ech mengen, datt et net ka sinn, an dat soen ech awer ganz daitlech, datt 100% vun der Bevëlkerung awer enger Minoritéit vu Leit - ech wëll nämlech net jugéieren, ob dat elo gutt oder schlecht ass - hir Aktivitéiten, also d'Sportsfligerei, datt se déi musse matfinanzéieren.

Ech mengen, 60 Euro de Mount mussen kënnen opbruecht ginn, fir esou eng Parkplaz ze bezuelen. Also, wéi gesot, meng Propos läit do. Wann ech gelift, kommt mir setzen eis un en Dësch an dann ënnerschreie mer se! U mir soll et net hanken.

Här President, ech mengen, ech hunn elo all d'Froen beäntwert. Wéi gesot, ech mengen, datt déi Diskussioun de Mëtteg gutt war, nätzlech war.

D'Froen - Merci un all Deputéierten! -, si ware sachlech, si hunn am Zesammenhang gestanen. Ech hu versicht, meng Äntworten ze ginn. Dir gesitt, et ass e komplizéierten Dossier, et ass e schwierigen Dossier. Ech brauch jiddwereen, ech brauch d'Chamber, jiddwereen, fir matzehëllefen, datt mer deen Dossier do zu engem gudden Enn gefouert kréien, datt mer dee Fluchhafen ofgeséichert kréien, well mir brauchen en.

An an deem Sënn: Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister. Eng Fro ass eigentlech net virgesinn. Mä wann Der Aert Reglement gutt kennt...

**(Interruption par M. David Wagner)**

Okay. Stellt eng Fro! Stellt eng Fro!

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci. Merci, Här President. Da ganz kuerz. Also wa

mer vun der Cargolux schwätzen, also et ass jo och net esou, datt dat vum Himmel fällt, wann ech mer dierf dat Bild esou erlaben. Also dat, wat och an deenen Diskussiounen ass, déi lafen iwwert d'Cargolux, an déi Suergen, déi gewësse Leit sech maachen, wat d'Cargolux ugeet, also déi sinn awer breet gedeelt.

An dofir also, ech hunn elo e bëssen a mengen Notten do gewullt, a wann een elo eng..., ech géif do een zitieren, den Här Robert Van de Weg, deen och Member war vun der Generaldirektioun vun der Cargolux, deen dozou seet: „Wann d'Fluchrechter tëschent dem Qatar a Lëtzebuerg méi liberal sinn, wéi tëschent dem Qatar an der Belsch, dann huet d'Verlagerung vu Léck op Lëtzebuerg Potenzial, der Cargolux ze schueden.“ Also dee Mann kennt sech eendeitig besser aus wéi ech. Vläch, ech weess net, wéi dat Ar...

**(Interruption par M. François Bausch)**

Majo neen, ech hu kee Problem. Also et ass, an hie schwätzt natierlech och am... Dir hutt déi Fro vum Protektionismus erwänt. Et si Länner, déi bedriewe Protektionismus deemno wéi. Si hu vläch verschidde Levieren zur Verfügung. An, ass dat souwiso prinzipiell e Problem, Protektionismus, also ze protegieren, gewësse Secteuren ze protegieren? Ass dat prinzipiell e Problem? Dat ass eng Fro, déi ech awer opwerfen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här President, fir d'Éischt zu deem, wat den Här Van de Weg do zum Beschte gëtt. Ech wëll lech just informéieren, den Här Van de Weg schafft haut bei AirBridgeCargo, bei dem Haaptkonkurrent vun der Cargolux. AirBridgeCargo streit mat mir zënter Méint, fir déi nämlecht Fluchrechter ze kréien, nämlech och, oder fir méi Fluchrechter ze kréien, fir vu Lëtzebuerg an Amerika ze fléien.

Zum Deel hu se se och kritt, testweis. Dat heescht, deen nämlechten, deen dat seet par rapport zu Qatar Airways, ass mat senger Gesellschaft amgaangen, fir ze probéieren, natierlech och dat nämlecht ze kréien. Wat soll ech dem Här Van de Weg dann dorobber äntwerten? Dir musst awer oppassen...

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- D'ganz Belegschaft seet datselwecht.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo, mä... Oh, d'ganz Belegschaft seet dat nämlecht! Wësst Der, kuckt, et ass jo ëmmer esou einfach. Dir musst..., wann Der natierlech op alles erafaalt, wat léns a riets geschriwwen a gesot gëtt an net kuckt, wat fir eng Interesse léns a riets kënnen vläch hannendru sinn, wann eppes gesot gëtt!

Ech wëll lech just soen, ech deele jo d'Aschätzung, datt et natierlech e schwieregt Umfeld ass. A kuckt emol, wéi den Här Forson dat beschreift! Deen ass jo vill méi nuancéiert wéi verschidden aner. An e weess och, firwat en dat nuancéiert beschreift a sengen Explikatiounen: Well en och hoergenee weess, datt de Problem net doranner läit, ob Qatar Airways zu Léck oder zu Lëtzebuerg lant. Mä de Problem, de reellen, besteet vu Concurrence déloyale par rapport zu där Gesellschaft. Dat ass e reelle Problem!

An ech hunn lech gesot, dee kënnen mer net zu Lëtzebuerg léisen. Duerfir ass d'Europäesch Union do an duerfir huet den europäeschen Transportminister Roth jo och d'Mandat un d'Kommissioun ginn. A mir wäerten do derhannert bleiwen. An do sinn net nëmme mir, soen ech lech, do ass Frankräich, all d'Länner an Europa hunn e staarken Interessi drun, datt do eppes geschitt.

An do mussen mer den Hiewel usetzen. Mir kréien eis net gerett. Dir sot: „Ass et derwäert, sech ze protegieren?“ Natierlech ass et derwäert, sech ze protegieren! Mä et muss een ebe kucken, datt ee sech esou protegéiert, datt een net sech selwer de Fouss herno dobäi setzt, datt een iwwer seng eege Protektiounen fällt herno. Duerfir, dat ass alles e bësse méi komplex.

Ech behaupten, datt een an deem dote Beräich, ech hu gesot, d'Aviatioun ass dat globaliséiertst Wirtschaftsfeld, wat mer iwwerhaupt hunn. An ech soen lech, scho guer net als klenge Lëtzebuerg kréie mir eis do eleng gewiert! Do ass d'Europäesch Union dee richtigen Hiewel, fir unzusetzen. An et ass dat, wat mer wëlle maachen. An ech erhoffe mer och, vun do aus Resultater ze kréie par rapport zu deene Suergen, déi berechteterweis sougutt d'Belegschaft huet wéi och de Management vun der Cargolux.



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister. Domat si mer um Enn vun eiser Orientéierungsdebatt ukomm. Mir sinn net saiséiert mat Motiounen.

Da kënne mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 7057 dee ronderem den Neibau vum Jean Monnet 2 dréit. An d'Wuert huet elo direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

#### 4. 7057 - Projet de loi relatif à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg

##### Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.**- Villmoos Merci, Här President. Mir kommen zrëck op de Buedem. Beim Projet de loi 7057, deen ech heimat virstellen, handelt et sech ëm e Finanzéierungsgesetz, wat de Bau vum sougenannte Bâtiment Jean Monnet 2 um Boulevard Konrad Adenauer um Kierchberg soll erlaben. Dës Infrastruktur gëtt fir déi administrativ Besoine vun der Europäescher Kommission gebraucht a soll dat aalt Gebai mam selwechten Numm ersetzen.

Nodeems déi ongeféier 1.600 Beamten a Beamtinnen vun der Kommission aus deem ale Gebai hu missen erausplënnen aus Grënn vu Vétustéit an och, well volatillen Asbest do fonnt ginn ass, sinn déi Leit elo op verschiddene Sitte verspree, an zwar op der Cloche d'Or an um Kierchberg. Aus deem Grond besetzt dëst Gesetz, dëse Projet, eng gewëssen Drénglechkeet a soll schon am Oktober 2017 an de Bau goen, ugefaange mam Terrassement vun der eisichter Phas.

Dat erlaabt net nëmme, déi vill Beamten op engem eenzege Site ze regroupéieren. De Projet erlaabt och, d'Capacités auszubauen, andeems Plaz geschafe gëtt fir 3.000 Beamten a Beamtinnen, also 1.400 méi wéi bis elo. E schaaft awer och zousätzlech Raim fir Restauratioun, de Stockage, d'Informatik, d'Bibliothék, engem Gesondheitszenter an enger Structure d'accueil an esou weider.

Wéi gesäit d'Konstruktioun aus? Virgesi sinn zwee Gebaier. Dat éischt besteet aus siwe Stäck, dat zweet aus engem Tuerm mat 23 Stäck direkt nieft dem éischte Gebai. Dee ganze Komplex reit sech harmonesch an dat urbanistescht Konzept vum Kierchberg an, et ka vun enger gudder Ubannung un den Tram profitéieren, nieft allen aneren Transportmëttelen, déi do ronderëm fueren, an et gëtt och Plaz geschafe fir de Vélo, andeems e grouse Parking ugeluecht gëtt.

Et erlaabt dernieft och d'Kreatioun vun enger öffentlecher Plaz an der Gréisst vun der Place Clairefontaine, wou d'Entrée vun deenen zwee Gebaier wäerte sech befannen. Eng zweet Entrée wäert awer och an der Rue Antoine de Saint-Exupéry fir den Tuerm virgesi ginn.

Ech kommen zum Käschtepunkt. D'Konstruktioun, ëm déi et sech he handelt, gëtt net grad béleg a kascht 526,3 Milliounen Euro. Macht lech awer keng Suergen! Fir eise Statsbudget handelt et sech ëm eng Nulloperatioun, wéi bei allen europäesche Konstruktiounen, well de Stat just zoustänneg ass fir de Virfinanzement. Duerno gëtt déi integral Zomm vun der Europäescher Kommission un de Lëtzebuurger Stat zrëckbezuel.

D'Käschte fir den Ennerhalt, d'Maintenance an d'Energie ginn hirersäits direkt vun der Kommission iwwerholl, soubal wéi d'Gebai a Bëtrib geet. Energieméisseg ass eng Klass A virgesinn, déi ënner anerem duerch eng gutt Ventilatioun, eng gutt Isolatioun an duerch d'Produktioun vun erneierbarer Energie um Daach vum Gebai erméiglecht gëtt.

Nach e klengt Wuert zu den Aarbechten an der Kommission. Nodeems de Projet de loi de 7. September 2016 vum Nohaltegekeetsminister François Bausch déposéiert gi war, huet d'Nohaltegekeetskommission sech de 27. Oktober 2016 mam Projet befaasst, huet och eng flott Presentatioun gemaach kritt an den 10. November 2016 huet se mäi Rapport eestëmmege uegholl. A sengem Avis vum 11. Oktober 2016 huet de Statsrot ouni Kritik dem Projet zougestëmmt.

An domat wär ech schon um Enn. Ech hu souzeen dat Wichtigst gesot, verweisen awer fir d'Detailer op mäi schréffleche Rapport a virun allem op d'Annex vum Projet de loi, wou eng ganz Rei Detailer nach zousätzlech op-

geléicht ginn. An domat ginn ech och schon den Accord vun der grénger Fraktioun an hu mech u mäi Versprieche gehalen, haut ganz schnell ze sinn.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, et ass nach net un lech.

(Hilarité)

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ah, pardon!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech stelle fest, dass d'Madamm Lorsché lech ganz gär muss hunn, fir esou séier gemaach ze hunn.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An d'Wuert huet direkt den Här Aly Kaes fir d'CSV.

##### Discussion générale

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bon, ech wëll mech dann u sech der Vitesse vun der Rapportrice uschlëssen, hir villmoos Merci soe fir deen explizite Rapport, sougutt schréfflech wéi mëndlech. Et gëtt also näischt Weideres dozou ze soen. An duerfir géif ech gär den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Kaes. Den Här Engel huet d'Wuert fir d'LSAP.

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Bau, deen noutwendeg ass, gëtt Realitéit. D'Zesummeleung vun de Mataarbechter kënn hei also voll zum Droen, wann deen neie Bau do ass, e Bau, deen ekologesch korrekt ass an deen eng Plaz virgesäit tëscht deenen zwee Gebaier, wou d'Leit sech kënnen treffen, eppes wat, mengen ech, um Kierchberg ganz wichtig ass, datt een dat soziaalt Liewen um Kierchberg férdert. Dat ass gutt. D'Käschte gi jo rembourséiert. Och dat ass gutt. An domat ginn ech dann och d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Engel. Dann huet d'Wuert den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Léift fir den Här Bausch ass zwar net gradesou grouss wéi der Madamm Lorsché hir, mä ech wäert mech awer trotzdem kuerzhale,...

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

##### (Interruptions diverses)

► **M. Gusty Graas (DP).**- ...well et awer trotzdem e ganz wichtege Projet ass, ëmmerhi geet et ëm 526 Milliounen. Et ass zwar ëmmer erëm erstaunlech feststellen, wann et ëm ganz vill Geld geet, da schwätze mer vill, vill manner driwwer. Mä mir d'ärfen awer net vergiessen, datt dee Projet hei awer eng Wichtigkeet huet, net nëmme vun der finanzieller Dimension hier, mä och vun der reng europäescher. Et festegt natierlech och de Standuert Lëtzebuerg, wat d'Institutiounen hei zu Lëtzebuerg vun der Europäescher Unioun ubelaangt.

Ech wëll virun allem drop hiweisen, datt et awer e Projet ass, deen deem ekologeschen Aspekt besonnesch Rechnung dréit. Et ass och héich Zäit ginn, datt elo déi Beamte kënnen erëm an engem Gebai ënnerbruecht ginn. Et wäert zwar nach eng Zäitchen daueren. Et gesäit een awer och, wéi laang datt et dauert, bis esou e Projet iwwerhaupt richtig op d'Schinn kënn. Schon, mengen ech, 2009 ass driwwer nogeduecht ginn, fir eben, wéi gesot, dat Gebai hei nei opzerrichten. Mä ënner dem Stréch kënn mir als Demokratesch Partei deem Projet hei nëmme zoustëmmen.

Ech soen lech Merci. Ech soen awer och der Madamm Lorsché nach Merci fir hiren exzellente Bericht!

► **Plusieurs voix.**- Aah! Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An dann huet d'Wuert de Gaston Gibéryen.

► **Une voix.**- Oh, de Gaston!

##### (Hilarité et interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President.

##### (Interruption)

Majo, ech hat mer ganz viles preparéiert,...

##### (Hilarité)

...mä vu datt mer eis awer d'Wuert ginn hunn, eis haut kuerzefaassen, wëll ech da just d'Zoustëmmung vun eisem Grupp bréngen.

##### (Hilarité générale)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Ech ginn dann dovun aus, dass...

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Mir sinn och ganz d'accord domadder.

##### (Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà, Här Minister!

##### Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här President, vu datt d'Chamber esou frou ass mat mir, kann ech nëmme Merci soe fir déi breet Zoustëmmung.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Majo, dat gesot, géife mer dann zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7057 iwwergoen.

##### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7057 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

► **Plusieurs voix.**- Här President, mäin Apparat geet net! Et geet net!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also ech ginn dovun aus, dass et bei deene meeschte fonctionnéiert. An do, wou et net fonctionnéiert huet, kënn mer dat herno korrigéieren.

Ech hu jiddefalls hei 60 Stëmmen. An déi sinn alleguer positiv. Domat ass de Projet de loi 7057 unanime uegholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Mergen), Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri; MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

##### (Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächsten, dem leschte Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6934, eng Rei vun Adaptatiounen fir d'Commission de surveillance vum Secteur financier. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler.

#### 5. 6934 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

##### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, iwwert deen ech lech op dëser Plaz de Bericht maachen, huet als Zil, fir d'Gesetz iwwert d'CSSF der Reform vun der Fonction publique unzepassen, déi mer an dësem Haus de 24. März vum leschte Joer gestëmmt haten. Bis elo waren nach net all dës Ännerungen op d'CSSF applikabel.

Als kuerze Rappel: D'CSSF, déi duerch d'Gesetz vum 23. Dezember 1998 gegrënt gouf, ass, wéi Der all wësst, en Établissement public, dat eng juristescht Perséinlechkeet huet an iwwer eng operationell a finanziell Autonomie verfüügt. Säi Personal setzt sech aus Agenten zesummen, déi de Statsbeamten assimiléiert sinn. Op si applizéiere sech am Prinzip d'Gesetz an d'Reglementer, déi d'Statsbeamte betreffen, dëst ënner der Reserv vun den Dispositiounen, déi am Gesetz vun 1998 virgesi sinn.

Här President, d'Reformen an der öffentlecher

Fonction, déi duerch d'Gesetz vum 25. März 2015 ëmgesat goufen, haten als Zil, sech mat vollem Recht op d'Agenten vun der CSSF ze applizéieren. Or, bis ewell goufen déi spezifesche Dispositiounen, déi am Gesetz vum 23. Dezember 1998 stinn, nach net ugepasst, fir deene verschiddene Elementer vun der Reform Rechnung ze droen. Dëse Gesetzesprojet huet als Zil, dës Inkohärenzen Enn ze setzen.

De Projet de loi, dee mer also haut stëmme sollen, huet als Objet, dat organesch Gesetz vun der CSSF, virun allem also d'Dispositiounen, déi d'Personal betreffen, de Reformen an der öffentlecher Fonction unzepassen. Souwuel d'Terminologie, wat déi verschidde Kategorie vun Traitementen uegt, d'Dispositiounen iwwert de Stage vun den Agenten vun der CSSF, d'Äfierung vun der sougenannter Gestion par objectifs an d'Ännerung vun den Avancementer a Promotionsmodalitéiten sinn hei betraff.

An dësem Kontext gëtt virgeschloen, d'Dauer vum Stage vun den Agenten vun der CSSF, déi eng Volltache hunn, vun engem op zwee Joer fir de Stagiaire eropzesetzen. De Prinzip vun engem manner laange Stage bei der CSSF am Verglach zur klassescher Fonction publique gëtt also oprechterhalen. Well awer an der traditioneller Fonction publique de Stage vun zwee op dräi Joer eropgaangen ass, gëtt also virgeschloen, de Stage bei der CSSF och ëm ee Joer eropzesetzen, also op zwee Joer insgesamt.

Här President, a sengem Avis vum 5. Juli 2016 hat de Statsrot bemierkt, dass den Texte coordonné een anere wier wéi den déposéierte Gesetzesprojet. Dat war geschitt duerch en Irtum, deen ënnerlaf war. Dëst krute mer an der Sëtzung vum 16. Juni dës Joers matgedeelt. Souwisou, de Statsrot betount, dass den Text vum Projet eleng zielt, dat, well de sougenannten Text coordonné keng Valeur juridique huet.

De Statsrot hat de 5. Juli zwou Oppositions formelles ausgeschwat, zweemol par rapport zum Artikel 2 Punkt d). Dat war eng Keier weinst der ënnerschiddlecher Dauer vum Stage tëscht dem Régime général vun der Fonction publique an deem spezifesche vun der CSSF. Déi néideg Erklärungen sinn op dësem Punkt awer nokomm. Déi aner Remarque goung iwwert d'Natur vun der Referenz op de Règlement grand-ducal vum 30. September 2015. Hei sollt d'Gesetz vun der CSSF net direkt op dat groussherzoglecht Règlement verweisen, mä op d'Dispositiounen am Gesetz, wat jo d'Base légale fir de Règlement ass.

Dëse Commentaire gouf an de parlamentareschen Amendementen vum 15. Juli Rechnung gedroen, soudass de Statsrot a sengem Avis complémentaire vum 11. Oktober keng weider Remarque gemaach huet.

Här President, mir wëssen, dass d'CSSF e ganz wichtige Akteur fir eis Finanzplaz ass, dat well si Finanzprodukter iwwer hire Prospectus agréiert a regelméisseg kontrolléiert. An de leschte Joren huet de Régulateur, d'CSSF, weider rekrutéiert, fir hir Missiounen ze erfëllen, dat an enger Finanzwelt, déi ëmmer méi komplex gëtt.

##### (Brouhaha et interruption par M. le Président)

Merci, Här President.

Och spillt si eng Roll, wat innovativ Produkter uegt. Sou ass d'CSSF zum Beispill déi éischt Bankekontrollautoritéit, déi eng Basis fir Bitcoin-Aktivitéiten geschaaft huet an esou de Wee fräi gemaach huet, fir dass weider Akteure sech an dësem Secteur hei am Land usidele kënnen. Et ass also wichtig, dass d'Ännerungen an der Fonction publique elo och op d'Agenten vun der CSSF iwwerdreie ginn.

Ech wëll schlëssen, andeems ech dem Här Finanzminister an alle Kolleegen aus der Kommission Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. An ech ginn heimadder och den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech hat en aneren Numm hei stoen, mä ech hunn lech awer gradesou gär.

##### Discussion générale

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Här President, no deenen ausféierlechen Ausféierungen vum Rapporteur hu mer eigentlech näischt méi dobäizéifügen an ech géif den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Da sinn ech gespaant, ob dat weider esou bleift. Den Här Fayot huet d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Merci, Här President. Den Här Rapporteur huet a sengem gudden Rapport alles gesot. En huet och





d'Wichtigkeet vun deem Projet ennerstrach fir d'CSSF, weidert Personal och anzustellen, fir dass se hir Missiounen kann erfëllen.

Ech géif just gären ee Wonsch ausdrécken - dat ass och scho puermol diskutéiert ginn an der Finanzkommissioun, et ass och deslescht vun der CSSF nach eng Kéier opbruecht ginn -, dass et wichteg ass, dass mer deemnächst déi Loi „sanctions“ op de Wee bréngen, fir der CSSF déi néideg Mëttelen ze ginn, fir effikass virzegoe géint Violatiounen och vu Regelen am Finanzsecteur. Et ass och wichteg am internationale Kontext, fir dass d'CSSF déi néideg Kredibilitéit huet am Kader vun hire Missiounen.

Ech weess, dass Äre Ministère an Äre Leit vill Aarbecht hu mat ville Projeten, mä d'Sanktiounsgesetz ass eent, wat och vun der CSSF wierklech erwaart gëtt. An dofir géif ech lech nach eng Kéier invitéieren - mä ech weess, dass Der dat souwisou maacht -, dat heiten zu enger Prioritéit ze maachen.

Dat gesot, ginn ech natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deemem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Fayot. D'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Här President, och vun onser Säit e Merci u jiddwereen, dee bedeelegt war un deemem Projet de loi, an den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An ech hunn dann den Här Reding hei stoen.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Ech bréngen och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deemem Text.

**(Interruption)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Iech hunn ech zwar net hei stoen, mä...

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Dat ass wouer. Ausnamswies si mer och mam Här Gramagna averstanen.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

**(Hilarité)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Bei

esou vill Zoustëmmung ass den Här Gramagna wahrscheinlech sprachlos.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances.**- Net sprachlos, Här President, mä ganz frou. Dofir halen ech mech dann och ganz kuerz. Merci fir d'Ennerstëtzung. De Projet de loi, deen Dir elo hei stëmmt, huet jo als Objet, eist neit Gesetz vun der Fonction publique ze applizéieren och op d'Agenten an d'Fonctionnaire vun der CSSF. An dat ass eng gutt Saach.

Erlaabt mer vläicht och ze begrëssen, dass mer konnten deenen zwou Oppositions formelles vum Conseil d'État Rechnung droen. Dat ass ganz fein. An dann erlaabt mer vläicht just nach eng Minutt ze huelen, fir iwwert d'CSSF ze schwätzen.

D'CSSF ass u sech en immens wichtegt Organ iwwert d'Jorzéngte ginn. An deene leschte fënnel Joer huet sech d'Personal vun der CSSF praktesch verduebelt! Mir hunn elo op den heitegen Dag 669 Leit, déi an der CSSF schaffen. Dat ass en fait eng vun de gréissten Administratiounen oder Institutiounen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn. Mir kënnen eis, mengen ech, freeën, dass mer eis déi richteg Moyene ginn, fir eis Finanzplaz ze begleeden. Do schafft Leit vun 13 Nationalitéiten ongeféier, gläich opgedelt zwëschen Männer a Fraen.

A wann ech an d'Ausland reesen - jo, dat ass ganz gutt, dass et équilibréiert ass, Männer a Fraen -, wann ech an d'Ausland reesen, ginn ech oft op d'CSSF ugeschwat, wou ech ganz vill Luef kréien. An ech hunn haut an der Mëttesstonn d'Succursale vun der Bank of Communications, eng vun deene sechs gréisste chineesche Banken, inauguréiert. Och déi hu mer nach eng Kéier gesot, wéi zefridde se sinn iwwert d'Zusammenarbecht mat der CSSF.

Mä dass mer eis hei richteg verstinn, an dat ass e richtegen Enjeu fir eis Finanzplaz: D'CSSF ass net nëmme do, fir d'Besoinen vun de Banken a vun den Akteuren ze verstoen. Si ass awer och do, fir derfir ze suergen, dass d'Direktive vun der EU respektéiert ginn an d'Gesetzter, wéi Dir se ëmgesat hutt vun deenen Direktiven, dass dat alles agehale gëtt. An ech kann lech soen: Si mécht dat!

An dofir muss d'CSSF derfir suergen, dass se zwëschen zwee verschiddene Pôlë muss handelen. Deen een ass dee vun der Innovatioun, wéi de Rapporteur André Bauler dat richteg ennerstrach huet, an deem ech fir säi Bericht och gären géif Merci soen. Hien huet richteg ennerstrach, dass d'CSSF vill innovéiert, ob dat elo ass bei Bitcoin, dat si Monnaies virtuelles, an och bei anere Saachen. Mä do wou se et maachen a wéi se et maachen, maache se et ëmmer dans la latitude, déi d'EU-Gesetzgebung eis gëtt. A wa keng Latitude do ass, da kann och d'CSSF keng Latitude hunn.

Op där anerer Säit suerge se derfir, dass alles agehale gëtt. An dat gëtt hinne Kredibilitéit. A wann d'CSSF kredibel ass, dann ass eist Land och kredibel. An et ass zwëschen deenen zwou Qualitéiten do, wou d'CSSF muss déi gëlle Mëtt fannen. An ech mengen, dat hei war eng gutt Geleeënheet, fir dat ze ennersträchen.

Ech soen lech Merci fir de Soutien.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Da si mer elo prett, fir iwwert de Projet de loi 6934 ofzestëmmen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6934 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer: 60-mol ass ofgestëmmt ginn a 60-mol Jo. Domat ass de Projet 6934 unanime ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Mergen), Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz*

*Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

**6. Résolution de Mme Martine Hansen relative à l'engagement de la Chambre des Députés, dans la mesure du possible et à côté des produits issus du commerce équitable, à s'approvisionner prioritairement en produits issus du terroir luxembourgeois pour les besoins de son administration et de la vie parlementaire**

Just nach eng Sekonn, wann ech gelift. De Moien huet d'Présidentekonferenz proposéiert, fir d'Resolutioun iwwert d'Produits du terroir, déi gëschter vun der Madamm Martine Hansen abruucht ginn ass, un de Büro ze iwwerweisen.

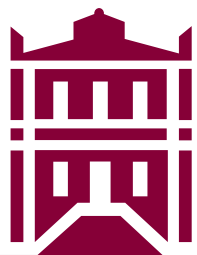
Ass d'Chamber domat d'accord?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

A mer sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Villmools Merci a Rendez-vous nächsten Dëschdeg. D'Sëtzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 16.10 heures)**



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 4. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng sur les résultats de la réunion COP22 des Nations Unies sur les changements climatiques à Marrakech

- Exposé: M. Henri Kox

- Débat: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

### 5. 7018 - Projet portant création d'un registre électronique national des entreprises de transport par route

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché

- Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 6. Interpellation de Mme Octavie Modert au sujet de l'état actuel de la viticulture

- Exposé: Mme Octavie Modert (dépôt d'une motion)

- Débat: M. Gusty Graas, Mme Tess Burton, M. Henri Kox (interventions de Mme Octavie Modert), M. Roy Reding, M. Gilles Baum (dépôt d'une motion)

- Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (interventions de Mme Octavie Modert)

- Motion 1: M. Gilles Baum, Mme Octavie Modert

- Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

- Motion 2: Mme Octavie Modert

- Vote sur la motion 2 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Etgen et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.32 heures)**

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **Plusieurs voix.**- Neen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech ginn dovun aus, dass dat e kloren Nee war. Merci gesot. Da kënnen mer zu deenen nächste Punkte vun eisem Ordre du jour iwwergoen.

## 2. Communications

1) Ech wollt d'Chamber informéieren, dass d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen wéi ëmmer mat den Antworten zesummen hei um Büro deponéiert gouf.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi zënter der leschter Sëtzung an der Chamber deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéit verdeelt ginn.

3) An op Ufro vun der Madamm Cécile Hemmen ass de 16. November 2016 hir Proposition

de loi 6611 iwwert d'Égalité salariale vum Rôle gestrach ginn, net well se net méi aktuell wier, mä well e Projet de loi ennerwee ass.

Communications du Président - séance publique du 22 novembre 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**7093** - Projet de loi sur l'exportation et l'utilisation des ressources de l'espace

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 15.11.2016





**7095** - *Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 18.11.2016

**7096** - *Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 18.11.2016

3) *À la demande de Mme Cécile Hemmen, sa proposition de loi n°6611 relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes a été retirée du rôle en date du 16 novembre 2016.*

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 3. Ordre du jour

Da wollt ech lech iwwert den Ordre du jour informéieren, deen d'Presidentkonferenz virgeschloen huet, deen Ordre du jour, deen un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidergaangen ass, soudass ech also dovun ausginn, dass Der en alleguete kennt.

Sidd Der mat deem Ordre du jour d'accord, wéi d'Presidentkonferenz e virgeschloen huet?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kënnen zum éischte Punkt iwwergoen eiser normaler Dagesuerdnung, dat ass d'Aktualitéitsstonn iwwert d'Resultater vun der Klimakonferenz COP22 vun de Vereenten Natiounen, déi zu Marrakesch mat larger Lëtzebuenger Bedeelegung stattfoungt huet.

Dir wësst, dass d'Riedezäit wéi folgt opgedeelt ass: Déi Fraktioun oder Sensibilitéit, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, huet zéng Minutten. All déi aner Fraktiounen hu fénnef Minutten, fir Stellung ze huelen. An d'Wuert huet elo direkt den Här Henri Kox als Vertrieeder vun der Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

### 4. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng sur les résultats de la réunion COP22 des Nations Unies sur les changements climatiques à Marrakech

#### Exposé

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleginnen a Kollegen, jo, leschte Freiden ass déi 22. Klimakonferenz zu Marrakesch a Marokko zu Enn gaangen, eng Klimakonferenz, déi ganz am Zeeche vum Klimaaccord, nach vum Paräiser Accord stoung, näamlech déi 21., an dëst aus zwee Grënn, éischtens e bëssen d'Célébratioun vun deem Accord an zweetens ganz kloer eng Démarche vun der Aktioun.

Déi Éischt, wou ee muss soen, et ass en Accord, deen innerhalb vun engem Joer vu ganz ville Länner ënnerschriwwen ginn ass. Haut sinn et der 111, an do ass sengesgläichen ze sichen op Niveau vun der UNO, soudass mer haut kënnen soen, dass deen Accord a Kraaft getrueden ass. A ganz wichteg, d'Konditiounen hunn näamlech kuerz viru Marrakesch gegoll (veuillez lire: d'Konditiounen sinn näamlech kuerz viru Marrakesch erfëllt ginn), näamlech dass 55% vun de Länner ënnerschriwwen hunn, an déi da 55% vun de schiedleche Klimagasen ofgedeckt hunn, soudass den Accord ganz richtig de 4. November ebe just grad virun der Marrakescher Konferenz a Kraaft getrueden ass.

Wat seet deen Accord? Dat ass vläicht als Rappel awer ganz wichteg. Ech mengen, deen Accord seet, dass mer d'Ärderwärmung op 2, souguer d'Wëssenschaftler soe maximal 1,5 Grad Celsius solle begrenzen, an dat vis-à-vis vun der virindustrieller Zäit, soudass mer och keng weider Klimaschied an der Zukunft wäerte kréien. Haut muss ee soen, dass mer haut scho bei 0,9 respektiv 1 Grad Temperaturerhéijung sinn. Dir konnt vläicht gëschter an der Press noliesen, dass eis Äismierer ufänken zrëckzegoen, soudass eng dramatesch Ännerung vum Weltklima ze erwaarden ass.

Dofir huet Marrakesch e komeschen Numm gehat, näamlech COP22, CMP12 an CMA1. Wat heescht dat? Et war u sech déi 22. Klimakonferenz. Et war awer och déi 12. Konferenz no Kyoto, dat heescht vun alleguerten deene Länner, déi de Kyoto-Accord ratifizéiert haten, awer och dat éischt Joer nom Accord vu Paräis,

wat eben och ganz wichteg ass, wat endlech e globalen Accord ass.

Wat awer méi wichteg ass, dat ass dat vun der Aktioun. Aktioun heescht, fir dat Ganzt ëmzesetzen. An do sinn et grad déi kleng Länner, déi kleng Länner, déi am meeschten ënnert dësem Klimawandel ze leiden hunn, déi hei den Driff dëst Joer waren an déi zesummen ze enger Deklaratioun komm sinn, déi Marrakescher Deklaratioun, déi seet: Mir wëllen op Kuel, Gas, Uelech, an ech géif och Atomenergie derbäifügen, verzichten an op de Wee vun honnertprozenteg erneierbaren Energië goen. Dat war e ganz staarkt Signal, dat vu Marrakesch ausgegangen ass. Et war net esou, wéi dat zu Paräis um Paräiser Sommet war, näamlech wou d'Industrielänner de Motor waren, fir den Accord ëmzesetzen. Mä hei waren et grad déi vulnerabelst Länner vun der Welt, déi dat op en Drängen hi gemaach hunn.

Well d'Industrielänner, déi mussen nach liwweren. Déi mussen liwweren op zwee Punkten. Éischtens, dat, wat se selwer an hire Länner ëmsetzen, näamlech déi sougenannte Klimaschutzpläng, déi beschriewen, wéi de Pad vun deenen eenzelne Länner an der Reduktioun an an der Adaptatioun un de Klimawandel ze maachen ass.

An den zweete Punkt, deen nach méi wichteg ass, dat ass deen vun dem Fongesammele vun deenen honnert Milliarden Dollar, déi bis 2020 all Joers mussen opbruecht ginn, näamlech vun den industrielle Länner, well déi als Aufgab hunn och d'Ënnerstützung vun der Adaptatioun, der Adaptatioun un de Klimawandel insbesondere vun deene Länner, wéi ech viru gesot hunn, déi déi vulnerabelst sinn.

Dëst erlaabt mer dann och, den Iwwergang op déi Lëtzebuenger Delegatioun ze maache vun dësem Joer. Ech brauch net méi op d'Meritten nach eng Kéier anzegoen vu Lëtzebuerg vum leschte Joer a speziell vun der Ëmweltministeresch. Mä och dëst Joer konnt Lëtzebuerg erëm mat ganz flotte Projeten ophorchen dinn. An do huet d'Ministesch et och ganz gutt fäerdegbruecht, dat ze maachen. Ee ganz wichtige Projet ass deen vun der Klima- a Finanzplattform, näamlech e Projet, déi si zesumme mat der Banque européenne d'investissement gemaach huet, fir näamlech opzeweisen, dass mer Finanzmëttel brauchen an dass et net eleng duergeet, wann d'staatléche Suen do erafflëssen, mä och also privat Sue mobiliséiert ginn. An dofir war dee Projet ganz wichteg, fir deen do ze presentéieren.

Dat erlaabt mer dann och, op d'Kompositioun vun der Delegatioun anzegoen, wat näamlech och e Signal war. Et waren net nëmme d'Spezialiste vun dem Ëmweltministère, déi mat waren, mä et waren och eng Spezialistin aus dem Finanzministère an awer och eng Spezialistin aus dem Kooperationsministère, déi matgaange sinn. An d'Ministesch huet an hire Konferenzen ëmmer betount, dass d'Kohärenz an der Klimapolitik ganz wichteg ass an och dat, wat als wichteg Signal vu Lëtzebuerg ausgegangen ass, dass et net duergeet, Klimaschutz op d'Käschte vläicht vun der Kooperatioun ze maachen, mä dass een zesumme muss de Klimawandel ugoen. An dofir war dat Signal ganz wichteg, an awer och, dass d'Finanze mat am Boot waren an eng offensiv Roll gespillt hunn.

Ee weidere Member vun der Delegatioun war och, an dat gëtt oft vergiess, e Wëssenschaftler, dee beim LIST engagéiert ass, a mir sätzen do als Lëtzebuerg um Dësch vun der Wëssenschaft, fir ebe grad d'Evolution vum Klimawandel matzabegleeden, awer och d'Implementatioun vun deenen eenzelne Klimaschutzpläng an eng Coherence eranzekréien. An dat ass ganz wichteg, dass Lëtzebuerg och do dee Pad matverfollegt. An déi éischt contraignant Iwwerpräiwung vun dem Klimaaccord wäert 2023 sinn, an do ass et ganz wichteg, déi och esou gläwiedeg an esou gutt op wëssenschaftlecher Basis duerzeleeën. An dofir war et wichteg, dass och e Wëssenschaftler an deem Beräich do war, an en ass net nei, deen ass scho laang an deem Beräich tätég an och ëmmer héich unerkannt.

E weidert Bindeglied, an da kommen ech zu eis heibannen, dat ass näamlech d'Chamber. Mir selwer waren, konnt an der Delegatioun derbäi sinn. Ech hat d'Chance, mam Marco Schank zesumme ganz enk - ganz enk, mengen ech - an den Diskussiounen,...

#### (Brouhaha)

...an den Diskussiounen vun der Ministesch, awer net nëmme der Ministesch, awer och mat de Beamte kënnen an deem ganze Prozess deelzehuelen. An dat ass e wichtige Prozess, well et si mir, et sinn d'Parlamentarier, déi duerno mussen éischtens d'Ratiofikiatioun maachen, mä awer och d'Politické mat deenen néidege Fahrpläng, fir d'Ëmsetzung kënnen ze maachen.

An dat ass awer keng Selbstverständlechkeet. Mir zwee hunn un der parlamentarescher Kon-

ferenz vun all de Länner deelgeholl, wou ganz vill Länner monéiert hunn, dass se eben net direkt mat implizéiert sinn an den Diskussiounen, wann et ëm d'Ëmsetzung vun den Accorden geet.

Wat sinn déi nächst Etappen, déi festgeluecht ginn? Natierlech, ganz wichteg ass, dass elo méi contraignant Klimaschutzpläng an deenen eenzelne Länner mussen ëmgesat ginn, well dat, wat de Moment um Dësch läit, geet net duer! Well dat, wat um Dësch läit vun all de Länner, weist eng Temperaturerhéijung vun 3,6; 3,7 bis 4, 5 Grad Celsius aus. An do gitt Der mer alleguete recht, dass dat natierlech net duergeet.

Dofir déi nächst Etappen. 2017 an 2018 si ganz kruzial, well do mussen d'Länner Faarf bekennen a si mussen mat deenen néidege Klimaschutzpläng komme fir eng längerfristeg Dekarboniséierung, wou gesot gëtt, dass bis 2050 näamlech 80 bis 95% erreecht mussen ginn.

An dofir ass awer och ganz wichteg, an dat ass och op der Konferenz zu Marrakesch kloer ginn, dass et net duergeet, reng déi klimaschiedleche Gasen ze kucken, mä eng Verknüpfung vu sämtleche Politicken ze maachen. Déi sougenannt Nohaltegkeetsziler, déi vun den UN fir 2030 festgeluecht sinn, dat si 17 Ziler, déi mussen zesumme gekuckt ginn. Et sinn d'Mobilitéit an d'Loftqualitéit, déi zesummenhängen. Et sinn d'Ernährung an d'Landwirtschaft an et ass, fir zum Beispill e leschte Punkt nach ze soen, proppert Drénkwaasser. Mir mussen et also fäerdegbréngen, eng Verknüpfung vun all de Politicken ze maachen.

A Lëtzebuerg an deem Ganzen? Kuerzfristeg, wësst Der, dass mer bis 2020 eis Kyoto-Ziler mussen errechen. De Moment si mer „on track“, wéi dat esou schéi gesot gëtt. Mir errechen eis Ziler, wat 2020 ubelaangt. Awer déi nächst Échéancé sti virun der Dier. Dat ass déi vun 2030 an doriwuer eraus 2050. An den Engagement, dee mir kritt hu vun der Europäescher Kommissioun an dee mir och akzeptéieren, ass dee vu minus 40 bis 2030, wat natierlech eng ganz haart Aufgab ass, déi op eis alleguerten duerkënn.

Wéi eng Hausaufgabe muss schlussendlech da gemaach ginn? An domadder wëll ech da schlëssen. Ech mengen, et läit villes um Dësch. Et läit praktesch alles um Dësch. Éischtens, ech mengen, mir selwer hunn d'lescht Joer mat mengem Klimarapport iwwer 40 Sätzungen hei an der Chamber ganz vill debattéiert an Analyse gemaach, do si vill Piste dran opgewisen.

Zweetens, d'Debatte ronderëm de qualitative Wuesstum, an drëtens ass et natierlech déi Rifkin-Etüd, déi d'lescht Woch presentéiert gouf, wou eng ganz Rei Pisten opgewise ginn. Dat sinn déi vun der Mobilitéit, der Energie oder der Landwirtschaft, fir just déi nëmme ze nennen. Pisten, déi eis alleguerten opferderen; Pisten, déi am Aklang mat dem Marrakescher Appell sinn. An et sinn och grad eis Responsabilitéite vis-à-vis vun de vulnerabele Länner.

Kommt, mir waarden net! Kommt, mir paken et un! Eis Kanner a Kandskanner soen eis Merci.

Ech soe Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kox. An d'Wuert huet elo direkt eisen zweete Vertrieeder, deen zu Marrakesch derbäi war, den Här Marco Schank fir d'CSV.

#### Débat

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru véier Deeg hunn d'Delegéiert zu Marrakesch een Zäitplang décidéiert, fir den Accord vu Paräis ëmzesetzen, zumindest een Ufank vun engem Zäitplang. An doranner verflachten d'State sech, schonn 2017 fir d'éischte Kéier Fortschreitter beim Klimaschutz ze iwwerpräiwen.

Vläicht zwou Reaktiounen erausgegraff: Eis Ëmweltministeresch Carole Dieschbourg huet an engem Zeitungsartikel vum Enn vun der Konferenz vu Signaler geschwat, déi géife Courage maachen. Déi däitsch Ministesch, Ëmweltministeresch huet gesot, de Réckeward vun deene leschte Méint wier genotzt ginn an et hätt ee wichteg Weiche fir eng zügeg an ambitionéiert Ëmsetzung vum Paräiser Accord gestallt.

Also, wat een als positive Message konnt matheuele vu Marrakesch, dat ass och scho bei mengem Virriedner, dem Henri Kox, ugeklungen, dat ass déi Marrakesch-Vision. Wann ausgerechent aarm Länner, 48 Natiounen soen: „Mir wëllen en vue vun 2050 nach just op erneierbar Energien zrëckgräifen“, dat si Länner wéi Marokko selwer, wéi Kambodscha, wéi de Sudan, da lauschteren och déi sougenannte räich Länner, déi och hir Responsabilitéit hunn.

An ech hu mer déi Präambel ugekuckt vun der Deklaratioun, just dee Saz, well deen a mengen

Aen am beschte resüméiert, dee beschte Message ass vun där Klimakonferenz: „D'Antwort op de Klimawandel ass Klimagerechtigkeit a sozial Gerechtigkeit“, ech mengen, dat ass dee wichtigste, dee wichtigste Saz, deen och ëmmer erëm och an den Events dohannen diskutéiert gouf, „an et kann een déi Ziler nëmme gemeinsam am Verbond vun der Weltgemeinschaft errechen.“ Och dat ass esou kloer wéi Bouletteszopp, kéint ee salopp soen. An ech mengen, dat heimadder dee wichtigste Message verbonnen ass.

Op där anerer Säit ginn et nach enorm vill Probleme, déi sinn och scho kuerz ugeklungen, déi bis 2020 mussen gekläert sinn. D'Klimaschutzziler mussen iwwerprüefbar sinn, mussen vergläichbar sinn, dat kee fuddelt. Dat ass e wichtige Aspekt, fir datt een ausrechnen kann, wéi vill CO<sub>2</sub>-Emissiounen weltwäit iwwerhaupt da gespuert goufen, datt een dat weess. E gréisserer Sträitpunkt ass ganz sécher den Upassungsfong, datt déi Länner, déi besonnesch vum Klimawandel betraff sinn, sécher Zousoe kréien. An déi hätten déi gar, soss maachen déi net dat, wat se mussen maachen.

An een anere Sträitpunkt ass sécher och nach dee vun der Roadmap, déi berüumten honnert Milliarden Dollar ab 2020. Wa bis iwwert d'Detailer diskutéiert gëtt, da wäert dat och ganz, ganz schwierig ginn.

An op dee laange Schiet vum Här Trump ënnert der Sonn vu Marrakesch ginn ech net an. Dee war an aller Munde. Ech wëll mer awer keng Zäit elo domadder verbéien, well eppes däitlech ginn ass am Hannergrond dovunner, datt d'Delegéiert méi wéi jee décidéiert gesot hunn „jetzt erst recht“. An ech mengen, dat ass déi eenzeg Antwort op dem Här Trump seng Aussoen am Virfeld respektiv am Wahlkampf.

Ee Wuert zu eiser nationaler Klimapolitik. Mir hu jo viru Kuerzem, wéi mer den Accord ugeholl hu vu Paräis hei an der Chamber, iwwer en „effort sharing“ geschwat, mer hu vun deene minus 40% geschwat, déi am Reglementsvorschlag vun der Kommissioun stinn. An egal wéi eng Mesuren an dem drëtten nationalen Aktionsplang wäerte stoen, et wäert richtig schwierig ginn an et wäert weidinn.

Här President, ech hunn an der Vergaangeneit widerhuelt däitlech gemaach, datt mir ambitiéis Mesuren am Klimaschutz nëmme da fäerdegbréngen, wann et eis geléngt, d'Biergerinnen an d'Bierger, et wëll soen d'Zivilgesellschaft, an d'Boot ze kréien. A wann ee staark Moosname wëllt ergräifen, wéi eis Ëmweltministeresch an engem Interview gesot huet, da brauch een e staarke Réckhalt an der Bevëlkerung. Soss klappt dat net!

Och war Biergerbedeelegung am Klimaschutz ee wichtige Sujet zu Marrakesch selwer an där enger an an där anerer Deklaratioun an an deem engem oder aneren „side event“. Duerfir soen ech et nach emol: Mir mussen dat vill beschwuerent Abezéie vun der Zivilgesellschaft strukturéieren, well soss dës Regierung an och déi Regierungen, déi duerno kommen, net wäerten an der Klimapolitik wäit kommen an an d'Eidelt lafen.

Fir de Prozess vun der Bedeelegung ze strukturéieren, geet et awer net duer, eng Rei Leit oder eng Rei Organisatiounen op eng, zwou Versammlungen ze invitéieren. Duerfir wëll ech nach emol den Appell maachen un d'Regierung, fir esou eng Struktur ze plangen an esou eng Struktur ëmzesetzen. An an deem Kontext hat ech eng Proposition de loi gemaach, fir esou eng strukturéiert Partnerschaft vu Stat, Gemengen, ONGen, Gewerkschaften a vum Patronat op d'Been ze stellen. Wann d'Regierung dee Wee vun deem Partenariat net wëllt goen, dann ass dat hir Décisioun.

Duerfir awer meng Fro un d'Ministesch, wéi eng Alternativen datt si sech virstellt, fir dann awer déi Abezéiung vun der Zivilgesellschaft ze strukturéieren, wéi d'Regierung sech dat virstellt, fir den Erausforderunge vum Klimaschutz ze begéien.

An déi zweet Fro, wéini respektiv ob den Nohaltegkeetscheck, wéi en an dem Regierungsprogramm virgesinn ass, kënn respektiv ob en net kënn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Marco Schank. An nächste Riedner ass den Här Roger Negri fir d'LSAP.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, direkt e grouse Merci u meng Virriedner Henri Kox a Marco Schank an och un eis Ëmweltministeresch, d'Madamm Carole Dieschbourg, déi eis jo zu Marrakesch vertrueden hunn.

D'lescht Joer ëm dës Zäit gouf den Accord vu Paräis mat engem grouse Succès duergestallt





a gefeiert. No de Schwierigkeiten, déi ee bei vergaangene Klimasommeten hat, war et déi éischte Kéier, dass et gelongen ass, en Accord tëschent 195 Länner op der Welt ze fannen, fir op eng gerecht Manéier eng Aschränkung vun den Zäregasen ze erreechen. Dat war e ganz staarkt Signal. Mat der Ratifizierung vun der EU de 5. Oktober dëst Joer konnt den Accord nach virun der Konferenz vu Marrakesch a Kraaft treden. A mir hei an der Chamber hunn och den 11. Oktober dëst Joer den Accord ratifizéiert. Dat war e weidert Signal vum politesche Wille vun de Signatairen, schnell virunzecommen.

Et bleift awer dobäi eng gewëssen Ongewësseheet, fir et esou ze soen. Sinn dat alles nëmme politesche Signaler? Oder sinn all déi Länner do och tatsächlech fäeg a bereet, déi Engagementer, déi se geholl hunn, an d'Realität ëmzesetzen?

Et wier net déi éischte Kéier, dass en internationalen Accord seng grouss Ziler net géif erreechen. Et brauch een nëmme drun ze denken, wéi wéineg déi räich Industrielänner tatsächlech déi 0,7% vun hirem RNB, Revenu national brut, an d'Entwécklungshëllef stiechen, oder wéi de Bilan vun de Millenniumsentwécklungsziler ausgefall ass.

Wéi wichteg an awer och wéi schwierig déi konkret Ëmsetzung vun den Engagementer am Klimaschutz fir Lëtzebuerg wäert sinn, hunn ech am Kader vun engem ganzen äänlechen Débat virun engem Mount hei duergeluecht. D'LSAP wäert deemno weiderhin och an Zukunft all méiglech Efforten am Beräich vum Klimaschutz ënnerstëtzen, déi d'Regierung virleet.

Zum Sommet selwer vu Marrakesch sinn ech iwwerzeugt, dass déi politesche Stëmmung, déi am Moment op ville Plazen herrscht, riskéiert, all déi Fortschreter, déi mer bis elo am Klimaschutz erreecht hunn, ze zerstëieren. Elo kann ee soen, dass am Fall vum Klimawandel d'Bevölkering vun der Urgence grouss ass. A wa mir net esou weiderfueren, da geet dat schief, dat heescht, do muss wierklech och e Mentalitéitswiesseel, e sougenannte Paradigmewiesseel an eise Käpp stattfannen.

Et gëtt awer ëmmer méi an anere Beräicher kloer, dass mir viru groussen Diskussiounen an Décisiounen mat dramateschen Auswierkunge stinn. An all deene Fäll hu mir d'Wiel, d'Problemer an enger internationaler Solidaritéit ze léisen oder gemeinsam d'Konsequenzen ze droen. D'Erausforderung un eis räich demokratesch Länner läit doranner, déi grouss Majoritéit vun de Wieler ze iwwerzeegen, ech mengen, mäi Virriedner huet och an deem Sënn dat elo gesot, dass dës Solidaritéit, déi Sue kascht an Aschränkung mat sech bréngt, op d'laang Siicht manner Affer fuerdert wéi den nationalen Egoismus.

D'Chancen dofir sinn net gutt, wann ee kuckt, wat am Moment an de Länner ronderëm eis geschitt. Ganz konkret hänkt d'Wiel vum neien amerikanesche President wéi en Damoklesschwaert iwwert der Ëmsetzung vum Accord vu Paräis. Et kann ee just hoffen, dass hie seng Versprechen, wat de Klimaschutz ugeet, net - net! - anhält. Well wann d'USA erëm aus deem Accord ausschäre géifen, si mir net méi wäit wéi beim Kyoto-Accord.

Gëtt et schonn Indikatiounen, wéi aner grouss Natiounen sech verhalte wäerten, wann d'USA géifen ofsprangen? Ech wär frou, wann eis Ministesch eis vläicht dozou e puer Wuert kéint soen.

Gouf et zu Marrakesch, iwwert deen néidegen Zweckoptimismus eraus, eng reell Hoffnung, dass et déi Kéier geléngt, all déi grouss Emissäre vun Zäregase mat am Boot ze halen?

En Indicateur dofir, wéi escht déi eenzel Länner hir Verpflichtungen huelen, ass sécher de Bäitrag zu deem Klimafonds, deen den aarme Länner et soll erméiglechen, sech un d'Klimaverännerungen ze adaptéieren. Un deem Fong bedeelegt sech jo och Lëtzebuerg mat fënnf Milliounen pro Joer.

Doriwwer eraus stellt sech bei der Ëmsetzung vun de Klimaschutzziler zu Lëtzebuerg ganz konkret d'Fro - wann ech mer dierf erlaben - un d'Ministesch vum Weiderkomme vum drëtten Plan d'action a Saache Klimaschutz. An hei wëll ech och ganz kloer d'Rifkin-Etüd erwänen, déi jo an deem Sënn och ganz vill Akzenter setzt.

Als Konklusioun wëlle mir als LSAP festhalen, dass Lëtzebuerg wäert esou oder esou e grouse Schratt no vir maache mussen, fir seng begrenzte Ressourcë méi nohalte ze notzen a fir seng Ofhängegkeet vun den Energieimporter ze reduzéieren. Fir dat ze erreechen, huet d'Regierung déi voll Ënnerstëtzung vun der LSAP.

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Negri. An nächste Riedner ass den Här Max Hahn fir d'ADR. Ech si gespaant.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, den designierten US-President Donald Trump kierzlech eng Invitatioun fir op d'Fidschi-Inseln, net fir Vakanz ze maachen, wéi ee vläicht kéint mengen, mä de Regierungschef vun Inselstat, de Frank Bainimarama, huet de Klimaskoptiker Trump invitéiert, sech selwer op d'Plaz ukucken ze kommen, wat fir en Effet de Klimawandel op de Mënsch huet. Ganz Landstreecher sinn hei verschwonne an vill Leit hunn hiert eegent Doheem verluer, well den Niveau vum Mieresspiegel geklommen ass a weiderhi klëmmt.

„Keen huet d'Recht, op Basis vun enger Ideologie Décisiounen ze treffen, déi Milliarde Leit concernéieren.“ Dat sinn net meng Wieder, mä déi vum amerikaneschen Ausseminister John Kerry am Kader vun der Weltklimakonferenz COP22 zu Marrakesch.

Leider sinn dës Wieder an dësen Deeg néideg, well keen esou richtig weess, wat den Här Trump a Saache Klimaschutz wëlles huet. Fir d'Fidschi-Inseln ass d'Klimapolitik scho längst Iwwerleiwenspolitik a mir dierfen net zooloosen, dass d'Errongenschaften, déi zweifellos zu Paräis erreecht gi sinn, der Parteipolitik zum Affer ginn.

Här President, d'Klimapolitik ass keng Parteipolitik an et ass nëmme ze hoffen, dass d'USA als féierend Industrienatioun elo net aus der weltwäiter Solidaritéit erausklammen oder den Elan vu Paräis bremsen wëllen.

Mir alleguer dierfen dem Här Trump net duergoe loossen, dass d'Klimapolitik kuerzfristegen innenpolitischen Iwwerleuungen zum Affer fält. Mir mussen awer och déi Länner warnen, déi vläicht elo och dozou tendéieren, d'Ziler a Fro ze stellen an Efforten ze reduzéieren.

Zum Gléck war dat bis ewell op der COP22 net de Fall. 111 Staten hunn de Paräiser Accord scho ratifizéiert, an zu Marrakesch ass weider an déi richtig Richtung geschafft ginn. Virun allem ass eng konkret Roadmap fir d'Rettung vum Klima beschloss ginn.

Als Erënnerung: De Klimaaccord vu Paräis setzt zwar de Kader, mä déi schwierigste Aufgab ass et, fir dësen Accord elo mat Liewen ze fëllen. Op d'ganz EU gekuckt hu mir eis zu enger ambitiöser Reduzéierung vu 40% vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen verpflichtet. Europa muss sech elo eens sinn, wéi dat gemeinsam Zil soll erreecht ginn. Kucke mir eis un, wéi schwierig d'Zusammeschaffen vun europäescher Plang dëser Deeg ass, da wësse mir, wéi haart an ustrengend dës Verhandlung ginn.

Här President, d'COP22 zu Marrakesch ass op en Enn gaangen a Lëtzebuerg muss sech elo ganz intensiv domadder auserneeetzen, wéi mir aus enger Ressourcen- an CO<sub>2</sub>-intensiver Wirtschaft Stéck fir Stéck kënnen erausklammen. Eng ganz Rei Piste si schonn am Rifkin-Rapport ze fannen.

Wëlle mir effikass géint de Klimawandel virgoen, da brauche mir Innovatioun an technesche Fortschreter. Eist Zil muss et näamlech sinn, eis Liewensqualität net nëmme ze erhalen, mä ze verbesseren, an dat mat manner Ressourcen a méiglechst CO<sub>2</sub>-neutral.

Eist Zil muss et sinn, besser Alternativen an der Mobilitéit unzebidden, ob am Individualverkéier oder am öffentlechen Transport. Mir mussen eisen Albestand esou moderniséieren, dass eis Haiser keng Energieverbëtzer méi sinn. Mir mussen duerch intelligent Maschinen den Energieverbrauch optiméieren an et muss eis geléngen, en zouene Kreeslaf ze schafen, wou déi genotzte Materiale systematesch recycéliert a weiderverwäert ginn.

All dëst verlaangt politesche Courage an, jo, och e Mentalitéitswiesseel bei ville Leit. Béides ass net ze ënnerschätzen. D'Politik muss Gedold hunn, well e Mentalitéitswiesseel kënn a) net vun haut op muer a b) just, wa klimafreundlech Alternativen déi besser Optioun sinn.

Packe mir dat net, erreeche mir eis gesaten Ziler net a mir packen de Klimawandel net. Wann et der Politik awer geléngt, de richtige Kader ze setzen, da wäert dës Prozess net manner Liewensqualität fir deen Eenzelne bedeuten, mä ganz am Géigendeel: Et wäert en daitleche Méiwäert sinn, fir den Eenzelnen a fir d'Ëmwelt!

Geléngt deenen eenzelne Staten dëst awer net, oder gëtt aus kuerzsichtegen Iwwerleuungen de Klimawandel ignoréiert, jo, da brauch keen zukünftigen US-President sech op d'Fidschi-Inseln ze déplacéieren, fir do déi katastrophal Folge vun enger Aerderwärmung un der eegener Haut ze spieren. Neen, da geet en Trip op New Orleans, Miami oder New York wuel duer. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Hahn. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei vun e puer Virriedner e puer Bemierkungen héieren iwwert d'eventuell Neiorientierung vun der amerikanescher Administratioun. Dat ass keng harmlos Décisioun. Et ass och keng, déi een einfach kann esou ewechwëssen, well en neien amerikanesche President, deen huet op vill Manéieren Afloss op déi doten Diskussioun, ugefaange bei der wëssenschaftlecher Besetzung vu Schlüsselposten, op d'Diplomatie, inklusiv op d'Besetzung vum United Nations Intergovernmental Panel on Climate Change, och deen ass natierlech affektéiert, a virun allem d'Kompetitivitéit. Well wann d'Amerikaner elo higinn a se huele Kuel, „shale gas“ an Uelech aus dem Atlantik, da bleift dat net ouni Konsequenzen op d'Kompetitivitéit vun eisen Ekonomien hei. A mir wäerten op jidde Fall eng Diskussioun ënner anere Virzeeche kréie wéi déi, déi mer haut hunn.

Duerfir ass et fir eis als ADR wichteg, wéi ëmmer, wa mer iwwert de Schutz vun der Atmosphär schwätzen, mat grousem Realismus un déi Debatt do erunzegen. Mir kënnen net mat Ideologie fonctionnéieren, mir kënnen net ënner Ausblende vu Realitéite rasonéieren. Mir hunn eng Verantwortung ze droen. Mir mussen dat zesumme mat der Ekonomie maachen, ouni Illusiounen an och mam Schutz vun der Privatsphär.

Ech wëll just vläicht e puer Saachen hei an Erënnerung ruffen, wou mer eis virun Illusiounen a falschen Décisiounen mussen an Uecht huelen.

Dat Éischt ass den Tanktourismus. Mir kréien elo eng Etüd virgestallt a kuerzer Zäit. Et ass dem Klima am grouse Ganzen net gehollef doduerch, dass mir de Bensinn net méi hei verkafen, mä dass en op där anerer Säit vun der Grenz verkaaft gëtt, awer et huet enorm budgetär Konsequenzen. Mir wäerten also ganz gutt oppassen, dass mer an enger Zäit, wou mer e groussen Defizit an eise nationaler, zentralstaatleche Budget hunn a grouss Scholde vun dësem Land, net och nach elo Weiche setzen, déi net zu der Verbesserung un eiser finanzieller Situatioun bäidroen, ouni dem Klima iergendwéi ze hëllefen.

Eng zweet Saach, bei där mer mussen ganz realistesch sinn, dat ass, dass déi Wuesstumsprognose vun engem 1,1- bis 1,2-Milliounen-Stat Lëtzebuerg onvereinbar si mat deene Klimaschutzziler, déi dës Regierung gesat huet. Den Här Bausch vun enger Partei seet dat eent, d'Madamm Dieschbourg vun darselwechter Partei seet dat anert. Mir hunn hei eng Kontradiktioun, eppes wat auserneeget, wéi eng Schéier, déi auserneeget tëschent engem Stat, deen onendlech wüsst, deen ëmmer méi Energie muss importéieren, deen déi Méiglecheeten, déi en hat, fir Energie hei am Land ze produzéieren, zum Beispill iwwert d'Twinerg, reduzéiert, deen an eng Verspargejungspolitik vun der Landschaft erageet am Eislék, wou Wandmille bei Wandmille gebaut ginn, wat och eng ganz Rei vun ekolageschen Nodeeler huet.

Mir kréien den Energiebedarf fir dee Wuesstum net gedeckt! An et gëtt kee Konzept vun der Regierung am Ablék, deen eis géif erlaben, energiepolitesch do matzehalen un Investissementer, fir déi Wuesstumspektiven, déi dës Regierung an d'Welt setzt, ofzedecken.

D'Etüd Rifkin: Déi éischt Reaktiounen weisen daitlech, dass se komplett onrealistesche ass! Wat do en Investissementsvolumen misst gemaach ginn, eleng am Beräich vun der alternativer Energie, ass einfach net ze packen!

Den Här Kox hat gesot, mir géifen eis Ziler fir 2020 erfëllen. D'EU-Kommissioun seet do de Contraire. An hirem leschte Rapport vum 8. November vun dësem Joer seet d'Kommissioun: «D'après les projections nationales les plus récentes, les émissions du Luxembourg seront supérieures de 5% à l'objectif national en 2020.» Also mir erreechen déi Ziler och net.

An an deem Kontext muss een nach eng Kéier froen: Wéi ka Lëtzebuerg op minus 40% wëllen hin, wann all Ramebedéngungen, déi dat eventuell kéinten erméiglechen, vu viretan onméiglech sinn?

Mir erreechen eis Ziler fir 2020 net. D'Croissance geet net an déi Richtung. Et ass einfach net realistesch. Mir schwätze muer, wa mer iwwert d'Entwécklungshëllef schwätzen, och nach iwwert d'Additionalitéit vun deenen Ausgaben, déi mer an deem do Beräich maachen.

Ech wëll also hei ganz einfach virun Illusiounen warnen. Ech wëll zrëckkommen op eng Politik, mat där mer den Atmosphäreschutz vernünfteg gestalten.

An ech wëll och warne virun eppes, wat hei net dacks ernimmt gëtt, wat fir eis awer zentral ass:

Dat ass de Schutz vun der Privatsphär vun den eenzelne Bierger.

Déi intelligent Konteuren, déi d'Leit elo dohikréien, déi kënnen Virdeeler hunn a gewësse Moossen. Se sinn och eng Gefor fir de Schutz vun der Privatsphär. An ëmmer erëm soe mer: Mir brauche speziell Gesetzter, ganz genee Regelungen, wéi déi Donnéeë kënnen gebraucht ginn, fir dass net herno e Mikromanagement vum Privatlieue vun eise Bierger gemaach gëtt.

Ech wëll nach mat enger Bemierkung ofschléissen, déi awer och wichteg ass. Mir hunn hei am gréngen Credo, an dat kënnen mer novollzéien, et ass elo net, dass ech dat elo an der Substanz diskutéiere wëll, mä mir hunn am gréngen Credo de permanenten Engagement géint d'Atomenergie, géint Kettenuewen, géint de Sécherheitsrisiko an der Belsch, et ass alles justifiéiert, och eng Klo géint Hinkley Point wéinst Subventiounen an esou weider. Alles dat kann een novollzéien.

De Problem dobäi a wat ni gesot gëtt, dat ass, dass déi ganz Klimadiskussioun international awer zu engem massiven Ausbau weltwäit vun der Nuklearenergie féiert! Mir hunn am Ablék 483 Centrale-nucléaire op der Welt, déi fonctionnéieren, 70 sinn der am Bau, iwwer 500 ginn der geplangt, well et keen anere Wee gëtt, well et net méiglech ass, gläichzäitig géint fossill Energie virzegen, géint Nuklearenergie, well déi Energies renouvelables, esou positiv se sinn, dat net kënnen ausgläichen.

Et muss een et einfach soen, well ech hunn ëmmer méi Problemer domat, dass hei eng Partei wëllt den Androck de Leit vermëttelen, dass se engagéiert ass géint d'Nuklearindustrie hei an der Géigend - wéi gesot, mir vollzéien dat no -, awer gläichzäitig weltwäit eng Politik bedreift, déi genau an déi aner Richtung geet, näamlech an den Ausbau vun der Nuklearenergie.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Virun e puer Méint hate mer d'Geleeenheet, eng e bësse méi zrëckhalend Aschätzung vum Paräiser Ofkommen ofzeginn. A mir hunn et als en éischten, awer zimlech spéide Schrëtt an déi richtig Richtung gesinn. Positiv war an ass fir eis engersäits d'Universalitéit vum Accord an natierlech dat iwwergeuerdnet Zil, d'duerchschnëttlech Temperatur op der Äerd am Verglach zur virindustrieller Zäit net iwwer 2 Grad klammen ze loosser a souger Efforten ze maachen, fir se bei 1,5 Grad ze limitéieren.

Et huet no der COP21 geheescht, et misst elo an den nächste Jore méi konkret un der Erreechung vun deem Zil geschafft ginn. D'Länner missten zum Beispill iwwert de Finanzement eens ginn, ënner anerem, fir déi méi aarm a méi vulnerabel State bei hire Mesuré géint de Klimawandel ze ënnerstëtzen, virun allem awer och, wat hir Adaptatioun un d'Konsequenze vun Klimawandel ugeet, well esou wäit si mer leider.

An da misst natierlech och e Wee fonnt ginn, fir déi fräiwëlleg, mä ongenügend Reduktiounszousen an éischer Linn vun de räichen Industriesteat schnellstméiglech no uewen ze corrigéieren, an dat onbedéngt scho virun 2020.

D'Fro ass also, ob d'COP22 zu Marrakesch eis bei dësen an anere wichtege Froe weiderbruecht huet.

Mir fannen net wierklech! De Wëllen, fir géint de Klimawandel virzegen, gouf zwar réaffirméiert, mä bei de fundamentale politesche Froe gouf et awer kee Fortschreter. D'Fro vum Finanzement vun der Klimapolitik gouf alt erëm zum Deel awer vertaagt. Momentan si mer nach wäit ewech vun den 100 Milliarden pro Joer. Et sinn der bis elo nëmme 20% dovunner, déi ab 2020 u Klimafinanzéierung solle bereetgestallt ginn. An ob déi 100 Milliarden iwwerhaupt duerginn, ass dobäi eng weider Fro. Virun allem felt et awer och un öffentlecher, also un net profitorientierter Finanzéierung.

Et gëtt och en Déséquilibre en faveur oder en défaveur vun de Mesuré fir Reduktiounen beim CO<sub>2</sub>-Ausstouss. Domat léisst sech näamlech vill Geld verdéngen, Stéchwuert zum Beispill den Emissiounshandel.

De Finanzement vun der Adaptatioun un de Klimawandel an domadder d'Ënnerstëtzung fir déi vulnerabelst Länner an ärmste Bevëlkerunge kënn hei weider ze kuerz. Bei der Fro, wéi déi fräiwëlleg Reduktiounszousen schnellst-



méiglech renforcéiert kënne ginn, herrscht och Stéllstand. Dat ass dramatesch, well d'Efforte vun de Länner, fir 2 Grad iwwerhaapt kënnen anzehalen, esou d'Berechnunge vun der UNO, méi wéi verduebelt misste ginn an am beschten elo direkt, op alle Fall awer virun 2020. Eng wierklech Evaluatioun vun der Klimapolitik vun de Staten ass awer eréischt fir 2023 geplangt. A wéi eng Konsequenzen déi Evaluatiounen dann iwwerhaapt wäerten hunn, ass och nach net esou kloer.

Datt et schwéierfällt, vun de grouse Rieden an Ukënnegungen zu effikasse politesche Mesuren iwwerzegoen, déi an der Regel och eppes kaschten, weist sech och zu Lëtzebuerg säit Joren. Mir wësse säit Jorzéngten, datt de Klimawandel geféierlech ass a bekämpft muss ginn. Mir wëssen och scho laang, datt Lëtzebuerg mat sengen héije Pro-Kapp-Ausstéiss iwwerméisseg mat responsabel ass, op eng relativ Aart a Weis.

Fir d'Reduktioun vun eisem CO<sub>2</sub>-Ausstouss soll jo an den nächste Méint oder an nächster Zäit e Klimaaktionsplang virgeluecht ginn. A mir sinn drop gespaant a wäerten och gesinn, wouraus dee besteet, well bis elo hu mer wéinig Villversprechendes héieren, zum Beispill bei der Mobilitéit, wou d'Regierung scheinbar op futuristesche Projeten an technologesche Fortschritt waart, déi d'Problemer fir eis léise sollen. Dat ass jo och méi einfach, well déi zentral Froen, wéi d'Zukunft vum Tanktourismus oder den Ausbau vun engem performanten öffentlichen Transport, ginn enner anerem enger Koup vun Ausschweifunge wéi Appen, „driverless driving“, „carpooling“ an esou weider enner.

Ofschléissend nach kuerz zum Finanzement vun der Klimapolitik. D'Regierung setzt hei verstärkt op d'Mobiliséierung vu Privatkapital, sief et iwwer „Green Exchange“ op der Bourse, wou grouss Banke sougenannten „green bonds“ opleeën, fir Projeten zum Beispill an der Energietransitioun ze finanzéieren, oder mat engem vum Etienne Schneider schonn ugekënnegten Investmentfonds, fir d'Mesuren aus der Rifkin-Etüd ze finanzéieren.

Et ass eis jo - hoffentlech, mengen ech! - alleguertebewusst, datt grouss Betriber a méi räich Investisseuren, ob zu Lëtzebuerg oder soss op der Welt, fir eng Renditt ze erzielen an net primär, fir de Klima ze schützen a fir benodeelegte Bevëlkerung bei der Adaptatioun u Konsequenze vum Klimawandel ze hëllefen, u sech schaffen. Mir fäerten, datt bei esou enger Ausriichtung vun der Klimapolitik d'sozial Gerechtegkeet an d'Rechter vun den Äermsten an och ärmste Vëlker op der Streck bleiwen.

Schlussendlech wéilt ech nach mat engem Wuert awer drun erënneren, datt mir eis Hausaufgaben nach mussen maachen a Saache Kompensatiounsfong, well deen nach ëmmer souwuel an Atom wéi och a Kuel investéiert. Et ass oft hei gesot ginn, ganz oft hei gesot ginn, datt déi Aarbecht soll geleescht ginn, wou investéiert, wouran investéiert gouf. Et gouf och vum Sozialminister confirméiert e puermol. An ech hoffen also och, datt dee Message am Verwaltungsrot vum Kompensatiounsfong ukomm ass, well mir wäerten op jidde Fall um Ball bleiwen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat hätte mer d'Ronn vun deenen eenzelne Fraktiounen a Sensibilitéite gedréit. An d'Wuert huet elo d'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

#### Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Här President, Dir Dammen an Hären Deputéierten, d'COP22 war eng COP vun der Aktioun, eng COP vun der Ëmsetzung, an dat gläich op méi Pläng. Engersäits huet een d'Dynamik gespuert vun deem, wat um Terrain leeft, d'Dynamik bei deem, wat d'Länner virgestallt hunn, wat hir Ziler sinn. Villes dovunner gouf schonn erwänt. De Marco Schank hat gesot, d'Deklaratioun vun der Visioun vu grad deenen, déi am meeschte betraff sinn, déi e Schrëtt no vir maachen, fir e Schrëtt méi wäit ze goen.

Lëtzebuerg selwer huet sech grad am Beräich vun der Klimafinanzéierung ervirgedoen, wou Lëtzebuerg dat Land ass, wat d'Klimafinanzéierung um internationale Plang am eschtesten menger Meenung no hëlt. Mir sinn déi, déi tëschent 2014 bis 2020 120 Milliounen international Klimafinanzéierung annouciéiert hunn, déi dat och konkret ëmsetzen an déi och méttlerweil schonn e Kriteriekatalog hunn, wéi mer dat wëlle gestalten, dass dat och um Terrain Realitéit gëtt.

Dëst Joer huet Lëtzebuerg, an dat hu mer och op der COP22 virgestallt, an zwar a méi Veranstaltungen, en neie Modell presentéiert, wéi ee kann als öffentleche Partner, als Land mat enger Institution wéi der Europäescher Investitionsbank, mat iwwer 30 Milliounen, déi mer do asetzen, en „derisking“ maachen, dat heescht e Risiko erofsenke fir innovativ nei Projeten. Ee Schrëtt an déi richteg Richtung, an ech kann lech soen, dass d'Leit vun der BEL gesot hunn: „Mir hoffen, dass vill Länner dem Lëtzeburger Modell noginn.“ An dat war wichteg, dass d'Länner esou konkret Projete vu Klimafinanzéierung virstellen.

Ech wëll lech och soen, dass mer déi Roadmap, déi et haut gëtt, wéi mer op déi 100 Milliarde kommen, dass och déi haut seet: „Mir sinn elo scho bei iwwer 60 Milliarden a mir wäerten dat Zil errechen.“ An dat ass ganz wichteg, fir dass all Länner u Bord bleiwen a fir dass ebe grad déi Vulnerabelst esou Schrëtt no vir maachen.

Lëtzebuerg huet do säi Part gespillt, huet och säi Part gespillt beim Beräich Gerechtegkeet. Mir hunn zum Beispill, wann et drëm geet, Leit anzubauen, d'Leit mat op de Wee ze huelen, déi Plattform, déi mer schonn zu Paräis decidéiert haten, mat den indigene Vëlker zesumme mat de Finnen, mat de Schweden a mat der Belsch no vir bruecht. Et wäert déi éischte Kéier sinn, dass am Klimavertrag och déi indigen Vëlker mat um Dësch setzen, wann et drëm geet, esou eng Plattform ze géieren.

De Klimaaccord, do geet et ëm Gerechtegkeet an do geet et drëm, dass mer dat och errechen. Bei där Geleeënheet hu mer och profitéiert, fir enner anerem eis Partnerlänner vun der Kooperatioun ze gesinn, fir och mat deene konkret iwwer Projeten, déi een nach kann zousätzlech zu deem enge Prozent Kooperatiounshëllef maachen, iwwert d'Klimafinanzéierung ze schwätzen. An ech mengen, dat ass et, wat eis weiderbréngt. Et geet nämlech drëm, dee Problem gemeinsam, zesumme ze léisen an dobäi méi eng gerecht Welt ze schaffen an de Leit Hoffnung ze maachen, am plaz de Leit Angst ze maachen.

Jo, heiheim heescht dat och, dass mer eis mussen vill ustrengen. Mir hunn entscheidend Schrëtt geholl am Beräich vum Transport, wou elo awer zwee Drëttel vun den öffentlichen Investitiounen an d'douce Mobilitéit an an den öffentlichen Transport ginn. Mir maache Borne. Fir Lëtzebuerg sinn et 800 Borne bis 2020 mat 1.600 Plazen, wou d'Leit hiren Auto kënnen opfëllen. Mir kréien eng Elektrifizéierung soumat dann no vir gedriwwen, fir dass mer net nëmme eis Aktioun geint de Klimawandel maachen, mä och an eisen Uertschaften eng méi propper Loft fir eis Kanner kënnen garantéieren.

E wichteg Punkt heiheim ass och de Wunnensbau. An och do ass Lëtzebuerg vir! Am Wunnensbau wäerte mir déi éischt an Europa sinn, déi just nach effizient Wunnhaiser bauen. An Dir wësst et, hei an der Chamber hu mer et scho virgestallt gehat an den zoustännege Kommissiounen, mir hunn och e ganze Pak u Mesuren, wann et drëm geet, d'Klimabank ze lancéieren, wann et drëm geet, méi nohalteg Primme fir de Wunnensbau ze ginn. An och déi wäerten elo geschwënn heihinnerkommen.

D'Ekonomie, déi Grouss an déi Kleng, déi si längst op der Schinn, dass alles, wat an d'fossil Richtung geet, dass dat Risikoinvestitiounen op laang Zäit sinn. An dat muss ëmgesteiert ginn. Et ass net fir näischt, dass et haaptsächlech d'Ekonomie ass, déi am Moment an Amerika amgaangen ass, dem künftige President ze soen, dass dat e Feeler ass, wann een an déi Richtung geet.

D'Ekonomie huet och hei am Land viles schonn no vir gedriwwen. Dee Rifkin-Prozess, deen elo vun esou munchem erwänt gouf, dee weist, dass mer gemeinsam kënnen fir méi Liewensqualitéit suergen, eis Klimaziler kënnen errechen an awer méi kompetitiv sinn, dass dat Geld och kann aneschters investéiert ginn. An dofir mengen ech kënnen ze soen: D'Ekonomie huet u sech d'Zeeche vun der Zäit erkannt.

D'Tanktourismusetüd wäert nach dese Mount presentéiert ginn. Mir hunn lech do Rendez-vous ginn de 25.11., fir déi virstellen an der Kommissioun.

An da wëll ech op ee leschte Volet Ekonomie agoen. D'Finanzplaz huet dëst Joer enorm Spréng gemaach. Lëtzebuerg huet 50% vun de weltwäite gréngen Obligatiounen hei op der Bourse. D'Bourse hat eng Journée boursière, déi eleng deene gréngen Obligatiounen, deem Bréckebauen tëschent deem Geld, wat do ass, an deenen néidegen Investitiounen, fir méi nohalteg ze schaffen, gewidmet war. Mir hunn e Label, fir fir Transparenz ze suergen. An dat sinn déi kleng Puzzlestécker, déi zesumme mam Finanzministère, zesumme mat den Akteuren um Terrain eis alleguerten ee Schrëtt

nom anere virubréngen, fir eisen Obligatiounen gerecht ze ginn.

An da kommen ech op dat, wat nach kënnt: den drëtte Klimaaktionsplang. Den Här Schank hat et erwänt. Jo, wa mer wëllen de Klimaschutz esou no vir driewen, wéi mer et brauchen, fir déi Streck, wou mer elo sinn, wou mer méttlerweil awer gutt ennerwee sinn, wou mer kënnen d'Ziler erreche bis 2020, fir dat weider ze maachen, da gëtt dat eng Ustrengung fir jiddwereen. Mä mir hunn awer och vill Saachen, wou mer gewonnen. Besser Loftqualitéit ass eng dovun. Manner Stress am Stau ze stoen zum Beispill.

Mä da kommt, mir maachen dat zesummen! Mir hunn an där leschter Zäit d'Instrument vum Klimapakt ausgebaut. Mir hunn eng Konventioun mat CELL gemaach, fir dass dat och méi hei zu Lëtzebuerg bei de Bierger ukënn, well et ass eng Saach vu léieren, vu Konsumverhale veränneren.

A mir wäerten och deen drëtte Klimaaktionsplang genau esou wéi d'nohalteg Entwécklungs-ziler zesummen ugoen. Dat gouf zu Marrakesch iwwregens ëmmer betount: Mir müssen alles zesummen op de Leescht huelen, fir dass mer all zesumme weiderkommen. Dat wäerte mer d'nächst Joer enner ganz breeder Bedeelegung diskutéieren, fir dass mer pro Secteur eis kënnen Ziler setzen, wéi mer wëlle reduzéieren, dass och jiddweree seng Aufgabe mécht.

Dofir, kommt, mir maachen net de Feeler, eis hei vun Ängsichte leeden ze loosse viru Saachen, déi nach net do sinn! Kommt, mir baséieren eis op dat, wat mer wëssen, op déi Richtung, wou mer hi wëlle goen! Kommt, mir kucken, dass mer duerch erneierbar Energie eng Demokratiséierung vun Energie kréien, dass mer alleguerten net nëmme Konsumente sinn, mä och nach Produzenten!

Kommt, mir kucken, dass eis Stied méi attraktiv sinn, dass mer méi propper Loft hunn! A kommt, mir bekämpfen déi Krisen, déi mer am Moment hunn, vun Honger, vun Aarmut, vun Onsécherheet! Kommt, mir bekämpfen déi, well déi hunn och alleguerten eppes mat Klimawandel ze dinn!

An nëmme esou wäerte mer fir méi Gerechtegkeet, net nëmme hei, mä op der ganzer Welt suergen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Minister.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwerzegoen. Dat ass de Projet de loi 7018 zur Schafung vun engem elektronische Regëster vun den Transportentreprisen hei zu Lëtzebuerg an an der EU. Et ass eng Transposition vun verschiddeenen EU-Reglementer. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

#### 5. 7018 - Projet portant création d'un registre électronique national des entreprises de transport par route

##### Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir hutt scho viles gesot. De Projet de loi 7018, deen ech heimat virstellen, ass éischter technescher Natur an en ass néideg, fir ganzer véier europäesch Reglementer aus de Joren 2009 an 2010 an eis national Gesetzgebung afléissen ze loossen.

Betraff ass de Stroosentransport, wou et drëms geet, en elektronische Regëster vun den Entreprisen ze schaffen, déi an deem Secteur aktiv sinn. An deem Kontext huet d'Europäesch Kommissioun eng speziell Plattform mam Numm ERU, dat heescht „European Register of Road Transport Undertakings“, an d'Liewe geruff, déi et soll erlaben, déi eenzel national Regëstere mateneen ze verbannen a grenziwwerscheidend Informatiounen auszetauschen.

D'Haaptzil vun dese Regëstere besteet doran, d'Honorabilitéit an déi finanziell Capacitéit vun de Gestionnaire vun den Transportentreprisen net nëmme am Hierkundsland, mä och op EU-Niveau kontrolléieren ze kënnen. Dëst erlaabt dann, déi schwaarz Schof am Beräich vum Stroosentransport ze detektéieren a se drun ze hënneren, dass se vun engem EU-Land an dat anert fueren.

Eng aner Finalitéit vun deene Regëstere besteet doran, datt en internationalen Austausch vun den Infraktiounen, fir déi déi eenzel Entreprisé sech schëlleg gemaach hunn, kann assuréiert ginn.

Fir Lëtzebuerg stellt sech dobäi allerdéngs e kleng Problem, deen natierlech séier behewe

ka ginn. Déi aktuell Datebank vum Nohaltegkeetsministère, déi d'Gestioun an d'Autorisation vun Transportentreprisen an eisem Land regelt, ass nämlech technesch net kompatibel mam europäesche System. Aus deem Grund ass virgesinn, datt den elektronische Regëster, dee mir mat deem Gesetz schafen, déi aktuell Datebank vum Nohaltegkeetsministère wäert ersetzen an datt dese Regëster duerno mam europäesche System vernetzt gëtt.

D'Donnéen, déi an de Regëster afléissen, kommen engersäits vum Département des transports vum MDDI, anersäits awer och vun der Generaldirektioun vun de klengen a méttelgroussen Entreprisen, déi am Wirtschaftsministère ugesidelt ass, dann awer och vun der Administratioun vun der Douane an den Akzisen, dernieft och vun der Police a vum Parquet.

Wat elo dee wichtige Volet vum Dateschutz ubelaangt, esou entsprécht dese Projet de loi eiser aktueller Gesetzgebung an där Matière. Dernieft enthält de Projet de loi och eng ganz Rei Dispositiounen a puncto Ofsécherung vum Regëster selwer an awer och vun den Daten, déi doran enthalen sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat kommen ech scho bei déi eenzel Avisen a bei d'Aarbechte vun der Nohaltegkeetskommissioun. Nodeems de Minister François Bausch dese Projet de loi de 26. Juli 2016 déposéiert hat, koume ganzer véier Avisen eran, ee vum Statsrot, ee vun der Chambre des Métiérs, ee vun der Chambre de Commerce an ee vun der nationaler Dateschutzkommissioun, déi vun Ufank un an d'Ausarbechtung vun deem Projet de loi agebonne war, fir vun Ufank un den Dateschutz ze géieren.

Well d'Avisé keng gréisser Problemer geschafen hunn, verweisen ech fir méi Detailler op mäi schrëftleche Rapport. Den 10. November 2016 huet d'Nohaltegkeetskommissioun sech souwuel mam Projet de loi wéi och mam Avis vum Statsrot befasst, a schonn eng Woch duerno, de 17. November 2016, huet se mäi Rapport eestëmmege uegholl.

Ofschléissend wéilt ech dann awer och nach dem Här Staus, dem Virsätzende vun der Direction des transports routiers vum MDDI, e grouse Merci fir seng wäertvoll Ënnerstützung an deem kniwweligen Dossier ausdrécken. E war méi kniwwel, wéi e sech haut unhéiert. Ech hu versicht, déi wichtegste Punkte esou kuerz an esou einfach wéi méiglech ze resüméieren.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech villmoos Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An da géife mer zu deene verschiddeene Stellungname kommen. Ech hat hei d'Wuertmeldung vum Här Kaes, pour accord.

#### Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Selbstverständlech gi mer den Accord zu deem Projet de loi. Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wiseler. Den Här Negri huet d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Och Merci un eis Rapportrice Josée Lorsché. A mir ginn och domadder den Accord zu deem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Affär Kralowetz ass eis jo nach a gudder Erënnerung.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, a schlechter!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Dach. Ech weess et nach, well ech war Rapporteur.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - A schlechter!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Schlechter, jo, schlechter. Dat sinn elo 14 Joer hier. Dorausser hu mer eng Rei Léiere gezunn, an zwar och déi richteg. Dëst Gesetz huet effektiv dozou an bäigedroen, datt mer haut dat vill méi genee reglementéieren. Mir wëssen, datt dat e ganz haart ëmkämpfte Marché ass. Et ass och dowéinst, wéi gesot, ratsam, datt mer dee ganze Volet do méi streng reglementéieren. Dat gëtt eis och d'Méiglechkeet, méi eng Transparenz an dee ganze Marché vun den Transporteuren ze kréien.

Ech brauch net weider an d'Detailler anzugeen. D'Madamm Lorsché huet dat jo ganz gutt gemaach. Ech wëll hir och féliciteiere fir hir exzellente Bericht a bréngen och dann d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci.





► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, Här President, mir ginn eis Zoustëmmung och zu deem Gesetz.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn dann dovun aus, dass d'Kollegen, déi aner Kollegen och den Accord ginn. Ass dat esou?

**(Assentiment)**

Merci. Dann huet d'Regierung d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Da géif ech der Rapportrice Josée Lorsché Merci soe fir hire gudd schrëftlechen a mëndleche Rapport a freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung hei a soe Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och.

Da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7018 iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7018 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

60-mol Jo, domat Unanimitéit. De Projet de loi 7018 ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Élvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Punkt iwwergoen: d'Interpellatioun vun der Kolleegin Octavie Modert iwwert d'Situatioun an d'Entwécklung vum Wäibau hei zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Madam Modert huet elo d'Wuert.

## 6. Interpellation de Mme Octavie Modert au sujet de l'état actuel de la viticulture

**Exposé**

► **Mme Octavie Modert (CSV), interpellatrice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, 2016 ass dat adequat Joer, fir an deem héijen Haus eng Debatt iwwert de Lëtzeburger Wäibau ze féieren, an zwar aus dräi Grënn.

2016 steet emol fir d'Éischt fir e puer emblematesch Stéchedatumen am Wäibausecteur: 50 Joer Grënnung vun der Vinsmoselle, och 50 Joer Privatwënzervereenegung OPVI, 100 Joer vun engem Wäinhändler, Gales, 95 Joer Maacher Kellerei, déi éischt Genossenschaftskellerei op der Musel, an - last but certainly not least - 25 Joer Crémant, sécherlech eng ganz wichteg Etapp fir d'Musel.

2016 ass awer och eent vun deene schwierigsten zanter ganz Laangem am Wéngert gewiescht, en Extremjoer.

A schliisslech an endlech, drëtte Grond, ass et d'Joer null vum neien Agrargesetz, dat am Summer endlech a Kraaft getrueden ass, awer déi meescht vu sengen Auswierkunge kommen eréischt am Laf vum nächste Joer, respektiv kommen eréischt dann an Uwendung.

E véierte Punkt kënn deelweis derbäi, well et hätt och sollen eng nei Marketingsetüd fir

d'Musel elo eraus sinn an dann hätt een éischt Analysen dovunner maache kënnen. Si ass nach net do. Trotzdeem muss d'Thema, mengen ech, ugeschwat ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dës Interpellatioun ronderëm dräi Deeler ugoen a jee weils déi Froen a Problemer opwerfen, déi sech momentan am dréngendste stellen.

Am Virfeld nach wëll ech déi villsäiteg Roll vum Wäibau zu Lëtzebuerg ennersträchen, deen eis typesch an eenzegaarteg Kulturlandschaft op der Musel ennerhält mat senger Ëmweltfunktoun, wann e fir Biodiversitéit suert mat de Leguminosen; deen am Tourismus, am Onotourismus an am Kulturtourismus eng Roll spillt an e Facteur vum Nation Branding ass, an deen e wirtschaftleche Produktionszweig ass an Aarbechtsplazen an der Region schafft, och wa säi Gewicht am PIB natierlech net méi esou schwéier weit.

Dat si just e puer Argumenter, déi drop hiweisen, wéi wichteg et ass, datt de Wäibausecteur do ass an erhalte bleift. D'CSV schwätzt sech ganz kloer dozou aus. An dozou gehéiert och, datt et gradesou wichteg ass, déi dräi Gruppementen aus dem Secteur, Genossenschaftskellerei vu Vinsmoselle, Privatwënzere a Wäinhändler, ze hunn an ze behalen.

Nach ee Wuert an eegener Saach. Jo, ech si vum Wënzere hier an ech sinn an e Betrib abestuet, wéi een dat nennt. Dat ass konform a kompatibel mat der Chamber hirem Code de conduite an dat ass keng Befangeneheet. Dat géllt och fir aner Riedner heibannen.

Ech kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum éischte Punkt iwwert d'Wéngertsaarbechten an d'Wäinhierstellung.

Jo, 2016 war leider en Extremjoer. Et war e ganz schwierig Vegetatiounsjoer mat erstaunlecherweis awer engem ganz gudden Resultat, wann och net grad iwwerall oder enner allen Emstänn an och net ouni Zoude vum Mënsch, grad dës Joer weinst de Kränken. Tatsächlech, dës Vegetatiounsjoer hat enner esou schlëmme Wiederbedéngungen ze leiden, wéi zanter laange Joren net méi. An awer huet et en „happy end“ kritt mat engem schéinen, gesonde Liesgutt, héijer Qualitéit mat héije Moschtgewiichter, also Oechsle an Zocker, a ganz weineg Saier. Allerdéngs ass et nëmme eng ganz geréng Meng ginn.

2016 gétt et also e ganz gudden, awer vill manner Wäin. Et ass manner Wäi gewuess, fir d'Éischt duerch d'Erkalen am Fréijoer, wat op deene Plaze bis zu 80% Ausfall bruecht huet, duerno duerch Pilzkränken - besonnesch Peronospora -, déi jee no individueller Situatioun nach ees vill Ausfall bruecht hunn, och wa se keen negativen Afloss op d'Qualitéit hunn.

Et muss ee betounen, datt géint de Pilzbefall jo leider kee Kraut an Europa gewuess ass, well all déi Kränken aus Amerika ausganks vum 19. Jorhonnert ageschleeft gi sinn. Jo, och deemools scho sinn et Globaliséierungskränke ginn. A wie weess, wat eis elo nach alles aus Amerika bléit... An déi europäesch Riewen hunn natierlech dann dee Moment keen natierleche Schutz dergéint, weder deemools nach haut. De Mënsch muss also hei hëllefen an agräifen, d'Natur ka sech net ëmmer selwer hëllefen.

Vun offizieller Säit ginn dacks pilzresistenten Zorten, Piwien, als Wonnermëttel duergestallt. Och Dir hutt, Här Minister, uganks Juli heibanne gesot, d'Piwien wäeren déi eenzeg laangfristeg Léisung.

Ech wollt lech froen, Här Minister, ob Är Servicer net rezent mat Wënzere aus dem Limburg geschwat hunn, déi mat eiser Wäibaustatioun souwiso Kontakt hunn. Do sinn näamlech en Deel Piwi-Zorten ugesat. Awer dës Joer hunn d'Wënzere do misse feststellen, datt déi Piwien och net peronosporaresistent sinn, mä 2016 e staarke Befall am sechsten, siwente Joer haten. Wuel wäeren déi éischt Joren nom Usetze gutt gewiescht, mä do haten déi normal Zorte jo och kee weidere Befall, awer elo hätte se Problemer gehat. Dohier drängt sech natierlech d'Fro op, ob déi Zorten net méi resistent wäeren.

Dohier meng Fro, Här Minister: Hatent Är Servicer schonn dee Kontakt? A si se ëmmer nach iwwerzeegt vun de pilzresistenten Zorten als grousse Alternativ? Wat gedenkt Dir elo ze recomandéieren oder ze maachen - iwwer, denken ech emol, Monitoring eraus?

Dir Dammen an Dir Hären, dem extreme Pilzdruck dës Joer, besonnesch ronderëm d'Bléi, konnt also nëmme mat Riefschutzbehandlung probéiert ginn entgéintzewierken. An do ass et dës Joer sécherlech op een Dag, wann net op Stonnen ukomm. Déi Parzellen, wou dat net zu Zäit de Fall war, huet ee scho vu Wäitem erkannt an et huet bis zu Totalausfall an deene Parzelle gefouert, also engem héijen ekonomesche Schued. Et geet also ëm d'Uwënzere vum Betriber.

Fazit: Dës Joer ass de Bewäis, datt et illusoresch ass, ze mengen, et géif ëmmer ouni Behandelen oder Sprëtze goen. Et kënnen Jore ginn, wou dat vill méi einfach ass. Mä et sinn awer och leider ëmmer erëm aner Joren dertëscht, esou wéi dës. An da war et grad an deemem Joer déi éischte Kéier, wou den Helikopter op just nach ongeféier der Halschent vun de Parzellen an den Asaz konnt kommen. Dobäi war et grad dann esou wichteg gewiescht, datt ee méi zesummenhängend hätt schaffen kënnen, ëmsou méi, wou grad an de kritesche Momenter schlecht bis guer net mat Trakter a Maschinnen an de Wéngert eranzeuere war, well et einfach ze naass war. Duebele Problem also. Ausserdeem ass den CO<sub>2</sub>-Ausstouss vu villen Trakteren och net besser, wéi wann eng eenzeg grousse Maschinn flitt.

Och d'Raupen, déi als Allheilmëttel amplaz vum Helikopter e bësse beschriwwen gi sinn, hu sech iwwerschoen an deemem naasse Joer bei iwwer 30% Hang. Déi puer Leit, déi dat am Lohnverfahren ubidde wollten, hu sech domadder zrëckgezunn, well et en extreme Risiko ass, well et geféierlech ass fir de Mënsch. Hei geet et och ëm Aarbechtsschutz an ëm d'Gesondheet vun de Leit. An domat geet de Modell net op, dee vu Regierungssäit esou vill an d'Spill bruecht ginn ass. - Jo, wéi kann een dann elo sprëtzen an den Hanglagen, wann et därmoossen naass ass, a grad dann existenziell wichteg ass, fir net en totalen Ausfall ze hunn? Et gétt och, wann ee mat deene Raupen, wann et naass ass, erafiert, zolidd Spier a Gléiser, wat natierlech Buedemverdichtung mat sech bréngt an och net vir Verdeel ass.

D'Alternative schéngen also net ze funktionéieren, grad an esou engem extreme Joer, wou et am wichtegsten ass, fir d'Kränke bekämpfen ze kënnen. An dofir widerhuelen ech hei nach eng Kéier, datt et existenziell gewiescht wär fir d'Wënzere an och fir den Erhalt vun de Steilagen, datt d'Ausnamen, déi vun enger viregter Regierung ausgehandelt gi wäeren, och vun dëser Regierung benotzt gi wäeren fir den Helikopter.

Elo stinn d'Wënzere am Reen. Wäer et net besser, dat nach eng Kéier ze iwwerdenken?

Ech fannen et och keng gutt Iddi, wéi d'Regierung op dem Léon Gloden seng parlamentaresch Ufro geäntwert huet, fir 2014er Gesetz ze änneren an aus Prinzip den Heli ze verbidden, fir dann op den Dibbelchen an Zentimeter genau um Terrain auszemoossen. Also éierlech: wat en Opwand! Wéi ass et da mat der administrativer Vereinfachung a manner Verwaltungsoopwand, an dann awer ganz genau auszemoossen, op den Dibbelche genau bäi, wéi de Sécherheetsofstand op all Quadratzentimeter souzesoe soll ginn?!

Wuel hutt Der agesinn, datt Är 20 Meter Ofstand ze rigid sinn. Dat ass och ze héich. Firwat maacht Dir net einfach eng uniform Regel, zum Beispill op null Meter, well esou ass et jo méiglech vun der EU-Reglementéierung hier, oder mengetwegen och nach op zwee Meter oder fënnf Meter Distanz ze fixéieren. Dat ass kee Problem. Huet dës Virschlag vun der CSV un, Här Minister! Da weess de Wënzere och, wou en drun ass.

Och fir de Biowäibau ass 2016 eng immens Eerausfuereung. Nach méi dacks wéi am konventionellen integréierte Wäibau hunn d'Wënzere hei misse sprëtzen. Kann den Här Minister eis Informatiounen ginn, wéi et dem Biowäibau dës Joer ergaangen ass a mat wéi vill Ausfall dës Joer mat de ville Kränken hei muss gerechent ginn?

Derbäi kënn, datt e wichteg Mëttel - Kaliumphosphonat oder phosphoreg Saier -, wat sougutt am Konventionellen agesat gétt wéi soss och am Biowäibau konnt benotzt ginn, genau do eben net méi erlaabt ass.

Viru Kuerzem ware Vertrieeder aus den europäesche Wënzereorganisatiounen bei d'EU-Kommissioun, fir dat Produkt och nees am Bio zouzeloossen. Et wäere gutt Gesprécher gewiescht an d'Kommissioun hätt den Argumenter Gehéier geschenkt gehat. Dat wär jo gutt.

Wéi wäit ass den Här Minister heivunner informéiert? A wéi eng Schrëtt huet d'Regierung do an der Vergaangenheet gemaach? Respektiv wat gedenkt Dir, Här Minister, ze maachen, fir déi do Schrëtt ze ënnerstëtzen an ze intervenéieren? Well dat hei ass ganz wichteg fir de biologesche Wäibau.

Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Stëmmung am Secteur ass scho gedréckt, e bësse méi wéi soss. Och wann d'Qualitéit gutt ass, mä dann hu mer Problemer op anere Plazen. Virun de grousse Problemer fir d'Existenz vun de Betriber an deemem Joer ass schonn am Laf vum Joer op der Musel vun Ausfallentschiedegunge geschwat ginn.

Ech wollt den Här Minister froen, wéi d'Regierung dozou steet. Oder denkt den Här Minis-

ter, datt et an esou engem aussergewéinleche Joer mat vill Ausfall a villen zousätzleche Käschte mat der Versécherung oder eventuell der Mehrgefahrenversécherung, déi eréischt viru Kuerzem komm ass, duergeet?

Dobäi hunn d'Betriber et haut schonn net méi einfach. Dat spigelt sech och am Strukturwandel erëm. Wann och d'Areal konstant bliwwen ass iwwert déi lescht Joren, esou sinn dach hautdesdaags vill manner Betriber am Wäibau tätég. An de leschten 20 Joer ass et eng Regressioun vu méi wéi vun der Halschent, vu 750 erof op 324, wann och déi allermeescht, déi opgehale hunn, éischter ganz kleng Betriber waren an dat wuel am Nieweberuff gemaach hunn.

An 71% vun de Betriber huet de Betribsleiter iwwer 50 Joer. An dat steet fir 66% vum Areal. Déi Zuel seet natierlech näischt driwwer aus, a wéi ville vun dese Betriber en Nofolger do ass, deen awer de Betrib nach net iwwerholl huet. Trotzdeem ass gewosst, datt et nach méi Betribschwund wäert ginn, an d'Joer 2016 wäert och net gehollef hunn.

D'Ausbildung vun den zukünftege Wënzere ass hautdesdaags iwwerall héich, Niveau Techniker oder Bachelor oder nach méi, datt ass iwwerhaapt keng Fro méi. An ech denken, d'Fro stellt sech och net méi, ob zu Lëtzebuerg en extra Ausbildungsugebuert misst agefuert gi fir d'Wënzere. Dat huet sech a kuerzer Zäit an deene leschte puer Jore erleedegt. D'Bereetschaft bei deene Jonken, fir an d'Ausland hir Ausbildung maachen ze goen, ass komplett, gradesou wéi Weiterbildung per Stagen an der ganzer Welt zouhëlt.

Hei geet d'Motivatioun vun de Jonken zesumme mat enger Topausbildung, an dat ass natierlech e positiv Punkt fir d'Zukunft. D'Qualitéit vun de Lëtzeburger Wäiner wäert also nach weider an d'Luucht goen.

Trotzdeem bleift et eng Eerausfuereung, fir genuch Betriber ze behalen a fir d'Areal op ongeféier erhalen ze kënnen, jiddefalls do, wou et wichteg ass, datt d'Fläch weider bewirtschaft gëtt an datt et en zesummenhängend Gebitt bleift. En Trend hin zu Groussbetriber, falls et dee jee richteg ginn huet, schéngt mir awer net virunzuegoen. Et geet jo och net duer, ëmmer méi Hektaren ze maachen, et muss een de Wäi jo och verkaaft kréien.

Dofir géllt et, positiv Moosnamen ze huelen, Courage ze maachen an d'Dynamik, déi an alle Betriber stécht, auszenotzen.

Ech widerhuelen dofir nach eng Kéier meng Fro vu virun, wéi eng konkret Hëllefen an Ennerstëtzung d'Regierung gewëllt ass, dem Secteur an deemem extra schwierige Joer mat vill Ausfall zoukommen ze loosse.

Ech kommen zum zweeten Deel, wat déi politesch Ramebedéngungen an administrativ Prozedure sinn. Positiv Moosname mussen näamlech och an alle Joren do sinn an d'Dynamik vum Secteur féieren.

Dir Dammen an Dir Hären, am August ass endlech dat neit Agrargesetz am Memorial gewiescht. Dat ass spéit fir d'Referenzperiod 2014-2020. Et kann also eréischt richteg am Laf vum Joer 2017 mam neie Gesetz, mam neien Agrargesetz geschafft ginn. Dobäi wär et dann am Fong schonn de Moment gewiescht, fir sech éischt Gedanke fir dat nächst Gesetz ze maachen an enger Zort „mid-term“-Analys. Dat ass dës Kéier natierlech esou net méiglech, an et ass also och hei net méiglech, an dës Debatt op éischt Konklusiounen vun den Auswierkungen anzegoen. Trotzdeem muss ech verschidde Saachen hei froen an opbréngen.

Am neien Agrargesetz huet de Wäibau d'Lëscht vun de Maschinnen staark gekierzt kritt, och do, wou et net logesch war. Neien Entwécklungen, déi scho virun der Publikatioun vum definitiven Text do waren - ech nennen hei d'Rollhacke, eng mechanesch Method, déi ganz ëmweltschonend ass an d'Krautspëtze verhënnert -, deenen ass net Rechnung gedroe ginn, wat am Fong e Paradox ass, wann dach just nach Innovatives soll ënnerstëtzt ginn.

Déi Gefierer, déi solle geholl ginn, fir an de Steillagen den Helikopter ze ersetzen, sinn och net mat realistesch Coûts unitaires opgefouert, wat en ëmsou méi grousse Paradox natierlech dee Moment ass. Ausserdeem gétt penaliséiert duerch den ënneschten Astigspräis fir d'Maschinnen, deen net op de Wäibau ugepast ass, mä op grousse Maschinnen.

D'Selektiounskritären an d'Punktenzuel am Investissementsberäich benodelegen de Wäibau. An, ausser bei deene Jonken, hunn d'Wënzere manner Chancen, fir an de Prioritéterang





ze kommen. Dat gëllt verstärkt fir d'Betriebsleiter vun iwwer 50, déi awer nach investéiere wëllten a sollten, fir datt den Nofolger herno net e veraalte Betrib kritt respektiv nom Iwwerhuele gläich immens vill Käschten op senge Schëlleren droe muss.

Muss een hei net fäerten, datt de Wäibau iwwerproportionell Käschten droe misst, well e méi dacks säi Projet no där zweeter Kéier nobessere muss? Wann dat sech esou erasstelle géif, wäert Dir bereet, Här Minister, fir d'Texter nozebesseren?

Dir hutt eis gesot gehat, elo kuerz, et wäeren nach net vill Projeten era fir déi éischt Enveloppe (veuillez lire: fir déi éischt Enveloppe vun den Investitiounen), déi am Fréijoer d'nächst Joer soll ausbezuelen ginn, mä dat wäert menger Meenung no net esou bleiwe bis dohinner an et wär jo och net onbedéngt den Zweck vun der Saach. Si bei deene Projeten, vun deenen Dir gesot hutt, datt der net vill era wäeren, sinn dat déi grouss Projeten oder sinn d'Investissementer ënner 150.000 Euro do och mat derbäigerechent? Well dat mécht méiglecherweis eng ganz grouss Differenz.

Eng grouss Ongewëssheet ass also inhärent zu deem neien an immens komplizéierte Selektionsregimm, deen awer net op déi do Manéier vun der EU virgeschriwwen ass. Et ass eng grouss Portioun Aléatoire dran an dat féiert zu Ongerechteketeen ënnereneen. Zesumme mat dem enorme prozeduralen Opwand an den A-priori-Käschten sinn dat alles Laaschte fir de Secteur.

Bei de Berodungsmoduller am Wäibau, wëssen déi zoustänneg Organisatiounen do schon, wou se dru si mam neie System vun den Ofrechnungen? Well et d'äerf net sinn, datt soss d'Berodung ofhuele misst an der Qualitéit an am Volumen. Dat wär genau dat falscht Zeechen.

Och muss ee bedauern, datt et heibäi keng Gläichstellung gëtt op alle Pläng op der Musel. Heiansdo, oder déi meescht Kéiere gëtt et 80% do bäi, et gëtt awer beim Ëmstellen 100%. An de Bio, dee kritt jo awer op anere Bähilfen och nach bei der Ëmstellung bäi, an et ass och ganz richteg esou, datt en et bei aneren nach kritt (veuillez lire: datt en dobäi nach aner Subside kritt).

Ech hunn dann och nach eng Fro zu der Landschaftsfliegeprimm, well do muss ee sech d'Fro stellen: Wéi vill ass an der Landschaftsfliegeprimm herno Kontroll a wéi vill ass Fleeg? D'CSV pocht drop, datt d'Kontroll den Prinzip vun der Proportionalitéit ënnerleien. Macht kee Kontrollstat aus eisem Land!

Mir schwätzen dovun, fir d'Dynamik, déi an de Wäibaubetriben stécht, ze ënnerstëtzen. Allerdéngs kréien d'Wäibaubetriben nach ëmmer méi Steng an d'Féiss geluecht vusäite vum Ëmweltministère, Stéchwuert: Aussidelen a Gréngzonen. D'Problematik ass bekannt, awer dat ass an der Lescht nach méi schlëmm ginn.

Méi wéi véier Méint laang, et ass leider wouer, ass keen Téléfon opgehuewe ginn am Ministère vun der zoustänneger Persoun, wann d'Leit no hirem Projet froe wollten, se huet och net zréckgeruff, obschonn déi ëmmer nei Oploen all berücksichtegt gi ware vun deenen, déi investéiere wollten. Sou sinn zwee Joer Waarden op eng Entscheedung vun der Ministesch leider Realitéit. An dat kann dach net sinn! Dat ass einfach ze laang: Dat ass net nëmme keng Planungssécherheet, mä et sinn am Fall vun enger neier Wäizerkellerei och nach finanziell Aboussen, wann den neien Hierscht net kann an den neie Keller gläich geluecht ginn. Net fir näischt hat d'Martine Hansen eng Motioun abruucht gehat, fir de Screening vun dese Prozeduren an Démarchen ze maachen.

D'Madamm Ëmweltminister war virdrun hei. Et wär flott gewiescht, wa se eis elo gläich hei hätt kënnen Elementer vun Antworte ginn op eis Interventiounen, well mer hunn nach e puer Froen.

Well ech kommen och net derlaanscht, e Wuert iwwer de Grünschnitt aus de Wéngerten ze soen, en Dauerbrenner, deen awer schwéier um Secteur, op der ganzer Landwirtschaft souwisou, laascht.

Beim Aushae vun engem Wéngert - an dat ass net dacks de Fall, déi Quantitéit d'äerft der Kaz also wierklech kee Bockel maachen -, beim Aushaen also mussen elo d'Schenkele schwéierfällg aus dem Stéck eraustransportéiert ginn. Mä déi vun der Regierung versprache Léisung ass nach net do. Se huet dat fir de Moment emol op d'Gemengen ofgewälzt a wëllt anscheinend elo eng Etüd maachen, fir de Volu-

men erauszufannen, deen ufale géif, fir dann ze wëssen, wéi eng Infrastrukture gebraucht géife ginn. D'Reglement huet d'Regierung awer de 15. Dezember 2015 geholl. Dat gëtt elo e Joer.

Dat Ganzt bedeit nees zousätzlechen Opwand an zousätzlech Käschten. Dann heescht et ëmmer aus de landwirtschaftleche Verwaltungen, d'Bauern an d'Wäizener missten den Aarbechtsopwand berücksichtegen a sech net iwwerhuelen!

An dobäi seet all Berodung: „Wéinst de Schädlinge soll verbrannt ginn.“ Elo wär dat anscheinend weiderhi méiglech. Allerdéngs muss fir d'Éischt de Fierschter gefrot ginn. Awer ech weess net, wéi hien dat am Wéngert beuerteelt kann. Hei ginn onnéideg Verbueten, awer keng Léisunge bruecht. De Sonndeg, Här Minister, Dir waart derbäi, hunn d'Jongbaueren an d'Jongwäizener e Virschlag gemaach. Dofir misst awer de Gréngschnëtt als Offall nees entklasséiert ginn, fir datt eng Ausnameneemegung géif kënnen erausgoen. Vlächicht ass dat emol eng éischt Léisung. Ech mengen awer, datt et nach vill méi wäit kéint a misst goen dofir. Här Minister, setzt lech, wann ech gelift, a bei Are Kollegen! Oder soll de Wäizener e puer Mettwurschte matbréngen a se iwwer d'Feier halen, fir ze grillen, well dat geet jo!

E staarkt Stéck - oder soll ech soen: en décken Hond? - schéngt elo nach derbäizekommen. Den Trester d'äerf anscheinend elo nach just mat Geneemegung vum Ëmweltministère ausgefouert, also an de Wéngert eragefouert ginn. Eenzel Betriben hätten elo kuerz esou e Bréif vum Environnementministère kritt. Den Trester gëtt da sécher als Offall gekuckt, an den Transport misst da vum Environnement geneemegt ginn.

Mä wat fällt hinnen dann nach an, fir ze kujenieren? Wat soll dat? Wëssen déi iwwerhaapt, wat Trester ass? Bürokratie puer! Et ass am Fong net ze gleewen. A mir wëllen d'Land vun de kuerze Weeër an dem Entrepreneurship sinn! A so mir emol een, firwat just am Secteur primaire d'Hecken net méi a Kasteform d'äerf geschnidde ginn, mä datt d'effentlech Servicer vu Stat a Gemengen dat awer nach d'äerf maachen!

Ech wëll op deser Plaz och nach eng Kéier widerhuelen, wat ech virdu gesot hunn: datt ech et iwwerflësseg fannen, den Ofstand zu den Naturschutzzone Meter fir Meter ofzegen a festzeleeën. Deen neie System, wann en dann esou géit, wéi an der Äntwert (veuillez lire: an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro) stoung, wär komplizéiert, wann et och besser ass, datt et keng 20 Meter méi sinn. Mä muss dann elo de Wäizener mat der Kartéierung an der Hand um Trakter fueren? Net jiddwereen huet e GPS-Equipement a soll et och net mussen onbedéngt hunn, et soll keen Zwang sinn, dat ze hunn. An eng minimal, eng minimal mä konstant Distanz géif hei d'Affär vëlle gemaachen.

Firwat ass dat dann net méiglech? Ass dat der Regierung hiert „Einfach Lëtzebuerg“? Dir wëllt hei per force profitéieren, fir e prinzipiell Verbuet anzeféieren, fäerten ech. Dat sinn alles keng Regeln, fir de Jonke Loscht op d'Betriebsiwwernam ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Regéster vun de staatléche Verwaltungen a Regeln nach e puer Bemierkungen.

Bis elo sinn d'Akzisen um Wäin an um Crémant op null gewiescht. D'CSV hofft, datt dat och esou bleift. An deem Moment géif d'Regierung gutt drun doen, datt net fir en Taux d'accise null nees op eemol erëm Beamte virun de Kellereie stinn, fir d'Flaschen an de Keller zielen ze goen, ee Resultat, wat egal wéi null ass. Och dat ass am Beräich vun Verwaltungsopwand net néideg a kann do mat besserer Aarbecht bestéckt ginn.

Stéchwuert Akzisen: Et war jo elo viru genau engem Joer eng effentlech Consultatioun vun der EU-Kommissioun eriwergaangen iwwer „d'Revision vun der Legislatioun iwwer d'Struktur vun den Droit d'accises op Alkohol an alkoholesch Getränker“. Et schéngt esou, wéi wann d'Taux réduits net a Fro gestallt wäeren, mä et kéinten awer eventuell gewëssen aner Ännerungen un där Direktiv envisagéiert ginn, méiglecherweis minimaler Natur. Mä, Här Minister, ech denken, d'Regierung, souwuel Ären zoustänneg Kolleg wéi och Dir selwer, sollt déi Saach am A behalen!

E Wuert nach zur TVA, déi eropgaangen ass um Wäin an der Restauratioun 2014 op den alkoholesche Getränker, domadder natierlech um Wäin an der Restauratioun. De Finanzminister huet mir deemools op meng Fro geäntwert gehat, den Impakt kéint een nach net soen, well d'Gesetz nach net do wär. Et wär also nach net méiglech, fir méi am Detail op meng Froe kënnen ze äntwerten.

Elo ass d'Gesetz jo do. A well jo eng Relation causale an der Äntwert hiergestallt ginn ass:

Kann d'Regierung eis da wann ech gelift den Impakt elo soen, oder awer op d'mannst spéider noreechen, well dat och net Ären Zoustännegkeetsberäich ass, Här Minister? Mä par la tangente mussen déi Froen hei natierlech och matgeholl ginn, well de Wäibau ass deen eenzege Secteur, deen iwwer d'esse zweemol ënner TVA-Erhéijungen huet misse leiden: bei sech selwer, wéi jiddwereen, awer och datt et nach en aneren Taux (veuillez lire: Taux réduit) ginn ass, an zweetens och nach eng Kéier an der Restauratioun. Ech mengen, et ass keen anere Secteur ginn, wou dat de Fall war an dee sech dat huet misse gefale looslen!

Mir hoffen och, datt et am Beräich vum Ofwaasser a vum Trub bei verstännege Léisunge bleift.

Mir begrëissen, datt d'Steierreform den Abatement fir nei Investissementer vun de Baueren- a Wäizenerbetriben eropsetzt. Dat ass sécherlech eng positiv Moosnam, fir déi, déi Steiere bezuelen.

Et bleift nach eng lescht Fro: Här Minister, stëmmt et, datt den aktuelle System, fir d'Hierschtleit unzemellen, dee gutt funktionéiert huet, geännert géif ginn? Ass do eppes am Tube? A wa jo, wéi gedenkt Dir do ze reagieren, fir ze hëllefen? Well ech mengen, dat do war eng Vereinfachung, déi wichteg war, déi funktionéiert huet an déi awer all Garantie gebueden huet, déi do néideg huet misse sinn an déi och néideg ass.

Här Minister, bei dese villen a villfältige Froen a Problemer, déi sech de Wäizener stellen, wëll ech zwou Bemierkunge maachen.

Dat Éischt ass: Et sinn Assises agricoles gehale ginn, firwat keng Assises viticoles?

Zweetens: Et ass dohier wichteg, datt d'Wäizener e permanenten direkten Usprichtpartner hunn, an dat ass d'Wäibauinstatioun, den Institut vitivinicole. Dat ass eng Verwaltung, déi no bei de Wäizener ass. A puncto Berodung fir déi wäibaulech Aspekter ass an deene leschte gutt zéng Joer vill op d'Bee gesat gi vum Institut. Dat muss een ënnersträichen. Mä et muss een natierlech nach ëmmer no méi striewen.

Et ass wichteg, datt den Usprichtpartner no de Regele vun der Proximitéit funktionéiert, fir sech auszutauschen, fir nozefroen a fir nozelauchteren - heiansdo och an allen Téin, dat ass richteg. Dem Institut a senge Mataarbechter hir Röll wëll ech dofir extra ervirhiewen. D'Statioun ass ëmmer méi zu engem Centre de compétence fir d'Musel ginn. Et wär gutt, wa si och eng Zort Guichet unique kéint sinn, wou d'Musel sech hiwende kann, fir all Froen am Zesummenhang mat anere Verwaltungen ze stellen. D'Wäibauinstatioun muss dofir d'Ulaflaz sinn, als natierlechen Interlocuteur vun de Wäizener, dee se ass.

Mäin drëtze Volet, Dir Dammen an Dir Hären, geet op Ofsz a Vermaartung an, well et ass kloer, de Wäi muss verkaaft ginn, och gedronk ginn, soss ass d'Aarbecht am Wéngert an am Keller fir näischt gemaach an dann huet de Wäizener keen Akomme.

Ofsz a Verkaf kënnen haut net méi ouni Promotiounsstrenge geschéien. Zanter zéng Joer ass et bestänneg manner Wäi ginn, zanter zéng Joer ass bestänneg manner Wäi gewuess hei am Land. Awer d'esse Joer ass et es am allermannste ginn. De Wäizener huet manner fir ze verkafen an also manner Akomme. An et ass illusoresch ze mengen, hei zu Lëtzebuerg an an engem globaliséierte Maart kéint een dann d'Präisser eropschrauwen. Esou funktionéiert d'Gesetz vun Ugebuert an Nofro net am Wäibau, wuel nach ni. Vlächicht leider, mä et ass esou. D'Präisstruktur vun de Lëtzebuurger Wäizener ass do dergéint allerdéngs ganz transparent, wat iwwregens esou e System (veuillez lire e System vu Präiserhéijung) nach manner erméiglecht.

Et ass also manner gewuess, et ass also manner erakomm, a parallel dozou ass de Konsum vun Lëtzebuurger Wäin nach erogaangen, trotz där immens héijer Qualitéit, déi de Lëtzebuurger Wäin iwwer déi lescht 20, 25 Joer kritt huet. An domadder huet de Wäizener zweemol Aboussen. Scho méi laang ass de Konsum vun auslännesche Wäiner méi héich wéi dee vun Lëtzebuurger Wäin hei zu Lëtzebuerg. Mä dat ass bedéngt doduerjer, datt et de rouden an de wäisse Wäin an aner Wäiprodukten sinn, déi do mat dra gezielt sinn.

D'Situatioun am Konsum ass awer dramatesch ginn, wéi virun dräi Joer Statistiken nodréiglech gewisen hunn, datt méi auslännesche wäisse Wäin hei am Land konsuméiert ginn ass wéi Lëtzebuurger Wäin, wéi Lëtzebuurger Wäin insgesamt, also a fortiori och dee Lëtzebuurger wäisse Wäin. Deen Trend ass dat Joer duerno nach vill méi an d'Luucht gaangen, wat natierlech dramatesch ass. Et gëtt also ëmmer manner Lëtzebuurger Wäin zu Lëtzebuerg verkaaft, an dobäi geet eis Bevëlkerungszuel bestänneg erop. Dat heescht, de Lëtzebuurger Wäibau

profitéiert net dovunner. Et muss also eppes gemaach ginn, fir datt déi Tendenz ka renvergéiert ginn.

D'Vermaartungsetüd, déi amgaangen ass, ass dofir net vu Muttwëll. Si soll eigentlech scho fäerdeg sinn, mä si ass nach net - anerer soen: „nach ëmmer net“ - eraus. De Minister huet eis gesot, dat wär, well d'Leit vum Terrain vill matgeschafft hätten a sech déi dräi Gruppementen vun der Musel abruucht hätten.

Et wär ze begrëissen, wann dat esou wär. An et muss ee soen, et muss och dorobber higeschafft ginn! De Moment ass kruzial. Do ass et wichteg, datt sech zesummen agesat gëtt an zesumme gesat gëtt an un engem Strang gezu gëtt. Et muss eng gemeinsam Aktioun ginn. Et muss eng gemeinsam Duerstellung vum Wäiland Lëtzebuerg ginn, fir datt mir Opmierksameket op d'Existéiere vu Lëtzebuurger Wäi kréien. An dohier muss eng iwwergräifend Strategie an des Marketingetüd drakommen, wat net verhënnert, datt et och nach spezifesch Sträng ënnendrenner kënnen ginn, selbstverständlech, ob jee no Gruppement oder no e puer anere Kritären. Mä déi global Ausrichtung misst iwwergräifend a gemeinsam sinn!

Och ouni datt d'Etüd ewell do ass - mä méiglecherweis kréie mer jo och soss nach d'Geeleehheet, emol doriwwer ze schwätzen -, wëll ech awer hei e puer Saachen zur Vermaartung a Promotioun soen.

D'Zilgruppe vun enger Marketingstrategie mussen definéiert ginn. Hei am Land mussen dat verstärkt eis auslännesch Matbierger sinn, egal ob - an do ginn et natierlech méi Sträng -, egal ob et der sinn, déi scho méi laang hei am Land wunnen, oder der sinn, déi vlächicht just viru Kuerzem oder net ganz laang heihinnerkommen. Wéi eng Schicht a wéi een Deel et och ëmmer ass, mir mussen ufänken, mëttlerweil, hinnen emol bekannt ze maachen, datt et zu Lëtzebuerg Wäi gëtt! Mir mussen et hikréien, eist Wäiland als aussergewöhnlech an exotesch duerstellen. Mat dat kengst Wäibaugebitt ze sinn, dat muss dach unzéien!

Och déi méi jonk Generatiounen mussen mer unzéien, mussen mer, wa se Wäin drénken, op de Lëtzebuurger Wäi kréien. Et muss een dem Lëtzebuurger Wäin och genuch Modernitéitstouch ginn, fir datt si en attraktiv fannen. Well erstaulechterweis ass et esou, datt hei am Land mëttlerweil net méi jiddweree weess, datt et op der Musel Wéngerte ginn an datt also hei am Land Wäi wiisst, Wäin hiergestallt gëtt an och ka konsuméiert ginn.

An dobäi hu mer esou vill Atouten a Virdeeler vun eisem Wäin! Ech sinn iwwerzeegt - och d'Madamm Loschetter ass där Meenung: Mir hunn Authentizitéit; Proximitéit mat kuerze Circuiten a regionaler Produktioun, also nobäi an nohalteg: Et kennt een d'Hierstellungsbedéngungen an aller Transparenz. Dat sinn also lauter Virdeeler, op déi mer kënnen setzen, déi anerer eis net kënnen nomaachen.

Et mussen och eng verstärkt Zesummenaarbecht an Aktiounen gi mat der Restauratioun an der Horesca. Ze dacks féinnt een net méi vill Lëtzebuurger Wäiner an de Restaurants an an de Cafés. D'Sommeliere kennen eis Wäiner kaum oder guer net méi.

Am Tourismus muss de Genossfacteur Wäin a Crémant vollwärtig matagebonne ginn. Den Onotourismus ass haut just eng Ënnerkategorie vun der nationaler Tourismusstrategie. Mä ech denken, dat kann een ëmdréien an den Atout vun deem enge fir deen anere mat eranhuelen.

D'Grënn, fir den Tourist op Lëtzebuerg ze kréien, kënnen vill méi staark mat dem Genéisse verbonne ginn: Topwäiner a -gastronomie zu Lëtzebuerg, vill Plazen, wou ee sech wuel ka fillen, Lëtzebuerg net nëmme als Wäiland, mä och Lëtzebuerg als Genéisserland vermaarten. Dat, mengen ech, wär eppes, wat an eng Gesamtstrategie och vum Tourismus misst kënnen eragoen an och deem Secteur weiderhëllefe kann, a souwisou dem Wäibausecteur hëllefe.

**(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

Da muss de Wäimusée zu Éinen an engem Wäinhaus fir Touristen am Miselerland ginn, déi Ulaflaz, wou d'Touriste wëllen higoen, wa se sech wëllen iwwer de Wäibau informéieren op eng méi museal a méi eng kulturhistoresch Aart a Weis. D'CSV steet zu deemem Projet. Si hat en initiéiert, mä en ass laang ënnert de Spuerzwang gefall. Elo kann et jo da viruoen. Bâtiments publics wäeren mat geännerte Pläng ënnerwee. A fir datt e Musée unzitt, muss en déi richteg Balance vu wäibaulechen, önologeschen, organolepteschen an och kulturgeschichtlechen Elementer bidden, déi en Tourist sech erwaart. Wa Kongresstouristen derbäikommen, ass dat e ganz positivt Zeechen.

Niewent dem Zilgruppen-Definiere muss ee sécher och op e puer Zillänner oder -stied sech konzentréieren, soss ginn d'Mëttelen net duer.





Ech sinn a bleiwen der Meenung, dass eise Maart direkt virun der Dier läit, an eisen Nopeschlänner. D'Belsch bleift eisen éischten Exportmaart. Holland ass verschwindend geréng ginn am Konsum vu Lëtzebuerger Wäiner, wat soss net esou war; awer et ass och e ganz schwierige Maart gi vun de Präisser hier. Däitschland schéngt en interessante Maart ze sinn.

An natierlech muss d'Vermarktungsstrategie op héich Qualitéit vun de Lëtzebuerger Wäiner opgebaut ginn. Alles aneres ass zu Lëtzebuerg mat sengen héije Produktiounskäschte souwi-sou net dran.

D'AOP kann e Bestanddeel dovunner sinn als Garant vun der Qualitéit vun eise Wäiner, awer net als Haaptmerkmal vun enger Promotiounscampagne. Do muss d'Produkt als solches an de Vierdergrond gesat ginn an op d'Existenz vum Produkt a vun der produzéierender Regioun opmierksam gemaach ginn, am Créneau vum exotesche Produzent, dem klengste Wäibauland wäit a breet.

Mä duerch déi rezent Situatioun, denken ech, Dir Dammen an Dir Hären, muss een och ganz nei Weeër goen, fir Promotioun ze maachen. Een dovunner ass wuel 2013 scho vun der CSV - vum Raymond Weydert - virgedroe gewiescht ginn: fir zu Bréissel eng Maison du vin opzemaachen. Meng Fro wär dozou: Wéi ass et heimadde? Dat misst jo och an der Regierung hir Tourismus- an Imagepromotioun eragoen.

Ech sinn iwwerhaapt der Meenung, dass Lëtzebuerg méi Präsenz an der Belsch weise misst a vill méi visibel misst ginn, op villen Terrainen, wat den Tourismus ubelaangt, wat de Konsum vu Lëtzebuerger Produkter ubelaangt, an nach a ganz villen anere Punkten, well mir schaffe vill mat der Belsch zesummen an nach ëmmer komme si vill heihinner.

Et bleift, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Presidentin, dass de Lëtzebuerger Wäin och sän eegene Maart virun der Hausdier nees nei eruewere muss. Vun haut aus gekuckt wär eng Ulaflaz, fir eng Schlupp Lëtzebuerger Wäin hei an der Stad ze degustéieren - zwanglos an ouni Kafzwang, awer mat Kafméiglechkeet, an ouni all Kéiers e ganz Glas mussen ze drénken, zum Beispill och zesumme mat anere regionale Produkter oder nationale Produktiounen aus dem Land -, mat dem demografesche Wandel an der zouhuelender Zuel vun auslännesche Matbierger méi néideg, wéi nach virun e puer Joer. An et wäert sech nach ëmmer méi séier wandelen, dat, mengen ech, wësse mer.

Esou eng intersektoriell Struktur, esou eng Ulaflaz, esou en Haus, esou eng Initiativ hei an der Stad, firwat net als PPP, gëtt, fäerten ech, also ëmmer méi néideg. An et ass dofir och néideg, dass d'öffentlech Hand do eng Hand matupaakt.

Et géif natierlech nach eng Alternativ ginn, falls dat hei als ze komplizéiert ofgemaach géif ginn: Här Minister, zu Lissabon gëtt - einfach esou - permanent d'Degustatioun vu portugisesche Wäiner ugebueden am Sëtz vum Landwirtschafts- a Wäibauministère. Soss maacht et einfach esou!

An dofir, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech dozou eng Motioun déposéieren. Wann ech gelift!

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que les vins luxembourgeois sont des vins de haute qualité;*

- *vu l'impact du secteur viti-vinicole dans les domaines économique, touristique et culturel, dans la région mosellane et au-delà;*

- *constatant que la consommation au Luxembourg de vins blancs étrangers vient, pour la première fois, de dépasser la consommation de vins blancs luxembourgeois, ce qui est alarmant;*

- *estimant que beaucoup de consommateurs font leur choix du vin en raison de la renommée du terroir et concluant qu'il faut dès lors promouvoir la région mosellane entière;*

- *vu que l'Appellation d'origine protégée (AOP) - Moselle luxembourgeoise - constitue un garant de la qualité des vins luxembourgeois;*

- *alors qu'il convient de reprendre les efforts dans le domaine du tourisme et de la restauration au Luxembourg;*

- *et qu'il échet de faire connaître l'existence des vins et crémants luxembourgeois auprès des concitoyens étrangers autant que de reconquérir la population indigène en les convainquant de la qualité supérieure des produits vinicoles luxembourgeois;*

- *rappelant par ailleurs que la Belgique est depuis des décennies le pays voisin vers lequel le plus de vins et crémants luxembourgeois sont exportés;*

*invite le Gouvernement*

- *à élaborer, en collaboration avec tous les acteurs concernés, une nouvelle stratégie commune de marketing et à finaliser l'étude de commercialisation qui est en cours;*

- *à veiller à ce que la nouvelle stratégie de marketing attire l'attention des consommateurs sur l'existence d'une production de vins et crémants au Luxembourg, et sur son côté exotique par le fait qu'il s'agit d'un des plus petits pays producteur de vin;*

- *à capter l'attention des consommateurs par la haute qualité du vin luxembourgeois, la régionalité du terroir et la proximité des producteurs, ainsi que la grande diversité des produits sur un tel petit territoire en production;*

- *à rappeler ou apprendre aux résidents établis ou venant s'établir au Luxembourg l'existence de vins indigènes de qualité;*

- *à renforcer la promotion des vins luxembourgeois sur les marchés étrangers notamment limitrophes;*

- *à considérer l'idée d'établir une Maison des vins et des produits du terroir dans notre capitale, dans laquelle à la fois les touristes et les résidents pourront prendre connaissance du et déguster le niveau qualitatif élevé des crus luxembourgeois ainsi que d'autres produits régionaux et nationaux, le cas échéant sous forme de PPP;*

- *à relancer notamment au moyen de campagnes de promotion les exportations de vins luxembourgeois vers la Belgique, leur premier marché d'exportation, et en ouvrant à Bruxelles une Maison du vin du Luxembourg, le cas échéant combiné à d'autres produits et productions de notre pays.*

(s.) Octavie Modert, Sylvie Andrich-Duval, Léon Gloden, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch.

Déi Motioun steet natierlech och op fir jiddwereen, dee se nach wëllt mat ënnerstëtzen. D'CSV huet se eragereecht, mä selbstverständlech si mir och frou fir all aner Ennerstëtzung am Interessi vum Wäibausektor.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, um Internet gëtt et e Wäiblog, en däitschen, dee schreift: „Heute ist Luxemburg in den Nachbarländern noch immer nicht wirklich für seinen Wein bekannt. Doch das Resultat kann sich wirklich sehen lassen. Man sagt zwar immer, dass im Großherzogtum alles teuer sei. Dies gilt aber nicht für den Luxemburger Wein. Im Allgemeinen kann man in Luxemburg nämlich einen sehr guten Riesling für 9 Euro kaufen, den deutsche Winzer für mindestens 12 verschachern würden. Aus diesem Grund ist es auch wenig verwunderlich, dass immer öfter luxemburgische Flaschen bei internationalen Wettbewerben Medaillen gewinnen.“

Zum Crémant seet en: „Dazu ist der Crémant nie wirklich teuer. Die meisten Winzer bieten ihn bereits für weniger als 9 bis 12 Euro an, was eigentlich viel zu günstig ist.“ An da seet en: „Wer in Luxemburg zu...“, an dann nennt en iergendeng Mark aus engem Prosecco-Ge-bitt, „...greift, der ist selbst schuld.“ Wat brauch een eigentlech do nach méi ze soen?

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Octavie Modert (CSV), interpellatrice.** - Mir kënnen dozou nach just soen, dass mer de Wäibau sollen ënnerstëtzen hei am Land, fir en ze erhalen. Well och d'Wäikultur ass e Stéck Kultur vun deem Land. An et feelt hei net u Kreativitéit. Et feelt net um Schaffen, et feelt net um Asaz an och net um de Feieren, dat wësse mer. Dofir ass jo hei heiansdo, denken ech, e bësse Laachen ënnerwee mat opkomm.

Façonnière kënnen am Aklang mat der Natur, schaffe mat schafe verbannen, grouss Kulturlandschaften ënnerhalen, säi „palais“, dat heescht den „Gaumen“ natierlech verwinnen an domat nach vill Ambiance an „décke Gas“ verbannen: Eigentlech ass et e wonnerbare Beruff, dee vill Wënzer gär mat Leif a Séil an Härzblutt ausüben, an déi un hire Wéngerten an an hirem Produkt hänken, mat Dynamik, Id-dien, Innovatioun a Kreativitéit druginn, an dat zur Freed och vum Konsument! A fir d'Atmosphär ass dann och mat gesuergt. Loosse mer se net hänken! Et ass d'Aufgab vun der Politik, fir Veronsécherung a Beonrouegung entgéint-zewierken.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Modert. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Meng Virriednerin huet elo just gesot, de Wäibau wär e Stéck Kultur vun eise

Land. Ech kann hir do nëmme bäiflichten, dass stëmmt och! An d'Fro ass och direkt hannendrun ze stellen: Wat wär d'Musel ouni Wäin? Duerfir ass et och gutt, dass mir eis haut mat deem Volet beschäftegen. Ech soen och der Madamm Modert Merci fir hir Initiativ, des Interpellatioun unzefroen. Dat gëtt eis dann och haut d'Geleeënheet, fir emol erëm eng Kéier iwwer e wichtege Bestanddeel och vun der Lëtzebuerger Economie ze schwätzen, wat oft ënnerschätzt gëtt. An duerfir ass et och gutt, dass mer eis, wéi gesot, méi am Detail domat auser-neesetzen.

Fir d'Demokratesch Partei ass dat heiten e Sujet, deen net nëmmen haut, net nëmme gëschter, mä scho virgëschter ëmmer vu ganz grousser Wichtigkeet war. Dat erkläert och, firwat dat ech haut net nëmmen eleng zu deem Sujet hei schwätzen, mä dass och mä Frënd an Ostdeputéierte Gilles Baum, dee jo nach vill méi no bei der Problematik ass, herno wäert och nach Positioun bezéien, fir dass mer kënnen wa méiglech all Facettë vun deem ganz interessanten Domän belichten.

Ech wëll mech hei just op zwee Hauptpunkten limitéieren, éischstens emol: Wou steet de Wäibau haut, nom Akraafttriede vum Agrargesetz? Awer ech wëll och e bëssen deen ekologeschen Aspekt belichte vum Wäibau, wéi en haut praktizéiert gëtt.

Vläicht aleedend eng kuerz Beschriewung vum Lëtzebuerger Wäibau: 1938 hate mer 965 ha, wou Wäi produzéiert gouf, 1990 waren dat der 1.314, 2015 1.250. Mir stellen och e gewëssene Réckgang an deene leschte 25 Joer fest. Zum Beispill 1970 goufen nach 242.000 hl Wäin hei zu Lëtzebuerg produzéiert, 2015 nach just 110.694. De Rivaner läit iwwregens ganz staark virum Auxerrois a virum Pinot blanc. 2016, dass sinn elo déi éischt Chifferen, déi elo bekannt goufen, ouni wéi gesot d'Spätleser, den Aiswäin, do komme mer op 84.700 hl, dass sinn awer nëmmen 71% vun enger normaler Récolte.

Op der Musel hu mer jo de Moment och, kann ee soen, fënnf Kategorië vu Wäibierger: Dat geet vu Flaachlag bis zur Terrass.

Leider ass ee Fakt eis bekannt, an d'Virriednerin ass och zu Recht schon drop agaangen, dass ass den Ofsatz: Mir hunn do Problemer, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, wat ee bedauere muss! Ech soen dat ganz éierlech, et ass wirklech zum Deel net nozevollzéien, dass souguer d'Lëtzebuerger Konsumente selwer oft éischter den Trend hunn, d'Tendenz hu vläicht, fir auslännesche Wäin ze drénken. Dir hutt eng Rei Ursachen opgezielt, déi stëmmen. Mä et ass awer ze bedauern. Do läit also nach muncht Potenzial.

Dann natierlech hu mer d'Konkurrenz mam auslännesche Wäin. Mir hunn och d'Problemer, wat den Export ubelaangt. Mä wéi gesot, de Gilles Baum wäert do nach méi am Detail drop zréckkommen.

Dann dierf een natierlech och net ignoréieren, dass d'Erofsätze vum Alkoholstaux vun 0,8 op 0,5 viru Jore mat Sécherheet net onbedéngt eng positiv Wierkung hat op de Konsum vum Wäin. Eppes ass ganz kloer an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens: Un der Qualitéit vum Lëtzebuerger Wäi feelt et mat Sécherheet net! Mir hunn exzellent Wäiner. Dat soen ech net einfach esou. Mä dat kann een och roueg haart dobause soen, och wann dat net ëmmer esou bekannt ass. Duerfir muss mer eben nach eng besser Promotioun maachen.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass am Budget 2017, deen zwar nach net gestëmmt ass, mä wou ech awer dovun ausginn, dass mer e wäerte stëmmen, ënner anere m e Kredit virgesinn ass vun 159.000 Euro, fir en neie Stand ze kreéieren, dee mer op de Foiré kënnen weisen. Elo kann ee soen, dass wär nëmmen eng kleng Initiativ, mä et ass awer keng onwichtig. Dat wëllt op alle Fall ënnersträchen, dass mer müssen offensiv no bausen de Lëtzebuerger Wäi verkafen an insgesamt vläicht den Tourismus op der Musel nach méi positiv duerstellen. Well Tourismus heescht och automatesch méi Konsum vu Lëtzebuerger Wäin.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn den 12. Mee hei dat neit Agrargesetz gestëmmt. Do waren eng ganz Rei wichteg Neierungen och fir de Wäibau dran. Vläicht ass dat munchmol e bësselchen ënnergaangen, well sech méi konzentréiert sinn ass - dass ass awer elo net schlecht gemengt, beileiwen net! - op d'Landwirtschaft. Mä et goufen awer och ganz vill nei Mesurë fir de Wäibau.

Natierlech, déi Selektionskritären, déi stinn am Méttelpunkt vun deem Agrargesetz. Den 1. März d'nächst Joer wäert dat éischt Ausschlussverfahren da kommen. D'Projete gi jo de Punkten no klasséiert. Ech wëll dat elo net nach eng Kéier am Detail hei ernimmen. Mä déi, déi an der Matière dra sinn, wëssen, wat dat alles bedéngt.

Ech wëll awer just nach eng Kéier hei ënnersträchen, dass zum Beispill awer och e Wënzer, dee bei der AOP matmécht, en Urecht huet op e Plus vun zéng Punkten. Dann, de Plaffong fir d'Maschinen ass jo op 100.000 Euro fixéiert. Besonnesch, wat awer interessant ass och fir d'Wënzer, dass jo nach eng Kéier kann dat ëm 100.000 Euro majoréiert gi beim Kaf vu Maschinen, déi a Penten am Wäibau agesat ginn. Da sinn och Investitiounen am Keller a Maschinenschapp mat 40% subventionéiert. Fréier waren dat, wéi gesot, nëmme 35%.

An trotzdem huet een e bëssen d'Gefill, a mäi Kolleg Gilles Baum an ech hate selbstverständlech ganz vill Gesprécher am Virfeld vun der Interpellatioun hei gefouert, dass e gewëssene Klärungsbedarf nach besteet. Et wier also vläicht net vu Muttwëll, wann een nach eng Kéier géif méi geziilt, nach méi genau am Milieu erklären, wat, wéi gesot, elo d'Konsequenze vun dem Agrargesetz sinn a wéi et virun allem och muss richtege ugewannt ginn.

Eppes ass sécher, dass ass, dass awer och den Akzent am Gesetz op déi jonk Wënzer geluecht ginn ass. Et ass wichteg. Mir wëssen, dass leider net schrecklech vill jonk Leit bereet sinn, vläicht deen interessante Beruff ze ergreifen. Mä dowéinst ass d'Politik gefuerdert, fir e Kader ze setzen, dass dat awer méiglech ass. An ech wëll och drop hiweisen, dass jo Investitiounen fir déi jonk virun allem vun engem Top-up vu 15% och begleet sinn.

Dann ass d'Berodung e ganz wesentlechen Aspekt. An do muss een awer soen, dass hei wirklech enorm vill Efforte gemaach ginn. Ech weisen drop hin, dass zum Beispill am Wäibau 2,5, also zwee an en hallwe Beroder virgesi sinn, ee bei Vinsmoselle, ee beim Privatwënzer an en hallwe beim Institut fir biologesch Landwirtschaft.

Da muss een awer och drop hiweisen hei, vir-drun ass schon de Rôle vum IVV, vum Institut viti-vinicole luewenswäerterweis richtegerweis ervirgehewe ginn, dass jo och do de Wënzer awer ganz vill Hëllef ugebuede kritt an dat jo awer och ganz flott ass.

Entre-temps si jo och schon eng Rei Publikatiounen am Mémorial gemaach ginn, wat eenzel groussherzoglech Reglementer ubelaangt. Et sinn der nach eng Partie ënnerwee, si beim Conseil d'État, anerer si scho praktesch fäerdeg. Mä ech ginn dovun aus, dass den Här Minister eis do vill méi genee Indikatiounen nach ka ginn. Ee wichteg Reglement, wat, wéi gesot, och praktesch virun dem Ofschloss steet, dass ass och dat iwwert d'Subside fir d'Nei-uplanzung vun de Wéngerten.

Ech géif perséinlech dem Minister vläicht mat op de Wee ginn, dass een no engem Joer eng Kéier sech géif zesummesetzen, emol e Bilan géif maachen, wat dat neit Agrargesetz besonnesch fir de Wënzer bruecht huet, fir ze kucken, wou d'Stäerke leien, wou d'Schwäche leien, fir, wéi gesot, da mam Milieu och de Kontakt nach weider ze fleegen.

Eppes ass ze bedauern, an de Minister huet dat och an eiser leschter Sitzung nach eng Kéier confirméiert, dass op EU-Niveau am Fong geholl de Wäibau net genuch thematiséiert gëtt an dass deen net ëmmer esou zur Geltung kënn an deene Reunioneen, wéi dat och misst sinn. Zum Beispill och, et si jo elo Studie gemaach ginn iwwert déi Handelsofkommenen, déi geplangt respektiv an der Diskussioun sinn, mä de Wäibau gëtt do, kann ee soen, bal praktesch ignoréiert.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Wäibau huet natierlech mat enger ganzer Rei vu Problemer hei ze kämpfen. Ech wëll virun allem op déi Aspekter agoen, déi natierlech elo virun allem de Wënzer ze schafe maachen. Dat sinn eng Rei vu Krankheeten. Ech denken un de Peronospora, den Oidium oder de Botrytis.

An et ass jo virun allem de Peronospora, also de falsche Mehltau, iwwert dee mer jo och scho munchmol hei diskutéiert hunn an deen och d'Joer fir ganz vill Schued gesuergt huet. Eenzel Leit soen eis, dass do en Ausfall vu bal bis zu 100% feststellen ass.

Et muss een awer och hei ënnersträchen, dass dat awer keng Inzidenzen op d'Qualitéit vum Wäin huet. Déi Krankheet, wéi gesot, déi 1878 aus Nordamerika importéiert ginn ass, huet sech besonnesch d'Joer staark bemierkbar gemaach no dem staarke Ree vum 30. Mee. An dunn ass dee Fléau am Fong geholl richtege op der Musel ausgebrach. An et ass awer, wéi gesot, gutt, dass mer awer do, oder d'Wënzer virun allem gutt vun der Wäibaustatioun enca-dréiert sinn, dass se och déi néideg Hëllef kru-





ten. An dat och selbstverständlech vun der ASTA.

Dat ass natierlech och eng Konsequenz vum Klimawandel, dee Sujet, dee mer virun annerhallwer Stonn hei diskutéiert hunn. Et ass natierlech och d'Konsequenz vu vill méi Nidderschléi. Och do, d'Spezialist vum LIST soen eis jo, datt mer eis leider mussen an Zukunft nach vill méi op esou Phenomeener astellen. Do weinst ass d'Fuerschung och an Zukunft hei gefuerdert. De Wäibau ass jo de Moment an zwee Fuerschungsprojeten och implizéiert, engersäits iwwert den Afloss vum Terroir op de Wäin an anerersäits e Projet fir d'Reduktioun vu Planzeschutzmittel.

Virun ass dann och iwwert déi sougenannte Pwien hei geschwat ginn. Ech mengen, effektiv, et muss gekuckt ginn: Wéi kënne mer Zorten upflanzen, déi méi resistent sinn?

Ech wëll drop hiweisen, datt an der Champagne och Moosname geholl gi sinn, Etüde gemaach ginn. Wéi kënne mer méi pilzfräi Zorten an Zukunft och vläicht hei zu Lëtzebuerg upflanzen? An d'Fuerscher vum Institut Geisenheim sinn op jidde Fall der Meenung, datt dat déi eenzeg Léisung och fir d'Zukunft ass, fir eben, wéi gesot, verstärkt op déi Zorten iwwerzegoen. Natierlech muss een och kucken, wéi d'Räsonanz ass beim Konsument. Dat ass jo dat, wat awer och virrangeg ass. Wann de Konsument natierlech net usprécht op déi Zorten, dann huet et natierlech och kee Sënn, dat unzupflanzen.

Ech wëll drop hiweisen, datt d'groussherzoglecht Reglement vum 26. November 2014 dat jo erlaabt. Et gëtt engersäits e Cabernet blanc vum Schwäizer Riewenziichter Valentin Blattner. An da gëtt et dernieft och nach de Johanniter. Do mussen och manner Pestiziden agesat ginn. Och dat dierf een natierlech hei net ënnerschätzen. An esou Versich lafe jo de Moment och um Niveau vum Institut viti-vinicole. Natierlech, wa mer nei Wéngerten upflanzen, da geet dat jo och net vun haut op muer, an dat kascht jo awer och ronn 30.000 Euro den Hektar, an dat ass och net näischt.

Vläicht dann nach kuerz en anere Problem. Dat ass den Esca, dee Virus, deen, wéi gesot, de Wénzer och scho méi laang bekannt ass. An och dëst Joer hat deen zougeschloen, kann ee soen, mat Ausfall bis zu 50%, wat natierlech ganz problematesch ass.

Ech wëll dann och nach kuerz op d'Pestiziden am Wäibau insgesamt agoen an op d'Landwirtschaftsfliegerprim hiweisen. Wéi gesot, déi Wénzer, déi an Zukunft manner d'phytopharmazeutesch Produite benotzen, komme jo dann och an de Genoss vu sougenannte Subventionen. Am ale Programm, do waren u sech manner wéi 15% Hangneigung do ausgeschloss. Dat ass jo elo net méi de Fall. Da gëtt et jo och véier Optiounen an där neier Landwirtschaftsfliegerprim, ënner anerem, wéi gesot, Wéngerten, déi komplett op Herbiziden géife verzichten.

Evident ass natierlech, datt, wann een dee Programm als Wénzer matmécht, een och gewisse Constraints da muss akzeptéieren. Ech denken zum Beispill hei un d'Cross Compliance.

Vläicht eng lescht Remarque dann och zum Biowäibau, wou mer als Demokratesch Partei awer och der Meenung sinn also, datt do awer och nach vill Potenzial ass. Mir hu jo de Moment zéng Betriber mat ronn 50 Hektar. Do läit also nach e gewëssent Potenzial.

Wat jiddefalls ze bedauern ass, ass, datt mer op europäischem Niveau do net déi néideg Ennerstëtzung hunn. Ech mengen, de Minister Etgen huet och do scho versicht, déi Interesse méi staark ze verrieden. Mä de Problem ass natierlech, datt virun allem déi Länner aus dem Süde vun Europa eischter do dergéint sinn, well si eben do eng anere Approche hunn an de Kaliumphosphonat, dee bei eis hei gebraucht gëtt, net bei hinne muss genotzt ginn. Bei hinne geet et duer, wa Koffer gebraucht gëtt.

Mir sinn duerfir der Meenung, datt awer op deem Niveau vum dem Biowäibau nach mussen zousätzlech Efforte gemaach ginn.

E Wuert dann nach zum Ertragsausfall vun dem Joer. Dat ass zum Deel och op de Spéitfracht zréckzeféieren, op déi Nuecht virun allem vum 24. op de 25. Abrëll. Jiddefalls déi Betriber, déi versécherert waren, goufen iwwert d'Assurancen indemniséiert. Ech wëll awer och hei nach eng Kéier ennersträchen, datt jo awer och de Stat dozou 65% bäidréit.

Voilà, Madamm Presidentin, Dir Dammen an

Dir Hären, de Lëtzebuerg Wäibau huet et ouni Zweifel de Moment net einfach. Ech mengen awer, contrairement zu deem, wat een hätt kënne virun erausspieren, datt awer dës Regierung sech där Problematik bewosst ass, datt dës Regierung scho ganz vill Efforte gemaach huet. Sécherlech sinn nach eng Rei Verbesserungen unzestriewen, besonnesch, wéi gesot, bei der Problematik vum Helikopter an dem Verbrenne vum organeschem Offall. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen. Dat wäert mäi Kolleg Gilles Baum nach herno och maachen.

An deem Sënn, wéi gesot, wäerte mir als Demokratesch Partei och an Zukunft versichen, déi beschtméiglech Moosnamen ze huelen, fir datt de Lëtzebuerg Wäibau nach wie vor eng gesécher Zukunft huet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Graas. Als nächst Riederin hunn ech ageschriwwen d'Madamm Tess Burton. Musefestival!

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Bon, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, och ech si ganz frou, esou wéi meng Virriedner, dass mer haut d'Geleehheet hunn, eis eng Kéier méi am Detail mam Wäibau ze beschäftegen, dee soss oft nëmmen am Zesammenhang mat der Landwirtschaft esou hallef mat ugeschwat gëtt.

Sou een Débat kënnt och zu engem gudden Moment, well mer um Enn vun engem Joer stinn, wat grad fir d'Wénzer ganz aussergewöhnlech Konditiounen an Erausforderunge mat sech bruecht huet. Engersäits goufen eng Rei Gebuertsdeeg gefeiert, déi ennersträchen, dass de Wäibau zu Lëtzebuerg eng laang Tradition an vill Erfollegsgeschichte kennt. Anerersäits war dat Joer geprägt vu Verännerungen, déi eis bewosst maachen, dass en traditionelle Secteur nëmme ka bestoen, wann e fäeg ass, sech unzupassen. An deem Sënn hu mer hei an der Chamber legislativ Mesurë gestëmmt oder begleet.

Déi offensichtlech Verännerunge betreffen awer d'Wiederkonditiounen, déi dëst Joer fir d'Wénzer ganz besonnesch schwieereg waren. De Fracht, deen am Abrëll nach eemol zréckkomm ass, huet op ronn 350 Hektar Wéngerten zolidd Schued hannerlooss. Plazeweis gouf et en Totalverloscht. Am fréie Summer huet et du wochelaang gereent, soudass de Pilzbefall sech a ville Wéngerte konnt ausbreiden. Am Resultat kréie mer gesot, dass den Ertrag vun der Quantitéit hier gekuckt ronn en Drëttel ënner deem läit, wat normal ass. Zum Gléck waren d'Wiederkonditiounen am August a September besser, soudass d'Qualitéit vun den Drauwen dëst Joer awer ganz gutt ass.

Wa mer eis d'Resultat vun deem Joer genau ukucken, hält dat eis eng Rei Fakte virun Aen, déi och fir d'Zukunft am Wäibau zu Lëtzebuerg eng Roll spillen. D'Wénzer investéiere laangfristeg a sinn all Joer Risiken ausgesat, op déi se keen Afloss hunn. Dat war nach ëmmer esou. Mä mir mussen domat rechnen, dass extrem Wiederphenomeener méi heefeg ginn an de Wiederisiko fir d'Wénzer méi grouss gëtt. Mir gesinn doriwwer eraus, dass déi saisonal Wiederverhältnisse, déi mer an der Vergaangeneheet kann hunn, änneren. Dat bedeit, dass den Nidderschlag sech anescht iwwert d'Joer verdeelt, bedeit och, dass mer mat aneren Zorte vu Krankheeten a Schädlingen an eise Regiounen mussen rechnen wéi fréier.

Dës Risike sinn onvermeidlech. An dofir ass et wichteg, dass d'Wénzer an engem gewëssene Mooss géint dës Risike versécherert sinn. Et ass dofir eng gutt Saach, dass de Stat d'Wénzer ennerstëtzt, fir sech ze assuréieren, a bis zu 65% zum Schued kann indemniséieren. Mengen Informatiounen no goufen dëst Joer op deem Wee 2,1 Milliounen Euro fir den Ausfall duerch de Spéitfracht un d'Wénzer ausbezuel, wat jo awer substanzuell ass.

Mä d'Wiederkonditiounen sinn net déi eenzeg Verännerungen, an déi d'Wénzer sech mussen upassen. Eis Gesetzter am Ëmweltschutz sinn an de leschte Jore méi prezis a méi streng ginn. Dat ass keng politesch Willkür. Mir gesi ganz einfach, dass déi Aart a Weis, wéi mer iwwer Jorzéngte mat eisen natierleche Ressourcen ëmgaange sinn, dozou gefouert huet, dass eben dës Ressourcen haut an engem schlechten Zoustand sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Wa mer net ëmdenken a méi nohalteg wirtschafte, sti se eis iergendwann guer net méi zur Verfügung. Och déi Verännerung huet e groussen Impact op d'Aarbecht am Wéngert, wou et net nëmmen dréms geet, eng méiglech gutt Produktivitéit ze hunn, mä och d'Buedemqualität ze verbessern, d'Erosioun ze stoppen an

d'Waasserqualitéit net duerch den Asaz vu Pestiziden an Düngemittel ze belaaschten.

Grad am Beräich vun de Pestizide mussen seriö Efforte gemaach ginn. Engersäits mussen d'Quantitéiten, déi versprézt ginn, esou staark reduzéiert gi wéi méiglech, an anerersäits muss gekuckt ginn, dass déi Mëttele zum Asaz kommen, déi am mannste Schued maachen. Do ass eng enk Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère an de Wénzer noutwendeg.

Op där enger Säit brauch ee Verständnis fir d'Schwieregkeeten, mat deenen d'Wénzer an hire Wéngerte mussen eens ginn. Op där anerer Säit brauche mer awer och d'Bereitschaft, fir mat op dee Wee ze goen, fir d'Pestiziden ze reduzéieren.

An deem Kontext wollt ech de Minister froen, wéi d'Situatioun vum Sprézhelikopter de Moment ausgesäit. Hei hoffen d'Wénzer weiderhin, dass d'Distanz an den Naturschutzgebieder nach emol zesumme mam Ëmweltministère diskutéiert gëtt an dass eng Léisung fonnt gëtt.

Eng weider Erausforderung fir de Wénzer läit dann natierlech am Verkaf vu sengem Produkt. An do steet en a Konkurrenz mat Wénzer aus der ganzer Welt, déi zum Deel enner ganz anere Bedéngunge produzéieren. Konkurrenz huet en net nëmmen duerch aner Wénzer, mä och vun alle méigleche Gedréknsorten, déi emol méi, emol manner a Moud sinn. D'Konsumgewunnechte vun de Leit sinn an deem Sënn esou unberechenbar wéi de Klimawandel.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu vill vun de Problemer geschwat, mat deenen d'Wénzer ze kämpfen hunn. Et gëtt awer och Léisungen. D'Wénzer hu Méiglechkeeten, fir sech neien Erausforderungen ze stellen. A si hu Méiglechkeeten, fir negativ Tendenzen ze beaflossen.

De Stat kann a muss se ennerstëtzen, fir sech u Verännerungen unzupassen an duerch eng gutt Vermaartung eng stabill Nisch fir déi exzellente Lëtzebuerg Wäiner ze garantéieren. Nëmme esou kann d'Iwwerliewe vun deem wichtege Secteur garantéiert ginn. Wann dat eis gelénge, bleift et weiderhin attraktiv, fir Wénzer ze sinn, a mir brauchen eis keng Suergen ze maachen, dass jonk Leit esou Betriber net méi wéilte weiderféieren.

Wa mer vu Léisunge schwätzen, kënne mer aus den Erfahrung vum deem Joer léieren, awer och aus de Schwierigkeeten aus vergaangene Joren. Wann een de Bilan am Detail zitt, da gesäit een, dass eenzel Wénzer méi Pech hate wéi aner. Et bleift egal wéi ëmmer en Deel Chance derbäi, ob een e gutt Joer huet oder net. Et gëtt awer och sécher Wénzer, déi besser opgestallt waren, fir d'Problemer ze bewältegen, déi besser Strategien haten oder besser geschafft hunn. An do ass et wichteg, permanent ze kucken, wéi méi erfollegräich ass a firwat. Nëmme esou kënnen déi vill zitéiert Best Practices op de ganze Secteur iwwerdroe ginn. Nëmme esou kann een aus den Erfahrung vum deem anere léieren.

Iwwert d'Joer gekuckt, gesäit een dann, wat fir eng Aarbechtsmethoden déi bescht Resultater bréngen, wat fir eng Drauwenzorten, zum Beispill, méi resistent sinn. Et kann een d'Fro beäntweren, ob nei Zorten, déi méi ufälleg si wéi aner, esou gutt bei de Konsumenten ukommen, dass sech de Risiko rentéiert.

E wichtege Bäitrag heizou leescht den Institut viti-vinicole, deen entsprechend Tester mécht a Pilotprojete begleet. Bon, dat ass alles net nei. Ech wëll domadder betounen, dass grad an Zäiten, wou et vill Verännerunge gëtt, eng fundéiert Ausbildung, Weiterbildung a Berodung vun de Wénzer wichteg ass an eng entscheidend Roll fir hir Zukunft spillt. Dat ass en Effort, deen ëmmer erëm nei gemaach muss ginn a wou ee sech net op senge Lorbeere kann ausrouen. Deen Effort muss och konsequent vum Stat ennerstëtzt ginn.

Ganz positiv ass an deem Sënn, dass hautzudaags vill jonk Leit, déi de Betriber vun hiren Eltere wëllen iwwerhuelen, hir Ausbildung am Ausland maachen. Si profitéieren engersäits vun den Erfahrungen, déi se aus dem Familljebetrieb kennen, anerersäits bréngen si aus dem Ausland nei Iddie mat.

Nach d'lescht Woch huet e Wénzerbetriber, deen och am Handel tätég ass, säin honnertsten Anniversaire gefeiert. De Betriber gëtt haut vun der drëtter an der véierter Generatioun zesumme gefouert. Dat ass just ee Beispill vun enger Famill, déi iwwer Generatiounen de Courage hat, sech ëmmer erëm un d'Eräusforderungen am Wäibau unzupassen. Si hunn op dës Manéier Aarbechtsplaze geschafen an zum Wuelstand an zur Kultur vun eise Land bäigedroen. An dëst ass net en eemolegt Beispill vun enger Wénzerfamill, mä där gëtt et méi, wou d'Eltere hir Passioun an hir Kanner weiderginn hunn an d'Kanner haut houfreg sinn, hire Fa-

milljebetrib kënne weiderzeféieren. An dës Successioun muss de Stat och an allen Hisiichten ennerstëtzen, well et dee richtege Wee ass.

Déi staatlech Hëllef zitt sech iwwert de gesamte Spektrum vun der Aarbecht vun de Wénzer: vun der Aarbecht am Wéngert iwwert d'Investitionsstrategie bis hin zur Vermaartung. De Kader fir all dës Hëllef setzt d'Agrargesetz. De Feintuning gëtt iwwer groussherzoglech Reglementer gemaach.

Wéi mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn, war net am Detail ofzegesinn, wéi déi exakt Auswirkungen dovun um Terrain wieren. An dat léisst sech wuel och net maachen. Emsou méi wichteg ass et, dass de Ministère e Monitoring mécht, fir sécher ze sinn, dass d'Hëllef vum Stat hiren Zweck erfüllen an optimal agesat ginn. Et ass keng Blamage, wann een an engem changéierenden Ëmfeld mierkt, dass dat net esou leeft. Wat gebraucht gëtt, ass en oppent Ouer, fir Feelentwécklung frei ze bemerken, a Flexibilitéit, fir drop ze reagieren an néideg Ajustementen ze maachen.

Effikass staatlech Mesuren, dat heescht net, dass all Betriber d'selwecht mussen funktionnéieren, mä verschidde Betribsmodeller mussen eng optimal Berodung kréien. Si mussen kënnen ofschätzen, wat fir eng Investitiounen sech rentéieren a wat déi optimal Gréisst fir hiren Betriber ass, well méi grouss ass net automatesch besser. Si mussen Hëllef kënnen notzen, ouni ze vill e groussen Deel vun hiren Aarbecht mat administrativen Aufgaben ze verbréngen. A si mussen um Marché hir Nisch fannen, wou se e gläichméisseg Ofsaz vun hirer Produktioun hunn.

Et gëtt Modeller, déi, uewerflächlech gekuckt, am Moment besser funktionnéieren wéi aner. Eng gutt Berodung erméiglecht et dem eenzelne Wénzer, ze verstoen, firwat dat esou ass, a selwer ze decidéieren, wat hien dovu kann iwwerhuelen. Well net alles léisst sech vun engem Betriber op deen aneren iwwerdroe.

Sou entwéckelt de Biowäibau sech ganz positiv. Et gëtt an deem Beräich och nach Potenzial, a Wénzer, déi wëllen ëmstellen, mussen ennerstëtzt ginn. Et kann trotzdeem net all Wénzer op eng Bioproduktioun ëmstellen. Mä aus den Erfahrungen, déi d'Biowénzer mat hiren Aarbechtsmethode maachen, kann awer och de konventionelle Secteur léieren an eenzel Saachen iwwerhuelen.

En anere ganz offensichtlechen Ënnerschied an der Strategie gëtt et tëschent de Genossenschaftswénzer an de Privatwénzer. Ëmmer erëm kann een héieren a liesen, dass d'Privatwénzer manner Problemer hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen, wéi d'Genossenschaftswénzer. Bei deenen enge gëtt et och manner Problemer, en Nofolger am Betriber ze fannen, wéi bei deenen aneren. Dat bedeit net, dass de Modell vun enger Genossenschaft net méi zäitgeméiss wier. Et heescht awer, dass d'Genossenschaftswénzer eenzel Strategie mussen iwwerdenken an zum Deel aus den Erfahrung vum de Privatwénzer kënne léieren.

Vill Diskussiounen gëtt et do iwwert déi produzierte Quantitéit an em d'Präisgestaltung. Dat gemeinsamt Zil vun alle Wénzer ass et, sech u verännert Konsumgewunnechten unzupassen. De Pro-Kapp-Konsum vum Wäi läit mat ronn 50 Liter am Joer ëmmer nach zimlech héich. Allerdéngs geet den Undeel u Lëtzebuerg Wäisswäiner zréck.

Elo kéint ee mengen, dass de Bevëlgerungswuesstum dat géif ausgläichen. Mä esou einfach ass et net. Déi Leit, déi bäikommen, kennen eis Wäiner net. Fir dass si eis gutt Produkter kennen a schätze léieren, brauche mer eng professionell Vermaartung, déi dës Leit geziilt usprécht. Vu dass ëmmer erëm nei Leit op Lëtzebuerg kommen, ass dat e laangfristegen Effort, wou et net mat eenzelnen Äktiounen duergeet.

D'Privatwénzer, d'Genossenschaft an de Wäinhandel brauchen also eng gemeinsam Kommunikatiounsstrategie fir d'Vermaartung vun der Musel an de Lëtzebuerg Wäiner. An der Vergaangeneheet huet dat net ëmmer esou gutt geklappt an och haut sinn nach net all Differenzen iwwerwonnen. De Fonds de solidarité viticole hat jo emol eng Commission de promotion des vins et crémants du Luxembourg mat an d'Liewe geruff. Haut gëtt et se net méi. Mä en Deel vun der Aarbecht gëtt vum Fonds awer weidergefouert.

Des Weidere gesäit d'Agrargesetz vir, dass d'Wénzer bis zu 80% bei hirem Marketing ennerstëtzt ginn. Mä d'Viraussetzung heifir ass, dass eng gemeinsam Vermaartungsstrategie um Dësch läit.

An deem Kontext wéilt ech de Minister froen, wou mer mat der Marketingetüd iwwert d'Vermaartung vun de Lëtzebuerg Wäiner dru sinn, iwwert déi scho laang geschwat gëtt, well déi sollt jo d'Grundlag fir eng nei Strategie sinn.





Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, an der Vergaangenheet hunn d'Wënzer et duerch fäerdegbruecht, sech un nei Konsumgewunnechten unzepassen. E Beispill, dat ganz vill Succès hat, ass de Lëtzebuurger Crémant. Dee mécht haut ronn e Véirel vun der Gesamtproduktioun aus. De 25. Jubiläum war eng flott Geleeënheet, fir ze ënnersträchen, dass Innovatiounen sech mëttel- a laangfristeg lounen.

Mir hunn eis och ganz gutt ugepasst un de Phenomeen, dass manner Wäi gedronk gëtt am Alldag, generell awer méi op Qualitéit gekuckt gëtt. Déi ganz einfach Dëschwäiner sinn deemno manner gefrot.

**(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

Zënter Jore maache Wënzer mat Erfolleg Efforten, fir héich Qualitéit ze produzéieren. An de Schwéierpunkt läit net méi esou op der Quantitéit. Hate mer am Joer '99, 2000 nach eng Produktioun vun 184.000 Hektoliter, sou waren et der dëst Joer nach just 110.000. Dat ass net nëmme d'Resultat vun de Wiederkonditiounen, mä generell en Trend zu Lëtzebuerg, deen esou gewollt ass.

Gläichzäitig ass den Undeel u Spëtzwäiner gestigen. An déi kommen och iwwerall gutt un. Dat gesäit een net nëmme an de Medaillen, déi d'Lëtzebuurger Wäiner am Ausland kréien, mä och um Verkauf, deen an deem Segment ganz gutt leeft. Nach virun zwou Woche sinn am Institut viti-vinicole zu Réimech eis Lëtzebuurger Wäiner a Crémanten, déi eng Auszeichnung am Guide Hachette kritt hunn, virgestallt ginn.

Et gëtt awer och d'Argument, dass besonnesch Netlëtzebuurger, déi un eis lokal Produkter net gebonne sinn, d'Präisser vun eise Wäiner oft ze héich fannen an een hinne misst entgéintkommen. Dat kann een duerch maachen. Och wann d'Lëtzebuurger Wäiner generell eng gutt Qualitéit hunn, esou gëtt et jo awer Ennerscheeder an déi misse sech och am Präis erëmfannen. Et dierf awer kee Präisdumping bedriwwen ginn. Och déi niddreg Präissegementer müssen dem Wënzer e korrekte Revenu erméiglechen. Dese Problem héiert een oft bei de Genossenschaftswënzer, well de Präis, dee si fir hir Drauwe kréien, relativ niddreg ass an do duerch en Deel vun hinne finanziell Problemer huet, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Dat ass net am Sënn vun de Wënzer. Sou iwwerzeugt een och net eng nei Clientèle, dass de Lëtzebuurger Wäin eis héichwäerteg Produkt ass. Et ass konträrproduktiv, wa vill Efforten an d'Qualitéit vun eise Wäiner gestach ginn a se herno ënnert dem Wäert verkaaft ginn. Doriwwer eraus müssen d'Qualitéitsënnerscheeder fir e Laien un der Etikett erkennbar sinn. Mat der Aféierung vum AOP-System ass dat am Prinzip esou.

Et ass awer net kloer, wivill Leit do bausse wësen, wat déi Klasséierung no „côtes de...“, „coteaux de...“ an „lieu-dit“ bedeit. Et ass richtig, dass et bei enger Verännerung vun esou engem System ëmmer eng Zäit dauert, bis e sech etabliert huet. Eng intensiv unhalend Kommunikatioun spillt do eng wichteg Roll. Et geet jo drëm, de Konsument a sengem Choix ze orientéieren. Dofir muss en déi Orientierungshëllef och op den éischte Bléck kënnen verstoen, wann en am Supermarché virun engem Regal mat Honnerte vu Wäiner steet.

Doriwwer eraus bedeit d'Aféierung vun der AOP-Klasséierung eng Ëmstellung fir d'Wënzer, déi vläicht net ëmmer ganz einfach ass. Hir Aarbecht am Wéngert gëtt doduerch awer opgewäert. Och dat muss een do bausse méi bekannt maachen.

Eng gutt Geleeënheet heifir bidden déi vill Veranstaltungen, déi d'Wënzer organiséieren, fir hire Wäin ze presentéieren. Egal ob dat déi sëlliche Wäifester op der Musel sinn oder d'Fête des Vins et Crémants an der Stad, eng Gebuertsdaysfeier, eng Foire oder eng Wäiprouf beim Wënzer, op all dese Plaze gëtt et Lëtzebuurger an Netlëtzebuurger, déi gären e gudd Patt drénken, mä eis Wäiner net onbedéngt gutt kennen. Déi Geleeënheet muss een och an Zukunft schafen an nutzen. Et ass oft schwéier, d'Gewunnechte vu Leit aus verschidene Kulturen op een Nenner ze kréien. Mä wann et ee Beräich gëtt, wou de Virwëtz an d'Bereitschaft, eppes Neies auszuprobéieren, gross ass, dann ass dat beim lessen a beim Gedrénks.

Net zulescht gëtt et eng ganz positiv Relatioun tëschent dem Wäibau an dem Tourismus. D'Schönheet vun der Musellandschaft an déi gutt Wäiner si staark Argumenter, déi d'Touristen op Lëtzebuerg zéien. D'Regierung ass sech däreer bewusst. An d'Madamm Cloener huet schon e puermol betount, dass den Onotourismus eng Prioritéit ass. Ech wëll hei un dat rezent Meet-Luxembourg-Event erënneren, dat vun der Statssekretärin ufanks Septem-

ber organiséiert ginn ass. Dat war eng Initiativ, fir de Kongress-tourismus hei zu Lëtzebuerg ze féieren. An och do stoung en Ausfluch op d'Musel op der Agenda, ganz am Gedanken, fir och deenen zukünftege Konferenztouristen, déi op Lëtzebuerg kommen, während hirem Openthalt eis schéi Regioun op der Musel ze weisen.

An deem Kontext sinn ech frou, dass et endlech virugeet mat de Pläng, fir e Centre mosellan ze bauen, deen de Wäimusée zu Eenen ofléise soll. Mir schwätze schon zanter Laangem dovun, ouni dass dat ëmgesat gëtt. Déi Pläng sinn elo adaptéiert ginn. An ech hoffen, dass des Regierung et fäerdegbréngt, hei Neel mat Käpp ze maachen. E flotten, moderne Projet kéint zu engem zousätzlechen Attraktiounspunkt op der Musel ginn. Ech hoffen och, dass d'Efforten, fir d'Tourismusinitiativen am Oste besser ze bündelen a méi effikass ze maachen, sech am nächste Fënnefjoresplang fir den Tourismus erëmfanne wäerten.

Et wier einfach schued, déi Atouten, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, net ze notzen. Déi schéi Landschaften an déi pittoresk Wënzerdierfer mat hiren Traditionen a Fester zéien Touristen un. Dës Clientèle ass natierlech interesséiert u lokale Produkter, an de Wäin ass e ganz traditionelle Souvenir, deen ee vun enger Rees gäre fir sech selwer oder als Souvenir (veuillez lire: fir anerer) mathält. Wann deen da richtig schmaacht, ass dat eng exzellente Reklamme fir Lëtzebuerg a mir kommen domadder eisem Nation Branding och erëm e Stéck méi no.

Fir dass dat fonctionnéiert, müssen awer all Betrafften an engem Strang zéien. Hotelieren, Restaurateuren, d'Gemengen an de Stat müssen e gëeegent Ëmfeld schafen, fir dass de Wënzer mat senger Produkter eng Nisch ka féllen, vun där all Akteur profitéiere kann.

An domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Burton. Nächsten aegeschriwwene Riedner ass den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, no knapps dräi Joer, no dräi an engem hallwen, fénnert erëm eng Debatt iwwert de Wäibau hei an der Chamber statt. Och deemools hunn ech dat gesot, a wéi dat Tradition ass, wëll ech dat awer och hei nach eng Kéier soen: Dass de Code de déontologie och fir mech zoutrëfft; net onbedéngt, dass ech en Interessekonflikt hunn, mä eng ganz gross Verbonnenheet mat dem Wäibau hunn. Ech mengen, eng ginn net méi nach op meng familiär Geschicht an. Ech mengen, déi kennt Der, soudass ech direkt aginn op de Vif du sujet.

Virun dräianhallwe Joer hate mer déi Debatt. Deemools ass vun engem Majoritéitspolitiker vun der CSV, dem Här Weydert, och déi Orientierungsdebatt ugefrot ginn. Haut gëtt da vun der CSV-Oppositiounsdeputéiert Madamm Modert eng Interpellatioun ugefrot. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob mer elo no dräi Joer erëm missten eng Debatt féieren, ob sech dann elo vill um Terrain geännert huet säitdeem. Et sief vläicht, dass d'Säite gewisselt ginn, mä dat gëllt dann och natierlech fir mech: Während ech deemools an der Oppositioun geschwat hunn, schwätzen ech haut dann als Majoritéitsdeputéierten.

Mä ech mengen, wéi ech meng Ried dann nach eng Kéier nogelies hunn, kann ech awer behaupten, dass ech haut de gréissten Deel vun deem nach eng Kéier widderhuelen, wat ech och virun dräi an en hallwe Joer gesot hunn. An dat treëft och nach ëmmer eent zu eent zou. Ech wäert och nach eng Kéier deen een oder deen anere Punkt vun deemools méi staark ervirgräifen.

Ech mengen, Dir kënnt lech virstellen, dass ech nach eng Kéier de Biowäin ervirhiewe wäert, well et och dëst Joer eng Erkenntnis ginn huet, déi ech lech awer och wëllt matdeelen iwwer pilzresistenten Sorten. D'Madamm Modert hat dat ugeschwat. Ech kennen och déi Sorten. Ech mengen, dass et nach ëmmer eng Alternativ ass. Och do muss een differenzéieren, wéi et dann zu där Kränkt komm ass. Menger Usicht no kéinten déi pilzresistenten Sorten an Zukunft nach ëmmer eng Alternativ, insbesondere an den niddrege Präissegmenter, duerstellen.

Parallele kann een awer zéien zu där Debatt vu virun dräi Joer. Och do hu mer bei där Debatt op e ganz schlecht Wirtschaftsjoer 2012 zréckgekuckt, well och deemools gouf et eng ganz kleng Récolte am 2012er Wanter vu 85.000 Hektoliter, an haut, d'Zuel ass scho gesot ginn, 84.700, also praktesch identesch.

Och deemools konnte mer op eng gutt Qualität hiweisen. An och d'Recolte 2016 gesäit jo awer villversprechend aus, soudass mer vun engem ganz gudden Joergang kënnen ausgoen.

Dat weist awer och, wann d'Quantitéit och ofhëlt, dass d'Qualitéit net onbedéngt ofhëlt, mä dass mer eis mat anere Strategië müssen ausenansetzen, dass mer och eben d'Wirtschaftlechkeet vun de Betriber kënnen asetzen.

D'berechtigt Fro stellt sech natierlech, wat sech säitdeem geännert huet. Et huet sech op deem Punkt a sech geännert, dass d'Agrargesetz haut en vigueur ass. Deemools war et zwar och schon an Ausaarbechtung iwwert de PDR. Et sinn natierlech eng Rei Korrektur vum der neier Koalitioun mat erakomm, awer déi grouss Richtlinie waren och vu Bréssel schon emol eng Kéier virgi ginn, soudass sech do net vill geännert huet.

Et huet sech natierlech och beim Reglement iwwert den Helikopter eppes geännert. Do wäert ech och herno kuerz drop agoen.

D'AOP ass endlech op d'Bee gestallt ginn, déi ass elo en vigueur. Et ass awer vläicht nach e bësse fréi, fir do schon e Bilan kënnen ze zéien. Wichtig ass jiddefalls, dass d'Qualitéit an de Vierdergrond gestallt gouf.

An dann, et ass och scho vu menge Virriedner a Virriednerin gesot ginn, dass d'Promotioun vun de Produkter natierlech ganz wichtig ass. Mä do muss een awer och erëm differenzéieren. An ech wëll et emol eng Kéier iwwerspëtzt soen: Wann een dräi Wënzer freet, wéi d'Promotioun soll ausgesinn, da kann ee liicht higehele ginn an dann op eemol véier Äntwerte kréien. Ech mengen, et ass e Marché, deen net esou evident ass, an ech kommen herno och drop zréck, firwat dat dann esou ass.

Dann huet d'Madamm Modert dräi Punkten nach zousätzlech derbäiginn, wéi d'ekonomesch Situatioun am Allgemengen. Ech wëll och do e puer Punkte soen, an och zur Zukunft vum Wäibau.

Iwwert déi administrativ Prozeduren, do kann een ëmmer erëm driwwer diskutéieren, ob se méi oder manner gi sinn. Ech wollt do a sech näischt groussaarteg derbäifügen.

Ech wëll awer d'Situatioun vum Wäibau oder am Biowäibau méi speziell dann ervirsträchen.

Här President, léif Kolleegen, ech wëll dann am Ufank éischter déi ekonomesch Situatioun eng Kéier beliichten, esou wéi ech et e bësse gesinn, awer och vill anerer. Et ass ganz kloer, an dat ass och wichtig, bei der ekonomesch Situation ass d'Ausrichtung ganz kloer - ech mengen, do si mer eis och hei eens bei der Ausrichtung -, dass d'Qualitéit dee Kritär an der Zukunft muss sinn, dass Qualitéit statt Quantitéit virsteet - Klasse statt Masse - an dass dat och an där AOP sech widderspigelt.

D'Notoriétéit vum Lëtzebuurger Wäin, vum Crémant huet am Ausland ganz groussen Uklank mëttlerweil fonnt - dat ass och gutt esou, ech mengen, et ass virdrun och e Beispill scho genannt ginn -, insbesondere awer och duerch Vorzeigeprodukter oder Campagnen oder Wënzer, déi scho laang virdrun an déi Richtung gaange si vun der Qualitéit. Ech huelen d'Betriber, déi am „Domaine et Tradition“ zesummegegesselt sinn, déi scho virun 20 Joer eng Hektarlimitatioun propagéiert hunn, fir a sech d'Qualitéit méi an de Vierdergrond ze stellen. Ech géif awer och gären déi Charta-Wäiner ervirsträchen, déi ebe mat där Notoriétéit do bausse ganz gutt ukommen.

De Crémant ass och schon eng Kéier genannt ginn. De Crémant, mengen ech, ass eng Success Story, déi et dozou bruecht huet, dass mer de Champes duerch he am Land verdrängt hunn. An e fénnert och ganz gudden Uklank bei der auslännescher Clientèle.

A wat ganz wichtig ass, dat ass, dass de Méiwäert fir de Wënzer ebe vill méi héich ass, well en och en exzellente Präis-Leeschtungs-Verhältnis duerstellt an dann och ebe méi vun der wirtschaftlecher Situatioun bei him doheim am Betrib iwwreg bleift.

Mir müssen awer oppassen, dass mer d'Qualitéit vun deem Produkt och weiderhin héich halen an dass mer net ufänken, mat deem Produkt, wéi mer et deels mat anere Produkter schon emol gemaach hunn, eng Braderie ze maachen an d'Präisser no ënnen ze dréien. Mir müssen d'Notoriétéit vun deem Crémant héichhalen. An dofir muss mer och kucken, dass déi Präisser och an engem gewëssenen Niveau gehale ginn.

Wann ech d'ekonomesch Situatioun da méi genau analyséieren, ass et jo net onbedéngt vum Lëtzebuurger Produkt aus, wou dee grouss Problem ass, well en elo éiere sollt schlecht sinn! Mä et ass einfach, dass d'Konkurrenz - an dat ass scho gesot gi virdrun - aus dem noen Ausland an och vu méi wäit einfach do ass an dass mer eben an engem Segment mussen Konkurrenz maachen, wou et net ganz einfach ass ze bestoen.

An dat ass eben am Präisegment vun der ënneschter Kategorie, also net vun der ënneschter

Kategorie an der Qualitéit, mä einfach, wann ee seet, mir hunn déi Dëschwäiner wéi de Rivaner an den Elbling oder déi méi héichwäerteg ugesi Wäiner, d'Burgunder-Sorten an de Riesling; dann hu mer natierlech éischter den Drock nach ëmmer op der Rivaner-Säit.

An ech wëll d'Zuelen net all nennen, ech wëll awer just eng Zuel nennen, dat spigelt dann och d'Problematik e bëssen erëm, dat ass, dass ee Véirel vum Lëtzebuurger Areal nach ëmmer mat Rivaner-Drauwen ugeplanzt gëtt. An da kënnt nach derbäi, dass déi Produkter haapt-sächlech am Ausland verdréiwwe ginn, am Export, an dann natierlech am Ausland mat enger ganz anerer Konkurrenz müssen do eens ginn. Dat heescht, de Präisdrock ass do enorm héich.

An op der zweeter Plaz ass natierlech och net nëmme den Drock vum auslännesche Wäin, mä d'Plus-value, déi mer mat deem Wäi maachen, ass natierlech net esou héich, wéi mer dat mat anere Wäiner maachen. An dofir bleift am Endeffekt net vill iwwreg. A wann een da kuckt, wien an deem Wäinsegment ënnerwee ass, sprécht gréisstendeels d'Genossenschaftswënzer, sprécht d'Vinsmoselle, sou kann ee sech virstellen, dass de wirtschaftlechen Drock natierlech vill méi grouss do ass, ouni dass ech elo hei genau Zuele vun der Genossenschaftskellerei hunn. Mä aus der Logik vun dem Produkt an der Konkurrenz ass et kloer, dass d'Problemer méi grouss ginn.

Wat de Privatwënzer ugeet, jo, ma deen huet éischter eng ganz aner Palett vu Wäiner gréisstendeels. En huet Burgunder-Sorten, de Riesling. An zweetens ass en net esou präsent am Ausland. En huet nach d'Chance, dass en de gréissten Deel hei a Lëtzebuerg kann ofsetzen an doduerch deen Drock net esou grouss ass.

An en drëtte Partner op der Musel, ass och scho virdrun gesot ginn, ass de Wäinhandel - dee spillt erëm an enger anerer Liga. Deen huet och d'Méiglechkeet, och mat importéiertem auslännesche Wäin oder Moscht hei Plusvaluen ze schafen, wat mer jo och an anere Wirtschaftszweiger maachen. Dat heescht, mir huelen auslännesche Wäin a maache Vins mousseux an e gëtt weiderveredelt a weiderverkaaft. Dat heescht, de Wäinhandel huet méi eng Flexibilitéit, soudass et fir deen och erëm anescht ass.

Dat heescht, wann een d'wirtschaftlech Situatioun vun der Musel analyséiert a vun deenen eenzelne Partner, esou muss een déi awer och ënnerschiddlech analyséieren an ënnerschiddlech beroden. Dat heescht, mir kënnen net alles iwwer ee Kamp hei zéien. Dofir sinn och konsequenterwee, wann d'Analyse richtig gemaach ginn, Secteur fir Secteur och aner Ufuerderunge gestallt, an de Strukturwandel muss da konsequenterwee och duerchgefouert ginn. Dat ka wéi doen. Et muss awer och endlech eng Kéier Faarf bekannt ginn, fir dass mer aus deem Dilemma do erauskommen!

Well dat ass déiselwecht Ried, déi mer virun dräi an engem hallwe Joer gehalen hunn! An ech ka mech erënneren un déi éischt Joren, wéi ech hei an der Chamber war a wéi mer iwwert déi dote Saach diskutéiert hunn: Och deemools hunn ech déiselwecht Aussoe gemaach. Dat heescht, mir sinn an deem Punkt - an dofir war meng Ufankskritik, dass mer all dräi Joer erëm eng nei Debatt maachen - net wierklech weiderkomm a mir dréien e bëssen an där selwechter Diskussiounsfro ronderëm.

An dofir ass et och, wat d'Promotioun ubelaangt, relativ komplizéiert, wéi déi da gestalt soll ginn, well ënnerschiddlech Erwaardunge vum Secteur op esou eng Promotioun ausgeriicht ginn. An dat mécht et natierlech net esou evident. Mä et ass wouer, an dat kann ech nëmme erënneren: Et gëtt Zäit, dass déi Etüd elo op den Dësch kënnt, dass gekuckt gëtt, wat se dann elo effektiv erausfonnt huet, an dass da gekuckt gëtt, awer selektiv no ënnerschiddleche Secteuren, fir dann déi néideg Promotioun hei am Inland - an dat ass och scho gesot ginn, dass d'Potenzial hei am Land ganz grouss ass -, awer och fir den Export ze maachen, fir d'Notoriétéit do bausse méi bekannt ze maachen.

Meng Virriednerin huet dat scho gesot mam Nation Branding. Ech mengen, a Wirtschaftsmissiounen a wann een am Ausland iergendwou ënnerwee ass, mierkt een dat, déi maachen datselwecht. Firwat solle mir dann net och op deem Punkt méi verstärkt dat maachen? Wann et deem enge Secteur da besser hëllef, firwat net? Mä eppes bleift awer och kloer: Déi Moyenen, déi mer de Moment asetzen, déi müssen dann awer entsprechend ugepasst ginn, fir dann awer och cibléiert an och





richteg kënnen do déi Déngen ze maachen.

Da kommen ech eben zu deem Punkt, op deem ech extrem nach wollt zréckkommen, dat ass de Biowäibau. Ech mengen, d'Potenzial ass grouss hei am Land beim Konsument, mä beim Produzent ass en nach net ukomm. Ech mengen, mir hunn 3% vun der Fläch, déi e biologesche Wäin ubauen, awer de Konsument verlaangt haut schonn 10%. Dat heescht, do ass nach munches ze maachen.

Biologesche Wäibau kann och d'Zukunft sinn. An d'Landwirtschaft wäert sech missen upassen. Dat ass zu Marrakesch op der Klimakonferenz gesot ginn, dat steet an enger Rifkin-Etüd, dass de biologesche Landbau d'Zukunft ass, well en eben net déi Nodeeler mat sech bréngt wéi dee konventionellen, wat d'Ëmwelt an och d'Nohaltegkeet ubelaangt. Mä ech mengen, dass och d'Agrargesetz déi éischt Pisten opweist. Mir brauchen awer do kloer Messagen a Strategien, Zil- an Hëllefstellungen. Dofir mengen ech, dass en offensive biologeschen Aktionsplang feelt. Dee muss opgeluecht ginn an nach e bësse méi staark no vir bruecht ginn.

Ech wëll dräi Punkten zum Schluss nach eng Kéier soen: ganz offensiv Ënnerscheeder maachen tëschent dem biologeschen an dem konventionelle Wäibau, ouni dee konventionelle wëlle schlechtzemaachen. Mä ech wëll einfach emol d'Virdeeler nach eng Kéier vum biologesche Wäibau - och an deem schlechte Joer, dat mer d'ëst Joer haten - ervirbréngen.

Potenzial, wéi gesot, ass do. D'Wäertschöpfung beim Betrib ass méi grouss. D'Aarbechtsplaz si méi héich qualifizéiert. Mir mussen do eben och am Onotourismus eppes maachen. Ëmweltbildung an Onotourismus, dat geet Hand an Hand an ass e grouse Virdeel. Dat ass deem éischte Grond.

Deen zweeten ass d'biologesche Villfalt, déi mer an d'Wéngerten erabuecht hunn iwwer de biologesche Wäibau. Viru 15 Joer si mer do deels nach belächelt ginn. Haut kënt dat no an och och de konventionellen eran. An dat ass e wichtegt Element, well et duerch eng besser Buedemanalysis fir sech schwätzt.

An dann dat Drëtt, dat ass - hei ass vläicht eng grouse Differenz zu menger Virriednerin oder der Interpellantin, der Madamm Modert - iwwer d'Helikopterspréitungen. Ech mengen, d'ëst Joer huet sech jo erausgeschiet, dass et net esou einfach war, dass awer och déi konventionell, systemesch wirkend Planzeschutzmittel, déi chemesch-synthetesch hiergestallte Produkter net där Krankheet bäikomm sinn, aus ënnerschiddleche Grënn, wat ech och hei wëllt soen. D'Helikopterspréitungen hat d'ëst Joer och hir Limitten - an ech gesinn do en Ënnerschied zu deem, wat d'Madamm Modert gesot huet -, well se net, an dat ass meng Meinung, richteg agesat gouf.

Ech komme gläich zum Schluss, ech wëll just dat awer nach ganz kloer hei soen.

Am Contraire zum Helikopter mécht de biologesche Wäibau eng aner Behandlung, nämmlech méi schnell, mat méi Waasser, méi kuerzen Intervallen a manner héich konzentréierten Dosen. An dat war de Virdeel vun deem Joer, well mir hu manner -an eise eegene Betrib - Verloschter wéi vill konventionell Betriber. Well den Helikopter d'ëst Joer falsch, och deels net gutt agesat gouf, ze laang Waasser, ze laang Intervallen an ze vill eng héich Konzentratioun, déi am Endeffekt net dat Néidegt dem Betrib bruecht hunn.

► **Mme Octavie Modert (CSV), interpellatrice.** - Dat ass awer net iwwerall de Fall.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Fazit bleift fir mech ganz kloer, dass dem biologesche Wäibau d'Zukunft gehéiert. En huet extrem... insbesondere mat engem Wäin, deem ee mat Ëmweltbildung a villem ka kombinéieren. E wäert an Zukunft nach weider misse wuessen. An e bréngt dem Client, dem Produzent déi néidegt Satisfaktioun, wann en e Patt drénkt.

Dofir soen ech lech Merci.

**(Interruption)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo?

► **Mme Octavie Modert (CSV), interpellatrice.** - Däerf ech dem Här Kox eng Fro stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Selbstverständlech! Ech mengen, den Här Kox misst ganz flexibel sinn, well mir och flexibel mat him waren. Et ass un lech.

► **Mme Octavie Modert (CSV), interpellatrice.** - Merci. Ech wollt hie just froen - an et ass gutt, dat et an hirem Betrib d'ëst Joer gutt erlaanschtgaangen ass -: Hutt Dir Kenntniser dovunner, wéi et an anere Biobetriber ass, ob déi

och esou gutt do erauskomm sinn? Well bei de konventionellen ass et jo och esou, bei den integreierten: Déi eng hu keen oder wéineg Schued dovunnergedroen - ech mengen, jiddwereen huet e bësse Schued dovunnergedroe gehat, egal wéi, ob bio oder net - an anerer hunn es ganz vill gehat. Merci.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, ech hu Kenntniser, dat kann ee soen: Esou wéi bei de konventionelle sinn och bei verschiddene biologesche Betriber deels op Parzellen Totalausfall. Nämmlech och do, well deem Intervall net richteg aegohale gouf. Ech mengen, mir si jo zesummen an engem Gruppement, wat d'Berodung ubelaangt, an dat ass e wichtegt Element vum Agrargesetz, dass d'Berodung nach vill méi cibléiert, nach méi no bei de Leit um Terrain muss geschéien, souwuel fir déi konventionell wéi och fir déi biologesch Betriber.

Well d'Feeler sinn oft, well se zwee, dräi Deeg ze spéit intervenéiert sinn. An d'ëst Joer war dat eben d'Katastroph. Derbäi ass komm - do ginn ech lech recht -, dass och d'Wiedersituatioun, fir mat engem Trakter an de Wéngert eranzefueren, net gutt war. Mä dann ass et esou e Joergang, da muss een de Schlauch an d'Hand huelen an da muss ee seng Behandlung am Wéngert maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci gesot. Dann huet den Här Roy Reding d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kollegen, ech wollt d'Octavie Modert berouegen: Ech fannen net, dat et e Conflict d'intérêts huet. Am Konträr, et ass kee Feeler, wann een hei uewe steet an et schwätzt een iwwer eppes, wat ee kennt.

**(Interruption par Mme Octavie Modert)**

An ech muss ganz éierlech soen - et ass net, fir Blummen ze streeën -, et huet seelen e Riedner vun enger anerer Partei mer esou aus dem Häerz geschwat wéi Dir, Madamm Modert!

**(Exclamations)**

Ech mengen, mir hunn hei zwee grouse Themebléck, déi mer ugeschnidden hunn: Dat eent sinn d'Ramebedéngunge vun eise Wäibau an dat anert sinn d'Veermaartungschancen. An iwwer d'Ramebedéngungen huet d'Octavie Modert hei Saache gesot, déi ganz, ganz richteg sinn, déi ech och am Alldag ëmmer erëm gesot kréie vu Concernéierten, net nëmmen aus der Wäiwirtschaft, och aus der Landwirtschaft an iwwerhaapt aus Betriber.

Wat hei gemaach ginn ass mat deem Gesetz, wat des Regierung op de Wee bruecht huet: Et sinn nei Regeln, méi komplizéiert Regeln, méi aléatoire Regeln agefouert ginn, an dat fir esou e klengen an iwwerbléckbare Marché wéi de Wäibau! D'Octavie Modert huet gesot: „Passt op, dat mer eng Proportionalitéit behalen tëschent de Kontrollen.“ A si huet zitéiert: „Maacht kee Kontrollstat aus eise Land!“ An dat ass effektiv e Problem, deem ech hu mam Agrargesetz. Dat hu mer och deemools hei diskutéiert. Wann ee seet, an engem Bauerebetrib oder an engem Wénzerbetrib kënnen Dosende vu verschiddene Stellen Dag an Nuecht - d'Police judiciaire - Kontrollen duerchféieren, dat ass net normal!

Genausou wéineg ass et normal, wann hei Fäll zitéiert gi vu Leit, déi zwee Joer op eng Autorisatioun waarden. Dat ass net normal am Wäibau, dat ass awer och net normal um Bau, dat ass och net normal, wann et zum Beispill em eng Residenz (veuillez lire: eng Openthaltsgeneemegung) geet, déi en Ausländer fret. Dat ass einfach net normal! Mir kënnen al Konzepter vun Nation Branding vergiessen, wa mer déi dote Saachen net an de Grëff kréien an net endlech déi administrativ Hürden ofbauen!

An dann ass nach eppes gesot ginn, wat mer gutt gefall huet, dat ass: de Grünschnitt endlech als Offall ze entlasséieren. Mir hunn dat onsäaglech Gesetz vum 21. März 2012, wou mer aus all Objet, deem abandonnéiert ginn ass, Offall maachen. Souguer d'Kleeder, déi gesammelt ginn a Containeren, sinn Offall! Fir déi Containeren opzestellen, brauch ech eng Geneemegung! Fir déi Containeren eidel ze maachen an deem „Offall“ ze transportéieren, brauch ech eng Geneemegung. Fir déi al Kleeder ze stockéieren, brauch ech eng Geneemegung. Dat sinn dach administrativ Hürden, déi si mer net néidegt!

Et huet och näischt mat EU-Recht ze dinn. An Däitschland zum Beispill ass Al-Kleeder-Sammlung eng einfach Deklaratioun. Entschëllegt mer dee klengen Exkurs an eng aner Welt wéi déi vum Wäin! Mä et ass mer agefall, wéi d'Octavie Modert gesot huet: „Wat fällt hinnen nach an, fir eis ze kujenéieren?“

An dat ass genau dat Gefill, wat net nëmmen am Wäibau, mä a ganz ville Beräicher am Land virherrscht.

Loscht op e Betrib, „Trau Dech!“, Een-Euro-Gesellschaft: Do ass wierklech d'Loscht op null gefall! Firwat sollt och nach e jonke Mënsch Loscht hunn, mat all deene Gesetzer, déi produzéiert ginn, mat ëmmer méi strofrectleche Bestëmmungen? Wa mer Gesetzer hei um Instanzewege hunn, wéi dat net Faillitgesetz, wou ee kann ugesicht ginn als Gérant oder als Administrateur vum Procureur, well ee Feeler gemaach huet an der Gestiou, eng Faute de gestion, soe mer och nach, et wier e grave Feeler! Wou komme mer hin, wa mer sans faute responsabel si fir d'TVA? Ech hunn elo matkritt, datt en Amendementsbrëif gemaach ginn ass, wou elo gesot ginn ass: „schuldhaft Verletzung!“ Mä wéini ass een net schuldhaft, wann ee Gelder, déi een encaisséiert, net virgëtt?

Et sinn alles Mesuren, déi net do sinn, fir Leit ze encouragéieren, fir aktiv ze ginn am Commerce, an der Landwirtschaft oder eben, wat mer haut diskutéieren, am Wäibau.

Et ass gesot gi vum Octavie Modert, ganz richteg, datt de Konsum vu Wäi ganz dramatesch gefall ass. Mä zum Deel ass dat jo och eng hausgemaache Kris. D'Horesca ass jo awer net midd ginn, drop hinzeweisen, a wéi enge schwierigen Dicher datt se stécht mat der Augmentatioun vun der TVA, mam Fëmmverbuert. Och d'Alkoholskontrolle sinn ernimmt gi vum Här Graas. Och dat ass richteg. Mä ech mengen, déi Haaptargumenter sinn awer d'Gemittlechkeet vun Beieneesetzen, wat einfach net méi ginn ass. An dat ass ganz bestëmmt ee vun de grouse Feeler, déi mer hei maachen.

Wat d'Veermaartung ugeet, ech mengen, do huet den Här Kox - och hie kennt eppes vun deem, wouvun datt e schwätzt - magistral d'Exportgegebenheete vun Wäin erkläert. Jo, et ass wouer, ganz grouse Quantitéite vun net grad allerbestemtem Wäi mussen exportéiert ginn. Do geroden d'Präisser ënner Drock.

An deem zweete Problem ass, datt mer vun deenen exzellente Wäiner, datt mer vun deene ganz einfach ongenügend Quantitéite produzéieren! Ech hu profitéiert, wéi ech mat Luxembourg fir Finance mam Här Gramagna a China war, fir vu mengem Liiblingswénzer e puer Fläsche Riesling matzehuelen. A mir hunn do Restaurateure getraff, déi ware begeeschtert. Déi ware begeeschtert! Déi hunn net gefrot: Wat kascht en? An och dat ass richtig: D'Präisser kéinte roueg eropgoen op absolute Qualitéitswäiner. Si hu gefrot: Wivill 40-Fouss-Container kënt Der pro Woch liwweren?

**(Brouhaha)**

An dat sinn 18.000 Fläsche an esou engem 40-Fouss-Container. An dat ass ganz genau, wou mer dann un eis Grenze stousen.

Wat awer richteg ass, ass d'Veermaartung an engem Haus fir Wäin. Ech fannen, déi Iddi ass super. Et muss een allerdéngs soen, datt am Luxembourg House jo och haut scho verschidde Wäiner presentéiert ginn a verkaaft ginn, mä do kann ee vill méi wäit goen. Well effektiv ass de Wäin nieft ganz wéinegen anere Produkter - vläicht eise guddé Béier, verschidde Mëllech- a Fleischprodukter, eis Wëllschwäinszoossiss -, mä et ass ee vun deene raren absolutt eenheemesche Qualitéitsprodukter. An duerfir fannen ech dat ganz richteg, eng Maison du vin ze maachen am Zentrum, fir dee Wäin dann och den Ausländer méi no ze bréngen. En huet dat verdéngt. En huet dat verdéngt! An dat kéint eng Maison des produits du terroir sinn, mä natierlech wier de Wäin do den Haaptprodukt.

An en anere ganz interessanten Usaz an der Motioun vun der CSV fannen ech, fir och an aneren Haaptstied esou Punkten opzemaachen, esou Haiser opzemaachen. Bréssel ass genannt ginn an der Motioun selwer. Mä firwat net och eng aner Haaptstad, wou ganz vill Wäikerer liewen, zum Beispill London? England ass contrairement zu deem, wat een heiansdo kéint mengen, en exzellente Ofsazmaart fir qualitativ héichwäerteg auslännesch Wäiner.

An elo wëll ech net ophalen, ouni ze soen: Kommt, mir maachen och allegueren eppes derfir! Et ass jo schéin, hei an der Chamber ëmmer ze soen, wéi mer de Secteur wëllen ënnerstëtzen. Den 2., 3. a 4. Dezember ass d'Fête vun Wäin a Crémant am Tramschapp. An ech hoffen, der ganz vill vun lech ze gesinn, net zulescht och, well de Wahlkampf fir d'Kommunalwahlen jo elo lancéiert ass.

Ech soen lech Merci.

**(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn dovun aus, dass deem nächste Riedner den Här Gilles Baum ass.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn de Mëtten eng ganz Rei ganz engagéiert a ganz kom-

petent Rieden héieren. Mä ech mengen, et gëtt awer och elo emol Zäit, dass de Konsument hei zu Wuert kënt.

► **Une voix.** - Aah!

**(Hilarité)**

► **M. Gilles Baum (DP).** - Fir mech ass de Wäibau net nëmmen e ganz wichtegen ekonomesche Pilier vun eiser Économie, mä och kulturell huet en eng Bedéitung fir eist Land. E guddé Lëtzeburger Pättchen, dee gehéiert zu eiser Kichen, dee gehéiert zu eise Fester. Jo, et ass fir mech en Deel vun eiser Lëtzeburger Kultur!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Och wann ech als Deputéierten aus dem Ostbezirk net vun der Musel sinn, interesséieren ech mech awer ganz staark fir dee flotten an och wichtige Beruff, net nëmmen wéinst dem Aspekt vum Wäin, mä awer och aus dem Aspekt vum der Landschaftsfleeg.

An am Kader vun der Virbereedung vun deser Interpellatioun hat ech d'Chance an d'Freed, fir mat menge Kollegeen, dem Lex Delles an dem Gusty Graas, déi verschidden Akteuren ze begéien, dat heescht: den Institut viti-vinicole, d'Vinsmoselle an och d'Verrieder vun de Privatwénzer. An ech géif vun deser Plaz aus der Madamm Octavie Modert Merci soen, dass mer d'Geleeenheet kréien, fir hei am Kader vun deser Interpellatioun Positionen ze bezéien zum Lëtzeburger Wäin.

„Méi Qualitéit wéi Quantitéit“, dat kléngt scho bal wéi de Fazit vun der desjäreger Récolte. Mä et ass am Fong méi: Et ass de Schlëssel zum Erfolg fir de Lëtzeburger Wäin an d'Konditioun, fir dass een och an Zukunft an deem Secteur ka qualitativ héichwäerteg Wäin a Crémant herstellen.

2016 war sécherlech keen einfacht Joer - d'Virriedner hunn et gesot - fir eis 324 Wénzerbetriber, dovunner ronn 150 haaptberufflech Wénzer, déi déi 1.300 ha op eiser Musel bewirtschaften. Déi zwee Problemer, mat deene se d'ëst Joer ze kämpfen haten, et ass schonn ugeklongen, dat war de spéide Frascht am Fréijoer an de Peronospora-Pilz am Juli. D'Récolte 2016, déi läit mat 84.700 hl bei ronn 70% vun enger duerchschnëttlecher Récolte. Mä dee besonnesch héijen Oechslewaert ass dach awer d'Viraussetzung, dass mer och an deser Récolte e ganz guddé Lëtzeburger Wäi kréien.

Wat déi wirtschaftlech Situatioun ugeet, sou ass et esou, dass d'Genossenschaften an d'Privatwénzer net onbedéngt ëmmer déiselwech Ziler hunn a si gesinn d'Erausforderung vun Lëtzeburger Wäibau e bëssen anescht. Wichtig ass et awer, dass se alle béid sech staark maachen, fir eis Musel a fir eis Produkte beschtméiglech ze vermaarten an d'Regioun dobause beschtméiglech bekannt ze maachen.

95% vum Wäin, deem exportéiert gëtt, dee kennt dann och vun der Vinsmoselle. An des Zuel ënnersträicht, dass d'Genossenschaft an d'Privatwénzer verschidden Iddien hunn, och wat d'Promotioun ugeet. D'Vinsmoselle ass also zu engem groussen Deel op den Export ugewisen, an am Ausland ass de Präis oft méi wichteg wéi d'Qualitéit.

D'ëst ass natierlech a Kontradiktioun mat där Philosophie, déi mer op der Musel hunn, wou mer d'Zukunft vun der Produktioun am qualitativ héichwäerteg Wäi gesinn. D'Vinsmoselle exportéiert ganz vill Wäin an d'Belsch a besonnesch an d'Grande-surfaces. An des diktéieren de Präis. Well d'Demande an de leschte Joren awer esou staark erofgaangen ass, dréckt dat sech natierlech och am Präis aus. An à long terme kann dat net riicht ausgoen, wa mer eis Wäiner bradéieren. D'ëst ass net gutt fir d'Rentabilitéit. Mä et ass och net gutt fir d'Renommee vun eise Wäi vum eiser Musel, deem awer sollt d'Reputatioun hu vun engem Qualitéitsprodukt. An e Qualitéitsprodukt huet nun emol säi Präis.

D'Zukunft vum Wäibau ass gesécher, wa mer weiderhin héich qualitativ Produkter herstellen, sief dat de Wäin oder de Crémant. Well d'Produktiounskäschte mat Sécherheet net wäerten erofgoen, wann ee wëllt Qualitéit produzéieren, ass de Präis natierlech dann och de Präis vun engem Qualitéitsprodukt an net vun engem Masseprodukt. Wann ee kuckt, wat eng Fläsch, d'Etikettéierung an de Stopp kaschten, da fret ee sech, firwat am Supermarché heiansdo Wäi steet, dee knapps méi deier ass wéi eng Fläsch Waasser. Géint déi Konkurrenz kënnen mer eis net wieren. Mä mir mussen awer de Konsument drop hiweisen, dass e Wénzer muss e faire Präis kréie fir säi Wäin, fir seng Aarbecht an dass ee fir e puer Euro méi hei zu Lëtzeburg e richteg guddé Wäin ze kafe krëtt.

D'Zil vun der Politik muss et natierlech och sinn, déi Fläch vun de Wéngerten, déi mer am Moment hunn, 1.300 ha, ze behalen. Dass



## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

#### Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,  
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

heiansdo e puer Grenzflächen ouni héich Qualitéit net méi ze bewirtschaften sinn, dat kann ee verkaaft, mä et ass eng Selbstverständlechkeet, dass déi gutt Lagen och a Zukunft fir eis gutt Wäiner bäibehale mussen ginn.

A puncto Strategie a Marketing stellt ee fest, an et ass gesot ginn, dass de Konsum an de leschte Joren a Jorzéngte ganz staark erogaangen ass. A fir méi Wäiner ze verkafen, denken ech, gëtt et zwou Schinnen, déi ee muss verfollegen: Éischtens muss een nei Mäert fannen an déi och ausbauen. Ech denken un Däitschland, déi baltesch Länner, China an den asiatesche Raum a Skandinavien. Besonnesch an Däitschland, ass eis zougedroe ginn, wär nach Potenzial do. Déi Däitsch si bereet, fir e gudden Wäisswäin och e gudden Präis auszeginn, wou et an anere Länner eng Hemmschwellig gëtt. Besonnesch ass bei deenen Däitsche wichteg, dass d'Etikett op Franséisch ass. Dat kënnt bei eisen däitschen Nopere ganz gutt un.

Nei Clienten ze fannen, dat ass awer och besonnesch bei eisen auslännesche Matbierger wichteg. Vill Matbierger wëssen net, dass mer Wäin produzéieren an dass dee Wäin richteg gutt ass. De Crémant, dee kennen eis auslännesch Matbierger besser wéi eise Wäin. Do bauen d'Ausländer éischer nach op dee rouden oder dee wäisse Wäin, dee se aus hirer Heemecht kennen. Si gräifen net op de Lëtzebuenger Wäin zréck, well se de Lëtzebuenger Wäin eben net kennen. Eis Matbierger aus Südeuropa, déi drénken ëmmer méi oft Crémant beim Apéro, beim lessen hu se awer nach ëmmer am Léifsten dee roud Wäin vum doheim. An do gëllt et, an Zukunft unzesetzen, dass des Leit, déi gären e Pättche beim lessen drénken, och emol méi oft zu enger Fläsch Lëtzebuenger Wäin solle gräifen.

Et muss een och soen, dass et an der Vermarktung vun eiser Musel jorzéngtelaang keng Strategie gouf. Firwat? Ma well de Wäin, dee produzéiert gouf, och alleguer verkaaft ginn ass. Haut huet sech d'Situatioun geännert. An de Supermarché si méi Konkurrenten aus aller Häre Länner derbäikomm, déi hire Produit zu engem Präis ubidden, wou eis Wäiner einfach net mathale kënnen.

An ech hu mer och soe gelooss, dass déi trei Clientèle ëmmer méi all gëtt an dass déi jonk Clienten ëmmer méi zécken, fir sech ze bannen, oder gären e bësse bei deem enge Wënzer an e bësse bei deem anere Wënzer kafen, ouni sech awer festzeleeën op eng Wäinzort.

Déi Etüd, déi vum Ministère an Optrag gi ginn ass, léisst op sech waarden. Et gi vill Zuele gesammelt an déi mussen ausgewäert ginn. Et geet ëm den Export, den Import, et geet ëm d'Produktioun. An et ass gutt, dass d'Wënzer mat an des Etüd agebonne gi sinn. Eis Wënzer waarden elo seensücht op d'Resultat vun deser Etüd, well si gären wëlle wëssen, wéi et weidergeet a wat d'Strategie vun der Regierung ass fir de Lëtzebuenger Wäibau a besonnesch, wéi et mat der Vermarktung an hirem Secteur soll weidergoen.

Här President, ech géif mer erlaben, eng Motioun ze hannerleeën, op déi mer da waarten herno am Kader vum Débat zréckkommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

#### Motion 2

La Chambre des Députés,

- soulignant l'importance de la viticulture pour notre pays, tant au niveau économique, touristique et culturel,

- saluant les énormes progrès en matière de qualité des vins et crémants luxembourgeois des dernières années,

- sachant qu'une étude sur le secteur viti-vinicole luxembourgeois a été commandée par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,

- estimant que le secteur viti-vinicole attend avec impatience le résultat de ladite étude,

- constatant que le secteur viti-vinicole est confronté de plus en plus à la concurrence étrangère à bas prix,

- constatant que le secteur viti-vinicole traverse une période difficile demandant ainsi une constante adaptation,

- sachant que des nouvelles opportunités se créent grâce aux nouveaux marchés qui sont en train de se développer tant sur le plan national que sur le plan international,

invite le Gouvernement

- à finaliser et à présenter dans les meilleurs délais les résultats de l'étude sur le secteur viti-vinicole,

- à tirer les conclusions de cette étude et à fixer les priorités pour l'avenir du secteur viti-vinicole,

- à définir une stratégie de marketing tenant compte des défis multiples auxquels est confronté le secteur viti-vinicole,

- à mettre à disposition les moyens nécessaires pour promouvoir efficacement le secteur viti-vinicole tout en considérant les spécificités des différents producteurs.

(s.) Gilles Baum, Tess Burton, Henri Kox, Octavie Modert.

► **M. Gilles Baum (DP).** - De Budget vun der Promotioun ass erogaangen. Et wëllt ee waarden, wat d'Resultat an d'Konklusioun vun deser Etüd sinn, fir ze kucken, wéi a wat an Zukunft wéi soll promovéiert ginn. An da muss awer erëm méi Geld an d'Promotioun fléissen, do, wou et eben néideg ass.

D'DP ass der Meenung, dass d'Vinsmoselle, déi ëmmerhi 50% vun hirem Wäin exportéiert, eng aner Publicitéit an eng aner Promotioun brauch wéi d'Privatwënzer, deenen hir Clienten zum allergréissten Deel hei am Land sinn. Dofir wär et gutt, wann d'Promotioun géif an dräi opgedeelt ginn: een Deel fir d'Privatwënzer, een Deel fir d'Vinsmoselle an een Deel, fir eis Wäiregioun als e Ganzt ze vermaarten.

Misst déi nei Signature „Luxembourg: Let's make it happen“ net och an d'Promotioun vum Wäin matagebonne ginn? Hëllef dat net och der Visibilitéit am Ausland? Wier et net gutt, och am Ausland, besonnesch an eisen Ambassade ronderëm d'Welt, niewent dem Wäin vum Institut viti-vinicole och aner Wäiner unzibidden?

An an der Restauratioun, do ass de Problem, dass oft mat grouse Liwweranten, mat grouse Gruppe geschafft gëtt. Déi Liwweren dann e Package, mä e Package, deen net onbedéngt Lëtzebuenger Wäin ubitt. An déi Restaurateuren hunn natierlech dann net d'Geleeënheet, och nach Lëtzebuenger Wäin vum Lëtzebuenger Produzente mat op hir Kaart ze huelen.

Aner Restaurateure probéieren, esou vill wéi méiglech Choix op hirer Wäikaart ze hunn. Dat ass natierlech luewenswäert, well de Client eng grouse Auswiel huet. Mä fir de Wënzer ass et dach awer esou, dass en da relativ weineg Fläsche kann an de Restaurant verkafen, wann en do eng grouse Konkurrenz huet.

Op där anerer Säit muss een awer soen - ech mengen, dat ass ganz wichteg -, dass an der haute Gastronomie, besonnesch a Restaurante mat engem Michelin-Stär, Lëtzebuenger Wäiner ni feelen. An dat ass dach awer och e gutt Zeechen, dass eis Wäiner déi néideg Qualitéit hunn, fir op esou engem Dësch kënnen zerwéiert ze ginn.

Et wuert zur Fréijorsfoire oder zum „Spring-break“, wéi et ab 2017 wäert heeschen: D'Bezéierung téschent der Foire an de Wënzer, dat ass keng einfach. D'Wënzer brauchen d'Foire an d'Foire brauch d'Wënzer, well kommt, mir sinn éierlech: Wie bleift net gär op der Foire stoen, wann en do op der Visitt ass, fir e klenge Pättchen ze drénken an eventuell eppes ze kafen?

Dernieft muss ee soen, dass verschidde Wënzer bis zu engem Dréttel vun hirer Produktioun ebe grad op deser Foire verkafen; och wann d'Zuelen éischer réckleefeg sinn.

Derbäi kënnt, dass d'Foire all Joer méi deier gëtt fir de Wënzer. D'nächst Joer wäerten d'Präisser ëm 25% steige fir de Stand, och wa se vun der Durée vun néng Deeg op fénnef Deeg zréckgeet. An esou enger Situatioun, Kolleeginnen a Kolleegen, mengen ech, ass et normal, dass de Wënzer sech dräimol iwwerleet, ob en den Invest mécht, fir do nach matzemaachen, oder net.

Den Önotourismus ass och schonn hei ugeschwat ginn. Deen däerf natierlech net vergiess ginn. Do ass nach Sputt no uewen, wou dann de Ministère du Tourisme zoustänneg wär. Och wa vill Kellereien an hir Infrastrukturen investéieren a mir ewell immens flott Wäistuffe laanscht d'Musel hunn, sou ass et awer nach net selbstverständlech, dass en Tourist, deen op Lëtzebuerg kënnt, en Dag an der Hauptstadt ass an dann och nach en Tour iwwert d'Musel mécht fir eng Degustatioun oder eng Visitt.

Et ass och net esou einfach, fir Leit bei sech an d'Kellerei op eng Visitt anzueluden, well déi sanitär Konditiounen relativ streng sinn an een net iwwerall ka mat engem Grupp higoen. Et misst een op de Wee goen, wéi d'Luxlait et gemaach huet, mat engem Vitarium. Mä dat bedeit natierlech en immens héijen Investissement, wou net all Wënzer bereet ass, dat ze stemmen an och net ka stemmen.

D'Appellatioun AOP, déi nei Appellatioun vun de Qualitéitswäiner, ass op der Musel gutt akzeptéiert ginn. Europawäit weess een elo, dass een e Wäi kritt, wou garantiéiert ass, dass en aus där Regioun kënnt, déi dropsteet, an dat zu enger héijer Qualitéit. D'AOP ass awer net nëmme d'Resultat vun der Ëmsetzung vun der Wäimaartreform, mä si ass och eng Äntwert op déi héich Qualitéitsuforderunge vun de Konsumenten.

Et muss een och festhalen, dass mir an eise Btriber topforméiert Leit hunn, déi eppes vun hirem Handwerk kennen. Dofir ass et mer net baang, dass si et fäerdegbréngen, och an Zukunft gutt Wäiner hierstellen. Denkt emol un den Auxerrois: Viru Jore war dat en Einstiegswein, e Vin de table, deen net vill kascht huet an deen och net besonnesch war. Haut féint een exzellent, aussergewöhnlech Auxerrois, déi et mat deene beschte Wäiner ophuele kënnen.

Dass mir op der Musel de Wee vu Qualitéitswäiner hierstelle statt Masseproduktioun konsequent ginn, dat wësse mer säit enger Zäit. Sou sinn näamlech Qualitéitslabelle wéi Domaine et Tradition oder d'Charta-Wäiner entstanden, déi fir eng besonnesch héich Qualitéit suergen.

D'Helikopterspréitze vun de Wëngerten, dat mécht eise Wënzer suergen. Wat een net däerf vergiessen: D'Wënzer müssen hir Riewe mat Planzeschutzmittelen traitéieren, fir dass se net krank ginn. A wa se et net kënnen mam Helikopter maachen, da siche se aner Moyenen. Dofir wär et falsch, wann ee géif mengen, wann een den Helikopter verbitt, dass da kee Planzeschutzmittel méi agesat gëtt, besonnesch an de Steilhäng. An do hate mer jo dës Joer mam Pilz d'Erfahrung gemaach, dass huet ganz, ganz schnell misse reagiert ginn, dass den Helikopter huet misse kommen, fir do ze retten, wat nach ze rette war. Ech wollt lech just soen, dass et an der Gégend vun Ohn a vu Wuermer Penté ginn, déi eng Neigung hu vu bis zu 45%.

Ech mengen awer, dass d'Zukunft vum Spréizen an de Steilhäng anescht ausgesäit. Ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass an Zukunft d'Wëngerte wäerte mat Präzisionsdrone mat Planzeschutzmittelen besprézt ginn. D'Entwécklung vun den Dronen am Moment, déi ass rasant. An der Landwirtschaft an och am Wäibau ginn ewell Drone benotzt, déi Informatiounen sammelen iwwert déi verschidde Wëngerten. Dronen, déi spréizen, ginn et elo schonn, mä si hu sech nach net duerchgesat. Ee Virdeel vun deenen Dronen ass et awer, dass se ganz no iwwert de Wëngert fléie kënnen an esou ganz prezis do spréizen, wou et muss sinn.

Ech denken och hei, an ech mengen, dat ass immens wichteg, dass een dem Wënzer mat méi Kulanz muss entgéintkommen a besonnesch déi administrativ Hürden ofbauen. De Wënzer, dee wëllt an der Natur schaffen an dee

wëllt net allze vill Zäit a sengem Büro verbréngen. An d'Simplification administrative ass hei gefrot. Ech denken hei besonnesch un de Punktesystem, un d'Landschaftsfléegeprimm, awer och un d'Visite vum der Douane: Obschonns et eng Accise null gëtt um Crémant, ginn d'Fläsche ëmmer erëm regelméisseg gezielt. Ech weess net, ob dat wierklech ganz sënnvoll ass!

Och déi onkloer Situatioun vum Entsuerge vum Holz, vum Riefschnëtt, mécht ville Wënzer Kappzbriches. Momentan müssen d'Wënzer all hir futtis Stäck op eng Deponie féieren. Wann een all Wënzer op der Musel zesammenzielt, da ginn dat schonn enorm Quantitéiten, déi vun A op B gefouert ginn. Do freet ee sech, ob ee wierklech der Ëmwelt en Déngscht geleeacht huet, wa vill Camionen duerch d'Geografie gondelen.

Wann ee weess, dass et a verschiddene Wëngerten eng Pente gëtt vu bis zu 40%, da weess een net nëmme, dass et net ongeféierlech ass, dat ganz Gestrépps erauszekréien, dat kascht de Wënzer och ganz vill Opwand an Zäit. A besonnesch rose sinn d'Wënzer dann, wa se ginn, dass hir Kolleegen déisäit vun der Musel hire Riefschnëtt däerfe verbrennen an dass den Dampf dann nach op déi Lëtzebuenger Säit zitt. Ech mengen, do hunn ech ganz vill Versteesdemech fir d'Suerge vun de Wënzer.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Fir de Marc an d'Biogasanlag ze féieren, brauch de Wënzer elo eng extra Geneemegung, well en als Déchet considéiert gëtt. Dobäi huet de Wënzer geduecht, e géif eppes Guddes maachen, wann en dat an d'Anlag féiert. An elo gëtt en och domat nach schikanéiert. Firwat ass dat esou laang, esou vill Jore gutt gaangen a firwat däerf en dat elo net méi? Dat ass och eng vun de Suergen, déi d'Wënzer un eis erugedroen hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Baum, Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen, well Dir hutt och schonn Är Motiounszeit opgebraucht.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Da soen ech lech, Här President, nach just e Wuert zu den Erntehelfer. Och do misst eng Simplification administrative gemaach ginn. Déi Leit, déi aus Polen meeschtens kommen an dräi, véier Wochen op Lëtzebuerg schaffe kommen, déi müssen net onbedéngt och nach bei de Kontrolldokter goen.

Ee Wuert zum Finanzement: Wann een eng nei Wäistuff baut, Här President, da kritt een eng propper finanziell Ënnerstëtzung. Wann een awer eppes renovéiert, e Keller renovéiert als Salle de dégustation, dann ass dat net ëmmer de Fall.

Bon, ech hätt elo nach dat eent oder anert kënnen soen. Dir Dammen an Dir Hären, de Lëtzebuenger Wäibau an de Lëtzebuenger Wënzer hunn eng Zukunft. Déi läit am qualitativ héichwäertege Wäin a Crémant. A fir dem Wënzer entgéintzekommen - an ech mengen, et ass jo dat, wourëm dass den Débat sech de Mëtte gedreit huet -, muss d'Politik un e puer Schrauwen dréien, Schrauwen, déi ech a meng Virriedner elo hei beschriwwen hunn.

Manner Quantitéit a méi Qualitéit, dat ass de Schlëssel fir eng erfollegräich Zukunft an eisem Wäibau. A jo, mir sinn eben dat klengt Land vun deene grouse Wäiner! Dës gesot, géif ech soen: Prost op d'Lëtzebuenger Musel an op eis Wënzer!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An ech gesinn, den Här Landwirtschafts- a Wäibauminister ass ënnerwee. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Merci villmools, Här President. Virewech wëll ech der Madamm Modert Merci soe fir d'Initiativ vu deser Interpellatioun. D'Madamm Modert wéi och eng ganz Rei Fraktiounssprecher hunn am Kader vun deser Interpellatioun eng ganz Rei interessant Punkten opgeworf, op déi ech elo wäert agoen.

Fir d'Éischt awer en opriichtege Merci un all Intervenanté fir hir konstruktiv Bäitrag. De Wäibau ass ee vun den aarbechtsintensivste Secteuren vun der Landwirtschaft. 450 Aarbechtsstonne si pro Joer a pro Hektar noutwendeg, fir eis eenzegaarteg Kulturlandschaft laanscht d'Musel ze erhalen. Dat entsprécht ronn 75.000 Aarbechtsdeeg, fir e Gesamtareal vun 1.300 ha ze erhalen. An deenen Aarbechtsstou-





nen ass d'Aarbecht am Keller an an der Vermaartung net agerechent.

De Lëtzebuurger Wäibau zielt nach 324 Betriber. Dovu sinn der 171 haaptberufflech. Virun zéng Jor hate mer fir datselwecht Areal nach 445 Betriber. Ronn 400 ha Wéngert leien a Steillagen iwwer 30% oder an Terrassen. Dës Wéngert sinn nëmme schwéier oder iwwerhaapt net maschinell ze beschaffen.

An deene leschte fënnf Joer hate mer zwou Récolten, déi mengeméisseg nëmme 70% vun enger normaler Récolte ausgemaach hunn - dat war 2012 an 2016 -, wat natierlech kee positiven Effekt op d'Situation économique en général vun Wäibau hat.

Doriwwer eraus ass d'wirtschaftlech Situatioun vu Betrib zu Betrib ganz ënnerschiddlech. Et gi Betriber mat enger gudder wirtschaftlecher Situatioun, esou wéi et och Betriber gi mat enger manner gudder Situatioun. Dat geet aus de Resultater vun der Buchführung ervir. An dat ass och esou an allen anere Wirtschaftssektoren de Fall. D'Ursach beim Wäin ass wuel déi, dass déi Betriber mat enger gudder Situatioun sech besser a méi séier un d'Maartsituatioun ugepasst kruten, wéi déi Betriber, déi manner gutt Resultater Opweises hunn.

Haaptsächlech sinn et déi Betriber, déi staark vun Export ofhängeg sinn, bei deenen d'wirtschaftlecht Resultat net esou gutt ass. De Wäimarché ass en total globaliséierte Maart, op deem d'Offer méi héich ass wéi d'Nofro. Quasi 40% vun der Produktioun ginn exportéiert, woubäi de Präis eng elementar Roll spillt. Dat heescht, dass de Präisdröck enorm héich ass. An deem Präiswettbewerb huet e Land wéi Lëtzebuerg, mat héije Produktiounskäschten, et enorm schwéier.

Et kann ee soen, dee Wäin, deen hei beträff ass, entsprécht in etwa engem Drëttel vun der Fläch. Wa mer hei net reagieren, da fällt an Zukunft een Drëttel vum Areal ewech, well d'Rentabilität net méi assuréiert ass. Wa mer d'Produktioun verbesseren op deenen entsprechende Flächen a versichen, dee Wäin op deene richteg Marchéen ofzesetzen, dann ass et méiglech, déi zirka 300 bis 400 ha Wéngerte kënnen weider ze bewirtschaften.

Wéi gesäit et mat der Zukunft vum Wäibau aus? D'Nofolger op de Wéngertbetriber ass déi grouss Erausforderung vun deenen nächste Joren. An der Émfro vun 2015 hunn 83 Wéngert iwwer 54 Joer op d'Fro geäntwert, ob en Nofolger um Betrib ass: Nëmme bei 15 Betriber ass d'Reprise garantéiert. Mir hunn och festgestallt, dass haaptsächlech bei den Drauweproduzenten keen Nofolger um Betrib ass. Bei de Privatwéngert ass bal ëmmer d'Successioun garantéiert.

Betreffend d'Struktur gi mer also dervun aus, dass an Zukunft eng plus ou moins gläichbleiwend Rieffläch vu manner Betriber bewirtschaft wäert ginn. De Prozess vun der Konzentration geet deemno weider.

Wat d'Betriebsgréisst ubelaangt, hu mer dës Joer och gesinn, dass et Grenze ginn, Stéchwuert: Peronospora. Betreffend d'Produktqualitéit ass et ganz kloer, dass mer als kleng Regioun mat héije Produktiounskäschten keng Chance hunn, fir am rengen Präiswettbewerb kënnen matzehalen. Mir mussen eis an e stänneg verbesserte Qualitätswettbewerb weider eraschaffen.

Wéi schonns an der Aleedung gesot, ginn et Betriber, déi d'Upassung un d'Nofro méi séier gemaach hu wéi aner. Duerfir huet d'Regierung och eng Studie an Optrag ginn, déi quasi souwäit ofgeschloss ass, fir nei Mäert fir eis Produkter ze fannen.

An da komme mer och zur nächster Fro iwwert d'Marketingstrategie. Ech hu schonns drop higewisen, dass um Wäimarché eng staark Konkurrenz herrscht. D'Lëtzebuurger Wäiner hunn an deene leschten zwéi Jorzéngte vill Maartundeeler verluer. Déi traditionell Rezepter vum Fonds viticole a vun der Commission de promotion hunn hei offensichtlech net méi gegräff. Duerfir huet et eis wichteg geschéngt, eng ëmfaassend Etüd iwwert d'Situatioun ze maachen, fir déi richteg Marketingstrategie kënnen ëmzesetzen an domat d'Rentabilität vun eise Wéngertflächen ze garantieren.

Ech wëll dann och hei vun dëser Geleeënheet profitieren, fir deenen dräi Beruffsorganisatiounen vun de Wéngert ausdrécklech Merci ze soen fir déi exzellente Zesummenaarbecht bei dëser Etüd.

Wat d'Marketingstrategie, d'Promotioun an d'Kommerzialisatioun ugeet, muss differenzéiert ginn tëschent dem Export an dem Marché heime. Wat den Export ubelaangt, hunn ech schonns gesot, dass mer e groussen Deel vun Export mussen ëmstrukturieren: souwuel d'Produkt, wat muss verbessert ginn, wéi och d'Plaz, also d'Land, d'Regioun, awer och de Client selwer, wou dat verbessert Produkt soll verkaaft ginn.

Ech wëll der Madamm Modert soen, dass de belsche Maart enorm schwéier ass, an e gëtt och an der Etüd mat berücksichtigte.

Wat de Marché heime ubelaangt, mussen mer eis méi un déi auslännesch Matbierger wenden, déi oft net wëssen, dass et hei zu Lëtzebuerg e Wäibau gëtt. Dës Joer ginn och Promotiounsaktiounen virun de Feierdeeg an der Stad Lëtzebuerg verstärkt, fir den auslännesche Matbierger méi geziilt kënnen unzespriechen.

E weidert Zil ass et, den Ofsaz vu Crémant weider hei am Land ze férdere, well mer dovun ausginn, dass et hei nach zousätzlech Maartundeeler ze gewanne sinn, eis grouss Wäiner, déi sech gutt verkafte sollen an där zukünftiger Strategie, d'Notoriétéit vun eisem gesamte Wäibau ze verstärken, wéi dat och de Fall ass an deene meeschten anere Wäibauregiounen.

Dann ass gefrot ginn no engem éischte Bilan, wat d'AOP ubelaangt. Et ass nach ze fréi, fir en endgültige Bilan ze maachen. Bis elo ginn et zwéi Joergäng, 2014 an 2015, an deenen drëtte ass grad gelies ginn, déi ënnert dem Label vun der neier AOP Moselle luxembourgeoise lafen.

Oft gëtt d'Fro gestallt: Ass d'Qualitéit vun de Wäiner duerch den neie Qualitätssystem besser ginn? Et goufe virun der AOP schonns Wäiner ënnert deeneselwechte Bedéngunge produzéiert, wéi elo mat der AOP. Duerch d'Afféiere vun der AOP gëlle fir all Wäiner dëselwecht Bedéngungen. Dat heescht, d'Lagewäiner mussen mat 75 hl pro Hektar produzéiert ginn. Virun der AOP konnt e Wäin, dee mat engem Maximum vun 12 Fudder um Hektar produzéiert ginn ass, souwuel den „grand premier cru“ kréien, wéi och e Wäin, deen nëmme mat der Halschent produzéiert gouf. Dat geet haut net méi. An der Breet ass d'Qualitéit vun eise Wäiner duerch d'AOP nach gesteigert ginn.

D'AOP verfollegt haaptsächlech zwéi Ziler: éischters d'Qualitéit vun de Wäiner ze steigern. D'Zil ass et, e qualitativ héichwäerteg Produkt zouverlässig an d'Fläsch ze kréien. Duerfir si generell d'Rendementen erfogest ginn: Wann een traditionell Begräffer wéi „grand premier cru“ oder Lagennimm wëllt benotzen, muss mat niddregen Ertrag geschafft ginn.

D'Verwendung vun de Lagennimm war am ale System net esou streng geregelt. Dat heescht, et gouf keen extra Rendement, dee respektéiert huet misse ginn, fir de Lagennimm benotzen ze dierfen. Et ass awer nëmme mat engem méi niddrege Rendement, wou een déi lagespezifesch Charakteristiken zum Virschäi bréngt a vun Terroir geschwat ka ginn. Duerch ee méi niddrege Rendement sinn d'Lagewäiner och nëmme limitéiert verfügbar an doduerjer ginn d'Lagewäiner an domadder d'Lagen u sech natierlech valoriséiert.

Elo ass et awer esou, an dat läit an der Natur vun der Saach, dass et besser an och net esou gutt Lage ginn. Dat steet elo net am Widersproch zur AOP, well d'Originn vun deem enge Wäin ass eben eng besser an d'Originn vun engem anere Wäin eng manner gutt. Mä et muss nach e bëssen un der Verwendung vun de Lagennimm gefeilt ginn, well wéi gesot, e Wäin, deen ënner enger Lag vermaart gëtt, soll en Topwäi sinn. Duerfir mussen mer iwwerleeën, ob zum Beispill och all Lagennimm dierf benotzt ginn, oder misst een eventuell d'Lagen definieren, déi fir den Etikettage benotzt dierfe ginn?

Dat zweet Zil vun der neier AOP ass, e Marketinginstrument an der Hand ze hunn. D'Wäiner mussen jo och verkaaft ginn. A fir Wäiner ze ver-

kafen, muss een eng Geschicht hunn. An do ass dat neit Konzept, wou den Originn vun Wäin an de Mëttelpunkt gestallt gëtt, natierlech eng Hëllef. Den neie System erkläert elo dem Konsument, dass e Lagewäi mat engem niddrege Rendement gezillt muss ginn, dass e genau an der Lag gewuess ass an dass en d'Charakteristik vun der Lag am Wäin erëmfanne kann. Dat Ganzt muss als Package gesi ginn an Hand an Hand lafen. De Konsument huet hautdesdaags eng Hällewull vu Wäiner zur Auswiel an hie muss iergendwéi op de Lëtzebuurger Wäin opmierksam gemaach ginn.

Säit d'AOP ëmgesat ginn ass, ass de Konsum vun Lëtzebuurger Wäi lichter eropgaangen, vun 10,7 Liter op 12 Liter. Awéiwäit dat awer elo duerch d'AOP ass, duerfir ass et, wéi gesot, nach ze fréi, fir eppes Definitives ze soen.

Dann ass och virdrun driwwer diskutéiert ginn: Wat sinn elo d'Effete vun neien Agrargesetz? D'Agrargesetz an och d'Planzeschutzgesetz ëmfaasse vill Voleten. Ech wollt op dës Plaz just op déi Moosnamen agoen, déi fir de Wäibau am relevantste sinn.

D'Zil vum Agrargesetz ass, d'Entwécklung vun de Familjebetriber ze férdere, de Familjebetrieb ökonomesch ze stäerken, souwuel an der Landwirtschaft wéi och am Wäibau. Duerfir gëtt de Plaffong vun de Bähilfen ofhängeg gemaach vun dem Aarbechtsopwand am Betrib. Dës System ass dobäi esou opgebaut ginn, dass den haaptberuffleche Familjebetrieb en Investitiounsplaffong zur Verfügung gestallt kritt, deen hie brauch, fir sech nohalteg kënnen weiderzuentwéckelen.

Duerch dës neit Konzept ginn déi aarbechtsintensiv Secteure wéi de Wäibau besonnesch berücksichtigte. Aarbechtsintensiv heescht awer och, dass Aarbechtsplazen am ländleche Raum duerch esou Investitiounen geschaff ginn.

Ze bemerken ass och, dass an de fréieren Agrargesetz d'Wéngert benodelegt gi sinn. D'Wéngert kruten 10% manner Subsid bei Investitiounen wéi d'Bauern. Am neien Agrargesetz huet d'Regierung dës Ennerscheid ofgeschafft, well mer der Meinung sinn, dass de Bauer an de Wéngert d'selwecht behandelt solle ginn.

Des Weidere leet dat neit Agrargesetz vill Wäert op d'Förderung vun der direkter Vermaartung. D'Zil ass et, d'Plus-value am ländleche Raum ze behalen an natierlech Aarbechtsplazen ze schaffen. Deementspreechend kréien d'Wéngertbetriber eng substanzuell Hëllef, wa se an d'Direktvermaartung wéi zum Beispill a Schmaachstoffen investieren. Dës Strukture sinn e groussen Erfolg an sinn immens wichtig, fir den Önotourismus op der Lëtzebuurger Musel weiderzuentwéckelen.

D'Akommes vum Wéngert ass awer net nëmme vum Drauwen- a Wäipräis ofhängeg, mä och vum Wieder. Duerfir ass de Klimawandel eng grouss Erausforderung fir eise Wäibau. Et ass gewosst, dass ee keng Direktmoosname géint d'Wieder kann ergräifen. Wann et reent, da reent et ebe riicht eran.

► **Plusieurs voix.** - Jo!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Trotzdeem...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - ...kann ee Mesuren ergräifen, fir den...

(**Brouhaha et hilarité**)

Trotzdeem kann ee Mesuren ergräifen, fir den Impakt vun esou extreme Wiederkonditiounen op de Wéngert, d'Drauwen, de Wäin an d'Akommes vum Wéngert ze reduzieren. Um Niveau vun de Steiere gëtt duerfir bei de Baueren- a Wéngertbetriber de System vum „carry back, carry forward“ op eng Moyenne vu fënnf Joer erweidert an d'Limitt vu 5.000 Euro ofgeschafft, soudatt d'Betriber de Benefiss vu gudder Jore mat méi schlechte Jore kënnen kompensieren.

Des Weidere huet d'Regierung iwwert d'Agrargesetz hiren Undeel vun de Bätträg bei de Knëppelsteng- a Fraschutzversécherunge vu 50% op 65% eropgesat. Dës Ver-

sécherunge garantieren am Fall vun extreme Wiederkonditiounen e garantéiert Akomes. Ech wëll hei betounen, dass Krankheete wéi Peronospora net kënnen verséichert ginn. Krankheete sinn awer och ofhängeg vun der Produktiounsweis vum Wéngert. Ech mengen, d'Kolleegin Tess Burton hat et och scho viräuser gesot gehat: Dës Joer sinn 2,1 Milliounen vun den Assurancen ausbezuelt ginn. An ech mengen, dass ass e substanzuelle Montant.

Am Beräich vum Planzeschutz huet sech an deene leschte Jore vill gedoen. Wéi Der all wësst, hu mer eis national Legislatioun a Reglementatioun un den europäesche Rechtskader ugepasst. Am Wäibau sinn dobäi haaptsächlech d'Helikopterspréizunge beträff. Den Helikopter dierf elo nëmme nach déi géi Wéngerte spréizen. Sécherheidsdistanzen zu Schutzgebäidder a Wunngebäidder mussen och elo respektéiert ginn.

Grad bei den Naturschutzgebäidder ass geplangt, dës Distanzen a Fonctioun vun dem standuertbedéngte Risiko méi flexibel ze gestalten. Dat bedéngt, dass elo méi vum Buedem aus gesprézt gëtt an dass vill Betriber sech mat méi performanten Trakteren a Spréizen équipeieren mussen. Duerfir ginn am Agrargesetz de Wéngertstrakter an d'Wéngertsspréiz weiderhi subventionéiert.

Zousätzlech kruten d'Betriber en zousätzlechen Investitiounsplaffong fir d'Mechanisierung vun de Steillagen. Ech wëll hei och soen, dass d'Buedemverdichtung bei der Raup wesentlech manner ass, wéi dat beim Trakter de Fall ass. Déi nei Raup mat Seelzuch si méi sécher an och am Ausland ginn déi ganz oft recommandéiert. D'Zukunft läit hei och wahrscheinlech am iwwerbetrieblechen Asaz.

► **Mme Octavie Modert (CSV), interpellatrice.** - Och déi Gefierer hunn d'Rad geschloen dës Joer. Duerfir hunn déi jo och opgehale, et an deem dote Verfahren ze maachen. Dat heescht, dee System, wou ee geduecht huet, dass en als Alternativ géif kënnen zielen, a wat jo och préconiséiert ginn ass vum Ministère aus, geet dee Moment net méi op, well och déi awer d'Rad geschloen hunn an den Häng an och nach bei deem Wieder derbäi!

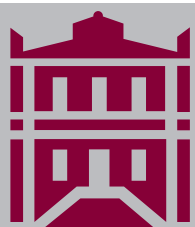
► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Et ass sécherlech richteg, dass den Asaz vun de Maschinne bei esou Wiederkonditiounen, wéi mer se dës Joer kann hunn, méi schwéier war, wéi dat an normale Joren de Fall war. Mä ech mengen awer, déi Maschinne, déi d'Rad dës Joer geschloen hunn, dass ware mengen Informatiounen no awer Trakteren an dat ware keng Raupen. Dat, wat ech gesot hunn, dass ass awer dat, wat vun de Raupen ass: dass do de Sécherheitsstandard awer relativ héich ass.

Bon, ech wëll elo virufieren: D'Zil vun der Regierung ass et, de Wäibau méi nohalteg ze gestalten. Duerfir, mengen ech, ass och de Subsid fir d'biologesch Bekämpfung vum Traubenwickler a fir de biologesch Wäibau substanzuell gehéicht ginn. D'Landschaftsfléegeprimm ass mat engem Basisprogramm a fakultative Moosname méi flexibel opgestallt ginn a betrëfft all Wéngerten, och déi flaach.

Déi aner Mesuren, vun deenen d'Wéngert och nach beträff sinn, sinn zum Beispill d'Ennerstetzung vun der Berodung, vun der Fuerung a vun der Instandsetzung vun de Wéngertswееr. D'Berodungsmodeller, wëll ech hei prezisieren, sinn intensiv mam Beruff ofgeschwat ginn.

Ech hunn elo net alles opgezielt, mä meng Beispiller weisen däitlech, dass mir mam Agrargesetz e gudder Rechtskader gesat hunn. D'Subside ginn net méi nom Géisskanepinzipp ausbezuelt, esou wéi dat fréier de Fall war. Et handelt sech éischer ëm geziilt Moosnamen, déi dem Wéngertbetrib hëllef, déi ökonomesch, sozial an ökologesch Erausforderunge vun där heiteger Zäit ze bewältegen.

E gutt Beispill vun den aktuellen Erausforderungen ass den ökologesch Wäibau. Momentan hu mer ronnt zéng Biobetriber, déi 50 ha Wéngerten ökologesch bewirtschaften. D'Deelëmstelle vun engem Wéngertbetrib op Bio ass am Wäibau méiglech an ass eigentlech den Haaptgrund vun där gudder Akzeptanz



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





vum Bio op der Musel duerch eis dräi Gruppemember, also den Domaine Vinsmoselle, d'Privatwënzer an de Wäinhandel. Deelëmstellung erlaabt näamlech de Betriber, sech lues a lues op Bio ëmzestellen. Besonnesch a klimatesch schwierege Jore wéi 2016 kënn de Biowäibau u seng Limiten, an an der Bekämpfung vun der Pilzkrankheet Peronospora. Souguer eis konventionell Betriber haten d'Joer vill Problemer, fir d'ës Krankheet a Schach ze halen.

Wéi Der all wësst, huet eng europäesch Rief keen natierleche Schutzmechanismus géint Peronospora. De Pilz huet näamlech eréischt Enn vum 19. Jorhonnert vun Amerika aus eis europäesch Wäibaugebidder erobert. Nieft dem Koffer haten eis Biowënzer bis 2013 d'Méiglechkeet, Kaliumphosphonat anzesetze géint Peronospora. Leider kann zënter 2013 d'esen ongefäerleche Wirkstoff net méi agesat ginn.

D'ës Entscheedung vun der EU-Kommissioun kann ech net novollzéien, well d'IFOAM, also déi international Biofederatioun, d'ës ongeféierlech Produkt fir de Biowäibau souguer recommandéiert. Ech hu mech jiddefalls op europäescher Ebene agesat, fir d'ës Produkt nees fir de Bio zouzeloossen. Leider gëtt eis Fuerderung nëmme vun Däitschland, Tschechien an Eisträich ënnerstëtzt. Déi südeuropäesch Länner brauchen de Kaliumphosphonat net am Bio, well do d'Wiederkonditiounen wesentlech manner favorabel fir Peronospora sinn. Duerfir ënnerstëtze si eis Fuerderungen net bei der EU-Kommissioun.

Pilztolerant Zorte wéi de Johanniter an de Cabernet blanc wäeren eng Léisung. Mä d'Clientèle muss awer och bereet sinn, esou Wäiner ze kafen. Wann een de Subsidi vum der Ëmstrukturierung ofrechent, kascht et de Wënzer awer nach 20.000 Euro, fir een Hektar nei unzeplanzen. Et muss een also vill Flasche Wäin un de Mann oder un d'Fra bréngen, fir esou Investitiounen a pilzfest Sorten ze rentabiliséieren.

Trotz d'ës Schwierigkeete mengen ech awer, datt d'ës Zorte e groust Potenzial hunn. Nieft den Däitschen hu méttlerweil och d'Fransosen d'ës Zorte fir hire Wäibau zougelooss a wëlen an d'ësem Beräich verstärkt an d'Versuchswiesen investéieren. Den IVV hat kee Kontakt mat Limburg, mä awer mat ganz villen aneren Instituter, wéi zum Beispill Neustadt. D'Pwiese si vum IVV evaluéiert ginn an et gesäit een e ganz groust Potenzial heibäi.

An d'ësem Kontext wëll ech och nach kuerz op d'Verbrennung vum Grünschnitt am Wäibau an an der Landwirtschaft agoen. Ech mengen, datt hei nach eng Rei vu Froe musse gekläert ginn. Ech denken do besonnesch u sanitär Aspekter bei de Planzen. Et brauch ee sech jo just d'Problematik vun der Xylella fastidiosa an Italien an Erënnerung ze bréngen. Op jidde Fall muss do eng Léisung fonnt ginn, zesumme mat de Wënzer an de Baueren, fir datt mer eng Win-win-Situatioun kënnen opbauen, fir d'Ëmwelt, d'Landschaft a fir d'Landwirtschaft.

Ech wëll nach soen, bei der Peronospora, den Ennerscheed par rapport zum Biowäin an dem konventionellen Ubau: Do huet missen am Bio d'ës Joer véiermol amplaz zéng- bis zwielefmal gesprézt ginn, also wesentlech manner bei de Piwi-Sorten, wéi dat bei aneren Sorten de Fall war.

Nach vläicht e puer Wieder zu den administrative Prozeduren. Am Beräich vun der Simplification administrative ass an deene leschte Jore vill geschitt. D'Wäibauinstitut ass als Kompetenzzentrum an als Guichet unique fir de Wäibau ausgebaut ginn an dowéinst konnte vill administrativ Prozeduren am Wäibau vereinfacht ginn. De Prinzip vun d'ësem Guichet unique ass einfach: De Wënzer kann d'Formulieren op enger Plaz déposéieren. D'Wäibauinstitut leet dann déi jeeeweilege Informatiounen oder Formulieren un déi aner concernéiert Verwaltung weider. Fréier hunn d'Wënzer bei fënnf verschiddene Verwaltung missen hiert Wéngertsareal deklaréieren: am Service économie rural, an der ASTA, am Wäibauinstitut, beim Statec an an der Sécurité sociale.

Haut leeft dat meescht iwwert d'Wäibauinstitut am Kader vun engem eenzegen Antrag, näamlech der Weinbaukarteierhebung, entweder um Pabeier oder online. Haut kann de Wéngertsbetrieb an enger hallwer Stonn zesumme mat dem zoustännege Beamten direkt am Wäibauinstitut opgemaach ginn. Et ass net méi noutwendeg, bei dräi oder véier verschiddene Verwaltungen ze lafen.

D'Gestioun vun de Subsiden am Kader vun engem Remembrement ass wesentlech méi einfach ginn. Nëmme nach eng Verwaltung, näamlech den ONR, këmmert sech elo dodrëm. Des Weidere kritt de Wënzer de Subsidi direkt op säi Konto ausbezuelte an net méi iwwert den Ëmwee vun engem Syndikat.

Ech si mer bewosst, datt nach Handlungsbedarf besteet, fir Verwaltungsweeër méi kuerz a

méi einfach ze gestalten. Trotzdem gesitt Der unhand vun d'ës Beispill, datt mer um richteg Wee sinn. Natierlech huet de Wënzer vill administrativ Hürden ze bewältegen, mä he gëtt awer net eleng am Ree stoe gelooss.

D'Landwirtschaftlech Verwaltungen an d'Landwirtschaftskammer bidden eng breet Gamme vu Berodungsservicer un, souwuel an administrative wéi och an technesche Beräicher. Bei enger Aussidlung vum Keller an d'Zone verte gëtt déi üblech ekonomesch Berodung op ökologesche Aspekter erweidert, fir der standuertspezifischer Situatioun besser kënnen Rechnung ze droen.

Heiansdo muss een als Minister och Nee soen, besonnesch dann, wann eng Regulierung fir eis Verhältnissen net noutwendeg ass. Am Wäibau huet d'Regierung beispillsweis den Autorisationssystem vun Neiplanzungen net ëmgesat. Bei engem Lëtzebuerger Wäibauareal vun 1.300 ha Wéngerten ass dat menger Meenung no näamlech iwwerhaapt net noutwendeg. Par contre, an engem Land wéi Frankräich mat 800.000 ha Wéngerten ass esou e System éischer sënnavoll.

Als Ofschloss wënschen ech mer, datt mer mat de Wënzer zesummen déi richteg Strategie fir déi kommend Jore kënnen opbauen an datt d'Resultater an deem Sënn wirksam sinn, datt d'Wënzer déi 1.300 ha Kulturlandschaft op eiser Musel rentabel flege kënnen, well dat och Implikatiounen op aner Wirtschaftszweiger, zum Beispill den Tourismus, huet.

Fir ze réusséieren, brauche mer beschtens forméiert Meedercher a Jongen, déi mat voller Motivatioun hir Betriber féieren a stolz op hiert Produkt sinn. An deem Sënn steet de Stat mat alle Méiglechkeeten, déi en huet, deem flotte Beruff zur Verfügung.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. D'Madamm Modert freet sech d'Wuert.

► **Mme Octavie Modert (CSV), interpellatrice.** - Merci, Här President. Däerf ech dem Här Minister nach eng Fro stellen zum Ofschloss vu senger Ried? Ech hätt awer nawell gär, wann en eppes géif soen zu den Entscheedungen, datt en dozou géif Stellung huelen. Et sinn natierlech nach e ganze Koup aner Froen, déi ech gestallt hat. Do kann een och nach vläicht eng aner Rumm fannen an an engem anere Kader déi behandelen. Mä ech mengen, dat vun den Entscheedunge misst en awer hei uschwätzen. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Ech mengen, ech hat schon e puermol d'Geleeënheet, fir op d'Entscheidungungen anzegoen. Do mussen opgrond vum communautairé Regelwierk eng ganz Rei Konditiounen erfëllt ginn.

Loosst mech ganz kuerz resüméieren, wéi d'Situatioun sech d'ës Joer presentéiert huet: datt déi Schied, déi enorm Schied verschidde ware vu Wéngert zu Wéngert, vu Regioun zu Regioun, vu Produzent zu Produzent, vun der Aart a Weis, wéi d'Bewirtschaftung gemaach gëtt, ob dat elo am biologesche Wäibau war oder am konventionellen - an ech mengen, dat ass de Mëtten alles dacks genuch gesot ginn -, dat heescht, aus all deenen dote Grënn konnte mer keng pauschal Entscheedung d'ës Joer an d'Liewe ruffen, well mer déi an deem Sënn net vun der Bréisseler Kommissioun geneemegt kritt hätten.

Wann awer elo eenzel Produzente grouse Schued haten, da muss mer dat individuell kucken, ob se dann eben opgrond vun deene Konditiounen, déi mer gesat kritt hunn, an de Genoss vun esou enger Entscheedung kënnen kommen. Dat muss dann individuell vu Fall zu Fall gekuckt ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat wäere mer um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir géifen zu de Motiounen iwwergoen.

**Motion 1**

D'Motiounen, déi motivéiert goufen, mä wou ech froen zu der Motioun 1: Gëtt et do Wuertmeldungen zu der Motioun 1, déi vun der Madamm Octavie Modert abruucht ginn ass?

► **Mme Octavie Modert (CSV), interpellatrice.** - Den Här Baum wëllt eppes dozou soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo. Här Baum!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Här President, ech wollt der Madamm Modert an de Kollegee vun der CSV Merci soe fir d'Motioun. Ech wollt hinnen awer proposéieren, dass mer eng ganz kleng Annerung sollte virhuelen. An zwar sollte mer op der zweeter Säit de fënneften Alinea «à renforcer...» sträichen a mir sollten dat ersetzen, dat sollte mer bähuelen am éischten Ab-

## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup>6 et 7

### 6<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 68

7094 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée sur le bail à loyer du 21 septembre 2006 p. 68

Débat d'orientation sur l'évolution et les stratégies futures de l'aéroport international de Luxembourg p. 68-76

7057 - Projet de loi relatif à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg p. 76

6934 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier p. 76-77

Résolution de Mme Martine Hansen relative à l'engagement de la Chambre des Députés, dans la mesure du possible et à côté des produits issus du commerce équitable, à s'approvisionner prioritairement en produits issus du terroir luxembourgeois pour les besoins de son administration et de la vie parlementaire p. 77

### 7<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 77

Communications p. 77-78

Ordre du jour p. 78

Heure d'actualité du groupe politique déi gréng sur les résultats de la réunion COP22 des Nations Unies sur les changements climatiques à Marrakech p. 78-80

7018 - Projet portant création d'un registre électronique national des entreprises de transport par route p. 80-81

Interpellation de Mme Octavie Modert au sujet de l'état actuel de la viticulture p. 81-89

schnitt, deen dann esou géif gelies ginn: «... une nouvelle stratégie commune de marketing et de promotion des vins luxembourgeois...». Dat géife mer an den éischten Abschnitt mat bähuelen.

An am véierten Abschnitt géife mer da bäisetzen, wou mer dovun schwätzen, dass déi Lëtzebuerger Résidenté sollen de Wäi kenneléieren, do géife mer schreiwen: «...l'existence de vins indigènes de qualité autant que d'en faire la promotion sur les marchés étrangers».

Ech wollt déi Ännerunge virschloen an d'Demokratesch Partei wär averstanen, wa mer dat doten esou géifen ëmänneren, fir d'Motioun vun der CSV matzedroen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Modert, wann ech gelift.

► **Mme Octavie Modert (CSV), interpellatrice.** - Merci, Här President. Jo, Merci, Här Baum. Also wann et nëmme en enger Formulierung läit an een Turet an déi zwee aner mat integréiert gëtt, kee Problem, da sinn ech selbstverständlech domadder d'accord a fannen et gutt, wann déi Motioun da kann ugeholl ginn. Merci.

### Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que les vins luxembourgeois sont des vins de haute qualité;

- vu l'impact du secteur viti-vinicole dans les domaines économique, touristique et culturel, dans la région mosellane et au-delà;

- constatant que la consommation au Luxembourg de vins blancs étrangers vient, pour la première fois, de dépasser la consommation de vins blancs luxembourgeois, ce qui est alarmant;

- estimant que beaucoup de consommateurs font leur choix du vin en raison de la renommée du terroir et concluant qu'il faut dès lors promouvoir la région mosellane entière;

- vu que l'Appellation d'origine protégée (AOP) - Moselle luxembourgeoise - constitue un garant de la qualité des vins luxembourgeois;

- alors qu'il convient de reprendre les efforts dans le domaine du tourisme et de la restauration au Luxembourg;

- et qu'il échet de faire connaître l'existence des vins et crémants luxembourgeois auprès des concitoyens étrangers autant que de reconquérir la population indigène en les convainquant de la qualité supérieure des produits vinicoles luxembourgeois;

- rappelant par ailleurs que la Belgique est depuis des décennies le pays voisin vers lequel le plus de vins et crémants luxembourgeois sont exportés;

invite le Gouvernement

- à élaborer, en collaboration avec tous les acteurs concernés, une nouvelle stratégie commune de marketing et de promotion de vins luxembourgeois et à finaliser l'étude de commercialisation qui est en cours;

- à veiller à ce que la nouvelle stratégie de marketing attire l'attention des consommateurs sur l'existence d'une production de vins et crémants au Luxembourg, et sur son côté exotique par le fait qu'il s'agit d'un des plus petits pays producteur de vin;

- à capter l'attention des consommateurs par la haute qualité du vin luxembourgeois, la régiona-

lité du terroir et la proximité des producteurs, ainsi que la grande diversité des produits sur un tel petit territoire en production;

- à rappeler ou apprendre aux résidents établis ou venant s'établir au Luxembourg l'existence de vins indigènes de qualité autant que d'en faire la promotion sur les marchés étrangers;

- à considérer l'idée d'établir une Maison des vins et des produits du terroir dans notre capitale, dans laquelle à la fois les touristes et les résidents pourront prendre connaissance du et déguster le niveau qualitatif élevé des crus luxembourgeois ainsi que d'autres produits régionaux et nationaux, le cas échéant sous forme de PPP;

- à relancer notamment au moyen de campagnes de promotion les exportations de vins luxembourgeois vers la Belgique, leur premier marché d'exportation, et en ouvrant à Bruxelles une Maison du vin du Luxembourg, le cas échéant combiné à d'autres produits et productions de notre pays.

(s.) Octavie Modert, Sylvie Andrich-Duval, Léon Gloden, Martine Hansen, Françoise Hettogaasch.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Si soss keng Wuertmeldungen dozou? Da géif ech lech froen, ob Der d'accord sidd, fir mat Handophiewen ofzestëmmen?

(Assentiment)

**Vote sur la motion 1 modifiée**

Wien ass fir d'Motioun?

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthaltungen?

Domat ass d'Motioun 1 vun der Madamm Modert unanime ugeholl.

**Motion 2**

Déi zweet Motioun, idem, ass motivéiert. Sinn nach Wuertmeldungen zu der zweeter Motioun? Madamm Modert!

► **Mme Octavie Modert (CSV), interpellatrice.** - Jo, d'CSV kann déi Motioun och mat ënnerstëtzen. Mir hu se dofir och gläich mat ënnerschriwwen gehat, wéi d'Debatt hei ugaangen ass. An do kënnen mir och mat dat stëmme.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da maache mer, wann Der domat d'accord sidd, déiselwecht Prozedur wéi virdrun.

**Vote sur la motion 2**

Wien d'accord ass mat der zweeter Motioun, déi vun Här Baum abruucht ginn ass, mécht en Handzeechen, wann ech gelift.

D'Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Hu mer Enthaltungen?

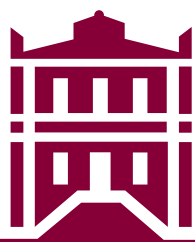
Domat ass och déi zweet Motioun unanime ugeholl.

Ech soen lech Merci. Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer. Kommt gutt heem!

D'Sëtzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.57 heures)





# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 03 • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

## Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
<b>Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016</b>					
2350	Octavie Modert	Collaboration entre POST Luxembourg et Singapore Post Limited	2449	Gusty Graas	Isolants contenant du HBCD (hexabromocyclododécane)
2368	Gusty Graas	Médicament «Baclofène»	2450	Martine Mergen	Disparition de demandeurs d'asile mineurs au Luxembourg
2381	David Wagner, Marc Baum	Émissions de NOx des véhicules	2451	Lex Delles	Disque de stationnement électronique
2382	Félix Eischen	Voitures au gaz naturel	2452	Laurent Mosar	Exonération de la TVA sur l'échange de services intragroupes
2384	Gilles Roth, Marco Schank, Diane Adehm	Bilan des radars fixes	2453	David Wagner	Conseils consultatifs dans les structures d'hébergement
2388	Fernand Kartheiser	Dégâts matériels occasionnés lors d'interventions policières	2454	Fernand Kartheiser	Table ronde au sujet du multilinguisme
2390	André Bauler	Enlèvement de la haie le long de la route principale reliant Ettelbruck à Diekirch	2455	Fernand Kartheiser	Livre scientifique indisponible à la vente après publication
2392	Martine Hansen	Formation professionnelle	2456	Joëlle Elvinger	Suppression du secret bancaire pour les nationaux
2396	Josée Lorsché	Mobilité à bicyclette dans la vallée de l'Alzette	2457	Fernand Kartheiser	Trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH/ADHS)
2399	Max Hahn	Bus à moteur hybride ou à batterie électrique	<b>Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017</b>		
2404	Yves Cruchten	Enseignement de la langue luxembourgeoise	2458	Gilles Roth, Diane Adehm	Terrains de football en gazon synthétique
2406	Yves Cruchten	Promotion et rôle de la langue luxembourgeoise dans la recherche et dans la culture	2459	Martine Hansen	Plateforme MathemaTIC
2407	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Abandon du Nation Branding et émergence de nouveaux instruments de promotion du pays	2460	Marc Spautz	Inspection du travail et des mines (ITM)
2408	Martine Hansen	«Luxembourg Medical School»	2461	Diane Adehm, Gilles Roth	Transaction financière
2410	Martine Hansen	Suppression de la durée du contrat d'apprentissage	2462	Claude Haagen, Alex Bodry	Exposition au radon
2412	Georges Engel	Modes de transport légèrement motorisés	2463	Martine Hansen	Veaux décédés suite à des morsures
2413	Aly Kaes, Marc Spautz	Reclassement professionnel	2464	Sylvie Andrich-Duval	Dons d'organes
2415	Marcel Oberweis	Étude ayant pour objet d'évaluer, entre autres, l'impact à moyen et long terme de la sortie virtuelle du «tourisme à la pompe»	2466	David Wagner	Déclaration UE-Afghanistan «Joint Way Forward»
2416	Martine Hansen	Examens de fin d'études secondaires	2467	Diane Adehm, Gilles Roth	Données des dossiers passagers (PNR)
2417	Fernand Kartheiser	Système de navigation pour voitures de police et cartes de visite	2468	Marc Spautz, Martine Hansen	Départ du directeur général du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)
2419	Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen	Extension du chèque-service accueil	2469	Marc Angel, Taina Bofferding, Franz Fayot	Création d'un «Centre européen de la Culture industrielle»
2422	Marcel Oberweis	Piste cyclable de l'Alzette	2470	Martine Hansen	Aide financière suite aux inondations du 22 juillet 2016
2423	Fernand Kartheiser	Interventions de police dans des foyers d'accueil pour réfugiés	2471	Max Hahn, Claude Lamberty	Concept de «vague verte»
2425	Martine Hansen	Diplôme de technicien	2472	Claude Lamberty	Nouveau hall sportif prévu à l'INS
2428	Fernand Kartheiser	Protection du patrimoine culturel et des édifices religieux	cf. 2475		
2430	Max Hahn, Claude Lamberty	Transports en commun par trains en soirée et durant la nuit	2473	Martine Hansen	Projet intégré final de rattrapage
2431	Serge Wilmes, Diane Adehm	Édifices religieux	2474	Marc Lies	Trésorerie de l'État
2432	Claude Adam	Enseignement à domicile	2475	Nancy Arendt	Nouveau hall sportif prévu à l'INS
2433	Roy Reding	Passeport biométrique	cf. 2472		
2434	André Bauler	Emplacements d'éoliennes	2477	Gast Gibéryen	Contournements de Heinerscheid et de Hosingen
2435	Roy Reding	Rachat de WhatsApp par Facebook	2478	Gast Gibéryen	Droits du patient
2436	Viviane Loschetter, Henri Kox	Financement climatique	2479	David Wagner	Poursuites en matière fiscale
2437	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Location de voitures avec chauffeur	2480	Gast Gibéryen	Neuroleptiques
2438	Marcel Oberweis	Centrales nucléaires	2481	Fernand Kartheiser	Soutien pour des artistes luxembourgeois
2439	Léon Gloden	Attributions de l'Administration des douanes et accises	2482	Marc Lies	Projets en vente du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat
2440	André Bauler, Edy Mertens	Fouilles sur un site localisé sur le territoire de la commune de Parc Hosingen	2483	Nancy Arendt	Championnats du monde de cyclo-cross 2017
2441	Diane Adehm, Gilles Roth	Fabriques d'église et conventions à conclure entre les communes et les fabriques d'église concernant les édifices religieux	2484	Marc Angel	Problèmes du secteur de l'hébergement
2443	Léon Gloden, Laurent Mosar	Assujettissement des administrateurs de sociétés à la TVA	2485	Jean-Marie Halsdorf	Récent jugement de la Cour de justice de l'Union européenne concernant les médicaments
2445	Nancy Arendt	Taux de remboursement des séances de kinésithérapie	2486	Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch	Modification de la mention du sexe à l'état civil
2447	Martine Hansen, Serge Wilmes	Subvention de projets promouvant la langue luxembourgeoise	2487	Marc Lies	Marché de la colocation respectivement de la sous-location
2448	Françoise Hetto-Gaasch	Examens anatomopathologiques	2488	Diane Adehm, Gilles Roth	Jugement du «Bundesgerichtshof» concernant les places de crèche
			2489	Martine Mergen	Ressources humaines de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration
			2491	André Bauler	Évolution du chômage dit «intellectuel»
			2492	Georges Engel	Gestion des édifices religieux et d'autres biens relevant du culte catholique
			2493	Franz Fayot	Réaffectation du bâtiment de l'ancien Athénée à Luxembourg-ville
			2494	Claude Lamberty, Max Hahn	Identification et enregistrement des animaux
			2495	Octavie Modert, Laurent Mosar	Centre de stockage de données prévu à l'aéroport



2496	Gast Gibéryen	Promotion de la presse écrite	2515	Laurent Mosar	Renforcement des instruments de défense commerciale
2497	Marc Baum	Autonomie de l'enseignement et de la recherche universitaires et composition du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg	2519	Gilles Baum	Retraite progressive
2498	Diane Adehm, Gilles Roth	Modifications parcellaires effectuées par l'Administration du cadastre et de la topographie	2520	David Wagner	Déversement du liquide AdBlue à l'Aire de Berchem
2499	Marc Spautz	Espace seniors à Rumelange	2521	Marc Spautz	Plan d'action national maladies démentielles
2500	Diane Adehm, Gilles Roth	Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique	2523	Marc Spautz	Reconversion des friches industrielles à Esch-sur-Alzette et Schifflange
2502	Marc Spautz	Médiation informelle	2524	Marc Spautz	Maison de soins à Differdange
2503	Serge Wilmes	Future politique de la Société nationale de contrôle technique	2525	Françoise Hetto-Gaasch	Infractions routières
2504	Diane Adehm, Gilles Roth	Bilan des radars fixes	2527	Claudia Dall'Agnol	Criminalité transfrontalière
2505	André Bauler	«Pont Patton» à Ettelbruck	2528	Serge Wilmes	«Amnistie fiscale» votée en 2016
2506	Marc Spautz	«ETI Roller System»	2529	Marc Angel	«Wanteraktioun»
2507	Fernand Kartheiser	Commerce entre l'Union européenne et le Canada	2531	Marc Lies	Musée de la Police grand-ducale
2509	Marcel Oberweis	Alimentation des enfants âgés de zéro à trois ans	2532	André Bauler	Télétravail
2510	Françoise Hetto-Gaasch	Parking du Rehazenter	2533	Fernand Kartheiser	Carte d'invalidité
2511	Gilles Roth, Marc Lies	Hausse des prix des logements non destinés à une occupation personnelle	2534	Gast Gibéryen	Décharge pour déchets au Fridhaff
2512	Josée Lorsché	Analyse des statistiques sur l'évolution des cancers	2535	Gast Gibéryen	Décharge pour déchets au Fridhaff
2513	Octavie Modert	Collaboration entre POST Luxembourg et Singapore Post Limited	2538	Diane Adehm, Gilles Roth	Taxe sur les opérations boursières
2514	Sylvie Andrich-Duval	Prévention de troubles cardiaques	2539	Fernand Kartheiser	Courriel des ministres et des ministères
			2542	Martine Hansen, Marco Schank	Exposition au radon
			2550	Martine Hansen	Cannabinoïdes en vente au Luxembourg
			2554	Gusty Graas	Grippe aviaire H5N8

#### Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016

**Question 2350** (31.08.2016) de **Mme Octavie Modert (CSV)** concernant la **collaboration entre POST Luxembourg et Singapore Post Limited**:

Am Mittwoch, den 31. August 2016, unterzeichneten POST Luxembourg und Singapore Post Limited eine strategische Kooperationsvereinbarung, um schrittweise Logistiklösungen für den Onlinehandel zwischen Asien und Europa einzuführen. Demnach wird POST Luxembourg von Ende September 2016 an zum neuen europäischen Logistikzentrum für Singapore Post Limited.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Wirtschaftsminister und an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Welchen Einfluss wird diese Zusammenarbeit auf den hiesigen Flughafen lux-Airport haben?

- Welche Zunahme an Flugbewegungen wird erwartet und zu welchen Tages- bzw. Nachtzeiten sollen diese Flüge stattfinden?

- Wird POST Luxembourg, oder eventuell eine andere Firma, für diese Zusammenarbeit ein neues Logistikzentrum benötigen? Falls ja, wo wurde dies sein?

- Falls dies nicht der Fall ist, wird ein Ausbau der bestehenden Logistikkapazitäten benötigt?

- Bei Bejahung der letztgenannten Frage: Wann und zu welchen voraussichtlichen Kosten soll dies geschehen?

- Welchen Impakt wird der neue Warenverkehr auf den Verkehr und die Straßenbelastung in Luxemburg haben?

- Welche Auswirkung wird sich für den hiesigen Arbeitsmarkt erwarten? Wie viele Arbeitsplätze werden voraussichtlich durch diese Zusammenarbeit entstehen? In welchem Ausbildungs- und Qualifikationsbereich?

- Werden die angebotenen Logistiklösungen vom Personal von POST Luxembourg durchgeführt? Oder seitens anderer Firmen? Unter welchem Statut?

**Réponse commune** (07.10.2016) de **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie** et de **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**:

Die wirtschaftliche Diversifizierung steht ganz oben auf der Agenda der Regierung. Seit mehr als einem Jahrzehnt konzentrieren wir uns auf

die Entwicklung bestimmter Wirtschaftssektoren, darunter E-Commerce, IT und Logistik. Seit 2004 hat sich die hiesige Logistikbranche kontinuierlich entwickelt mit dem Ziel, zum interkontinentalen und multimodalen Logistik-Hub für Mehrwert-Aktivitäten in Europa zu werden. Diese Bemühungen wurden im Logistics Performance Index der Weltbank anerkannt, wo Luxemburg 2016 den zweiten Platz belegt.

Darüber hinaus haben wir uns entschlossen, eine Spezialisierungsstrategie innerhalb der Logistikbranche umzusetzen, indem wir uns auf bestimmte Arten von Waren oder Branchen konzentrieren, welche eine spezifische Handhabung, Lagerung und Lieferung erfordern. So ist Luxemburg zum interkontinentalen Frachtdrehkreuz für den Vertrieb von Arzneimitteln nach den höchsten internationalen Standards geworden.

In Einklang mit der „Digital Lëtzebuerg Strategie“ der Regierung ist es jetzt Ziel, Luxemburg als Logistikkreislauf in Europa für grenzüberschreitende E-Commerce-Logistik-Lösungen zu positionieren. In einer globalisierten Welt werden die Warenströme in Zukunft weiter zunehmen: Die Anzahl der Bestellungen über Internet steigt ständig und die Kunden erwarten eine schnellstmögliche Lieferung.

Die strategische Kooperationsvereinbarung, die Post Luxembourg und Singapore Post unterzeichnet haben, passt in dieses Konzept. Sie hat zum Ziel, den jeweiligen Kunden beider Unternehmen aus dem elektronischen Handel Logistiklösungen in Europa und Asien anzubieten. Diese Zusammenarbeit ist Teil der Strategie der Post Luxembourg, ihr Geschäftsfeld zu diversifizieren um wettbewerbsfähig zu bleiben und ihre Logistikkapazitäten zu stärken.

Ab Ende September wird Luxemburg so zur neuen europäischen Drehscheibe für die Verteilung von Paketen aus Asien. Im Gegenzug wird Post Luxembourg durch das Netzwerk von Singapore Post einen privilegierten Zugang nach Asien erhalten und so die Qualität seiner Dienstleistungen für seine europäischen Kunden aus dem elektronischen Handel erhöhen. Ziel der Zusammenarbeit ist es, schnellere Lieferströme zwischen beiden Kontinenten zu erzielen.

Die Lage von Luxemburg im Herzen Europas, die kurzen Wege zwischen den Akteuren im Großherzogtum und eine enge Zusammenarbeit zwischen Post Luxembourg und den hiesigen Behörden wie z.B. der Zollverwaltung, garantieren Singapore Post eine sehr kurze Bearbeitungsdauer und einen all-inclusive-Service. Pakete aus Asien werden in der Verteilzentrale der Post in Bettembourg verzollt und bearbeitet. Für die endgültige Verteilung der Pakete in die verschiedenen europäischen Länder wird Post Luxembourg mit lokalen Partnern zusammenarbeiten.

Eine genaue Erstellung der Warenströme sowie eventuelle Kapazitätserhöhungen, sind zu diesem Zeitpunkt noch nicht abschließend zu bewerten, da hierzu unter anderem Erfahrungswerte benötigt werden. Eine Aussage hierzu ist zurzeit verfrüht.

**Question 2368** (09.09.2016) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant le **médicament «Baclofène»**:

Deux essais français présentés le 2 septembre dernier à Berlin confirmer une certaine efficacité du médicament «Baclofène» sur la réduction de la consommation d'alcool (voir «Le Monde» du 6 septembre dernier). Selon un communiqué de l'hôpital Paul-Brousse (AP-HP) 56,8% des patients sous «Baclofène» sont devenus abstinentes ou sont parvenus à une consommation médicalement correcte d'alcool. Il est souligné par des experts que ce produit apporte un plus dans l'arsenal thérapeutique. En France l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) a encadré en mars 2014 son utilisation par une recommandation temporaire d'utilisation pour une durée de trois ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Est-ce que Madame la Ministre a connaissance des études en question? Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement?

2. Dans quelle mesure le produit «Baclofène» est-il utilisé au Luxembourg pour lutter contre la dépendance de l'alcool?

3. Est-ce que le cas échéant il est également prévu de formuler une recommandation temporaire?

**Réponse** (04.10.2016) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé**:

ad 1. Les études présentées à l'ISBRA-ESBRA sont connues des services du Ministère de la Santé, il s'agit des études dites «Bacloville» et «Alpadir». Bien que les résultats de ces études semblent prometteurs, il reste cependant à analyser certaines données de sûreté et de pharmacovigilance.

ad 2. Une utilisation hors cadre des médicaments à base de «Baclofène» ne nous a pas été rapportée.

ad 3. Les résultats de ces deux études permettront après expertise et avis positif de déposer une demande d'autorisation sur le marché du «Baclofène» dans l'indication du traitement de la dépendance à l'alcool.

Les services du Ministère de la Santé suivent l'évolution de ce dossier très attentivement.

**Question 2381** (15.09.2016) de **MM. David Wagner et Marc Baum (déi Lénk)** concernant les **émissions de NO<sub>x</sub> des véhicules**:

En septembre 2015, l'Agence pour la protection de l'environnement des États-Unis (EPA) a révélé que certains constructeurs d'automobiles, notamment le constructeur allemand Volkswagen-Audi, utiliseraient des techniques visant à réduire frauduleusement les émissions polluantes NO<sub>x</sub> et CO<sub>2</sub> de leurs moteurs diesel et essence. La Commission européenne a réagi peu après par la proposition d'un renforcement du règlement 692/2008 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6).

La proposition de règlement visait avant tout l'oxyde d'azote (NO<sub>x</sub>) émis par les moteurs diesel. En effet, les tests réalisés par les autorités américaines montraient que les niveaux d'émission NO<sub>x</sub> détectés dépassaient largement les maxima prescrits par le règlement précité et posaient ainsi un risque préoccupant pour la santé des populations exposées à ces polluants. Pour y remédier, la Commission souhaitait obliger les constructeurs d'automobiles à mesurer les niveaux d'oxyde d'azote (NO<sub>x</sub>) sur la route, en plus des tests en laboratoire. Comme pour les tests en laboratoire, les voitures n'auraient pas dû émettre plus de 80 mg/km de NO<sub>x</sub>.

Mais jugée trop sévère par certains pays membres, cette proposition a été rejetée et la Commission a dû soumettre une version atténuée de son texte (qui préconisait un maximum de 128 mg/km de NO<sub>x</sub> à partir de 2017) et demander à tous les États membres d'envoyer une prise de position écrite afin de trouver un consensus et d'éviter un blocage au Conseil.

Un accord entre les États membres qui permet toujours des émissions plus de deux fois supérieures (168 mg/km de NO<sub>x</sub>) aux maxima fixés dans l'ancien règlement 692/2008 a finalement pu être trouvé. Jugeant ce compromis trop faible et demandant des règles plus strictes, seuls les Pays-Bas s'y sont opposés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures les questions suivantes:

1. Quelle était la position du Gouvernement sur la proposition initiale de la Commission européenne? Est-ce que le Gouvernement la jugeait trop stricte?

2. Quelle était sa position sur la version atténuée de la proposition de la Commission européenne?



3. Quel était le contenu de la position écrite que le Gouvernement a envoyée à Bruxelles en octobre 2015?

4. Messieurs les Ministres pourraient-ils nous faire parvenir la position écrite précitée?

5. Pourquoi le Gouvernement luxembourgeois ne s'est-il pas rallié à la position ferme du Gouvernement néerlandais à l'égard de l'accord jugé trop faible?

**Réponse commune** (10.11.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur la position du Gouvernement face aux nouvelles normes sur les émissions de NO<sub>x</sub> des véhicules routiers.

Il convient de renvoyer dans ce contexte à la réponse à la question parlementaire n°1635 du 14 décembre 2015 de Monsieur le Député Serge Wilmes (*cf. compte rendu n°5/session ordinaire 2015-2016*).

**Question 2382** (15.09.2016) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant les **voitures au gaz naturel**:

Suite à l'explosion d'une voiture au gaz naturel en Allemagne la semaine dernière, un grand groupe pétrolier vient de décider d'arrêter immédiatement les ventes de gaz naturel sur ses stations-services au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'on doive suspendre la vente de gaz naturel sur toutes les stations-services offrant ce combustible et la vente de voitures au gaz naturel jusqu'à la détection des causes de l'explosion?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'on doive mettre à l'arrêt au Luxembourg toutes les voitures roulant au gaz naturel dont la plus grande partie est utilisée par des administrations étatiques respectivement communales?

- Combien de voitures seraient concernées par une telle mesure?

- Les administrations étatiques/communales disposent-elles d'un propre point d'approvisionnement pour leurs véhicules roulant au gaz naturel?

**Réponse** (11.11.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'utilisation des véhicules au gaz naturel au Luxembourg suite à l'explosion d'un tel véhicule en Allemagne.

Tout comme en Allemagne, le groupe pétrolier concerné a suspendu la vente de gaz naturel au Luxembourg dès la publication de l'incident. Suite à une analyse des causes en interne par le groupe pétrolier, celui-ci a repris de nouveau après quelques jours la vente de gaz naturel, alors qu'aucune défaillance au niveau du point d'approvisionnement n'a pu être détectée.

318 véhicules à gaz naturel sont actuellement immatriculés au Luxembourg, dont 108 voitures automobiles à personnes propulsées à 100% par du gaz naturel comprimé, 92 voitures automobiles à personnes hybrides (essence/gaz naturel comprimé), 37 camionnettes propulsées à 100% par du gaz naturel comprimé, 27 camionnettes hybrides (essence/gaz naturel comprimé), un camion (inférieur à 12T) propulsé à 100% par du gaz naturel comprimé, un véhicule spécial hybride (essence/gaz naturel comprimé) (inférieur à 3,5T) et 52 autobus propulsés à 100% par du gaz naturel comprimé.

Il existe aujourd'hui un point d'approvisionnement pour les véhicules au gaz naturel géré par un opérateur public. Le syndicat TICE y approvisionne sa flotte d'autobus.

À ce stade, une mise à l'arrêt de tous les véhicules à gaz semble prématurée. À noter qu'une telle décision n'a d'ailleurs été prise ni en Allemagne ni dans aucun autre pays de l'Union européenne.

**Question 2384** (16.09.2016) de **MM. Gilles Roth, Marco Schank** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant le **bilan des radars fixes**:

Le 16 mars 2016, les premiers radars fixes sont entrés en fonction. Le 9 mai 2016, dix autres radars fixes ont été mis en service ainsi que six radars mobiles.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Les Ministres peuvent-ils nous fournir des chiffres détaillés concernant le nombre de véhicules flashés par les radars fixes après six mois d'exploitation?

- Lesquels ont enregistré le plus d'automobilistes?

- Quel est le nombre de véhicules flashés par les radars mobiles?

**Réponse commune** (28.10.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur les statistiques des radars fixes et mobiles.

Au cours des six premiers mois depuis leur mise en service, les radars automatiques ont relevé 168.345 infractions dont 18.147 ont été enregistrées au moyen des radars mobiles.

Ci-dessous le classement des radars fixes selon le nombre d'infractions relevées:

1. Merl
2. Schieren
3. Lipperscheid
4. Gonderange
5. Schlammestee
6. Reckange
7. Dorscheid
8. Roost
9. Niderterhaff
10. Hëttermillen
11. Welfrange
12. Heiderscheid
13. Stegen
14. Beckerich
15. Schmëttewier
16. Éimeschbaach
17. Garnich
18. Schoenfels
19. Steinheim
20. Pleitrang

Il convient de rappeler dans ce contexte que les radars fixes contrôlent simultanément la vitesse des véhicules dans les deux sens de la circulation, sauf celui installé sur l'autoroute A4 à l'endroit du rond-point Merl qui contrôle seulement dans le sens Esch/Alzette-Luxembourg. Il convient de rappeler également que les radars fixes mesurent la vitesse non seulement sur une longueur d'environ 50 mètres à l'approche mais aussi sur une longueur d'environ 50 mètres à l'éloignement du véhicule.

En ce qui concerne les six radars mobiles embarqués, la Police grand-ducale les emploie selon un concept basé essentiellement sur l'accidentologie. Jusqu'au 16 septembre 2016, 276 contrôles ont été effectués à l'aide des radars mobiles embarqués sur les différents types de routes. Un tel contrôle opéré au moyen d'un radar mobile embarqué peut durer jusqu'à quatre heures. Le plus grand nombre d'infractions, en l'occurrence 513 infractions, ont été relevées en deux heures par un radar mobile embarqué le 11 septembre dernier sur l'autoroute A1.

S'il s'agit pour l'essentiel d'excès de vitesse de moins de 20 km/h, il n'en reste pas moins que de grands excès de vitesse sont relevés, dont le plus grave dépassement de vitesse a été de 104 km/h supérieur au maximum réglementaire.

Si on remarque un apaisement en général de la vitesse, cet apaisement ne se reflète pourtant pas dans l'évolution du nombre d'infractions constatées.

Actuellement, le Comité de suivi, composé des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du système de contrôle et de sanction automatisés, est en train de dégager différentes pistes pour simplifier la procédure préjudiciaire.

Finalement, il convient de rappeler que la vitesse excessive a été la cause principale présumée de 45% des accidents mortels en 2015, soit 15 accidents dans lesquels 17 personnes ont trouvé la mort et deux personnes ont été grièvement blessées.

**Question 2388** (19.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **dégâts ma-**

**tériels occasionnés lors d'interventions policières**:

Et ka virkommen, datt bei Asätz vun der Police materielle Schued entsteet, dëst souwuel um Eegentum vun de Persounen, déi vun der Police cibléiert sinn, wéi och bei den Noperen, der Copropriétéit oder aneren onbedeelegte Leit. Et kënnen dëst Schied si wéi futtis Dieren, Zillen op den Diech oder Gelänneren.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

- Ginn d'Leit, déi e materielle Schued bei engem Asaz vun der Police mussen droen, dofir entschidedgt?

Wa jo:

- Wéi eng Prozedur ass dofir virgesinn? U wie mussen d'Leit sech adresséieren, fir de Schued ze mellen?

- Wéi séier sinn dës Prozeduren, a wat gëtt gemaach, fir de betraffene Leit esou séier wéi méiglech entgéintzekommen?

- Wéi oft ass an de Joren 2005 bis 2015 dës Prozedur ugewannt ginn, a wéi héich waren d'Entschiedegungen?

Wann neen:

- Denkt d'Regierung drun, eng Prozedur anzeféieren, fir esou Schied ze indemniséieren?

**Réponse** (20.10.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Wann eng Persoun e Schued bei engem Policewasaz erleit, gëtt dëse Schued an engem Rapport vun der Police festgehalen.

An der Praxis adresséieren déi betraffene Leit fir gewéinlech eng Demande, fir datt de Stat se indemniséiert, un d'Police.

Dëse Rapport an d'Entschiedungsdemande ginn iwwert d'Voie hiérarchique bis bei de Generaldirekter vun der Police weidergeleet. Dëse préparéiert e Bréif un de Minister fir bannenzeg Sécherheet, un deen en de Rapport mat der Demande annexéiert.

Et gëtt gepréift, ob ee Verscholde säitens der Police festzehalen ass. Wa jo, da gëtt de Schued indemniséiert.

Et gëtt sech dann a Kontakt mat der betraffener Persoun gesat, fir déi néideg Informatiounen, déi gebraucht ginn, fir eng Entschiedung auszebezuolen, ze kréien oder, wann den Dossier dës le départ komplett ass, kritt d'Persoun direkt de Montant vun der Indemnisation confirméiert.

Doropshi gëtt de geschëllte Montant un déi betraffte Persoun, iwwert de Budget vum Statsministère, iwwerwisen.

D'Dauer vun dëser Prozedur ass ënnerschiedlech an hängt vun Dossier zu Dossier of. Vun der initialer Demande bis d'geschëllte Suen der Persoun iwwerwise ginn, dauert et an der Moyenne tëschent zwee a sechs Méint.

Dës Prozedur ass tëschent de Joren 2005 an 2015 eng 20-mol ugewannt ginn. De Montant vun den Entschiedegungen ass ganz ënnerschiedlech an hängt vun der Héicht vum Schued of. An dësem Zäitraum louch déi niddregst Entschiedegung bei 69,46 € an déi héchst bei 8.771,54 €.

**Question 2390** (19.09.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**enlèvement de la haie le long de la route principale reliant Ettelbruck à Diekirch**:

Vers la mi-septembre 2016, des ouvriers ont commencé à enlever la haie le long de la route principale reliant Ettelbruck à Diekirch. Cette haie, qui a été plantée il y a 50 ans, sépare la route de la voie de desserte de deux mètres, qui assure un accès sécurisé aux propriétaires qui habitent le long de la route d'Ettelbruck à Ingeldorf ainsi qu'aux nombreux piétons et cyclistes qui circulent sur la voie de desserte.

Compte tenu de l'importance de cette haie, à la fois pour la sécurité des piétons et cyclistes et la tranquillité des habitants de la route d'Ettelbruck à Ingeldorf, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils m'informer quant aux raisons de l'enlèvement de cette haie?

- Quelles mesures de protection sont prévues: a) pour les piétons et cyclistes qui utilisent la voie de desserte le long de la route nationale Ettelbruck-Diekirch; b) pour les habitants d'Ingeldorf qui sont obligés d'emprunter la voie de desserte pour arriver à leurs propriétés?

**Réponse commune** (09.11.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Par sa question parlementaire l'honorable Député désire avoir des informations concernant l'enlèvement de la haie longeant la route N7 de son côté droit entre Ettelbruck et Diekirch.

En 2015, l'Administration de la nature et des forêts et l'Administration des ponts et chaussées ont convenu une nouvelle approche dans l'extensification de l'entretien des abords de routes pour divers sites à Diekirch. Au printemps 2016 les deux administrations ont pu entamer la planification d'un projet-pilote à Diekirch ainsi que l'exécution de premières mesures.

Un élément du projet-pilote sera la valorisation écologique et paysagère de la bande de verdure située entre la chaussée de la route entre Ingeldorf et Diekirch et le chemin piétonnier (piste cyclable) qui la longe.

Cette bande de verdure était constituée d'une haie plantée et composée d'une seule espèce, à savoir le troène («Liguster»), taillée de manière artificielle en caisson à petite hauteur, et d'une végétation herbacée soumise à un fauchage intensif. Le projet d'amélioration environnementale a prévu de modifier la structure uniforme de la haie, d'une part, en favorisant l'installation spontanée d'autres espèces d'arbustes (prunelliers, noisetiers, sureaux, viornes, etc.) et, d'autre part, de faire alterner des tronçons de végétation ligneuse avec des tronçons de végétation herbacée naturelle. À cet effet, il a été nécessaire d'enlever la haie artificielle sur divers tronçons pour y développer la végétation herbacée.

Cette approche du projet de valorisation écologique a permis à l'Administration des ponts et chaussées de résoudre un problème de visibilité que représentait la haie, entre autres celui pour les voitures sortant des propriétés attenantes à la route.

Une autorisation sur la base de la loi de la protection de la nature n'était pas requise, étant donné que la haie était à assimiler aux haies servant à l'agrément des maisons d'habitation ou des parcs, telles qu'elles sont prévues à l'article 17 alinéa 2 sub a), et non pas aux haies constituant un biotope conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> du même article.

Le projet d'extensification de l'entretien prévoit ensuite que les massifs de haies, qui subsistent, pourront se développer librement en hauteur et en largeur, c'est-à-dire ne seront plus taillés en caisson. Du côté du chemin piétonnier, les massifs ligneux formeront un toit de couronne surplombant la surface de circulation. Un raccourcissement périodique des branches y sera donc nécessaire sur une hauteur d'environ deux mètres. Par ailleurs, les tronçons à végétation herbacée ainsi que les bandes herbacées au pied des massifs de haies feront l'objet d'un fauchage extensif conformément aux principes énoncés dans la brochure «Nature et Construction».

La qualité de vie des piétons et des cyclistes et leur protection vis-à-vis de la route à trafic intense se verront ainsi augmentées de manière substantielle. Au final le projet devrait également aboutir à une augmentation de la biodiversité ainsi qu'à une meilleure intégration paysagère de la route et des constructions y attenantes.

**Question 2392** (19.09.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **formation professionnelle**:

En septembre 2015, l'Université du Luxembourg a présenté une étude sur la formation professionnelle, intitulée «Éléments pour une évaluation de la réforme de la formation professionnelle: les principales critiques».

Selon la conclusion, le rapport «(...) recense principalement les critiques avancées par nos interlocuteurs, ce qui est dû d'ailleurs en partie au mode de questionnement qui tentait surtout de recenser les éléments négatifs dans le cadre d'une discussion de la réforme rendue nécessaire par les nombreux dysfonctionnements avérés et qui ont été répétés par nos interlocuteurs».

Ainsi il en résulte qu'il n'est pas évident de tirer des conclusions précises du rapport comme l'affirme d'ailleurs les auteurs du rapport:



«(...) la plupart des propositions de ce rapport provisoire sont formulées sous une forme conditionnelle». Dans ce contexte, les auteurs font souligner que «Ces nombreux points de critiques qui ont été recensés méritent d'être validés par une méthodologie quantitative plus rigoureuse, par exemple des enquêtes par questionnaires, qui permettraient d'en situer le poids plus précis.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) En vue de la grande réforme de la formation professionnelle, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner si une analyse globale est envisagée afin de faire connaître les forces et faiblesses du système?

2) Pour quelles raisons le Ministère s'est-il principalement appuyé sur les aspects critiques dans son évaluation?

3) Le Ministère a-t-il chargé l'université de valider les points de critiques par une méthodologie quantitative plus rigoureuse, telle que proposée par les auteurs du rapport? Dans l'affirmative, est-ce que tous les acteurs concernés seront consultés?

4) Dans la mesure où ledit rapport n'est que le rapport provisoire, quand sera publié le rapport définitif de cette étude?

5) En mai 2013, le Ministère a effectué auprès des lycées techniques une analyse SWOT. Le Ministère a-t-il évalué cette analyse? Dans l'affirmative, pouvez-vous nous indiquer les conclusions tirées de cette analyse SWOT?

**Réponse** (15.11.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Lors d'une conférence de presse le 7 octobre 2015 j'ai présenté les constats-clés d'une étude sur la formation professionnelle réalisée par l'Université du Luxembourg, ainsi que les réponses que mon Ministère entend y donner.

La mise en œuvre de la réforme professionnelle, qui a débuté en 2010 et porte sur 120 formations, a buté sur des difficultés importantes de mise en œuvre. Le Ministère y a réagi dès 2014, en précisant des mesures provisoires dans une instruction ministérielle, puis en déposant en 2015 un projet de loi destiné à remédier aux principaux problèmes de fonctionnement. Il a également chargé l'Institute for Lifelong Learning and Guidance (LLG) de l'Université du Luxembourg de réaliser une évaluation qualitative du système actuellement en vigueur.

Le rapport de l'université dégage une vision commune des problèmes, également connus du Ministère. Pour alimenter les réflexions, les auteurs ont délibérément choisi de mettre en avant les aspects négatifs. Je tiens toutefois à préciser qu'il s'agit d'une étude qualitative heuristique, qui ne dit rien sur les dimensions quantitatives empiriques des problèmes. Néanmoins, elle documente un malaise généralisé et amène le Ministère à réexaminer certains points pour modifier la loi en vigueur.

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée, j'ai l'honneur de vous faire parvenir les informations suivantes.

ad 1) La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, qui a été votée à la session ordinaire de la Chambre des Députés en date du 12 juillet 2016, et le règlement grand-ducal portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle, qui est entré en vigueur depuis la rentrée scolaire 2016/2017, visent à remédier à des incohérences et difficultés organisationnelles nées de la réforme de 2008. Le système de la formation professionnelle ayant changé considérablement depuis la dernière rentrée, il s'avère difficile d'entamer une étude globale quantitative en ce moment. Il va sans dire qu'elle est envisagée dans le futur dès que des cohortes complètes auront achevé leur formation professionnelle.

ad 2) La réforme de la formation professionnelle a porté sur un ensemble de 120 formations initiales et elle est progressivement entrée en vigueur à partir de la rentrée 2010. Depuis la rentrée 2012, toutes les formations ont été engagées dans la réforme. Si l'un des principaux objectifs de la réforme, à savoir améliorer la qualité de la formation professionnelle, semble atteint, il y a des problèmes majeurs pour ce qui est de l'accès à la formation professionnelle tout au long de la vie, de l'organisa-

tion des formations dans les lycées et de l'identification avec la démarche de la part des enseignants et formateurs, des élèves et de leurs parents. Le système modulaire s'est avéré difficilement gérable pour les lycées. Face aux difficultés multiples, reportées à maintes reprises par tous les acteurs de la formation professionnelle, mon ministère a chargé l'Université du Luxembourg de réaliser l'étude sous rubrique. En vue de remédier à cette situation précaire, et ceci à court terme, j'ai pris la décision que l'étude se base principalement sur les faiblesses du système.

ad 3) Pour les raisons explicitées plus haut, mon Ministère ne prévoit pas, pour l'instant, d'entamer une analyse empiriquement plus rigoureuse. Or, comme évoqué dans ma réponse à la question parlementaire n°2151 des honorables Députées Sylvie Andrich-Duval et Martine Hansen (cf. *compte rendu n°16/session ordinaire 2015-2016*), depuis août 2015, des mises en regard, des entretiens et des pourparlers réguliers du Ministère avec tous les acteurs concernés, notamment les chambres patronales et salariales, les équipes curriculaires, le collège des directeurs de l'enseignement technique, l'Intersyndicale et le Conseil supérieur de l'éducation nationale ont permis d'identifier les adaptations nécessaires et de renouer avec un état d'esprit constructif dans l'intérêt des jeunes et des entreprises.

ad 4) Le rapport d'évaluation de l'Institute for Lifelong Learning and Guidance (LLG) de l'Université du Luxembourg porte effectivement le titre de rapport provisoire. Ne voulant nullement influencer les résultats, les conclusions et les appréciations souvent très critiques et négatifs du LLG, j'ai décidé de publier le rapport sous sa forme brute. Dès lors, il n'est pas prévu qu'une version supplémentaire soit demandée.

ad 5) En mai 2013, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, sous la régie de ma prédécesseuse, a pris la décision d'effectuer auprès des lycées techniques une analyse SWOT concernant 1) l'enseignement par modules, 2) la mise en œuvre des programmes de formation, 3) la mise en œuvre des référentiels de formation et 4) la préparation des enseignants. En effet, l'enquête SWOT en question a finalement été adressée aux directeurs des lycées techniques, ayant la formation professionnelle dans leur offre scolaire, par l'ancien directeur à la formation professionnelle en date du 17 mai 2013. Malgré le renvoi massif de la part des directions, je déplore qu'une suite n'ait pas été donnée pour l'évaluation des retours, ce qui aurait permis l'établissement d'une synthèse de la nature de la réforme de la formation professionnelle, d'une vue globale sur les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces et par la suite de fixer les objectifs concrets.

**Question 2396** (20.09.2016) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **mobilité à bicyclette dans la vallée de l'Alzette**:

Avec l'inauguration de l'ascenseur du Pfaffenthal de nouvelles opportunités se présentent pour les cyclistes entre le territoire des communes de la vallée de l'Alzette et celui de la Ville-Haute de la ville de Luxembourg.

Sachant qu'entre Walferdange et Dommeldange une piste cyclable en site propre fait néanmoins défaut, les cyclistes doivent partager la voie publique avec les autres utilisateurs du tronçon CR233 dit «Krommlängten». Malgré les dangers résultant du trafic motorisé qui y est assez dense, les cyclistes n'ont à leur disposition aucune alternative sécurisée et doivent par ailleurs accepter que la distance à parcourir en vélo de Walferdange en direction nord est très élevée par rapport à celle à parcourir par les automobilistes.

Compte tenu du fait que l'ascenseur du Pfaffenthal représente un élément-clé du réseau national cyclable entre Luxembourg-ville et le tronçon Mersch-Ettelbruck et que le nouveau funiculaire vers Kirchberg est de surcroît destiné à offrir des attraits supplémentaires pour la mobilité à bicyclette dans la région, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Par quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il améliorer la liaison cyclable dans la Vallée de l'Alzette entre Mersch et Pfaffenthal?

2) Est-ce qu'il existe de nouveaux projets destinés à optimiser les itinéraires cyclables dans la région en question? Quel est, le cas échéant, l'instance chargée de leur exécution et leur stade d'avancement?

**Réponse** (11.11.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire l'honorable Députée voudrait avoir des informations concernant la mobilité à bicyclette dans la vallée de l'Alzette.

Il est vrai qu'avec la mise en service de l'ascenseur Pfaffenthal-Ville-Haute le 22 juillet dernier et celle du funiculaire Pfaffenthal-Kirchberg, prévue en décembre 2017, aucun obstacle topographique ne se dresse plus sur la quinzaine de kilomètres d'itinéraires cyclables entre Mersch et la ville de Luxembourg. Par contre, il est également vrai que c'est, d'une part, la sinuosité de l'actuel itinéraire cyclable PC15 entre Walferdange et Mersch et, d'autre part, sa circulation en trafic mixte au niveau des «Krommlängten» qui masquent l'immense potentiel du vélo comme moyen de transport pour les quelque 30.000 résidents dans la vallée de l'Alzette.

Ainsi, l'Administration des ponts et chaussées est actuellement en train d'étudier différents projets ayant comme objectif commun d'améliorer la qualité du réseau cyclable dans la vallée de l'Alzette.

Sur le chemin repris CR233 à Dommeldange, qui figure comme PC1 assurant l'accès vers l'itinéraire cyclable PC15 de l'Alzette et donc comme axe cyclable principal entre le nord du pays et l'agglomération de la ville de Luxembourg, les cyclistes doivent actuellement rouler en trafic mixte. Une sécurisation de ce tronçon s'impose. Suite à des concertations avec toutes les parties concernées, mes services sont en train de finaliser l'avant-projet d'une piste cyclable séparée du côté ouest des rails de la ligne du Nord et ceci entre la gare de Dommeldange et la rue Jean-Baptiste Nothomb.

Dans le cadre de l'ouverture de l'autoroute du Nord, l'Administration des ponts et chaussées est actuellement en train d'étudier le réaménagement de la N7 entre le giratoire à Walferdange et celui à la sortie de Rollingen. L'objectif est de revaloriser l'aménagement urbain de cet axe routier suite à la construction de l'autoroute A7. Il s'agit de diversifier l'offre de mobilité pour les résidents tout en décourageant une recrudescence du trafic de transit. Dans le cadre de ce projet, dont les études d'avant-projet viennent de débuter, des infrastructures pour cyclistes seront prévues le long de la N7. La configuration précise pour ces infrastructures cyclables reste à définir pour chaque tronçon en fonction du gabarit routier. Une fois que l'avant-projet sera prêt endéans quelques mois, il sera discuté avec les responsables communaux dans le cadre de la «Conventioun Uelzechtdal» et ensuite présenté au public.

**Question 2399** (20.09.2016) de **M. Max Hahn** (*DP*) concernant le **bus à moteur hybride ou à batterie électrique**:

Au sein de l'Union européenne, 94% des moyens de transport ont recours aux produits dérivés du pétrole, une situation qui crée une empreinte écologique considérable et impacte négativement sur la qualité de l'air, notamment dans les métropoles. Dans ce contexte, la Ville de Luxembourg a récemment commandé cinq bus hybrides électriques afin de contrer cette évolution et de miser sur la mobilité durable. En outre, l'Allemagne est en train de mener de nombreux projets pilotes dans ce domaine afin de déterminer les conditions sous lesquelles les technologies actuelles produisent les meilleurs résultats (bus à moteur hybride ou véhicules à batterie électrique).

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des études d'efficacité ont été menées afin d'évaluer l'opportunité des bus à batterie électrique au Grand-Duché?

- Le cas échéant, existe-t-il des projets concrets introduisant, de manière ponctuelle ou plus généralisée, ce genre de bus?

- Monsieur le Ministre est-il déjà en mesure d'indiquer quelles lignes du Réseau général des transports routiers pourraient être appropriées à être desservies par ces bus?

**Réponse** (11.11.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°2399 du 20 septembre 2016 l'honorable Député Monsieur Max Hahn demande des renseignements sur

des études d'efficacité pour mettre en service des bus électriques et des bus électriques de type hybride.

Dans le cadre de la réorganisation du réseau RGTR, mes services sont en train de mener certaines études sur la mise en service de bus à propulsion alternative.

À préciser que le service RGTR, soucieux d'entretenir une flotte moderne et à faibles émissions, utilise déjà depuis 2009 des bus hybrides sur différentes lignes de bus.

Fin 2016, la ligne 26 (ligne RGTR allant de Bertrange via Leudelange à Hesperange) sera exploitée avec six bus du type plug-in hybride, en utilisant une station de charge rapide à Bertrange; une deuxième station identique est prévue en 2017 à Alzingen. En outre, il est prévu en principe d'utiliser ce même type de bus et de mode de chargement sur la ligne RGTR 215 de Bascharage vers Luxembourg-ville dont la mise en service est prévue probablement en 2018.

Au-delà des projets mentionnés ci-dessus, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures est en train d'évaluer la possibilité de mettre en œuvre pour le transport en commun davantage de projets pilotes avec des véhicules électriques. Une évaluation des lignes de bus RGTR, susceptibles de s'apprêter à une telle décarbonisation, sera réalisée après un retour en expérience des projets pilotes cités ci-dessus.

**Question 2404** (22.09.2016) de **M. Yves Cruchten** (*LSAP*) concernant l'**enseignement de la langue luxembourgeoise**:

Depuis quelques jours, émanant d'une pétition déposée à la Chambre des Députés, une discussion quant à l'usage et l'importance attribuée à la langue luxembourgeoise aussi bien dans la communication officielle, i. e. administrative que dans la communication usuelle, enflamme les médias et plus particulièrement les réseaux sociaux.

Force est de constater que de nombreuses prises de position se caractérisent par une généralisation de certains faits isolés voire se basent sur des éléments peu précis et parfois même, relatent des informations carrément erronées.

Vu l'importance et la complexité du sujet, une telle discussion quant au rôle à attribuer à la langue luxembourgeoise dans un contexte d'identité nationale mais aussi et surtout comme élément d'intégration et de cohésion sociale, nécessite un minimum d'objectivité basée sur des faits prouvés et incontestables.

Partant, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Dans quelles classes (type d'enseignement, niveau) un enseignement de langue luxembourgeoise est-il dispensé?

2. Quels sont les buts visés par les enseignements de langue luxembourgeoise aux différents niveaux?

3. Si dans certains types d'enseignement un enseignement de langue luxembourgeoise ferait défaut, quelles sont les raisons pour cette situation? Le cas échéant, est-il prévu d'y remédier?

4. Comment Monsieur le Ministre définirait-il, de manière générale, le rôle de la langue luxembourgeoise dans le contexte du système éducatif luxembourgeois?

**Réponse** (08.11.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1. et 2. Enseignement fondamental

Cycle 1, éducation précoce

L'éducation précoce a été introduite à partir de la rentrée scolaire 1998-1999. Son but fut dès le début «de familiariser les enfants avec le monde de l'école et la vie en commun avec des enfants de leur âge»<sup>1</sup>. Le Ministère précisait dans la circulaire de printemps de 2000 que la familiarisation avec la langue et la culture luxembourgeoise constitue une priorité pour l'éducation précoce. Cependant, «la langue luxembourgeoise ne doit pas devenir un facteur d'exclusion, voire de discrimination, mais doit jouer un rôle unificateur»<sup>1</sup>. L'apprentissage

<sup>1</sup> Berg, C /Weis, C. (2005): Sociologie de l'enseignement des langues dans un environnement multilingue - Rapport national en vue de l'élaboration du profil des politiques linguistiques éducatives luxembourgeoises. Luxembourg: MENFP/CE-SIJE.





précoce de la langue luxembourgeoise a été considéré «comme tremplin efficace vers l'apprentissage de l'allemand»<sup>2</sup> à partir de la première année d'études de l'enseignement primaire.

En 2009, l'éducation précoce fut institutionnalisée par la réforme de l'enseignement fondamental, bien que sa fréquentation restât facultative. Le but de faire de l'apprentissage précoce de la langue luxembourgeoise une priorité fut maintenu. Une systématisation de l'apprentissage de la langue luxembourgeoise, tout en maintenant une approche ludique adaptée au bas âge des enfants, se fit par la définition et l'illustration des compétences à développer à partir de l'éducation précoce dans le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental. L'accent fut bien entendu mis sur le développement des compétences dans les domaines de la production orale et de la compréhension de l'oral. Le plan d'études précise, que les activités à développer par le personnel enseignant et éducatif «ne sont pas axées sur l'acquisition structurée de la langue [luxembourgeoise], mais sur une approche globale, par immersion, dans un contexte familial et stimulant tout en respectant et valorisant les langues maternelles des enfants de la classe»<sup>3</sup>.

Le plan d'études introduisait la notion d'éveil aux langues afin de valoriser les connaissances et compétences dans leurs différentes langues maternelles d'un nombre croissant d'enfants intégrant les classes de l'éducation précoce avec une autre langue maternelle que le luxembourgeois.

## Cycle 1, éducation préscolaire

Pendant les deux années du cycle 1, dont la fréquentation est obligatoire au Luxembourg, la seule langue de scolarisation employée pendant les 26 leçons d'enseignement prévues par le plan d'études est le luxembourgeois. L'éveil aux langues y est dispensé de manière transversale afin de développer auprès des enfants des compétences plurilingues et pluriculturelles qui sont typiques pour le contexte multilingue luxembourgeois. La large part accordée à l'apprentissage de la langue luxembourgeoise permet notamment «aux enfants non luxembourgeois d'apprendre à parler le luxembourgeois avant d'entamer le véritable cursus scolaire»<sup>4</sup>. La réforme de l'enseignement fondamental en 2009 menait à la définition d'objectifs de fin de cycle, notamment dans les domaines de la production orale et de la compréhension de l'oral en langue luxembourgeoise pour le cycle 1.

## Objectifs du cycle 1

Le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental définit les niveaux de compétence en langue luxembourgeoise qui sont à atteindre aux différents paliers de l'enseignement fondamental. Au cycle 1, l'accent est mis sur la compréhension de l'oral et la production de l'oral, donc la communication ayant lieu dans les interactions quotidiennes, notamment dans le cadre scolaire:

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

## Cycles 2 à 4, enseignement primaire

Compte tenu du fait que l'alphabétisation des élèves dans l'enseignement public luxembourgeois se fait traditionnellement en langue allemande, la majeure partie de l'enseignement langagier est consacrée à l'apprentissage de l'allemand, qui fut d'ailleurs pendant longtemps pour la majorité des Luxembourgeois la première langue écrite. Ainsi, le règlement grand-ducal du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental dispose dans son article 4 qu'aux cycles 2, 3 et 4, «l'allemand est la langue d'enseignement employée dans les domaines de développement et d'apprentissages relatifs à l'alphabétisation, la langue allemande, les mathématiques, l'éveil aux sciences, les sciences naturelles et humaines et l'éducation morale et sociale»<sup>5</sup>.

Donc, officiellement, l'emploi du luxembourgeois se limite aux cours de langue luxembourgeoise, dont le volume annuel s'élève à 36 leçons, soit une leçon par semaine. Cependant, l'emploi du luxembourgeois en tant que langue de communication principale est également prévu pour les domaines «relatifs à l'ex-

pression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé, l'éveil à l'esthétique, à la création et à la culture, les arts et la musique»<sup>6</sup>, dont le volume annuel s'élève à 288 leçons, soit huit leçons hebdomadaires aux cycles 2 et 3 et à 252 leçons annuelles ou sept leçons hebdomadaires au cycle 4. En ce qui concerne les mathématiques et le domaine de l'éveil aux sciences et des sciences, le plan d'études recommande aux enseignants de tolérer l'utilisation du luxembourgeois et d'autres langues parlées avec aisance par les élèves, notamment pour faciliter la communication et les interactions dans le cadre de situations d'apprentissage et d'évaluation. Dans leur rapport sur la politique linguistique au Luxembourg<sup>7</sup>, les experts du Conseil de l'Europe ont constaté que la présence du luxembourgeois «dans le quotidien pédagogique va bien au-delà de ce qui est prévu dans les textes réglementaires. Il n'est pas rare (...) que les enseignants aient recours au luxembourgeois pour apporter des explications aux élèves sur le contenu d'un enseignement dispensé en allemand ou en français»<sup>8</sup>.

Force est de constater que l'apprentissage du luxembourgeois à l'enseignement primaire ne se limite aucunement aux 36 leçons d'apprentissage formel prévu annuellement, mais se fait essentiellement par son utilisation informelle dans le cadre de la vie quotidienne à l'école. Fehlen et Heintz<sup>9</sup> ont d'ailleurs constaté que la langue luxembourgeoise est de loin la langue la plus parlée au sein de l'école luxembourgeoise: plus que 80% des enfants de la tranche d'âge appartenant à l'enseignement fondamental utilisent la langue luxembourgeoise dans les écoles du Grand-Duché<sup>10</sup>.

## Objectifs des cycles 2 à 4

Les objectifs suivis par l'apprentissage de la langue luxembourgeoise aux cycles 2, 3 et 4 se déclinent également en socles de compétences définis pour la fin de chaque cycle. En ce qui concerne la description des niveaux correspondant au socle, il y a lieu de mentionner qu'il s'agit de standards de formation minimaux (Minimalstandards) qui sont définis dans l'optique qu'ils puissent être atteints par la majorité des élèves, y compris les élèves qui ne maîtrisent pas la langue luxembourgeoise au début de leur scolarité. Pour ne pas surmener les élèves par l'apprentissage systématique d'une troisième langue à côté de la langue allemande et de la langue française, dont la maîtrise est indispensable pour la poursuite de leurs études, le plan d'études indique que «les activités ne sont pas axées sur l'acquisition structurée de la langue de scolarisation, [en l'occurrence, le luxembourgeois], mais sur une approche globale, par immersion, dans un contexte familial et stimulant tout en respectant et valorisant les langues maternelles des enfants de la classe»<sup>11</sup>.

À titre d'exemple, ne sont repris que les socles de compétences du cycle 4, qui bien entendu ne sont pas seulement développés pendant les leçons prévues pour l'enseignement de la langue luxembourgeoise, mais par l'usage de celle-ci dans de nombreuses situations de communication pendant des activités formelles et informelles au cours de la journée:

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Les socles de compétences relatifs à la langue luxembourgeoise ne comprennent pas le volet de la production écrite pour ne pas lui donner un caractère contraignant, soumis à une évaluation systématique. En effet, la partie du plan d'études se référant aux socles de compétences n'énumère que les éléments que tous les élèves devraient maîtriser à la fin d'un cycle d'apprentissage.

La deuxième partie du plan d'études comprenant les programmes définit par contre tout ce qui doit être enseigné dans les différentes matières au cours des quatre cycles de l'enseignement fondamental. Bien qu'on ne puisse pas attendre de l'ensemble des élèves qu'ils maîtrisent à fond les finesses de l'orthographe et la grammaire du luxembourgeois, il est évident qu'ils doivent au moins être familiarisés avec l'écriture de la langue nationale. Ainsi, le plan d'études prévoit que «les enfants sont amenés à découvrir quelques règles élémentaires de l'écriture de la langue luxembourgeoise. L'enseignant adapte les activités d'écri-

<sup>6</sup> ibd.

<sup>7</sup> CoE (2006): Profil de la politique linguistique éducative - Grand-Duché de Luxembourg. Strasbourg, Luxembourg: MENFP/Division des politiques linguistiques

<sup>8</sup> ibd.:12

<sup>9</sup> Fehlen, F. (2016): Die Luxemburger Mehrsprachigkeit: Ergebnisse einer Volkszählung. 1. Auflage. Bielefeld: transcript.

<sup>10</sup> Ibd.: 54

<sup>11</sup> MENFP 2011

ture aux connaissances des enfants. Il ne recourt en aucun cas à des dictées ou d'autres exercices formalisés»<sup>12</sup>.

Les compétences à développer au sein du cycle 4 pour le domaine de la production écrite en langue luxembourgeoise sont les suivantes:

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Enseignement secondaire et enseignement secondaire technique

## Le luxembourgeois comme langue véhiculaire

L'instruction ministérielle du 10 septembre 2010 concernant la langue véhiculaire prévoit que le recours explicite au luxembourgeois est autorisé dans des situations clairement délimitées et justifiées:

- comme langue de médiation dans une interaction avec un élève en difficulté, mais seulement après que l'explication donnée et répétée en langue véhiculaire n'a pas été comprise;

- comme moyen de communication facilitateur dans des situations où un élève n'arrive pas à formuler clairement le fond de sa pensée;

- comme coup de projecteur dans des situations particulières où le professeur se rend compte que des aspects essentiels d'un problème de société ou les conséquences d'un débat scientifique, politique ou moral n'ont pas été compris;

- comme langue de communication entre les élèves lorsque ceux-ci travaillent en groupes ou dans des ateliers pratiques; ou comme langue de communication entre l'enseignant et l'élève individuel lors d'un travail pratique en atelier.

## Cycle inférieur de l'enseignement secondaire

Dans la division inférieure de l'enseignement secondaire, une heure de luxembourgeois (LUXEM) par semaine figure au programme des classes de 7<sup>e</sup>.

Le manuel au programme est «Lies de bal», un livre avec des textes en langue luxembourgeoise, destiné aux élèves du cycle inférieur de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Il s'agit d'un recueil de textes pour la plupart récents. Le but est de donner envie aux jeunes de lire des textes en langue luxembourgeoise et d'éveiller leur intérêt pour la littérature luxembourgeoise.

## Cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique

Dans l'enseignement secondaire technique, la branche combinée «Allemand/Luxembourgeois» (ALLUX) est enseignée en classes de 7<sup>e</sup> (quatre leçons/semaine), 8<sup>e</sup> (quatre leçons/semaine) et 9<sup>e</sup> (trois leçons/semaine).

Le manuel de luxembourgeois au programme du cours combiné «Allemand/Luxembourgeois» (ALLUX) pour les classes de 7ST, 8TE, 8PO, 9TE et 9PO est, comme pour les classes de 7<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire, «Lies de bal».

De ce manuel, les enseignants doivent choisir au moins deux textes par trimestre qui seront lus en classe, expliqués et discutés: «Am Lëtzebuergesche gi pro Trimester weinstens zwee Texter aus dem Buch 'Lies de bal' mat der Klass gelyes, explizéiert an diskutéiert.» (Septembre 2014).

En 9<sup>e</sup> pratique et dans les classes modulaires du régime préparatoire (à l'exception des classes francophones), la branche ALLUX est enseignée à raison de quatre leçons par semaine. En pratique, la langue enseignée est l'allemand.

En ce qui concerne le luxembourgeois, l'accent est mis sur la compréhension et l'expression orales. Si les élèves ont des difficultés de compréhension et d'expression en langue luxembourgeoise, l'enseignant devrait les aider à acquérir ces compétences dans le cadre de la branche ALLUX.

Dans le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, il existe des classes d'insertion pour jeunes venant d'arriver au Grand-Duché. À côté d'un apprentissage accéléré de la langue française, le programme comporte quatre leçons de luxembourgeois (classes de 7STF et 8TEF, classes modulaires d'insertion 7MOF, 8MOF, 9MOF).

Un cours de luxembourgeois de quatre leçons/semaine figure au programme des classes d'accueil (ACCU), ainsi qu'un cours de luxembourgeois de deux leçons/semaine pour les classes d'accueil pour jeunes adultes (CLIIJA).

Le manuel au programme des classes d'accueil (ACCU), des classes d'accueil pour jeunes adultes (CLIIJA) et des classes d'insertion est «Wat gelift? - Lëtzebuergesch fir déi Jonk», un

<sup>12</sup> MENFP 2011

livre spécialement conçu pour apprendre une langue étrangère à un public adolescent. Le but visé est une approche communicative dans l'enseignement d'une langue étrangère. L'accent est mis sur la compréhension et l'expression orales de l'élève en vue d'une meilleure intégration dans la société luxembourgeoise.

## Cycle supérieur de l'enseignement secondaire

Pour les classes du cycle supérieur, il était prévu une option «Civilisation luxembourgeoise». Cependant, il n'existait pas de programme pour cette option. (Une personne a été chargée de l'élaboration d'un programme-cadre.)

L'anthologie «Literaresch Welten» est un manuel scolaire facultatif avec des textes d'auteurs luxembourgeois en langues luxembourgeoise, allemande et française pour les classes supérieures.

## Classes internationales

L'École internationale de Differdange (EIDD) prévoit deux leçons de luxembourgeois (LUXEM) en S1 FR et S1 EN.

Au programme des classes internationales, classes préparatoires anglophones, classes préparatoires aux examens (international) GCSE, AS-level et A-level, figure une leçon de «Luxembourg - langue et culture» (LUXLA) en classes de 7<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup>.

Un cours facultatif «Luxembourg - langue et culture» (LUXLA) d'une leçon par semaine est prévu pour les classes de 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> (GCSE), ainsi que pour les classes de 2<sup>e</sup> et 1<sup>re</sup> (AS-level, A-level).

## Formation des adultes

Des cours de luxembourgeois pour adultes sont offerts par l'Institut national des langues (INL) et le Service de la formation des adultes (SFA). Les cours dispensés à l'Institut national des langues sont suivis pour la plupart de personnes qui veulent acquérir la nationalité luxembourgeoise et qui visent les tests de niveau B1 pour la compréhension orale et A2 pour l'expression orale.

Le Luxembourgeois et les élèves primo-arrivants

À titre d'information, je vous fournis également les informations concernant l'importance du luxembourgeois dans les programmes établis pour les élèves nouvellement arrivés au pays.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 3. Pendant sa scolarisation au Luxembourg, chaque élève vit des moments sans enseignement formalisé de la langue luxembourgeoise. Cette démarche me semble tout à fait raisonnable, comme l'école luxembourgeoise tant comme l'État luxembourgeois sont dans l'obligation de promouvoir et la langue luxembourgeoise et le plurilinguisme, notre pays formant une multiglossie quasiment parfaite.

Néanmoins, je rejoins l'honorable Député en identifiant des pistes à creuser, en identifiant des opportunités de rendre plus efficace l'apprentissage du luxembourgeois dans nos curricula. À titre d'exemple, je tiens à mentionner un apprentissage plus systématique du luxembourgeois au cycle 1, l'option «Luxembourgeois» à la section A de l'enseignement secondaire et l'emploi fonctionnel du luxembourgeois en tant que langue véhiculaire dans le cadre de la formation professionnelle.

ad 4. Un des facteurs essentiels à la base de l'intégration sociale de tous les élèves scolarisés au Luxembourg, qu'ils parlent le luxembourgeois ou d'autres langues, est l'apprentissage de la langue luxembourgeoise, notamment au niveau de l'enseignement fondamental, non seulement dans des cours de langue isolés, mais comme principale langue de communication pendant et en dehors des heures de classe.

En effet, le luxembourgeois, omniprésent dans la vie quotidienne, est considéré par les jeunes comme la première langue de communication interpersonnelle, tant sur le plan affectif, puisqu'il contribue à leur construction identitaire, que sur le plan social, comme en témoigne son usage abondant lors des échanges par les différents médias du domaine des technologies informatiques. Cette percée de la langue luxembourgeoise dans la communication journalistique et les médias ne se reflète certainement pas encore dans tous les programmes scolaires, ni dans notre estime de cette langue.

<sup>1</sup> Berg/Weis 2005

<sup>2</sup> MENFP (2011): Plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental

<sup>3</sup> Berg/Weis 2005

<sup>4</sup> MENFP 2011

<sup>5</sup> MENFP 2011



**Question 2406** (22.09.2016) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant la **promotion et le rôle de la langue luxembourgeoise dans la recherche et dans la culture:**

Depuis quelques jours, émanant d'une pétition déposée à la Chambre des Députés, une discussion quant à l'usage et l'importance attribuée à la langue luxembourgeoise aussi bien dans la communication officielle, i. e. administrative que dans la communication usuelle, enflamme les médias et plus particulièrement les réseaux sociaux.

Force est de constater que de nombreuses prises de position se caractérisent par une généralisation de certains faits isolés voire se basent sur des éléments peu précis et parfois même relatent des informations carrément erronées.

Vu l'importance et la complexité du sujet, une telle discussion quant au rôle à attribuer à la langue luxembourgeoise dans un contexte d'identité nationale mais aussi et surtout comme élément d'intégration et de cohésion sociale, nécessite un minimum d'objectivité basée sur des faits prouvés et incontestables.

Partant, je me permets de poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Culture et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Existe-t-il des initiatives gouvernementales en matière de promotion de la langue luxembourgeoise au niveau culturel (théâtre, littérature, cinéma,...) et en matière de recherche (Université de Luxembourg, autres associations publiques ou privées)? Si oui, lesquelles?

2. Comment Messieurs les Ministres définiraient-ils, de manière générale, le rôle de la langue luxembourgeoise dans le contexte de la culture respectivement quelle importance le Gouvernement attribue-t-il à la recherche scientifique en matière de langue et de culture luxembourgeoises?

**Réponse commune** (31.10.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Le Ministère de la Culture et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche soutiennent toute une panoplie de mesures en faveur de la promotion de la langue luxembourgeoise et qui sont détaillées ci-après.

Pour ce qui est du domaine de la culture, il s'agit notamment des soutiens suivants:

- subventions directes aux projets culturels en langue luxembourgeoise initiés par des associations ou des personnes privées;

- subventions indirectes aux projets culturels en langue luxembourgeoise à travers les instituts culturels de l'État, les bibliothèques publiques agréées, l'Institut grand-ducal et les établissements culturels conventionnés;

- soutien à la valorisation, à la conservation et à la promotion de la langue luxembourgeoise à travers les instituts culturels sous tutelle du Ministère de la Culture: la Bibliothèque nationale, le Centre national de littérature et le Centre national de l'audiovisuel;

- soutien à l'étude, à la description et à la promotion de la langue luxembourgeoise à travers la plate-forme «Lëtzebuerg Online Dictionnaire»;

- soutien à l'étude, à la description et à la diffusion de la langue luxembourgeoise à travers le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise.

Outre les subventions directes aux projets culturels en langue luxembourgeoise, le Ministère de la Culture confie également la valorisation, la conservation et la promotion de la langue luxembourgeoise à ses instituts culturels, notamment à la Bibliothèque nationale (ci-après «BnL»), au Centre national de littérature (ci-après «CNL») et au Centre national de l'audiovisuel (ci-après «CNA»).

La loi du 25 juin 2004 fixant les modalités du dépôt légal de toutes publications du patrimoine luxembourgeois (Luxemburgensia) garantit, entre autres, la collection et la conservation de toutes les publications en langue luxembourgeoise éditées au Luxembourg par la BnL et la sauvegarde du patrimoine audiovisuel national en langue luxembourgeoise par le CNA.

Le catalogue de la BnL comprend actuellement 6.998 titres d'ouvrages en langue luxembour-

geoise correspondant à 29.924 exemplaires. En 2015, 126 nouveaux titres de langue luxembourgeoise sont entrés à la BnL. La BnL soutient activement l'apprentissage de la langue luxembourgeoise par la mise à disposition dans sa médiathèque de nombreux supports à caractère audiovisuel pour l'apprentissage rapide de la langue luxembourgeoise. Ces méthodes de langues («Sprachlehrrmittel») sont régulièrement mises à jour et adaptées à la demande des usagers.

Le service de bibliothèques circulantes «Bicherbus» de la Bibliothèque nationale parcourt l'ensemble du pays en 17 tournées hebdomadaires et dessert 100 localités dans un rythme de trois semaines. Il permet ainsi d'apporter 504 titres, soit 1.185 exemplaires, de livres en langue luxembourgeoise au plus près des lecteurs.

Afin de promouvoir le patrimoine national écrit par Internet, la BnL met en ligne les anciennes éditions numérisées des quotidiens et livres édités au Luxembourg via son portail [www.eluxemburgensia.lu](http://www.eluxemburgensia.lu). Toutefois ces publications sont rédigées principalement en langues allemande et française.

Par la publication des «Carnets didactiques du Cedom», rédigés en langue luxembourgeoise, réalisée dans le cadre du Centre d'études et de documentation musicales («Cedom») de la BnL, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et le Ministère de la Culture, la BnL œuvre pour la promotion du patrimoine culturel et musical luxembourgeois dans les établissements scolaires. Le premier tome est dédié à l'hymne national «Ons Heemecht», les deuxième et troisième à la satire, au cabaret et au théâtre musical sous toutes ses formes.

La loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques prévoit que les bibliothèques publiques mettent à la disposition de leurs usagers une collection incluant une offre équilibrée d'ouvrages au moins dans les trois langues officielles du pays ainsi que des méthodes audiovisuelles et autres d'apprentissage de ces langues. Cette obligation a été mise en place par le législateur dans un souci d'intégration et de cohésion sociale et notamment pour faciliter l'apprentissage des langues du pays, en particulier le luxembourgeois.

Le catalogue collectif des 74 bibliothèques du réseau [bibnet.lu](http://bibnet.lu), accessible via le moteur de recherche [a-z.lu](http://a-z.lu), recense tous les ouvrages en langue luxembourgeoise détenus par ces bibliothèques. Les bibliothèques du réseau offrent à leurs publics 307 supports audiovisuels d'apprentissage de la langue luxembourgeoise. Au près de ces mêmes bibliothèques ont été empruntés au cours de l'année 2015 7.572 livres de langue luxembourgeoise et méthodes de langue pour l'apprentissage du luxembourgeois.

Le CNL conserve le patrimoine littéraire national et assure la valorisation de la littérature multilingue du Grand-Duché de Luxembourg. Au Luxembourg, la littérature s'est toujours développée dans un contexte plurilingue et le CNL en tant que centre de recherche et maison de la littérature, ne se limite bien entendu pas uniquement à la valorisation de la littérature en langue luxembourgeoise; néanmoins cette dernière joue un rôle important dans les recherches et la programmation du CNL.

Dû au succès indéniable de l'exposition sur la langue luxembourgeoise qui s'est tenue du 26 octobre 2000 au 31 mars 2001, le CNL a publié un deuxième tirage du catalogue d'exposition «Lëtzebuergesch, „eng Ried, déi vun allen am meeschten ëm ons kléngt“ (A. Meyer): eine Sprache geht ihren Weg: von „onst Däitsch“ zu „eis Sprooch“». Cet ouvrage est toujours en vente et informe les lecteurs sur l'évolution du luxembourgeois en tant que langue littéraire en particulier et sur l'usage de la langue en général.

Par ailleurs, le CNL assure la recherche sur les auteurs de langue luxembourgeoise et les catalogues d'exposition (Dicks, Michel Rodange), les éditions (Michel Rodange, Dicks, Antoine Meyer, Isidore Comes, Max Goergen, Nicolas Gonner, André Duchscher) et les études scientifiques rendent compte des résultats de ces travaux. La valorisation de la langue y est également assurée par la publication de documents audio, p. ex. des choix de textes de Dicks, de Michel Rodange et d'Antoine Meyer lus par Steve Karier.

En 2014 et 2015, le CNL a organisé 42 soirées de lectures impliquant 65 auteurs. 19 soirées étaient vouées à la littérature en langue luxembourgeoise et 17 auteurs ont présenté des publications en luxembourgeois. En outre, le CNL met en contact les auteurs de langue luxembourgeoise avec des institutions et organisations, aussi bien au niveau national qu'international.

Le CNL soutient financièrement la création littéraire en langue luxembourgeoise, soit par la

publication de textes inédits d'auteurs contemporains (Fundstücke-Trouvailles, 2016), soit en passant une commande d'écriture (p. ex. quatre pièces en un acte pour la saison 2016-2017 en collaboration avec le Théâtre des Casemates).

En 2017, le CNL publiera, dans sa collection des éditions et des études, deux tomes en langue luxembourgeoise, ce qui revient à une mise en valeur du luxembourgeois comme langue critique et scientifique.

Le «Lëtzebuerg Online Dictionnaire», dont la première version en ligne date de 2007, est la disposition la plus importante prise par le Ministère de la Culture pour sensibiliser le grand public à la langue luxembourgeoise. Il s'agit d'un dictionnaire plurilingue qui indique les mots communs de la langue luxembourgeoise avec leur traduction en allemand, en français, en anglais et en portugais. Chaque terme est accompagné d'exemples en luxembourgeois qui illustrent l'usage. Des informations grammaticales pertinentes ainsi que des synonymes complètent les informations sémantiques et lexicales. Il est en outre possible de consulter un tableau de conjugaison pour chaque verbe et un tableau de déclinaison pour chaque adjectif.

Le dictionnaire est actuellement utilisé par plus de 150.000 utilisateurs par an, qui consultent autour de 1.500.000 d'articles, principalement pour comprendre le sens des mots luxembourgeois et/ou pour en vérifier l'orthographe. Le nombre d'utilisateurs est en constante augmentation.

Depuis son lancement, le «Lëtzebuerg Online Dictionnaire» n'a cessé d'évoluer et constitue à ce jour bien plus qu'un simple dictionnaire, à savoir un service d'assistance linguistique destiné au grand public (assistance par SMS, par téléphone et/ou par courriel), mais aussi à l'administration gouvernementale et aux entités paraétatiques ayant des besoins linguistiques spécifiques (service de correction et de traduction, notamment).

Par ses activités, le «Lëtzebuerg Online Dictionnaire» contribue donc à la mise en conformité des administrations avec l'article 4 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, stipulant que «lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant».

Suite à de très nombreuses demandes relatives à l'orthographe luxembourgeoise, l'équipe du «Lëtzebuerg Online Dictionnaire» a mis en place le projet [ortho.lod.lu](http://ortho.lod.lu), site Internet destiné à rendre accessibles les principales règles actuelles de l'orthographe et permettant de rafraîchir et de tester ses connaissances en la matière. Au cours des douze derniers mois, plus de 50.000 exercices ont été effectués en ligne.

Le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise est un organe consultatif créé par l'article 24 de la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État qui a pour missions «l'étude, la description et la diffusion de la langue luxembourgeoise». Il peut être chargé par le Ministre de la Culture de «formuler des avis sur des questions pouvant aider à une meilleure connaissance et diffusion du luxembourgeois» et par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse de «formuler des recommandations quant à l'étude et à l'enseignement de la langue».

En ce qui concerne le soutien du Gouvernement à la langue luxembourgeoise dans le domaine de la recherche, il y a lieu de souligner que l'Université du Luxembourg compte parmi ses objectifs la contribution au développement social, culturel et économique du Luxembourg (article 5 de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg). La langue et la culture luxembourgeoise ainsi que l'histoire du Luxembourg ont eu, dès la création de l'Université en 2003, leur place dans l'offre de l'enseignement et dans les activités de recherche. Ainsi, Peter Gilles est professeur de l'Université en linguistique luxembourgeoise depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006.

L'Institut de langue et littératures luxembourgeoises dans l'Unité de recherche IPSE de la Faculté des lettres, des sciences humaines, des arts et des sciences de l'éducation emploie actuellement quatre membres du corps académique, six membres du corps intermédiaire des doctorants et postdoctorants ainsi que huit membres scientifiques. La page Internet <http://infolux.uni.lu/> résume les activités en matière de langue et littérature luxembourgeoises. On y trouve notamment des informations sur quatre projets de recherche actuellement en cours, financés par le FNR, l'Université, la Deutsche Forschungsgemeinschaft et le Schweizerischer Nationalfonds, ainsi que sur sept projets de doctorats en cours. Le site propose égale-

ment une section «ressources» contenant entre autres des dictionnaires et des ressources consacrées à la grammaire et à l'onomastique. Toutes les publications des membres de l'Institut sont également répertoriées sur ce site, et certaines d'entre elles peuvent y être téléchargées. Cinq doctorats en langue et littérature luxembourgeoises ont déjà été soutenus.

L'Institut d'histoire a également réalisé un grand nombre de projets scientifiques concernant le territoire et la société luxembourgeoise depuis l'époque médiévale jusqu'au temps présent, résultant en un grand nombre de publications, de mémoires et de thèses. Actuellement, le nouveau centre interdisciplinaire Institut d'histoire du temps présent (IHTP) consacré à l'histoire contemporaine du Luxembourg et de l'Europe ainsi qu'à l'histoire numérique est en train de prendre forme avec la nomination de son directeur, le professeur Andreas Fickers. Des projets concernant la culture luxembourgeoise et les migrations sont également en cours à l'Institut d'études romanes, médias et arts de l'Unité de recherche Identités. Politiques, Sociétés, Espaces (IPSE).

En ce qui concerne les formations, l'Université offre actuellement la formation continue «Lëtzebuerg Sprooch a Kultur». Un nouveau «Master in Theaterwissenschaften» en collaboration avec des théâtres luxembourgeois vient de démarrer. Une coopération stratégique de l'Université du Luxembourg avec l'Institut national des langues, qui est en train de se mettre en place, va encore renforcer la formation continue en matière de langue luxembourgeoise, aussi bien en ce qui concerne l'apprentissage de la langue que l'évaluation des compétences linguistiques en luxembourgeois.

À travers les différents soutiens, initiatives et programmes évoqués ci-dessus, il ressort clairement que le Gouvernement attache une importance toute particulière à l'apprentissage, à la diffusion, au soutien et donc au rôle de la langue luxembourgeoise tant dans le domaine de la culture que de la recherche. Il convient de préciser qu'il ne s'agit cependant pas d'un catalogue exhaustif de toutes les activités en faveur de la langue luxembourgeoise entreprises par le Gouvernement.

**Question 2407** (22.09.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** (CSV) concernant **l'abandon du Nation Branding et l'émergence de nouveaux instruments de promotion du pays:**

En date du 1<sup>er</sup> septembre 2016, la Secrétaire d'État à l'Économie Francine Closener a participé à l'ouverture officielle de la première édition de l'événement «Meet Luxembourg 2016». Lors d'une conférence de presse, Francine Closener a déclaré que le terme Nation Branding sera abandonné en octobre au profit d'une nouvelle opération de promotion du pays. La Secrétaire d'État à l'Économie a par la suite invité à la présentation des nouveaux instruments de promotion du Luxembourg intitulée «Zesumme méi wäit... - Comment parler du Luxembourg?» en date du 10 octobre 2016.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Dans son programme gouvernemental de 2013, le Gouvernement avait indiqué que «(l)a promotion du Luxembourg (...) sera fondée sur la mise en place d'un concept de Nation Branding» et qu'il faudra «(u)ne approche systématique vis(ant) à mesurer, établir et gérer la réputation du Luxembourg».

Dès lors, pourquoi est-ce que le concept actuel de Nation Branding est abandonné par le Gouvernement? Monsieur le Ministre estime-t-il que l'abandon d'un concept basé sur plusieurs années d'efforts et d'investissements est une approche «systématique» de gestion de la réputation du Luxembourg?

- Quel est le coût global final du concept Nation Branding, y inclus toutes les conférences, invitations de participation au grand public, débats, élaboration et production de matériel de promotion, etc., depuis qu'il figure dans le programme gouvernemental de 2013?

- Quelles sont les attentes concrètes de Monsieur le Ministre envers le remplacement du terme Nation Branding par les instruments de promotion «Zesumme méi wäit... - Comment parler du Luxembourg?»?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau de comparaison entre le concept abandonné Nation Branding et les nouveaux instruments de promotion du pays «Zesumme méi wäit... - Comment parler du Luxembourg?» en indiquant concrètement les différentes mesures des deux concepts, lesquelles seront reprises



dans le nouveau concept et lesquelles seront abandonnées?

- Depuis quand le Gouvernement est-il en train d'élaborer ce nouveau concept et quel est le coût accumulé y inclus la présentation du 10 octobre?

**Réponse** (28.10.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*:

Le processus de Nation Branding, initié par le Gouvernement en 2013, est un processus en plusieurs phases. La première (janvier 2014 à juin 2015) avait été consacrée à la réflexion sur les valeurs qui fédèrent les citoyens du pays et que sont l'ouverture, le dynamisme et la fiabilité. La seconde (septembre 2015 à juillet 2016) s'est ensuite attachée à définir comment traduire en messages et en symboles ces valeurs pour se présenter à un public international de manière authentique et inspirante. La troisième (depuis janvier 2016), plus opérationnelle, se concentre maintenant sur le déploiement des actions de mise en œuvre. Présentés le 10 octobre dans le cadre d'une conférence publique aux Rotondes, intitulée «Zesumme méi wäit... - Comment parler du Luxembourg?» par la Secrétaire d'État à l'Économie, ces outils et actions, qui sont le fruit des deux premières phases, sont conçus pour faciliter le travail des institutions publiques ou privées et des personnes souhaitant communiquer sur le Luxembourg.

Quant à la terminologie employée, et étant donné que le processus Nation Branding - après deux phases d'ordre plus stratégiques et conceptuelles - est entré dans une phase de déploiement et d'actions concrètes, le Gouvernement estime que le terme «promotion du Luxembourg à l'étranger» reflète mieux la troisième phase du processus consacrée au volet opérationnel. Par ailleurs, le comité de coordination a créé un espace pour rassembler une panoplie d'informations, vidéos, images et faits remarquables relatifs au pays, ceci autour de thèmes caractéristiques du Luxembourg, afin que tous les acteurs qui œuvrent au rayonnement du pays puissent y trouver une inspiration. Ainsi le site Internet porte le nom <http://www.inspiringluxembourg.lu> et le Comité de coordination s'appelle désormais également Comité de coordination «Inspiring Luxembourg».

Le budget attribué à la mise en place du concept de Nation Branding est de 1.290.500 € jusqu'à présent, dont 970.000 € pour l'exercice budgétaire en cours.

**Question 2408** (22.09.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la «**Luxembourg Medical School**»:

Lors de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur en date du 14 mars 2016, Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace nous a informé que des études étaient en cours en vue d'analyser l'opportunité d'une «Luxembourg Medical School» ou d'un modèle alternatif avec une coopération renforcée avec une ou plusieurs universités de la Grande Région. Les conclusions de ces études devaient être présentées au cours de l'été 2016.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace:

- Monsieur le Ministre, quelles sont les conclusions tirées de ces études?

**Réponse** (19.10.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Martine Hansen au sujet de la formation en médecine à l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

Lors de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace du 14 mars 2016, j'ai informé les membres que «la question de la „Luxembourg Medical School (formation de base de six ans) ou d'un modèle alternatif en partenariat (entre la formation actuelle d'un an et celle de six ans) doit être abordée en vue du Contrat d'établissement pour la période 2018-2021. Actuellement, des études sont en cours. Une coopération renforcée avec une ou plusieurs universités de la Grande Région a été favorisée par les députés des différents partis lors de la réunion du 16 mars 2015. Les conclusions de ces études devraient être présentées au cours de l'été 2016.»

À l'heure actuelle, les analyses des deux groupes de travail chargés d'examiner le développement de la formation médicale au Luxembourg sont encore en cours. Les groupes de travail précités, rassemblant des représentants de l'Université du Luxembourg, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère de la Santé et des hôpitaux luxembourgeois ont pour mission de remettre, avant la fin de cette année, leurs rapports aux deux membres du Gouvernement plus directement concernés, à savoir la Ministre de la Santé et le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, afin de mettre le Gouvernement en mesure de prendre une décision.

Le développement de la formation médicale au Luxembourg et dans les pays limitrophes nécessite en effet une analyse détaillée à plusieurs niveaux, de sorte que je ne saurais devancer les conclusions des rapports qui ne sont pas encore disponibles. Dans un dossier revêtant une importance primordiale non seulement pour l'Université mais aussi pour l'ensemble du pays, le Gouvernement s'accorde le temps nécessaire pour prendre une décision en toute connaissance de cause, sans qu'il soit pour autant question de retarder outre mesure ce processus.

Toutefois, je peux rappeler à l'honorable Députée Martine Hansen que le contrat d'établissement avec l'Université du Luxembourg pour la période de 2010 à 2013 prévoyait que: «À la demande du Gouvernement, l'Université étudie la mise en place d'un dispositif de formations pour la médecine et certaines professions de santé.»

Selon les informations dont disposent mes services, une première réunion en vue de développer la formation médicale au Luxembourg s'est tenue le 24 mars 2011 et avait pour objet le développement d'un bachelors en médecine. Cependant, fin 2013, le ministère ne disposait ni d'un rapport de synthèse ni d'analyses détaillées. Les études et analyses détaillées ont été initiées en 2014 et ont pour but de permettre la prise d'une décision qui tient compte aussi bien des évolutions au niveau des formations médicales des pays limitrophes, du développement de l'Université du Luxembourg et des hôpitaux au Luxembourg que des principes de gestion des deniers publics en bon père de famille.

**Question 2410** (23.09.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **suppression de la durée du contrat d'apprentissage**:

Avec la mise en vigueur de la loi du 24 août 2016 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle sera supprimée la durée maximale de la formation de l'élève en formation professionnelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quelles seront les conséquences de cette suppression sur la durée du contrat d'apprentissage?

- Qu'est-ce que cela signifie concrètement pour les patrons?

**Réponse** (21.10.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, en vigueur depuis la rentrée scolaire 2016-2017, vise à remédier à des incohérences et difficultés organisationnelles nées de la réforme de 2008.

Il est vrai qu'entre autres elle ne prévoit plus de durée maximale pour une formation professionnelle, et ceci pour éviter le décrochage scolaire. Dorénavant, les élèves entamant une formation professionnelle disposent, si nécessaire, de plus de temps pour la finaliser. En effet, l'obligation qu'un élève doit terminer une formation en ne disposant que d'une seule année au-delà de la durée normale de sa formation est supprimée, étant donné qu'il s'est avéré comme étant trop strict comme ladite durée ne répond pas aux principes didactiques de la différenciation ni de l'évaluation formative.

Je tiens à souligner que toutefois, il n'y a pas de modification de la législation concernant le contrat d'apprentissage.

Des adaptations plus approfondies de la formation professionnelle sont actuellement préparées en concertation avec tous les partenaires de la formation professionnelle. Elles entreront progressivement en vigueur à partir de la rentrée 2017-2018.

Dans ce même contexte, j'ai également demandé aux chambres professionnelles, patronales et salariales de me faire une proposition consensuelle relative au contrat d'apprentissage et sa durée.

Finalement, je tiens à préciser que les principes du contrat d'apprentissage peuvent être résumés comme suit:

- Le contrat d'apprentissage est conclu entre l'organisme de formation et l'apprenti ou son représentant légal s'il est mineur.

- Le patron formateur signe le contrat d'apprentissage pour l'organisme de formation.

- Si l'apprentissage se fait selon le système pluriel de lieux de formation, une convention séparée est à signer entre l'organisme de formation initial et l'organisme de formation accessoire. Le contrat d'apprentissage initial reste en vigueur tout au long de l'apprentissage.

Il s'ensuit que la responsabilité relative au contrat d'apprentissage revient aux chambres professionnelles et patronales respectives servant d'intermédiaire entre l'organisme de formation et l'apprenti, le cas échéant au représentant légal si l'apprenti est mineur.

Au vu de ce qui précède, il est clair que mon ministère ne souhaite pas s'immiscer dans les compétences clés des partenaires de la formation professionnelle.

**Question 2412** (23.09.2016) de **M. Georges Engel** (LSAP) concernant les **modes de transport légèrement motorisés**:

Ces dernières années, de nouveaux modes de transport légèrement motorisés sont apparus. Vélos et trottinettes électriques, gyropodes, mono-roues électriques ou hoverboard dépassent la vitesse d'un piéton, mais ne sont pourtant pas tous équipés pour être conduits sur la route. Pour les personnes intéressées par ce type d'engins, leur réglementation n'est pas toujours claire. Ce problème concerne aussi bien la question de savoir s'il est permis de les conduire sur le trottoir ou sur la route que les questions autour d'une éventuelle immatriculation ou certification. Il en est par ailleurs de même pour les scooters pour personnes à mobilité réduite.

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il serait utile de publier un guide pratique reprenant certaines dispositions du Code de la route concernant justement ce type de véhicules?

- Parmi les engins conduits sur le trottoir, certains sont capables d'atteindre une vitesse maximale de 20 km/h. Est-ce qu'il est permis de rouler à cette vitesse sur le trottoir?

Pour d'autres véhicules motorisés la vitesse maximale est fixée à un seuil inférieur à la vitesse maximale autorisée sur la route. Ainsi, les cyclomoteurs à 50 ccm sont bridés pour que leur vitesse ne dépasse pas les 45 km/h.

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait plus logique et moins dangereux de ne pas brider les cyclomoteurs et de leur permettre de rouler à la même vitesse que les autres usagers de la route?

- Dans quelle mesure tous les véhicules mentionnés ci-dessus sont-ils réglementés au niveau de l'Union européenne? Quels sont les aspects réglementés par les législateurs nationaux?

**Réponse** (28.10.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur les nouveaux moyens de mobilité électrique.

En effet, il échet de préciser tout d'abord que tous ces nouveaux moyens de mobilité ne figurent pas en tant que tels dans le Code de la route. Ainsi, conformément aux dispositions du Code de la route, ils sont assimilés, selon leur puissance, à un «jouet», à un «cycle électrique» ou à un «cyclomoteur (50 ccm)».

Leur utilisation est donc soumise aux règles du Code de la route applicables à ces catégories de véhicules.

À noter dans ce contexte que les services compétents du Ministère du Développement durable et des Infrastructures sont en train d'élaborer une brochure relative aux modalités d'utilisation de ces véhicules.

En ce qui concerne une augmentation de la vitesse maximale autorisée des cyclomoteurs telle que préconisée par l'honorable Député, il convient de relever que ces véhicules sont conçus pour rouler à la vitesse limite de 45 km/h par le constructeur pour laquelle ils ont été homologués.

**Question 2413** (23.09.2016) de **MM. Aly Kaes** et **Marc Spautz** (CSV) concernant le **reclassement professionnel**:

Un des objectifs majeurs de la loi du 23 juillet 2015 modifiant e. a. le dispositif du reclassement interne et externe et issue du projet de loi n°6555 a été de favoriser le reclassement interne.

Cette loi avait par ailleurs pour ambition de motiver les personnes admises au statut de personne en reclassement professionnel à briguer un nouveau poste de travail.

Lors des débats ayant eu lieu dans le cadre de l'adoption du projet de loi précité, Monsieur le Ministre a également tenu à expliquer que les personnes en reclassement externe inscrites auprès de l'ADEM seraient en train de faire l'objet d'une évaluation de la part du médecin-conseil de l'ADEM pour déterminer leurs aptitudes professionnelles. C'est ainsi qu'en 2014, 407 personnes ont fait l'objet d'une telle évaluation. Parmi celles-ci, 175 auraient été considérées comme pouvant être admises à la pension d'invalidité.

Par rapport aux 175 dossiers, 77 auraient enfin été admises à la pension d'invalidité et 13 refus auraient été prononcés, le restant étant en attente de décision. Jusqu'à la mi-2015, 254 personnes supplémentaires auraient été évaluées, dont 103 étaient proposées à la pension d'invalidité. De ces 103 personnes, 10 auraient été admises à la pension d'invalidité et 2 refus auraient été prononcés.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Combien de salariés ont été reclassés en interne sinon en externe entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 1<sup>er</sup> octobre 2016? Combien de salariés n'ont pas été admis au reclassement du fait qu'ils n'étaient pas en possession d'un certificat d'aptitude au poste de travail établi par le médecin du travail à l'embauche? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009?

2. Combien de salariés reclassés en interne ont dans l'année été licenciés par l'employeur? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces informations depuis 2009?

3. Combien d'entreprises n'ont pas procédé au reclassement interne d'un de leurs salariés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, malgré le fait qu'elles y soient tenues en vertu de l'article L.551-2 (1) du Code du travail? Combien d'entreprises ont soumis à la Commission mixte un dossier motivé pour ne pas devoir reclasser en interne un de leurs salariés en vertu de l'article L.551-3 (1) du Code du travail?

4. Quel est le montant global des taxes de compensation versées au Fonds pour l'emploi au titre de l'article L.551-3 (2) du Code du travail? Quelle est la durée moyenne de paiement de ces taxes imposées aux entreprises récalcitrantes par la Commission mixte? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009? Sur base de quels critères la Commission mixte décide-t-elle du montant et de la durée des taxes de compensation à payer?

5. Combien de salariés ont été reclassés en externe par décision de la Commission mixte en vertu de l'article L.551-5 (1) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016? Combien de ces personnes ont par la suite été assignées par l'ADEM et ont retrouvé un emploi? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009?

6. Combien de personnes inscrites auprès de l'ADEM ont depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 été admises à la pension d'invalidité? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009?

7. Combien de personnes bénéficiaires du statut de personne en reclassement professionnel ont bénéficié depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 d'une indemnité professionnelle d'attente? Combien de personnes n'ont pas pu en bénéficier en raison du fait qu'elles n'ont pas rempli la condition d'aptitude ou d'ancienneté prévue à l'article L.551-5 (2) du Code du travail? Combien de personnes ont touché la rente d'attente depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes



données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009?

8. Combien de personnes se sont vu prescrire des mesures de réhabilitation ou de reconversion en vue du reclassement professionnel interne ou externe? Quels types de mesures ont été concrètement prescrits? Combien de personnes ont refusé de se soumettre à ces mesures et pour quelles raisons? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009?

9. Combien de personnes en reclassement professionnel externe ont été affectées à des travaux d'utilité publique conformément à l'article L.551-1 du Code du travail et pour quelle durée? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009?

10. À combien de reprises le Fonds pour l'emploi est-il intervenu ou a-t-il été mis en intervention au titre de l'article L.552-4 du Code du travail? Quelle somme a ainsi pu être récupérée? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009?

**Réponse** (23.11.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

ad 1. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. L'ADEM n'a pas les données concernant le licenciement de salariés reclassés dans l'année. Cependant sur les 4.877 personnes reclassées en interne depuis 2009, 278 personnes se sont inscrites à l'ADEM dans l'année du reclassement.

ad 3. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2015 au 1<sup>er</sup> janvier 2016, un employeur a refusé de procéder au reclassement interne, bien qu'il y soit tenu par l'article L.551-2 (1) du Code du travail.

Décisions de reclassement interne sans l'accord de l'employeur [art. L.551-3 (1) du Code du travail]:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Le montant des taxes de compensation à verser au Fonds pour l'emploi en cas de refus d'une entreprise à procéder au reclassement d'un de ses salariés, la durée de paiement de ces taxes imposées aux entreprises récalcitrantes ainsi que les critères sur lesquels la Commission mixte se base pour en décider font actuellement l'objet de discussions au sein de la Commission mixte.

ad 5. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 31 mai 2016, 2.386 dossiers concernant des demandeurs bénéficiant d'un reclassement externe ont été clôturés. 528 personnes ont retrouvé un emploi, 1.368 personnes ont été prises en charge par la CNAP (sans distinction du type de pension dont la personne bénéficie), 102 personnes ont retrouvé un emploi à temps partiel et ont été parallèlement prises en charge par la CNAP et pour 388 personnes l'ADEM ne dispose pas de données.

La ventilation par année se présente comme suit:

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et ce jour, l'ADEM a dispensé 408 personnes, suite à une évaluation médicale approfondie par les médecins de travail de l'ADEM, de l'obligation de se présenter auprès de leur conseiller référent. Les personnes concernées ont reçu le conseil d'introduire une demande en obtention de la pension d'invalidité. Sur ces 408 cas, 98 ont pu être clôturés entre-temps. Seulement dans deux des 98 cas, la pension d'invalidité a été refusée. Les autres dossiers sont encore en phase d'instruction.

ad 7. Jusqu'à présent aucune personne bénéficiant d'un reclassement professionnel n'a pu bénéficier d'une indemnité professionnelle d'attente alors que les personnes susceptibles de bénéficier de cette indemnité bénéficient encore de l'indemnité de chômage.

ad 8. Mesures de réhabilitation ou de reconversion:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la

Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

À ce jour, aucune personne bénéficiant d'un reclassement n'a refusé une mesure de réhabilitation ou de reconversion.

Il s'agit en l'occurrence surtout de mesures de formation, qui sont très variées.

ad 9. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2015 au 1<sup>er</sup> janvier 2016, quatre personnes ont pu bénéficier d'une affectation à des travaux d'utilité publique dont la durée minimale, prévue par l'article L.551-13 du Code du travail, est de quatre mois.

ad 10. Il n'y a pas encore eu d'intervention du Fonds pour l'emploi sur base de l'article L.552-4 du Code du travail.

**Question 2415** (26.09.2016) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant **l'étude ayant pour objet d'évaluer, entre autres, l'impact à moyen et long terme de la sortie virtuelle du «tourisme à la pompe»**:

Dans le cadre de l'heure de questions au Gouvernement du 1<sup>er</sup> décembre 2015 (cf. *compte rendu n°3/session ordinaire 2015-2016*), le Gouvernement avait annoncé vouloir présenter les résultats de l'étude ayant pour objet d'évaluer, entre autres, l'impact à moyen et long terme de la sortie virtuelle du «tourisme à la pompe» après analyse des ventes de produits pétroliers pour l'année 2015. En réponse à ma question parlementaire n°1826 du 18 février 2016 (cf. *compte rendu n°10/session ordinaire 2015-2016*), Monsieur le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures avait précisé que les chiffres officiels concernant la vente de produits pétroliers du dernier trimestre 2015 n'ont pas encore été publiés par le Statec.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures:

- Les chiffres de vente de produits pétroliers pour l'année 2015 sont-ils désormais disponibles?

- Dans l'affirmative, quand le Gouvernement entend-il finaliser et présenter les résultats de l'étude du «tourisme à la pompe»?

**Réponse** (07.11.2016) de **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*:

Les chiffres officiels concernant la vente de produits pétroliers sont disponibles, en l'occurrence en 2015, 394.927.685 litres d'essence et 1.982.940.798 litres de gasoil routier ont été vendus au Luxembourg.

Suite à la mise à disposition de ces chiffres, l'étude relative aux effets environnementaux liés à l'exportation de certains produits pétroliers a été finalisée. Il est prévu que le Gouvernement en conseil délibère en sa séance du 25 novembre 2016 sur les résultats de l'étude précitée qui va être présentée aux commissions concernées de la Chambre des Députés pour ensuite être rendue publique.

**Question 2416** (26.09.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant **les examens de fin d'études secondaires**:

Le 31 juillet 2015, un accord a été signé dans le cadre de la médiation entre les syndicats APESS, FÉDUSE/Enseignement-CGFP et SEW/OGBL, réunis en intersyndicale, et le Gouvernement. Selon le procès-verbal de cet accord, il a été retenu «d'allonger la durée des cours en classes terminales de une à deux semaines de plus par rapport au 15 mai en classes de 1<sup>re</sup> et 13<sup>e</sup>, au 1<sup>er</sup> juin en formation du technicien et au 5 juin en DAP. Les pistes envisagées sont notamment la suppression de la triple correction des épreuves moyennant la mise en place de critères de correction transparents pour chaque discipline et d'une procédure pour le traitement d'éventuelles divergences de notes». Il a été en plus décidé que «Dans le cas où la durée des cours ne peut pas être allongée de une ou de deux semaines, il est introduit à partir de la rentrée 2016/2017 un coefficient correcteur de respectivement 1/36<sup>e</sup> ou de 2/36<sup>e</sup>».

Selon mes informations, Monsieur le Ministre a bien allongé la durée des cours en classes terminales de l'enseignement secondaire et a ainsi évité l'introduction d'un coefficient correcteur. Or, en contrepartie, le temps nécessaire à la préparation des examens de fin d'études se-

condaire a été réduit pour les classes terminales de l'enseignement secondaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la réduction du temps de préparation (à savoir les journées libres avant le début des examens) en classes terminales de 1<sup>re</sup>?

2) Est-ce que les classes terminales de 13<sup>e</sup> se voient aussi réduire leurs temps de préparation aux examens de fin d'études?

3) Pour quelles raisons les épreuves d'examen ne vont pas être décalées de quelques jours?

4) La démarche de réduire le temps de préparation a-t-elle été la seule possibilité analysée? Est-ce que des démarches alternatives respectivement les pistes annoncées en juillet 2015 ont été analysées?

5) Cette mesure a-t-elle l'accord des enseignants et des comités d'élèves?

**Réponse** (16.11.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Une première ébauche du calendrier de l'examen de fin d'études n'avait en effet prévu qu'une seule journée libre avant l'examen. Le but était d'encadrer au mieux les élèves avant l'examen.

Entre-temps, une solution respectant mieux les besoins divers des élèves prévoit de laisser le choix aux élèves de se présenter à l'école pour obtenir de l'aide durant la préparation des examens. Ainsi, deux journées de consultation ont été introduites, ce qui, avec les journées de samedi et du dimanche, permet aux élèves de se préparer pendant quatre jours avant la première épreuve de l'examen, sans qu'ils ne soient obligés d'être présents à l'école.

ad 2) Le calendrier des classes de 13<sup>e</sup> est le même que pour les classes de 1<sup>re</sup>.

ad 3) Le décalage des épreuves ne permet pas d'organiser les remises de diplômes début juillet. La préparation des décisions et les épreuves complémentaires nécessitent un certain temps qui ne peut être comprimé davantage.

ad 4) Le Ministère discutera avec les commissions des programmes la possibilité de développer des critères de correction pour les examens de fin d'études. Ceci permettra, le cas échéant, de remplacer à moyen terme la troisième correction par une deuxième correction.

Une autre piste est celle de réduire le nombre d'épreuves à l'examen dans le cadre de la réforme du secondaire et de se rapprocher en même temps des standards internationaux.

ad 5) Cette mesure a été discutée avec les syndicats et le Collège des directeurs. Elle a été approuvée par les syndicats. Lors de l'entrevue avec la Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL) le 30 septembre 2016, un accord sur le calendrier de l'examen a été trouvé.

**Question 2417** (26.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **le système de navigation pour voitures de police et cartes de visite**:

Laut mengen Informatiounen huet net all Policeauto en Navigatiounssystem. Et kënn mir, datt bei Asätz d'Police sech nach op Kaarten an op Dokumenter op Pabeier, wéi z. B. de „Guide routier“, muss verloossen an dobäi wäertvoll Zäit verléiert.

Ech hunn och héieren, eng Rei Polizisten hätte keng Visittekaarten. Dës Käertercher kënnen awer de Kontakt mam Public erliichter.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1) Ass et virgesinn, datt all Policeauto en Navigatiounssystem kréien an, wa jo, a wéi engem Délai?

2) Ass et richtig, datt net all Polizist berufflech Visittekaarte gestallt kritt?

3) Wa jo, ass et virgesinn, datt all Polizist Visittekaarte gestallt kritt an a wéi engem Délai?

**Réponse** (09.11.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) D'Laaschtenheft vun de rezenten éffentleche Marché fir d'Uschafung vu Policegefiere gesäit ëmmer d'Livraisoun vun engem agebauten Navigatiounssystem vir.

D'Beamten hunn am Prinzip eng gutt geographesch Kenntnis vun hirem Asazgebitt, a wann et emol e Problem sollt gi mat engem Plaz, déi de Beamten net kennt, kann hien iwwer seng Zentral eng Zil-Usprooch ufroen an och guidéiert

ginn. Et ass och ganz sielen de Fall, datt eng Patruill op eng Plaz geruff gëtt, déi se net kennt.

ad 2 et 3) All Polizist huet Recht op eng Visittekaart. Et ginn zwou Sorten: Déi generaliséiert Kaarten, op deenen de Polizist kann hannendrop sain Numm oder sai Stempel maachen, an et gëtt déi personaliséiert Kaarten, déi fir gewësse Funktioune virgesi sinn. All eenzelne Polizist, deen net an déi Kategorie fällt, huet d'Méiglechkeet, eng Demande ze maachen, fir trotzdem eng personaliséiert Kaart ze kréien.

**Question 2419** (26.09.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant **l'extension du chèque-service accueil**:

Avec la mise en vigueur de loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse a été supprimée la clause de résidence conditionnant l'accès à l'aide accordée dans le cadre du chèque-service accueil (CSA). Les travailleurs frontaliers désirant que leur enfant bénéficie du chèque-service accueil, ont accès à cette aide depuis le 5 septembre 2016.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre de travailleurs non résidents ayant fait une demande pour adhérer au chèque-service accueil?

2) Combien de demandes ont été déposées par des travailleurs non résidents français, allemands et belges?

3) Monsieur le Ministre pense-t-il qu'il y aura un risque de pénurie de places dans les structures d'accueil luxembourgeoises?

4) Le Ministère a-t-il reçu des demandes de la part de structures d'accueil de l'étranger pour obtenir un agrément luxembourgeois? Dans l'affirmative, combien de structures ont déposé une demande relative à l'obtention d'un agrément? Combien d'enfants de frontaliers sont susceptibles de bénéficier des CSA dans ces structures d'accueil?

5) Monsieur le Ministre peut-il estimer approximativement le coût supplémentaire que cette extension des chèques-services va engendrer?

6) Est-ce que des agents régionaux chargés du contrôle ont été déjà recrutés?

7) Dans l'affirmative, ces agents régionaux ont-ils reçu une formation spécifique? Si oui, laquelle?

8) Comment se déroulera une telle procédure de contrôle auprès d'un prestataire?

9) Selon la loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, la finalité du système du chèque-service accueil consiste à soutenir la scolarisation de l'enfant dans l'enseignement fondamental luxembourgeois. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que l'extension du système des CSA risque d'inciter les parents frontaliers à vouloir inscrire leurs enfants dans le système scolaire luxembourgeois?

10) Dans l'affirmative, ne risque-t-on pas d'exclure la plupart des enfants frontaliers désirant s'inscrire à l'enseignement fondamental luxembourgeois sachant que, selon les lois et règlements grand-ducaux concernant l'enseignement fondamental, le droit à une formation scolaire est réservé en premier lieu aux enfants habitant le territoire du Grand-Duché et que l'admission à l'école fondamentale est régie par la commune de résidence de l'enfant?

11) De quelle manière le Ministre envisage-t-il de remédier à cette problématique une fois le problème posé?

12) Le Luxembourg pourrait-il accueillir les demandes de scolarisation d'enfants non résidents, sachant que cela pose déjà à ce jour des difficultés?

13) Quels seront les coûts supplémentaires à envisager dans ce cas?

**Réponse** (23.11.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

1) 364 contrats d'adhésion ont été établis par la Caisse pour l'avenir des enfants pour des enfants de travailleurs non résidents pour le mois de septembre 2016.

2) 261 contrats ont été établis pour des enfants de travailleurs français, 68 pour des enfants de travailleurs belges et 35 pour des enfants de travailleurs allemands.

3) Comme les demandes résultant de l'extension du CSA restent largement inférieures aux



prévisions du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, une carence de places semble actuellement invraisemblable. Le secteur de l'éducation et de l'accueil a d'autre part toujours su réagir aux demandes des parents au sens où l'offre s'est rapidement adaptée à la demande: en 2009 il y avait au total 443 agréments pour des établissements non conventionnés et conventionnés (s'y ajoutant 368 agréments pour des assistantes parentales). En 2015, 771 agréments pour de telles structures (plus 696 agréments pour des assistantes parentales) ont été enregistrés.

4) + 5) Le Ministère a reçu à ce jour une seule demande officielle provenant de l'étranger pour l'ouverture d'un dossier en vue de l'obtention du qualificatif de prestataire du chèque-service accueil. Il est cependant estimé que peu de structures pourront remplir les conditions pour l'obtention de ce qualificatif, et ceci notamment au niveau de la mission de service public qui est la leur. En considération de ce qui précède, tout laisse à présager que le nombre d'enfants de travailleurs non résidents bénéficiant du chèque-service accueil auprès d'une structure située à l'étranger restera restreint. L'impact financier le sera par conséquent aussi.

6) Le Service national de la jeunesse (SNJ) a obtenu l'autorisation pour l'engagement de 22 agents régionaux dont onze à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Suite à un premier appel à candidatures, des contrats ont été signés avec onze agents: neuf agents sont entrés en service le 1<sup>er</sup> octobre, deux autres agents vont commencer le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Un deuxième appel a été lancé début octobre. En cas de besoin un troisième appel sera lancé en décembre 2016.

7) Les agents régionaux reçoivent au début de leur engagement une formation organisée conjointement par le Service national de la jeunesse (SNJ) et l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN). La formation, d'une durée totale de cinq semaines, comprend les modules suivants:

- législation concernant les services d'éducation et d'accueil, les services pour jeunes et les assistants parentaux;
- législation concernant le dispositif assurance qualité;
- législation générale concernant e. a. la protection de la jeunesse et la maltraitance;
- organisation de l'État;
- cadre de référence sur l'éducation non formelle des enfants et des jeunes;
- méthodologie de l'assurance-qualité: cadre légal, procédures, approches;
- secteur de l'éducation non formelle et les différents intervenants au niveau des administrations et ministères;
- regroupements réflexifs (supervision, évaluation des propres compétences).

La formation est offerte dans le cadre de la formation de début de carrière des employés de l'État en période de stage pendant les trois premières années de service (loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale). Pour les agents engagés à partir d'octobre, la formation a commencé en octobre 2016. Pour les agents ayant un contrat à partir de janvier 2017, la formation sera délivrée à partir de janvier 2017.

i) Le suivi de la qualité pédagogique, notamment la procédure de validation du concept d'action général et les visites des agents régionaux, est précisé dans le règlement grand-ducal du 27 juin 2016 concernant l'assurance de la qualité dans l'activité de l'assistance parentale, dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants et dans les services pour jeunes. L'article 8 précise le déroulement des visites: les visites des agents régionaux sont annoncées au moins deux semaines à l'avance et par voie écrite au gestionnaire ou à l'assistant parental participant au dispositif du chèque-service accueil.

Les visites ont lieu avec le responsable de la structure désigné par le gestionnaire ou avec l'assistant parental. Elles se déroulent selon un schéma préétabli, proposé par le Service national de la jeunesse et validé par le Ministre. Le schéma du déroulement de la visite est communiqué préalablement, respectivement au gestionnaire ou à l'assistant parental.

Lors de la visite les échanges se basent sur:

- le concept d'action général ou le projet d'établissement;
- le programme d'activités;
- le journal de bord ou le rapport d'activités;
- le rapport annuel;
- un tour de l'établissement.

L'agent régional peut accéder à tous les locaux utilisés pour les activités avec les enfants ou les jeunes.

Le rapport de la visite est élaboré selon la procédure suivante:

- l'agent régional jeunesse rédige une première version provisoire du rapport qui est transmise au gestionnaire ou à l'assistant parental;
- le gestionnaire ou l'assistant parental est invité à relever dans un délai de dix jours ouvrables des erreurs ou éléments manquants dans la première version provisoire;
- le cas échéant l'agent régional adapte le rapport;
- la nouvelle version du rapport est envoyée au gestionnaire ou à l'assistant parental qui est invité à commenter les observations de l'agent régional;
- les commentaires du gestionnaire ou de l'assistant parental sont intégrés dans la version finale du rapport.

Il est prévu de réaliser deux visites par an auprès de chaque prestataire: une première visite aura comme priorité de s'informer sur le respect de la réglementation en matière d'assurance qualité. Une deuxième visite aura comme priorité la pratique éducative et le contrôle du respect de la réglementation en matière de formation continue.

9) -13) La loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse a comme principale finalité d'introduire un dispositif qualité dans le domaine de l'éducation non-formelle et tout service d'éducation et d'accueil (SEA) qui souhaite être reconnu comme prestataire chèque-service accueil doit adhérer à cette démarche avec toutes les obligations qui en découlent. Parallèlement à l'offre d'un encadrement de qualité aux enfants, les services d'éducation et d'accueil ont également pour mission de contribuer à la cohésion de la société luxembourgeoise, caractérisée par son importante hétérogénéité culturelle, linguistique, sociale et religieuse. Le secteur de l'éducation non formelle joue un rôle essentiel dans l'intégration des enfants et des jeunes dans la société luxembourgeoise. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a choisi de libérer des moyens financiers substantiels en contrepartie de la réalisation de cette mission de service public, garantie de la pérennité de la paix sociale au Luxembourg. Le soutien à la scolarisation des enfants dans l'enseignement fondamental luxembourgeois constitue un des piliers de cette mission.

À l'heure actuelle, 69 enfants résidant en région limitrophe sont inscrits à l'enseignement fondamental luxembourgeois. Il s'agit dans la plupart des cas d'enfants qui poursuivent leur scolarité dans une école fondamentale au Luxembourg suite au déménagement des parents en région limitrophe.

En septembre 2016, 276 factures chèque-service accueil ont été émises à des parents résidant à l'étranger, dont 268 pour des enfants âgés de zéro à quatre ans. Seuls huit enfants scolarisés résidant à l'étranger ont bénéficié du chèque-service accueil.

Il semble peu probable, en ce qui concerne les enfants scolarisés, que le seul bénéficiaire du chèque-service accueil durant les horaires extra-scolaires amène les familles de travailleurs frontaliers à modifier profondément leurs habitudes. En optant pour une scolarisation éloignée de leur lieu de résidence, ils renonceraient à une intégration de leurs enfants dans leur communauté locale et à leur éducation selon les traditions et les valeurs de leur pays d'origine. Il semble peu probable que beaucoup de parents veuillent imposer de longs et pénibles trajets journaliers à leurs enfants. Soulignons que dans le domaine de l'encadrement périscolaire, les régions limitrophes au Luxembourg offrent également des prestations socio-éducatives de grande qualité et financièrement abordables.

Nos lois réservent le droit à une formation scolaire dans l'enseignement fondamental luxembourgeois en premier lieu aux enfants habitant le territoire du Grand-Duché, âgés de trois ans ou plus. L'admission à l'école fondamentale d'un enfant non résident sur le territoire de la commune relève de la seule décision du collègue des bourgmestre et échevins d'une commune, il peut être admis à l'école fondamentale si l'organisation scolaire le permet et après vérification des motifs par les services compétents. Le collègue devra ainsi juger de l'opportunité de l'admission d'enfants non résidents en fonction de la disponibilité des places. Dans ce cas la commune est en droit de demander un minerval.

Au vu des considérations qui précèdent, il est peu probable qu'on doive s'attendre à un afflux massif de demandes de scolarisation de la part de familles de travailleurs frontaliers.

#### Question 2422 (27.09.2016) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la piste cyclable de l'Alzette:

En matière de mobilité, le Gouvernement accorde une attention particulière au développement et à la promotion de la mobilité douce. Selon mes informations, un système de comptage aurait été installé sur la piste cyclable PC15 à hauteur de Mersch.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des systèmes de comptages ont été installés sur d'autres pistes cyclables et le cas échéant lesquelles?

- Quelle a été l'évolution du nombre de mouvements sur ces pistes cyclables au cours des dernières années?

Entre Walferdange et Dommeldange/Pfaffenthal les cyclistes sont confrontés aux risques du trafic routier parce qu'ils doivent partager la voie publique avec les autres utilisateurs de la route. Actuellement aucune alternative sécurisée n'est proposée aux cyclistes.

- Comment Monsieur le Ministre entend-il améliorer la sécurité sur le tronçon entre Walferdange et Dommeldange/Pfaffenthal?

#### Réponse (15.11.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant les comptages de vélos sur le réseau cyclable national et au sujet de la sécurité des cyclistes sur le tronçon entre Walferdange et Dommeldange/Pfaffenthal.

Depuis 2013, l'Administration des ponts et chaussées installe des compteurs sur le réseau cyclable national dans le but de pouvoir analyser les flux de cyclistes à des endroits stratégiques. Un tel compteur se trouve près de Rollingen sur l'itinéraire cyclable PC15. Les résultats de comptage des 20 compteurs permanents actuellement en service sont publiés sur le site Internet des ponts et chaussées sous la rubrique Info trafic/Comptage du trafic/Liste des compteurs (compteurs vélo en bas de page, cliquer sur leur numéro respectif pour en visualiser les données).

En 2016, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre, 512.177 passages cyclistes ont été comptés sur la totalité de ces 20 compteurs, ce qui équivaut à une croissance de 1,28% par rapport à la même période en 2015.

Le maximum a été compté sur la PC15 à Helmdange avec 57.018 cyclistes dans cette période et une moyenne journalière de 208 cyclistes (174 cyclistes en moyenne les jours ouvrables et 294 cyclistes en moyenne les dimanches). Le jour le plus fréquenté était le dimanche, 8 mai 2016 avec 826 cyclistes à cet endroit.

En ce qui concerne la sécurité sur la liaison PC15 entre Walferdange et l'agglomération de la ville de Luxembourg, la rue des Hauts-Fourneaux à Dommeldange constitue un point noir majeur vu que les cyclistes doivent y rouler avec le trafic motorisé sur un tronçon rectiligne et étroit. À cet effet, mes services sont en train d'étudier l'avant-projet d'une piste cyclable en site propre du côté ouest des rails de la ligne du Nord et ceci entre la gare de Dommeldange et la rue Jean-Baptiste Nothomb à Beggen. L'élimination de ce point noir permettra à un plus grand nombre de résidents de la vallée de l'Alzette de rejoindre à vélo leur lieu de travail ou d'études par l'ascenseur Pfaffenthal-Villehaute ou par le funiculaire Pfaffenthal-Kirchberg (en service à partir de décembre 2017), tous les deux gratuitement accessibles, y inclus pour des vélos.

#### Question 2423 (27.09.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les interventions de police dans des foyers d'accueil pour réfugiés:

Laut mengen Informatiounen muss d'Police dacks a Flüchtlingsemer intervenéieren. Dës Asätz gi seelen an dem Bulletin vun der Police ernimmt.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Asätz huet d'Police zanter dem Juli 2015 an de verschiddene Flüchtlingsemer duerchgefouert?

2. Wéi eng Heemer si betraff, a wat sinn déi heefegst Ursachen, déi eng Interventioun vun der Police néideg maachen?

3. Hunn no esou Asätz Affer misse betreit ginn?

4. Sinn no esou Asätz Täter der Justiz iwwer-mëttelt ginn?

5. Firwat ginn d'Asätz a Flüchtlingsemer net am Bulletin vun der Police ernimmt?

#### Réponse (28.10.2016) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

D'Polizei féiert keng Statistiken iwwer Interventiounen an Accueilstrukture fir Demandeure vun internationaler Protektioun. Deemo entstamen déi Zuelen, déi hei ugi sinn, enger manuelle Recherche a sinn éischter als indicativ ze betruechten.

Et ass och esou, datt d'Resultat vun dëser manuelle Recherche ofhänkt, wat de Polizist als Ursach ugëtt vu senger Interventioun. An verschiddene Fäll gëtt vun „Hilfeleistung“ geschwat, wat kënne Fäll sinn, wou e Sécherheetsbeamte vum Foyer verbal oder physisch aggresséiert ginn ass oder et zu Ausernarnersetzungen zwësche Leit aus der Struktur komm ass oder e Résident aus der Struktur d'Interventioun vun der Polizei freet.

No där manuelle Recherche an ënnert de virewäantene Reserven hätt d'Polizei, zwëschen dem 1. Juli 2015 an dem 30. September 2016, 358 Interventiounen an Accueilstrukture fir Demandeure vun internationaler Protektioun gemaach. Dës Interventiounen waren an 28 Strukturen, woubäi déi heefegst zu Gaasperech, zu Stroossen, um Lampertsbierg an an der Luxexpo waren. A ville Strukturen sinn awer nëmmen téschen enger a fënnf Interventioune gezielt ginn.

An deene meeschte Fäll ass als Ursach fir d'Interventioun „Streitigkeiten“ respektiv „Hilfeleistung“ ugi ginn.

Am Fall, wou Affer hu misse betreit ginn, krute se déi néideg Betreuung, wéi dat bei all aner Affer de Fall ass.

Fir all Strofdot, déi constatéiert gouf, ass ee Procès-verbal un de Parquet geschéckt ginn. De Suivi vun der Judiciaire-Prozedur opléit de judiciairen Autoritéiten.

Um Niveau vun der Kommunikatioun ginn d'Interventiounen vun der Police an den Accueilstrukture fir Demandeure vun internationaler Protektioun d'selwecht behandelt wéi aner Interventiounen a Wunnengen oder private Raimlechkeeten an déi net am öffentliche Raum geschéien. Dës Kommunikatioune ginn ënnert dem Virbehalt vum Respekt vum Privatliewen a vun der Présomption d'innocence gemaach.

#### Question 2425 (27.09.2016) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le diplôme de technicien:

Les détenteurs du diplôme de technicien peuvent avoir accès à des études techniques supérieures dans la spécialité correspondante, à condition d'avoir réussi non seulement les modules fondamentaux mais en plus tous les modules préparatoires prescrits.

Dans la mesure où il y a une forte demande sur le marché du travail luxembourgeois de travailleurs détenteurs d'un diplôme de fin d'études techniques supérieures, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Combien d'élèves de la formation du technicien ont fréquenté les modules préparatoires dans les différentes formations pendant l'année scolaire 2015-2016?

2. Combien de modules préparatoires ont été certifiés dans les différentes formations pour l'année scolaire 2015-2016?

3. Combien d'élèves de la formation du technicien désirant entamer des études techniques supérieures ont déposé une demande relative à l'obtention d'une bourse pour l'année académique 2016-2017?

4. Les modules préparatoires sont-ils aussi proposés dans le cadre du Lifelong Learning?

Réponse (27.10.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:





L'article 35 de la loi modifiée portant réforme de la formation professionnelle stipule que «[I]es détenteurs des diplômes cités à l'article précédent peuvent avoir accès à des études techniques supérieures dans la spécialité correspondante, à condition d'avoir réussi tous les modules préparatoires prescrits. Un règlement grand-ducal définit la nature et le contenu de ces modules préparatoires par type de formation. La réussite des modules préparatoires est attestée sur le supplément descriptif prévu à l'article précédent.

Les détenteurs du diplôme de technicien ayant réussi les modules préparatoires prescrits accèdent aux professions réglementées et aux emplois du secteur public au même titre que les détenteurs du diplôme de fin d'études secondaires.»

En ce qui concerne les questions de l'honorable Députée, les réponses sont les suivantes:

ad 1. Pendant l'année scolaire 2015-2016, 125 élèves ont suivi les différents modules préparatoires prévus en langues et mathématiques. En ce qui concerne la répartition sur les différentes formations, il s'agit de:

- 26 élèves - administration et commerce
- 2 élèves - graphisme
- 2 élèves - électrotechnique
- 1 élève - énergie
- 3 élèves - environnement naturel
- 2 élèves - équipement énergétique et technique des bâtiments
- 48 élèves - génie civil
- 14 élèves - hôtellerie
- 1 élève - horticulture
- 17 élèves - informatique
- 3 élèves - mécanique générale
- 6 élèves - tourisme.

En ce qui concerne les formations du technicien Design 3D, agriculture et mécatronique d'automobiles, aucun élève n'a été inscrit dans les modules préparatoires.

ad 2. En ce qui concerne la certification des modules préparatoires, 73 élèves ont été certifiés, à savoir:

- 15 élèves - administration et commerce
- 2 élèves - graphisme
- 1 élève - environnement naturel
- 2 élèves - équipement énergétique et technique des bâtiments
- 29 élèves - génie civil
- 10 élèves - hôtellerie
- 10 élèves - informatique
- 2 élèves - mécanique générale
- 2 élèves - tourisme.

ad 3. Conformément au règlement grand-ducal modifié du 27 août 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, toute première demande introduite par un ancien élève doit notamment être accompagnée d'un certificat d'inscription définitive à un programme d'enseignement supérieur. Cependant la législation afférente n'oblige pas le requérant à produire des documents relatifs aux diplômes d'enseignement secondaire acquis. Ainsi, la banque de données gérant les demandes d'aide financière de l'État pour études supérieures ne permet pas d'identifier les élèves de la formation du technicien ayant déposé une demande relative à l'obtention d'une bourse pour l'année 2016-2017.

ad 4. Afin de donner aux élèves la possibilité de faire les modules préparatoires après leur formation et d'acquiescer ainsi le droit de se présenter à des études supérieures, le CNFPC d'Esch-sur-Alzette offre depuis trois ans les modules préparatoires pendant la journée et ce regroupé sur une année. Il est prévu d'élargir cette offre à des cours du soir dès qu'une demande existe.

**Question 2428** (28.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **protection du patrimoine culturel et des édifices religieux**:

Reliéis Gebaier wéi Kierchen, Kléischter a Kapelle stinn am Mëttelpunkt vun eise Stied an Dierfer. Et si meeschtens wäertvoll kulturhisto-

resch Gebaier, souwuel vun der Architektur wéi och vum Mobilier hier (Uergel, Statuen, Biller...). Nieft dem reng kulturelle Wäert hunn dës Gebaier och e groussen emotionale Wäert an Erënnungswäert, dëst wéinst perséinleche Souvenire wéi vun der Daf, der Kommunioun, dem Bestietnes an dem Begrieffes. Och déi kollektiv Erënnunge sinn oft mat de Kierche verbonden, z. B. Gedenkzeremonien nom Zweete Weltkrich an no lokale Katastrophen.

Dëst zielt fir reliéis Gebaier vun alle Reliounen, wéi z. B. och fir d'Synagogen.

Aus der Lëscht vun den Immeublen, déi vun der nationaler Protektioun benefisséieren (opgestallt vum Service vun de Sitten an den nationale Monumenter) geet ervir, datt relativ wéineg reliéis Gebaier dëse Schutz genéissen.

Et fält souguer op, wéi am Fall vun der Porquierch vu Biissen (ee Beispill vu villen), datt d'Uergel a véier Biller geschützt sinn, awer net d'Kierch als Ganz.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Fro stellen:

1. Wéi eng reliéis Gebaier sinn als nationaalt Monument klasséiert?
2. Wéi eng reliéis Gebaier stinn um zousätzlechen Inventaire?
3. Wéivill Kierchen a Synagoge sinn zanter 2013 klasséiert ginn?
4. Wéi eng reliéis Gebaier stinn net als Ganz ënnert der Protektioun vum Gesetz iwwert den Denkmalschutz, obschonn en Deel vun hirem Inventaire op der Lëscht vum Service vun de Sitten an den nationale Monumenter steet?
5. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt all Kierchen a Synagoge vun der Protektioun misste benefisséieren, déi am Gesetz iwwert den Denkmalschutz virgesinn ass, sief et als nationaalt Monument, sief et datt se an den zousätzlechen Inventaire opgeholl géife ginn?

**Réponse** (31.10.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

- ad 1. D'Annex 1 lëscht déi Gebaier op.
- ad 2. D'Annex 2 lëscht déi Gebaier op.
- ad 3. Et si sechs Objete bäikomm zanter 2013. D'Annex 3 lëscht déi Gebaier op.
- ad 4. D'Annex 4 lëscht déi Objete a Gebaier op.
- ad 5. A senger Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 1168 vum Här Deputéierte Serge Wilmes (cf. *compte rendu n°14/session ordinaire 2014-2015*) iwwert déi reliéis Gebaiecheete vum Juli 2015 huet de Kulturminister ënner anerem Folgendes gesot: «Nonobstant la nécessité légale d'un avis ad hoc pour chaque édifice de la part de la Commission des sites et monuments nationaux, le Service des sites et monuments nationaux estime que la plupart des édifices religieux du pays rempliraient les critères requis pour être soit classés en tant que monument national soit inscrits à l'inventaire supplémentaire. En effet, chacun de ces édifices constitue une architecture originale et le plus souvent authentique, cela dans un pays pauvre en monuments. De surcroît, ils sont des témoins importants de l'histoire religieuse et sociale de nos villes et villages».

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 2430** (29.09.2016) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant les **transports en commun par trains en soirée et durant la nuit**:

Revenant à la question parlementaire n°1668 (cf. *compte rendu n°6/session ordinaire 2015-2016*), Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé, en date du 8 février 2016, de se rallier aux propositions de certains représentants de mouvements politiques de jeunesse en matière des transports en commun par train en soirée et durant la nuit.

Il avait en effet proposé de mettre en place, dans une première phase, deux trains spéciaux durant la nuit (vers 01.00 heure et vers 03.00 heures) de Luxembourg-ville vers Troisvierges (ligne 10) et vers Esch-sur-Alzette (ligne 60). Ces trains supplémentaires circuleraient les weekends et les jours fériés seulement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer quant à l'état d'avancement de ce dossier?
- Quand est-ce que les trains supplémentaires sur les deux lignes mentionnées pourront-ils

être opérationnels? Quels seront les horaires exacts de ces trains?

- Afin d'assurer les correspondances avec les bus de nuit au niveau communal, une concertation respective est-elle prévue?

**Réponse** (28.10.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire n°2430 du 29 septembre 2016, les honorables Députés souhaitent avoir des informations concernant les transports en commun par trains en soirée et durant la nuit.

À partir du 11 décembre 2016, la circulation des trains en soirée et durant la nuit sera assurée conformément à l'horaire suivant:

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les trains nocturnes circuleront les weekends et les jours fériés pendant la nuit du vendredi à samedi et pendant la nuit du samedi à dimanche (sauf pendant la nuit du 24 décembre 2016 au 25 décembre 2016).

Les horaires des trains ayant leur départ en gare de Luxembourg assurent une correspondance avec la ligne City Night Bus 1 de la Ville de Luxembourg.

En ce qui concerne les correspondances avec le réseau des autobus, je tiens à souligner que j'ai marqué mon accord également au projet de PRO-SUD d'offrir sur les lignes du TICE un transport de nuit aux habitants des communes du sud du pays. Ainsi sur une dizaine de lignes du TICE quelque 45 départs supplémentaires seront effectués (entre minuit et presque 04.00 heures du matin) à la gare d'Esch-sur-Alzette, ceci à partir du 5 décembre 2016 les nuits de fins de semaine ainsi qu'avant les jours de fête.

**Question 2431** (29.09.2016) de **M. Serge Wilmes** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant les **édifices religieux**:

Vu les discussions actuelles portant sur l'avenir des fabriques d'églises dans le cadre du projet de loi sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, nous nous permettons de revenir à la question parlementaire n°1168 du 29 mai 2015 de Serge Wilmes concernant les édifices religieux (cf. *compte rendu n°14/session ordinaire 2014-2015*).

Dans sa réponse datant du 4 juin 2015, l'ancienne Ministre de la Culture avait énuméré les édifices religieux classés «monuments nationaux», à savoir 45 églises et clochers, 22 chapelles, 11 ensembles mobiliers d'église, 13 orgues d'église, 3 statues religieuses, 2 croix, 16 cimetières, 1 presbytère, 7 anciens presbytères, 2 couvents, 2 anciennes abbayes et 2 anciens ermitages, respectivement inscrits à l'«inventaire supplémentaire», à savoir 14 églises, 16 chapelles, 1 ensemble de peintures murales dans le chœur d'une église, 6 ensembles mobiliers d'église, 1 orgue d'église, 1 statue religieuse, 2 croix, 6 cimetières, 1 presbytère et 3 anciens presbytères.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous dire si les statistiques ci-dessus sont toujours d'actualité?
2. Monsieur le Ministre peut-il le cas échéant renseigner sur le nombre d'édifices religieux, estimé à 500 par l'ancienne Ministre, ayant entre-temps rejoint la liste des monuments nationaux respectivement l'inventaire supplémentaire?
3. Combien d'édifices religieux ne bénéficient toujours d'aucune mesure de protection?

**Réponse** (31.10.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

ad 1. Les statistiques en question ne sont plus d'actualité.

ad 2. Deux objets appartenant au patrimoine religieux ont entre-temps été classés monument national et quatre objets ont été inscrits à l'inventaire supplémentaire.

ad 3. En dehors des objets protégés par l'État, voire par les communes via leurs plans d'aménagement général respectifs, tous les autres édifices religieux ne bénéficient pas de protection à ce jour.

**Question 2432** (29.09.2016) de **M. Claude Adam** (déi gréng) concernant l'**enseignement à domicile**:

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse vient de publier les chiffres de la rentrée 2016-2017. Cette publication présente, entre autres, les prévisions du nombre d'élèves inscrits dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement postprimaire pour cette rentrée et leur évolution depuis 2010, y compris pour les établissements privés. Elle ne renseigne cependant pas sur le nombre d'élèves enseignés à domicile. Des statistiques partielles pour la période 2009-2010 à 2011-2012 ainsi que pour l'année 2015-2016 furent néanmoins publiées en réponse à deux questions parlementaires de 2012 [n°2052 (cf. *compte rendu n°14/session ordinaire 2015-2015*)] et de 2015 [n°1586 (cf. *compte rendu n°4/session ordinaire 2015-2016*)], qui se limitent à l'enseignement fondamental.

Pour les élèves relevant de l'enseignement fondamental, l'éducation à domicile est régie par le code de l'éducation nationale, respectivement par la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. Or, en ce qui concerne l'enseignement postprimaire, il ne semble pas exister de réglementation spécifique pour l'encadrement et le contrôle de l'enseignement à domicile.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer qu'il n'existe pas de réglementation spécifique pour l'encadrement et le contrôle de l'enseignement à domicile pour les enfants relevant de l'enseignement postprimaire? Dans l'affirmative, ne faudrait-il pas remédier à cette lacune?
2. Combien d'élèves seront enseignés à domicile pendant l'année scolaire 2016-2017? Combien d'entre eux relèvent de l'enseignement postprimaire?
3. Quel est l'évolution du nombre d'élèves enseignés à domicile depuis l'année scolaire 2011-2012, y compris ceux relevant de l'enseignement postprimaire?

**Réponse** (15.11.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1. Il est vrai qu'actuellement, il n'existe pas de réglementation spécifique pour l'encadrement et le contrôle de l'enseignement à domicile pour des élèves relevant de l'enseignement secondaire. Cependant, un groupe de travail au sein du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a élaboré une proposition de texte qui sera soumise sous peu au Parlement.

ad 2. Pendant l'année scolaire 2016-2017, environ 60 élèves bénéficient d'un enseignement à domicile, dont deux élèves relevant de l'enseignement secondaire.

ad 3. Depuis l'année scolaire 2011-2012, les chiffres ont augmenté au niveau de l'enseignement fondamental, mais sont restés stables pour l'enseignement secondaire.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 2433** (29.09.2016) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant le **passport biométrique**:

De biometresche Pass ass jo en Element vun de Sécherheetsmesuren, déi deelweis vun den USA imposéiert gi sinn. Tatsächlech ass de Pass jo och mat de Fangerofdréck vu sengem Propriétaire verknäpp. A bei der Arees an d'USA kritt all Passagéier nach eng Kéier d'Fangerofdréck geholl. Doraus ergi sech eng Rëtsch Froen, déi ech wollt den Hären Aussen- a Justizminister stellen:

1. Wou sinn d'Fangerofdréck, déi ee fir säi Pass muss ofginn, gespäichert? Wie gériert eng eventuell Datebank, wien huet Zougrieff drop a wie suergt derfir, datt déi Donnéeën an d'Privatsphär vum Bierger geschützt sinn?
2. Ginn déi biometresch Donnéeën ieren exklusiv um Reesdokument gespäichert? Wa jo, wéi kann e Bierger kontrolléieren, datt dat tatsächlech esou ass?
3. Huet d'US-Douane Accès op eng Lëtzebuerger Datebank oder vergläicht si d'Fangerofdréck, déi bei der Arees geholl ginn, nëmme mat Daten, déi um Pass selwer ze fanne sinn?
4. Weess d'Lëtzebuerger Regierung, wou a wéi laang Fangerofdréck vun hire Bierger, déi an d'USA areesen, do gespäichert ginn a fir wat fir Zwecker se do vu wéi engen Administratioune kënnen gebraucht ginn?



5. Wéi wäit kënnen Fangerofdréck, déi fir d'Erstelle vun engem Pass geholl si ginn, an enger Erméttlung vun der Police gebraucht ginn?

**Réponse** (31.10.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. D'Fangerofdréck ginn am Kader vu Passdemanden op de Lëtzeburger Gemengen, Konsulater oder an de Guichete vum Passbüro eragelies iwwer e Programm, deen d'Donnéeën net späichert, mä se an d'Base de données vum Passbüro virgëtt.

D'Fangerofdréck ginn also net lokal gespäichert, mä zentral am Passbüro an enger Base de données, wou nëmmen eng limitéiert Unzuel vun habilitéierte Leit, déi Päss personaliséieren, Zougrëff hunn. Dës Base de données entsprécht de gesetzlech virgeschriwwene Sécherheetsmoosnamen. Déi biometresch Donnéeën ginn hei just esoulaang versuergt, wéi et technesch noutwendeg ass, fir de Pass ze personaliséieren a fir et méiglech ze maachen, en neie Pass auszustellen, z. B. wann en technesch Problem optrëtt oder e Pass géif beschiedegt ginn, ier e konnt ausgehändegt ginn. Duerno ginn dës Donnéeën automatesch geläscht a si just nach um Chip vum Pass selwer gespäichert.

ad 2. Kuerz nodeem de Pass ausgestellt ginn ass, sinn déi biometresch Donnéeën just op dem Chip vum Pass gespäichert. Dësen Chip ass cryptéiert an onni de Cryptage-Schlüssel kennt keen drun. Dës Cryptage-Schlëssele gi mat anere Länner iwwer Datebanken, z. B. de Public Key Directory vun der International Civil Aviation Organization (ICAO), ausgetosch, fir dass Lëtzeburger Päss kënnen am Ausland gellies ginn.

E Bierger ka mat sengem Pass an de Passbüro kommen, wou den Chip am Pass ka verifiéiert an ausgelies ginn.

ad 3. Et huet keng auslännesch Administratioun oder Organisatioun Zougang op d'Base de données vun de Lëtzeburger Päss. D'Date kënnen just mat deene verglach ginn, déi um Pass selwer ze fanne sinn.

ad 4. Den Émgang mat den Daten, déi do opgeholl ginn, ënnerläit de Gesetzter vun deem jeeeweile Land.

ad 5. Dat kann nëmme geschéie mat engem Mandat de perquisition vum Untersuchungsrichter.

**Question 2434** (29.09.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **emplacements d'éoliennes**:

Bien que le développement des énergies alternatives soit essentiel pour réduire l'impact de l'énergie nucléaire sur nos sociétés, il est également important de soulever que l'emplacement d'éoliennes dans nos contrées devra respecter nos paysages.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quel est le nombre de nouvelles éoliennes érigées depuis 2015 sur les collines ardennaises (cantons de Diekirch, Clervaux, Vianden et Wiltz)? Combien d'éoliennes additionnelles sont prévues pour les années 2017 et 2018? En quels endroits seront-elles installées?

- Quelle est leur capacité annuelle en matière de production d'énergie électrique? Quelle est leur durée de fonctionnement moyenne?

- Selon quels critères les emplacements en question sont-ils déterminés? La notion de «beauté du paysage» ou de «l'aspect paysager», qui figure dans la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, joue-t-elle un rôle dans le choix des sites?

- Dans quelle mesure ces éoliennes peuvent-elles constituer un risque pour les oiseaux migrateurs et indigènes ainsi que pour les chauves-souris?

**Réponse commune** (10.11.2016) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

D'après les informations dont nous disposons, le nombre d'éoliennes raccordées au réseau électrique dans les cantons de Diekirch, Clervaux, Vianden et Wiltz en 2015 s'élève à trois. Il s'agissait du projet «Wandpark Kehmen-Heischent», phase 2, avec trois éoliennes dans la commune de Bourscheid (canton Diekirch). La capacité annuelle de production de ces éoliennes s'élève à 13,3 millions de kWh correspondant à la consommation annuelle de 2.950 ménages à quatre personnes et une réduction de 8.650 tonnes de CO<sub>2</sub>.

En 2016, les quatre fermes éoliennes suivantes ont déjà été ou seront encore mises en service:

- projet du «Wandpark Rulljen-Géisdref» avec quatre éoliennes dans la commune de Wiltz et de Goesdorf qui se situe sur le territoire du canton de Wiltz. La capacité annuelle en matière de production d'énergie électrique des quatre éoliennes se chiffre à 24,9 millions de kWh équivalent à la consommation annuelle de 5.500 ménages (quatre personnes) et une réduction annuelle de 16.200 tonnes de CO<sub>2</sub>;

- projet du «Wandpark Housen-Pëtschent» comprenant six éoliennes dans la commune de Putscheid et dans la commune Parc Hosingen se situant sur le territoire du canton de Vianden et du canton de Clervaux. La capacité annuelle de production d'énergie électrique de ces six éoliennes est de 35,9 millions de kWh équivalent à la consommation annuelle de 8.000 ménages (quatre personnes) et une réduction annuelle de 23.400 tonnes de CO<sub>2</sub>;

- projet du «Wandpark Hengischt» (phase 5) avec trois éoliennes dans la commune de Clervaux et de Weiswampach dans le canton de Clervaux. Capacité annuelle en matière de production d'énergie électrique des trois éoliennes est de 17,5 millions de kWh équivalent à la consommation annuelle de 3.900 ménages (quatre personnes) et une réduction annuelle de 11.400 tonnes de CO<sub>2</sub>;

- projet du «Wandpark Hengischt» (phase 6 - projet de remplacement) avec 2 nouvelles éoliennes qui remplacent huit anciennes éoliennes dans la commune de Clervaux (canton de Clervaux). La capacité annuelle en matière de production d'énergie électrique des trois éoliennes restantes s'élève à dix millions de kWh équivalent à la consommation annuelle de 2.200 ménages (quatre personnes) et une réduction annuelle de 6.500 tonnes de CO<sub>2</sub>;

- projet «OekoStroum Weiler» comprenant sept éoliennes se situant dans la commune de Troisvierges (canton de Clervaux). La capacité de production du projet s'élève à 51,5 millions de kWh équivalent à la consommation de 11.500 ménages (quatre personnes) et une réduction annuelle de 33.500 tonnes de CO<sub>2</sub>.

En ce qui concerne les installations additionnelles prévues pour les années 2017 et 2018, nous avons pu obtenir les informations ci-après auprès des exploitants des éoliennes existantes sur leurs projets en cours:

Dans les cantons visés un projet est en cours de planification dont la mise en service est prévue pour 2018, à savoir le projet du «Wandpark Harel Walter Eeschpelt» comprenant cinq éoliennes dans la commune du Lac de la Haute-Sûre dans le canton de Wiltz. La capacité annuelle en matière de production d'énergie électrique des cinq éoliennes est estimée à 22,3 millions de kWh équivalent à la consommation annuelle de 4.950 ménages (quatre personnes) et une réduction annuelle de 14.500 tonnes de CO<sub>2</sub>.

Un autre projet se situant hors du territoire des cantons visés est prévu pour 2018. Il s'agit du projet «Wandpark Garnich» avec trois éoliennes dans la commune de Garnich dans le canton de Capellen. La capacité annuelle en matière de production d'énergie électrique de ces trois éoliennes sera de 21,5 millions de kWh ce qui correspond à la consommation annuelle de 4.750 ménages (quatre personnes) et à une réduction annuelle de 14.000 tonnes de CO<sub>2</sub>.

La durée de fonctionnement des nouvelles éoliennes est prévue pour 20 ans.

Le choix pour l'emplacement d'une éolienne ou d'un parc éolien vise à optimiser le rendement énergétique de l'infrastructure, tout en minimisant les incidences sur l'environnement humain et l'environnement naturel.

Le rendement énergétique est déterminé par la vitesse du vent à la hauteur du rotor de l'éolienne. La vitesse du vent dépend principalement de l'exposition de l'éolienne et de la rugosité du terrain sur lequel l'éolienne est installée, ce qui fait que pas toutes les parties du territoire se prêtent à l'accueil d'éoliennes. Toutefois, une augmentation de la hauteur de l'éolienne en fonction de l'évolution technique en cours permet de mieux valoriser le vent, étant donné que la vitesse du vent augmente en fonction de la distance à partir du sol, et donc d'envisager des parcs éoliens sur une plus grande partie du territoire national.

En ce qui concerne le volet «environnement humain», les facteurs déterminants pour l'emplacement d'une éolienne sont le bruit et la projection d'ombre. L'autorisation commodoincommodo veille au respect des valeurs-limites par rapport aux points d'immission à prendre en compte (p. ex. zones d'habitations...). Pour ce qui est du bruit, des valeurs limites différentes sont appliquées en fonction de la nature du milieu d'habitat constatée dans les alentours immédiats d'une éolienne et en fonction des périodes «jour» et «nuit».

En ce qui concerne le volet «environnement naturel», plusieurs aspects sont pris en compte au niveau de l'autorisation à délivrer sur base de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles: a) les zones protégées communautaires (Natura 2000) pour lesquelles une incidence significative sur les objectifs de conservation doit être exclue, b) les réserves naturelles interdisant tout changement d'affectation du sol, c) les espèces protégées, dont notamment certaines espèces de l'avifaune et de chiroptères plus sensibles aux éoliennes (p. ex. milan royal), d) les biotopes et habitats d'espèces touchés par le projet et à compenser éventuellement, e) le paysage. L'évaluation d'éventuelles incidences d'un projet d'éolienne sur l'environnement naturel ne concerne pas seulement son emplacement, mais également les raccordements à construire et d'éventuels chemins d'accès pour assurer le transport du matériel.

En fonction de l'envergure du projet et de sa localisation par rapport à des zones sensibles d'un point de vue naturel et humain, l'autorité compétente, à savoir l'Administration de l'environnement, décide pour les projets de parcs éoliens comprenant au moins deux éoliennes, si une évaluation des incidences environnementales (EIE) est requise ou non, ce sur base des dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Tous les aspects précités sont analysés et évalués dans ce contexte.

Le volet «paysage» est généralement évalué par des photo-simulations permettant de visualiser l'impact paysager d'un parc éolien à partir de plusieurs points de vue et de façon à pouvoir déterminer le plus objectivement possible l'interaction entre le projet et le paysage, en portant une attention particulière à des paysages caractérisés par un patrimoine naturel et culturel de qualité.

Il est indéniable que les éoliennes peuvent constituer un problème pour les oiseaux comme leur effet négatif par collision mais aussi par l'évitement des parcs éoliens par certaines espèces d'oiseaux aux périodes de reproduction et de migration.

Mais il semble que les principales victimes des éoliennes soient les chauves-souris soit par la dégradation de leurs habitats de chasse et de leurs corridors de déplacement, l'augmentation du risque de collision, la désorientation des chauves-souris en vol et le phénomène du barotraumatisme (hémorragie interne).

Dans le cadre d'un nouveau projet éolien, l'évaluation des incidences environnementales (EIE) doit impérativement intégrer des investigations spécialisées adaptées au cycle de vie complexe des chiroptères, au même titre que pour les oiseaux, afin d'identifier le risque concret et en vue de définir les mesures réduisant au minimum les impacts éventuels.

Les autorisations en application de la législation sur la protection de l'environnement définissent les conditions d'exploitation des éoliennes ainsi que, le cas échéant, les mesures d'atténuation et de compensation.

**Question 2435** (29.09.2016) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant le **rachat de WhatsApp par Facebook**:

D'Konsequenzen aus dem Kaf vum Internet-Kommunikationsdëngscht WhatsApp duerch Facebook suerge fir Onrou. Facebook huet ugekënnegt, Enn des Mounts d'Date vun den Notzer vu WhatsApp a Facebook ze iwwerhuelen. Dorops huet Däitschland reagiert a Facebook dat verbueden.

An deem Kontext wollt ech den Häre Ministere fir Kommunikatioun a Justiz dës Froe stellen:

1) Ass Lëtzebuerg sech den Auswierkung vum Kaf vu WhatsApp duerch Facebook op déi privat Donnéeën vun de WhatsApp-Notzer bewusst?

2) Huet d'Regierung sech iwwerluecht, wéi een d'Donnéeën vu Lëtzeburger Notzer vu WhatsApp ka schützen?

3) Denkt d'Lëtzeburger Regierung drun, eventuell iwwert de Wee vun der „Commission nationale de la protection des données“, Facebook d'Notzung vun de WhatsApp-Daten ze verbidden, esou wéi den däitschen „Datenschutzbeauftragter“ dat gemaach huet?

4) Wann neen, firwat net? Wa jo, firwat ass nach näischt geschitt?

5) Wat réit d'Lëtzeburger Regierung Clienté vu WhatsApp, déi net wëllen, datt hir privat Donnéeën a Kontakter vu Facebook genotzt ginn?

**Réponse commune** (18.10.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Whatsapp ass vu Facebook opkaaft ginn, ass also en Deel vum Grupp Facebook, deen an Irland seng europäesch Nidderloossung huet. D'Donnéeën vun den WhatsApp-User sinn dem europäeschen Datschutzstandard no geschützt. Déi grouss Datschutzprinzipien applizéiere sech op d'Donnéeën, déi vun dësem Grupp gesammelt ginn.

Unhand vu Sensibilisationcampagnen kënnen d'Notzer op d'Geforen an d'Konsequenze vun engem irresponsablen Émgang mat hiren Donnéeën higewise ginn. Staatlech Initiative wéi Bee-Secure verfolge esou Ziler, wéi z. B. hei: <https://www.bee-secure.lu/de/news/sichere-alternativen-zu-whatsapp>.

Vu datt d'Datschutzkommissioun eng onofhängeg Institutioun ass (Artikel 34, al. 3 vum Gesetz vun 2002 iwwert den Datschutz: «Elle exerce en toute indépendance les missions dont elle est investie en vertu de la présente loi.»), kann d'Regierung hir net soen, wéi si sech an dësem Fall ze verhalten huet.

Op Ufro hin, deelt d'Datschutzkommissioun mat, datt si an dësem Fall net kompetent ass, well Facebook hiren Etablissement principal an Irland hunn. D'Lëtzeburger Gesetz ass nëmmen applicabel, wann dee Responsable vum Traitement um Lëtzeburger Territoire etabléiert ass, wat hei net de Fall ass. Fir Facebook ass déi iresch Datschutzkommissioun kompetent, fir all Plainte vun europäesche Bierger ze traitéieren. Natierlech kann all Résident zu Lëtzebuerg Plainte bei der CNPD areeche, déi sech da mat hirem ireschen Homolog a Verbindung setzt.

Am Géigesaz zu Lëtzebuerg huet Facebook alerdéngs och en Etablissement fir Däitschland am Land Hamburg. Duerfir gesäit sech den Hamburger Datschutzbeauftragten am Recht, géint Facebook virzegoen, wéi hien dat och scho 2014 versicht hat, fir mat enger Verwaltungsordonnance duerchzesetzen, datt Facebook Umeldung mat engem Pseudonym géif zouloossen. Alerdéngs ass hie vum Verwaltungsgericht Hamburg ofgewise ginn, wat festgehalen hat, datt den Etablissement principal vu Facebook an Irland ass, vu wou aus dëst soziaalt Netzwierk bedriwwen gëtt.

Um europäeschen Niveau bedeelegt sech déi lëtzebuergesch Datschutzkommissioun am Kader vum Aarbechtsgrupp Artikel 29 vun den europäeschen Datschutzkommissiounen un engem gemeinsamer, koordinierter politescher Aktioun, fir Facebook zur Ried ze stellen. Des Weideren ënnerstëtzt si d'Reaktivatioun vum „Enforcement Subgroup a wäert sech aktiv un der Aarbecht vun dësem Grupp bedeelegen, deen op senger nächster Agenda Theme wéi WhatsApp, Yahoo a Pokémon huet. Dësen Aarbechtsgrupp wäert gemeinsam Approchen zur Duerchsetzung vun den Datschutzregelen definéieren (beschtt Praktiken, Kommunikatioun, gemeinsam Outilen...), déi am Kader vun der europäescher Zesummenaarbecht kënnen agesat ginn.

WhatsApp-Membere kënnen op alle Fall d'Utilisatioun vun hiren Donnéeën fir d'Personalisatioun vun der Facebook-Publicitéit an d'Proposé vun neie Frënn widderstrieden. Alerdéngs gëtt d'Telefonnummer mat Facebook gedeelt, wann ee wëllt d'App weider notzen.

**Question 2436** (30.09.2016) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant le **financement climatique**:

Cette semaine, le Luxembourg a fait le tour des grands médias du monde pour avoir créé la première «Bourse verte», le «Luxembourg Green Exchange» (LGX). Il s'agit d'une plateforme d'échange spécifiquement dédiée aux émissions vertes, c'est-à-dire des fonds strictement conformes à des critères écologiques favorisant la lutte contre le réchauffement climatique. Avec cette initiative, le Luxembourg conforte son positionnement comme place de référence mondiale en matière de «Green finance» ou «Climate finance». Par ailleurs, le lancement de LGX est un pas absolument indispensable pour mettre en musique l'accord climatique de Paris où le Luxembourg avait déjà joué un rôle important au niveau politique. Les efforts pour limiter le réchauffement climatique nécessiteront un besoin énorme de financement.





Au «Luxembourg Green Exchange», toute une palette d'activités et notamment aussi l'énergie nucléaire, ne seront pas admises. LXG jouera donc un rôle de «garant de qualité» en analysant et en filtrant tous les produits demandant une cotation en tant que titre «vert». La réglementation imposera par ailleurs un reporting régulier, c.-à-d. la transparence sur révolution et l'impact climatique de l'activité financée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Existe-t-il actuellement d'autres projets dans le domaine du financement climatique sur la place financière luxembourgeoise, éventuellement supportés par le Ministère de l'Environnement et/ou le Ministère des Finances?

2. Comment Madame et Monsieur les Ministres anticipent-ils le futur de la place financière «verte» au Luxembourg? Est-ce qu'il existe une stratégie politique?

**Réponse commune (07.11.2016) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:**

En réponse à la question parlementaire n°2436 des honorables Députés, Madame Viviane Loschetter et Monsieur Henri Kox, nous avons l'honneur de vous communiquer les informations reprises ci-après:

L'Accord de Paris, adopté le 12 décembre 2015, poursuit trois objectifs majeurs:

- contenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, et poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5°C;

- renforcer les capacités d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques, et promouvoir la résilience à ces changements;

- rendre les flux financiers compatibles avec une trajectoire vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques.

Ainsi, à l'article 9 de l'Accord, il a été retenu que:

- les pays développés fournissent des ressources financières pour venir en aide aux pays en développement aux fins, tant de l'atténuation que de l'adaptation;

- les pays développés devraient continuer de montrer la voie en mobilisant des moyens de financement de l'action climatique provenant d'un large éventail de sources, d'instruments et de filières, compte tenu du rôle notable que jouent les fonds publics, par le biais de diverses actions, notamment en appuyant des stratégies impulsées par les pays et en tenant compte des besoins et des priorités des pays en développement;

- la fourniture de ressources financières accrues devrait viser à parvenir à un équilibre entre l'adaptation et l'atténuation.

Ces engagements sont précisés dans la Décision 1 -/CP.21 prise à la COP21 de Paris, qui:

- décide d'accroître de manière urgente et adéquate l'appui apporté par les pays développés en matière de ressources financières afin de relever le niveau d'ambition des mesures prises avant 2020;

- demande fermement aux pays développés d'amplifier leur aide financière, en suivant une feuille de route concrète afin d'atteindre l'objectif consistant à dégager ensemble 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour l'atténuation et l'adaptation.

Au cours des dernières décennies, le Grand-Duché de Luxembourg a livré une assistance financière et technique considérable pour soutenir les activités liées à la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement, avec un accent particulier sur les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement.

En amont de la COP21, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg s'est engagé à continuer de soutenir l'action climatique dans les pays en développement par l'intermédiaire d'une contribution de 120 millions d'euros entre 2014 et 2020. Ce montant inclut une contribution annuelle de cinq millions d'euros au Fonds vert pour le climat («Green Climate Fund [GCF]»), représentant une contribution d'environ dix euros capital/an et un total de 35 millions d'euros. Ces fonds sont nouveaux et additionnels à l'aide publique au développement (APD). Le financement climatique inter-

national constitue une des priorités de la politique gouvernementale du Luxembourg. Des cibles ambitieuses y relatives ont été définies lors de la COP21 à Paris. Il s'est avéré que des investissements publics seront à eux seuls insuffisants et qu'il était nécessaire que les investissements publics constituent un effet de levier pour d'autres sources de financement provenant notamment du secteur privé.

L'objectif stratégique du Gouvernement est de faciliter et de sécuriser rapidement et à long terme, un financement climatique durable pour une action climatique efficace. Ainsi le Gouvernement promeut les efforts visant à établir le Luxembourg comme centre international de la finance climatique en créant un écosystème exemplaire pour une finance climatique compétitive au niveau international.

Dans ce contexte, une «Climate Finance Task Force» (CFTF) a été convoquée début 2015, dans un format informel et interdisciplinaire, réunissant des représentants du secteur public et du secteur financier privé, avec le double objectif stratégique de contribuer significativement à la lutte internationale contre le changement climatique et de conseiller le Gouvernement sur les moyens d'établir le Luxembourg comme Centre international du financement climatique.

Les travaux initiaux de la CFTF visaient à sensibiliser les partenaires du secteur privé au défi du financement climatique (16,5 trillions de dollars nécessaires au cours des 15 prochaines années) et aux possibilités économiques liées à des investissements dans des infrastructures économiquement viables, principalement dans le domaine de la production d'énergies renouvelables. Les travaux ont notamment porté sur la faisabilité:

- de créer une plateforme conjointe Luxembourg/BEI pour le financement climatique;

- de mettre en place un accélérateur pour la domiciliation de nouveaux fonds d'investissement innovateurs et l'établissement de gestionnaires de fonds spécialisés dans le domaine de l'action climatique à Luxembourg;

- de définir un label financement climatique pour fonds d'investissement et pour obligations «vertes».

La promotion de la cotation d'obligations vertes («green bonds») à la Bourse de Luxembourg, l'examen du cadre légal et réglementaire en vue d'identifier d'éventuels obstacles au développement de la finance climatique et de les éliminer sont d'autres sujets sur lesquels s'est penchée la CFTF.

Les réflexions de la CFTF se sont d'ores et déjà concrétisées par des actions tangibles:

- Signature le 20 octobre dernier d'un accord entre le Gouvernement et la Banque européenne d'investissement visant à mettre en place une plateforme conjointe dédiée au financement climatique («LU-EIB Climate Finance Platform»). L'objectif de cette initiative commune sera, d'un côté, de financer des projets d'investissement innovants à fort impact dans la lutte contre le changement climatique dans et hors de l'Union européenne et, de l'autre côté, d'accroître l'effet de levier sur les investissements du secteur privé en atténuant les risques financiers des partenaires privés investissant dans l'action climatique innovante. Le Ministère des Finances et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures investiront 30 millions d'euros sur une durée de trois ans (15 millions d'euros par ministère). L'investissement sera complété par la BEI.

- Lancement, le 23 septembre dernier, du «LuxFLAG Climate Finance Label». L'objectif est d'octroyer un label officiel à des fonds investissant dans l'action climatique tout en respectant des critères bien définis. Le Gouvernement a été activement impliqué dans l'élaboration de ces critères. Ce label vient s'ajouter aux labels déjà lancés par l'agence LuxFLAG depuis 2006; le label microfinance, le label environnement et le label ESC délivré à des fonds répondant à des critères concernant le respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Lancement le 27 septembre dernier par la Bourse de Luxembourg de la première plateforme au monde entièrement dédiée aux instruments financiers verts («Luxembourg Green Exchange»). Il s'agit ici d'un projet «précurseur» destiné à promouvoir le rôle du Luxembourg dans la finance verte. La Bourse de Luxembourg est déjà leader mondial en matière de «green bonds» avec plus de 100 «green bonds» cotées.

Plus de 220 fonds d'investissement climat/énergie sont domiciliés au Luxembourg. En tant que plateforme mondiale de la finance et aspirant à augmenter ses capacités en technologies vertes, le Luxembourg cherche à apporter ses compétences et capacités spécifiques dans le but d'améliorer et produire un effet de

levier pour l'investissement et l'engagement du secteur privé dans la lutte contre le changement climatique, de faciliter le transfert de technologie, et partager son expérience avec la gouvernance horizontale et l'engagement actif entre le Gouvernement local et la société civile.

**Question 2437 (30.09.2016) de MM. Laurent Mosar et Serge Wilmes (CSV) concernant la location de voitures avec chauffeur:**

Suivant les informations parues dans la presse nationale et notamment le «Luxemburger Wort», la société américaine «Uber», qui exploite des applications mobiles de mise en contact d'utilisateurs avec des conducteurs réalisant des services de transport, envisage d'offrir ses services au Luxembourg, mais se heurte actuellement à des problèmes d'ordre juridique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il déjà eu des pourparlers avec cette société et, le cas échéant, quelles en ont été les conclusions?

- Existe-t-il une base légale pouvant autoriser un tel service au Luxembourg et, le cas échéant, sous quelles conditions?

- Quelles pourraient être les répercussions de l'offre d'un tel service pour le marché des taxis au Luxembourg?

**Réponse (08.11.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par leur question parlementaire, les honorables Députés se réfèrent à l'application «Uber» suite à l'article paru au «Luxemburger Wort» du 30 septembre 2016 intitulé «Uber hat Luxembourg auf dem Schirm».

Effectivement «Uber», société américaine originaire du secteur des technologies de l'information basée en Californie, est intéressée de développer ses services en Europe y compris au Luxembourg, un des derniers pays de l'Union européenne où l'application n'est pas encore déployée.

Des représentants de la société «Uber» ont contacté le Ministère du Développement durable et des Infrastructures avec l'intention qu'elle envisage d'offrir différents services labellisés «Uber» au Luxembourg.

L'échange qui a eu lieu lors de différentes entrevues a permis de préciser le cadre légal applicable dans le domaine des taxis et des voitures de location avec chauffeur, tout en soulevant certaines questions relatives au «business model» de la société en relation avec des questions en matière de droit du travail, de la sécurité sociale et des impôts.

Concernant la question des honorables Députés sur la base légale de différents services «Uber», l'on précise que les différents régimes légaux existants et cités ci-dessus doivent être respectés. Ainsi, un service de location avec chauffeur (UberX) doit respecter les dispositions de l'article 56bis du Code de la route qui prévoit notamment que la voiture de location avec chauffeur ne peut être mise à disposition du client qu'en vertu d'un contrat écrit signé préalablement à la prise en charge des voyageurs et qui mentionne que la durée du transport doit être d'au moins une heure.

Par contre, un service de taxi est soumis aux dispositions de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation des services de taxis (Uber Taxi) et le taxi commandé via Uber Taxi doit notamment être opéré par un exploitant qui dispose d'une licence d'exploitation de taxi.

Enfin, à noter qu'un service comme UberPop, qui est un service de transport commercial offert par un usager privé non autrement qualifié à une autre personne privée et qui fait l'objet d'une interdiction dans plusieurs pays, serait difficilement autorisable au Luxembourg.

Les répercussions de l'arrivée d'un ou de plusieurs services «Uber» sur le marché luxembourgeois sont difficiles à apprécier alors qu'ils dépendent du service déployé et de l'acceptation par le marché, à savoir de l'usage qui en sera fait par le consommateur final et de l'usage qui en est fait par l'exploitant du service.

Il est clair que l'objectif du Ministère du Développement durable et des Infrastructures est d'améliorer constamment l'offre de la mobilité et nullement de prohiber des solutions innovantes.

En même temps, il n'est pas mon objectif de favoriser, en raison de l'arrivée d'un quelconque opérateur, le travail effectué par des faux indépendants où d'accepter un nivellement vers le bas des standards sociaux. Ainsi, des concertations ont lieu à ce sujet avec les autres ministères concernés en l'occurrence, à savoir le Ministère du Travail et de l'Emploi, le Ministère de la Sécurité sociale ainsi que le Ministère des Finances.

Enfin, une distinction claire et nette doit être maintenue entre «taxis» et «voitures de location avec chauffeur», afin d'assurer une cohabitation de ces deux types de services qui répondent à une réglementation tout à fait différente et à un besoin des usagers différent.

**Question 2438 (30.09.2016) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant les centrales nucléaires:**

Die japanische Regierung hat kürzlich ihren Willen bekundet, das Vorzeigeprojekt „Schneller Brüter“ einzustellen. Bis Ende des Jahres 2016 will sie über die Stilllegung ihres einst als Traumreaktor gepriesenen Atomreaktors Monju nahe der Stadt Tsuruga entscheiden. Die eventuelle Schließung des Schnellen Brüters in Japan wirft die Frage auf, ob das international geförderte nukleare Forschungsprojekt des Kernfusionsreaktors ITER in Cadarache (Frankreich) weiterhin sinnvoll ist und ob die bisher getätigten Investitionen in die Infrastrukturen nicht der Forschung und Förderung der erneuerbaren Energien dienlich wären.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt stellen:

- Welche Position nimmt die Regierung bezüglich des Forschungsprojektes ITER ein?

- Will die Regierung sich für eine rasche Beendigung dieses Forschungsprojektes einsetzen und hat sie diesbezüglich Partner auf europäischer Ebene?

- Wie will die Regierung die Förderung der erneuerbaren Energien auf nationaler und europäischer Ebene, dies angesichts des Klimawandels und dessen weltweiten Konsequenzen, weiter vorantreiben?

**Réponse commune (31.10.2016) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:**

Im Zusammenhang mit der vorliegenden Frage betreffend den Kernfusionsreaktor ITER möchten wir folgende Klarstellungen geben:

Im Dezember 2013 hat sich die Regierung als einziges EU-Mitglied bei einer Abstimmung betreffend ITER enthalten und hat dies mit einer Erklärung belegt. Im Februar 2015 hat die Regierung als einziges EU-Mitglied bei einer weiteren Abstimmung betreffend ITER gegen den vorliegenden Vorschlag für einen Beschluss des Rates gestimmt und hat diese Haltung mit einer Erklärung belegt, die wir als Anhang aufzuführen.

Die luxemburgische Regierung ist das einzige EU-Mitglied, das offiziell eine kritische Meinung betreffend den Kernfusionsreaktor ITER vertritt.

«Déclaration du Luxembourg en février 2015

Le Luxembourg reconnaît l'importance du projet ITER mais souhaite cependant réitérer son point de vue critique sur la recherche nucléaire. En effet, le Gouvernement luxembourgeois étudie la possibilité de mettre un terme à sa contribution financière au réacteur ITER et insiste sur le fait que les fonds européens consacrés aux activités de recherche devront à l'avenir être orientés davantage vers les énergies renouvelables. La proposition de décision modifiée du Conseil instituant une entreprise commune pour ITER et le développement de l'énergie de fusion n'amorçant pas une telle réorientation, le Luxembourg ne peut pas y souscrire et par conséquent émet un vote négatif.»

Im Jahre 2010 hat die Luxemburger Regierung den nationalen Aktionsplan für erneuerbare Energie im Rahmen der Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen beschlossen, welcher einen Zielwert für den Anteil der Energie aus erneuerbaren Quellen am Bruttoendenergieverbrauch von 11% im Jahre 2020 vorsieht.

Der nationale Aktionsplan legt zur Erreichung des Zielwerts drei Hauptschwerpunkte fest. An erster Stelle steht die Nutzung nationaler Po-



tenziale. Hierbei wird eine starke Entwicklung der Strom- und Wärmeerzeugung angestrebt. Im Strombereich sollen zukünftig Biomasse und Wind die beiden Hauptleistungsträger darstellen, im Wärmebereich ist neben dem Ausbau einer netzgebundenen Wärmeversorgung auf Basis von Biomasse ebenfalls die dezentrale Wärmeproduktion von großer Relevanz. In Haushalten werden neben der Biomasse die Technologien der Solarthermie und Wärmepumpen verstärkt zum Einsatz kommen.

Der EU-Klima- und Energierahmen bis 2030 wurde beim Europäischen Rat in Brüssel am 23.-24. Oktober 2014 durch die Mitgliedstaaten der Europäischen Union beschlossen. Im Bereich der EU-internen Minderungen von Treibhausgasemissionen ist ein verbindliches Ziel von mindestens 40% gegenüber 1990 vorgesehen. Was den Anteil erneuerbarer Energien am Energieverbrauch angeht, so ist ein verbindliches EU-Ziel für einen Anteil erneuerbarer Energien am Energieverbrauch von mindestens 27% beschlossen worden. Zusätzlich wurde ein indikatives Energieeffizienzziel in Höhe von mindestens 27% Energieeinsparungen bis 2030 festgelegt.

Die konkrete Umsetzung der beschlossenen Ziele auf EU-Ebene muss nun durch einen angemessenen rechtlichen europäischen Rahmen festgelegt werden. Dabei werden die noch zu definierende Form der Governance für die Energieunion sowie die nationalen Klima- und Energiepläne für den Zeitrahmen nach 2020 von wesentlicher Bedeutung sein.

Der Anteil der erneuerbaren Energien im Jahre 2030 und die entsprechenden Ziele für Luxemburg werden im noch auf EU-Ebene vorzulegenden legislativen Rahmen eingebracht werden müssen. Im Bereich der erneuerbaren Energie soll dieser durch eine Überarbeitung der Richtlinie 2009/28/EG zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen geschaffen werden. Mit einer Vorlage der entsprechenden Vorschläge durch die EU-Kommission ist gegen Ende des Jahres 2016 zu rechnen.

Im Zusammenhang mit dieser parlamentarischen Frage verweisen wir des Weiteren auch auf die Antwort des damaligen Forschungministers François Biltgen bezüglich der parlamentarischen Anfrage des Abgeordneten Henri Kox vom 21. Mai 2010 (*question parlementaire n°0665, cf. compte rendu n°12/session ordinaire 2009-2010*).

**Question 2439** (03.10.2016) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les attributions de l'Administration des douanes et accises:

Il me revient que les postes des receveurs des antennes régionales de l'Administration des douanes et accises ont été supprimés et que ces personnes sont affectées à d'autres services de l'administration.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- 1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?
- 2) En cas de réponse affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer s'il est prévu dans ce contexte de supprimer les antennes régionales de l'Administration des douanes et accises?
- 3) En cas de réponse affirmative à la question 2), est-ce que Monsieur le Ministre ne considère pas que la décentralisation des services devrait être maintenue afin de mieux desservir les régions et aussi, dans un souci de mobilité, d'éviter tout afflux de trafic vers Luxembourgville?

**Réponse** (03.11.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

En vertu du nouvel organigramme fonctionnel et hiérarchique de l'Administration des douanes et accises les postes de receveur auprès des bureaux de recette de Grevenmacher respectivement de Diekirch sont supprimés.

Contrairement à la fermeture du bureau de recette de Rodange en 2010 et du bureau de recette de Remich en 2012, les bureaux à Grevenmacher et à Diekirch sont maintenus. Les citoyens et les acteurs économiques continuent à y trouver des interlocuteurs pour les services dont ils ont besoin. Ils relèvent dorénavant de la responsabilité du receveur du bureau de recette du Centre douanier Luxembourg-Gaspérich.

Il y a lieu de préciser que ces adaptations structurelles et fonctionnelles ont obtenu l'assentiment de la représentation du personnel, laquelle a été associée aux travaux d'élaboration du nouvel organigramme.

**Question 2440** (03.10.2016) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** (DP) concernant les fouilles sur un site localisé sur le territoire de la commune de Parc Hosingen:

Venant d'apprendre que le service archéologique du Musée national d'histoire et d'art est en train de réaliser des fouilles sur un site localisé sur le territoire de la commune du Parc Hosingen, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- 1) De quel genre de site s'agit-il? Serait-il localisé, le cas échéant, près d'un ancien chemin romain?
- 2) Quels sont les objets qui y ont été détectés?
- 3) Monsieur le Ministre dispose-t-il de suffisamment de moyens budgétaires pour achever les fouilles en question?
- 4) Est-ce que d'autres fouilles archéologiques sont programmées dans les mois à venir sur le territoire des Ardennes luxembourgeoises? Dans l'affirmative, quels seraient les sites visés?

**Réponse** (11.11.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre de la Culture*:

Ad 1) En premier lieu, il est à souligner que les investigations archéologiques réalisées sur le territoire de la commune du Parc Hosingen dans le cadre de la future extension BAKO montrent l'efficacité de la mise en œuvre des nouvelles procédures d'archéologie préventive préconisées par le Ministère de la Culture et le Centre national de recherche archéologique (ci-après «CNRA»). Cette démarche préventive permet aux aménageurs et aux archéologues de l'État de se concerter avant la phase de construction, ce qui permet d'éviter retard et surcoût en phase chantier au cas où des structures et vestiges archéologiques conservés auraient été découverts lors de la phase de diagnostic préalable.

Dans ce cadre, l'aménageur (BAKO) a pris à sa charge le financement du volet concernant les sondages diagnostics qui ont permis d'évaluer en une semaine sur près de 810 m<sup>2</sup> le potentiel archéologique de la superficie totale à aménager sur 8.100 m<sup>2</sup>. Ces sondages s'étant avérés positifs, une fouille préventive, dont le calendrier a été préalablement déterminé de concert avec l'aménageur, a ensuite été prise en charge par le CNRA. Ces recherches ont été effectuées sous la direction scientifique du service d'archéologie gallo-romaine du CNRA pendant six semaines sur le terrain. Elles se sont achevées le 10 octobre 2016. Les données collectées seront ensuite traitées et scientifiquement exploitées en laboratoire (analyses post-fouilles).

Les fouilles préventives ont consisté à un décapage extensif sur 6.450 m<sup>2</sup>. Les structures archéologiques conservées in situ mises au jour ont été fouillées et documentées selon les règles de l'art employées en archéologie, avant d'être prélevées pour être traitées et étudiées dans les laboratoires du CNRA. Ces investigations ont révélé la présence d'une nécropole gallo-romaine allant du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> siècle après J.-C. Ce type de cimetière est généralement implanté à proximité d'une villa gallo-romaine. Dans les alentours de Hosingen plusieurs villas gallo-romaines sont répertoriées, mais aucune d'entre elles n'est en étroite relation avec la nécropole nouvellement découverte. Ces villas étaient reliées et accessibles par d'anciens chemins romains qui n'ont pas encore été reconstruits à ce jour dans les environs.

Sans cette démarche préventive, ce site archéologique aurait été irréversiblement détruit sans documentation.

Ad 2) Suite à la découverte d'une première tombe gallo-romaine du premier siècle après J.-C. lors des sondages, 16 autres structures ont pu être documentées lors des fouilles. Il s'agit de 15 tombes à incinération du 1<sup>er</sup>/2<sup>e</sup> siècle après J.-C. et de deux structures qui évoquent des sépultures, mais ces dernières étaient vides de tout viatique. Les tombes contenaient des restes humains incinérés (analyses anthropologiques à réaliser) accompagnés d'offrandes, dont divers types de céramiques (pots, gobelets, assiettes, couvercles, bols, plats, cruches) ainsi que des objets en métal et en bois (importants travaux de stabilisation et de restauration en laboratoire à prévoir avant analyses scientifiques). Par ailleurs les analyses archéobotaniques et archéozoologiques s'avéreront utiles pour préciser les offrandes alimentaires associées.

Ad 3) Les investigations archéologiques de terrain ont été financées avec les moyens nécessaires par le CNRA sur sa dotation budgétaire annuelle avec un article (02.09.12.220) dédié aux fouilles non programmées et préventives, ce qui permet une meilleure planification et réactivité auprès des aménageurs. Les fouilles du

Parc de Hosingen se sont achevées le 10 octobre dernier. Le terrain se trouve ainsi libéré de toutes contraintes archéologiques, ce qui permet le démarrage des travaux en respectant le calendrier défini initialement entre la BAKO et le CNRA.

Ad 4) La base de données patrimoniale du CNRA a recensé à ce jour plus d'une centaine de sites archéologiques, toutes périodes confondues, pour le territoire des Ardennes luxembourgeoises. Il ressort que le suivi régulier des aménagements urbains et ruraux contemporains, effectué en contact étroit avec les services techniques des administrations communales, permet de mieux prendre en compte la ressource archéologique dans les procédures administratives liées à l'aménagement du territoire et de compléter les connaissances scientifiques existantes.

En 2016, parallèlement aux campagnes de prospection-inventaire réalisées avec le concours des agents forestiers de l'Administration de la nature et forêts, 25 sondages-diagnostic ont été prescrits pour la région considérée par le CNRA et cinq fouilles archéologiques ont été effectuées ou sont en cours. Parmi celles-ci, aux côtés d'investigations archéologiques exploratoires menées à Vichten pour disposer de données complémentaires pour aider à décider du sort futur de ce site romain classé, des investigations ont été menées à Roullingen (Witz) et au Permesknupp à Kaundorf (Lac de Haute-Sûre), sites auxquels s'ajoutent les trois fouilles préventives menées à Schieren au 45, rue de Luxembourg, au 139/143, route de Luxembourg (opérations archéologiques en cours en bas de la pars rustica au pied du lotissement) et sur l'exceptionnelle villa gallo-romaine sise au Schlammrecht en bord de la voie rapide B7. Le bâtiment principal de la pars urbana, villa axiale d'une imposante envergure, offre la rare particularité d'être préservé sous une importante séquence stratigraphique et de receler, notamment, les vestiges bien conservés de grandes fresques peintes d'une exceptionnelle qualité.

Dans les mois à venir, les investigations archéologiques seront notamment poursuivies par le CNRA sur les deux derniers sites archéologiques précités sis à Schieren, sur certains châteaux médiévaux (travaux d'accompagnement), auxquels s'ajouteront les nouveaux sites découverts lors des futures opérations de sondages-diagnostic préventifs.

**Question 2441** (04.10.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les fabriques d'église et les conventions à conclure entre les communes et les fabriques d'église concernant les édifices religieux:

Nous souhaiterions poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de l'Intérieur au sujet des fabriques d'églises et des conventions à conclure entre les communes et les fabriques d'église concernant les édifices religieux:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer combien de titres de propriété, ou de conventions sont parvenus au Ministère de l'Intérieur au 1<sup>er</sup> octobre 2016?

**Réponse** (07.11.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En complément à ma réponse fournie à la question orale en matière de l'honorable Député Diane Aehm à l'occasion de l'heure de questions au Gouvernement lors de la séance publique de la Chambre des Députés en date du 12 octobre 2016 (*cf. compte rendu n°1/session ordinaire 2016-2017*), je tiens à informer les honorables Députés Diane Aehm et Gilles Roth que huit conventions conclues entre communes et fabriques d'église portant sur le statut de propriété des édifices religieux sont parvenues au Ministère de l'Intérieur à la date du lundi 3 octobre 2016.

**Question 2443** (05.10.2016) de **MM. Léon Gloden** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant l'assujettissement des administrateurs de sociétés à la TVA:

En date du 30 septembre 2016, l'Administration de l'enregistrement et des domaines (AED) a émis la circulaire n°781 instaurant un assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) des administrateurs de sociétés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Elle prévoit cependant des exceptions, notamment pour les salariés agissant comme administrateurs pour le compte de leur em-

ployeur, pour les administrateurs exerçant le mandat dans un «cadre honorifique» ou encore pour les administrateurs d'organismes de placement collectif.

Dès lors, il y a différentes catégories d'administrateurs et on peut s'interroger sur la cohérence politique en la matière, puisque, d'une part, les autorités promeuvent le recours à des administrateurs indépendants comme gage d'une meilleure gouvernance des sociétés luxembourgeoises, et, d'autre part, renchérissent, au niveau fiscal, le coût de ces prestations.

En outre, les sociétés régulées ne peuvent généralement pas, ou seulement partiellement, récupérer la TVA. Il n'y a donc pas de traitement équitable entre les principes retenus pour la TVA et ceux en matière d'imposition directe. Si la rémunération d'un administrateur est soumise à la TVA, car celle-ci étant considérée comme une prestation de services, la conséquence logique devrait être la déductibilité de cette charge dans le chef de la société payant la rémunération.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- En vue du principe de bonne gouvernance des sociétés imposé par la réglementation, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faille instaurer une cohérence dans le traitement des différentes catégories d'administrateurs?

- En termes de recrutement des administrateurs compétents et de compétitivité de la place financière du Luxembourg par rapport à ses concurrents, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faille instaurer la déductibilité fiscale pour les sociétés et redéfinir globalement un régime fiscal pour les administrateurs en cohérence avec le droit des sociétés?

**Réponse** (07.11.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

En premier lieu, il convient de rappeler qu'en vertu de l'article 2 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après désignée la loi TVA), seules les prestations de services, effectuées à titre onéreux à l'intérieur du pays par un assujetti dans le cadre de son entreprise, sont soumises à la TVA.

La qualité d'assujetti doit être appréciée exclusivement sur la base des critères énoncés à l'article 4 de la loi TVA. Dans le cas où les membres du conseil d'administration sont appelés aux fonctions d'administrateur en représentation de leurs employeurs et dans la mesure où ils n'agissent pas à titre indépendant, ils n'ont pas, pour cette activité, la qualité d'assujetti, qualité revenant dans cette situation à l'employeur représenté. En effet, la notion «d'une façon indépendante», reprise comme une des conditions pour être considéré comme assujetti, vise notamment à exclure de la taxation les salariés.

De plus, conformément à une jurisprudence constante, les exonérations, y comprises celles prévues à l'article 44, paragraphe 1<sup>er</sup>, points d) et w), sont d'interprétation stricte puisqu'elles constituent des dérogations au principe général selon lequel la TVA doit être prélevée sur tous les services fournis par un assujetti.

Finalement, le droit de déduction de la TVA en amont dans le chef du preneur des services est réglé et limité par les articles 48 à 54 de la loi TVA. Ainsi, la TVA ayant grevé les biens et les services, qui sont utilisés pour effectuer des opérations exonérées ou ne rentrant pas dans le champ d'application de la taxe, n'est en principe pas déductible.

Pour conclure, et tel qu'il résulte de ce qui précède, il y a lieu de noter que le traitement des différentes catégories d'administrateurs ressort de l'application des dispositions légales en vigueur, résultant d'une transposition conforme de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, telle qu'elle a été modifiée par la suite.

La deuxième question traite du caractère non déductible, dans le chef d'une société, des rémunérations allouées aux administrateurs. A ce sujet, je me permets de vous informer que la non-déductibilité de ces rémunérations résulte de l'article 168 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR). Ainsi, ne sont pas déductibles dans le chef d'une collectivité notamment les dépenses suivantes:

- les dépenses faites en vue de remplir des obligations imposées à la collectivité par ses statuts ou son pacte social;



- les rémunérations imposables en vertu du premier alinéa, numéro 2 de l'article 91 LIR.

L'article 91, alinéa 1<sup>er</sup>, numéro 2 LIR précité vise l'activité de administrateurs, des commissaires et des personnes exerçant des fonctions analogues auprès des sociétés par actions, des sociétés à responsabilité limitée, des sociétés coopératives ou d'autres collectivités au sens des dispositions régissant l'impôt sur le revenu des collectivités.

Par ailleurs, l'article 164 LIR stipule qu'il est indifférent, pour déterminer le revenu imposable, que le revenu soit distribué ou non aux ayants droit.

De ce qui précède il y a lieu de conclure que le législateur assimile les distributions allouées aux actionnaires à celles allouées aux administrateurs, etc., visés à l'article 91, alinéa 1<sup>er</sup>, numéro 2 LIR, d'autant plus que les tantièmes peuvent être considérés comme des dépenses faites en vue de remplir des obligations imposées à la collectivité par ses statuts ou son pacte social.

Partant, ces rémunérations ne rentrent pas dans la définition des dépenses d'exploitation conformément à l'article 45 LIR. Leur déductibilité fiscale entraînerait une réduction de la base imposable du débiteur et un déchet fiscal à charge du budget de l'État. Elle pourrait en plus engendrer la mise en question de la retenue d'impôt à la source sur les tantièmes avec notamment la conséquence que les tantièmes alloués à des contribuables non résidents échapperaient à toute imposition au Luxembourg.

#### Question 2445 (06.10.2016) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le taux de remboursement des séances de kinésithérapie:

Il apparaît que le taux de prise en charge des séances de kinésithérapie sur ordonnance médicale est pour la plupart des actes, sauf certaines exceptions bien définies, de 70% au cas où le traitement se déroule au domicile du client ou au cabinet privé d'un kinésithérapeute, alors que si ces séances de kinésithérapie prennent place dans le milieu hospitalier stationnaire ou au Rehazenter le taux de remboursement est de 100% sans exception.

On comprend ce raisonnement si l'on considère que l'objectif principal de structures tel le Rehazenter est la réhabilitation de pathologies graves de longue durée ainsi que de patients atteints de polytraumatismes, mais non pour des traitements ambulatoires pour pathologies simples.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Comment les Ministres expliquent-ils ces inégalités au niveau du taux de remboursement des frais de kinésithérapie entre le milieu hospitalier stationnaire et Rehazenter d'un côté et les cabinets privés de kinésithérapie d'un autre côté, alors que les services qui y sont fournis sont le plus souvent les mêmes comme dans les cas de rééducation pour prothèses de hanche et de genou?

2. Combien de rééducations de pathologies postopératoires simples comme la kinésithérapie pour prothèses de genou et de hanche, pour n'énumérer que celles-ci, sont effectuées au Rehazenter ou dans des établissements similaires, même dans des structures à l'étranger qui pourraient être réalisées sans problème dans des cabinets libéraux dont l'équipement tant en matériel qu'en personnel est largement à la hauteur du but poursuivi par rapport aux traumatologies neurologiques ou polytraumatiques?

3. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le rapport entre le nombre de séances kinésithérapeutiques de patients du Rehazenter qui y suivent une thérapie ambulatoire simple et celui des séances de patients qui y suivent un traitement en rapport avec des pathologies neurologiques ou chroniques graves ou en rapport avec une affection nécessitant une hospitalisation?

4. Quels types de séances de kinésithérapie sont le plus réalisés au Rehazenter et dans des infrastructures similaires?

5. Est-il vrai que pour des traitements ambulatoires au Rehazenter, les frais de transport du taxi sont pris en charge par la CNS, alors que

ces frais ne sont pas remboursés en cas de traitement en cabinet privé?

6. Est-ce qu'il ne s'agit pas de concurrence déloyale selon votre avis, étant donné que des traitements équivalents sont pris en charge de manière différente ce qui entrave le libre choix du prestataire par le patient qui est cependant garanti par la convention entre la UCM et l'ALK de 1993?

7. Est-il vrai que dans la nouvelle nomenclature pour les cabinets libéraux, le traitement postopératoire sera également remboursé à 100% par la CNS? Qu'en est-il des frais de transport en postopératoire?

#### Réponse commune (07.11.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

ad 1. Le Rehazenter constitue un établissement hospitalier spécialisé qui dispense des traitements ambulatoires de rééducation fonctionnelle et de réadaptation au moyen d'équipes pluridisciplinaires et sous la surveillance étroite de médecins spécialistes. Ces traitements fondent sur une approche coordonnée de mesures médicales, sociales, physiques et techniques. Le Rehazenter dispose à cet effet d'un plateau technique et d'une infrastructure thérapeutiques spécialisés (hydrothérapie, ergothérapie, etc.). Le Rehazenter se prédestine ainsi à la prise en charge des patients qui doivent subir une rééducation spécialisée et intensive. Ceci explique que les traitements ambulatoires au Rehazenter ne sont pris en charge que s'ils se situent dans la suite d'un traitement en milieu hospitalier et ne peuvent en principe dépasser 60 journées de traitement au cours d'une période continue de six mois. Des prolongations sont néanmoins possibles. Il résulte de ce qui précède que les traitements dispensés au Rehazenter ne sont en règle générale pas identiques aux traitements de kinésithérapie dispensés dans un cabinet de kinésithérapie.

La prise en charge à 100% des actes réalisés lors d'une hospitalisation s'applique aux soins de kinésithérapie comme aux soins d'autres professionnels de santé en milieu hospitalier.

ad 2. Tout d'abord il y a lieu de relever que l'état de santé d'un patient hospitalisé dans les jours qui suivent l'intervention ne permet en principe pas d'effectuer une rééducation ambulatoire car le patient nécessite des soins médicaux, postchirurgicaux et généraux qui ne peuvent souvent pas être dispensés sur le lieu de résidence habituelle du patient.

Par ailleurs, les patients qui bénéficient de soins de réhabilitation stationnaires sont soumis à une autorisation du contrôle médical de la sécurité sociale sur base de leur dossier médical; cette procédure permet de différencier les patients éligibles pour une prise en charge stationnaire pour raison de santé de ceux qui peuvent bénéficier d'une rééducation ambulatoire.

Ensuite, il semble important de rappeler la filière de prise en charge des patients au Rehazenter.

Avant une prise en charge, un médecin externe au centre (le chirurgien dans le cas présent) adresse le patient à un médecin en médecine physique et de réadaptation (MPR) du Rehazenter.

Suite à cette consultation de médecin spécialiste, une prise en charge est envisagée (ou pas) par le médecin MPR qui effectue une demande à la CNS.

La prise en charge débute donc après un accord de la CNS.

Les patients pris en charge au Rehazenter ne correspondent pas à la définition de pathologies postopératoires simples, les prises en charge pour des pathologies pouvant paraître simples sont justifiées par une comorbidité nécessitant un traitement multidisciplinaire sous la supervision directe d'un médecin MPR.

Sur base de la codification des pathologies ICD-10 de 2015, repris sur les formulaires de sortie des patients hospitalisés en ambulatoire, il y a eu 362 séjours de patients pour présence d'implants d'articulation orthopédiques (code Z966).

Il s'agit de patients ayant été pris en charge par plusieurs professions de santé (ergothérapeute, infirmière, assistante sociale...). 44% de l'activité autour de ces patients n'étaient pas de la kinésithérapie. Le nombre de jours moyens de traitement est de 26.

Enfin, dans le cadre d'une étude interne menée, durant une année, par un médecin rééducateur du secteur rééducation orthopédie-traumatologie sur les patients avec prothèse, nous pouvons vous informer de la suite de la prise en charge de nos patients:

À la sortie, 79% des patients stationnaires sont pris en charge par un kinésithérapeute en libéral, ce chiffre est de 42% pour les patients en fin de traitement en ambulatoire.

ad 3. Comme expliqué ci-dessus, nous ne pouvons pas parler de thérapie ambulatoire simple, mais de prise en charge multidisciplinaire complexe; toutefois les passages en kinésithérapie en 2015 étaient de 21.779 pour le code ICD-10 Z966.

Les passages en kinésithérapie en 2015 pour le Rehazenter sont au nombre de 180.969 (source: rapport d'activité 2015).

ad 4. Le Rehazenter est un établissement hospitalier de moyen séjour qui offre des services de rééducation fonctionnelle multidisciplinaire, dont des soins de kinésithérapie. Ces soins de kinésithérapie sont dispensés à des patients hospitalisés ainsi qu'à des patients pris en charge en hôpital de jour, dans le cadre de programmes de rééducation spécifiques au patient et à sa pathologie. Ces prises en charge ambulatoires en hôpital de jour sont soumises à l'autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale. L'énumération des divers types de programmes dépasse le cadre de la présente réponse.

ad 5. En cas d'autorisation de prise en charge d'une rééducation en hôpital de jour au Rehazenter, le patient est éligible pour une prise en charge de son transport entre son lieu de résidence habituel et le Rehazenter. Oui.

ad 6. Il faut noter qu'un traitement en hôpital de jour au Rehazenter, qui repose sur un programme de prise en charge multidisciplinaire, n'est pas équivalent à un traitement ambulatoire mono-disciplinaire dans un cabinet de kinésithérapie.

ad 7. Le Ministère de la Sécurité sociale est actuellement en train de travailler sur un avant-projet de règlement grand-ducal arrêtant une nouvelle nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes pris en charge par l'assurance maladie. Par ailleurs, des modifications des statuts de la Caisse nationale de santé relatives aux remboursements en matière d'actes de kinésithérapies seront soumises au mois de novembre à son comité-directeur. Il est donc à l'heure actuelle prématuré de faire des déclarations quant aux adaptations futures.

#### Question 2447 (06.10.2016) de Mme Martine Hansen et M. Serge Wilmes (CSV) concernant la subvention de projets promouvant la langue luxembourgeoise:

Dans la mesure où le Gouvernement envisage de promouvoir à la fois le multilinguisme et la langue luxembourgeoise, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

1. Quelles initiatives le Gouvernement soutient-il actuellement pour promouvoir la langue luxembourgeoise?

2. D'après nos informations, 2.800 personnes utilisent chaque jour le site Internet spellchecker.lu comme outil de correction de la langue luxembourgeoise. Or, selon nos informations, ce projet ne reçoit cependant aucun soutien financier de la part de l'État, alors même qu'il contribue à sa manière à promouvoir la langue luxembourgeoise. Les Ministres peuvent-ils nous confirmer cette information? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent le refus de soutien?

3. En tout état de cause, comment le Gouvernement entend-il promouvoir la langue luxembourgeoise en dehors du cursus scolaire et de la formation pour adultes (cours de langues) voire en dehors du cadre administratif?

4. Quand est-ce que le Lëtzebuenger Online Dictionnaire (LOD) sera finalisé?

5. Quel est le budget investi jusqu'à présent pour le projet LOD?

6. Combien de fois le LOD est-il consulté chaque jour?

#### Réponse (07.12.2016) de M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture:

ad 1. Les initiatives en faveur de la langue luxembourgeoise entreprises par le Gouvernement sont très nombreuses. À titre d'exemple, les honorables Députés sont priés de trouver ci-dessous les principales interventions du Gouvernement en faveur de la promotion de la langue luxembourgeoise.

#### Culture

Le soutien du Ministère de la Culture en faveur de la langue luxembourgeoise a été détaillé dans la réponse du Ministre de la Culture à la

question parlementaire n°2406 du 22 septembre 2016 de l'honorable Député Yves Cruchten (voir ci-avant) concernant la promotion et la recherche en matière de langue luxembourgeoise. Il s'agit notamment des initiatives suivantes:

- subventions directes aux projets culturels en langue luxembourgeoise initiés par des associations ou des personnes privées;

- subventions indirectes aux projets culturels en langue luxembourgeoise à travers les instituts culturels de l'État, les bibliothèques publiques agréées, l'Institut grand-ducal et les établissements culturels conventionnés;

- soutien à la valorisation, à la conservation et à la promotion de la langue luxembourgeoise à travers les instituts culturels sous tutelle du Ministère de la Culture: Bibliothèque nationale, Centre national de littérature et Centre national de l'audiovisuel;

- soutien à l'étude, à la description et à la promotion de la langue luxembourgeoise à travers la plate-forme Lëtzebuenger Online Dictionnaire;

- soutien à l'étude, à la description et à la diffusion de la langue luxembourgeoise à travers le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise.

#### Enseignement

Pour ce qui est du volet enseignement, les honorables Députés sont priés de se référer à la réponse du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse à la question parlementaire n°2404 du 22 septembre 2016 de l'honorable Député Yves Cruchten (voir ci-avant) qui contient l'énumération détaillée des mesures en faveur de l'enseignement de la langue luxembourgeoise.

#### Communications et Médias

Dans le secteur des communications et médias, il y a lieu de mentionner le programme de service public de radio 100,7 qui est diffusé en langue luxembourgeoise de même que les programmes de service public RTL Télé Lëtzebuerg et RTL Radio Lëtzebuerg.

#### Recherche et Enseignement supérieur

En ce qui concerne le soutien à la langue luxembourgeoise dans le domaine de la recherche, il y a lieu de souligner que l'Université du Luxembourg compte parmi ses objectifs la contribution au développement social, culturel et économique du Luxembourg (article 5 de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg). La langue et la culture luxembourgeoises ainsi que l'histoire du Luxembourg ont eu, dès la création de l'Université en 2003, leur place dans l'offre de l'enseignement et dans les activités de recherche. Ainsi, Peter Gilles est professeur de l'Université en linguistique luxembourgeoise depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006.

L'Institut de langue et de littératures luxembourgeoises dans l'Unité de recherche IPSE de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation emploie actuellement quatre membres du corps académique, six membres du corps intermédiaire des doctorants et post-doctorants ainsi que huit membres scientifiques. La page Internet <http://infolux.uni.lu> résume les activités en matière de langue et littérature luxembourgeoises. On y trouve notamment des informations sur quatre projets de recherche actuellement en cours, financés par le Fonds national de la recherche, l'Université, la «Deutsche Forschungsgemeinschaft» et le «Schweizerischer Nationalfonds», ainsi que sur sept projets de doctorats en cours. Le site propose également une section «resources» contenant entre autres des dictionnaires et des ressources consacrées à la grammaire et à l'onomastique. Toutes les publications des membres de l'Institut sont également répertoriées sur ce site, et certaines d'entre elles peuvent y être téléchargées. Cinq doctorats en langue et littérature luxembourgeoises ont déjà été soutenus.

En ce qui concerne les formations, l'Université offre actuellement la formation continue «Lëtzebuenger Sprooch a Kultur». Un nouveau «Master in Theaterwissenschaften» en collaboration avec des théâtres luxembourgeois vient de démarrer. Une coopération stratégique de l'Université du Luxembourg avec l'Institut national des langues, qui est en train de se mettre en place, va encore renforcer la formation continue en matière de langue luxembourgeoise, aussi bien en ce qui concerne l'apprentissage de la langue que l'évaluation des compétences linguistiques en luxembourgeois.

ad 2. Chaque porteur d'un projet culturel souhaitant un soutien financier du Ministère de la Culture est invité à remplir un formulaire de demande de subside. Chaque projet introduit est traité de manière égale et est soumis pour



avis à une commission des subsides. À cette date, aucune demande officielle de soutien financier de la part du responsable du projet spellchecker.lu n'a été adressée au Ministère de la Culture.

ad 3. Les honorables Députés sont priés de se référer à la réponse à la première question ci-dessus et à la réponse à la question parlementaire n°2406 du 22 septembre 2016 de l'honorable Député Yves Cruchten concernant la promotion et la recherche en matière de langue luxembourgeoise.

ad 4. Avant toute chose, une brève mise au point de ce qu'est le Lëtzebuerg Online Dictionnaire (ci-après «LOD») s'impose. Le LOD est le seul dictionnaire à caractère scientifique à décrire la langue luxembourgeoise actuelle. La richesse informationnelle proposée par le dictionnaire au sujet de la langue luxembourgeoise est d'ailleurs inégalée à ce jour: catégorisation grammaticale, marquage d'emplois, traduction désambiguïsée en quatre langues (allemand [DE], français [FR], anglais [EN], portugais [PT]), exemples, séquences figées, locutions et proverbes glosés, prononciation, synonymes et tableaux de flexions sont autant d'éléments dont la coprésence au sein d'un seul répertoire est absolument novatrice.

Depuis son lancement, le LOD n'a cessé d'évoluer et constitue à ce jour bien plus qu'un dictionnaire, à savoir un service d'assistance linguistique destiné au grand public (assistance par SMS, par téléphone et/ou par courriel), mais aussi à l'administration gouvernementale et aux entités paraétatiques ayant des besoins linguistiques spécifiques (service de correction et de traduction, notamment).

Suite à de très nombreuses demandes relatives à l'orthographe luxembourgeoise, l'équipe du LOD a mis en place le projet <http://ortho.lod.lu>, site Internet destiné à rendre accessible les principales règles actuelles de l'orthographe et permettant de rafraîchir et de tester ses connaissances en la matière. Au cours des douze derniers mois, plus de 50.000 exercices ont été effectués en ligne.

La phase purement rédactionnelle du LOD touchera à sa fin en milieu de l'année prochaine. Les cycles de relecture standard, dont le pilier central est un conseil de relecture dont les membres, qui profitent d'une expérience linguistique reconnue, prendront fin un an plus tard. Or, toute langue est en constante évolution. Le dictionnaire devra en tenir compte, tout en s'adaptant continuellement aux évolutions technologiques.

ad 5. Le Gouvernement travaille depuis une douzaine d'années sur le projet LOD. Initié en 2004 par le Ministère de la Culture, le LOD est en ligne depuis 2006. Sept personnes alimentent actuellement, d'une part, la base de données du site avec de nouvelles entrées et fournissent, d'autre part, les services d'assistance linguistique. Depuis 2004, 6.919.542,27 euros ont été dépensés en faveur du LOD.

ad 6. Depuis septembre 2015, le LOD profite d'une nouvelle infrastructure Internet qui permet de suivre de près, dans le respect total de l'anonymat des utilisateurs, l'accès et le comportement des internautes sur le site du dictionnaire. Grâce à la statistique descriptive, le groupe dispose d'outils performants pour analyser et pour évaluer les besoins des utilisateurs. Depuis septembre 2015, plus de 1.750.000 requêtes ont été enregistrées. Ceci correspond à plus ou moins 5.000 requêtes et à 4.000 articles dictionnaires consultés en moyenne par jour ouvrable au cours de l'année écoulée.

68% des articles consultés sont recherchés grâce au moteur de recherche en langue luxembourgeoise, tandis que 32% des recherches sont réparties sur les moteurs portant sur les index des traductions françaises, allemandes, anglaises et portugaises.

Une fréquentation minimum a été enregistrée le jour de Noël 2015 (1.179 requêtes) et à la Saint-Sylvestre de la même année (2.232 requêtes). Des records de fréquentation ont été atteints le 31 mai (9.264 requêtes) et le 11 octobre 2016 (9.120 requêtes).

En moyenne, plus de 130.000 articles dictionnaires sont consultés par mois.

Le trafic est en augmentation constante et oscille à présent autour de 7.500 requêtes par jour ouvrable.

**Question 2448** (06.10.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les examens anatomopathologiques:

Les analyses médicales permettent aux médecins de confirmer un diagnostic ou de déceler une maladie. Les techniciens d'analyses biomé-

dicales dans les laboratoires sont chargés de réaliser ces analyses en procédant aux divers examens. Parmi les examens possibles figure l'examen anatomopathologique qui permet d'établir de façon définitive le diagnostic de cancer et de déterminer toutes les caractéristiques du cancer. L'examen anatomopathologique consiste à analyser au microscope des cellules ou des tissus prélevés sur un organe.

Selon mes informations, le Laboratoire national de santé (LNS) manque de technicien d'analyses biomédicales ayant une formation médicale spécialisée en anatomopathologie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer cette information?

- Existe-t-il des formations continues dans ce domaine offertes au personnel du LNS?

- Dans la négative, les Ministres ne jugent-ils pas nécessaire d'offrir des formations spécifiques en anatomopathologie afin d'assurer la meilleure qualité du diagnostic possible aux patients concernés?

**Réponse commune** (26.10.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

À titre de remarque introductive, il y a lieu de signaler que la profession de technicien d'analyses biomédicales est inconnue au Luxembourg. Toutefois, au vu des considérations de Madame la Députée, l'on peut raisonnablement déduire que son interrogation porte sur la question de savoir si le LNS dispose d'un nombre suffisant de laborantins respectivement d'assistants techniques médicaux de laboratoire pour réaliser ses activités de laboratoire d'analyses biomédicales, plus particulièrement dans le domaine de l'anatomopathologie.

En réponse à cette question, il y a lieu de signaler que les soussignés ne sauraient confirmer les informations de Madame la Députée faisant état d'un manque de laborantins respectivement d'assistants techniques médicaux de laboratoire au sein du LNS.

S'il est certes vrai que le LNS éprouve certaines difficultés à recruter de tels professionnels formés en anatomopathologie, surtout en ce qui concerne les nouvelles technologies comme la biologie moléculaire appliquée à la pathologie, toujours est-il que les besoins nationaux en personnel doté de cette formation spécifique sont également assez limités.

Ceci s'explique principalement par la technicité et la spécificité extrême de ce domaine d'intervention.

Considérant ce qui précède, une formation spécifique en matière d'anatomopathologie à l'adresse des laborantins respectivement des assistants techniques médicaux de laboratoire n'est pas organisée au Luxembourg.

Dans ce contexte, il y a pourtant lieu de souligner l'importance de la formation continue des professionnels de santé et le fait d'encourager tout professionnel à tenir à jour ses compétences professionnelles.

Ainsi, le LNS offre actuellement déjà des formations continues ponctuelles et spécifiques à son personnel. Ces formations se font - selon la thématique - soit sur place, soit dans le cadre de séjours de formation à l'étranger.

**Question 2449** (06.10.2016) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les isolants contenant du HBCD (hexabromocyclododécane):

Le 29 septembre 2016 le quotidien «Süddeutsche» a publié un article relatif à la classification comme déchet dangereux du HBCD (hexabromocyclododécane). L'HBCD était largement utilisé dans les matériaux isolants comme retardateur de flamme. Plus de 20.000 tonnes en étaient produites chaque année, dont la majeure partie était destinée aux panneaux isolants en polystyrène (styropore) servant à l'isolation des bâtiments. Dans l'article, le journaliste suppose que chaque deuxième maison en Allemagne contient un isolant contenant de l'HBCD.

Vu que le HBCD est référencé par la Convention de Stockholm comme POP (polluant organique persistant) il a été interdit en 2015. Or, depuis le 30 septembre 2016 il est également considéré comme polluant toxique et déchet dangereux. Ceci implique qu'il ne peut plus être incinéré avec d'autres déchets et pour qu'une installation d'incinération puisse éliminer des déchets contenant du HBCD, celle-ci

doit dorénavant posséder une autorisation spéciale.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Est-ce qu'au Luxembourg les isolants contenant du HBCD ont également été si largement utilisés dans la construction de bâtiments depuis les années 50 comme cela a été le cas en Allemagne?

- Est-ce que les déchets de ces isolants étaient jusqu'à présent incinérés dans des installations d'incinération au Luxembourg? Dans l'affirmative, est-ce que ces installations possèdent les autorisations nécessaires pour continuer à incinérer ces déchets dangereux?

- Dans la négative, où est-ce que les déchets en question sont éliminés dorénavant?

**Réponse** (08.11.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

En 2013, le hexabromocyclododécane (HBCDD) a été inséré dans les annexes de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP), puis en mars 2016, l'Union européenne a adopté ces amendements à la Convention de Stockholm en insérant le HBCDD dans les annexes du règlement (UE) n°850/2004 concernant les polluants organiques persistants. Nonobstant, le HBCDD connaît plusieurs dérogations quant à sa production, son utilisation et au recyclage de matériaux contenant le HBCDD. De ce fait, il est probable que des produits contenant du HBCDD ont aussi été utilisés et sont encore en circulation ici au Luxembourg. Par contre, des chiffres précis ne sont pas disponibles.

Malgré cela, il faut noter que dans le cadre de la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets il est ordonné que préalablement à toute démolition, les différents matériaux utilisés dans l'ouvrage à démolir doivent être identifiés et répertoriés dans un inventaire, afin de permettre un enlèvement et une collecte séparés des différents matériaux pour les soumettre ensuite à un recyclage ou un traitement approprié. En outre, il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter une contamination de ces matériaux empêchant ainsi leur recyclage. Il faut également porter une attention particulière aux matériaux contaminés par des substances dangereuses qui ne doivent pas être mélangés avec des matériaux non contaminés.

Par ailleurs, la révision du plan national de la mise en œuvre de la Convention de Stockholm prévoit en supplément des mesurages de dépistage pour toute nouvelle substance qui fut introduite dans la Convention, tel que le HBCDD. Dans ce cadre, il est prévu d'analyser les déchets de démolition ainsi que les poussières de démolition sur leur contenu de polluants afin de déterminer leurs stocks et leur impact sur l'environnement. Par ailleurs, la Division de la santé et de l'environnement de la Direction de la santé procède également à l'analyse de certains matériaux et examine l'exposition «indoor» de l'homme à certains polluants, dont les polluants organiques persistants. Même si, à ce stade, le HBCDD n'appartient pas encore au catalogue des substances surveillées, il est prévu de l'introduire dans le programme de surveillance.

La problématique soulevée en Allemagne concernant l'interdiction du traitement de matériaux d'isolation contenant du HBCDD dans des installations d'incinération de déchets municipaux trouve son origine dans la décision prise par les autorités allemandes de classer ces déchets comme étant des déchets dangereux. Cette classification n'a pas été faite dans d'autres pays comme par exemple en Autriche qui continue de considérer ces déchets comme étant non dangereux. Il s'agit donc d'une décision unilatérale des autorités allemandes.

En effet, bien que des données concernant les concentrations en HBCDD pour les matériaux isolants au Luxembourg fassent défaut, ces concentrations varient entre 0,5 et 2,5% selon les valeurs publiées dans la littérature. Selon le règlement (UE) n°1357/2014 de la Commission du 18 décembre 2014 remplaçant l'annexe III de la directive 2008/98/CE, la concentration d'une substance présentant ce code doit être supérieure à 3% pour qu'un déchet contenant cette substance soit considéré comme dangereux. On peut donc conclure que les matériaux d'isolation contenant du HBCDD ne sont pas à considérer comme déchets dangereux en application des dispositions communautaires.

Par ailleurs, de nombreuses études ont montré que le taux de destruction du HBCDD dans des installations d'incinération est d'au moins 99%. L'installation d'incinération existante au Luxembourg, à savoir celle du SIDOR, n'est autorisée que pour l'incinération de déchets municipaux (déchets ménagers et assimilés) non dangereux. Il est donc fort probable que des déchets

de matériaux d'isolation avec du HBCDD contenus dans les déchets municipaux y ont été incinérés. Toutefois, cette installation n'est pas autorisée à incinérer des déchets d'isolation en polystyrène en provenance du secteur de la construction amenés en tant que mono-charges.

Vu que le Luxembourg ne dispose pas d'une installation d'élimination autorisée à traiter des monocharges de déchets contenant du HBCDD, ceux-ci, après avoir été collectés sur des chantiers de construction ou de démolition, doivent être transférés vers des installations d'élimination autorisées à l'étranger et notifiées conformément à la réglementation concernant le transfert de déchets.

Enfin, dans le cadre de ses activités de sensibilisation des entreprises et des ménages, la SuperDrecksKëscht informe les acteurs concernés sur leurs obligations concernant la collecte séparée et la gestion appropriée des déchets problématiques.

**Question 2450** (06.10.2016) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant la disparition de demandeurs d'asile mineurs au Luxembourg:

Selon les chiffres officiels d'Eurostat, 88.300 demandeurs d'asile sollicitant une protection internationale dans les États membres de l'Union européenne pendant l'année 2015 étaient des mineurs non accompagnés. Selon les experts, le nombre réel serait plutôt de 90.000 mineurs. Il paraît que cet afflux ne soit pas géré de façon adéquate dans certains pays de l'Union. Il semble de même que bon nombre de ces migrants mineurs disparaissent des écrans des administrations pendant les différentes étapes de leur périple. Il est à craindre que ces mineurs ne soient tombés victimes de la traite humaine. Selon les estimations d'Eurostat de janvier 2016, il y aurait quelque 10.000 demandeurs d'asile mineurs disparus depuis 2014 en Europe. Le vrai nombre serait bien plus élevé encore!

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me communiquer le nombre de migrants mineurs non accompagnés ayant demandé asile au Luxembourg depuis 2014?

2. Monsieur le Ministre peut-il me préciser les mesures prises au Luxembourg pour assurer la prise en charge de ces migrants mineurs? Est-ce que ces mesures sont prises en plein respect des droits de l'enfant?

3. Monsieur le Ministre peut-il me dire si les administrations concernées confirment la disparition également au Luxembourg d'une partie de ces migrants mineurs après avoir posé leur demande d'asile? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures politiques prises afin d'y remédier?

**Réponse** (25.10.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. En 2014, 31 mineurs non accompagnés (MNA) ont introduit une demande de protection internationale au Luxembourg, en 2015, ce chiffre s'est élevé à 103 personnes. Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2016, 39 mineurs non accompagnés ont introduit une demande de protection internationale.

ad 2. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, tous les mineurs non accompagnés qui présentent une demande de protection internationale se voient désigner un administrateur ad hoc avant même l'ouverture de leur demande, donc dès le début de la procédure. La loi précédente ne prévoyait la nomination d'un administrateur ad hoc qu'après l'introduction de la demande de protection internationale. De plus, la nouvelle loi en matière d'asile prévoit de nombreuses garanties procédurales spéciales en faveur des mineurs non accompagnés.

Tout mineur non accompagné est pris en charge au Centre de primo-accueil Luxexpo dès son arrivée sur le territoire luxembourgeois et est redirigé vers la structure d'hébergement Lily Uden, où la Croix-Rouge assure un accompagnement spécialisé. Les MNA bénéficient en effet de davantage de personnes encadrantes par rapport à un demandeur de protection internationale majeur.



L'OLAI prend en charge les frais de logement, de nourriture et tous les frais médicaux du MNA jusqu'à l'ouverture d'un dossier de demande de protection internationale et l'obtention d'un numéro R-.

L'ONE est informé des demandes de protection internationale de mineurs en vue de proposer des places dans un de ses foyers. Dès lors, l'ONE prend en charge les MNA dans des foyers encadrés et spécialisés, selon les disponibilités.

ad 3. Il est confirmé que de nombreux mineurs non accompagnés disparaissent très rapidement après avoir présenté leur demande de protection internationale, avant même l'introduction de celle-ci. En effet, sur environ 83 mineurs non accompagnés ayant présenté une demande de protection internationale entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre 2016, 37 ont disparu directement après avoir présenté leur demande et deux seulement après l'introduction de leur demande. (À savoir qu'un mineur non accompagné se voit désigner par la juge des tutelles un administrateur ad hoc qui va vérifier s'il est opportun pour le mineur d'introduire une demande d'asile, et si tel est le cas, il va accompagner le mineur à la Direction de l'immigration pour effectuer cette démarche d'«introduction» de la demande, d'où la distinction précise entre la présentation et l'introduction de la demande.) On peut légitimement penser que le Luxembourg est, pour ceux qui disparaissent rapidement, un pays de transit, de passage, pour continuer vers un autre État membre. Il convient de relever à titre indicatif que même si une nouvelle demande de protection internationale est introduite dans un autre État membre, le règlement Dublin III ne s'applique pas pour les mineurs non accompagnés. Ils ont donc la possibilité de changer régulièrement de pays sans obstacle particulier et il est probable que cette information circule, d'où l'intérêt de se déclarer mineur non accompagné même si cela n'est pas forcément le cas. Notons que sur 15 demandeurs maghrébins qui ont présenté une demande, 13 ont disparu. Il y a lieu d'ajouter que pour les demandeurs se déclarant mineurs non accompagnés qui disparaissent, de sérieux doutes sur leur minorité existent en l'absence de documents qui prouvent leur âge.

Concernant les très récentes arrivées du mois d'octobre, il vient d'être constaté que la grande majorité des demandeurs se déclarant mineurs non accompagnés, sont d'origine marocaine.

#### Question 2451 (07.10.2016) de M. Lex Delles (DP) concernant le disque de stationnement électronique:

En Allemagne il existe désormais un disque de stationnement électronique au nom de «Park Lite» qui a été approuvé par l'office fédéral sur la circulation des véhicules. Ce dispositif affiche l'heure du dernier arrêt du moteur du véhicule en question, de sorte que le conducteur ne risque plus d'oublier de faire usage d'un disque de stationnement classique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ce dispositif?

- Ce disque est-il déjà utilisé par des conducteurs au Luxembourg?

- Au vu de l'article 167bis du Code de la route, un tel disque de stationnement électronique ne semble pas être autorisé au Luxembourg. Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à autoriser ce dispositif au Luxembourg? Le cas échéant, une intervention du législateur serait-elle nécessaire?

#### Réponse (15.11.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur l'utilisation de disques de stationnement électroniques.

L'article 167bis du Code de la route dispose qu'aux endroits de stationnement concernés, les conducteurs doivent faire usage d'un disque de stationnement répondant aux exigences du modèle illustré.

En 2008, la mention «conforme au» a été remplacée par la mention «répondant aux exi-

gences du» en vue d'admettre l'affichage de l'heure d'arrivée sans être obligé de se conformer exactement au modèle illustré.

Dans ce sens, l'utilisation du dispositif affichant l'heure d'arrivée en question peut être considérée comme conforme à l'article 167bis du Code de la route. Toutefois, dans un souci de sécurité juridique, la Commission de circulation de l'État est chargée d'évaluer la nécessité d'une éventuelle adaptation du Code de la route.

#### Question 2452 (07.10.2016) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'exonération de la TVA sur l'échange de services intra-groupes:

En date du 6 octobre 2016, l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu ses conclusions dans l'affaire «C-274/15» opposant la Commission européenne au Gouvernement luxembourgeois dans un litige concernant les modalités de traitement de la TVA au sein des groupements autonomes de personnes (GAP). Ayant conclu que les trois moyens de recours invoqués par la Commission européenne sont fondés, l'avocat général a tranché en défaveur du Luxembourg.

Dans la plupart des cas, les juges de la CJUE suivent l'avis de l'avocat général. Dès lors, il est probable que le Luxembourg soit condamné à terme et il serait nécessaire de modifier la législation luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- En considérant la condamnation probable du Luxembourg par la CJUE, quels seront les changements législatifs envisagés par Monsieur le Ministre?

- Dans le cadre de l'avantage du «first-mover», Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas opportun d'effectuer déjà maintenant les préparations et modifications législatives nécessaires afin de consolider les activités intragroupes et de rassurer les acteurs de la place financière du Luxembourg?

#### Réponse (07.11.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

En l'absence d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, il serait prématuré de vouloir se positionner quant à l'opportunité ou non de revoir la législation luxembourgeoise concernant les modalités de traitement de la TVA au sein des groupements autonomes de personnes.

La situation sera évaluée une fois l'arrêt disponible et une décision sera prise sur la base de toutes les considérations qui s'imposent.

#### Question 2453 (07.10.2016) de M. David Wagner (déi Lénk) concernant les conseils consultatifs dans les structures d'hébergement:

Dans la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, l'article 10. (7) stipule que «[I]es demandeurs peuvent participer à la gestion des ressources matérielles et des aspects non matériels de la vie dans la structure d'hébergement par l'intermédiaire d'un comité ou d'un conseil consultatif représentatif des personnes qui y sont hébergées».

Partant, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

1. Dans combien de structures d'hébergement un tel comité ou conseil a-t-il été mis en place et dans combien de structures un tel comité ou conseil n'a-t-il pas encore été mis en place?

2. Le cas échéant, quelles sont les raisons pour lesquelles un tel comité ou conseil n'a pas encore été mis en place dans certaines structures d'hébergement?

3. De quelle façon les demandeurs de protection internationale sont-ils informés de la possibilité de créer un tel comité ou conseil? Sont-ils activement encouragés à créer un tel comité ou conseil et sont-ils accompagnés dans la démarche?

4. De manière générale, quelles expériences les responsables des structures ont-ils pu faire entre-temps avec ces conseils ou comités?

#### Réponse (27.10.2016) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Des conseils consultatifs informels sont organisés dans la majorité des structures; ces

conseils informels prennent la forme de réunions de résidents ou de permanences assurées par le personnel encadrant la fréquence et la composition de ces conseils informels dépendent de la demande des résidents et de la taille de la structure.

2. La mise en place de comités ou de conseils consultatifs représentatifs tels que prévus par la loi du 18 décembre 2015 est planifiée par l'OLAI en concertation avec ses partenaires gestionnaires que sont la Croix-Rouge, la Caritas et l'ASTI. De nombreux facteurs doivent être pris en considération; ainsi, la langue, la présence de communautés différentes, les différences culturelles et de compréhension du système participatif ou encore le manque de stabilité des comités en raison des changements réguliers des résidents sont autant d'éléments qui influent sur le fonctionnement de ces conseils.

3. Les demandeurs de protection internationale nouvellement arrivés sont systématiquement informés sur leurs droits et leurs devoirs par le personnel encadrant de l'OLAI et de ses partenaires.

4. Les expériences faites dans le contexte des conseils informels organisés dans la plupart des structures montrent que des échanges réguliers entre résidents et personnel encadrant sont très productifs puisqu'ils permettent de véhiculer des informations et des messages importants de manière homogène et de mettre en place des mécanismes de médiation en cas de besoin.

#### Question 2454 (07.10.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la table ronde au sujet du multilinguisme:

Den 20. Oktober organiséiert déi „Gréng Stéftung“ eng „Diskussionsronn“ iwwert d'Méisproochegkeet, déi schon am Titel als „Chance fir eis Kanner“ bezechent gëtt. Moderéiert gëtt déi Ronn duerch e gréngen Deputéierten an et schwätzt den Här Unterrechtsminister. E Vertriefer vun enger Oppositionspartei, déi där geplangter, méisproocheger Kannererzéiung géif kritesch géintwuerstoen, ass net invitéiert. Dozou wollt ech dem Här Unterrechtsminister dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi eng Diskussionsronn, déi vun der „Grénger Stéftung“ organiséiert gëtt a politesch net équilibréiert besat ass, vum IFEN als offiziell Fortbildung unerkannt?

2. Ass den Här Unterrechtsminister der Meenung, datt esou eng Praxis enger demokratescher Kultur entsprécht an datt si déi politesch Neutralitéit vun der Schoul respektéiert?

3. Wa jo, wéi erkläert den Här Unterrechtsminister, datt seng Oppositionspolitiker, déi seng Iddien net ënnerstëtzen, kënnen zu Wuert kommen?

4. Ass den Här Minister net der Meenung, datt déi offiziell Unerkennung vu senger Rieden an Diskussionsbäitrag als „Fortbildung“ fir d'Leierpersonal eng Form vun Amtsmessbrauch ass?

5. Wéi dacks ass et scho virkonn, datt Manifestatiounen, déi vu politesche Stéftungen oder politesche Parteien organiséiert goufen, als offiziell Fortbildung unerkannt goufen? Kann den Här Minister déi detailléiert opzielen (vum IFEN an och aus der Zäit vum Oktober 2013 un, wou et den IFEN nach net gouf)?

6. Wat wëllt den Här Unterrechtsminister maachen, fir esäiteng politesch Propaganden aus eise Schoulen erauszehalen?

#### Réponse (15.11.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1., 2., 3., 4., 6. Den IFEN hëlt pro Joer eng ganz Rei Veranstaltungen als Formation continue a seng Offer op, déi a Kooperatioun mat Institutiounen, Syndikater oder Associatiounen organiséiert ginn. Viraussetzung heifir ass, datt dës Veranstaltungen et den Enseignanten erlaben, sech inhaltlech mat Problematiken auseenzesetzen, déi sech hinnen an hirem Berufsfeld stellen an zu hirer Professionaliséierung bäidroen. Dozou gehéiert ouni Fro den Émgang mat der Méisproochegkeet an eise Schoulen.

Zu der Veranstaltung, déi den honorabelen Députéierten uschwätzt, wëll ech richtegstellen, datt de Minister just eng allgemeng Einleitung gemaach huet. Den Haaptredner war en onofhängegen Expert vun der Universitéit Lëtzebuerg, an den Diskussionspanel huet aus Expert vu ministerielle Servicier wéi dem Centre de logopédie an dem SECAM engersäits an Experten aus dem Secteur vun der Kannerbetreuung anerersäits bestanen.

D'Qualitéit vun den Diskussiounen, déi och kontrovers gefouert goufen, hunn d'Unerkennung

als Formation continue dofir och absolutt gerechtfertegt. Doriwwer eraus wëll ech betounen, datt ech den Enseignanten duerchhaus zoutrauen, déi Positionen, déi am Kader vu Formations continues ausgedréckt ginn, kritesch ze belichten a sech en eegent Bild dozou ze maachen.

ad 5. Folgend Veranstaltungen, déi vun ënnerschiedlechen Institutiounen oder Associatiounen organiséiert goufen a bei deene Regierungsmemberen intervenéiert sinn, goufen an d'Offer vu Formation continue vum IFEN opgeholl:

09.10.2014: Auf dem Wege zu einer integrierteren Mehrsprachigkeit und plurikulturellen Identität - Vers une éducation plurilingue et pluriculturelle

17.02.2016: COP21 - Klima-Accorde vu Paräis - Wéi eng Erausforderung bis 2050?

17.10.2016: 3. internationale Männerkonferenz in Luxemburg (ICMEO)

#### Question 2455 (07.10.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le livre scientifique indisponible à la vente après publication:

An engem Tëscheruff op RTL huet e Journalist e Problem mat engem wëssenschaftleche Buch ugeschwat, datt zwar gedréckt soll gi sinn, awer net kaaft ka ginn. Et handelt sech ëm „L'espace public du Titelberg“ vu Jeannot Metzler, Catherine Gaeng a Patrice Méniel. De Radiosbäitrag seet, a leschter Instanz wier de Kulturminister responsabel, fir datt dat Wierk iwwert de Verkauf kann engem méi grouse Publikum zougänglech gemaach ginn. Hie kritiséiert, datt d'Kompetenzen tëscht dem CNRA (Centre national de la recherche archéologique) an dem Nationalmusée net kloer gekläert wäeren an datt eben nëmmen de Kulturminister dem CNRA eppes ze soen hätt.

Duerfir wëll ech dës Froen un den Här Premier- a Kulturminister stellen:

1) Kann den Här Premier- a Kulturminister bestätegen, datt e wëssenschaftleche Buch iwwert den Titelberg net ka verkaaft ginn, obwuel et gedréckt ass?

2) Kann den Här Premier- a Kulturminister d'Käschten opdecken, déi mat der wëssenschaftlecher Recherche, dem Schreiwen an dem Drock vun deem Wierk verbonne sinn?

3) Huet den Här Premier- a Kulturminister analyséiert, wéi et zu esou enger cocasser Situationsion konnt kommen? Wéi konnt dat Buch gedréckt ginn, ouni datt d'Méiglechkeet vum Verkauf geséichert war?

4) Wéini intervenéiert den Här Premier- a Kulturminister, fir d'Kompetenzen tëscht deene betraffene Plazen ze regelen a fir ze klären, wat fir Autorisatiounen mussen virleien, ier e Buch ka gedréckt ginn?

5) Wat mécht de Premier- a Kulturminister, fir datt dat Buch esou séier wéi méiglech an de Verkauf kënn?

#### Réponse (31.10.2016) de M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture:

„L'espace public du Titelberg“ ass eng vun de villen intressante wëssenschaftleche Publikatiounen am Beräich Archeologie, déi de Centre national de la recherche archéologique regelt. Si gehéiert zur wichteger dokumentarescher Aarbecht am Intérêt vun eisem kulturelle Patrimoine an et ass kloer, dass déi Publikatiounen mussen an der Vente sinn an zur Consultatioun fräistoen.

Aus administrative Grënn konnt d'Vente net vum Centre national de la recherche archéologique (CNRA) selwer organiséiert ginn an et ass een Intermédiaire gesicht ginn. Mam Nationalmusée fir Geschicht a Konscht hu mer do een zuverlässige Partner fonnt. D'Wierk, ëm dat et hei geet, „L'espace public du Titelberg“ (an zwee Bänn) vu Jeannot Metzler, Catherine Gaeng a Patrice Méniel, ass also am Shop vum Musée national d'histoire et d'art an der Vente, am Shop selwer an online. Ausserdeem gëtt et vun deem Wierk en Dépôt légal an et kann een et iwwer e Prêt bei der Nationalbibliothék ausléien.

Op d'Proposition hi vum Centre national de la recherche archéologique huet de Kulturministère mam Courrier vum 5. Februar 2013 d'Geneemegung fir den Drock vun esou wëssenschaftleche Wierker ginn.

#### Question 2456 (10.10.2016) de Mme Joëlle Elvinger (DP) concernant la suppression du secret bancaire pour les nationaux:



Récemment la presse nationale s'est fait l'écho qu'une suppression du secret bancaire pour les nationaux serait possible.

Dans ce contexte je souhaiterais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

**Réponse** (12.10.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le principe du secret professionnel du banquier, tel qu'il découle de l'article 41 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, n'est pas une spécificité luxembourgeoise. En effet, les législations correspondantes de pratiquement tous les États consacrent un tel secret, dont la portée peut toutefois varier d'un pays à l'autre.

Au cours des dernières années on a pu observer une accélération de l'évolution internationale allant dans le sens d'une limitation de l'opposabilité du secret aux autorités dans le contexte de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Le Luxembourg a également entamé des réformes correspondantes, notamment pour se conformer aux prescriptions du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales ainsi que pour permettre l'échange automatique d'informations.

Le cadre législatif luxembourgeois en matière d'accès aux informations bancaires est parfaitement conforme tant aux impératifs nationaux qu'aux exigences internationales. Dès lors aucun nouvel aménagement ne s'impose à l'heure actuelle.

**Question 2457** (10.10.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH/ADHS)**:

ADHS, also d'Opmierksamkeetsstéierung oder d'Hyperaktivitéit, ass eng vun den heefegsten neurologesche Stéierungen bei Kanner a Jugendlechen. Hautdesdaags ginn dës Stéierungen, wa se bei jonke Kanner diagnostizéiert ginn, relativ gutt a Betruecht gezunn, esouwuel wat de medezinneschen a psychologesche Volet betrëfft, wéi och an der Schoul.

Leider gëtt et awer nach vill Problemer bei jonken Erwuessenen, esouwuel wa se schonns als Kand op ADHS behandelt gi sinn, wéi och wann den Diagnostic méi spéit opgestallt ginn ass.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Fro stellen:

1) Ass d'Madamm Gesondheitsminister bereet, sech derfir anzusetzen, datt d'Hëllef, déi Kanner kruten, och fir déi jonk Erwuesse weidergefouert gëtt? Wa jo, wéi eng konkret Moosname ginn do a Betruecht gezunn?

2) Ass d'Madamm Gesondheitsminister bereet, spezifesch Behandlungen fir Jugendlecher a jonk Erwuesse vum der Gesondheetskeess iwwerhuelen ze loosse fir Medikamenter a fir déi psychologesche Behandlung, wéi z. B. en ADHS-Coach?

3) Ass den Här Éducatiounsminister bereet, d'Hëllef fir déi Betreffen iwwert de ganze Schoulzyklus bäizebehalen, dëst och fir Jugendlecher, wou d'Diagnos relativ spéit opgestallt gëtt?

4) Ass den Här Héichschoulminister bereet, mat de Verantwortleche vum der Universitéit Récksprouch ze huelen, fir och Studente mat ADHS eng speziell Betreuung zoukommen ze loosse, z. B. an der Rumm vum der verstännegen Aménagement, wéi se fir d'Grondschoul an der Secondaire bestëmmt sinn?

**Réponse commune** (09.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé* et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* et de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

ad 1) D'Diagnos vum der Opmierksamkeets-/Hyperaktivitéitsstéierung (ADHS) fanne mir am ICD (International Classification of Diseases) an den F-Diagnosen erëm: F90-F98 Verhalens- an emotionale Stéierung mat Ufank an der Kandheet a Jugend. Ouni Symptomer an der Kanner- oder Jugendzäit gëtt dës Diagnos net bei Erwuesse gestallt. D'Opstelle vum der Diagnos erfuerdert eng breet Anamnèse an Hétero-anamnèse, eng kierperlech Énnersichung, eng psychopathologesch oder klinesch Evaluatioun, eng testpsychologesch Diagnostik an eng Evaluatioun vum der psychosozialen Émstänn. Esou wéi d'Opstelle vum der Diagnos pluridisziplinäresch Professioneller (Noutwendegkeet vu verschiddenen Dokteren: Pädiater,

Psychiater, Psycholog, Neurolog...) erfuerdert, ass d'Prise en charge och transdisziplinäresch noutwendeg (medikamentös, psychotherapeutesch, psychosomatesch, schoulesch, sozial...). D'Ofkläre vum der breeder Differenzialdiagnos ass noutwendeg.

Niewent de Fachleit vum der Santé hunn d'Fachleit vum der Éducatioun all hir Plaz, wéi z. B. d'Équipes multiprofessionnelles (EMP), d'Fachleit aus dem CPOS an den SPOSen oder de SCAP (Service de consultation et d'aide psychomotrice).

Wann d'Elteren oder déi concernéiert Persounen un d'Santésservicer erunrieden, kréie si d'Hëllef, déi noutwendeg ass. Besonnesch an dëse Situatiounen ass d'Vernetzung vum der Professionelle wicteg an d'Weiderorientéiere muss ganzheetlech an iwwerluecht sinn.

D'Verstärkung vum der interdisziplinärescher Zesummenaarbecht ronderëm d'Kand an de Jugendlechen ass nach ze maachen.

Jonk Erwuesse kënne déi noutwendeg Behandlung vum der Krankekeess oder vum ONE (Office national de la jeunesse) afuerderen.

Bei jonken Erwuesse ass sécherlech nach Formatioun a Sensibilisatiounsaarbecht ze maachen.

ad 2) D'Medikamenter gi vum der Krankekeess en charge geholl, wann d'Diagnos am Kandsalter festgestallt gëtt a ginn dann och no 18 Joer weider en charge geholl. D'Gesetz iwwert de Beruff vum Psychotherapeut ass d'lescht Joer am Juli vum der Chamber adoptéiert ginn. Esoubaal sech eng repräsentativ Grupp vu Psychotherapeute forméiert huet, kann d'CNS ufänken, iwwert den Ofschloss vum enger Konvention zéi négociéieren, wat eng Prise en charge vum enger psychotherapeutescher Behandlung iwwerhaupt eréischt erméiglecht. Fir de Fall, wou den ADHS-Coach Psycholog ass a sech d'Démarche an enger psychotherapeutescher Approche befënn, kéint dëst an de Verhandlungen deemno och virgesi ginn.

ad 3) Wann e Kand eng psychopädagogesch Hëllef an der Rumm vum der Schoul zegutt huet, well bei him en ADHS festgestallt ginn ass, da sollt dat Kand déi adequat Hëllef kréien, egal wéini déi Diagnos erstallt gouf. Genee duerfir plant d'Regierung d'Schaffung vu Kompetenzentren, fir dëser Pflicht besser nokommen ze kënnen. Ma elo schonns gëllt dëst esouwuel fir déi Servicer, déi direkt vum Erziehungsministère ofhänken, wéi d'Équipes multiprofessionnelles am Fondamental an de SPOS an de Lycéeën, wéi och fir de SCAP, dee vum Stat finanziell an och mat anere Ressourcen ënnerstëtzt gëtt. Wicteg ass eng pluridisziplinär Prise en charge. Et ass deemno och wicteg, mat de Spideeler zesummenzeschaffen, wou d'Leit dacks och am Erwuessealter begleet ginn.

ad 4) Am Kader vum Artikel 8 vum groussherzogleche Reglement vum 22. Mee 2006 iwwert d'Bachelor- an d'Masterstudiegäng op der Universitéit Lëtzebuerg kënnen déi Verantwortlech vum der Universitéit de Studente mat spezifische Bedierfnisser gewëssen Derogatiounen accordéiere respektiv eng speziell Betreuung ubidden. An deem Kontext kann d'Universitéit d'Problematik vum enger spezieller Betreuung vu Studente mat ADHS analyséieren.

#### Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017

**Question 2458** (11.10.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant les **terrains de football en gazon synthétique**:

Selon des informations parues dans la presse allemande, les granules de caoutchouc utilisées sur les terrains synthétiques de football au Pays-Bas contiendraient des cancérigènes. Ce week-end 30 matchs de foot ont été annulés à titre de précaution.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Les granules de caoutchouc utilisées au Pays-Bas ont-elles également été utilisées sur des terrains synthétiques installés au Luxembourg et, le cas échéant, lesquels?

- Dans l'affirmative, quelles suites le Gouvernement entend-il donner à la problématique susmentionnée?

**Réponse** (10.11.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

La question a trait à une information parue dans la presse allemande selon laquelle les granules de caoutchouc recyclés utilisés sur les terrains de football au Pays-Bas contiendraient des cancérigènes.

Tout d'abord, il y a lieu de préciser que dans ce domaine, la technique a évolué rapidement de-

puis le début des années 2000. Il existe de terrains synthétiques avec et sans remplissage. Les terrains de première génération étaient remplis effectivement avec du caoutchouc recyclé.

Seulement deux terrains synthétiques au Luxembourg utilisaient ce procédé de remplissage mais ils ont été entre-temps transformés de sorte qu'actuellement au Luxembourg il n'y a plus de terrains synthétiques avec du remplissage en caoutchouc recyclé.

S'y ajoute que les terrains au Luxembourg sont régulièrement contrôlés par la commission des terrains de la FLF.

Dès lors, la deuxième question devient sans objet.

**Question 2459** (11.10.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **plateforme MathemaTIC**:

Lors d'une conférence de presse le 10 mai 2016, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse Claude Meisch a présenté MathemaTIC, une plateforme en ligne innovante pour enseigner et apprendre les mathématiques à l'école luxembourgeoise de l'enseignement fondamental.

Dans la mesure où l'enseignement et l'apprentissage des mathématiques à l'aide de l'outil MathemaTIC nécessitent l'utilisation de matériel numérique et l'accès aux services numériques pédagogiques, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur l'état d'équipement des classes en matériel numérique?

- Existe-t-il des communes qui accusent tant un retard au niveau de l'équipement de leurs classes avec du matériel numérique que dans l'accès aux services numériques?

- Dans l'affirmative, et dans l'objectif de garantir à chaque élève l'égal accès à l'outil MathemaTIC, de quelle manière Monsieur le Ministre envisage-t-il remédier à ce problème?

**Réponse** (15.11.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

MathemaTIC est un projet pilote qui a démarré en 2015 et qui s'inscrit au sein même de la stratégie gouvernementale «Digital Lëtzebuerg». Dans le cadre d'une stratégie numérique globale, ce projet parmi d'autres vise à favoriser le développement de projets pédagogiques innovants en offrant aux apprenants et aux enseignants un accès plus large à des ressources d'apprentissage en mathématiques.

La première année de mise en œuvre de ce projet avait pour objectif non seulement d'apprécier l'intérêt des enseignants pour cet environnement numérique, mais aussi d'en définir les prérequis pour une utilisation optimale.

Si pour cette année scolaire 2016-2017, plus de 80 écoles fondamentales ont choisi de participer à MathemaTIC, il est évident qu'un certain nombre d'écoles ne disposent pas encore des équipements techniques pour s'engager dans le projet dans des conditions les plus favorables.

Le bilan des visites effectuées l'année passée a montré que la moitié des écoles ayant participé au projet disposent d'une connexion de type wi-fi et que les enseignants ont privilégié leur salle de classe pour travailler sur MathemaTIC avec leurs élèves. Environ 40% des élèves ont travaillé sur des ordinateurs portables, un peu moins de 36% sur des ordinateurs de bureau et moins de 5% sur des tablettes.

Par ailleurs, une enquête réalisée auprès de 75% des communes en 2015 (soit 135 écoles représentées) a mis en évidence les éléments suivants:

- 85,1% des écoles disposent d'une assistance spécifique pour la gestion du parc informatique.

- 89,9% des ordinateurs ou tablettes tactiles des écoles sont dotés des applications d'apprentissage.

- Environ 77,5% des salles de classe sont équipées d'un ordinateur de bureau et 12,4% d'ordinateurs portables.

Au vu des constats établis lors des visites et des réponses obtenues lors de l'enquête auprès des communes, la plupart des écoles disposent d'un matériel technologique satisfaisant. Certaines écoles ont des postes de travail fixes, d'autres des postes mobiles ou encore des tablettes tactiles. Il subsiste néanmoins de grandes différences entre les écoles qui pour certaines sont clairement sous-équipées.

Afin de pouvoir offrir à l'ensemble des écoles fondamentales des outils toujours plus innovants et qui vont dans le sens de la réussite des élèves, j'entends intensifier la collaboration avec les instances communales et élargir ainsi l'accès aux outils numériques.

C'est notamment pour cette raison que le CGIE et le SCRIPT ont rencontré le 8 novembre dernier les inspecteurs et les responsables communaux afin de leur présenter différents projets numériques dont MathemaTIC. Il s'agit notamment de montrer toute l'importance du soutien des communes pour la réalisation et la réussite de tels projets auxquels chaque école doit pouvoir participer, si elle le souhaite.

**Question 2460** (11.10.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**Inspection du travail et des mines (ITM)**:

Il y a quatre jours RTL rapportait qu'au cours de l'année 2015, «la sécurité au travail avait recensé pas moins de 27.000 accidents du travail, dont onze mortels». Au mois d'octobre de l'année 2016, on dénombrait déjà neuf accidents mortels, faisant en tout dix morts.

L'article de RTL en question conclut comme suit: «Si l'on compare les chiffres de l'année 2015 à ceux de cette année, on constate que les accidents semblent se multiplier. Des chiffres qui inquiètent et qui remettent en cause les mesures de sécurité mises en place sur les nombreux chantiers en cours au Luxembourg.»

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Face à ce bilan, Monsieur le Ministre estime-t-il que l'Inspection du travail et des mines a failli dans sa mission visant à contribuer au développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de conditions de travail, qui englobent la santé, la sécurité et l'hygiène du salarié?

2) Monsieur le Ministre peut-il par ailleurs m'indiquer comment les effectifs de l'ITM ont évolué depuis avril 2015?

3) Quant au département Accidents, Enquêtes et Conseil (AEC):

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer d'éventuels retards qu'accuse ce département dans le traitement des enquêtes d'accidents du travail? Si retard il y a, combien de dossiers sont concernés?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ce département a également pour mission d'agir de manière proactive sur les chantiers de construction? Dans l'affirmative, combien de telles enquêtes ont été menées depuis la création de ce département?

- Combien d'agents opérationnels travaillent actuellement pour le département?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si depuis la création de ce département le nombre d'inspecteurs du travail affectés à ce service a augmenté ou baissé? Si baisse il y a, quelles en sont les raisons?

4) Quant au département Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE):

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il existe un retard dans le traitement des plaintes des administrés? Dans l'affirmative, combien de dossiers accusent un tel retard?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien de dossiers ont été clôturés depuis la création du département ICE?

- Combien de plaintes ont donné lieu à une visite d'entreprise?

- Combien de visites d'entreprises le personnel de l'ICE a-t-il effectué motu proprio?

- Combien d'agents du département ICE sont actuellement opérationnels?

- Depuis la création du département ICE, le nombre d'inspecteurs affectés à ce service a-t-il augmenté ou baissé? En cas de baisse, combien d'agents de moins comptent le département ICE actuellement?

**Réponse** (23.11.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

ad 1) Conformément à l'article L.612-1 du Code du travail, l'Inspection du travail et des mines (ITM) est chargée:





a) de veiller et de faire veiller à l'application de la législation dont notamment les conditions de travail et la protection des salariés;

b) de conseiller et d'assister les employeurs et les salariés et de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail ainsi que d'assumer une fonction d'interlocuteur commun en vue de prévenir et d'aplanir des conflits sociaux individuels;

c) de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail;

d) de constater les infractions dans les domaines relevant de sa compétence et d'en aviser le procureur d'État;

e) de porter à l'attention du Ministre les déficiences ou les abus de droit constatés en pratique, ainsi que les questions de fait qui ne sont pas spécifiquement couvertes par lesdites dispositions existantes et de lui proposer les moyens d'y remédier moyennant avis circonstancié, d'effectuer les inspections afin de contrôler l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier interdit par l'article L.572-1.

Par ailleurs, l'ITM et notamment l'Administration de l'environnement sont chargées:

a) de réaliser la prévention et la réduction intégrées des pollutions en provenance des établissements classés;

b) de protéger la sécurité, la salubrité ou la commodité par rapport au public, au voisinage ou au personnel des établissements classés, la santé et la sécurité des salariés au travail ainsi que l'environnement humain et naturel;

c) de promouvoir un développement durable.

La loi du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail, basée sur la prévention et l'élimination des risques, qui a entre-temps été intégrée au sein du Code du travail, pose les principes et obligations générales en matière de sécurité et de santé au travail et résulte de la transposition en droit national de la directive 89/391/CEE du 12 juin 1989 concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail, dont le but était notamment de faire diminuer les accidents du travail par une meilleure prévention des risques et une meilleure protection des salariés.

L'objectif de la loi du 17 juin 1994, qui est actuellement repris au sein de l'article L.311-1 du Code du travail est: «la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des salariés au travail. A cette fin, il comporte des principes généraux concernant la prévention des risques professionnels et la protection de la sécurité et de la santé, l'élimination des facteurs de risque et d'accident, l'information, la consultation, la participation équilibrée des employeurs et des salariés, la formation des salariés et de leurs représentants, ainsi que des lignes générales pour la mise en œuvre desdits principes.»

L'article 161 du Code de la sécurité sociale dispose que: «l'Association d'assurance accident (AAA) a pour mission de prévenir les risques professionnels des assurés. A cet effet, elle se donne les moyens lui permettant notamment:

- d'analyser les causes des accidents et maladies professionnelles;

- de constater l'exposition aux risques professionnels;

- de développer et de coordonner la prévention des risques professionnels;

- d'informer, de conseiller et de former les assurés et les employeurs en matière de sécurité et de santé au travail;

- d'encourager les efforts particuliers des employeurs en matière de prévention;

- d'établir des recommandations de prévention;

- de surveiller le respect des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et de santé au travail et notamment des articles L.311-1 à L.314-4 du Code du travail et des règlements grand-ducaux pris en exécution de ces articles.»

Dans le cadre de sa mission de prévention des risques professionnels de ses assurés, l'AAA est donc également tenue de surveiller le respect des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et santé au travail.

Il incombe dès lors non seulement à l'ITM, mais également à l'AAA de veiller à l'application de la législation, de promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des salariés.

La prévention consiste bien sûr en un effort déterminé pour réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles. Mais la prévention, dans le cadre d'une inspection du travail moderne, est bien plus que d'éviter simplement les risques et les incidents. En effet, les principes et les méthodes des stratégies de prévention modernes peuvent être appliqués à tous les domaines fonctionnels relevant de la responsabilité de l'ITM: sécurité et santé au travail, relations professionnelles, conditions générales de travail, travail illégal, pratiques de travail déloyales, plaintes et règlement des différends, enquêtes sur les accidents, etc.

En veillant au respect du droit du travail et des normes sécuritaires du travail, l'ITM contribue continuellement au développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail. En effet, l'imposition d'obligations aux employeurs et aux salariés contribue à la qualité, l'efficacité, la productivité et la réussite des entreprises, et à la santé, la sécurité et le bien-être général de tous les salariés du Grand-Duché de Luxembourg. Par ailleurs, dans le cadre de ses missions, l'ITM met tout en œuvre pour promouvoir le credo selon lequel la prévention est un atout et non un surcoût («ROSI return on security investment: 1 € investi = 2,2 € en retour» European Network and Information Security Agency (ENISA)).

Pour beaucoup de raisons, il est préférable de prévenir le non-respect de la législation que d'avoir à y faire face après que des violations ont eu lieu. Lors des contrôles en entreprise ou bien lorsque les salariés ou employeurs s'adressent directement à l'ITM, ses agents agissent dans le cadre de la prévention en fournissant des conseils aux différents acteurs du monde du travail en matière de conditions de travail et en matière de sécurité et de santé au travail et leur assurent ainsi une éducation de base sur les questions de protection du travail.

En ce qui concerne les accidents du travail et le nombre des salariés actifs au Grand-Duché de Luxembourg, leur nombre a évolué de la façon suivante lors des cinq dernières années:

Année	Accidents déclarés	Accidents reconnus par l'AAA*)	Accidents mortels/trajets	Nombre de salariés**
2011	32.873	26.990	19/6	347.300
2012	32.603	27.005	17/3	355.800
2013	32.247	27.073	22/16	362.200
2014	31.797	26.477	15/4	371.200
2015	32.608	26.516	22/8	380.800

Sources: \*) Association d'Assurance Accident (AAA); \*\*) Stateg

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre de l'année 2016, l'ITM a comptabilisé douze accidents mortels.

S'il est bien vrai qu'il y a toujours trop d'accidents de travail et que le défi reste important lorsqu'on prend en considération qu'en 2015, 26.516 accidents de travail ont été reconnus comme tels par l'AAA, que chaque accident de travail est un accident de trop et qu'il importe de tout faire pour essayer de réduire le nombre des accidents de travail au Grand-Duché de Luxembourg, néanmoins, il n'est pas exact d'affirmer que les accidents de travail semblent se multiplier. En effet, le tableau ci-après démontre que le taux des accidents de travail par rapport au nombre des salariés actifs au Grand-Duché de Luxembourg est en constante baisse depuis des années:

Année	Taux des accidents du travail par rapport aux salariés actifs
2011	7,8%
2012	7,6%
2013	7,5%
2014	7,1%
2015	6,9%

Par conséquent, nous constatons une baisse de plus de 13% du taux des accidents du travail par rapport aux salariés actifs durant les cinq dernières années.

Signe donc que les employeurs ont pris conscience des avantages indubitables de l'application de la législation en matière de conditions de travail et en matière de sécurité et de santé au travail, étant donné la régression du

nombre des accidents du travail en pourcentage du nombre de salariés actifs.

À noter également qu'en ce qui concerne le nombre des accidents de travail qui sont déclarés à l'ITM, celui-ci est nettement moins élevé que celui des déclarations qui sont effectuées auprès de l'AAA.

En effet, depuis la création du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» en avril 2015, 960 accidents de travail ont été déclarés, soit par la Police grand-ducale, soit par les employeurs ou bien par l'AAA (situation au 31 octobre 2016).

Du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 octobre 2016, l'ITM a dû enregistrer douze accidents de travail mortels, ce qui constitue actuellement une baisse de plus de 16% par rapport à l'année 2015, à condition qu'aucun autre accident de travail mortel ne vienne s'ajouter au courant des deux derniers mois de l'année. Par conséquent, il n'est pas exact d'affirmer que les accidents de travail semblent se multiplier.

Un échange informatique des données relatives aux accidents de travail entre l'AAA et l'ITM ne s'avère pas être possible actuellement. Toutefois, même si un tel échange de données s'avérerait être possible entre les deux administrations, l'ITM ne saurait pas pouvoir mener des enquêtes pour tous les accidents de travail, étant donné que l'ITM ne dispose actuellement pas des effectifs nécessaires pour pouvoir enquêter sur l'ensemble des accidents de travail qui sont déclarés auprès de l'AAA. Pour ce faire, il faudrait que les effectifs de l'ITM soient augmentés considérablement (27.000 accidents par an = 2.250 accidents par mois, 107 accidents par jour. Si on considère qu'un agent peut mener deux enquêtes par jour, un nombre de plus de 50 agents devrait être occupé uniquement pour enquêter en matière d'accidents de travail).

C'est pourquoi, il est une condition «sine qua non» pour l'ITM de déterminer les accidents du travail qui sont à traiter prioritairement et pour lesquels il faut charger un agent pour mener une enquête.

À noter également que l'ITM ne se rend pas uniquement sur les lieux de l'accident du travail pour pouvoir réaliser des statistiques par la

suite. En effet, les inspecteurs du travail procèdent à des enquêtes pour pouvoir déterminer les faits et les causes de l'accident du travail, afin de situer les responsabilités des différents intervenants lors de l'accident du travail, afin de pouvoir, le cas échéant, éclairer au mieux les représentants du ministère public en vue d'éventuelles poursuites pénales.

Enfin, les membres de l'inspectorat du travail ont comme objectif d'étudier la manière dont les accidents similaires peuvent être évités au moyen d'améliorations mécaniques ou organisationnelles, comme par exemple une meilleure supervision ou une formation renforcée et de meilleure qualité pour les salariés et ainsi d'établir, si possible, des mesures préventives pour éviter que des accidents similaires ne se reproduisent.

Au début de l'année 2015, l'ITM s'est dotée d'une nouvelle structure afin d'améliorer son efficacité et de garantir l'exécution de ses multiples missions.

À cet effet ont été instaurées une hiérarchie claire et une répartition pyramidale des responsabilités, qui est impérative pour mettre pleinement en ordre de marche et pour permettre un fonctionnement efficient d'une administration de cette envergure et ayant des domaines de compétences aussi étendus que variés.

Aussi, au début de l'année 2015, l'ITM s'était fixé trois objectifs :

a) mettre en place et assurer des formations internes en faveur de son personnel, afin de faire augmenter la qualité et l'efficacité des interventions en faveur des salariés et des employeurs;

b) renforcer les moyens du service «Help Center (HCC)», qui a principalement comme mission d'assurer la réception des réclamations et

de communication de renseignements aux salariés et employeurs et ainsi de garantir la proximité envers ces derniers, tout en libérant les inspecteurs du travail dont la mission principale et prioritaire doit être celle de préparer et d'exercer les contrôles sur le terrain;

c) accroître les moyens informatiques pour les besoins des agents de l'ITM afin de leur permettre d'exercer leurs missions dans des conditions décentes et de manière efficace et efficiente.

Peu de temps après, une quatrième priorité devenue inéluctable est venue s'ajouter aux trois premières, à savoir le recrutement de nouveaux membres de l'inspectorat du travail.

En effet, pour faire face à un nombre substantiel de départs en retraite (âge moyen de départ en retraite 61,8 ans), l'ITM a dû diversifier au maximum ses modes de recrutement (examen-concours, changement d'administration, ADEM, armée, etc.) afin de pouvoir recruter le plus de stagiaires possible en un bref laps de temps.

Aussi, en raison de ces départs en retraite, l'ITM a fait rapatrier au courant de l'année 2015 les membres de l'inspectorat du travail de ses trois agences régionales au siège de l'ITM à Strassen sans toutefois restreindre la proximité envers les salariés et employeurs, mais au contraire en l'améliorant.

En effet, les heures d'ouverture des guichets ont été multipliées par quatre (+/- une croissance de 300% au niveau des visites de guichet), de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 17h00 au lieu de 8h30 à 10h00, depuis le 1<sup>er</sup> mars 2015 et un quatrième guichet accueille les salariés et les employeurs à Wiltz depuis le 1<sup>er</sup> juin 2016.

Compte tenu des contraintes matérielles et de l'impératif de mobilité et de redéploiement de ses effectifs, les départements «Droit du Travail» et «Santé et Sécurité au Travail», ainsi que ses sous-structures (p. ex. agences régionales...) ont été abolis en vue de mettre fin au décloisonnement entre ces deux départements. Afin de pouvoir couvrir au mieux et en toute transparence l'ensemble de ses missions, les services «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», «Établissements Soumis à Autorisations (ESA)», «Help Center et Call Center (HCC)» et «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ont été mis en place à partir du 1<sup>er</sup> avril 2015 en vue de transformer l'ITM en une administration plus efficace et réactive en matière de contrôles des conditions de travail et de sécurité et de santé au travail.

Les membres de l'inspectorat du travail de ses trois agences régionales ont été affectés en fonction de leurs compétences et expériences, soit au service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», soit au service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» en vue de pouvoir réduire leurs tâches à un domaine d'activité précis et ainsi faire augmenter la qualité de leurs interventions auprès des salariés ou des employeurs.

Les inspecteurs du travail du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», dont la majeure partie sont des ingénieurs techniciens en raison de la complexité des affaires, ont principalement pour mission d'assurer une astreinte nationale et de mener des enquêtes suite à un accident de travail, mais également de se rendre sur un lieu de travail dans le cadre d'un danger grave et imminent avant qu'un accident du travail ne se produise.

Les inspecteurs du travail du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ont principalement pour mission de mener des enquêtes en entreprise ou d'effectuer des contrôles sur un lieu de travail suite à une continuation des plaintes ou des réclamations des salariés ou des employeurs via le service «Help Center et Call Center (HCC)» en matière de conditions de travail ou en matière de sécurité et de santé au travail (actions à court terme).

Toutefois, en cas de besoin, les inspecteurs du travail des deux services peuvent effectuer des contrôles proactifs communs sur des chantiers (actions à moyen terme). Il s'agit dans ce cas d'actions ciblées, structurées et préparées à l'avance, alimentées de la part du service «Help Center et Call Center (HCC)» après l'évaluation des statistiques (p. ex.: actions échafaudages, amiante, tranchées, sous-traitance, alcool sur le lieu de travail, etc.).

En ce qui concerne les actions sur le long terme, des contrôles réguliers et un développement de stratégies par secteurs économiques ont été organisés et devront encore être développés davantage sous peu, impliquant soit les agents de l'ITM de différents services, soit également des agents d'autres administrations (p. ex.: accompagnement, conseil et suivi des chantiers de construction de grande envergure).

Ainsi, au début de l'année 2016, l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont ac-





cordées à renforcer leur coopération en contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace, efficient et durable ayant pour objectif d'intensifier les contrôles en matière de détachement de salariés sur des chantiers de construction afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

Suite à une formation en matière de détachement des salariés, qui a été dispensée en faveur d'agents de terrain tant de l'Administration des douanes et accises que de l'ITM au cours du mois de juillet 2016, cette coopération, qui a été édictée sur de nouvelles bases, a été entamée à partir du 1<sup>er</sup> août 2016.

Par ailleurs, il est envisagé de développer et d'intensifier cette coopération dans d'autres domaines tels que l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, la sécurité et la santé sur le lieu de travail, les établissements classés, etc.

Aussi, il a été envisagé de concrétiser plus officiellement encore cette coopération par la signature d'une convention entre les ministres de tutelle des deux administrations au début de l'année 2017.

D'autres projets de coopération avec d'autres administrations étatiques couvrant d'autres domaines de compétence sont actuellement en phase d'élaboration.

À noter également que les inspecteurs du travail du service «Établissements Soumis à Autorisation (ESA)», qui sont principalement des ingénieurs ou ingénieurs techniciens, contribuent également au développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de sécurité et de santé au travail lorsqu'ils sont amenés à exercer leurs missions notamment dans le cadre des établissements classés, en matière de prévention des salariés contre des expositions d'agents chimiques, physiques et biologiques, etc.

La formation de tous les acteurs du monde du travail est un élément clé du développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de sécurité et de santé au travail. À cet effet, l'ITM en tant qu'institution neutre et impartiale, propose la création d'un label de qualité en matière de sécurité, santé au travail certifiant les standards sécuritaires requis moyennant un diplôme officiel sanctionnant une formation théorique, pratique, homogène et continue de haut niveau au bénéfice de tous les acteurs œuvrant en la matière.

Vu qu'actuellement une telle certification de qualité avec diplôme officiel reprenant les standards requis fait défaut, l'ITM est d'avis qu'elle seule serait le coordinateur prédestiné à assumer ce rôle pour garantir le niveau de la qualité des différentes formations générales et spécifiques.

Ainsi, l'ITM est de loin le seul acteur pour contribuer au développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de sécurité et de santé au travail et elle ne saurait à elle seule réaliser ce challenge.

Toute culture de prévention et de coopération en matière de sécurité et de santé restera toujours inefficace sans un engagement dédié et responsable de tous les acteurs du monde du travail (partenaires sociaux, travailleurs désignés, délégués à la sécurité et à la santé, etc.).

Pour ces diverses raisons précitées, on peut affirmer de façon certaine que l'ITM n'a pas failli dans sa mission visant à contribuer au développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de conditions de travail, qui englobent la santé et la sécurité du salarié.

ad 2) En 2015, l'ITM comptait un effectif total de 95 personnes, dont 67 fonctionnaires et 28 employés de l'État.

Au cours de l'année 2015, l'ITM a dû faire face à 19 départs d'agents, dont:

- 4 changements d'administration;
- 8 départs en retraite;
- 4 congés de longue durée;
- 3 autres;

et 11 nouveaux agents ont pu être recrutés au cours de la même année, dont:

- 4 changements d'administration;
- 2 retours de congés de longue durée;
- 5 recrutements externes.

Étant donné la grave pénurie en effectifs, l'ITM devra recruter encore au moins 36 nouveaux agents à brève échéance afin de pouvoir surmonter les problèmes relatifs aux départs en retraite à court et moyen terme et ceux relatifs à la pyramide d'âge de l'ITM.

Un premier pas a pu être réalisé en 2016 où de nouveaux stagiaires ont pu être recrutés par l'ITM:

- 13 stagiaires moyennant contrat à durée déterminée par l'intermédiaire de l'ADEM;

- 3 stagiaires moyennant l'examen-concours et

- 4 stagiaires moyennant changement d'administration.

Toutefois, les stagiaires ou «aspirants inspecteurs du travail», qui ont pu être recrutés par l'intermédiaire de l'ADEM devront tout d'abord réussir l'examen-concours qui est organisé par la fonction publique pour pouvoir devenir inspecteur du travail. En effet, conformément à la loi cadre de l'ITM, il faut être fonctionnaire pour pouvoir devenir inspecteur du travail.

Il en résulte que dans le meilleur des cas, ces stagiaires ne pourront commencer leur fonction et exercer leurs activités comme inspecteur du travail assermenté qu'après une période de quatre ans pour ceux qui pourront bénéficier d'une réduction de stage d'une année.

Les stagiaires qui ont déjà réussi leur examen-concours ne pourront commencer leur fonction et exercer leurs activités comme inspecteur du travail assermenté qu'après au moins une période de deux ans pour ceux qui pourront bénéficier d'une réduction de stage d'une année.

Durant ce temps, les stagiaires devront avoir réussi leurs examens théoriques et pratiques suite à des formations poussées en matière de droit du travail et de sécurité et de santé au travail.

Les autres problèmes concernent la qualité des différentes recrues. En effet, tous les candidats ayant réussi l'examen-concours de la fonction publique ne sont pas prédestinés à devenir et remplir la fonction d'inspecteur du travail.

À ces contraintes s'ajoute le fait que l'ITM ne peut former convenablement que dix à 15 aspirants inspecteurs du travail par an, ce qui a pour effet néfaste de ne pas pouvoir assurer correctement le remplacement des départs en retraite.

C'est pourquoi l'ITM essaie de diversifier ses modes de recrutement (examen-concours, changement d'administration, ADEM, armée, etc.) afin de pouvoir recruter le plus de stagiaires possible en un bref laps de temps. Tenant compte de la recommandation (un inspecteur pour 8.000 salariés) pour les pays hautement industrialisés du Bureau international du travail (BIT), l'ITM devrait disposer de 57 inspecteurs du travail au sein du service ICE au lieu de dix actuellement.

L'objectif est de pouvoir augmenter les effectifs de l'ITM à au moins 200 agents au total au cours des dix prochaines années, afin de pouvoir donner satisfaction aux multiples attentes de tous les acteurs du monde du travail, ceci toujours dans une optique du développement durable avec des objectifs à réaliser à court, moyen et long terme et pour pouvoir ainsi apporter la plus-value dont l'économie luxembourgeoise a besoin.

ad 3) Au début de l'année 2015, parmi les 63 membres de l'inspectorat du travail assermentés avant la restructuration et affectés auprès des agences régionales, seulement 17 étaient opérationnels sur le terrain au niveau du conseil des enquêtes et des inspections (activités «guichet», tâches administratives, accueil téléphonique...).

Sauf en cas de problèmes relatifs à des autorisations d'exploitation (dossiers commodo/incommodo), les autres membres de l'inspectorat du travail du service «Établissements Soumis à Autorisation (ESA)» sont rarement présents sur le terrain.

Au 1<sup>er</sup> avril 2015, date de la création du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», douze fonctionnaires et deux employés de l'État étaient affectés à ce service.

Suite aux départs qui sont intervenus soit au cours de l'année 2015 ou bien au cours de l'année 2016, le service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» compte actuellement, huit fonctionnaires et un employé de l'État.

Étant donné que les stagiaires sous contrat à durée déterminée ne pourront commencer à exercer la fonction et les activités comme inspecteurs du travail qu'après une période de quatre ans pour ceux qui pourront bénéficier d'une réduction de stage d'une année et que les stagiaires ayant déjà réussi leur examen-concours ne pourront commencer à exercer leur fonction et les activités comme inspecteurs du travail qu'après au moins une période de deux ans pour ceux qui pourront bénéficier d'une réduction de stage d'une année, ces départs n'ont pas pu être compensés directement. Il en est de même pour le service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» (cf. réponse à la question n°4 ci-après).

Toutefois, dès que les stagiaires nouvellement recrutés au courant de cette année pourront

travailler de manière autonome à l'issue de leur formation, cinq inspecteurs du travail qui sont actuellement occupés à assister les stagiaires au sein du service «Help Center et Call Center», pourront venir, en fonction des priorités, renforcer les effectifs soit du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» ou bien du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)».

En ce qui concerne les enquêtes du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», un total de 962 dossiers relatifs à des accidents de travail ont été traités et un total de 307 dossiers sont actuellement en cours de traitement.

Toutefois, les actions et missions du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» ne se limitent pas à mener des enquêtes en matière d'accidents de travail, mais les agents de ce service sont également occupés à effectuer des contrôles sur des lieux de travail pour les cas où un danger imminent (133 dossiers) ou bien un incident grave (21 dossiers) leur a été signalé et à effectuer des contrôles proactifs notamment sur des chantiers de construction. Depuis le début de l'année 2015, les agents du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» ont effectué 158 contrôles proactifs sur des chantiers de construction, dont notamment une action ciblée en matière d'échafaudages.

L'ITM est consciente du fait que les effectifs du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» devraient être augmentés de façon significative dans un délai rapproché. C'est la raison pourquoi l'ITM essaie de tout mettre en œuvre pour pouvoir recruter du personnel supplémentaire afin de contribuer notamment à faire diminuer les accidents du travail grâce à une meilleure prévention des risques et une meilleure protection des salariés. Un facteur déterminant dans ce processus d'analyse, de suivi et d'encadrement des accidents de travail est la formation des agents.

ad 4) Au 1<sup>er</sup> avril 2015, date de la création du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)», 15 fonctionnaires et cinq employés de l'État étaient affectés à ce service.

Suite aux départs qui sont intervenus soit au cours de l'année 2015 ou bien au cours de l'année 2016, le service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» compte actuellement dix fonctionnaires et deux employés de l'État.

En ce qui concerne les contrôles du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)», 1.087 dossiers relatifs à des plaintes en matière de conditions de travail ou de sécurité et de santé au travail ont été traités et clôturés par les agents de ce service. 1.001 dossiers sont actuellement en cours de traitement.

Par ailleurs, les agents du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ont effectué 471 sorties au courant de l'année 2015 et 301 sorties au courant de l'année 2016, ce qui représente une moyenne de +/- 30 sorties par agent et par an (+/- trois sorties en moyenne par mois).

Toutefois, les actions et missions du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ne se limitent pas uniquement à effectuer des contrôles sur un lieu de travail ou en entreprise suite à une communication d'une plainte en matière de conditions de travail ou en matière de sécurité et de santé au travail.

En effet, les agents de ce service effectuent des contrôles en matière de congés collectifs et sont impliqués lors des actions communes avec les agents du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» en matière de contrôles proactifs sur des chantiers, d'actions ciblées, structurées et préparées à l'avance, sur base d'une analyse des risques, alimentées par l'évaluation des statistiques du service «Help Center et Call Center (HCC)».

Au cours de l'année 2016, les agents du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ont effectué 140 contrôles en matière de congés collectifs sur des chantiers de construction.

En ce qui concerne le service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)», l'ITM est consciente du fait que les effectifs de ce service devraient également être augmentés de façon significative dans un délai rapproché.

N'oublions pas que le problème du recrutement et de l'augmentation des effectifs de l'ITM reste et restera un challenge permanent et complexe tant qu'une carrière spécialement dédiée à l'inspecteur du travail n'aura pas été mise en place.

En effet, il conviendrait, à l'image de la carrière de l'agent de la Police grand-ducale, de mettre en place une carrière spécifique ainsi qu'une grille de traitement propre en faveur des membres de l'inspectorat du travail afin de:

- permettre ainsi de rendre plus attractif l'exercice du métier de l'inspecteur du travail;
- recruter davantage de candidats qui sont impérativement nécessaires pour garantir l'exécution

de toutes nos différentes missions directes et indirectes;

- honorer l'effort continu des agents au niveau de leur formation continue dans un monde de travail en mutation permanente;

- valoriser l'engagement des agents par rapport à leur exposition aux risques quotidiens du métier;

- fidéliser les agents à l'ITM.

## Question 2461 (12.10.2016) de Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la transaction financière:

Le Commissaire européen aux Affaires économiques et financières Pierre Moscovici vient d'indiquer lors du dernier Conseil «Affaires économiques et financières» (ECOFIN) d'avoir réalisé «d'importants progrès» dans les négociations relatives à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières, aussi appelée taxe Tobin. Cette taxe est négociée depuis 2013 par dix pays européens.

C'est ainsi que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle a été la position du Gouvernement lors du dernier Conseil «Affaires économiques et financières» quant à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières?

## Réponse (14.11.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Tout d'abord, en réponse à la question des honorables Députés Adehm et Roth, il y a lieu de clarifier que la taxe sur les transactions financières n'a pas figuré sur l'agenda de la réunion du Conseil ECOFIN, ni en octobre, ni en novembre de cette année.

Quant au fond, il y a lieu de remarquer qu'il n'est pas prévu que le Luxembourg participe à la coopération renforcée visant à introduire une taxe sur les transactions financières. De même, le Luxembourg continuera, lors des discussions sur ce dossier à l'ECOFIN, d'insister sur le fait que les règles communautaires relatives à la coopération renforcée doivent être respectées de même que les droits des États membres non participants.

## Question 2462 (12.10.2016) de MM. Claude Haagen et Alex Bodry (LSAP) concernant l'exposition au radon:

La présence de radon, gaz naturellement radioactif, présent en sous-sol notamment dans les zones géologiques des roches schisteuses du nord du pays, constitue un défi de santé publique. D'après certaines études, il existe un lien entre l'exposition au radon et le cancer du poumon. Une politique de prévention est discutée au niveau européen. Les normes européennes sont renforcées.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir du Gouvernement si des études spécifiques relatives à ce sujet existent pour le Luxembourg:

- Quelles mesures supplémentaires le Gouvernement envisage-t-il pour réduire les risques pour la santé publique découlant de la présence de radon, dans les habitations notamment?

- Une campagne de sensibilisation, de prévention et de remédiation ne serait-elle pas de mise?

## Réponse (10.11.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Le radon est un gaz naturellement radioactif, présent sur toute la surface de la terre et qui peut s'accumuler dans les bâtiments. Selon les récentes études scientifiques, le radon pourrait jouer un rôle dans la survenue de 5% à 10% des cancers du poumon. De plus, il est établi que la combinaison de la consommation de tabac et d'une exposition élevée au radon fait courir un risque individuel de cancer du poumon nettement plus élevé que chacun de ces facteurs pris individuellement, et que le fait de fumer amplifie les risques liés à l'exposition au radon au niveau de la population. Il est donc important que nous considérions ces deux risques sanitaires.

Ces constats ont été confirmés et reconnus par la directive 2013/59/Euratom, qui comprend désormais des dispositions relatives au radon



en ce qui concerne le radon sur les lieux de travail et l'exposition au radon à l'intérieur des logements.

Afin de préparer l'implémentation de cette directive à l'échéance du 6 février 2018, le Ministère de la Santé a réalisé au cours du premier semestre 2016 une campagne - Projet pilote de Wahl - visant à quantifier la problématique du radon au Luxembourg. Les résultats obtenus à Wahl ont été comparés à des données existantes d'études antérieures. Sur cette base, les résultats clés suivants ont été obtenus:

- un dépassement du niveau de référence (300 Bq/m<sup>3</sup>) dans plus de 5% des habitations dans les cinq cantons du nord du pays;

- la typologie des maisons a une influence importante. Ainsi, des maisons construites plus récemment (après 1990), présentant des dalles en béton, ayant une cave et qui sont équipées d'une ventilation mécanique sont moins susceptibles de présenter des concentrations en radon élevées que des maisons qui ne remplissent aucun de ces critères;

- dans les habitations existantes, les concentrations semblent de 30% plus élevées en comparaison aux résultats d'il y a 20 ans, ce qui reste néanmoins à confirmer par d'autres études.

Suite à ces constats, la division de la radioprotection de la Direction de la santé a commencé à élaborer un plan d'action national de gestion des risques à long terme dus à l'exposition au radon. Ce plan d'action qui sera finalisé en 2017 comprendra notamment:

- des campagnes de relevés des concentrations de radon à l'intérieur des bâtiments;
- une stratégie visant à réduire l'exposition au radon dans les logements;
- des mesures de remédiation après construction, dont notamment des formations spécifiques pour les corps de métiers;
- des outils destinés à prévenir la pénétration de radon dans les bâtiments neufs;
- une communication visant à sensibiliser le public et à informer les décideurs locaux, les employeurs et les employés en ce qui concerne les risques liés au radon, y compris à l'interaction entre le radon et le tabac;
- des conseils sur les méthodes et outils de mesure et sur les mesures de remédiation;
- un soutien financier aux mesures de remédiation, notamment pour les logements privés où les concentrations de radon sont très élevées;
- des objectifs à long terme relatifs à la réduction du risque de cancer du poumon attribuable à l'exposition au radon (pour les fumeurs et les non-fumeurs).

Parallèlement, la division de la radioprotection continue à offrir gratuitement sur simple demande des mesures du radon à tous les habitants du pays (numéro téléphone: 247 85682). La période idéale pour faire les mesures est entre octobre et mai, quand les maisons sont chauffées. Elle assure également des consultations individuelles et gratuites des propriétaires des maisons présentant du radon élevé. Aussi, une campagne de mesure sera réalisée pendant l'hiver 2016-2017 pour vérifier si les nouvelles constructions sont suffisamment étanches pour éviter la pénétration du radon dans ces maisons.

Lors de la Journée européenne du radon le 7 novembre, ces éléments ont été présentés plus en détail pour ainsi sensibiliser la population et leur expliquer les outils permettant de détecter le radon et à prévenir une exposition trop élevée.

Il y a finalement lieu de souligner que dans le contexte de la transposition de la directive 2013/59/Euratom, il y aura également des dispositions législatives et réglementaires avec les objectifs visant à réduire l'exposition au radon dans les habitations et à protéger contre une exposition élevée sur les lieux de travail.

#### Question 2463 (12.10.2016) de Mme Marie Hansen (CSV) concernant les veaux déçédés suite à des morsures:

Laut meinen Informationen kam es in jüngster Vergangenheit zu vermehrten Fällen, in denen frisch geborene Kälber am lebendigen Leib angefressen wurden und verstorben sind.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Land-

wirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz richten:

- Verfügt die Regierung über diesbezügliche Informationen?

- Welche Tiere sind in der Lage, Kälber anzufressen?

- Laut meinen Informationen wurden über die Veterinärinspektion einige Untersuchungen durchgeführt, dies jedoch ohne schlüssige Resultate zu erzielen. Besteht die Möglichkeit, genau festzustellen, welche Tiere die Kälber angefressen und getötet haben?

- Können die betroffenen landwirtschaftlichen Betriebe eine Entschädigung seitens des Landwirtschaftsministeriums beantragen?

#### Réponse (07.11.2016) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

In einer amtlichen Mitteilung vom 24. Juni 2016 an die landwirtschaftliche Presse, mit dem Titel „Fuchsthematik in Luxemburg: Wie geht es weiter?“, wurden den Landwirten Maßnahmen mitgeteilt, welche jene Füchse betreffen, die auf dem Bauernhof angetroffen werden und die ein auffälliges Verhalten an den Tag legen. Sollte der Verdacht bestehen, dass ein Nutztier durch einen Fuchs zu Schaden gekommen ist, sollte die Veterinärverwaltung benachrichtigt werden.

Während der letzten Wochen trafen sieben offizielle Meldungen von Landwirten bei der Veterinärverwaltung ein, nach denen neu geborene Kälber von Tieren angegriffen und durch Bisswunden verletzt wurden. Im Rahmen der gemeldeten Fälle wurden der Veterinärverwaltung sowohl Berichte von Tierärzten als auch Bildmaterial der an den Kälbern festgestellten Bisswunden übermittelt.

Bei den Tieren, welche in der Lage sind, Kälber anzufressen, kommen Füchse, Wölfe, Greifvögel oder auch streunende Hunde in Frage.

Falls man das angreifende Tier nicht auf frischer Tat ertappt, besteht die Möglichkeit, in einer Zeitspanne von 24 Stunden mittels eines Tupfers in der Bisswunde eine Probe zu entnehmen und durch eine DNA-Analyse, über den eventuell vorhandenen Speichel, die Tierart des Angreifers zu bestimmen.

Es bleibt zu bemerken, dass solche DNA-Analysen aufwendig sind und dass die Zeitspanne zur Probenentnahme von der Qualität des beprobten Speichels abhängt.

Bei drei der gemeldeten Fälle wurden von Tierärzten Proben in den Bisswunden entnommen und zwecks Untersuchung in ein ausländisches Labor geschickt. In allen drei Proben wurde DNA vom Fuchs nachgewiesen.

Werden die Kälber tot aufgefunden, bleibt von Fall zu Fall zu klären, ob der Angriff auf ein lebendes Tier, ein tot geborenes Tier oder ein durch Krankheit verendetes Tier stattgefunden hat. Das Verzehren bereits toter Tiere wäre als ein natürliches Verhalten eines Beutetieres in der Natur anzusehen. In einem der drei oben genannten Fälle wurde das Kalb vom Tierhalter lebendig und verletzt vorgefunden und wurde aufgrund der schwerwiegenden Verletzungen vom Tierarzt eingeschläfert.

Seitens des Landwirtschaftsministeriums ist keine Entschädigung der betroffenen landwirtschaftlichen Betriebe vorgesehen.

#### Question 2464 (12.10.2016) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant les dons d'organes:

En novembre 1982 le Grand-Duché s'est doté d'une loi sur le prélèvement d'organes et de tissus humains. D'après cette loi, chaque résident du pays est donneur potentiel d'organes, c'est-à-dire que les organes et tissus peuvent être prélevés après le décès de toute personne ayant eu son dernier domicile légal au Luxembourg et n'ayant pas, de son vivant, fait connaître, par écrit, son refus à un tel prélèvement. Or, au niveau du classement mondial du don d'organes, le Luxembourg se trouve quasiment en dernière place.

Ladite loi de 1982 a été modifiée par la loi du 25 juin 2015. Or, selon mes informations, certains règlements grand-ducaux font encore défaut.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer que les règlements en question ne sont pas encore en vigueur? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

2. Sachant que l'on connaît toujours un manque de dons d'organes au Luxembourg,

j'aimerais savoir de Madame la Ministre, si, à côté des campagnes de sensibilisation pour les donateurs potentiels, le Ministère fait aussi des campagnes auprès des médecins, ces derniers jouant un rôle important dans le contact avec les patients?

#### Réponse (14.11.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

ad 1. À l'heure actuelle, un avant-projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation et les méthodes de travail du service national de coordination, est en cours d'être finalisé. Il en est de même pour les autres projets de règlements grand-ducaux qui seront introduits dans la procédure au courant de l'année prochaine.

Même si tous ces règlements grand-ducaux n'ont pas encore été adoptés, force est de rappeler qu'il existe actuellement déjà le règlement grand-ducal du 6 octobre 2009 déterminant les équipements dont doivent être pourvus les hôpitaux dans lesquels sont effectués, à des fins thérapeutiques, des prélèvements d'organes sur des personnes décédées, ou encore le règlement grand-ducal du 3 décembre 2009 déterminant les procédés à suivre pour constater la mort en vue d'un prélèvement.

De plus, il existe également le règlement grand-ducal du 6 octobre 2009 portant modification du règlement grand-ducal du 24 janvier 1984 relatif au service national de coordination pour le prélèvement des reins, qui concerne l'agrément du service national de coordination du prélèvement d'organes au Luxembourg. Ce règlement apporte des précisions notamment dans son article 5 sur l'aspect de la reconnaissance du service national de coordination pour le prélèvement d'organes par la banque d'organes européenne la plus représentative, ainsi que sur la nécessité de collaborer avec cette banque d'organes européenne. Ensuite, l'article 3 du règlement porte aussi sur l'équipe de coordinateurs chargée d'assurer la concertation avec la banque d'organes européenne, à savoir Eurotransplant.

Le service national de coordination «doit être en mesure d'assurer la disponibilité, à toute heure du jour et de la nuit:

- d'une équipe de médecins pouvant procéder à un prélèvement et comprenant un anesthésiste réanimateur, un chirurgien ou un urologue ainsi qu'un médecin spécialiste en médecine interne ayant des connaissances en immuno-allergologie; le chirurgien ou urologue doit pouvoir se prévaloir d'une expérience en matière de prélèvement d'organes;

- d'une équipe de coordinateurs chargée de recevoir les appels signalant l'existence d'un candidat-donneur, d'assurer, s'il y a lieu, la concertation avec la banque d'organes européenne dont question à l'article 5 ci-après et de faire les préparatifs nécessaires en vue du prélèvement».

Enfin, l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 janvier 1984 précité précise que les médecins qui font partie de l'association de coordination pour le prélèvement d'organes, susceptibles de participer au prélèvement, «soit ont une expérience professionnelle en la matière, soit manifestent de l'intérêt pour participer à ces opérations. Ces médecins doivent être spécialistes dans une des disciplines suivantes: chirurgie, urologie, néphrologie, médecine interne ou anesthésie-réanimation».

Il en découle que certaines des thématiques qui seront revues dans le cadre de l'élaboration de la future réglementation, sont déjà abordées d'une manière ou d'une autre.

ad 2. En effet, le nombre de prélèvements ne suffit pas à couvrir le besoin en greffons, et c'est actuellement la pénurie d'organes qui constitue le frein majeur aux activités de transplantation.

Malgré notre législation sur le consentement présumé, en pratique, suite à un décès et lorsqu'un prélèvement est envisagé, les équipes médicales s'entretiennent avec la famille pour savoir si le défunt s'était, de son vivant, opposé au don de ses organes et tissus après sa mort.

L'équipe médicale a une mission très délicate d'un point de vue humain, qui consiste à accueillir la position du défunt par rapport au don d'organes auprès de ses proches. Généralement la décision de la famille est alors respectée.

Cependant, lorsqu'elle est confrontée à un décès souvent brutal d'un proche, et si le défunt ne s'est pas prononcé de son vivant, la famille réagit souvent négativement face au don d'organes. En effet, le taux de refus avoisine plus de 40%.

Par contre, si le défunt s'est exprimé de son vivant sur le don d'organes, il soulage ses proches d'une lourde charge émotionnelle dans une situation difficile et souvent inattendue.

Pour faciliter le travail des équipes médicales, et sachant que la procédure de transplantation est une course contre la montre, le Ministère de la Santé a créé et mis à disposition du public un dépliant d'informations sur le sujet du don d'organes, ainsi que le «passeport de vie», petite carte au format de carte bancaire, sur laquelle son porteur peut exprimer sa décision au sujet du don d'organes. Il est recommandé de la garder toujours sur soi, de préférence avec sa carte d'identité. Si la situation d'un décès, inopiné le plus souvent, se présente, c'est là où le personnel de secours et de soins vérifiera en premier.

Dans ce sens et dans un contexte général de manque de don d'organes au Luxembourg, le Ministère de la Santé organise également chaque année une campagne d'information et de sensibilisation en faveur du don d'organes, à l'occasion de la Journée mondiale du don d'organes, le 17 octobre.

Cette campagne ne s'adresse pas à un groupe de personnes en particulier mais au grand public, ainsi qu'aux médecins et aux personnels de soins et de santé, qui peuvent évidemment aussi être des donneurs potentiels.

Ainsi, un mailing est organisé, ciblant tous les cabinets médicaux, les hôpitaux et les pharmacies. Celui-ci contient une affiche, un dépliant et une carte de donneur d'organes, avec un bon de commande permettant de commander des exemplaires supplémentaires. Dans la lettre d'accompagnement s'adressant au corps médical, le Ministère pointe sur le problème de la pénurie d'organes, et encourage les médecins d'en discuter avec leurs patients, afin qu'ils adoptent le «passeport de vie» et le portent toujours sur eux.

La sensibilisation des personnels de soins et de santé des services d'urgences et des services de réanimation est également un aspect très important afin qu'ils ne relâchent pas leurs efforts en vue d'une augmentation des dons d'organes.

Maintenir, parfois durant des journées, une personne décédée dans des conditions de respiration et de circulation artificielle optimales, afin de préserver la qualité de ses organes en vue d'une transplantation, est une lourde tâche, qui mérite d'être reconnue dans son aspect de santé publique.

En outre, il y existe le programme «donor action», qui joue un rôle important en matière d'identification et d'évaluation du donneur, auquel les établissements hospitaliers (dont les professionnels de la santé) sont tenus de participer avec le soutien et l'apport du service national de coordination pour le prélèvement d'organes. Ce programme «donor action» va notamment mettre en place un système d'encodage de tous les décès survenus aux unités de soins intensifs avec l'accessibilité à ces données aux personnes y ayant droit, pour les besoins d'une détection de tous les donneurs potentiels.

Dans le but de pouvoir sauver des vies par une transplantation, il reste primordial de continuer à motiver et à stimuler les équipes médicales.

Enfin, la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé a mis en place par son article 60quater le dossier de soins partagé (DSP), un dossier électronique à la disposition des patients et des prestataires de soins. Dans celui-ci, chaque patient aura également la possibilité d'indiquer ses volontés en matière de don d'organes.

#### Question 2466 (13.10.2016) de M. David Wagner (déli Lénk) concernant la déclaration UE-Afghanistan «Joint Way Forward»:

Le 2 octobre 2016, une déclaration nommée «The EU-Afghanistan Joint Way Forward on Migration issues» a été signée dans la capitale afghane par le sous-ministre afghan des réfugiés et le président de la délégation UE.

Cette déclaration, dont la signature, selon divers rapports médiatiques concordants, a été accompagnée d'une pression politique et financière considérable de la part des Européens, prévoit le retour massif de ressortissants afghans dont la demande de protection internationale a été rejetée. Elle prévoit aussi bien des retours volontaires que des retours forcés à l'aide de vols réguliers et non réguliers, y compris des vols communs organisés et coordonnés par Frontex rapatriant en même temps des ressortissants afghans de plusieurs États membres de l'UE. Notons également que la déclaration stipule qu'elle n'a pas la vocation de créer des droits ou obligations juridiques internationaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:





1) Est-ce que Monsieur le Ministre a été au courant des négociations en amont de cette déclaration et, dans l'affirmative, quelle est la position que le Luxembourg a fait valoir lors de ces négociations?

2) Est-ce que le Luxembourg compte participer aux vols communs organisés par Frontex dans le cadre de cette déclaration, c'est-à-dire rapatrier des ressortissants afghans depuis le Luxembourg avec lesdits vols communs?

3) Dans l'affirmative de la question 2), Monsieur le Ministre juge-t-il que toutes les conditions sont réunies pour participer à ces vols communs au vu des obligations internationales du Luxembourg?

4) Quel est le nombre de ressortissants afghans en séjour au Luxembourg dont la demande de protection internationale est actuellement en cours ? Quel est le nombre de ressortissants afghans en séjour au Luxembourg dont la demande de protection internationale a été rejetée en dernière instance et combien de ces derniers se trouvent actuellement en rétention?

5) Quel est le pourcentage des demandes de protection internationale accordées à des ressortissants afghans par rapport aux demandes refusées en dernière instance sur les cinq dernières années?

6) Est-ce que le Luxembourg est en train ou prévoit de négocier un accord de réadmission bilatéral avec l'Afghanistan?

7) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'au vu de la situation générale en Afghanistan, il serait préférable, dans un souci de précaution, de s'abstenir d'expulser des personnes vers ce pays afin d'écarper tout risque de violation du principe de non-refoulement?

**Réponse** (08.11.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

1) Comme tout autre membre d'un gouvernement d'un Etat membre de l'Union européenne, le Ministre de l'Immigration et de l'Asile a été au courant des négociations en amont de la déclaration UE-Afghanistan «Joint Way Forward». Lors de ces négociations, le Gouvernement luxembourgeois a insisté sur le respect des droits fondamentaux et le principe de non-refoulement.

2) Le Luxembourg a l'intention de participer aux vols communs organisés par l'agence Frontex pour procéder au rapatriement de ressortissants afghans en séjour irrégulier.

3) L'agence européenne Frontex et les États membres concernés procèdent régulièrement à une réévaluation de la situation sécuritaire en Afghanistan avant l'organisation d'un vol commun afin de garantir le respect des obligations internationales de chaque Etat membre.

4) Les demandes de protection internationale de 233 ressortissants afghans sont actuellement (en date du 17 octobre 2016) en cours d'examen.

Entre l'année 2010 et aujourd'hui, les demandes de 16 personnes d'origine afghane ont été rejetées.

Parmi ces 16 personnes, dix personnes jouissent actuellement d'un titre de séjour valable, trois personnes bénéficient à ce jour d'un report à l'éloignement, une personne a été refoulée en 2011 et deux personnes n'ont aucun statut valable au Luxembourg.

Actuellement, aucune personne d'origine afghane ne se trouve au Centre de rétention.

5) En faisant abstraction des 37 décisions de transfert/incompétences et des 23 retraits implicites (des personnes qui ont abandonné la procédure), 26 personnes ont bénéficié pendant ce laps de temps d'une protection. Douze personnes ont reçu une décision négative; le taux de reconnaissance étant ainsi de 68,24%.

6) Le Gouvernement luxembourgeois n'est pas en train et ne prévoit pas de négocier un accord de réadmission bilatéral avec l'Afghanistan.

7) Si l'ensemble du territoire afghan ne connaît pas une situation sécuritaire homogène, il importe de souligner que plusieurs régions sont considérées comme étant sûres. En effet, la densité de violence dans la capitale Kaboul, ainsi qu'à Mazar-i-Sharif notamment, n'est pas élevée. Le rapatriement de migrants en situation irrégulière dans de telles régions ne correspond pas à une violation du principe de non-refoulement.

**Question 2467** (13.10.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **données des dossiers passagers (PNR)**:

En date du 12 octobre 2016, le commissaire européen pour l'Union de la sécurité a déclaré

qu'onze États membres, dont le Luxembourg, n'ont pas encore transposé la directive 2016/681 relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR). Il juge urgent que les États membres prennent au plus vite les mesures nécessaires pour la transposition intégrale de cette directive, et au plus tard en mai 2018, pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est la raison pour le retardement de la transposition de la directive 2016/681?

- Messieurs les Ministres estiment-ils être en mesure de déposer le projet de loi prochainement? En tout état de cause, quel est l'agenda du Gouvernement en l'espèce?

**Réponse** (09.11.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Les honorables Députés se réfèrent à une déclaration faite par le commissaire Julian King le 12 octobre 2016 dans le cadre de la présentation du premier rapport mensuel de la Commission européenne sur les progrès accomplis dans la mise en place d'une union de la sécurité réelle et efficace.

Après d'intenses négociations avec le Parlement européen et la Commission européenne, la Présidence luxembourgeoise avait réussi à trouver un accord sur la proposition de directive relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR), un projet qui était bloqué depuis des années.

Je reconnais la nécessité de disposer rapidement de cet outil, qui nous permettra de lutter plus efficacement contre le terrorisme et la criminalité grave et m'engage à mettre tout en œuvre pour que la directive soit transposée au Luxembourg avant l'échéance prévue du 25 mai 2018. Je prévois de déposer le projet de loi afférent au printemps 2017. Parallèlement aux travaux législatifs, mes services sont en train d'analyser les questions techniques en relation avec la mise en place d'un tel système.

**Question 2468** (13.10.2016) de **M. Marc Spautz** et **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **départ du directeur général du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)**:

Dans un communiqué de presse relayé avant-hier par paperjam.lu, le conseil d'administration du LIST a annoncé que le directeur général n'occupait plus ce poste. Alors que ce dernier n'était arrivé au LIST qu'en mai 2015, son départ a de quoi étonner.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Selon Monsieur le Ministre, le LIST accomplit-il les missions qui lui sont dévolues de manière satisfaisante? A quel niveau le LIST doit-il faire des efforts?

- Le départ du directeur général était-il programmé?

- Quelles sont les raisons ayant motivé le départ du directeur général du LIST? Son départ est-il lié à des dissonances avec les membres du conseil d'administration du LIST? Quid de l'accord de coopération qui a été signé cette semaine entre le LIST et le CEA Tech?

- Quand le personnel du LIST a-t-il été informé du départ de son CEO?

- Y a-t-il eu depuis le départ du directeur général du LIST d'autres changements au niveau du personnel? Lesquels?

- La procédure de recrutement d'un nouveau directeur général a-t-elle déjà été lancée?

**Réponse** (11.11.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

La loi du 9 mars 1987 prévoyait la création d'un centre de recherche public (CRP) auprès d'un organisme, service, établissement d'enseignement supérieur ou universitaire public par voie de règlement grand-ducal. Tout en gardant leur autonomie scientifique et financière, les CRP étaient, à cette époque, rattachés administrativement à l'organisme, au service ou à l'établissement auprès duquel ils ont été créés, conformément à des modalités à déterminer par règlement grand-ducal.

La loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics, loi actuellement en vigueur, a pour objet de définir le cadre général des CRP ainsi que la

création de chaque CRP sur base individuelle. Cette opération rend le statut des CRP conforme à l'article 108bis de la Constitution qui prévoit la création d'établissements publics uniquement par la loi. Dès lors les centres de recherche publics sont, chacun pour soi, des établissements publics jouissant d'une autonomie juridique, financière, scientifique et administrative. A l'occasion de l'adoption du projet de loi afférent, les différents orateurs ont souligné que cette autonomie, tant réclamée, engendré d'autre part une assomption de la responsabilité correspondante par les établissements publics et leurs organes d'administration.

Cette nouvelle approche visant le renforcement de l'autonomie a également impliqué un réajustement au niveau de la gouvernance au sein du CRP. Ainsi le conseil d'administration du CRP est dorénavant composé uniquement de personnalités externes au CRP et leur attribution principale consiste à définir la politique générale, les choix stratégiques et les activités du centre de recherche public ainsi qu'à exercer le contrôle sur les activités de l'établissement.

En ce qui concerne la question des honorables Députés concernant le directeur général, je tiens à souligner que le paragraphe 2 de l'article 6 de la loi précitée du 3 décembre 2014 fixe les attributions du conseil d'administration. Le point deux stipule que le conseil d'administration prend toutes les décisions concernant les carrières du directeur général et des directeurs de département. Le point 3 du même paragraphe précise que ces décisions ne nécessitent pas l'approbation du ministre.

S'y ajoute le fait que le directeur général, tout comme le reste du personnel sont engagés auprès du LIST sous un régime de droit privé, régi par les dispositions du Code du travail. Dès lors, toutes questions ayant trait à la gestion des ressources humaines relèvent de la compétence du LIST. Considérant ce qui précède et vu le caractère confidentiel entourant les relations de travail privées, il ne revient donc pas à un employeur de se prononcer publiquement par rapport à un dossier personnel d'un salarié. Dans la mesure où un engagement, un licenciement, une démission, un transfert, une altération des responsabilités et des fonctions ou toute autre modification en matière de contrat de travail et des conditions d'un tel contrat de travail ainsi que les motifs y afférents figurent parmi les éléments-clés du dossier personnel de chaque salarié, il ne revient à aucune partie concernée d'en divulguer les détails.

Quant à la question des honorables Députés relative aux missions du LIST, il va sans dire que la loi précitée du 3 décembre 2014 définit, d'une part, les missions générales des centres de recherche publique comme étant celles de développer et d'entreprendre des activités de recherche fondamentale orientée et de recherche appliquée, support nécessaire aux activités de recherche, de développement et d'innovation, et d'opérer le transfert de connaissances et de technologies vers le secteur public et le secteur privé. D'autre part, la même loi dit que le LIST a comme mission spécifique de mener des activités d'innovation et de recherche scientifique orientée par les besoins et intérêts d'acteurs socio-économiques publics ou privés. Ainsi le LIST est missionné à conjuguer finalité socio-économique et excellence scientifique dans ses domaines de compétences en privilégiant une approche pluri- et interdisciplinaire et d'innovation ouverte. Le LIST a comme but de traduire les résultats de ces activités de recherche en innovations utiles et durables pour l'économie et la société. Les connaissances scientifiques créées bénéficient à la société en général et à la communauté scientifique internationale en particulier. Finalement la convention pluriannuelle signée entre le LIST et le Gouvernement engage le centre de recherche public à soutenir l'effort du Gouvernement luxembourgeois en vue de diversifier l'économie, en participant activement au développement socio-économique du Grand-Duché, à agir comme amplificateur du développement de l'écosystème de l'innovation au Luxembourg, en traduisant excellence scientifique en solutions technologiques pour l'avenir et les besoins du marché, à proposer des solutions innovantes et compétitives pour répondre à des besoins clés des différents acteurs économiques au Luxembourg et en Europe et à soutenir la compétitivité de l'écosystème luxembourgeois par la création de valeur pour les partenaires publics et privés. En mars 2016 l'avenant de la convention pluriannuelle du LIST pour la période de 2014 à 2017 a été signée suite à la révision à mi-terme de la convention pluriannuelle. L'avenant comporte une contribution financière supplémentaire de l'Etat pour le LIST de 1,6 million d'euros pour l'année 2016 et de 2,2 millions d'euros pour l'année 2017. D'une part, les moyens financiers supplémentaires sont destinés au développe-

ment de nouvelles activités comme le centre de compétences dans le domaine des composés respectivement au renforcement de certains domaines d'activités comme les smart technologies. D'autre part, les moyens supplémentaires sont destinés à renforcer la collaboration entre les différentes institutions, notamment par le biais des professeurs conjoints Université-LIST et de programmes nationaux d'éducation doctorale. Considérant les démarches et les projets engagés depuis sa création en 2015, le LIST poursuit ses efforts en vue d'accomplir les missions lui dévolues jusqu'en 2017.

En réponse à la question relative à l'accord de coopération signé, celui-ci entend consolider les initiatives de collaboration scientifiques portant sur des domaines technologiques communs aux deux signataires.

D'après les informations du LIST, et en réponse à la question relative à l'information du personnel, le conseil d'administration a communiqué au sujet du poste de directeur général en date du 11 octobre 2016 et a informé le personnel le même jour par une communication interne.

Quant à la question concernant les changements au niveau du personnel après le 11 octobre 2016, le LIST vient de m'informer que, d'une part, un employé a présenté sa démission et, d'autre part, un nouveau contrat de travail a été signé depuis cette date.

En ce qui concerne la question du nouveau directeur général, je tiens à préciser que l'engagement en vertu de l'article 6 paragraphe 2 de la loi précitée, est une décision appartenant au conseil d'administration. D'après les informations du LIST, la procédure de recrutement n'a pas encore été entamée.

Finalement, je tiens à vous informer que j'ai rencontré après le 11 octobre 2016 le directeur général intérimaire et le président du conseil d'administration qui m'ont assuré que la continuité des projets et activités de recherche est garantie. Le LIST continuera à traduire l'excellence scientifique en solutions technologiques pour l'avenir tout en offrant à ses employés un climat de confiance et de perspectives.

En date du 26 octobre 2016 les responsables de l'Université du Luxembourg et des quatre institutions de recherche luxembourgeoises, dont le LIST, ont signé une convention de collaboration pour la formation doctorale conjointe qui règle les modalités de la formation doctorale conjointe entre l'université et les institutions de recherche. Cette convention permet au LIST en tant qu'institution signataire d'assurer désormais l'encadrement de doctorants qui se verront décernés leurs grades de doctorats par l'Université du Luxembourg.

**Question 2469** (14.10.2016) de **M. Marc Angel**, de **Mme Taina Bofferding** et **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **création d'un «Centre européen de la Culture industrielle»**:

En date du 11 octobre 2016, l'ancien site sidérurgique «Völklinger Hütte», classé patrimoine mondial de l'Unesco, et le Parc Explor Wendel ont signé au Musée Les Mineurs Wendel à Petite-Rosselle un contrat de coopération, dont l'objectif est le renforcement du développement commun des deux sites, la demande d'attribution de fonds Interreg V pour des projets transnationaux et la coordination de stratégies de promotion des deux sites.

Cette initiative devrait renforcer l'attractivité touristique, culturelle et économique de cette région frontalière entre l'Allemagne et la France.

Dans une déclaration de presse en amont de la signature de ce contrat de coopération, Monsieur Jo Leinen, membre du Parlement européen, a évoqué l'idée de créer un «Centre européen de la Culture industrielle» sur initiative de la Sarre et de la Lorraine, en y incluant des projets luxembourgeois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1) Quelle est la position du Gouvernement quant à la création d'un tel centre issu de la coopération de l'Allemagne, de la France et du Luxembourg?

2) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'une demande dans ce sens de la part des institutions concernées? Dans l'affirmative, quelle suite compte-t-il donner à cette demande?



**Réponse** (10.11.2016) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre de la Culture:

1) Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg est ouvert à la création d'un tel Centre européen de la Culture industrielle.

2) Aucune demande ou proposition de participation relative à la création d'un tel centre n'est parvenue au Ministère de la Culture.

**Question 2470** (14.10.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'aide financière suite aux inondations du 22 juillet 2016:

Lors de la séance du 29 juillet 2016, le Conseil de Gouvernement a décidé la mise à disposition d'une enveloppe financière à hauteur de 30 millions au bénéfice de l'ensemble des sinistrés des inondations du 22 juillet 2016. Les aides sociales accordées par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région aux ménages sinistrés sont fonction du montant des dégâts et d'une franchise à charge du ménage, déterminée en fonction du revenu du ménage et du nombre de personnes à charge. Les aides sont accordées dès que l'expertise des dégâts est disponible et que le dossier soumis est complet. Les entreprises artisanales et commerciales ainsi que les établissements touristiques sinistrés ont également été invités à déposer leur dossier au Ministère de l'Économie.

Il me revient dans ce contexte que les aides maximales allouées aux sinistrés ne suffisent guère à compenser le sinistre réellement causé par les inondations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1. Combien de dossiers de demande de soutien ont été introduits auprès du Ministère de la Famille?
2. Combien de dossiers soumis au Ministère étaient complets respectivement incomplets?
3. Combien de familles ont jusqu'à présent bénéficié d'une aide du Ministère de la Famille?
4. De quelles aides s'agit-il?
5. Combien de familles se sont vues refusées une aide de la part du Ministère de la Famille et pour quelles raisons?
6. Combien d'entreprises touchées par la catastrophe naturelle ont introduit une demande de soutien financier?
7. Le Gouvernement a-t-il déjà versé des aides à des entreprises artisanales et commerciales respectivement à des établissements touristiques et le cas échéant lesquelles?
8. Combien d'exploitations agricoles touchées par la catastrophe naturelle ont introduit une demande de soutien financier?
9. Le Gouvernement a-t-il déjà versé des aides à des agriculteurs et le cas échéant lesquelles?
10. Parmi les 30 millions, quel est le montant destiné à la remise en état des infrastructures publiques?

**Réponse commune** (15.11.2016) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration, de **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie, de **M. Fernand Etgen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, et de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

ad 1. Au 27 octobre 2016, le Ministère de la Famille a reçu 104 demandes d'aide sociale suite aux inondations du 22 juillet 2016.

ad 2. Pour que le dossier puisse être considéré comme étant complet, le courrier de l'assurance concernant la prise en charge des dégâts ainsi que les certificats de revenu du ménage doivent obligatoirement être joints à la demande.

Au moment de la réception, sur les 104 demandes d'aide, 17 étaient complètes (16%). La réponse de l'assurance concernant la prise en charge des dégâts faisait défaut dans 19 dossiers (18%). Les certificats de revenu n'ont pas été joints pour quatre dossiers (4%) et pour 63 dossiers plusieurs documents (réponse de l'assurance, certificats de revenu, expertise...) faisaient défaut (61%). Un dossier a été transmis au Ministère de l'Économie, car la demande émanait d'une entreprise commerciale.

Au 27 octobre 2016, 60 dossiers sont complets. Pour sept dossiers, la réponse de l'assurance fait toujours défaut et dans cinq dossiers, les requérants n'ont pas encore fait parvenir les certificats de revenu au Ministère de la Famille. Pour trois dossiers une expertise doit encore être faite et dans 29 dossiers plusieurs documents sont toujours manquants.

ad 3. Au 27 octobre 2016, le Ministère de la Famille a clôturé 54 dossiers. Il a accordé une aide sociale à 47 ménages pour un montant total d'environ 719.000 euros. Les personnes qui doivent faire face à des frais supplémentaires éligibles pour le dispositif d'aide après la clôture du dossier qui n'ont pas pu être considérés pour le calcul de l'aide (p. ex. pour l'assainissement d'un mur qui n'a pas séché correctement) peuvent demander une intervention supplémentaire du Ministère de la Famille.

ad 4. Il s'agit d'une aide financière destinée au rééquipement de première nécessité. Le montant de l'aide est déterminé en fonction de l'ampleur et de la nature des dégâts, de la situation financière du ménage et du nombre de personnes à charge.

ad 5. Au 27 octobre 2016, le Ministère de la Famille a refusé une aide sociale dans six cas. Trois dossiers ont été refusés car le dégât ne concernait pas la résidence principale du demandeur. Dans trois autres dossiers, le montant remboursé par l'assurance, respectivement le montant de la franchise, excédaient le montant des dégâts pouvant être pris en charge.

ad 6. Au 27 octobre 2016, le Ministère de l'Économie a reçu 13 demandes d'aides, dont une non éligible, de la part d'entreprises touchées par la catastrophe naturelle du 22 juillet 2016.

ad 7. L'aide pour les entreprises du Ministère de l'Économie est à placer dans le contexte du rétablissement économique des entreprises touchées.

Ainsi, neuf des douze entreprises éligibles ont déjà reçu à ce jour une aide ou du moins une première avance, ce qui équivaut à un montant total d'un peu plus de 261.000 euros. Sur ces neuf dossiers, deux ont pu être clôturés, et, pour les sept dossiers restants, le Ministère est en attente de pièces justifiant le virement de fonds supplémentaires. Trois dossiers sont encore en cours de traitement vu que ces demandes ont été soumises récemment. De ces douze dossiers, deux ont été soumis par des entreprises commerciales, quatre par des entreprises artisanales et six par des établissements touristiques.

ad 8. 22 exploitations agricoles ont déclaré des dommages dans le cadre des inondations du 22 juillet 2016.

ad 9. Le service régional compétent de l'Administration des services techniques de l'agriculture est actuellement en train de finaliser les expertises chiffrant les dommages engendrés par les inondations.

Au 4 novembre 2016, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a déjà ordonné le paiement de 68.950,06 euros à dix agriculteurs pour compenser les dommages causés par les inondations ainsi que pour la réhabilitation du potentiel de production endommagé.

ad 10. Suite à l'écroulement du pont portant le CR357 sur l'Ernz au lieu-dit «Hessemillen» lors des intempéries en soirée du 22 juillet dernier, il a été décidé de procéder dans les plus brefs délais à la reconstruction de cet ouvrage OA173, de façon identique dans sa conception que dans son aspect, à l'ancien pont. Les travaux de reconstruction ont récemment été attribués par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, Département des travaux publics. Les travaux de la reconstruction proprement dite se chiffrent à environ 800.000 euros; à ce montant s'ajoutent les frais se rapportant aux études et à la sécurisation des lieux (barrières) ainsi qu'à la mise en place des panneaux de barrage et de déviation, aux travaux de nettoyage, etc. Ainsi, le montant global de la reconstruction de l'ouvrage d'art en question se chiffre à 900.000 euros.

À côté de l'OA173, d'autres ouvrages d'art, situés sur le réseau étatique, ont subi des dégâts. Ainsi, la réparation de l'OA819 à Keiweibaach et de l'OA170 à Ermsdorf, la remise en état de l'OA160-1 au lieu-dit «Mouschbierg» et la réparation des garde-corps des ouvrages d'art à Ermsdorf et Reisdorf se chiffrent à 525.500 euros, sachant que la remise en état de l'OA160-1 engendre des frais s'élevant à 400.000 euros.

D'autres frais relatifs aux travaux comme la remise en état des passages d'eau le long de la N14, la stabilisation et la réparation des talus, le nettoyage des fossés et le remplacement de la conduite d'eau sur la N14 entre Diekirch et Stegen s'élevèrent à 283.700 euros.

L'ensemble de ces travaux engendre donc des coûts d'un montant total de 1.709.200 euros.

Il se peut cependant que ce chiffre sera dépassé puisque l'envergure des dégâts causés aux infrastructures routières par les inondations du 22 juillet 2016 ne se montre qu'au fur et à mesure que les réparations progressent et de nouveaux imprévus surgissent régulièrement.

Suite aux mesures de gestion de crise décidées par le Gouvernement luxembourgeois suite aux intempéries du 22 juillet dernier, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a procédé à des travaux d'entretien le long des cours d'eau concernés (nettoyage des berges et des cours d'eau, enlèvement de débris et de cadavres d'animaux, réfections et consolidation des berges et des barrages) pour une somme de 180.000 euros. Une partie des travaux a été réalisée par les équipes de l'AGE avec des engins de chantier loués tandis que d'autres ont été réalisés par des entreprises mandatées. Lesdits travaux ont dû être réalisés en urgence afin de remédier à certains dommages évitant l'aggravation de la situation, d'éviter l'écroulement des berges et de garantir le libre écoulement des eaux en cas de nouvelles crues, permettant ainsi de limiter les dégâts pour les citoyens et leurs biens.

Pour ce qui est des chemins ruraux, le service régional compétent de l'Administration des services techniques de l'agriculture a été informé que les inondations ont provoqué des dégâts sur deux pontons et quatre glissements de chemins ruraux. La plupart de ces chantiers de réfection sont en cours d'exécution tandis qu'un chantier de réfection d'un chemin rural n'a pas encore commencé ce qui fait qu'à ce stade, il n'est pas encore possible de donner des chiffres exacts quant aux dommages causés

**Question 2471** (14.10.2016) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant le concept de «vague verte»:

En Allemagne et aux États-Unis, le concept de «vague verte» («grüne Welle») est opérationnel sur certaines routes afin de garantir la fluidité du trafic. En effet, par un pilotage intelligent des feux de signalisation, les véhicules peuvent circuler sur un certain tronçon de la route sans devoir s'arrêter aux feux, à condition de rouler à la vitesse prescrite par le mécanisme. Cette approche permet d'optimiser le trafic et de réduire la durée du trajet.

Au vu des résultats positifs de cette méthode dans d'autres pays, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du concept de «vague verte»? Des études de faisabilité ont-elles déjà été entamées?

- Existe-t-il déjà un inventaire des routes auxquelles ce concept pourrait s'appliquer?

- Le cas échéant, Monsieur le Ministre est-il en mesure de nous informer sur les routes en question et pourrait-il indiquer le calendrier des travaux à réaliser dans ce contexte?

**Réponse** (22.11.2016) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'enquerraient du système de «vagues vertes» pour les feux tricolores.

Afin de pouvoir appliquer le principe d'une coordination des temps verts des feux tricolores sur des intersections consécutives d'une même section de route, dite «vague verte», différentes conditions doivent être remplies.

Tout d'abord, les différentes installations de feux tricolores sur un tronçon doivent être interconnectées entre elles permettant le transfert de données par le biais d'un câble de télécommunication ou d'une transmission sans fil et connectées à une centrale de gestion à distance du trafic qui surveille en permanence la situation de trafic sur ces sections et qui permet d'intervenir à distance.

Ensuite, le tronçon concerné ne doit pas être trop long ou présenter trop d'interférences entre les différentes intersections, telles que des intersections non signalées ou des bandes de stationnement, afin que les voitures arrivent à l'intersection concernée au moment prévu pour la phase verte des feux tricolores.

En ce qui concerne la situation au Luxembourg, seules la ville de Luxembourg et la ville d'Esch-sur-Alzette disposent de services de circulation avec des centrales de gestion à distance du trafic et le principe des «vagues vertes» est effectivement appliqué sur différents tronçons routiers dans ces communes depuis des années.

L'Administration des ponts et chaussées ne dispose actuellement que d'installations de feux tricolores isolées dans le pays et ceci surtout à proximité des échangeurs autoroutiers et une coordination de ces installations n'est guère opportune. Dans la majorité des cas, les installations se trouvent sous la compétence des autorités communales autorisées sur le réseau routier de l'État par voie d'une permission de voirie.

Or, l'Administration des ponts et chaussées est en train de réaliser un concept pour une gestion centralisée des feux tricolores sur le réseau de l'État dans le but de mieux gérer le trafic motorisé, d'améliorer la performance du transport public par bus et de mieux tenir compte de la mobilité douce. Ce concept prévoit, d'une part, la création d'une centrale de gestion à distance du trafic auprès de l'Administration des ponts et chaussées afin de pouvoir gérer à distance toutes les installations de feux tricolores y connectées dans le pays. D'autre part, il est prévu que les feux tricolores sur le réseau routier de l'État, ceci dans les communes qui ne disposent pas d'un service dédié à la gestion de la circulation, seront exploités par l'Administration des ponts et chaussées et connectés à la nouvelle centrale de gestion à distance du trafic. L'avantage pour les communes, à part ceux décrits ci-avant, est que les frais pour l'exploitation et la maintenance de ces feux tricolores seront repris par l'État.

Les premières analyses ont identifié 14 tronçons potentiels pour l'application du système de «vagues vertes» qui se trouvent majoritairement sur les pénétrantes de la ville de Luxembourg et les axes principaux dans la région sud et la «Nordstad». Dans un premier temps, il est prévu de réaliser un projet pilote dans la traversée de Bascharage dans le but de fluidifier le trafic, celui des bus inclus. Un deuxième projet pilote est prévu sur la route nationale N6 entre la ville de Luxembourg et Capellen. La réalisation des tronçons identifiés dépend, d'une part, des expériences tirées des projets pilotes et, d'autre part, de la collaboration des communes concernées. Un effet bénéfique secondaire du concept de la «vague verte» avec une fluidification du trafic motorisé est la réduction des émissions NO<sub>x</sub>.

Actuellement, les services de l'Administration des ponts et chaussées sont en train de mener les études préparatoires pour l'appel d'offres pour la centrale de gestion à distance du trafic ainsi que les études en vue de la réalisation des projets pilotes.

**Question 2472** (17.10.2016) de **M. Claude Lamberty** (DP) concernant le nouveau hall sportif prévu à l'INS:

Selon un article publié sur le site Internet d'un organe de presse, le nouveau hall sportif prévu à l'INS ne serait pas assez grand pour y pratiquer du handball. Vu que la nouvelle piste pour l'athlétisme ne comptera que six au lieu de huit couloirs, il y aurait apparemment assez de place pour agrandir le nouveau hall sportif de sorte à pouvoir y accueillir davantage de sportifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre compte-t-il apporter des modifications aux plans du hall sportif dans le but d'agrandir le terrain de jeu?

- Dans la négative, quelles sont les raisons pour ne pas agrandir le futur hall sportif de l'INS?

**Question 2475** (17.10.2016) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le nouveau hall sportif prévu à l'INS:

Laut einem aktuellen Pressebericht kann in der zukünftigen neuen Halle beim „Institut national des sports“ (INS) kein Handballfeld eingezeichnet werden, da die Halle, laut den vorliegenden Plänen, schlichtweg drei Meter zu schmal ist.

Dem gleichen Bericht zufolge wäre es kein Problem, die Pläne zu ändern, wodurch zudem bessere Trainingsbedingungen für die Sportarten Volleyball und Badminton geschaffen werden könnten.

Ans diesen Gründen möchte ich folgende Fragen an den Minister für Sport und soziale Sicherheit stellen:

- Kann der Minister die Informationen der Presse bestätigen?

- Wenn ja, was sind die Gründe für eine solche Planung?

- Teilt der Minister die Auffassung, dass eine Umänderung der Pläne eine ganze Reihe von



Vorzügen für die betroffenen Sportfördererinnen mit sich bringen würde?

- Wenn ja, gedenkt der Minister die Pläne zu ändern?

**Réponse** (17.11.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Les deux questions ont trait au projet de construction d'un hall sportif supplémentaire sur le site de l'INS. Comme les questions posées sont quasiment identiques, une seule et même réponse aux deux questions me semble appropriée pour fournir aux deux députés les informations requises.

À la demande du Sportlycée, le projet en question a été élaboré par le Ministère des Sports, ensemble avec les responsables du MDDI, en tant que hall complémentaire au grand hall sportif déjà existant sur le site de l'INS.

La demande initiale du Sportlycée était, en effet, d'avoir à sa disposition sur le site même de l'INS un hall sportif scolaire supplémentaire pour les cours d'éducation physique et sportive de ses élèves, la préparation motrice générale ainsi que pour la préparation physique générale. En outre, ce hall pourra servir de salle de réunion et d'examen pour les besoins du Sportlycée, étant donné qu'une telle salle fait actuellement défaut dans le complexe scolaire existant.

Le projet comporte, en plus, des vestiaires pour l'athlétisme, accessibles directement par l'extérieur par les athlètes. Ces vestiaires sont absolument nécessaires, et ceci le plus rapidement possible, pour assurer une utilisation adéquate du stade d'athlétisme de l'INS en instance de modernisation en vue notamment de la fermeture du stade Josy Barthel.

Les plans ont été présentés officiellement en avril 2016 par les deux ministres concernés.

Il est vrai que, suite à la réduction de huit à six du nombre de couloirs sur le stade d'athlétisme à moderniser, le hall projeté aurait pu être agrandi de trois mètres. Il n'en reste pas moins que même un hall élargi de trois mètres ne remplirait pas les normes et standards requis pour y jouer au handball dans des conditions de sécurité appropriées, comme cela est suggéré, pourtant, dans les questions parlementaires sous objet. Il en est de même pour l'intégration de deux, au lieu d'un, terrains de volleyball. Je précise que la largeur type d'un terrain de handball est de 20 mètres. Un hall d'une largeur de 21 mètres offrirait donc aux élèves et aux joueurs un espace de sécurité d'un demi-mètre seulement, de part et d'autre, le long du terrain. Je n'ose pas imaginer les reproches auxquels l'État aurait à faire face en cas d'accident dans de pareilles circonstances.

J'ajoute enfin que le centre de formation de handball a en priorité la possibilité d'utiliser le grand hall de l'INS aux dimensions requises pour ses entraînements. De toute façon il n'est pas réaliste de vouloir aménager sur le site de l'INS un second hall sportif susceptible, de par ses dimensions, à accueillir chacun des 15 centres de formation existants. Pareil hall sportif nécessiterait en effet un agrandissement du projet actuel d'au moins cinq à six mètres en largeur et de huit à dix mètres en longueur.

En conclusion, s'il est incontestable qu'un hall d'une plus grande superficie peut accueillir davantage de sportifs en même temps, il est indéniable que, dans l'état actuel d'avancement du projet, une remise en cause du projet initial, visant un agrandissement de quelques mètres, serait de nature à hypothéquer aussi bien le timing que le projet dans son ensemble.

Ce risque, comparé à la plus-value hypothétique que constituerait un élargissement du hall de trois mètres, m'a amené à la décision de ne pas remettre en cause le projet initial et de faire avancer ce projet dans le timing prévu afin de pouvoir débiter les travaux dans les meilleurs délais.

**Question 2473** (17.10.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **projet final de rattrapage**:

Pendant l'année scolaire 2015-2016, 396 élèves étaient inscrits dans une classe de 13<sup>e</sup> de la formation du technicien «administration et commerce». Des 142 élèves qui se sont soumis au projet intégré final de rattrapage (PIF-R), qui s'est déroulé fin septembre 2016, 114 élèves ont réussi, ce qui correspond à un taux de réussite de 80,28%.

Vu la réussite du PIF-R pour la formation du technicien «administration et commerce», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire la possibilité de rattrapage du projet intégré final aussi pour les autres formations de la formation professionnelle?

- Dans l'affirmative, quelles mesures d'appui seront organisées pour le rattrapage du PIF?

**Réponse** (07.12.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Suite à ma décision d'organiser le projet intégré final de rattrapage (PIF-R) fin septembre et au vu du résultat, à savoir un taux de réussite de 80,28% pour le premier cycle de la formation du technicien «administration et commerce», le Service de la formation professionnelle (SFP) a chargé les coordinateurs responsables de la supervision et de l'encadrement des travaux des différentes équipes curriculaires de les consulter et de collecter leurs propositions sur la possibilité d'avancer le PIF-R de février à septembre/octobre pour les différentes formations du technicien.

Il est évident que le SFP envisage d'offrir, ensemble avec les lycées concernés, des cours d'appui pour garantir la réussite du PIF-R; de plus, toutes ces mesures devront différer selon les formations en tenant compte des spécificités des disciplines.

**Question 2474** (17.10.2016) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **Trésorerie de l'État**:

Dans son avis sur les projets de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016 et la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019 la Banque centrale du Luxembourg (BCL) recommande la publication mensuelle des flux financiers mensuels effectués par la Trésorerie de l'État. Ce bilan autoriserait une analyse en détail permettant d'appréhender l'évolution de la situation financière de l'État.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il la suggestion de la BCL que la Trésorerie de l'État devrait publier un bilan mensuel de ces flux financiers?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un tel bilan devrait être discuté au sein de la Commission de des Finances et du Budget de la Chambre des Députés?

**Réponse** (24.10.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'article 15 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'État dispose que «(l)a comptabilité générale retrace, selon la méthode dite de la partie double, l'intégralité des recettes et des dépenses de l'État ainsi que ses avoirs et ses engagements afin d'établir une situation patrimoniale sous la forme d'un bilan financier arrêté au 31 décembre».

La Trésorerie de l'État établit le bilan financier non seulement pour le 31 décembre mais également à la fin de chaque mois. Le document afférent est transmis à la Cour des Comptes, à la Banque centrale du Luxembourg (BCL), au Conseil national des finances publiques (CNFP) ainsi qu'au Statec. Ce bilan financier mensuel est avant tout un document à usage interne et il n'est que transmis pour information aux organismes précités. Le bilan financier établi au 31 décembre de chaque année est toutefois rendu public dans son intégralité dans le rapport d'activités du Ministère des Finances.

**Question 2477** (17.10.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **contournements de Heinerscheid et de Hosingen**:

D'Liewensqualität an d'Sécherheet ass an den Dierfer Hengescht an Housen staark aegschränkt duerch dee villen Duerchgangsverkéier duerch d'N7/E420. Oft ass et och esou, datt schwéier Gefierer all Méi hunn, fir duerch dës Dierfer ze fueren. Et gétt ewell jorelaang vu Contournementen em dës zwou Uertschäfte geschriwwen a geschwat, ouni datt awer bis elo eppes Konkretes virzeweise wär, wat d'Liewensqualität an d'Sécherheet géif verbessere fir déi betraffe Bierger.

Beim Contournement vun Housen gouf an den 1990er Joren ewell een Avant-projet erstallt. Am Joer 2012 gouf eng Virpräiwung (Screening) gemaach, fir ze präwien, ob et duerch de Bau vum Contournement zu erhieffleche Beartchtigungen op d'Habitatzon kéim. Wat de Contournement vun Hengescht betrëfft, war

am Joer 2005 e Büro beoptragt ginn, fir e Virprojet APS ze maachen. Hei sollt nach mat der Gemeng Clief Récksprooch geholl ginn, fir datt si deen néidege Couloir am Kader vum generelle Bebauungsplang ka reservéieren.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1) Wéi wäit sinn déi eenzel Pläng zu dësen zwee Contournementen haut fortgeschritt a fir wéini ass mat enger eventueller Presentatioun vun de Léisungsvirschléi ze rechnen?

2) Läit ewell en Timing vun hirer Realisatioun fest?

**Réponse** (22.11.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

A senger parlamentarescher Fro stellt den honorabelen Deputéierte Froen zum Contournement vun Housen an zum Contournement vun Hengescht.

De Contournement vun Housen, am Interessivun den Autofuerer an den Awunner am Zentrum vun Housen, ass eng festgehale Prioritéit an der pluriannueler Planung vun den zukünftigen Infrastruktur- an Ennerhaltsaarbechten op der Stroossenachs tëschent Dikrech an der Wämperhaart. Am Moment ass d'Stroossebauverwaltung vun Dikrech amgaangen, en adaptéierte Virprojet fir de Contournement vun Housen ze finaliséieren. Dëse Virprojet geet dovun aus, datt d'Nationalstrooss N7 tëschent dem Fridhaff an der Wämperhaart net op véier Bunne soll ausgebaut ginn, well weder den aktuellen nach den zukünftege Verkéier duerfir eng Noutwendegkeet ausweisen. Dat huet natierlech en direkten Afloss op den Housener Contournement, deen dann näamlech och mat manner Bauwierker, 5 anstatt 7, auskënnst. Anersäits muss awer trotzdeem och der neier Situatioun Rechnung gedroe ginn, déi eng Leitplank als Oftrennung vun den zwou géigesätzleche Fuerspuren virgesäit, fir esou d'Sécherheet nach weider ze verbesseren. Soubal de Virprojet fäerdeg um Dësch läit an allen noutwendegen Ufuerderunge Rechnung dréit, kann et mat der Ausaarbechtung vum detailléierte Virprojet virgoen.

Wat d'Emgeung vun Housen ugeet, verweisen ech awer och op meng Äntwert vum 23. September dëses Joers op d'parlamentaresch Fro N°2263 vum honorabelen Deputéierten Här Bauler.

De Contournement vun Hengescht, gemäass deem, wat am Plan directeur sectoriel «Transports» steet, deen, soubal dat neit Landesplanungsgesetz gestëmmt ass, an d'Prozedur geet, geneisst eng Prioritéitsstuf 3, wougéint fir dee virdrun erwäante vun Housen eng Prioritéitsstuf 2 festgehale gouf. Dëst no der globaler Strategie fir eng „Mobilité durable (MoDu)“.

**Question 2478** (17.10.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **droits du patient**:

Et hiert een ëmmer nees vu Patienten, déi Schwieregkeete mat Medikamenter hunn an déi sech net gutt berode fillen. 2013 huet Däitschland e Gesetz gemaach, d'„Patientenschutzgesetz“, dat dem Patient e Matsproocherecht gétt an dat e „Behandlungsvertrag“ aféiert, dee vu Patient an Dokter virun engem Traitement, grad mat Medikamenter mat Niewewirkungen, muss ënnerschriwwen ginn.

An deem Zesammenhang wollt ech der Madamm Gesondheitsminister dës Froen stellen:

1. Huet e Patient zu Lëtzebuerg d'Recht, eng genee Erklärung vum Traitement ze froen an eventuell Medikamenter, déi hien net wëllt oder déi hie fäert, ze refuséieren an duerch en aneren Traitement ersetzen ze loossen?

2. Huet hien och d'Recht, sech iwwert dat Traitement mat engem aneren Dokter oder Spezialist ze beroden?

3. Am Fall, wou e Patient net méi am volle Besëtz vu senger geeschtege Fäegkeeten ass oder net capabel ass, eng medizinnesch Erklärung am vollen Empfang ze verstoen, wie vu senger Famill kéint en eventuell Matsproocherecht geltend maachen?

4. Am Fall vun engem onmëndege Patient, ass do geregelt, awéiwäit déi Persoun, déi d'Tutelle huet, bei der Behandlung e Wuert matzeschwätzen huet?

5. Ass gesetzlech festgehalten, wien d'Patientenberodung bei medikamentöser Behandlung ze maachen huet, well dacks och an der Apdikt Rezepten mat Medikamenter oder Medikamentekombinatiounen ugezweifelt ginn?

6. Awéiwäit sinn zu Lëtzebuerg Bestëmmunge festgehalten, wéi se an Däitschland am „Patientenschutzgesetz“ vun 2013 stinn?

7. Sollten d'Patienten zu Lëtzebuerg nach net esou wäitreechend Rechter hunn, wéi dat an Däitschland de Fall ass, denkt d'Regierung an deem Fall drun, e vergläichbart Gesetz op de Wee ze ginn?

**Réponse** (18.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1. Den Artikel 8 vum Gesetz vum 24. Juli 2014 zu de Rechter a Flichte vum Patient gesäit vir, dass de Patient zesumme mam Fachpersonal aus dem Gesondheetswiesen op Basis vun den Informatiounen, déi hien hinne ginn huet, an op Basis vun hiren Informatiounen a Rot-schléi d'Entscheidungungen zu senger Gesondheet treëft.

Dësen Artikel gesäit och vir, dass de Patient e Recht op Informatioun huet, souwéi d'Noutwendegkeet vu senger fräier an opgeklaerter Awëlleung, déi am Virus vun enger Behandlung erfollege muss.

D'Gesetz gesäit also e Recht op eng gedeelten Entscheidung vir. D'Fachpersonal aus dem Gesondheetswiesen an de Patient informéiere sech deemno géigesäiteg. Op Basis vun dësem Austausch treffe si zesummen eng Entscheidung, ouni dass déi Entscheidung engem kann opgezwoenge ginn.

ad 2. Jo. Den Artikel 5 vum Gesetz vum 24. Juli 2014 erlaabt dem Patient, eng fräi Entscheidung ze treffen, déi zu all Moment ka geännert ginn. Weder d'Gesetz nach den Deontologies-Code nach d'Statute vun der CNS gesinn eng Aschränkung an der Wiel vum Patient vir.

ad 3. D'Gesetz vum 24. Juli 2014 a sengen Artikelen 11, 12 an 13 deckt de Fall of, wou e Patient net méi am Vollbesëtz vu senger geeschtege Fäegkeeten ass oder net méi capabel ass, säi Wëllen ze manifestéieren. D'Gesetz gesäit vir, dass am Virus eng Vertrauenspersoun ka genannt ginn, déi d'Interesse vum Patient vertritt, am Fall wou de Patient net méi am Vollbesëtz vu senger geeschtege Fäegkeeten ass, fir selwer Entscheidungungen zu senger Gesondheet ze treffen.

ad 4. Den Artikel 14 regelt de Fall, wou e Patient enger Schutzregelung ennerstallt ass. Am Fall, wou eng Vertrauenspersoun bestëmmt ass, kann déi Persoun am Numm vum Patient handeln. Fir de Fall, wou keng Vertrauenspersoun bestëmmt ass, ginn d'Rechter vum Patient vun engem genannten Tuteur vertrauden.

De Juge des tutelles kann an all Fall eng aner Persoun benenne wéi déi Persoun, déi als Vertrauenspersoun vum Patient benannt ass, fir d'Rechter vum Patient, deen net méi am Vollbesëtz vu senger geeschtege Fäegkeeten ass, ze verrieden.

ad 5. Wéi scho prezisiéiert, huet de Patient d'Recht op Informatioun duerch den Dokter, wat déi verschriwwen Behandlung ugeet. Den Apdikter kann op Basis vu senger Fachkenntnisser, wat déi verschriwwen Behandlungen ugeet, och zur Informatioun vum Patient bäidroen. Am Fall, wou en Zweifel bei enger verschriwwener Behandlung oder e Widersproch tëscht verschriwwene Behandlungen vu verschiddenen Doktere besteet, seet datselwecht Gesetz, dass den Apdikter den Dokter oder d'Doktere kontaktéiert, fir d'Situatioun ze klären.

An Zukunft wäert den Dossier de soins partagé (elektronischen Dossier) esou Situatiounen verhéieren.

ad 6. + 7. D'lëtzebuergesch Gesetz zu de Rechter a Flichte vum Patient inspiréiert sech haaptsächlech un de franséschen a belsche Gesetze. Esou mécht zum Beispill de Joresrapport vum Service de médiation fédéral belge e Verglach tëscht de belschen an de lëtzebuergesche Gesetze an iwwehëlt souguer verschidde Formulatiounen aus dem lëtzebuergeschen Text, fir Verbesserungen am belsche Gesetz ze errechen.

An Däitschland huet de Législateur 2013 eng nei Approche gewielt, andeems en d'Rechter vun de Patienten am Code civil (Bürgerliches Gesetzbuch) mat Bestëmmungen an der Sécurité sociale (gesetzliche Krankenversicherung) geännert huet.

Punktuell Verbesserung bleiwen ëmmer méiglech, mä ech sinn der Meenung, dass de Schutz vum Patient hei am Land op d'mannst gläichwärtig ze eisen Nopeschlänner ass.

**Question 2479** (17.10.2016) de **M. David Wagner** (déi Lénk) concernant les **poursuites en matière fiscale**:



Les rapports d'activité de l'Administration des contributions directes (ACD) renseignent sommairement sur le nombre de rapports du Service de révision ayant donné lieu au niveau des bureaux d'imposition concernés à une transmission des poursuites au Procureur d'État en vertu des paragraphes 425 et 426 de la loi générale des impôts (loi du 22 décembre 1993), à savoir: onze rapports transmis pour l'année d'activité 2015; huit rapports transmis pour l'année 2014 et «une douzaine» de rapports transmis pour l'année 2013. Pour les années précédentes, je n'ai pas trouvé d'informations dans les rapports publiés.

Ainsi, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

1) Quel est le nombre exact de rapports ayant donné lieu à une transmission au Procureur d'État pour chaque année de 2009 à 2013?

Sachant qu'un tel rapport n'est transmis au Procureur d'État que dans des cas assez graves ou de récidives, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances ou bien de Monsieur le Ministre de la Justice:

2) Quel est - pour chaque année de 2009 à 2015 - le nombre de dossiers ayant donné lieu à une instruction par le ministère public?

3) Quel est - pour chaque année de 2009 à 2015 - le nombre de plaintes déposées par le ministère public devant les juridictions concernées? Quelles sont, en résumé, les décisions judiciaires en la matière?

4) Dans combien de cas le ministère public a-t-il fait appel contre la décision en première instance et avec quel résultat?

En plus, chaque rapport renseigne sur le nombre de réclamations introduites contre une décision de l'Administration des contributions directes. Ainsi, le rapport d'activité 2015 résume le nombre de réclamations ainsi:

Année	Réclamations introduites	Réclamations vidées par décision directoriale	Recours devant le tribunal administratif	
			sans décision directoriale	contre décision directoriale
2009	721	547	8	60
2010	778	596	13	106
2011	875	429	21	51
2012	957	556	15	66
2013	1.083	665	20	84
2014	1.124	783	19	83
2015	1.316	742	26	95

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances ou bien de Monsieur le Ministre de la Justice:

5) Dans combien de recours contre la décision directoriale, le tribunal de la première instance a-t-il donné raison à la décision prise (par année)?

6) Dans combien de cas l'Administration des contributions a-t-elle fait recours contre une décision de première instance (par année)?

7) Dans combien de cas, par année, le ministère public a-t-il fait recours contre une décision de première instance (par année)?

**Réponse commune** (16.11.2016) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1) Concernant la première question de l'honorable Député, il convient tout d'abord de noter que l'Administration des contributions directes (ACD) a commencé à confectionner des statistiques concernant les affaires pénales fiscales à partir de l'année 2010.

Les rapports suivants ont fait l'objet de communication au parquet sur base des dispositions de l'article 16 de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération inter-administrative et judiciaire ainsi que des paragraphes 425 et 426 de la loi générale des impôts.

À noter encore que ce relevé, ainsi établi par l'ACD à partir de l'année 2010, comprend aussi bien des cas susceptibles de constituer des infractions pénales fiscales que des cas susceptibles de constituer des infractions de droit commun.

En 2010, 17 demandes ont été traitées et continuées au parquet. Un seul cas est susceptible de constituer une infraction de droit commun et a été porté à la connaissance du Centre commun de la sécurité sociale.

En 2011, 25 affaires ont été traitées: 15 demandes ont été adressées par le parquet à l'ACD et dix affaires ont été continuées par

l'ACD au parquet. Un seul cas est susceptible de constituer une infraction de droit commun.

En 2012, 23 affaires ont été traitées: dix demandes ont été adressées par le parquet à l'ACD et 13 affaires ont été continuées par l'ACD au parquet. Trois cas sont susceptibles de constituer une infraction de droit commun.

En 2013, 22 affaires ont été traitées: 13 demandes ont été adressées par le parquet à l'ACD et neuf affaires ont été continuées par l'ACD au parquet. Trois cas sont susceptibles de constituer une infraction de droit commun.

En 2014, 14 affaires ont été traitées: neuf demandes ont été adressées par le parquet à l'ACD et cinq affaires ont été continuées par l'ACD au parquet. Un cas est susceptible de constituer une infraction de droit commun.

En 2015, 26 affaires ont été traitées: 13 demandes ont été adressées par le parquet à l'ACD et 13 affaires ont été continuées par l'ACD au parquet. Six cas sont susceptibles de constituer des infractions de droit commun.

ad 2) En réponse à la seconde question de l'honorable Député, il convient de répondre ce qui suit.

Le nombre de dossiers ouverts par le Parquet de Luxembourg sur base des dénonciations opérées par l'ACD est le suivant:

Année	Nombre de dossiers ouverts	Suite procédurale	
		Enquête préliminaire	Instruction préparatoire
2009	-	-	-
2010	-	-	-
2011	7	6	1
2012	1	1	0
2013	7	3	4
2014	7	3	4
2015	4	3	1
2016	4	3	1
Total	30	19	11

Par enquête préliminaire, l'on entend la procédure effectuée par la Police grand-ducale sur ordre du parquet et tendant à rassembler les preuves d'une infraction et à déterminer le ou les auteurs. Elle exclut les actes coercitifs.

L'instruction préparatoire (information judiciaire) vise la procédure pénale par laquelle le parquet saisit un juge d'instruction qui est chargé de procéder à tous les actes d'information qu'il juge utile à la manifestation de la vérité, y compris des actes coercitifs tels que des perquisitions et saisies.

L'ACD procède, d'une part, à la transmission des poursuites en application du paragraphe 425 de la loi générale des impôts et, d'autre part, transmet des dossiers sur base de l'article 23 (2) du Code d'instruction criminelle. En contrepartie le paragraphe 427 de la loi générale des impôts oblige la police judiciaire et le ministère public de dénoncer à l'ACD les infractions en matière fiscale qu'ils viennent à découvrir dans le cadre de leurs investigations.

ad 3) et 4) En réponse aux troisième et quatrième questions de l'honorable Député, il convient de faire part de ce qui suit.

La fraude fiscale et l'escroquerie fiscale constituent des délits qui relèvent, quant au fond, de la compétence des sections correctionnelles du tribunal d'arrondissement. La saisine s'opère soit par une citation directe, soit par le renvoi de la chambre du conseil.

Entre 2009 et le 30.10.2016, dix jugements de condamnation ont été prononcés par des sections correctionnelles du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg dans des dossiers d'infractions fiscales. Une autre affaire se trouve fixée pour plaidoiries au courant du mois de décembre 2016.

Dans aucun des cas précités, le ministère public n'a pris l'initiative d'interjeter appel des décisions rendues. Il a uniquement interjeté appel incident.

ad 5) et 6) En ce qui concerne les cinquième et sixième questions, il y a lieu de faire savoir à l'honorable Député que dans la procédure du contentieux de l'impôt, le directeur constitue la dernière instance administrative de réexamen, d'ailleurs intégral, de la décision exécutoire at-

taquée, notamment des bulletins d'impôt au sens large et des décisions administratives individuelles discrétionnaires. Sa décision est susceptible de trancher sur une panoplie de griefs portés devant lui, tels interprétation des faits soumettant ou libérant de la charge d'impôt, application et interprétation de la loi fiscale à des faits non contestés, examen préalable de la légalité externe de l'acte attaqué, assujettissement à l'impôt ou à certaines formes de perception de cet impôt eu égard aux conventions internationales entre le Grand-Duché et pays tiers aux fins d'éliminer des doubles impositions, analyse du respect de la raison et de l'équité qu'exige la loi des décisions discrétionnaires prises par les organes de l'administration etc. Parmi tous ces griefs sont évidemment susceptibles d'apparaître ceux concernant la réalité de faits ayant conduit, d'un côté, à une imposition plus lourde qu'escomptée et, d'un autre côté, à une dénonciation au parquet, la décision administrative du directeur des contributions se limitant à l'analyse des faits générateurs de l'impôt («Steuertatbestände») sans pour autant trancher le volet pénal.

C'est ainsi qu'une décision directoriale sur réclamation peut disposer qu'il y a lieu de dire une réclamation irrecevable, d'annuler une décision du bureau d'imposition, de la réformer

sur l'intégralité des points litigieux ou encore sur une partie seulement, la réformation en défaveur n'étant jamais exclue.

À l'instar de la diversité de l'objet du dispositif de la décision directoriale, les recours portés par les destinataires d'une telle décision directoriale sur réclamation ou sur recours hiérarchique formel devant le tribunal administratif, auront des motifs aussi divers.

Contrairement au directeur des contributions statuant au contentieux, les tribunaux administratifs ne connaissent pas le réexamen intégral de la décision litigieuse et se limitent, dans leur jugement, aux moyens invoqués à l'instance. C'est ainsi qu'un réclamant peut parfaitement accepter certains redressements opérés par la décision directoriale alors qu'il s'oppose à d'autres pris dans la même décision qu'il souhaite voir trancher les tribunaux administratifs. Aussi s'avère-t-il difficilement discernable dans quelle mesure les décisions directoriales sur réclamation, dans leur ensemble, sont confirmées par le tribunal administratif de première instance de sorte qu'une quantification de l'acceptation des décisions n'est guère possible. De plus faudrait-il prendre en considération, dans l'analyse d'une telle statistique, que le directeur est lié à une jurisprudence constante se dégageant des arrêts et jugements. Ses décisions s'adaptant aux développements jurisprudentiels, leur acceptation devrait aller croissante, chaque fois qu'une insécurité juridique est éliminée.

L'État du Grand-Duché de Luxembourg relève régulièrement appel d'un jugement du tribunal administratif lorsque l'interprétation des faits ou de la loi qu'a donnée le tribunal administratif ne semble pas en accord avec celle de ses pouvoirs exécutifs. Pour les mêmes raisons que celles relevées supra, une statistique s'est avérée oiseuse jusqu'à présent.

ad 7) Pour ce qui est de la septième question de l'honorable Député, il convient de relever que le ministère public n'est pas partie à l'instance devant les juridictions administratives. Cette question est partant sans objet.

**Question 2480** (18.10.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **neuroleptiques**:

Neuroleptika si Medikamenter, déi net onëmstridde sinn. Net gutt ugesinn ass dës Zort Medezinn am Kader vun der Rouegstellung vu Patienten an och wat d'gesondheetlech Konsequenze vun esou Medikamenter bei eelere Leit solle sinn. Trotzdeem fénnent ee praktesch all déi gängeg Neuroleptika op der Lésch vun de Medikamenter, déi zu Lëtzebuerg verkaaft d'äerfe ginn.

Duerfir wollt ech dës Froen un d'Madamm Gesondheitsminister stellen:

1. Wat ass generell d'Aschätzung vu Neuroleptika, déi ëmmer nees an der Effentlechkeet kontrovers diskutéiert ginn?

2. Wien d'äerf déi Medikamenter hei zu Lëtzebuerg verschreiwen? All Dokter oder nëmmen Dokteren, déi an der Psychiatrie spezialiséiert sinn?

3. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt Neuroleptika Medikamenter sinn, déi routine-méisseg, z. B. an engem CIPA, kënnen agesat ginn?

4. Hunn de Ministère oder d'Krankekeess eng Méiglechkeet, fir bei engem Patient en aussergewöhnleche Gebrauch vu Medikamenter, sief et Neuroleptika oder aner Produiten, festzestellen?

5. Sinn der Madamm Minister Fäll vu Patienter mat Problemer bekannt, déi op d'Verschreiwe vun Neuroleptika zrëckzeféiere sinn?

**Réponse** (14.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Neuroleptika si Medikamenter, déi benotzt ginn, fir bei Patienter Symptomer vu psychoteschen Zoustänn ze reduzéieren. Weéi schonns zwou parlamentaresch Froen virdrun, n°2950 am Joer 2008 (cf. *compte rendu n°5/session ordinaire 2008-2009*) an n°708 am Joer 2010 (cf. *compte rendu n°1/session ordinaire 2009-2010*), drop hindeiten, ass de Gebrauch vun deene Medikamenter bei de jugendleche souweé eelere Persounen an engem CIPA e komplexe Sujet an der Relatioun mat der klinscher Situatioun vum Patient.

De Risiko vum Gebrauch vu verschiddenen Neuroleptika bei Patienter mat enger Demenz ass och den Objet vun Avertissementer vun der Europäescher Medezinn-Agence<sup>1</sup>.

Et besteet keng restriktiv Verschreiwungsverordnung fir déi Medikamenter. Fir e spezifescht Medikament aus der Klass vun den Neuroleptika verlaangt eis Gesondheitskeess fir de Remboursement den Accord préalable vum Protocole thérapeutique. Fir Informatioun: Bei eis hei am Land ginn Neuroleptika zu 46 Prozent vu Generalisten a 46 Prozent vun Dokteren, déi an der Psychiatrie oder an der Neurologie spezialiséiert sinn, verschriwwen.

Neuroleptika wéi all aner Medikamenter sollen no hirem Rapport Bénéfice/Risque verschriwwen ginn. Et läit an der Verantwortung vum Prescripteur, deen de Kontext vun der klinscher Situatioun vum Patient kennt an den Notze fir hie ka bestëmmen. Déi Medikamenter solle virsiichteg agesat ginn, well se och kënnen seriö Niewewirkungen hunn.

D'Krankekeess rembourséiert Medikamenter op Prescriptioun vum Dokter. Déi Facturationsdonnéee sinn als Informatiounen elektronesch gespäichert. Soumat besteet also d'Méiglechkeet, informatesch Héichverbraucher vu verschiddene Medikamenter erauszufannen.

**Question 2481** (18.10.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **soutien pour des artistes luxembourgeois**:

Well eng Rei vu Lëtzebuurger Kënschtler sech anscheinend net genuch vun Effentlecher Säit ënnerstëtzt fillen, wëll ech folgend Froen un den Här Premier- a Kulturminister stellen:

1) Wien decidéiert zu Lëtzebuerg, wéi ee Kënschtler a wéi engem Musée ausstellen dierf?

2) Awéiwäit huet de Kulturminister Afloss dorop?

3) Wéi eng Muséee sinn dovun betraff?

4) No wéi eng Kriteere ginn déi Kënschtler selektionéiert?

5) Wat gëtt vu staatlecher Säit ënnerholl, fir talentéiert Lëtzebuurger Kënschtler, déi nach keng international Renommee hunn, ze promovéieren?

6) Wéi ee Budget ass dofir virgesinn?

**Réponse** (07.12.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre de la Culture*:

Am Prinzip decidéiert den artisteschen Direkter vun engem Musée, an Zesummenaarbecht mat senger Curateuren, wat am Musée ausgestallt gëtt. Dee Programm gëtt an der Regel vum Verwaltungsrot approvéiert. Dëst gëllt fir de MUDAM, deen eng Fondatioun ass, an d'Asbl Casino, Forum d'art contemporain.

De Musée national d'histoire et d'art («MNHA») an de Musée national d'histoire na-

<sup>1</sup> [http://www.ema.europa.eu/docs/en\\_GB/documents\\_library/Other/2010/017/WC500054058.pdf](http://www.ema.europa.eu/docs/en_GB/documents_library/Other/2010/017/WC500054058.pdf)





turelle («MNHN») rapportieren dem Kulturministerium, well se deem als Kulturinstituter ënnerstallt sinn (cf. Loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État).

De Kulturministère huet keen direkten Afloss op d'Ausstellungspolitik vun engem Musée. Falls de Kulturministère awer eng Konvention mat engem Musée huet, steet an der Konvention, wéi eng Missioun sech de Ministère fir seng finanziell Ennerstëtzung erwaart. Natierlech huet net all Musée d'Missioun oder d'Méiglechkeet, Konschtausstellungen ze maachen.

Wat déi zwee genannte Kulturinstituter MNHA a MNHN ugeet, kann de Kulturminister déi eng oder aner Ausstellung virschloen, an dëst am Kader vun engem regelméissegen Dialog, dee mat dësen Haier souwéissou schonns besteet.

De Kulturministère gëtt sech eng Rei Instrumenter, fir de Lëtzebuurger Kënschtler ze promovéieren. Zum Beispill iwwer Subventionen oder Boursen, déi direkt un de Kënschtler oder sai Wierk bezuelt ginn, oder d'Mise en place vu Kënschtlerresidenzen am In- an am Ausland. Wichteg ass och d'Akafé vu Konschtwierker vu Lëtzebuurger Moler a Sculpteure fir eis Kollektion oder den „Prix Révélation“ an den „Prix Pierre Werner“ an der Konscht, oder den „Prix Edward Steichen“ an der Fotografie. Am Kader vun der „Luxembourg Art Week“ hunn eng ganz Partie Lëtzebuurger Kënschtler hir Plaz am Espace „Take off“ fonnt, dee vum Kulturministère commanditéiert a finanziert gouf.

Zanter 2014 stinn eng Rei Atelieren zu engem ganz klengen Loyer zu Buergeglénster zur Verfügung a mir loosse 12-mol am Joer am „Konschthaus Beim Engel“ ausstellen. De Kulturministère ënnerstëtzt zousätzlech iwwer Konvention eng Rei Kënschtlerkollektiver, déi selwer regelméisseg Ausstellungen mat Lëtzebuurger Kënschtler maachen a se betreiben. Derbäi ziele kann een och nach „Kunst am Bau“, wou all Lëtzebuurger Kënschtler bei regelméissegen Ausschreiwunge matmaache kann (cf. Loi du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle; 2) à la promotion de la création artistique).

2015 louch de Budget fir Arts visuels bei 8.947.189 Euro. Derbäi kommen nach Subventionen un d'Kulturhaier (z. B. Neimënster, Rotondes, CAPE asw.) a Museeën, déi jo och als Missioun hunn, de Lëtzebuurger Kënschtler ze féieren. Fir „Kunst am Bau“ sinn 2015 1.356.500 Euro vum Ministère du Développement durable et des Infrastructures gedroen ginn.

**Question 2482 (18.10.2016) de M. Marc Lies (CSV) concernant les projets en vente du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat:**

Lors de la Semaine du logement, dans le cadre de l'exposition «Home and living» qui a lieu du 15 au 23 octobre 2016, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, ci-après le FDL, procède à la vente de deux petits projets. Le premier projet porte sur un total de sept maisons unifamiliales sises rue Cents à Luxembourg-Cents. Le deuxième projet concerne trois maisons unifamiliales et six appartements sis rue de la Gare à Roodt-sur-Syre, commune de Betzdorf.

Les descriptifs, conditions et prix de vente sont affichés sur le site Internet du FDL.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- 1) Pourquoi les deux tableaux renseignant sur les prix de vente des maisons unifamiliales ne permettent pas une comparaison en raison du fait que pour les maisons de Roodt-sur-Syre sont affichés des prix de vente «TVA et Prime-House» récupérables, alors que pour celles du Cents sont indiqués des prix «TTC (3% TVA) subventions énergétiques récupérables»?
- 2) Pourquoi les prix de vente des maisons du Cents, constituant des immeubles avec un garage individuel construits sur un terrain plat et viabilisé depuis longtemps déjà, sont plus élevés que ceux de Roodt-sur-Syre?
- 3) Pourquoi le prix de vente de l'appartement n°2.2. de la résidence à Roodt-sur-Syre, accusant une «surface utile d'habitation» de 104,39 m<sup>2</sup>, trois chambres à coucher, une cave de 8,6 m<sup>2</sup> et un balcon de 4,8 m<sup>2</sup> est relativement élevé vis-à-vis de la maison unifamiliale n°2 du même site accusant également trois chambres à coucher, une surface utile d'habitation de 139,60 m<sup>2</sup> et un jardin de 118,12 m<sup>2</sup>?

4) Quelles sont les participations étatiques pour chaque logement aux niveaux foncier, viabilisation du terrain, honoraires des hommes de l'art, intérêts bancaires en relation avec le préfinancement et performance énergétique?

5) Pourquoi le FDL, en vue d'impacter d'une manière significative sur les prix du marché du logement, ne profite pas de la Semaine du logement pour mettre en vente d'autres projets, à savoir les 17 maisons unifamiliales «rue des Rosiers» à Mondorf-les-Bains, les six appartements sis «rue Pasteur» à Oberkorn, les différents lots du quartier Nonnewisen à Esch-sur-Alzette etc., etc.?

**Réponse (22.11.2016) de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:**

Le grand atout de la Semaine nationale du logement (SNL), organisée depuis 2014 ensemble avec le salon «Home and living», est que ses visiteurs sont en mesure de s'informer en un seul et même endroit sur l'offre de logements (subventionnés ou non), les aides étatiques et le financement de leurs projets. Le consommateur peut comparer les conditions sur place et poser ses questions spécifiques aux experts.

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire au site Internet du Fonds du logement (FDL) et indique avoir découvert «deux petits projets» présentés lors de la SNL. Au vu de la problématique du logement et au vu de la terminologie employée par l'honorable Député, il faut souligner qu'il est important que chaque «petit» projet soit réalisé, d'autant plus qu'il s'agit dans ce cas précis de pas moins de 16 unités d'habitation. Un tour du salon est sans aucun doute pour tous les visiteurs plus explicite et plus instructif que la simple consultation du site Internet, comme le semble avoir fait l'honorable Député, à la lecture des renseignements demandés sous le dernier point de sa question parlementaire.

Les 30.000 visiteurs du Salon «Home and living» ont pu constater que, dans le cadre de sa participation à la Semaine nationale du logement 2016, le Fonds du logement a procédé non seulement à la vente des deux projets mentionnés ci-dessus, mais également à la vente d'autres projets, comme notamment le projet «Nonnewisen» à Esch-sur-Alzette.

Les projets de vente réalisés à Mondorf, Differdange et Oberkorn ont aussi été présentés dans le cadre de la Semaine nationale du logement, mais sans toutefois déjà procéder aux réservations de vente, dans la mesure où un projet n'est vendu que lorsque la construction des bâtiments est terminée, à part le cas de VEFA. Or, les projets en question ne seront livrés qu'entre le 2<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> trimestre 2017. Cependant, les conditions générales, les types de logements ainsi que les prix sont communiqués à la clientèle intéressée, qui peut s'inscrire sur une liste afin d'être tenue informée dès que la commercialisation aura lieu.

Toutes ces explications - souvent assez complexes - étaient à disposition de tout demandeur pendant les neuf jours d'ouverture du salon de la Semaine nationale du logement 2016, sur le stand du Fonds du logement.

Sur le stand du FDL, on a ainsi pu expliquer aux visiteurs que les tableaux présentés sur le site internet du Fonds du logement, qui renseignaient sur les prix de vente de deux projets de maisons unifamiliales à Roodt-sur-Syre respectivement à Luxembourg-Cents, diffèrent quant à leur présentation, car au niveau de la TVA, deux techniques différentes de vente sont appliquées pour les projets en question.

Les maisons réalisées à Roodt-sur-Syre sont vendues dans le cadre d'une vente classique de construction achevée. L'acquéreur est ainsi tenu de payer un prix d'achat TTC. Dans ce cas, il peut introduire une demande de remboursement de la TVA auprès de l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Par contre, pour les maisons construites à Luxembourg-Cents, il s'agit d'une vente en état futur d'achèvement (VEFA) et dans ce cas, l'acquéreur a la possibilité d'obtenir l'application directe du taux de TVA super-réduit de 3%.

La différence de prix entre les maisons desdits projets trouve son origine, d'une part, dans la conception différente des deux projets et, d'autre part, dans les aménagements extérieurs privatifs réalisés.

Au niveau de la conception des projets, les maisons à Cents se répartissent sur quatre niveaux, un niveau «rue» non consacré à l'habitation (garage, cave et local technique) et trois niveaux d'habitation (rez-de-chaussée, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> étage), tandis qu'à Roodt-sur-Syre, les maisons ne présentent que trois niveaux d'habitation, le débarras et le local technique étant intégrés dans le 2<sup>e</sup> étage. De plus, les maisons à Roodt-sur-Syre ne disposent pas de garage fermé,

mais simplement d'un emplacement de parking extérieur.

Du côté de l'aménagement des espaces extérieurs privatifs, les maisons à Cents bénéficient du côté jardin d'un balcon et d'une terrasse aménagée qui sont reliés par un escalier. A Roodt-sur-Syre, l'aménagement est beaucoup plus simple.

En ce qui concerne la comparaison des prix de vente entre l'appartement n°2.2 de la résidence à Roodt-sur-Syre et la maison unifamiliale n°2 du même site, nous constatons en effet un différentiel de prix de seulement 75.000 €. Ce faible écart provient du fait que le coût de construction des trois maisons du site est relativement inférieur au coût moyen actuel d'une maison unifamiliale. De plus, comme il s'agit de la maison du milieu, la construction bénéficie encore d'une économie de pigions.

Concernant les participations étatiques au niveau du foncier, le Fonds du logement n'a bénéficié d'aucune participation étatique pour le projet de Roodt-sur-Syre, étant donné qu'il n'est pas propriétaire du terrain, mais dispose seulement d'un droit d'emphytéose. Pour le projet de Luxembourg-Cents, le fonds a bénéficié lors de l'achat du terrain d'une participation étatique s'élevant à 107.486 €, ce qui représente 40% du prix d'acquisition.

Au niveau des participations étatiques pour études et infrastructures, les logements (appartements et maisons) destinés à la vente du projet à Roodt-sur-Syre bénéficient d'une participation étatique de 59.629 € par logement, tandis que ceux à construire à Luxembourg-Cents bénéficient d'une participation étatique de 41.866 € par logement.

En plus, après l'acquisition du logement, l'acquéreur pourra introduire une demande auprès de l'Administration de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures afin d'obtenir des aides énergétiques. Ces aides s'élèvent à 14.789,50 € pour les maisons à Luxembourg-Cents, à 22.400 € pour les maisons à Roodt-sur-Syre, et à 13.361,93 € respectivement 10.512,37 € pour les appartements accusant 104,39 m<sup>2</sup> respectivement 74,83 m<sup>2</sup> à Roodt-sur-Syre.

**Question 2483 (18.10.2016) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant les championnats du monde de cyclo-cross 2017:**

Le Grand-Duché s'est vu attribuer par l'Union cycliste internationale l'organisation des championnats du monde de cyclo-cross 2017. La compétition devrait se tenir les 28 et 29 janvier 2017 et aura lieu sur le site du Parc Belval à Belvaux. Selon nos informations, la grande salle des sports, ainsi que la salle polyvalente et la cantine du Lycée Bel-Val ne seront pas accessibles du 23 au 30 janvier ni pour les élèves, ni pour le personnel scolaire. Ces infrastructures seront utilisées pour l'encadrement professionnel et médiatique qui entoure cette manifestation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer ces informations?
- Dans l'affirmative, combien de cours d'éducation physique seront suspendus au Lycée Bel-Val?
- Combien de classes scolaires seront concernées par cette fermeture temporaire?
- Les classes scolaires concernées auront-elles la possibilité de fréquenter d'autres infrastructures sportives implantées à proximité du Lycée Bel-Val?
- Où peuvent s'entraîner alternativement les fédérations sportives pendant la semaine du 23 janvier?
- Dans la mesure où la cantine du lycée ne sera pas non plus accessible, est-ce qu'une autre cantine à proximité du Lycée Bel-Val sera mise à disposition des élèves?

**Réponse commune (17.11.2016) de M. Romain Schneider, Ministre des Sports, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:**

La question de Madame la Députée a trait à l'organisation des championnats du monde de cyclo-cross 2017 du 28 au 29 janvier 2017 au Luxembourg plus précisément sur le site du Parc Belval à Belvaux.

Tout d'abord, il y a lieu à soulever l'importance de l'attribution de l'organisation d'un championnat du monde pour notre pays qui, par une telle manifestation, se fera connaître au-delà des frontières de nos pays voisins. Il est

évident que l'organisation d'un évènement sportif d'une pareille envergure nécessite la solidarité de tous les acteurs impliqués afin de garantir que l'évènement en question soit couronné de succès et portera les fruits souhaités aussi bien pour le sport cycliste que pour le pays dans son entièreté.

Quant aux questions concrètes posées, le hall sportif du Lycée Bel-Val (LBV) sera effectivement occupé par les responsables de la manifestation du 23 janvier au 30 janvier 2017 inclus, qui y installeront le centre de presse.

Par contre la salle polyvalente (Festsall) ne sera utilisée que pendant le week-end de la manifestation et sera donc disponible du lundi 23 janvier au vendredi 27 janvier 2017 pendant les heures de cours. Dans ce contexte, il faut préciser que cette salle n'est utilisée que pour des manifestations extraordinaires devant un grand public, ne pouvant pas avoir lieu dans une salle de classe.

En ce qui concerne le restaurant scolaire, la cuisine ne sera pas utilisée par les organisateurs, et le restaurant proprement dit ne sera occupé qu'à partir du vendredi 27 janvier 2017 dans l'après-midi (donc après les services de restauration scolaire) et sera de nouveau disponible le lundi 30 janvier 2017 au matin.

En principe aucune classe du LBV ne sera concernée par cette «fermeture temporaire», qui d'ailleurs n'en est pas une, étant donné que - en accord avec la consigne donnée par les Ministres de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et des Sports dans le courrier adressé à la commune de Sanem en juin 2015 - la direction du lycée est autorisée à prêter main-forte aux organisateurs de l'évènement à condition qu'il n'y ait pas de cours qui tombent en souffrance.

Les enseignants de sport sont actuellement en train d'élaborer, en collaboration avec les responsables de la commune de Sanem, un programme alternatif pour pouvoir assurer l'éducation physique et sportive au programme pendant la semaine du 23 au 30 janvier 2017. Ce programme alternatif comprendra notamment:

- la délocalisation de certains cours d'éducation physique dans les deux petites salles de sport qui resteront disponibles pendant toute la semaine,
- l'offre de cours de natation dans la piscine de Mondercange pendant la plage horaire qui est réservée au LBV le vendredi n'est actuellement pas utilisée, étant donné que le lycée accueille moins de classes en 7<sup>e</sup> que prévu initialement,
- la délocalisation de cours d'éducation physique au hall des sports Scheierhaff à Belvaux, mis à disposition par la commune de Sanem,
- la délocalisation de cours d'éducation physique dans un centre de fitness à Belval aux frais de la commune de Sanem,
- la visite du circuit du cyclo-cross avec explications concernant le circuit et les détails de l'organisation d'un tel évènement en collaboration avec les responsables.

Il n'y a pas d'emplacement alternatif prévu pour l'entraînement des fédérations sportives. Cependant il faut dire que le seul club sportif qui vient actuellement s'entraîner le soir au Lycée Bel-Val est le HBC Esch (mardi 16.00-19.00 heures et jeudi 16.00-18.00 heures).

Les clubs de football de la commune de Sanem n'ont pas encore planifié leurs sessions d'entraînement. Les clubs sportifs ont été informés début octobre qu'aucun entraînement ne pourrait avoir lieu au Lycée Bel-Val du 23 au 30 janvier 2017.

Il est à noter que les infrastructures sportives dépendant du MENJE sont mises à disposition des clubs sportifs gratuitement et sans participation aux frais courants.

**Question 2484 (19.10.2016) de M. Marc Angel (LSAP) concernant les problèmes du secteur de l'hébergement:**

Le secteur touristique est en mutation constante depuis une quinzaine d'années. Preuve en est que le Gouvernement a pu mettre en œuvre les réformes structurelles au niveau des instances de promotion, en l'occurrence la création de LFT (Luxembourg for Tourism).



Cette mutation n'est pas restée sans conséquences pour le secteur de l'hébergement. Force est de constater que le nombre d'hôtels de petite et moyenne taille est en régression, et ce surtout dans les centres touristiques ruraux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

1. Comment le secteur de l'hébergement s'est-il développé ces dernières années?

2. Disposez-vous d'informations détaillées concernant les différences régionales?

3. Le Gouvernement dispose-t-il de moyens d'aide en faveur des professionnels de l'hébergement? Si oui, ces moyens sont-ils utilisés?

4. Monsieur le Ministre estime-t-il que les outils existants soient suffisants, ou des adaptations en la matière sont-ils envisageables ou en préparation?

**Réponse** (06.12.2016) de **M. Etienne Schneider**, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

Le tourisme est un secteur dynamique, qui connaît une évolution très positive au Luxembourg depuis 2010: Tandis qu'en 2010, 1,859 millions de nuitées ont été enregistrées au Grand-Duché, le secteur touristique luxembourgeois a réalisé en 2015 pas moins de 2,979 millions de nuitées. D'autres facteurs clés, comme le taux d'occupation, le prix moyen ou le revenu par chambre construite (RevPar) affichent également des tendances positives.

Cependant, en termes de capacité d'hébergement touristique, on constate que le nombre d'hôtels, auberges et pensions est effectivement à la baisse. De même, la capacité de chambres a également baissé, bien que la diminution soit beaucoup moins importante. Cette évolution diffère cependant au niveau des régions: À Luxembourg-ville, dans le centre, en général, et dans le sud du pays, la diminution, tant au niveau du nombre d'établissements que de chambres, reste plutôt marginale. Ce sont les régions rurales comme les Ardennes ou le Müllerthal qui ont connu une baisse plus conséquente.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Cette diminution s'explique par différentes raisons:

De façon générale, la demande touristique a beaucoup évolué ces dernières 20 années. Il est indéniable que certains établissements ont dû fermer parce qu'ils avaient raté le bon moment pour s'adapter à l'évolution des habitudes et des attentes du client, pour investir et mettre à jour leur offre afin de rester concurrentiels sur un marché très disputé.

D'autres établissements ont décidé d'arrêter car la succession n'était pas assurée ou parce qu'une utilisation alternative des infrastructures leur semblait plus opportune.

Par ailleurs, il y a une tendance générale vers des établissements d'hébergement plus grands, qui sont plus rentables par rapport à des très petites structures. Ce phénomène se confirme d'ailleurs au niveau international.

Il convient cependant de souligner que les établissements au niveau rural, qui proposent une offre qualitative et concurrentielle, disposent d'un positionnement clair et ciblé et font preuve d'une promotion et d'une commercialisation adaptées et professionnelles, trouvent leur clientèle.

De plus, plusieurs projets de développement hôteliers devraient apporter plus ou moins 1.000 chambres supplémentaires sur les cinq prochaines années non seulement à Luxembourg-ville, mais également dans les régions rurales, comme le démontre l'ouverture récente d'un nouvel hôtel dans les Ardennes.

Le Gouvernement soutient les entreprises du secteur à travers la promotion de la destination Luxembourg réalisée par Luxembourg for Tourism, où les associations professionnelles d'hébergement touristique sont représentées dans les organes décisionnels. Par ailleurs, les établissements ont un contact direct dans leur région avec les Offices régionaux du tourisme, qui peuvent leur apporter des conseils ou les aider à créer des produits touristiques ensemble avec d'autres partenaires.

De plus, le Ministère de l'Économie propose différents régimes d'aides pour soutenir les entreprises, les projets touristiques des com-

munes, syndicats et associations sans but lucratif, investisseurs privés ainsi que des propriétaires ou exploitants de différents établissements d'hébergement touristique (hôtels, camping, gîtes, auberge de jeunesse ou villages de vacances). Dans ce cadre, 13.021.312,17 euros de subsides ont été accordés au secteur de l'hébergement depuis l'année 2013.

Les outils existants sont donc déjà considérables. Néanmoins, l'opportunité et la faisabilité de diverses possibilités supplémentaires d'implication de l'État dans le développement de l'offre d'hébergement touristique sont actuellement analysées au sein du ministère et les différents acteurs concernés ont été appelés à communiquer leurs idées et propositions.

**Question 2485** (19.10.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le **récent jugement de la Cour de justice de l'Union européenne concernant les médicaments**:

Laut mehreren Presseberichten hat der Europäische Gerichtshof (EuGH) in einem am Mittwoch verkündeten Urteil die deutsche Preisbindung für verschreibungspflichtige Medikamente gekippt, da die Festlegung einheitlicher Abgabepreise den freien Warenverkehr in der EU beschränken würde.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Ist die Regierung in Kenntnis von besagtem Urteil des EuGH?

- Ist absehbar was dieses Urteil für die Medikamentenabgabe und die Beteiligung der Gesundheitskasse an den verschreibungspflichtigen Medikamenten bedeutet?

- Wie gedenkt die Regierung vorzugehen?

**Réponse commune** (17.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé et de **M. Romain Schneider**, Ministre de la Sécurité sociale:

Le Gouvernement a connaissance de l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne le 19 octobre 2016 dans l'affaire G 148/15 relative à la fixation en droit allemand de prix imposés uniformes pour les médicaments, susceptible d'entraver la vente par Internet de médicaments à partir d'un État membre. L'arrêt précise qu'imposer un prix uniforme de vente contrevient à l'article 34 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dans le sens que le prix de vente constitue le paramètre concurrentiel principal de ce type de vente et doit par conséquent pouvoir être diminué.

La situation au Luxembourg n'est pas en tout point comparable à celle de l'Allemagne. Les prix pratiqués en Allemagne pour les médicaments soumis à prescription par l'assurance maladie sont fixes et ne peuvent donc être ni augmentés ni diminués.

Au Luxembourg les prix au public fixés pour tous les médicaments, qu'ils soient soumis à prescription ou non, sont réglementés et approuvés par le Ministère de la Sécurité sociale. Les prix applicables au Luxembourg sont directement dérivés des prix pratiqués dans le pays de provenance du médicament. Le prix au public est un prix de vente maximum en pharmacie qui peut donc être diminué, pratique cependant peu courante.

Par ailleurs, lorsque l'assuré achète son médicament à l'étranger auprès d'une pharmacie dûment autorisée pour la vente par Internet, le remboursement se fait suivant les conditions applicables au Luxembourg, c'est-à-dire présentation d'une ordonnance médicale et d'une facture acquittée qui comportent tous les renseignements requis en application des textes légaux, réglementaires et statutaires.

Le projet de loi n°6943 modifiant la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments et la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments introduit un cadre légal pour la vente par Internet dans les pharmacies luxembourgeoises ouvertes au public.

**Question 2486** (21.10.2016) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **modification de la mention du sexe à l'état civil**:

En date du 12 octobre 2016, l'Assemblée nationale en France a adopté définitivement le projet de loi n°661 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle.

En matière de transsexualité en ce qui concerne le changement du sexe sur l'état civil, il abolit l'obligation de transformation physique et d'intervention chirurgicale, toujours en vigueur au Luxembourg.

Dès lors, toute personne qui démontre par une réunion suffisante de faits que la mention relative à son sexe dans les actes de l'état civil ne correspond pas à celui dans lequel elle se présente et dans lequel elle est connue peut en obtenir la modification (nouvel article 61-5 du Code civil français).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Suite à la modernisation de la justice française, quelles mesures Monsieur le Ministre de la Justice entend-il prendre afin d'abolir les interventions physiques et psychologiques forcées toujours en vigueur au Luxembourg?

**Réponse** (16.11.2016) de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

La question parlementaire des honorables Députées Mme Sylvie Andrich-Duval et Mme Françoise Hetto se lit en relation avec les questions parlementaires n°0423 du 24 juillet 2014 (cf. *compte rendu n°10/session extraordinaire 2013-2014*) de Mme Hetto au sujet des personnes transgenres et n°1143 du 19 mai 2015 (cf. *compte rendu n°13/session ordinaire 2014-2015*) de l'honorable Députée Mme Lorsché concernant les droits des personnes transgenres au Luxembourg. Entre-temps un certain nombre de développements sont intervenus, tant au niveau national, qu'au niveau international.

Avec la signature des déclarations IDAHO (International Day against Homophobia and Transphobia) de 2015 et 2016, le Gouvernement a réaffirmé sa volonté de répondre aux besoins des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexe (LGBTI) à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie.

En juillet 2015 un comité interministériel LGBTI a été créé. Il réunit tous les ministères concernés et les associations représentatives afin d'identifier les défis pour les personnes LGBTI et de trouver des pistes de solutions satisfaisantes à travers un dialogue continue avec les associations.

Il importe de citer également la jurisprudence toute récente en la matière, datant du 1<sup>er</sup> juin 2016. Elle s'inscrit entièrement dans la logique de la résolution 2048 (2015) du Conseil de l'Europe.

Le Ministère de la Justice est en train d'élaborer un avant-projet de loi visant la création d'un cadre légal concernant le changement de sexe. Il s'agit de proposer l'abolition de la stérilisation et de la soumission à d'autres traitements médicaux, mais également de prévoir une procédure rapide et facilement accessible dans l'intérêt des personnes concernées. Il est envisagé de converger au plus grand degré avec la résolution précitée du Conseil de l'Europe.

Le projet de loi n°661 de l'Assemblée nationale en France, cité par les honorables Députées dans la question parlementaire, constitue sans doute une source d'inspiration. Il s'agit d'une piste intéressante parmi d'autres. À titre d'exemple, on peut citer les législations progressistes de Malte et de la Norvège, mais également les discussions menées au sein de la Commission internationale de l'état civil (C.I.E.C.) de septembre 2016.

Je suis confiant que, le moment venu, une vaste majorité devrait se trouver au sein de la Chambre des Députés pour la création d'un cadre légal en la matière, et ce au vu de la proposition de loi n°6955 relative à la transsexualité et modifiant le Code civil, déposée par les honorables Députées Mme Sylvie Andrich-Duval et Mme Françoise Hetto.

**Question 2487** (21.10.2016) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **marché de la colocation respectivement de la sous-location**:

Dans un article publié dans l'hebdomadaire «D'Lëtzebuurger Land» du 14 octobre 2016, il est question du marché des colocations qui n'a pas de cadre légal spécifique et de pratiques douteuses de certaines personnes et agences immobilières qui essaient de réaliser des bénéfices importants dans la mesure où elles louent à des prix exagérés des locaux d'habitation.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de la problématique telle que décrite dans l'article du «Lëtzebuurger Land»?

- Dans l'affirmative, comment le Gouvernement entend-il contrecarrer cette situation?

- Le Gouvernement entend-il légiférer en la matière?

**Réponse** (21.11.2016) de **M. Marc Hansen**, Ministre du Logement:

Concernant le rendement d'un logement en (co/sous-)location, à l'heure actuelle, conformément à l'article 3, paragraphe (1), de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, la règle générale est que la location en soi - donc sans meubles et sans services - ne peut dépasser par an la limite légale de 5% du capital investi dans le logement en question. En cas de colocation meublée comme soulevée dans le prédit article de presse, le loyer peut même aller jusqu'à 10%, en tenant compte de la valeur du mobilier dans la fixation du loyer.

En cas de présence de la prestation de services («de conciergerie») comme, p. ex., le nettoyage du logement et du linge, la mise à disposition de l'Internet/Wifi, donc en présence de prestations de services allant au-delà des charges classiques. Il s'agit en quelque sorte d'un contrat mixte incluant location et services.

Concernant les dispositions légales applicables aux co/sous-locations, même s'il n'existe pas de législation spécifique sur la colocation, il convient de dire que la prédict loi spéciale de 2006 sur le bail à loyer, les dispositions générales du Code civil et le règlement grand-ducal modifié du 25 février 1979 fixant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location s'appliquent à toutes formes de location ou mise à disposition de logements à des fins d'habitation, donc aussi aux sous-locations et colocations à des personnes privées, et ceci peu importe la terminologie employée par l'agence immobilière ou le bailleur dans le contrat de bail. Une refonte de ladite réglementation de 1979 est actuellement en cours.

**Question 2488** (21.10.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **jugement du «Bundesgerichtshof» concernant les places de crèche**:

Der deutsche Bundesgerichtshof hat gestern mögliche Amtshaftungsansprüche von Eltern wegen nicht rechtzeitig zur Verfügung gestellter Kinderbetreuungsplätze bejaht. Einzig bleibt das Verschulden der beklagten Kommune zu prüfen.

In einer Pressemitteilung des Bundesgerichtshofs heißt es weiter:

„(Der Bundesgerichtshof) hat im Einklang mit beiden Vorinstanzen das Vorliegen einer Amtspflichtverletzung der beklagten Stadt bejaht. Eine Amtspflichtverletzung liegt bereits dann vor, wenn der zuständige Träger der öffentlichen Jugendhilfe einem (...) anspruchsberechtigten Kind trotz rechtzeitiger Anmeldung des Bedarfs keinen Betreuungsplatz zur Verfügung stellt. Die betreffende Amtspflicht ist nicht durch die vorhandene Kapazität begrenzt. Vielmehr ist der verantwortliche öffentliche Träger der Jugendhilfe gehalten, eine ausreichende Zahl von Betreuungsplätzen selbst zu schaffen oder durch geeignete Dritte - freie Träger der Jugendhilfe oder Tagespflegepersonen - bereitzustellen. Insoweit trifft ihn eine unbedingte Gewährleistungspflicht.

Entgegen der Auffassung des Oberlandesgerichts bezweckt diese Amtspflicht auch den Schutz der Interessen der personensorgeberechtigten Eltern. In den Schutzbereich der Amtspflicht fallen dabei auch Verdienstausschlägen, die Eltern dadurch erleiden, dass ihre Kinder (...) keinen Betreuungsplatz erhalten. Zwar steht der Anspruch auf einen Betreuungsplatz allein dem Kind selbst zu und nicht auch seinen Eltern. Die Einbeziehung der Eltern und ihres Erwerbsinteresses in den Schutzbereich der Amtspflicht ergibt sich aber aus der Regelungsabsicht des Gesetzgebers sowie dem Sinn und Zweck und der systematischen Stellung von § 24 Abs. 2 SGB VIII. Mit dem Kinderförderungsgesetz, insbesondere der Einführung des Anspruchs nach § 24 Abs. 2 SGB VIII, beabsichtigte der Gesetzgeber neben der Förderung des Kindeswohls auch die Entlastung der Eltern zu Gunsten der Aufnahme oder Weiterführung einer Erwerbstätigkeit. Es ging ihm - auch - um die Verbesserung der Vereinbarkeit von Familie und Erwerbsleben und, damit verbunden, um die Schaffung von Anreizen für die Erfüllung von Kinderwünschen. Diese Regelungsabsicht hat auch im Gesetzestext ihren Niederschlag gefunden. Sie findet sich insbesondere in den Förderungsgrundsätzen des § 22 Abs. 2 SGB VIII bestätigt. Der Gesetzgeber hat hiermit zugleich der Erkenntnis Rechnung getragen, dass



Kindes- und Elternwohl sich gegenseitig bedingen und ergänzen und zum gemeinsamen Wohl der Familie verbinden.“

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Bildungsminister stellen:

1. Sieht der Minister Parallelen zwischen der deutschen und der luxemburgischen Gesetzgebung?
2. Wenn ja, könnten die Gemeinden und/oder der Staat bei einer unzureichenden Zahl an Betreuungspätzen zur Rechenschaft gezogen und ggf. auf Schadenersatz verklagt werden?
3. Können Eltern in Zukunft im Bereich der frühkindlichen Förderung Ansprüche gegenüber Gemeinden oder dem Staat geltend machen?

**Réponse** (07.12.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1. Dans ce contexte, il convient de noter que contrairement à la loi allemande de l'article 24 du SGB VIII Kinder- und Jugendhilfe, qui consacre un véritable droit à l'encadrement d'un enfant en bas âge, l'article 2 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse consacre le principe de la subsidiarité de l'action de l'État et des communes par rapport à celle des parents ou du représentant légal de pourvoir aux soins, à l'entretien et à l'éducation des enfants dont ils ont la charge.

Dans le cadre de l'aide financière versée par l'État aux prestataires du chèque-service accueil, l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 22 de la loi précitée dispose que: «Le bénéficiaire du chèque-service accueil se fait en fonction des offres disponibles et des besoins de l'enfant.»

Il s'ensuit de ce qui précède que la loi luxembourgeoise ne consacre pas un véritable droit à un encadrement de l'enfant en bas âge qui serait opposable aux autorités responsables de l'organisation de cette prise en charge. L'accès à ces structures se fait en fonction de l'offre disponible et des besoins de l'enfant.

De ce fait il n'existe pas de similitudes entre la législation allemande et luxembourgeoise.

ad 2. Il s'ensuit de ce qui précède que l'État et les communes ne peuvent pas faire l'objet d'une action judiciaire de ce type pour manque de places disponibles.

ad 3. Comme notre législation ne consacre pas un véritable droit à l'encadrement d'un enfant en bas âge au profit des parents de l'enfant, droit, dont la réalisation serait à charge de l'État, les parents ne sauraient a priori obtenir gain de cause par une action en justice pour faire valoir des droits à l'encontre de l'État concernant un manque de places dans l'encadrement de la petite enfance.

**Question 2490** (24.10.2016) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant les **ressources humaines de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration**:

Dans une interview avec WOXX, le directeur de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) souligne le manque de personnel au sein de l'OLAI.

Pour pouvoir garantir un système d'accueil et de prise en charge de qualité aux populations cibles, chaque agent chargé de l'encadrement devrait encadrer un maximum de 30 demandeurs d'asile. Or, il semblerait qu'en réalité le ratio d'encadrement au sein de l'OLAI correspond actuellement à environ 160 demandeurs d'asile par agent.

Dans la mesure où l'OLAI a déjà augmenté de plus de 50% son personnel, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- 1) Madame la Ministre, peut-elle me confirmer ces informations?
- 2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre envisage-t-elle de renforcer davantage les capacités des ressources humaines de l'OLAI afin d'optimiser la prise en charge des demandeurs d'asile?
- 3) La Ministre peut-elle me fournir des informations sur l'exécution des recommandations issues du rapport d'expertise commandité par le Ministère de l'Intégration sur le fonctionnement de l'OLAI?

**Réponse** (31.10.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1) Je confirme les informations telles qu'elles ont été fournies par le directeur de l'OLAI dans une interview avec WOXX.

2) Depuis le début de la récente crise migratoire et l'afflux massif de demandeurs de pro-

tection internationale au Luxembourg, le personnel de l'OLAI a été augmenté de 28 unités. Au vu de l'afflux continu de demandeurs de protection internationale et dans le but d'optimiser la prise en charge de ces demandeurs, un nouveau renforcement des effectifs est nécessaire et la demande afférente est en cours.

3) Les recommandations faites dans le contexte du rapport d'audit de 2014 ont eu trait essentiellement à la gouvernance et à l'organisation interne de l'OLAI.

Ainsi, une nouvelle structuration et un programme ont été mis en place; dans ce contexte, les rôles et les responsabilités des services et du personnel ont fait l'objet d'une analyse et d'une documentation. La mise en œuvre des réformes dans la fonction publique, qui implique la définition d'un programme de travail ainsi que la mise en place d'un système d'appréciation des performances professionnelles des collaborateurs, est en cours à l'OLAI.

Une stratégie de communication interne et externe a été élaborée et est mise en œuvre par un service spécifique créé au sein de l'OLAI.

Le processus de documentation de l'ensemble des procédures internes fait partie des tâches récurrentes de l'OLAI.

**Question 2491** (24.10.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**évolution du chômage dit «intellectuel»**:

Le président de l'initiative «Forum pour l'emploi» vient d'annoncer dans un bulletin d'information paru ces derniers jours qu'en 2015 quelque 38% des personnes qui auraient été prises en charge par cette association sans but lucratif seraient titulaires d'un diplôme d'études supérieures ou universitaires.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1) Monsieur le Ministre peut-il indiquer l'évolution du chômage dit «intellectuel» depuis 2006? Quelles sont les formations les plus touchées?

2) Combien de ces demandeurs d'emploi ont été accueillis et accompagnés dans les initiatives pour l'emploi? Quels sont les profils de formation de ces personnes?

3) Selon quelle approche l'ADEM a-t-elle pris en charge jusqu'à présent les demandeurs d'emploi en question afin de les aider à préparer au mieux leurs interviews d'embauche dans les entreprises, voire à réorienter, du moins en partie, leur profil professionnel? Est-il possible d'indiquer le taux de réussite de ces prises en charge?

**Réponse** (28.11.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

ad 1) En réponse à cette question, il y a lieu de se référer aux tableaux ci-dessous.

Demandeurs d'emploi résidents disponibles par niveau de formation

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2016 les demandeurs d'emploi (DE) de niveau de formation supérieur représentent 19% de l'ensemble des DE disponibles contre 12,8% en 2006.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Entre 2006 et 2016, le nombre total de DE résidents disponibles (tous niveaux de formation confondus) a été multiplié par 1,96. Sur la même période le nombre de DE de niveau supérieur de formation a presque triplé (2,92). Le nombre de DE de niveau inférieur a été multiplié par 1,65.

Demandeurs d'emploi résidents disponibles de niveau de formation supérieur selon le cycle des études

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2016, les DE de niveau de formation supérieur (> bac +4) représentent 28,7% de l'ensemble des DE disponibles de niveau supérieur contre 19,1% en 2008. Inversement, les DE de cycle court représentent en 2016 25% des DE de niveau supérieur contre 39,9% en 2008.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parle-

mentaires - rechercher n° de la question.)

Entre 2008 et 2016, les DE de niveau supérieur à bac +4 ont été multipliés par 4,39. Sur la même période, les DE (cycle court) ont été multipliés par 1,84 et ceux de niveau bac +3 ou bac +4 ont été multipliés par 3,27.

Demandeurs d'emploi résidents disponibles de niveau de formation supérieur selon le domaine du diplôme

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Parmi les DE de niveau de formation supérieur, plus d'une personne sur quatre a une formation dans le domaine des sciences économiques. Les personnes issues des filières du droit et des sciences économiques ont connu une évolution moins favorable que la moyenne. Leur nombre a été multiplié par 3,11 et 3,74 entre 2006 et 2016.

Demandeurs d'emploi résidents disponibles de niveau de formation supérieur selon l'âge

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2016, les DE de moins de trente ans représentent 19,7% de l'ensemble des DE de niveau supérieur contre 26,9% en 2006. Par contre les DE de 40 ans et plus représentaient 38,9% des DE de niveau supérieur en 2006 contre 45,9% en 2016.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Entre 2006 et 2016 ce sont les DE de plus de 40 ans qui ont enregistré la progression relative la plus importante (x 3,45). Sur la même période le nombre de DE de moins de 30 ans a été multiplié par 2,14.

Demandeurs d'emploi résidents disponibles de niveau de formation supérieur selon l'ancienneté d'inscription.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Entre 2006 et 2016 la part des DE résidents disponibles de niveau de formation supérieur inscrits depuis douze mois est passée de 25,6% à 29,2%. Sur la même période la part de DE de moins de six mois de durée d'inscription s'est réduite pour atteindre 49% en 2016 contre 54,4% en 2008.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Entre 2006 et 2016, et ce quelle que soit la durée d'inscription, tous les DE ont progressé mais ce sont les DE inscrits depuis plus de deux ans qui ont proportionnellement progressé le plus. Remarquons aussi depuis 2014 le tassement des DE de un à deux ans de durée d'inscription.

ad 2) Le tableau ci-dessous ventile les personnes qui sont passées par une initiative sociale selon leur niveau de formation. Entre juin 2006 et septembre 2016, quelque 8.342 personnes inscrites à l'ADEM ont bénéficié d'un passage par une initiative sociale. 3,7% de ces personnes (307) affichent une formation de niveau supérieur. Il convient de signaler qu'au cours des années 2012 et 2013 environ 5% des personnes qui sont passées par une initiative sociale étaient de niveau de formation «supérieur». Cette part n'est plus que de 3% en 2015 et 2016.

Inférieur	Scolarité obligatoire	57%
Moyen inférieur	10 <sup>e</sup> à 11 <sup>e</sup> de l'Enseignement secondaire technique ou 4 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> de l'Enseignement secondaire	18%
Moyen supérieur	12 <sup>e</sup> à 14 <sup>e</sup> de l'Enseignement secondaire technique ou 2 <sup>e</sup> et 1 <sup>e</sup> de l'Enseignement secondaire	21%
Supérieur	Enseignement postsecondaire	4%

Le tableau ci-dessous ventile les 307 personnes de niveau de formation supérieur selon les domaines de formation les plus concernés.

Sciences économiques	19%
Sciences appliquées	18%
Sciences sociales et éducatives	14%
Lettres	11%

À noter qu'actuellement tous les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM pouvant se prévaloir d'un niveau d'études autre que le niveau inférieur et susceptibles, au vu de leur profil, d'être assignés auprès d'une initiative sociale, doivent au préalable se soumettre à une évaluation de deux mois réalisée par un COSP.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser qu'en 2015, 1.123 demandeurs d'emploi ont débuté une mesure spéciale auprès d'une initiative sociale dont 2% peuvent se prévaloir d'un niveau de formation supérieur. Parmi ces 1.123 demandeurs d'emploi, 287 ont été assignés auprès du Forum pour l'emploi; sur ces 287 demandeurs, 3% avaient un niveau de formation supérieur.

ad 3) L'ADEM a mis en place un accompagnement spécifique pour les demandeurs d'emploi de niveau de formation supérieure. Ainsi, depuis janvier 2014 un conseiller de l'ADEM, dédié aux demandeurs d'emploi titulaires d'un diplôme universitaire, organise des ateliers spécifiques à leur intention ainsi qu'un suivi individualisé à travers des entretiens personnels. Ce conseiller fait partie du Service employeurs, ce qui permet de mettre les demandeurs d'emploi directement en relation avec des employeurs potentiels qui recherchent ce genre de profils.

Les ateliers visent à sensibiliser les universitaires sur l'importance de bien se vendre en entretien d'embauche, de leur faire prendre conscience de leurs lacunes et de les corriger ainsi que de leur donner tous les outils et conseils, en fonction de leurs personnalité et compétences, afin de leur donner les meilleures chances de réussite lors des entretiens d'embauche.

157 jeunes demandeurs d'emploi ont assisté, dans le cadre de la garantie pour la jeunesse, depuis juin 2014 à ces ateliers. Le taux de placement est de 44%.

Par ailleurs, 307 universitaires ont été reçus, en dehors des ateliers organisés dans le cadre de la garantie pour la jeunesse décrits précédemment, en entretien individuel par le conseiller dédié aux demandeurs d'emploi titulaires d'un diplôme universitaire.

L'ADEM offre également des programmes de formation principalement destinés aux demandeurs d'emploi les plus qualifiés devant leur permettre, entre autres, de se réorienter et réintégrer le marché de l'emploi. Ce sont notamment les programmes «Fit4 Entrepreneurship», «Fit4 Relancer ma carrière» et «Fit4 Financial Market».

110 demandeurs d'emploi ont débuté en 2016 le programme «Fit4 Relancer ma carrière» dont 45% ont un niveau de formation supérieur. Le taux de placement de ces derniers est de 20,41%.

141 demandeurs d'emploi ont commencé en 2016 la formation «Fit4 Financial Market», dont 84% ont un niveau de formation supérieur. Le taux de placement de ces derniers est de 25,21%.

Quant au programme «Fit4 Entrepreneurship», 60% des participants sont des universitaires et 34% de ceux-ci ont créé une entreprise suite à ce projet et 27% ont pu accéder à un emploi.

En outre, les jeunes universitaires ont depuis février 2015 la possibilité de voir leur profil publié dans la rubrique «J'ai du talent» de Paperjam sur le web. Le service communication de l'ADEM fait publier un profil toutes les deux semaines. Ainsi, 32 profils ont jusqu'à présent été publiés.

**Question 2492** (24.10.2016) de **M. Georges Engel** (LSAP) concernant la **gestion des édifices religieux et d'autres biens relevant du culte catholique**:

Le Gouvernement prévoit de confier à l'avenir la gestion des édifices religieux et d'autres biens relevant du culte catholique à un fonds à créer, à savoir le «Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique». Aussi, il est ques-



tion d'exclure tout cofinancement des activités de ce fonds par les communes, le fonds ne pouvant recevoir aucune contribution de la part d'une commune en dehors des interventions financières destinées à rémunérer les fournitures et services que le fonds pourrait, le cas échéant, effectuer pour le compte d'une commune.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- L'interdiction prévue du cofinancement par les communes vaut-elle également pour un éventuel subside accordé par une commune sur base d'un règlement communal existant notamment pour d'éventuels travaux de rénovation de façades ou autres?

**Réponse** (22.11.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Qu'il me soit d'emblée permis de rappeler que l'article 1<sup>er</sup> de la convention concernant la nouvelle organisation des fabriques d'églises conclue entre l'Archevêché de Luxembourg et l'État le 26 janvier 2015 prévoit à son alinéa 5 que le futur «Fonds [de gestion du patrimoine du culte catholique] sera seul responsable de la gestion des édifices religieux qui lui seront confiés (...). Un co-financement de ses activités par le secteur communal sera exclu».

Le projet de loi sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, qui se trouve déposé sous le n°7037 depuis le 29 août 2016, reprend cette stipulation à son article 7.

En vertu de l'article 7 de la loi en projet, le fonds ne peut recevoir aucune contribution spéciale de la part d'une commune, en dehors de la rémunération de fournitures ou de services consentis par le fonds au bénéfice d'une commune. On peut notamment penser à une mise à disposition d'édifices religieux aux communes à des fins culturelles, telles que des concerts, des expositions, des conférences ou similaires.

L'article 7 renvoie en outre à un certain nombre d'autres aménagements de l'interdiction de cofinancement. Ainsi, l'article 11 (3) permet la restitution au fonds des frais qu'il a exposés pour assurer l'entretien constructif d'une église dont il s'avère, dans un délai de dix ans après l'entrée en vigueur de la loi, qu'elle appartient à la commune en vertu d'un titre de propriété produit tardivement. L'article 13, alinéa 1<sup>er</sup> fixe à l'euro symbolique le prix à payer par la commune qui exerce son droit de préemption en cas de désaffectation d'un édifice religieux. L'article 15, alinéa 1<sup>er</sup> autorise les communes à céder à titre onéreux ou non des églises qui leur appartiennent. Enfin, l'article 17 (2) confère aux villes de Luxembourg et d'Echternach la faculté de participer financièrement à l'entretien de respectivement la Cathédrale de Luxembourg et la Basilique d'Echternach.

Il ne me semble pas non plus inutile de rappeler encore une fois que, selon la convention précitée et la loi en projet, les édifices religieux servant à l'exercice du culte catholique seront attribués soit au fonds soit aux communes territorialement concernées en vertu des règles établies à cet effet par l'article 11 du projet de loi. Les nouveaux droits de propriété seront inscrits dans une annexe à la loi en projet, inscription qui emportera attribution de propriété.

Les règles légales prévues en la matière sont les suivantes:

a) La propriété d'une église résulte d'un titre de propriété.

b) La fabrique d'église et la commune se mettent d'accord pour attribuer la propriété de l'église soit à la commune soit au futur fonds, lorsqu'un tel titre de propriété fait défaut ou que les deux parties conviennent d'en transférer à l'autre partie la propriété qui se dégage de l'acte notarié.

c) Si avant le vote de la loi en projet, un titre de propriété n'est pas produit ou à défaut de l'accord visé sous b), la loi en projet tranchera la question de la propriété. Dans ces conditions, les édifices qui continuent de servir au culte catholique se trouveront de plein droit attribués au fonds, les autres deviendront la propriété de la commune.

Dans les prochains jours, je soumettrai aux communes un premier relevé indicatif des édifices religieux et de leur statut de propriété, tel que celui-ci résulte provisoirement des titres de propriété sinon des conventions conclues entre les communes et les fabriques d'église qui me sont entre-temps parvenues suite à mes circu-

lares n°3255 du 24 avril 2015 et n°3406 du 9 septembre dernier. Dans le souci de laisser autant que possible aux communes et fabriques d'église la décision sur la propriété des édifices religieux qui les concernent, j'inviterai les communes à continuer à négocier des accords, et à me les faire parvenir dans les meilleurs délais. Il est évident que cette démarche participative trouvera une limite en fonction de l'évolution des travaux parlementaires et des décisions de la Chambre des Députés. L'archevêché se propose de suivre la même démarche à l'égard des fabriques d'église.

Il ne me paraît pas non plus sans intérêt de souligner une nouvelle fois que le propriétaire d'une église en assumera l'entretien constructif et les rénovations, tandis que les menues réparations et l'entretien courant seront à la charge du fonds pour ce qui est des églises maintenues au service du culte. Les seules exceptions prévues concernent la Cathédrale de Luxembourg et la Basilique d'Echternach pour lesquelles, en raison de l'intérêt national que ces édifices représentent, l'État, les villes concernées et le fonds pourront se partager les frais en question.

En ce qui concerne plus particulièrement la question soulevée par l'honorable Député, il échet de préciser que la loi en projet ne modifie en rien la législation en vigueur au sujet des églises classées monument national. A condition de disposer d'un règlement communal afférent dûment adopté par le conseil communal, il est par ailleurs loisible aux communes de soutenir, parallèlement aux subventions financières accordées par l'État, les propriétaires des immeubles classés monuments nationaux dans leurs efforts de préservation.

Au regard des principes du droit commun et d'égalité devant la loi, il n'est pas indiqué de faire une différence en la matière selon la destination de l'immeuble, à condition toutefois que le règlement communal n'en dispose pas autrement et qu'il ne soit pas contraire aux prescriptions légales et réglementaires. En outre, il y a lieu de s'assurer que le règlement communal en question ne vaut pas seulement pour un propriétaire, personne physique, mais également pour un propriétaire, personne morale.

Il est à déduire de ce qui précède que des subsides alloués à des tiers ne sauront inversement être refusés à d'autres bénéficiaires se trouvant dans une situation analogue. Dans le respect des conditions précitées, le régime du droit commun est également applicable à d'autres subventions éventuellement accordées par des communes.

**Question 2493** (24.10.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la réaffectation du bâtiment de l'ancien Athénée à Luxembourg-ville:

Dans le cadre de la réaffectation du bâtiment de l'ancien Athénée à Luxembourg-ville, Monsieur le Ministre a annoncé vouloir y aménager, à côté de logements et de commerces, une galerie nationale dédiée aux œuvres d'artistes luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Monsieur le Ministre peut-il me dire comment ce projet s'inscrit dans la politique culturelle du Gouvernement actuel, sachant que l'orientation générale du programme gouvernemental est de dynamiser et d'investir dans la création, plutôt que dans la pierre?

2. Monsieur le Ministre peut-il chiffrer le montant des investissements nécessaires à la réalisation de ce projet?

3. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner selon quels critères, par ordre d'importance, les œuvres d'art de cette galerie nationale seront sélectionnées? En particulier, comment se délimitera-t-elle, en matière d'exposition et d'acquisition d'une collection permanente représentative, d'instituts et de musées déjà existants, voués à l'art en général et à celui du Luxembourg en particulier (Mudam, Casino, Musée national d'histoire et d'art)?

4. Monsieur le Ministre a-t-il consulté les autorités communales de la Ville de Luxembourg avec l'objectif de mettre sur pied un concept urbanistique cohérent pour cette partie historique de la capitale de plus en plus envahie de bureaux et d'institutions et vidée d'habitants, en particulier de familles avec des enfants de toutes couches sociales confondues?

**Réponse** (29.11.2016) de **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture*:

ad 1. Le projet d'une galerie nationale fait partie de la politique poursuivie par le Gouver-

nement dans le cadre de laquelle l'artiste et la création artistique figurent au centre. Ainsi la «Galerie nationale» sera dédiée à l'art produit au Grand-Duché ou par des artistes luxembourgeois vivant à l'étranger. D'un côté, il s'agit de valoriser l'art luxembourgeois à travers des expositions en proposant une lecture historique et en l'intégrant dans un contexte européen. D'un autre côté, il y est également prévu d'étudier et de documenter l'art luxembourgeois en vue d'acquérir une meilleure connaissance de l'histoire artistique du pays alors qu'à l'instar d'autres domaines culturels il n'existe à l'heure actuelle pas de centre de documentation et de recherche pour l'art.

ad 2. À la demande du Gouvernement, l'étude de faisabilité, avec l'objectif d'intégrer à la fois des logements et la «Galerie nationale» au sein de l'immeuble actuellement occupé par la Bibliothèque nationale, est en cours d'adaptation. Le montant exact des investissements sera déterminé lors de l'élaboration de l'avant-projet sommaire.

ad 3. Afin d'être complémentaire aux structures existantes et de valoriser un patrimoine jusqu'ici méconnu, il est proposé d'exposer et de documenter essentiellement l'évolution artistique au Luxembourg au cours du 20<sup>e</sup> siècle. En effet, il apparaît que surtout l'art de l'après-guerre souffre actuellement d'un manque de visibilité tandis que la période de 1839 à 1940 est assez bien représentée, notamment au Musée national d'histoire et d'art. Dans ce cadre, la «Galerie nationale» travaillera en étroite collaboration avec les musées existants.

ad 4. La Ville de Luxembourg a été consultée dans le cadre de l'élaboration du projet de la «Galerie nationale» et sera également étroitement associée pour la suite du projet. Par ailleurs il convient de noter que le projet prévoit non seulement l'installation d'une galerie nationale mais également de 35 logements pour jeunes. Ce projet permettra la réaffectation d'un immeuble historique en plein milieu de la ville de Luxembourg en combinant culture et logement.

**Question 2494** (24.10.2016) de **MM. Claude Lambert** et **Max Hahn** (DP) concernant l'identification et l'enregistrement des animaux:

Au Luxembourg tout chien doit faire l'objet d'une identification électronique dans les quatre mois qui suivent sa naissance. L'implantation d'une micropuce porteuse d'un numéro d'identification unique est effectuée par un vétérinaire agréé. Les données relatives aux chiens identifiés électroniquement doivent être enregistrées dans une banque de données informatisée. Or, il se peut que des vétérinaires délèguent aux propriétaires des chiens la tâche d'enregistrer a posteriori leur chien. Ainsi certains chiens, même s'ils ont été identifiés avec une puce, ne seront jamais enregistrés dans la base de données.

Actuellement, les chats sont dispensés de cette identification électronique. Or, parallèlement au dépôt de la nouvelle loi sur la protection des animaux un projet de règlement grand-ducal a été déposé dans le but d'équiper également les chats d'une telle micropuce.

Voilà pourquoi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Est-ce que l'enregistrement dans la base de données est à effectuer par le vétérinaire ou le propriétaire du chien?

2. Est-ce que des sanctions sont prévues pour les propriétaires dont le chien n'est pas enregistré?

3. Pour pouvoir garantir que tous les chiens et chats soient identifiés et enregistrés dans la base de données, ne serait-il pas opportun d'obliger les vétérinaires à procéder à l'enregistrement des animaux en même temps que l'identification?

**Réponse** (11.11.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1. Le règlement grand-ducal du 9 mai 2008 concernant l'identification et la déclaration des chiens prévoit dans son article 1<sup>er</sup> que l'identification doit être effectuée par un vétérinaire agréé. L'enregistrement du chien ainsi identifié se réalise par l'intermédiaire d'un document d'identification à compléter par le vétérinaire. En vue de l'enregistrement du chien dans la banque de données ID-Chips, le document d'identification est à envoyer à l'adresse de la banque de données qui se situe à Bruxelles, ce qui est réalisé en cas général par le vétérinaire.

Le Luxembourg ne dispose pas d'une banque de données nationale pour des raisons de frais liés à la gestion d'une telle structure pour un nombre relativement limité d'animaux. Ainsi l'acte d'identification d'un chien par un vétérinaire va de pair avec l'enregistrement du chien dans la base de données. Néanmoins tout propriétaire d'un chien peut procéder lui-même à l'enregistrement de son chien dans une banque de données informatisée de son choix sans l'intervention d'un vétérinaire.

ad 2. L'article 1<sup>er</sup> de la loi relative aux chiens prévoit que les données relatives aux chiens identifiés électroniquement sont enregistrées dans une banque de données informatisée. L'article 21 de la même loi prévoit que les infractions aux dispositions des articles 1 à 5, qui incluent l'enregistrement des chiens, sont punies d'une amende de 25 à 250 euros. En outre, il faut remarquer que l'identification d'un chien sans enregistrement n'aurait pas de sens puisqu'en cas de perte de l'animal, le propriétaire ne pourra être identifié.

ad 3. Le projet de règlement grand-ducal déterminant les conditions de détention des animaux, qui constitue une mise en application de la future loi relative au bien-être animal, prévoit une obligation d'identification des chats ayant accès à l'extérieur et une obligation d'enregistrer les données dans une banque de données informatisée. Ainsi, les deux systèmes d'identification des chiens et chats sont identiques en ce sens que l'enregistrement des données dans une banque de données informatisée est à effectuer par le vétérinaire ou par le propriétaire du chien lui-même.

**Question 2495** (25.10.2016) de **Mme Octavie Modert** et **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le centre de stockage de données prévu à l'aéroport:

À l'occasion de la présentation du master plan «Airport City» par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le directeur de lux-Airport avait fait savoir via une interview donnée le 28 juin 2016 à la radio 100,7 que, parmi les grandes infrastructures qui seront implantées au Findel, un datacenter sera prévu au souterrain de l'aérogare.

D'après un article paru aujourd'hui sur paperjam.lu, le directeur de lux-Airport a affirmé qu'il existe «déjà des pistes très concrètes pour le datacenter», sans révéler de plus amples détails en raison des pourparlers actuels. Il y est par ailleurs question d'une surface d'hébergement de serveurs comprise entre 12.000 et 15.000 mètres carrés. Le même article fait le point sur l'état actuel de l'intérêt de s'installer dans ledit centre.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les allégations faites par les organes de presse mentionnés ci-dessus?

- En cas de réponse affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'état de planification relative au datacenter au Findel?

- Pour quelles raisons ce lieu a-t-il précisément été retenu?

- Monsieur le Ministre peut-il nous révéler davantage de détails notamment sur le type et la sécurité des données stockées, ainsi que sur le prix et la date approximative d'inauguration dudit centre?

**Réponse** (05.12.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur le centre de stockage de données prévu à l'aéroport.

Le master plan présenté au public le 28 juin 2016 pour le développement et la mise en valeur du site aéroportuaire avec création d'un ensemble immobilier dénommé «Airport City» comprend effectivement la mise à disposition d'un datacenter.

Le projet se trouve encore à un stade précoce de son développement. Les premières études ont été consacrées à sa faisabilité et l'élaboration d'un concept technique est en cours.

Il s'est avéré que le volume et la configuration des lieux qui devaient initialement servir de gare souterraine sont parfaitement adaptés aux prérequis d'un datacenter à structure modulaire extensible. Partant, la revalorisation du site non exploité grâce à ce type d'activité est à la fois efficiente et respectueuse d'une optimisation de l'espace disponible. Parmi les diffé-



rentes options étudiées pour l'exploitation du site en question, celle-ci semble objectivement la plus prometteuse.

Comme précisé avant, le projet est encore à un stade précoce. Une fois le concept technique finalisé, il s'agira de se pencher sur l'aspect opérationnel avant de pouvoir s'adresser au marché. À l'heure actuelle, il est encore trop tôt pour se prononcer sur les coûts et la date d'ouverture du datacenter.

**Question 2496** (25.10.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **promotion de la presse écrite**:

Iwwert d'Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Promotioun vun der geschriwwener Press ginn zéng Presseorganer zu Lëtzebuerg finanziell vum Stat ënnerstëtzt. Am Budget vun 2017 (provisoresch Konten 2015, gestëmmt Budget 2016 a Projet vum Budget 2017) sinn do, ënnert dem Artikel 08.40, Zomme vu ronn 7,4 Milliounen Euro pro Joer ageschriwwen.

Leider ass weder am Budget nach an den Aktivitéitsrapporte vum Ministère den Detail ze fannen, wéi dës Hëllef sech op déi verschidde Presseorganer verdeelt.

De Budget gesäit och fir 2017 en neien Artikel vir, wou fir d'Press iwwer Internet eng Hëllef vu 450.000 Euro proposéiert ass.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Wéi ass, tëschent 2010 an 2015, d'Hëllef fir d'Promotioun vun der geschriwwener Press pro Joer op déi verschidde Presseorganer opgedeelet ginn?

2. Huet d'Regierung konkret Pläng, fir d'Press iwwer Internet ze ënnerstëtzen?

3. Wa jo:

a) Wéini gëtt e Gesetzesprojekt an der Chamber deponéiert?

b) Wéi gesinn d'Kritären aus, no deenen d'Hëllef fir d'Press um Spaweck solle verdeelt ginn?

**Réponse** (28.11.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

An de Joren, déi vum honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro évoquéiert ginn (2010-2015), ass d'Hëllef fir d'Promotioun vun der geschriwwener Press op folgend Aart a Weis evoluéiert:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ech kann dem honorabelen Deputéierten dernieft confirméieren, dass d'Regierung e Projet huet, fir déi digital Press vum Joer 2017 un och ze valoriséieren.

Dofir ass am Projet de budget fir 2017 e Montant vu 450.000 Euro virgesinn. D'Konditiounen an d'Modalitéte vun dëser neier Pressehëllef sinn an der AUSAARBECHTUNG a wäerten nach am Kalennerjoer 2016 am Regierungsrot presentéiert ginn.

**Question 2497** (25.10.2016) de **M. Marc Baum** (déi Lénk) concernant l'**autonomie de l'enseignement et de la recherche universitaires et composition du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg**:

Pour la rentrée 2016-2017, un nouveau président est entré en fonction à la tête du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg. Le 24 août, lors d'une interview accordée à la radio 100komma7, le nouveau directeur de cet organe a exposé ses idées à propos du rôle et du développement futurs de l'université. À cette occasion, le nouveau président a également évoqué les relations économiques qu'une entreprise privée dont il est le PDG entretient avec l'université.

Au vu des attributions du conseil de gouvernance parmi lesquelles figurent notamment l'élaboration du plan pluriannuel de développement de l'université, ainsi que la nomination et la révocation des professeurs, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il la vue exposée par le nouveau président du conseil de gouvernance qui considère l'université en premier lieu comme acteur important dans le développement de niches de marché et comme fournisseur de la main-d'œuvre hautement spécialisée nécessaire à cette dernière?

2. Monsieur le Ministre ne croit-il pas qu'une telle orientation remet en question l'autonomie de la recherche et de l'enseignement universitaire par rapport aux intérêts économiques particuliers?

3. Quelles garanties Monsieur le Ministre peut-il apporter pour assurer que l'élaboration du plan pluriannuel de développement de l'université ainsi que la nomination de professeurs ne sont nullement influencées par des intérêts économiques particuliers représentés au sein du conseil de gouvernance de l'université?

4. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il se pose un problème déontologique si le président du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg occupe en même temps la fonction de PDG dans une entreprise privée et plus particulièrement si l'entreprise en question entretient des relations économiques et scientifiques étroites avec l'université?

5. N'êtes-vous pas d'avis que - dans un souci de transparence et d'intégrité - toutes les relations économiques et scientifiques entretenues entre des membres du conseil de gouvernance, respectivement des entreprises ou organisations qu'ils représentent, et l'université devraient être publiées de façon détaillée?

6. Finalement, n'êtes-vous pas d'avis que la société civile représentée au sein du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg ne peut pas se limiter au seul monde économique et devrait au contraire inclure des acteurs du monde syndical, social et culturel?

**Réponse** (29.11.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Baum au sujet de l'autonomie de l'enseignement et de la recherche universitaire et de la composition du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

Selon l'article 2 de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, l'université a pour missions:

«a. d'assurer aux étudiants une formation initiale, avancée et doctorale;

b. de contribuer à la formation initiale et continue des enseignants de tous les ordres d'enseignement;

c. d'assurer l'apprentissage et l'actualisation des connaissances tout au long de la vie dans les domaines qui relèvent de sa compétence;

d. de développer une recherche fondamentale et appliquée, support nécessaire des formations dispensées;

e. d'encourager les travaux des chercheurs, de développer la culture scientifique, la diffusion des connaissances et la valorisation des résultats de la recherche;

f. de contribuer au développement social, culturel et économique du Luxembourg».

Ainsi l'université, par le biais de ses formations de master et de doctorat, contribue à la formation d'universitaires hautement spécialisés. De même, l'université encourage la valorisation des résultats de la recherche et contribue ainsi au développement économique du Luxembourg.

Selon l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée, l'université jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière et, selon l'article 30, le personnel enseignant-chercheur de l'université jouit de la liberté académique dans l'exercice de ses fonctions d'enseignement et de recherche. Cette liberté académique inclut, outre la liberté de pensée et d'expression, la liberté de l'enseignement, de la recherche et des études. Cette liberté académique s'exerce dans le respect des principes fondamentaux de l'enseignement et de la recherche tels que définis à l'article 3 de la loi précitée. L'exercice de cette liberté trouve ses limites dans les objectifs assignés à l'université, dans les programmes d'enseignement et de recherche que celle-ci s'est donnés et dans les moyens matériels et financiers dont elle dispose.

Je tiens à préciser que selon l'article 19 de la même loi, le conseil de gouvernance comprend sept membres dont quatre au moins exercent ou ont exercé des responsabilités universitaires. La majorité des membres du conseil de gouvernance ne sont donc pas issus du secteur économique. Il convient de noter par ailleurs que, selon l'article 22, c'est le rectorat qui élabore le plan pluriannuel de développement. Quant à la procédure de nomination des professeurs, l'article 34 prévoit que, lors de l'ouverture d'une telle procédure, le rectorat installe, sur proposition du doyen de la faculté concernée, une commission de nomination composée en principe de cinq membres dont

deux au moins sont extérieurs à l'université. La commission est présidée par le doyen de la faculté et les membres de la commission ont le rang de professeur. La commission est chargée d'examiner les candidatures et de proposer un classement des candidats.

D'après les informations fournies par l'Université du Luxembourg, les conventions de collaboration entre l'université et les entreprises privées sont élaborées et négociées par les doyens, les directeurs des centres interdisciplinaires et le rectorat avec l'appui du directeur administratif. Ainsi, en général, ces conventions de collaboration sont signées à la fois par le recteur et par un doyen ou un directeur d'un centre interdisciplinaire. Ces conventions de collaboration contiennent souvent des clauses de confidentialité, ce qui en rend impossible une publication détaillée. En outre, il convient de souligner que ces conventions de collaboration avec les entreprises privées représentent moins de 2% des recettes totales de l'université.

**Question 2498** (26.10.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **modifications parcellaires effectuées par l'Administration du cadastre et de la topographie**:

Il se trouve que l'Administration du cadastre et de la topographie a récemment procédé à des modifications au niveau des parcelles sur lesquelles sont implantés des édifices religieux. D'après nos informations, ces modifications ont toutefois été opérées à l'insu des propriétaires.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Ces modifications concernent-elles uniquement des parcelles sur lesquelles sont érigés des édifices religieux ou également d'autres parcelles? Dans le deuxième cas de figure, quelles sont ces autres parcelles?

- Monsieur le Ministre considère-t-il que l'Administration du cadastre et de la topographie puisse procéder à de telles modifications motu proprio? Dans l'affirmative, quelle est la base légale de ce pouvoir? Cette façon de procéder n'affecte-t-elle pas le principe de la légitime confiance des administrés vis-à-vis des autorités étatiques?

**Réponse** (21.11.2016) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

En vue de la préparation des annexes prévues par le projet de loi concernant la séparation État/église et conformément à la mission de la mise à jour des données cadastrales définies par la loi du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'Administration du cadastre et de la topographie, notamment article 2 alinéa f, l'Administration du cadastre et de la topographie a procédé à l'attribution de nouveaux numéros cadastraux à certains édifices religieux.

Ne sont concernées que les églises et les chapelles dont l'emprise au sol n'avait pas un numéro distinct du numéro de parcelle du terrain entourant le bâtiment.

Dans ce contexte, il est à relever que l'Administration du cadastre et de la topographie n'a rien changé quant aux inscriptions cadastrales concernant les noms de propriétaire et qu'il existait déjà avant cette mesure des édifices religieux avec un numéro propre pour l'édifice.

**Question 2499** (26.10.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**espace seniors à Rumelange**:

Dans la mesure où le Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) à Rumelange ne répond plus aux besoins actuels, son gestionnaire Servior avait présenté, il y a quelques années, un projet pour transformer l'ancienne maison de retraite en un Espace seniors. Un complexe était annoncé qui réunirait en un seul lieu trois formes d'hébergement distinctes. Dans la réponse à la question parlementaire n°2067 (cf. *compte rendu n°14/session ordinaire 2015-2016*), Madame la Ministre fait remarquer que «[a]ctuellement, la suite du projet est suspendue du fait qu'il existe des situations litigieuses avec le bureau d'architectes».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Madame la Ministre, peut-elle nous renseigner sur l'état actuel de ce dossier?

- Est-ce que les différends avec le bureau d'architectes ont été réglés?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que la phase de construction va démarrer?

- Quelle sera la durée probable des travaux de construction?

**Réponse commune** (25.11.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans notre réponse à la question parlementaire n°2067 du 13 mai 2016 de Madame la Députée Sylvie Andrich-Duval et de Monsieur le Député Marc Spautz, nous avons dressé l'état de la situation du projet du futur «Espace Senior» à Rumelange.

Étant donné que depuis cette date il n'y a pas eu d'évolutions dans ce dossier, il ne nous est pas possible d'apporter des réponses plus précises à la question parlementaire sous rubrique.

**Question 2500** (26.10.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique**:

Dans le sillage de la suppression du système actuel des fabriques d'église par un Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique, de nombreuses questions restent ouvertes. Selon le projet de réforme du Gouvernement, le Fonds de gestion devrait voir le jour le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Sur les ondes de «RTL Radio Lëtzebuerg», Monsieur le Ministre de l'Intérieur a maintenant fait marche arrière en indiquant ne plus être fixé sur le 1<sup>er</sup> janvier 2017 comme date butoir du projet de réforme. De même, dans le «Luxemburger Wort», Monsieur le Ministre se réfère au mois d'avril 2017 pour l'aboutissement du projet.

- Monsieur le Ministre peut-il une fois pour toutes clarifier les échéances?

Qui plus est, selon le Gouvernement, le Fonds à créer pourra accepter des fondations, dotations ou legs pour autant qu'ils soient faits en faveur de la Cathédrale de Luxembourg.

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que le Fonds devrait pouvoir accepter ces mêmes «offres» pour tous les édifices religieux servant à l'exercice du culte catholique, ou du moins pour ceux faisant partie du patrimoine culturel national ou communal?

**Réponse** (28.11.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Les honorables Députés s'enquière sur deux aspects du projet de loi n°7037 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique.

C'est avec un certain étonnement que je constate que les honorables Députés posent une nième question parlementaire au sujet de ce projet de loi déposé à la Chambre des Députés en date du 29 août 2016, alors que l'honorable Députée Diane Aehm avait déclaré par l'intermédiaire d'un article paru au «Luxemburger Wort» en date du 27 octobre 2016 que le fait de poser des questions parlementaires au sujet d'un projet de loi qui est en instance d'examen à la commission parlementaire n'est pas pratique courante. Selon l'honorable Députée, ces questions devraient, en effet, être posées et l'objet discuté au sein de la commission parlementaire compétente. Or, force est de constater que l'honorable Députée, sans manquer d'un zèle remarquable, s'acharne à poser des questions parlementaires au sujet du projet de loi n°7037. C'est ainsi que le Gouvernement a déjà répondu à cinq questions parlementaires en la matière, tandis que trois questions, dont la présente, sont actuellement en instance de réponse. Les règles de bonnes pratiques que l'honorable Députée a cru bon répéter, ne seraient-elles applicables qu'aux seuls députés des autres groupes politiques?

Les honorables Députés ne sont pas sans savoir que selon la procédure législative, il appartient à la Chambre des Députés de voter des lois en y apportant aux projets déposés et instruits en commission parlementaire tous les amendements qu'elle juge nécessaires.

Pour répondre, néanmoins, à la première question des honorables Députés au sujet des échéances prévues dans la loi en projet, je ne





puis que renvoyer à ma réponse que je leur avais donnée à leur question parlementaire urgente n°2426 du 28 septembre 2016 (cf. compte rendu n°16/session ordinaire 2015-2016).

En effet, j'avais à cette occasion écrit: «En outre, j'ai également mis en évidence que seul le législateur était en mesure de décider de la date définitive à retenir.» Je n'ai rien à ajouter à ma réponse précitée.

Pour ce qui est de la deuxième question au sujet de la possibilité du futur Fonds de recevoir des fondations, dotations ou legs faits en faveur de la Cathédrale, je tiens à informer les honorables Députés que la lecture du passage afférent de l'exposé des motifs et du commentaire des articles joints au projet de loi sous examen aurait appris aux honorables Députés les raisons ayant motivé l'insertion de l'article 21 dans la loi en projet. Je me permets, dès lors, de renvoyer à l'article 21 qui dispose que: «Le Fonds est en droit d'accepter les fondations, dotations ou legs qui sont faits en faveur de la Cathédrale de Luxembourg. Le Grand Séminaire de Luxembourg peut de même accepter les fondations, dotations et legs faits en sa faveur.» Comme le projet de loi se trouve actuellement en cours de procédure législative et ne voulant pas anticiper sur les travaux de la commission parlementaire compétente, je me bornerai à renvoyer au commentaire de l'article en question qui expose que la faculté du futur Fonds d'accepter les fondations, dotations et legs en faveur de la Cathédrale du Luxembourg et celle du grand Séminaire d'accepter des fondations, dotations et legs pour son compte ont été reprises de l'article 113 du décret modifié du 30 décembre 1809. En effet, comme relevé dans le commentaire des articles, cette faveur a été maintenue dans la loi en projet suite à la demande afférente expresse de l'Archevêché.

**Question 2502** (26.10.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **médiation informelle**:

Il résulte de l'article L.614-2 du Code du travail que «les membres de l'inspecteurat du travail assument une fonction de médiation informelle pour tout litige individuel du travail».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques à ce sujet?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer à combien de reprises les membres de l'inspecteurat du travail ont été sollicités en vue d'une médiation informelle en matière de litiges individuels du travail au cours des cinq dernières années?

- Combien de litiges individuels du travail ont pu être dénoués suite à une médiation informelle des membres de l'inspecteurat du travail au cours des cinq dernières années?

- Monsieur le Ministre peut-il par ailleurs me fournir des données chiffrées sur le type de litiges du travail concernés?

**Réponse** (18.11.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Conformément à l'article L.612-1 du Code du travail, l'Inspection du travail et des mines (ITM) est investie notamment d'une mission générale de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de sécurité et santé au travail.

Comme moyens d'intervention, l'article L.614-2 du même Code confie à l'ITM une mission de conciliation informelle dans le cadre de laquelle les membres de l'inspecteurat du travail informent, donnent conseil, interviennent ou, à la demande d'une des parties concernées, assument une fonction de médiation informelle pour tout litige individuel du travail, susceptible de surgir ou déjà né et actuel entre parties, afférent à l'ensemble des questions relevant du droit du travail ou de la sécurité et de la santé des salariés.

L'étendue et les modalités de ladite médiation informelle comprennent l'intervention informelle d'un des membres de l'inspecteurat du travail auprès des parties en cause, qui sont entendues en leurs explications orales et guidées

dans la quête d'un dénouement du problème en question.

À noter que conformément au même article L.614-2 du Code du travail, la saisine d'une médiation ou d'un tribunal compétent par l'une des parties en cause met d'office fin à l'activité de médiation informelle de l'ITM.

Au début de l'année 2015, l'ITM s'est dotée d'une nouvelle structure plus efficiente se basant sur son «papier stratégique» en vue de promouvoir son efficacité et afin de garantir l'exécution de ses multiples missions.

À cet effet ont été instaurées une hiérarchie claire et une répartition pyramidale des responsabilités, qui est impérative pour mettre pleinement en ordre de marche et pour permettre un fonctionnement efficient d'une administration de cette envergure et ayant des domaines de compétences aussi étendus que variés.

Compte tenu des contraintes matérielles et de l'impératif de mobilité et de redéploiement de ses effectifs, les départements «Droit du travail» et «Santé et sécurité au travail», ainsi que ses sous-structures (p. ex. agences régionales...) ont été abolis en vue de mettre fin au décloisonnement entre ces deux départements. Afin de pouvoir couvrir au mieux et en toute transparence l'ensemble de leurs missions, les services «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», «Établissements Soumis à Autorisations (ESA)», «Help Center et Call Center (HCC)» et «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ont été mis en place à partir du 1<sup>er</sup> avril 2015 en vue de transformer l'ITM en une administration plus efficace et réactive en matière de contrôles des conditions de travail et de sécurité et de santé au travail.

Les membres de l'inspecteurat du travail de ses trois agences régionales ont été affectés en fonction de leurs compétences et expériences, soit au service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», soit au service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» en vue de pouvoir réduire leurs tâches à un domaine d'activité précis et ainsi faire augmenter la qualité de leurs interventions auprès des salariés ou des employeurs.

Les agents du service «Help Center et Call Center (HCC)» ont principalement comme mission d'assurer la réception des réclamations, d'informer et de donner conseil à la demande des salariés ou des employeurs pour tout litige individuel du travail, susceptible de surgir ou déjà né et actuel entre parties, afférent à l'ensemble des questions relevant du droit du travail ou de la sécurité et de la santé des salariés.

Quant aux statistiques:

Depuis la création du Call Center et de la mise en place du numéro de téléphone unique de l'ITM (247-76100) en date du 11 mai 2015, 18.122 appels téléphoniques ont été transférés en 2015 aux différents services de l'ITM et 30.951 appels téléphoniques ont été transférés aux différents services de l'ITM en 2016 (jusqu'au 31 octobre 2016).

Ces appels téléphoniques ont été répartis comme suit entre les différents services:

- «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)»: 2,3%
- «Direction (DIR)»: 4,0%
- «Établissements Soumis à Autorisations (ESA)»: 2,3%
- «Help Center et Call Center (HCC)»: 61,9%
- «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)»: 9,5%

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015, les agents du service «Help Center et Call Center (HCC)» ont accueilli 2.551 clients en 2015 au sein des trois guichets régionaux et 2.404 clients en 2016 au sein des quatre guichets régionaux (jusqu'au 31 octobre 2016).

Les dossiers relatifs aux visites guichets ont été répartis comme suit entre les différents services:

- «Help Center et Call Center (HCC)»: 72%
- «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)»: 28%

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015, les agents du service «Help Center et Call Center (HCC)» ont réceptionné 2.416 courriels et 3.170 courriels en 2016 (jusqu'au 31 octobre 2016).

Les courriels ont été répartis comme suit entre les différents services:

- «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)»: 1,1%
- «Direction (DIR)»: 2,4%
- «Établissements Soumis à Autorisations (ESA)»: 14,3%
- «Help Center et Call Center (HCC)»: 73,5%
- «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)»: 8,7%

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015, les agents du service «Help Center et Call Center (HCC)» ont réceptionné 1.101 courriers et 5.590 courriers en 2016 (jusqu'au 31 octobre 2016).

Les courriers ont été répartis comme suit entre les différents services:

- «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)»: 0,9%
- «Direction (DIR)»: 0,3%
- «Établissements Soumis à Autorisations (ESA)»: 2,6%
- «Help Center et Call Center (HCC)»: 91,8%
- «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)»: 4,5%

À noter que les statistiques ci-dessus ne reprennent pas les dossiers en matière d'établissements classés qui sont traités par les agents du service «Établissements Soumis à Autorisations (ESA)».

Les inspecteurs du travail du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ont principalement pour mission de mener des enquêtes en entreprise ou d'effectuer des contrôles sur un lieu de travail (actions à court terme) suite à une continuation des plaintes ou des réclamations des salariés ou des employeurs par le service «Help Center et Call Center (HCC)».

Lors de leurs enquêtes relatives aux plaintes ou réclamations, qui constituent des demandes d'intervention informelles en vue d'un dénouement des litiges individuels du travail, susceptibles de surgir ou déjà nés et actuels, entre les deux parties concernées, les inspecteurs du travail du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» informent, donnent conseil, interviennent ou, à la demande des salariés ou des employeurs, assument une fonction de médiation informelle pour tout litige individuel du travail, susceptible de surgir ou déjà né et actuel entre parties, afférent à l'ensemble des questions relevant du droit du travail ou de la sécurité et de la santé des salariés.

Depuis la création du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)», 1.087 dossiers relatifs à des plaintes ou réclamations en matière de conditions de travail ou de sécurité et de santé au travail, qui ont été accusés et transférés de la part du service HCC, ont été traités et clôturés par les agents de ce service et 1.001 dossiers sont actuellement en cours de traitement.

À noter que dans presque tous les cas, les interventions de l'ITM sont effectués sans la présence du plaignant étant donné que la confidentialité des plaintes constitue une obligation particulière et spécifique aux agents de l'ITM dont le principe est affirmé par l'article 15, point c, de la Convention n°81 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui dispose que «... les inspecteurs du travail... c) devront traiter comme absolument confidentielle la source de toute plainte leur signalant un défaut dans l'installation ou une infraction aux dispositions légales et devront s'abstenir de révéler à l'employeur ou à son représentant qu'il a été procédé à une visite d'inspection comme suite à une plainte».

Par ailleurs, l'article L.615-2 du Code du travail dispose que «le personnel de l'Inspection du travail et des mines est tenu de garder le secret des informations confidentielles reçues dans ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sous peine des sanctions prévues à l'article 458 du Code pénal».

Le principe de la confidentialité absolue de la plainte consiste à ne pas révéler l'identité du plaignant, mais aussi de ne pas permettre l'identification de la source, y compris en faisant simplement état de l'existence et/ou du contenu de la plainte.

Le principe de confidentialité a pour objet d'assurer la protection des salariés. En effet, compte tenu du lien de subordination, la confidentialité vise essentiellement à protéger les salariés des mesures de représailles que pourrait exercer l'employeur s'il avait connaissance de ces plaintes.

Cette protection constitue également la garantie première et indispensable pour maintenir la confiance nécessaire et favoriser les relations des salariés avec l'ITM. Elle doit donc être, en toutes circonstances, une préoccupation constante quel que soit l'interlocuteur.

À noter également que l'obligation de confidentialité relative à une plainte portée par un délégué du personnel pour le compte d'un autre salarié, doit être traitée par l'agent de l'ITM comme émanant du salarié lui-même.

En ce qui concerne les «autorisations de levée de l'obligation de confidentialité» données par un plaignant, ces dernières ne permettent pas de s'exonérer de cette obligation et d'écarter la responsabilité de l'agent de l'ITM.

L'obligation de confidentialité peut uniquement être levée lorsque le salarié a quitté l'entreprise et qu'il n'est plus soumis au même risque de représailles de son employeur ou bien dans certains cas où il n'est pas autrement possible de mener une enquête sans avoir à dévoiler l'identité du plaignant, comme par exemple en matière de harcèlement. Toutefois, l'obligation de confidentialité ne saurait dans ce cas être levée qu'après vérification que l'utilisation de la plainte ne puisse nuire à d'autres salariés et seulement après avoir obtenu l'accord du plaignant.

Actuellement, les types de litiges du travail les plus courants, qui ont été soumis au service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)», se présentent comme suit:

1. Non-paiement de salaire: 30,26%
2. Durée du travail: 15,58%
3. Congés: 9,94%
4. Licenciement et démission: 4,39%
5. Contrat de travail: 4,11%
6. Sécurité et santé au travail: 4,36%
7. Travail clandestin: 1,98%
8. Maladie: 1,22%
9. Harcèlement: 1,17%
10. Jours fériés: 0,89%
11. Délégation du personnel: 0,86%
12. Détachement de salariés: 0,79%
13. Conventions collectives: 0,68%
14. Travail intérimaire: 0,36%
15. Transfert d'entreprise: 0,36%
16. Contrat d'étudiant: 0,23%
17. Examen médical d'embauche: 0,18%
18. Travail illégal: 0,18%
19. Prêt temporaire de main d'œuvre: 0,18%
20. Emploi de femmes enceintes: 0,15%

**Question 2503** (26.10.2016) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant la **future politique de la Société nationale de contrôle technique**:

Lors de l'heure de questions au Gouvernement du 1<sup>er</sup> décembre 2015 au sujet de la politique future de la Société nationale de contrôle technique, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a précisé que: «An natierlech versiche mer och doriwwer eraus, nach aner Weeër ze sichen, fir méi no ze kommen, datt d'Kontrollstatioun méi no bei d'Leit kënn, méi als Déngschtleeschung bei d'Leit kënn. An dozou gehéiert natierlech virun allem Dezentraliséierung, ze kucken, mat méi klengen Entitéiten ze schaffen. An duerfir ass d'SNCT och amgaang, lénks a riets ze kucken, wou se eventuell kéint Sitte fannen, fir sech nidderezeloossen. Do ass awer nach keng Décisioun gefall, wou dat ass. Et ginn der eng Rei gekuckt, de Moment. Et ass awer nach ze fréi, fir elo ze soen, wat fir eng definitiv wäerten zréckbehale ginn.»

Selon mes informations, une autorisation d'aménagement aurait été établie pour une station de contrôle de véhicules de la SNCT sur la route d'Arlon à Strassen à hauteur de la Maternité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions quant à l'installation d'une annexe de la SNCT sur la route d'Arlon à Strassen?

- Quelles en seraient les incidences sur le trafic sur la route d'Arlon?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer d'autres sites potentiels pouvant héberger une station de contrôle de véhicules?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que, pour des raisons d'accessibilité, la construction du boulevard Merl devrait être achevée avant qu'une station de contrôle n'ouvre ses portes à cet endroit?

**Réponse** (11.11.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la politique future de la Société nationale de contrôle technique (SNCT).

Il est vrai que la SNCT a entrepris des démarches en vue de l'implantation d'une station



de contrôle technique sur le territoire de la Ville de Luxembourg et plus précisément sur la route d'Arion. Cependant, d'après mes informations, ce projet aurait dû être abandonné suite au refus par les autorités locales de délivrer l'autorisation de bâtir requise.

Je ne dispose pas d'informations sur d'autres sites potentiels pouvant héberger une station de contrôle.

Toutefois la SNCT continuera, dans le cadre de sa stratégie de décentralisation, à explorer d'autres possibilités pour se rapprocher davantage de sa clientèle.

**Question 2504** (27.10.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le bilan des radars fixes:

Étant donné que Messieurs les Ministres n'ont pas répondu à notre question parlementaire n°2384 (voir ci-avant) endéans les délais réglementaires, nous nous permettons de leur poser la question parlementaire suivante:

- Un représentant du parquet ayant informé les députés de la Commission juridique que quelque 180.000 véhicules auraient été flashés durant les six premiers mois, Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

**Réponse commune** (23.11.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur les statistiques concernant les radars.

Nous nous permettons de renvoyer les honorables Députés dans ce contexte à notre réponse commune à la question parlementaire n°2384 du 16 septembre 2016 de Madame la Députée Diane Adehm, de Monsieur le Député Marco Schank et de Monsieur le Député Gilles Roth qui a été, en effet, transmise avec retard d'une semaine à la Chambre des Députés.

**Question 2505** (27.10.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant le «Pont Patton» à Ettelbruck:

La couche de roulement du pont sur la Sûre à Ettelbruck, appelé aussi «Pont Patton», se trouve actuellement dans un mauvais état si bien qu'un renouvellement de celle-ci s'impose.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ce problème?

- L'Administration des ponts et chaussées envisage-t-elle de procéder à un renouvellement de la couche de roulement? Dans l'affirmative, quand ces travaux pourraient-ils être réalisés au plus tard?

**Réponse** (02.12.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur le mauvais état de la couche de roulement du pont sur la Sûre à la sortie d'Ettelbruck, appelé «Pont Patton».

Les ouvrages d'art sous compétence de l'Administration des ponts et chaussées font l'objet d'inspections périodiques. Ces inspections montrent en effet au droit du pont routier portant la route N7 sur les voies ferrées de la ligne 10 et la Sûre à Ettelbruck des défauts au niveau du revêtement routier de la chaussée. Ces défauts, suivis depuis des années, ont toutefois fortement évolué depuis l'année passée.

Ainsi une réfection du revêtement de la chaussée est prévue, étant donné que la reconstruction du «Pont Patton» dans le cadre des travaux pour un pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck n'est pas prévue dans un avenir proche.

**Question 2506** (27.10.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le «ETI Roller System»:

Ein Unternehmen aus Südkorea hat eine neuartige Leitplanke (ETI Roller System) entwickelt, welche aus einer Stahlbarriere mit rotierenden Kunststoffen besteht und den Aufprall absorbiert, die Impulsenergie in Rotationsenergie umwandelt und das Fahrzeug in Fahrtrichtung

ableitet. Das System kann laut Hersteller Schaden bei Unfällen minimieren und dadurch eventuell sogar Leben retten. In Südkorea ist das System bereits auf diversen Straßen im Einsatz und es hat auch in Europa bereits einen Zulassungstest bestanden.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kennt der Minister das ETI Roller System?

- Wenn ja, hat der Minister Informationen bezüglich der Kosten gegenüber herkömmlichen Leitplancken?

- Wäre eine Testphase auf einer Strecke in Luxemburg für den Minister vorstellbar?

**Réponse** (02.12.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

In seiner parlamentarischen Anfrage stellt der ehrenwerte Abgeordnete Fragen zu einer neuartigen Schutzplanke aus Südkorea.

Das Fahrzeugrückhaltesystem „ETI Roller System“ wurde meines Wissens in Europa zum ersten Mal anlässlich der Messe „INTERTRAFFIC 2016“ in Amsterdam vorgestellt. Es erfüllt laut Herstellerangaben die Anforderungen, die die europäische Norm EN 1317 an Fahrzeugrückhaltesysteme der Aufhaltestufen H1 und H2 stellt. Die zugehörigen Prüfberichte sind mir aber nicht bekannt.

Neben der für den europäischen Handel erforderlichen CE-Kennzeichnung ist es auch notwendig, alle für die Verkehrssicherheit erforderlichen technischen Kriterien einsatzbezogen zu prüfen.

In Luxemburg orientiert sich die Straßenbauverwaltung in der Regel an der Richtlinie für passiven Schutz an Straßen durch Fahrzeugrückhaltesysteme (RPS), die eine einsatzbezogene Zulassung basierend auf technischen Kriterien erforderlich macht. Meines Wissens ist in Deutschland bisher keine Überprüfung der genannten Kriterien am Fahrzeugrückhaltesystem „ETI Roller“ erfolgt, daher ist nicht bekannt, welche der für den Einsatz wichtigen technischen Kriterien erfüllt werden.

Soll das Fahrzeugrückhaltesystem zum Beispiel an eine Anfangs- und Endkonstruktion oder eine andere Schutzeinrichtung angeschlossen werden, muss nachgewiesen werden, dass infolge des Anpralls auftretende Kräfte aufgenommen werden können. Die angeschlossene Anfangs- und Endkonstruktion selbst beziehungsweise die Übergangskonstruktion zu einer anderen Schutzeinrichtung müssen dabei mit Anprallprüfungen getestet worden sein, die auf europäischer Ebene entwickelt wurden (DIN V ENV 1317-4). Ob solche Prüfungen durchgeführt wurden, ist mir nicht bekannt.

Ich bin im Prinzip aufgeschlossen gegenüber neuen Lösungen, kann aber keine Systeme einsetzen, die die vorgesehenen Prüfungen nicht oder noch nicht vollends durchlaufen haben.

**Question 2507** (27.10.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le commerce entre l'Union européenne et le Canada:

Et gëtt e risegen Opwand ëm de CETA-Accord gedriwwen, an EU-Verantwortlecher a Regierungspolitiker schwätze vun engem Image-Verloscht fir d'EU fir de Fall, wou d'CETA Ofkommen net kéint ënnerschriwwen ginn. Um Fong ass den Handel mat Kanada, Informatiounen vun EU-Internetsäiten no, awer kee ganz groussen Deel vum EU-Bausenhandel.

An deem Kader hätt ech dës Froen un d'Häre Bausen- a Wirtschaftsminister:

1. Wéi grouss ass den Handel tëschent der EU a Kanada a wéi deelt sech den Handel no Länner an no Produiten/Sectoren op? Ass et richtig, datt déi europäesch Haaptexporter Autoen, Pharmaproduiten a Wierkmaschine sinn? Wéi eng lëtzebuergesch Sectoren (z. B. Zouliwwerindustrie am Autosecteur) wär a wéi engem Mooss betroff?

2. Ass et richtig, datt de positiven Effekt vum CETA eng Steigerung vun ongeféier zwee Prozent vum Handelsvolumen, verdeelt op déi 28 EU-Länner bedroe géif? Wéi eng Etüde gëtt et iwwert d'Effekter vum CETA op den Handelsvolumen a wéi zuverlässeg sinn dës Etüden? Wat wäeren d'Effeten op Lëtzebuerg?

3. Sollt de CETA net ofgeschloss ginn, wär et an deem Fall méiglech, sektoriell Ofkommesse mat Kanada ofzeschleissen, z. B. iwwert d'Ofschaffung vun den Zolltariffer? Wéi en Effekt op den Handelsvolumen hatt eleng eng réciprocque Ofschaffung vun den Zolltariffer?

4. Wéi en Undeel huet Groussbritannien um Handelsvolumen Kanada-EU, en Undeel, dee jo nom Brexit net méi zur EU-Wirtschaft gehéiert?

**Réponse commune** (24.11.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

1. D'EU huet am Joer 2015 fir 35 Milliarden Euro Wueren a Kanada exportéiert an déi europäesch Importer hu sech op 28 Milliarden Euro importéiert (veuillez lire: chiffréiert). Doniewent huet d'EU fir 16,5 Milliarde Servicer a Kanada exportéiert a fir 11 Milliarden Euro kanadesch Servicer importéiert (Zuele fir 2014). Bei den Importer vu Wuere sinn Däitschland, Groussbritannien, Italien a Frankräich déi wichtegst europäesch Handelspartner vu Kanada a bei den Importer vu Servicer sinn et Groussbritannien, Frankräich, Däitschland an Holland. D'Haaptexporter aus Europa sinn Autoen, Pharmaproduiten a Wierkmaschinen. Aus Lëtzebuerg Siicht sinn et virun allem Metallwueren, Wierkmaschinen an Instrumenter, déi a Kanada verkaaft ginn. Insgesamt huet Lëtzebuerg 2015 esou fir ronn 100 Milliounen Euro Wueren a Kanada exportéiert.

2. Tatsächlech geet d'Europäesch Kommissioun dovunner aus, datt duerch CETA den Handelsvolumen tëschent der EU a Kanada ëm ronn 23% géif klammen, verdeelt op déi 28 EU-Länner. Déi Europäesch Kommissioun huet dozou am Virfeld vun de CETA-Verhandlungen eng Etüd an Opdrag ginn an och nach eng Etüde d'impact während de Verhandlungen presentéiert. Doniewent hunn och privat Wirtschaftsinstituter entsprechend Etüden durchgeführt. Dës Etüde weisen, datt Lëtzebuerg zu deene Memberstate gehéiert, déi iwwerduerchschnëttlech duerch CETA géife profitéieren. Allgemeng hänken d'Resultater vun dësen oder ännelechen Etüden vun deem ekonomesche Rechemodell of, dee benotzt gëtt, fir déi méiglech Effeten ze prognostizéieren. Et ass och kloer, datt esou e Modell d'Realitéit net komplett erfasse kann an et doduerch tatsächlech zu Ofwäichunge vun de Prognose ka kommen.

3. Dës Fro stellt sech an deem Sënn net méi, well de CETA den 29. Oktober ënnerschriwwen gouf.

4. Den Undeel vu Groussbritannien um Handelsvolumen Kanada-EU louch 2015 bei 27%.

**Question 2509** (27.10.2016) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'alimentation des enfants âgés de zéro à trois ans:

Des experts de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) ont pendant six ans analysé l'alimentation des enfants français âgés de zéro à trois ans afin de détecter la présence de substances chimiques dans les aliments et d'évaluer un risque éventuel pour la santé.

Selon leurs conclusions, même si pour la plupart des substances évaluées un risque peut être écarté, il n'en reste pas moins que 16 substances inquiètent les scientifiques, notamment si elles sont introduites de manière trop précoce dans l'alimentation des tout-petits et ce tout particulièrement avant un an. Pour neuf d'entre elles, la situation est jugée préoccupante. Il s'agit principalement de l'arsenic inorganique présent dans le riz et les céréales infantiles, du plomb que l'on retrouve dans l'eau ou les légumes, du nickel apparaissant dans les produits à base de chocolat ou encore en moindre quantité de la dioxine et du furane détectés dans le lait et les poissons.

Au vu de la présence de ces substances en des quantités supérieures aux valeurs acceptées, l'Anses a émis des recommandations qui se basent entre autres sur la nécessité de varier si possible le régime alimentaire des enfants. Elle rappelle dans ce cadre de ne commencer la diversification alimentaire qu'à partir de six mois et dans tous les cas jamais avant quatre mois.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Madame la Ministre est-elle au courant de l'étude susmentionnée?

2) Quelles sont les recommandations en la matière faites aux pédiatres et au personnel de la santé afin d'informer au mieux les jeunes parents du Grand-Duché de Luxembourg?

3) Madame la Ministre juge-t-elle suffisante les campagnes d'information et de sensibilisation relatives à l'alimentation de nos jeunes enfants? Envisage-t-elle d'entreprendre des initiatives à ce propos?

**Réponse** (25.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

1) Le Ministère de la Santé est au courant de la publication, en date du 28 septembre 2016, de l'étude de l'agence nationale française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environne-

ment et du travail (l'Anses), à laquelle se réfère Monsieur le député. Suite à la publication de cette étude, la Division de la sécurité alimentaire du Ministère de la Santé a réitéré ses recommandations en publiant, le 12 octobre 2016, une note d'information sur le portail de la sécurité alimentaire. Cette note passe au crible les contaminants alimentaires auxquels sont exposés les enfants de moins de trois ans,

<http://www.securite-alimentaire.public.lu/actualites/communiqués/2016/10/Etude-ANSES/index.html>

Les conclusions principales de l'étude de l'Anses sont reprises dans cette note d'information, ainsi que les recommandations pour l'alimentation des enfants de moins de trois ans liées à la problématique de l'arsenic. Une campagne de contrôle ainsi que des recommandations concernant la contamination des produits à base de riz par l'arsenic avaient déjà été publiées sur le portail de la sécurité alimentaire en juin 2013, complétées par une nouvelle campagne de contrôle sur les métaux lourds en octobre 2016.

2) La Division de la sécurité alimentaire publie systématiquement les résultats de ces campagnes de contrôle sur le portail de la sécurité alimentaire, qui sont complétés par des fiches descriptives des domaines de contrôle et des recommandations. Ce portail est destiné au public tout comme au professionnel qu'il soit du domaine alimentaire ou du secteur de la santé.

Concernant l'alimentation des bébés, le Ministère de la Santé a élaboré les recommandations suivantes, qui reposent sur la stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant de l'OMS (2003) [http://www.who.int/nutrition/publications/gs\\_infant\\_feeding\\_text\\_fre.pdf](http://www.who.int/nutrition/publications/gs_infant_feeding_text_fre.pdf). Ces recommandations ont été validées par la Société luxembourgeoise de pédiatrie et diffusées moyennant la brochure d'information: L'alimentation du bébé de zéro à douze mois <http://www.sante.public.lu/fr/publications/a/alimentation-bebe-fr-d-e-pt-en/index.html>.

- Si possible promouvoir l'allaitement maternel, qui est l'aliment de référence pour les bébés. L'allaitement est recommandé être exclusif pendant les six premiers mois de vie du bébé, ensuite, continué jusqu'à deux ans et au delà.

- Si l'allaitement maternel n'est pas possible, administrer aux bébés pendant les six premiers mois de vie du lait pour nourrisson. Se baser sur les conseils du pédiatre pour choisir le lait le mieux adapté pour le bébé.

- Il est recommandé de ne pas commencer la diversification alimentaire avant le début du 5<sup>e</sup> mois et de ne pas la postposer après le début du 7<sup>e</sup> mois.

3) La Division de la sécurité alimentaire s'est donné comme objectif sur trois ans de publier des fiches informatives plus ciblées au grand public et aux ménages et de rendre plus accessibles ces fiches informatives.

La sensibilisation, ainsi que l'amélioration des connaissances et des compétences des parents en matière d'alimentation de leurs enfants est une préoccupation d'importance fondamentale pour le Ministère de la Santé, et trouve une place prioritaire dans le Plan national «Gesond iessen, méi bewegen». Les initiatives prises pour l'amélioration de l'alimentation des bébés se répercutent notamment dans le Programme national pour la promotion, le soutien et la protection de l'allaitement, les initiatives de formation des jeunes parents réalisées entre autres dans les consultations pour nourrissons de la Ligue Médico-sociale, soutenue de par sa convention par le Ministère de la Santé. Nombreuses sont les initiatives nationales visant l'alimentation du jeune enfant dans les crèches, les maisons relais, les écoles réalisées par le Ministère de la Santé en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, la sensibilisation et l'information des parents y sont toujours associées.

<http://www.sante.public.lu/fr/publications/m/manger-bouger-12-36-mois-fr-de/index.html>

<http://www.sante.public.lu/fr/publications/m/manger-bouger-3-12-ans-fr-de/index.html>

**Question 2510** (27.10.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le parking du Rehazenter:



Laut der Internetseite des Reha-zenter in Luxemburg Kirchberg, stehen den Patienten, Besuchern sowie dem Personal zwei unterirdische Parkebenen zur Verfügung.

Meinen Informationen zufolge sind, neben den Personalparkplätzen, noch 145 weitere Stellplätze vorhanden. Allerdings seien von diesen nur 60 wirklich zur Verfügung der Patienten, davon acht für Personen mit einer Behinderung. Alle anderen Parkplätze seien als „Privatparkplatz“ oder „Reserviert“ ausgeschildert und würden an Privatleute vermietet werden.

Aus diesem Grund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister der sozialen Sicherheit stellen:

- Können die Minister meine Informationen bestätigen?

- Wenn ja, aus welchem Grund werden diese Parkplätze an Privatleute vermietet?

- Wenn ja, aufgrund welcher Entscheidung werden die Parkplätze vermietet?

- Was passiert gegebenenfalls mit den Mietnahmen?

- Teilen die Minister die Meinung, dass nicht genügend Stellplätze für Patienten, vor allem für Patienten mit einer Behinderung, vorgesehen sind, wissend dass das Reha-zenter über 72 Betten verfügt und zusätzlich jede Woche mehr als 500 Patienten ambulant behandelt werden?

**Réponse** (17.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Les différentes fonctions du bâtiment du Reha-zenter se répartissent sur quatre niveaux qui s'intègrent à la topographie en tenant compte des contraintes d'accessibilité, d'éclairage et de communication vers l'extérieur.

Les thérapies se situent au rez-de-jardin (-1 par rapport au niveau de référence). Ce niveau accueille notamment la thérapie gymnique, l'hydrothérapie, la kinésithérapie et l'ergothérapie. L'accès pour les patients ambulatoires venant au Reha-zenter par leurs propres moyens ou par l'aide d'autrui se fait de plein pied à partir du parking souterrain. Des passages multiples permettent aux patients d'accéder directement du parking aux différentes zones de traitements et de soins, et le stationnement peut se faire tout proche des thérapies prescrites (salles de rééducation traumatologique, de rééducation neurologique, gymnase, piscine).

Les statuts de la CNS prévoient que les transports en série pour les traitements dans le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation sont pris en charge pour un maximum de 20 journées de traitement de sorte qu'un nombre conséquent de patients ambulatoires sont conduits/repris au quotidien au Reha-zenter par des sociétés de taxis ambulances voire des minibus. D'autres patients ambulatoires à mobilité réduite se font conduire par leurs proches respectivement profitent du transport public qui relie le Centre.

Comme la durée journalière de traitement ambulatoire diffère suivant le bénéficiaire de soins (séances de traitement, prise en charge en demi-journée ou en journée entière), il est constaté une occupation horaire bien différente des emplacements de parking. Toujours est-il qu'un nombre de places de stationnement suffisant est garanti aux patients du Centre.

À noter que lors de la planification et de la construction du Reha-zenter, il a déjà été tenu compte d'une future extension du Centre, de sorte que le nombre d'emplacements de parking à disposition des patients et visiteurs dépasse aujourd'hui le besoin quotidien actuel. Ce fait avait amené le conseil d'administration du Centre à ouvrir le parking souterrain vers l'extérieur et de louer un nombre d'emplacements bien défini. Bien évidemment, une attention particulière est apportée au fait qu'à tout moment un nombre suffisant d'emplacements reste disponible aux patients et aux visiteurs du Centre. Le nombre d'emplacements loués vers l'extérieur peut être ajusté de sorte, et les recettes des dites locations rentrent dans la gestion courante du Centre.

Le parking souterrain ci-mentionné comporte 143 places de stationnement et dans le respect des attentes posées à un Centre de rééducation, 57 emplacements (soit 40% du total des places de stationnement) disposent de la taille d'un parking pour personnes handicapées. De ces 57 emplacements, huit emplacements sont signalés pour personnes avec cartes de stationnement pour personnes handicapées. À soulever dans ce contexte que les piliers du parking souterrain ont été planifiés et construits

de sorte que même les places de stationnement de taille plus réduite permettent un accès facile et généreux aux patients du Centre.

À côté du parking souterrain, le Reha-zenter dispose au niveau 0 d'un parking extérieur de courte durée. Ce parking, comportant 22 emplacements, est destiné à un stationnement de courte durée et est un parking du genre «dépense patients» (ambulances, taxis-ambulances et minibus).

**Question 2511** (27.10.2016) de **MM. Gilles Roth** et **Marc Lies** (CSV) concernant la **hausse des prix des logements non destinés à une occupation personnelle**:

Dans leur publication d'octobre 2016 intitulée «Le Logement en chiffres», le Statec et l'Observatoire de l'habitat notent que:

«Au 2<sup>e</sup> trimestre 2016, les prix des appartements en construction sont supérieurs de 7,3% à leur niveau du 2<sup>e</sup> trimestre 2015.

Cette hausse est essentiellement alimentée par les prix payés pour les logements qui ne sont pas destinés à une occupation personnelle. Le taux de TVA appliqué sur ces transactions avait augmenté de 3% à 17% en janvier 2015.

Quant aux logements existants, la variation sur un an se situe à 4,6%.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Messieurs les Ministres partagent-ils les constats dressés ci-dessus?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils de faire marche arrière et de faire à nouveau baisser le taux de TVA sur les logements non destinés à une occupation personnelle?

**Réponse commune** (25.11.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* et de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

Comme rappelé à maintes reprises, l'augmentation du taux de TVA, respectivement l'abolition du taux super-réduit de 3%, ne concerne que les appartements achetés en tant qu'investissement et l'augmentation de prix constatée ne pourra ainsi être imputée exclusivement sur le taux de TVA.

Une analyse sur l'évolution des prix des appartements neufs et l'impact du changement de TVA a d'ailleurs été publiée dans la note n°3 «Le Logement en chiffres» de l'Observatoire de l'habitat et du Statec en octobre 2015.

Reste à préciser que les logements achetés en tant que première acquisition en vue d'être occupés par leurs propriétaires peuvent toujours bénéficier du taux super-réduit et que des progressions de prix comparables sur le marché des appartements en construction ne sont pas un phénomène nouveau. À titre d'exemple peuvent être citées les augmentations de 7,8% sur douze mois, respectivement 8,6% sur douze mois, constatées par l'Observatoire de l'habitat pour le 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestre 2008.

Pour ce qui est de la deuxième question des honorables Députés, le Gouvernement n'envisage pas de revenir à l'application du taux de TVA super-réduit sur les logements non destinés à une occupation personnelle.

**Question 2512** (28.10.2016) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant l'**analyse des statistiques sur l'évolution des cancers**:

Dans son édition du 26.10.2016, le quotidien français «Le Monde» a publié les résultats d'une nouvelle analyse des statistiques officielles des agences sanitaires sur l'évolution des cancers entre 1980 et 2012 en France. À l'aide d'une approche inédite analysant les données par type de cancer, par sexe et par tranche d'âge, le journal a mis en lumière des hausses inattendues pour certaines tranches d'âge.

Selon ces chiffres, il y aurait notamment une augmentation inquiétante au niveau du cancer du sein chez les jeunes femmes. De manière générale, la fréquence des cancers du sein continuerait à augmenter chez les femmes de moins de 50 ans, alors qu'il reculerait chez les femmes plus âgées. En ce qui concerne les hommes, le nombre des cas de cancer des testicules aurait doublé chez les hommes âgés de 20 à 40 ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Est-ce qu'il existe une analyse comparable des incidences du cancer par type de cancer, sexe et tranche d'âge pour le Luxembourg?

2. Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions? Dans la négative, est-ce que Madame la Ministre entend mettre en œuvre une étude comparable à celle réalisée pour la France?

**Réponse** (18.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Dans sa question parlementaire, Madame la Députée se réfère à un article du quotidien français «Le Monde»<sup>1</sup> qui a procédé à une nouvelle analyse des données publiées auparavant par l'Institut de veille sanitaire (maintenant Santé publique France) pour la période de 1980 à 2012<sup>2/3</sup>. Les chiffres correspondants pour le Luxembourg sont publiés par le RMT dans ses rapports annuels «Le Cancer au Grand-Duché de Luxembourg». Une analyse détaillée a été publiée en 2012 pour les années 1980 à 2009<sup>4</sup>.

En résumé, l'augmentation du taux d'incidence du cancer du sein chez les femmes de moins de 40 ans dans la période 1980 à 2012 est de l'ordre de +11% au Luxembourg, donc bien inférieure à celle d'environ +60% rapportée par «Le Monde» pour la France. Les taux actuels d'incidence et de mortalité standardisés sur la population mondiale sont comparables dans les deux pays. Le taux d'incidence du cancer du testicule n'augmente pas chez les hommes de moins de 40 ans au Luxembourg dans cette même période. L'incidence de ce cancer rare est en augmentation depuis plus de 50 ans dans la plupart des pays industrialisés avec une grande hétérogénéité géographique.

Cancer du sein chez les femmes

En France, le taux d'incidence du cancer du sein standardisé sur la population mondiale a augmenté de 1980 jusqu'en 2004 pour diminuer depuis. En 2004, il atteignait le niveau de +74% par rapport à 1980, de +56% en 2012 par rapport à 1980. Au Luxembourg, on observe une augmentation plus lente, atteignant en 2000 environ +63% par rapport au niveau de 1980, respectivement +74% en 2012 par rapport au niveau de 1980 (Figure 1). Compte tenu de la variation du nombre de cas observé au Luxembourg d'année en année, on ne peut pas pour autant affirmer que les taux diffèrent de manière importante entre les deux pays. Les taux de mortalité au Luxembourg sont très proches des taux observés en France. L'incidence observée en Belgique depuis 2004 est constante<sup>5</sup>; en Allemagne, on observe un léger déclin de l'incidence à partir de 2008<sup>6</sup>.

Dans l'analyse des taux d'incidence par tranche d'âge, en ce qui concerne l'année 2012, on observe des taux inférieurs au Luxembourg par rapport à la France pour les femmes de moins de 50 ans et supérieurs pour les femmes plus âgées. Dans toutes les tranches d'âge, à l'exception des 50-59 ans, les taux d'incidence augmentent au Luxembourg pendant la période 1980 à 2012. En France, par contre, les taux sont actuellement en baisse dans les classes d'âge au-delà de 60 ans. En Belgique, les taux sont constants pour les femmes de 25-49 et 50-69 ans, et en augmentation pour la tranche d'âge 70+. Les graphiques du «Monde» suggèrent, en présentant des taux relatifs à l'année 1980 (index 100%), une hausse importante des taux de cancer du sein chez les femmes jeunes. Au Luxembourg, la hausse est de l'ordre de 11% pour les femmes de moins de 40 ans.

Comme le décrit «Le Monde», un des facteurs contribuant à l'augmentation est le taux croissant de dépistage précoce, ce qui va permettre de détecter plus de cancers, à un stade plus précoce, donc de meilleur pronostic. Un des facteurs contribuant à la diminution depuis 2004 serait la diminution des traitements hormonaux substitutifs de la ménopause (THM) dont on s'est aperçu vers 2000 qu'ils favoriseraient le développement du cancer du sein hor-

<sup>1</sup> Le Monde. Stéphane Foucart, Gary Dagorn et Sandrine Cabut: Cancer: les chiffres qui inquiètent. 25.10.2016

<sup>2</sup> Binder-Foucard F, Belot A, Delafosse P, Remontet L, Woronoff A-S, Bossard N: Estimation nationale de l'incidence et de la mortalité par cancer en France entre 1980 et 2012. Partie 1 - Tumeurs solides. Saint-Maurice (Fra): Institut de veille sanitaire; 2013.

<sup>3</sup> MonnerEAU A, Remontet L, Maynadie M, Binder Foucard F, Belot A, Troussard X, Bossard N: Estimation nationale de l'incidence des cancers en France entre 1980 et 2012. Étude à partir des registres des cancers du réseau Francim. Partie 2 - hémopathies malignes. Saint-Maurice: Institut de veille sanitaire; 2013.

<sup>4</sup> Le Cancer au Grand-Duché de Luxembourg 1980-2009. (éds. René Scheiden, Kamal Abywickrama). Luxembourg: Promoculture; 2012.

<sup>5</sup> Cancer burden in Belgium 2004-2013. Belgian Cancer Registry. Brussels; 2015

<sup>6</sup> Krebs in Deutschland 2011/2012. 10. Ausgabe. Robert Koch-Institut (Hrsg) und die Gesellschaft der epidemiologischen Krebsregister in Deutschland e.V. (Hrsg). Berlin; 2015.

mono-dépendant. «Le Monde» cite également plusieurs hypothèses pouvant expliquer l'augmentation de l'incidence parmi les femmes en dessous de 50 ans, comme un âge plus avancé lors de la première grossesse, le recul de l'allaitement, le surpoids, la sédentarité, le tabac et des facteurs environnementaux, dont certains sont aussi valables pour le Luxembourg.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Cancer du testicule

Le cancer du testicule est rare et a un pic d'incidence vers l'âge de 30-35 ans. Il est très rare avant 15 ans comme après 50 ans. Le taux d'incidence standardisé sur la population mondiale est environ sept par 100.000 par an au Luxembourg en 2012, en stagnation ou léger recul depuis 1987. Contrairement à la France où une augmentation est observée pour les tranches d'âge 20-29 et 30-39 ans, une telle progression n'est pas observée au Luxembourg.

Dans une expertise publiée en 2011, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) français<sup>7</sup> constate que «l'incidence du cancer du testicule est en augmentation depuis plus de 50 ans dans la plupart des pays industrialisés», avec «une grande hétérogénéité géographique dans l'incidence mais une relative homogénéité dans les tendances temporelles». L'expertise indique que «(Parmi les causes possibles du cancer du testicule), l'augmentation de l'incidence ne peut être due à des évolutions démographiques; elle ne peut non plus être due à des modifications des pratiques de dépistage car il n'existe pas de campagne ou de pratique de dépistage de ce cancer, et les jeunes adultes ne subissent d'examen du testicule qu'en cas de symptômes. La cryptorchidie pourrait contribuer à expliquer une partie des nouveaux cas de cancer du testicule.» Finalement, des effets environnementaux pourraient jouer un rôle. Selon un expert cité par «Le Monde», «les anomalies génitales du petit garçon, plus souvent observées en zone rurale qu'en ville, sont fréquemment liées à des expositions in utero à des perturbateurs endocriniens (pesticides, bisphénols, etc.)»

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 2513** (28.10.2016) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant la **collaboration entre POST Luxembourg et Singapore Post Limited**:

In meiner parlamentarischen Anfrage N°2350 vom 31. August 2016 hatte ich insgesamt acht Fragen zur strategischen Kooperationsvereinbarung zwischen POST Luxembourg und Singapore Post Limited gestellt. In ihrer Antwort gaben die Minister für Wirtschaft und für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen wohl ausführliche Angaben zur allgemeinen nationalen Wirtschaftsstrategie im Bereich der Logistik, jedoch wurde leider auf sechs der acht gestellten Fragen nicht geantwortet. Ich habe vollstes Verständnis dafür, dass die Minister zum damaligen Zeitpunkt noch nicht über die vollständigen Informationen verfügten, um präzise Antworten auf die genannten Fragen zu geben; möglicherweise kann auch das eine oder andere Detail noch nicht mit Genauigkeit geliefert werden. Allerdings trat die genannte Kooperationsvereinbarung Ende September 2016 in Kraft; zudem müssen die Herrn Minister sicherlich über Schätzungen verfügen betreffend der von mir gestellten wichtigen und berechtigten Fragen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich den Herrn Wirtschaftsminister und den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen gemäß Artikel 80 der Geschäftsordnung bitten, sich die Mühe zu geben und nach bestem Wissen die folgenden Fragen zu beantworten:

1. Welchen Einfluss wird die Zusammenarbeit der oben genannten Betriebe auf die Aktivitäten des lux-Airport haben?

2. Welche Zunahme an Flugbewegungen wird erwartet und zu welchen Tages- bzw. Nachtzeiten soll diese Zunahme an Flügen stattfinden?

3. Welchen Einfluss wird diese Zusammenarbeit auf den Straßenverkehr in Luxembourg haben?

4. Welche Auswirkung wird sich für den hiesigen Arbeitsmarkt erwarten? Wie viele Arbeitsplätze werden voraussichtlich durch diese Zu-

<sup>7</sup> Inserm (dir.): Reproduction et environnement (expertise collective). Paris: Les éditions Inserm; 2011.



sammenarbeit entstehen und in welchem Ausbildungs- und Qualifikationsbereich?

5. Wie lange werden die heutigen Kapazitäten der Verteilerzentrale der Post in Bettembourg dem neuen Aufgabenbereich genügen?

**Réponse commune** (28.11.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Die strategische Kooperationsvereinbarung, die POST Luxembourg und Singapore Post unterzeichnet haben, hat zum Ziel, den jeweiligen Kunden beider Unternehmen aus dem elektronischen Handel Logistiklösungen in Europa und Asien anzubieten. Diese Zusammenarbeit ist Teil der Strategie der POST Luxembourg, ihr Geschäftsfeld zu diversifizieren, um wettbewerbsfähig zu bleiben und ihre Logistikaktivitäten zu stärken.

In einer solchen Kooperationsvereinbarung werden die Prinzipien einer Zusammenarbeit festgehalten. Sie enthält keinen präzisen Business Plan, der erlauben würde, jetzt schon Angaben zu machen betreffend der Warenströme, die längerfristig aufkommen könnten, und deren Konsequenzen auf die Infrastrukturen und den Arbeitsmarkt. Wie bereits in unserer Antwort auf die parlamentarische Anfrage N°2350 der Abgeordneten erläutert, sind daher eine genaue Erstellung der Warenströme sowie eventuelle Kapazitätserhöhungen zu diesem Zeitpunkt noch nicht abschließend zu bewerten, da hierzu unter anderem Erfahrungswerte benötigt werden. Eine Aussage hierzu ist zurzeit noch verfrüht.

Informationen der Post zufolge läuft zurzeit die erste Testphase. In dieser Testphase wird kein wesentlicher Einfluss auf die Aktivitäten des lux-Airports erwartet. Es wird auch kurzfristig nicht zu einer konsequenten Zunahme an Flugbewegungen kommen. Wir gehen davon aus, dass alle Flüge im Rahmen der erlaubten Abflug- und Landezeiten für den Flughafen stattfinden. Einen größeren direkten Impact auf den hiesigen Straßenverkehr wird nicht erwartet. Auch wird das Paketaufkommen mit dem bestehenden Personal im Verteilerzentrum in Bettembourg bewältigt werden können.

**Question 2514** (28.10.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant la **prévention des troubles cardiaques**:

Herz-Kreislauf-Erkrankungen sind die häufigste Todesursache in Luxemburg und Europa. Nach einem Herzinfarkt entwickelt sich bei manchen Patienten eine Herzinsuffizienz, welche die Lebenserwartung drastisch reduziert.

Nach einem rezenten, vom Luxembourg Institute of Health (LIH) mit Partnern durchgeführten Projekt, konnte ein Biomolekül (Biomarker) identifiziert werden, dessen Menge im Blut das Risiko für die Entwicklung einer Herzschwäche nach einem Herzinfarkt vorhersagen kann. Der Test ermöglicht es, die schweren Folgen eines Myokardinfarkts frühzeitig zu erkennen und somit die Lebenserwartung der Patienten zu steigern. Die Ergebnisse der Studie des LIH wurden in der Zwischenzeit auch von anderen ausländischen Forschern bestätigt.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister der sozialen Sicherheit stellen:

- Ab wann wird dieser prognostische Test für die klinische Anwendung in Luxemburg zur Verfügung stehen?

- Gibt es biomedizinische Labore in Luxemburg, die diesen Test ausführen und auswerten können?

- Wird es zu einer Rückerstattung der diesbezüglichen Kosten seitens der Gesundheitskasse CNS kommen?

**Réponse commune** (22.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Die ehrenwerte Abgeordnete schneidet ein Thema an, das eine hohe Zahl von Patienten betrifft. Auslöser einer Herzinsuffizienz ist nicht immer ein Herzinfarkt, aber die betroffene Zahl von Patienten, deren Herzinsuffizienz auf einen Herzinfarkt zurückzuführen ist, ist beträchtlich.

Deshalb könnte ein prognostischer Test, d. h. ein Test, der die Voraussage ermöglicht, welche Herzinfarktpatienten einem erhöhten Risiko einer Herzinsuffizienz nach Herzinfarkt ausgesetzt sind, eine große Hilfe bei der Risikominimierung darstellen.

Die Arbeit des Luxembourg Institute of Health auf diesem Gebiet ist deshalb hervorzuheben. Die Forscher machen aber selber darauf auf-

merksam, dass die Rolle der untersuchten RNA's (von ihnen „Myocardial Infarction-associated Circular Ribonucleic Acids“ genannt), in der Kardiologie erst am Anfang ihrer Erkundung steht, und weitere Forschung benötigt wird, unter anderem zur prognostischen Aussagekraft dieser Biomoleküle.

In diesem Stadium ist es nicht möglich, ausführlicher auf die Fragen der ehrenwerten Abgeordneten zu antworten, es sei denn die Zukunft bringt neuere Erkenntnisse im oben erwähnten Bereich.

**Question 2515** (28.10.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **renforcement des instruments de défense commerciale**:

Dans les conclusions adoptées par le Conseil européen le 21 octobre dernier, les chefs d'État ou de Gouvernement des 28 États membres de l'UE se sont mis d'accord pour «parvenir au plus vite, d'ici fin 2016, à un accord équilibré sur la position du Conseil concernant la modernisation d'ensemble de tous les instruments de défense commerciale». Néanmoins, de profondes divisions persistent au sujet du niveau auquel les droits antidumping devraient être appliqués contre les importations qui font l'objet de subventions ou de dumping. Ce qui explique pourquoi la référence à la règle du droit moindre, initialement incluse dans le projet de conclusions préparé par le Président du Conseil européen, a été retirée au cours du sommet. Or, c'est cette règle qui réduit fortement l'efficacité de nos mesures antidumping et c'est donc sa limitation qui déterminera leur efficacité à l'avenir.

Étant donné l'importance de cette réforme, dont des milliers d'emplois dépendent, et afin de répondre aux inquiétudes croissantes des citoyens vis-à-vis du commerce extérieur, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Il semblerait que les 28 États membres soient divisés en trois camps: 12 seraient favorables à une réforme, 13 y seraient opposés, et 3 auraient une position neutre. Selon nos informations, le Gouvernement luxembourgeois ferait partie du dernier groupe. Le Premier Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement luxembourgeois soutient cette position, alors que celle-ci est préjudiciable à l'industrie européenne et luxembourgeoise?

- Dans le cas contraire, le Premier Ministre peut-il rendre publics les éléments de langage qu'il a utilisés lors de la dernière réunion du Conseil européen afin d'en attester?

- De manière plus générale, le Gouvernement luxembourgeois est-il favorable à un renforcement de la réactivité et de l'efficacité des mesures antidumping européennes, telles que celles qui sont imposées aux États-Unis?

- Plus précisément, quelle est votre position concernant le compromis proposé par la Commission européenne et la Présidence slovaque, selon lequel la règle du droit moindre ne devrait pas s'appliquer dans les cas de «distorsions vis-à-vis des matières premières» ou de «surcapacités massives»?

**Réponse** (23.11.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

Il convient de rappeler que le Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016 a confirmé au point 10) des conclusions auxquelles l'honorable Député fait référence que «l'UE est attachée à une politique commerciale solide qui tire parti de marchés ouverts au service de la croissance et de la création d'emplois et qui tient compte dans le même temps des préoccupations de ses citoyens...». Au point 12) desdites conclusions, «...le Conseil européen estime que les pratiques commerciales déloyales doivent être combattues efficacement et avec fermeté. Afin de sauvegarder les emplois européens, d'assurer une concurrence loyale sur les marchés ouverts et de préserver le libre-échange, il est essentiel que les instruments de défense commerciale de l'UE soient efficaces face aux défis mondiaux. Il faut pour cela parvenir au plus vite, d'ici fin 2016, à un accord équilibré du Conseil concernant la modernisation d'ensemble de tous les instruments de défense commerciale».

Les conclusions du Conseil européen confirment donc l'importance attachée tant à la défense des entreprises de l'UE contre des pratiques déloyales pratiquées par des entreprises localisées à l'extérieur de l'UE qu'au maintien des principes du libre-échange qui constitue depuis des décennies le fondement de l'économie luxembourgeoise dans son ensemble.

La perception invoquée par l'honorable Député qu'«il semblerait que les 28 États membres soient divisés en trois camps: 12 seraient favorables à une réforme, 13 y seraient opposés, et 3 auraient une position neutre» et que le soi-disant troisième camp, auquel appartiendrait le Luxembourg, aurait une position neutre à l'égard de la réforme est une appréciation qui ne ressort pas des conclusions du Conseil qui s'est exprimé clairement en faveur de la modernisation d'ensemble de tous les instruments de défense commerciale. Le Gouvernement luxembourgeois n'est de toute façon jamais neutre lorsqu'il s'agit de prendre la défense d'entreprises luxembourgeoises contre des pratiques déloyales appelées communément dumping.

Il est vrai que pour certains éléments spécifiques de la réforme, dont la règle du droit moindre, le Conseil européen a chargé les instances du Conseil à parvenir à un accord jusqu'à fin 2016, dans le but notamment d'assurer une application équilibrée de la règle du droit moindre, ceci tant dans le souci de protéger les entreprises contre les effets du dumping que dans l'intérêt du maintien des principes du libre-échange.

Le Gouvernement considère qu'une flexibilisation partielle de la règle du droit moindre dans des cas de figure spécifiques doit être possible, notamment dans les cas de surcapacités de production massives et/ou de distorsions du prix de matières premières, ceci pour défendre vigoureusement les emplois au sein des entreprises européennes et luxembourgeoises concernées. La position du Gouvernement luxembourgeois n'est donc ni «neutre», ni «préjudiciable à l'industrie européenne et luxembourgeoise». S'y ajoutent d'autres éléments spécifiques importants tels que le facteur de la rapidité de réponse de nos instruments de défense commerciale.

L'objectif du Gouvernement luxembourgeois est donc de préserver à la fois les intérêts de l'économie luxembourgeoise, qui est aussi une plate-forme du libre-échange, que les intérêts des acteurs économiques luxembourgeois qui sont victimes de pratiques déloyales. Le Gouvernement est favorable à la réactivité et à l'efficacité des mesures antidumping européennes, tout en rappelant aussi la nécessité de respecter les règles de l'Organisation mondiale du commerce. Il est rappelé que certaines des mesures antidumping prises par les États-Unis, auxquelles l'honorable Député fait référence, ont été rejetées par l'Organisation mondiale du commerce. Or, le multilatéralisme et le respect de l'État de droit international sont des principes fondamentaux de la politique luxembourgeoise. Abandonner ces principes n'est pas dans l'intérêt économique à long terme du Luxembourg.

La position du Luxembourg au Conseil européen fut donc celle de soutenir la réforme des instruments de défense commerciale, y inclus une flexibilisation partielle de la règle du droit moindre dans des situations exceptionnelles, tout en veillant aux principes du libre-échange et du droit international tel que fixé par le cadre réglementaire de l'OMC. Toute autre perception est réductrice de l'importance et de la complexité du dossier.

Il est rappelé aussi que lors de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE, le Conseil Affaires étrangères/commerce s'était explicitement exprimé lors de sa session du 27 novembre 2015 en faveur de la lutte contre les pratiques commerciales déloyales. En date du 29 novembre 2015, le Conseil Compétitivité avait encouragé dans ses conclusions la relance du processus de modernisation des instruments de défense commerciale.

La déclaration conjointe de la réunion commune entre les Gouvernements belge et luxembourgeois (Gâchel IX) le 4 juillet dernier, témoigne aussi de la détermination du Gouvernement d'aboutir, à court terme, à une solution sur ce dossier revêtant une importance cruciale pour la politique commerciale de l'UE ainsi que pour l'industrie européenne et luxembourgeoise, en citation:

«Tenant compte des défis actuels auxquels est confrontée l'industrie sidérurgique européenne, dont notamment les surcapacités de production mondiales qui constituent un des facteurs structurels décisifs de la situation actuelle de l'acier, les deux gouvernements ont affirmé que la finalisation de la réforme des instruments de défense commerciale dont dispose l'UE constitue une priorité en matière de politique commerciale. Une telle modernisation s'impose afin que l'Union européenne soit en mesure de garantir à nos entreprises des conditions de concurrence équitables au niveau mondial. Il ne s'agit pas de protéger un secteur spécifique de la compétition étrangère mais de sauvegarder un maximum d'emplois viables tout en permettant à nos industries sidérurgiques de rester compétitives et de disposer

d'une prévisibilité pour justifier des investissements nécessaires à la modernisation du secteur. Les deux gouvernements estiment par ailleurs que les mesures concrètes dans le cadre de cette réforme du système de défense commerciale devraient porter notamment sur une accélération des procédures, tout en renforçant la transparence, la prévisibilité, l'efficacité et la mise en œuvre des instruments de défense commerciale communautaire.»

L'action du Gouvernement est déterminée dans la poursuite de la défense des entreprises luxembourgeoises contre les pratiques de dumping tout en respectant le cadre réglementaire international et les principes du libre-échange importants pour l'économie luxembourgeoise.

**Question 2519** (02.11.2016) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant la **retraite progressive**:

Les députés allemands viennent de voter un projet de loi instaurant la retraite progressive, donnant ainsi la possibilité aux employés plus âgés de diminuer leur temps de travail tout en bénéficiant d'une partie de leur pension (Flexirente). La France pour sa part connaît déjà un régime de retraite progressive.

Le programme gouvernemental actuel prévoit que «le Gouvernement va (...) promouvoir les mécanismes permettant d'accéder progressivement à la retraite (activité professionnelle et pension de vieillesse)».

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Il existe actuellement la formule de la «pré-retraite progressive». Combien de personnes ont bénéficié de cette option ces dernières années? Quel est le coût de cette mesure?

2. Monsieur le Ministre est-il en mesure de m'informer sur l'état des travaux en ce qui concerne l'élaboration d'autres mesures de retraite progressive?

3. Dans ce contexte, quelles sont les pistes actuellement en discussion, et comment diffèrent-elles par rapport au régime de la pré-retraite progressive actuellement d'application?

**Réponse commune** (06.12.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1. Le nombre total d'entreprises rendues éligibles à la préretraite progressive depuis l'entrée en vigueur de la mesure s'élève à 51.

Le nombre total de bénéficiaires jusqu'à ce jour (décision ministérielle prise) s'élève à 34 salariés.

Dépenses liquidées par année:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. La loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension a adapté les dispositions applicables en cas de concours d'une pension de vieillesse anticipée avec des salaires ou autres revenus personnels déterminés:

a. la réduction de moitié de la pension en cas d'une activité salariée significative, c'est-à-dire dont le revenu dépasse un tiers du salaire social minimum (SSM), a été abrogée;

b. la borne inférieure de détermination du plafond anticumul pour la pension a été augmentée.

Une comparaison des statistiques démographiques afférentes de 2012 et 2015 montre que ces mesures ont permis à davantage de personnes de combiner une activité salariée significative avec une pension de vieillesse anticipée, le nombre total passant de 69 en 2012 à 487 en 2015. En tout, le nombre de bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée percevant un salaire (activité significative ou insignifiante) montre une progression de 960 à 1.362 personnes pendant la même période.

ad 3. Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire rappelle à l'honorable Député que le projet de loi n°6844, qui a déjà fait l'objet de discussions au sein de la Commission parlementaire, adapte aussi certaines modalités de la préretraite progressive, ce qui devrait faciliter le recours à cet instrument. Ce projet devrait être soumis au vote de la Chambre dans un proche avenir.



**Question 2520** (02.11.2016) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant le **déversement du liquide AdBlue à l'Aire de Berchem**:

Dans votre réponse du 17 octobre (*cf. compte rendu n°2/session ordinaire 2016-2017*), vous indiquez que les premiers indices de teneurs en nitrates sur la plate-forme Shell auraient déjà été documentés en 2013, mais que le bureau d'études en charge à l'époque aurait écarté un lien avec le produit AdBlue.

1. La pollution documentée en 2013 a-t-elle été communiquée au public? Dans la négative, pourquoi ceci n'a-t-il pas été le cas?

2. Les examens effectués en 2013 à la suite desquels la pollution a pu être détectée ont-ils été réalisés à la demande de l'exploitant de la station-service ou l'ont-ils été dans le cadre d'un contrôle de routine?

3. Les frais engendrés par la pollution à cette époque ont-ils été mis à charge de l'exploitant de la station-service? Quel en a été le coût?

4. Quel bureau d'études était chargé des contrôles en question?

Actuellement le bassin de rétention en béton sur la plate-forme Shell est vidé en permanence par des sociétés spécialisées dans le traitement d'eaux usées:

5. Quel volume d'eau a entre-temps dû être enlevé du bassin de rétention?

6. Quels traitements sont réalisés sur les eaux collectées?

7. Quel est le coût par mètre cube de la prise en charge (transport, traitement, etc.) des eaux usées?

Le bassin de rétention en question est équipé d'un filtre d'huile qui devrait en principe permettre de capter les huiles minérales issues des combustibles fossiles pour empêcher leur écoulement dans le deuxième bassin et ensuite dans le milieu naturel:

8. Le bon fonctionnement de cet instrument de filtrage est-il régulièrement contrôlé?

9. Quelle est la teneur en hydrocarbures des eaux filtrées?

L'arrêté de mise en demeure 1/16/0443/MD du 4 août 2016 que vous citez dans votre réponse impose une multitude d'obligations à la société Shell, notamment en matière de sécurité. Selon les échéances incluses dans l'arrêté, toutes ces demandes devraient entre-temps être remplies par la société exploitante:

10. La société Shell a-t-elle entre-temps pu remplir toutes les obligations imposées par l'arrêté précité?

11. Dans la négative, quelles obligations ne sont pas respectées et pour quelles raisons?

12. Si des obligations ne sont pas remplies, Madame la Ministre envisagera-t-elle d'appliquer des sanctions à l'égard de la société exploitante?

Les fiches d'information techniques concernant AdBlue indiquent que ce produit est corrosif et risque donc d'endommager des métaux. Dans l'arrêté de mise en demeure 1/16/0443/MD du 4 août 2016, vous rappelez que les tuyauteries servant au transvasement de liquides inflammables doivent être à double paroi, métalliques, concentriques et continues. Cette disposition n'était pourtant pas encore applicable lors du déversement du produit AdBlue en juin et en juillet 2016:

13. En ce qui concerne le tuyau endommagé, s'agissait-il d'un tuyau métallique?

14. Dans l'affirmative et considérant les caractéristiques corrosives du produit AdBlue, comment est-il possible que des tuyaux de ce type ont pu être utilisés pour le transvasement du produit en question?

Le même arrêté précise également que le 29 juillet 2016, lors d'une réunion entre des représentants de la société Shell et des représentants des ministères concernés, la société Shell aurait admis qu'une fuite sur le réseau de distribution d'AdBlue aurait déjà existé depuis le 18 juin. Même si le produit AdBlue n'est pas classé comme étant dangereux, cette information pose question:

15. La société Shell n'était-elle pas obligée de prévenir les autorités compétentes déjà le 18 juin, immédiatement après détection de la fuite sur le réseau de distribution à l'AdBlue?

16. Pourquoi la société Shell a-t-elle attendu jusqu'au 6 juillet pour en avertir les autorités?

Dans ce même arrêté, vous précisez encore que l'Administration des ponts et chaussées est le gestionnaire et opérateur unique de l'installation d'évacuation et de traitement des eaux en provenance de la plate-forme de l'Aire de Berchem située sur le côté est (côté Shell):

17. Comment jugez-vous la responsabilité de l'Administration des ponts et chaussées dans le contexte de la pollution à l'AdBlue? Ne lui incombe-t-il pas d'assurer le fonctionnement efficace des installations d'évacuation et de traitement des eaux?

18. Comment se fait-il que l'exploitant de la station-service n'ait pas été obligé d'installer des équipements supplémentaires et de prendre plus régulièrement des échantillons plus tôt et qu'il ne s'y soit pris que maintenant?

19. Les autorités compétentes n'auraient-elles pas déjà dû renforcer les obligations en matière de contrôle et de sécurité après les premières pollutions détectées en 2013?

**Réponse** (06.12.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. - 4. Comme précisé dans la réponse du 17 octobre 2016, l'étude menée en 2013 avait comme but unique d'établir un état du site avant que la procédure liée au renouvellement du contrat de concession ne fût lancée. Il s'agit donc d'un contrôle ponctuel demandé par l'Administration de l'environnement à l'exploitant dans le cadre de l'exploitation de l'Aire de Berchem. Il faut préciser que les frais d'études ont été à la charge de l'exploitant et les contrôles ont été réalisés par un organisme agréé par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.

En considérant la nature des pollutions et les mesures de gestion à mettre en œuvre, il ne s'est pas avéré nécessaire d'en informer le public. L'accès à ce type de rapport est régi par les dispositions de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement.

ad 5. - 7. Selon les informations reçues par Shell, 2.065 tonnes d'eau ont été retirées du bassin de rétention jusqu'au 9.11.2016 pour traitement hors site. Les volumes d'eau ont été traités par différentes méthodes (biologiques, export vers l'étranger à des fins de traitement...). Les transports demandés par Shell sont effectués sous couverture des notifications et enregistrements prévus par la législation pertinente. En application des dispositions de la loi modifiée du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement, les coûts de prise en charge des eaux usées ne peuvent être divulgués, étant donné qu'il s'agit de données commerciales.

Shell a démarré en cours de mois de novembre une installation de traitement des eaux collectées sur le site en vue de pouvoir réduire les concentrations des produits de décomposition de l'AdBlue. Le but final est de permettre le rejet des eaux après vérification de leur qualité permettant de ne pas détériorer l'état du cours d'eau récepteur.

ad 8. - 9. Depuis la première détection d'hydrocarbures dans les eaux du ruisseau Méckenheck, il y a plusieurs années, l'État a investi près d'un million d'euros pour revoir et modifier le système de traitement des eaux de pluie collectées sur la plate-forme de l'Aire de Berchem (surfaces appartenant et exploitées par l'État).

Les administrations et les bureaux d'études impliqués ont élaboré et mis en place un système de filtration des hydrocarbures reposant sur différents bassins de décantation et de filtration. Ce système innovant et stable ne recourt plus à des séparateurs d'hydrocarbures.

Depuis mi-2015 l'installation était complètement opérationnelle et le système fonctionnait jusqu'au jour de l'incident. Les concentrations des hydrocarbures mesurées dans les eaux rejetées étaient en dessous des valeurs limites exigées. Les contrôles sont effectués en moyenne tous les deux mois. La fréquence minimale requise par l'arrêté en matière d'établissements classés est actuellement de six mois. La teneur en hydrocarbure mesurée se situait entre <0,1 mg/l et 0,4 mg/l, avec un seuil maximal autorisé de 1,0 mg/l.

ad 10. - 12. Shell a réagi sur chaque condition fixée dans l'arrêté 1/16/0443/MD. Les rapports périodiques et résultats de monitoring demandés sont fournis régulièrement et permettent un suivi détaillé de la situation par les administrations concernées.

Sur base des documents fournis, l'Administration de l'environnement a demandé une étude complémentaire relative à la pollution du sol, du sous-sol et des eaux souterraines.

Concernant la conformité de l'installation de stockage et de distribution d'AdBlue sur pompes, toujours à l'arrêt depuis le début du mois d'août 2016, des travaux de mise en conformité sont encore nécessaires.

ad 13. - 14. Cette disposition généralement applicable pour les installations de distribution de gasoil a entre autres été fixée également pour les installations d'AdBlue par un arrêté ministériel délivré le 30.7.2015. (Arrêté 1/15/0217 couvrant diverses modifications des installations et équipements exploités par Shell.)

Le tuyau litigieux en juin/juillet 2016 était un tuyau en acier inoxydable, donc métallique. Il faut néanmoins préciser que l'acier inoxydable est compatible avec l'AdBlue. Selon les résultats d'investigation de la cause probable, la fuite d'AdBlue se serait créée progressivement due à un étirement excessif d'un tuyau-flexible.

ad 15. - 16. Selon les explications obtenues par Shell dans leur rapport circonstancié, la fuite sur le réseau a seulement été constatée et confirmée en date du 5 juillet. C'est seulement sur base de l'analyse des rapports de stock que le début potentiel de l'incident a été fixé au 18 juin.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que Shell, en tant que concessionnaire et exploitant, a des obligations d'informer dans les meilleurs délais les instances publiques concernées de toute irrégularité. Effectivement la réaction de Shell peut être jugée comme trop lente. Afin de remédier à cette situation, l'arrêté de mise en demeure, émis après l'incident, impose l'actualisation du plan d'urgence (Art. 8 de l'arrêté de mise en demeure).

ad 17. - 18. Le but primaire des installations de traitement des eaux de surface est d'amortir les vagues en eaux sur l'exécutoire en cas de pluies torrentielles. Le second but est l'élimination des concentrations en hydrocarbures. La conception de ces installations était faite sous l'hypothèse que seulement les eaux de surface y seraient collectées et traitées, d'où l'approche de seulement traiter les hydrocarbures.

Les équipements relatifs à la vente de l'AdBlue et de tous les autres types d'installations du concessionnaire sont implantés sur la surface affectée du concessionnaire. Le concessionnaire a la charge de gérer les eaux usées/pluviales émanant de ces surfaces. L'Administration des ponts et chaussées n'a, à part les autorisations de permission de voirie, ni d'influence ni de responsabilité sur ces surfaces. Les eaux de surface en provenance des surfaces affectées au concessionnaire doivent être propres avant de s'écouler sur les surfaces publiques. Les installations du concessionnaire doivent retenir toutes pollutions avant d'empiéter la surface ou les réseaux de l'État.

ad 19. Comme précisé sous 1), les pollutions détectées en 2013 n'ont pas permis d'établir un lien avec l'installation d'AdBlue.

**Question 2521** (02.11.2016) de **M. Marc Spautz** (*CSV*) concernant le **plan d'action national maladies démentielles**:

En mars 2013, le Conseil de Gouvernement a approuvé le «Plan d'action national maladies démentielles». L'objectif est, d'un côté, de retarder l'évolution de la maladie et d'éviter une dépendance des soins le plus longtemps possible et, de l'autre côté, d'aider les personnes malades et leurs familles à apprendre à mieux vivre avec la maladie et d'offrir aux concernés la possibilité de rester le plus longtemps possible dans leur cadre de vie.

Selon l'actuel programme gouvernemental, le plan démente sera dorénavant «mis en œuvre en étroite collaboration avec tous les acteurs, dont la CNS et plus particulièrement l'assurance dépendance».

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Famille:

- Mesdames les Ministres peuvent-elles me fournir des informations sur la mise en œuvre du plan d'action national «maladies démentielles»?

**Réponse commune** (05.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Le plan d'action «maladies démentielles», approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 13 mars 2013, prévoit plusieurs actions

coordonnées plus particulièrement par les ministères ayant respectivement la Famille et la Santé dans leurs attributions.

Actions relevant du Ministère de la Famille:

En ce qui concerne l'accompagnement de la personne concernée et de son entourage, trois mesures ont été retenues par le plan national à savoir:

- Évaluer les besoins en information, orientation et counseling des personnes concernées et de leur entourage familial avec définition des acteurs nécessaires pour y répondre tout en tenant compte des moyens/structures existants.

Le Ministère de la Famille a mis en place à l'adresse 14a, rue des Bains à Luxembourg-ville le «Info-Zenter Demenz». Il s'agit d'un centre national neutre qui se veut d'informer et de sensibiliser gratuitement la population luxembourgeoise sur les différentes formes de démence. Le «Info-Zenter Demenz» est accompagné par un comité de pilotage dans lequel sont représentés plusieurs prestataires de services à destination de personnes démentes, et en particulier l'Association Luxembourg Alzheimer, gestionnaire du «Info-Zenter Demenz». L'inauguration officielle du centre sera faite le 30 novembre par une conférence publique avec comme orateurs Mme Heike von Lützu-Hohlbein, présidente d'Alzheimer Europe, sur le sujet «Was wünschen sich pflegende Angehörige und worunter leiden sie?», et le Prof. Dr. med. Hans Förstl sur le sujet «Demenz! Alzheim untergehen oder zusammen bewältigen».

- Information et documentation accessibles

Le Ministère de la Famille garantit à la population luxembourgeoise l'accès à l'information et à la documentation via deux moyens. En effet, le «Info-Zenter Demenz» dispose d'une bibliothèque et d'une vidéothèque qui sont mises gratuitement à disposition des personnes intéressées.

Par ailleurs le Ministère de la Famille a créé le site Internet [www.liewematdemenz.lu](http://www.liewematdemenz.lu). Ce site offre des vidéos-témoignages de l'entourage de personnes concernées au Luxembourg. Cette offre sera complétée par la mise en route du site Internet du «Info-Zenter Demenz» et du projet «Forum connect» financé par la «Fondation du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse» et développé par l'Université de Luxembourg.

- Sensibilisation des aidants informels aux moyens de répit existant et réflexion sur de nouveaux moyens de prévention primaire et secondaire à mettre en place

Le Ministère de la Famille va mettre en œuvre avec le Réseau Help et l'«Info-Zenter Demenz» le projet «Prendre soin de l'autre... en prenant soin de soi». Il s'agit d'organiser un mini-séjour «ressourçant» pour des aidants (conjoints ou enfants) de personnes atteintes de démence tout en relayant la prise en charge pendant la journée de la personne malade à un service professionnel.

En effet, accompagner une personne démente représente une grande implication de soi constante tant physique que psychique et peut conduire les proches aidants à s'isoler et à s'oublier soi-même. Les actes simples de la vie liés par exemple au plaisir ne sont plus que des souvenirs, comme par exemple: aller chez le coiffeur, au cinéma, au restaurant, pratiquer un sport, rencontrer des amis, faire du shopping... etc. Tous ces petits moments qui semblent anodins pour beaucoup d'entre nous sont le ciment de notre équilibre, de notre bien-être. Une des clés pour maintenir un équilibre psycho-physique est de s'octroyer des moments de «répit».

Dans le contexte du maintien à domicile une seule mesure tombe dans le champ de compétence du Ministère de la Famille:

- Évaluation des besoins en hébergement de vacances/urgence

Le Ministère de la Famille incite les gestionnaires lors de la construction de nouvelles structures long séjour d'intégrer des lits dits de vacances dans leur concept de construction.

Par ailleurs le «relevé des services pour personnes âgées au Luxembourg», mis à jour régulièrement par le Ministère de la Famille, renseigne sur le nombre de lits de vacances disponibles dans les différentes institutions.

Dans le contexte de la prise en charge institutionnelle le Ministère de la Famille doit entrer en action pour plusieurs mesures:

- Information/sensibilisation sur les prises en charge particulières qui existent pour les personnes atteintes d'une maladie démentielle dans les différentes structures pour personnes âgées

Le «Info-Zenter Demenz» tient à la disposition de tous les intéressés des informations sur les services spécifiques offerts dans le cadre de la prise en charge de la personne démente.





- Introduction de normes de qualité pour les prestations et services dans la législation sur les personnes âgées

Le Ministère de la Famille est actuellement en train de réviser la loi dite ASFT et les règlements afférents. Dans ce contexte, il est évident que les droits des personnes âgées en général, et en particulier des personnes démentes doivent être protégés.

Le Ministère de la Famille a fait accompagner deux projets de prise en charge spécifique des personnes démentes dans des «oases» au CHNP et dans la maison de soins «Beim Goldknapp». Il a chargé le «Demenz Support Stuttgart» et l'Université de Jena de rédiger deux rapports d'évaluation afférents.

- Évaluation des besoins en formations continues particulières pour les personnels en fonction des deux milieux d'intervention:

- Les institutions et services du long séjour
- Les établissements relevant du plan hospitalier

Le Ministère de la Famille est en train de mettre en place une formation psycho-gériatrique. Cette formation pourrait être comparée à la formation de sensibilisation dans les soins palliatifs. Actuellement quatre vidéos d'apprentissage ont été tournées avec des acteurs luxembourgeois (Pol Greisch, Marie-Paule von Roesgen, Marc Baum et Eugénie Anselin) par Maurice Molitor sur la thématique des comportements provoquants dans les maladies démentielles, à savoir: le tapage, la fuite, l'accusation de vol et le jeu avec les excréments. Ces vidéos seront officiellement présentées au public le 26 janvier 2017 dans une salle de cinéma au Luxembourg.

Dans le contexte de l'éthique et du droit le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région est en train d'élaborer des pistes réflexions.

- Lutte contre les maltraitances

Le Ministère de la Famille organise de façon régulière des cercles de qualité pour les gestionnaires. Des sujets tels que la gestion des plaintes et l'amélioration de la communication sont abordés.

Par ailleurs le Ministère de la Famille donne la possibilité à tous les citoyens d'exprimer leurs craintes et insatisfactions au «Seniorentelefon». En plus il existe une collaboration étroite entre les agents du service personnes âgées, le médiateur dans le domaine de la santé et les agents chargés des plaintes au sein de la CEO - Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance.

Dans le contexte de «Demenzfreundliche Gesellschaft»:

- Promotion de l'inclusion des personnes concernées dans la société

Le Ministère de la Famille a commandité auprès de Serge Tonnar une chanson au sujet de la démence. «Bonjour an Awuer - Demenz ass keen Tabu» a été enregistrée par le chanteur et par plus de 150 personnes, dont des personnes atteintes de la maladie et leurs familles, le personnel encadrant et des personnes ayant voulu soutenir le projet suite à un appel public. Un clip et un documentaire («making of») ont été réalisés par Jacques Molitor. Le projet «Bonjour an Awuer - Demenz ass keen Tabu» a pour but de thématiser le sujet de la démence, d'informer le grand public et de briser le tabou autour de cette maladie. Il sert en outre à donner du courage aux personnes concernées et à leur entourage.

Actions relevant du Ministère de la Santé:

- Mise en place d'une offre de la prévention secondaire pour les patients MCI et/ou atteints d'une forme de démence légère si les expériences en cours sont concluives.

Le but de cette mesure est de favoriser le maintien des activités de la vie quotidienne.

Le Programme démence prévention pdp (pour des informations plus détaillées veuillez consulter le site <http://www.sante.public.lu/fr/prevention/modes/demenze/index.html>) a été élaboré en collaboration avec l'Institut allemand pour la prévention de la démence/Université de la Sarre et est actuellement en phase d'implémentation: diverses actions publiques pour la promotion de la connaissance du pdp ont été présentées; recrutement des partenaires locaux pour la mise en pratique des plans de prévention individuelles. Les personnes souffrant de légers symptômes de démence (MCI) sont envoyées via ordonnance médicale au programme pdp où la Memory coach les conseille et les prend en charge pour établir leur programme de prévention individuelle dans tous les domaines prévu par le programme, à savoir: alimentation, activité physique, cognition, activité sociale, médication, activités de la vie quotidienne, situation juridique, conseils aux familles. Ces consultations se font dans les maisons médicales.

À la date du 19 octobre 2016, 49 personnes sont prises en charge par le programme pdp et leur nombre est en constante croissance. Il y a eu au total 118 consultations dont:

- 49 personnes ont été vues pour une première consultation,
- 34 pour une deuxième,
- 21 pour une troisième, 8 pour une quatrième,
- 5 pour une cinquième et
- 1 personne pour une sixième consultation.

Dans le contexte du diagnostic la mesure suivante a été retenue:

- Élaboration d'un standard «Diagnostic à deux niveaux»

Le but de cette mesure est de promouvoir un diagnostic et une prise en charge médicale de qualité.

La coordination est assurée par le Ministère de la Santé.

Il est prévu que le groupe de travail composé de différentes spécialités médicales (médecin généraliste, gériatre, neurologue) et qui se voit à intervalles irréguliers soient conventionnés officiellement sous peu comme médecins associés au programme démence prévention. Un des objectifs de ces médecins est d'aider à développer des lignes directrices au diagnostic de la démence et de la qualité de la prise en charge médicale.

Dans le contexte de la thérapie les mesures suivantes ont été retenues:

- Mise en place de standards nationaux concernant la prise en charge médicale des patients concernés.

Le but de cette mesure est de garantir la qualité de la prise en charge médicale selon les standards internationaux.

La coordination de cette mesure est assurée par le Ministère de la Santé et le Ministère de la Sécurité sociale.

- Évaluation et adaptation des offres de prises en charges existantes dans les établissements relevant du plan hospitalier avec mise en place d'un concept et de formations particulières pour les personnels concernés

Le but de cette mesure est d'assurer une meilleure prise en charge des personnes atteintes d'une maladie démentielle dans le milieu hospitalier et/ou les établissements relevant du plan hospitalier.

La coordination est assurée par le Ministère de la Santé.

Le groupe de travail DIK (Demenz im Krankenhaus - démence à l'hôpital), se composant de représentants de différentes structures hospitalières et des représentants du Ministère de la Santé, se réunit régulièrement sous la direction du MS. Des contacts avec l'étranger sont établis. Ce groupe a réalisé un inventaire des modèles existants à l'étranger et a élaboré des propositions pour l'optimisation de la prise en charge des personnes atteintes de démence dans les établissements hospitaliers. La publication de ladite brochure est prévue pour le premier semestre de l'année 2017.

Des formations continues pour les généralistes en matière de gériatrie en mettant l'accent entre autres sur les maladies démentielles ont été mises en place.

- Introduction de la notion de «personne de confiance» dans le cadre du projet de loi relatif aux droits et obligations du patient a été introduite dans la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient.

Le but de cette mesure est la participation plus active des familles et/ou des représentants des personnes malades dans l'organisation des institutions de long séjour afin de défendre les droits des personnes concernées et plus particulièrement des personnes atteintes d'une maladie démentielle.

Le site Internet du Ministère de la Santé «www.demenze.lu» est en extension parallèle au programme «démence prévention», diverses informations sur les maladies démentielles sont disponibles sur le portail Santé.

Finalement, une mesure concernant plus particulièrement le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse poursuit comme objectif l'extension des programmes d'études de base du domaine de la santé au sujet de la gériatrie.

La coordination de cette mesure, intitulée «révision des curricula des formations initiales pour des professionnels du domaine de la santé et - si nécessaire - mise à jour/adaptation aux standards internationaux», est assurée, en dehors des deux départements ministériels précités, par les ministères ayant l'Éducation nationale ainsi que l'Enseignement supérieur dans leurs attributions.

**Question 2523** (03.11.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **reconversion des friches industrielles à Esch-sur-Alzette et Schifflange**:

Une étude de faisabilité visant la reconversion des friches industrielles à Esch-sur-Alzette et Schifflange est actuellement en cours. Il s'agit d'un projet de taille dont la portée économique et sociale pour la région Sud du pays est manifeste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Selon quels critères (infrastructures routières, infrastructures publiques, logements, zones industrielles, commerce, artisanat, hôpital, service de secours, police etc.) l'étude de faisabilité du site sera-t-elle menée?
- Est-il prévu d'adapter les infrastructures routières existantes autour de la friche industrielle notamment en vue d'une liaison directe du site avec les localités de Schifflange et d'Esch-sur-Alzette?

**Réponse commune** (30.11.2016) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant la reconversion des friches industrielles à Esch-sur-Alzette et Schifflange.

Tout d'abord et indépendamment des résultats des études de faisabilité, il est clair que le site d'Esch-Schifflange est à considérer comme présentant un enjeu majeur pour dynamiser la ville d'Esch-sur-Alzette et la commune de Schifflange ainsi que pour le développement de la région Sud. Le site devra devenir un modèle de quartier multifonctionnel, attractif et durable. Les études de faisabilité devront être conduites dans cette perspective.

Cependant, avant de pouvoir donner des réponses précises sur le concept urbanistique, il est important de s'occuper du passé industriel du site. En effet, celui-ci a connu une activité industrielle pendant presque 150 ans qu'il est essentiel d'examiner à fond.

Ainsi, l'étude de faisabilité durera trois ans et distinguera deux phases majeures:

1. Étude de l'existant (diagnostique)
2. Réflexion et définition des lignes directrices pour un futur concept d'aménagement.

Actuellement différentes analyses et études environnementales sont en cours dans le cadre de la phase 1. Prochainement, cette analyse sera complétée par une étude du cadre socioéconomique actuel de la région, une analyse de l'infrastructure actuelle, une analyse du réseau de transport et de mobilité ainsi qu'une analyse du cadre urbanistique et du patrimoine industriel.

Ce n'est qu'une fois le bilan de la situation actuelle établi et validé par les parties que la phase 2 pourra débuter. Celle-ci devra mener à la rédaction d'un cahier des charges définissant les objectifs et les besoins en termes d'aménagement du site tout en tenant compte de son intégration dans le tissu régional. Ce cahier des charges servira de base pour l'organisation du concours urbanistique à la fin des trois années d'études. Évidemment le cahier des charges et le concours s'occuperont aussi de l'accessibilité routière du site vers les localités de Schifflange et la ville d'Esch-sur-Alzette.

Afin de profiter de l'expérience acquise à Belval, il a été décidé d'un commun accord avec les communes de confier la mission précitée à Agora, figurant comme «prestataire de services» pour le compte de l'État et d'Arcelor-Mittal, en collaboration étroite avec les communes territorialement concernées.

**Question 2524** (03.11.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **maison de soins à Differdange**:

Dans la mesure où l'actuelle maison de soins à Differdange, située dans la rue de l'Hôpital, ne correspond plus aux nouvelles normes de construction, une nouvelle structure est prévue d'être construite derrière l'école Woier. En vue de la construction, la commune de Differdange cédera à l'État un terrain d'une superficie de 148 ares.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et à

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- 1) Les Ministres peuvent-ils me fournir des informations sur le projet de construction d'une nouvelle maison de soins à Differdange?
- 2) Quand les travaux peuvent-ils débuter?
- 3) Quelle sera la durée probable des travaux de construction dans leur ensemble?

**Réponse commune** (25.11.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

1) La nouvelle maison de soins sera réalisée sur un terrain étatique d'une superficie totale de 1,49 hectares au lieu-dit Fousbann à Differdange et prévoit la création de 200 chambres simples.

2) Il est prévu que la phase APD (avant-projet détaillé) soit achevée fin 2016. Les travaux débiteront dès que tous les préparatifs y relatifs seront terminés.

3) Sauf imprévus, les délais retenus dans l'aide-mémoire à l'attention des maîtres d'ouvrage édité par le Ministère de la Famille, de l'intégration et à la Grande Région seront respectés.

**Question 2525** (03.11.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les **infractions routières**:

Le 27 octobre dernier, la presse rapportait le cas d'un jeune conducteur qui avait provoqué en juin 2016 un accident mortel alors qu'il conduisait trop vite et sous l'influence d'alcool et de stupéfiants. Il aurait même essayé de fuir et n'aurait pas porté secours à la victime qui a fini par mourir sur place.

D'après le verdict du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le jeune conducteur a écopé de cinq ans de prison avec sursis et d'une amende de 1.000 euros, de même que d'un retrait de permis de 40 mois.

Alors que la Chambre des Députés avait décidé en juin 2015 d'augmenter les sanctions administratives en rapport avec des infractions routières et plus particulièrement celles ayant trait aux dépassements de vitesse, à la conduite sous l'influence d'alcool et de stupéfiants et que Monsieur le Ministre de la Justice avait à l'époque considéré qu'il était prématuré de se prononcer sur la question de savoir si les objectifs de cette réforme ont été atteints, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le durcissement des sanctions administratives applicables aux infractions susmentionnées en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2015 a-t-il déjà fait l'objet d'une première évaluation? Quelles en sont les conclusions?

- Messieurs les Ministres considèrent-ils que le travail d'intérêt général constitue une alternative voire un complément de peine utile aux autres sanctions pénales prévues en la matière? Quelles en sont les limites?

- Comment les infractions au Code de la route mentionnées supra sont-elles sanctionnées (sur le plan pénal et administratif) dans nos pays voisins (Belgique, France et Allemagne)?

**Réponse commune** (23.11.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge sur les sanctions relatives à certaines infractions graves en matière de sécurité routière.

Des chiffres précis quant au nombre et à la nature des infractions commises ayant entraîné une réduction de points sur le permis de conduire suite à l'entrée en vigueur du nouveau barème seront publiés en détail dans le rapport annuel 2016 du département des transports qui paraîtra au printemps 2017.

D'un point de vue juridique, une condamnation à un travail d'intérêt général non rémunéré constitue une peine alternative à un emprisonnement en matière de circulation routière.

La peine de travail d'intérêt général comme mesure alternative à une peine d'emprisonnement est régie par les dispositions de l'article 22 du Code pénal et du règlement grand-ducal



du 20 septembre 1994 relatif au travail d'intérêt général qui en définissent aussi les limites. Ainsi, le juge ne peut envisager une telle sanction alternative qu'en cas de délit et s'il estime que le délit ne comporte pas une peine privative de liberté supérieure à six mois. De même, le prévenu a le droit de refuser l'accomplissement d'un travail d'intérêt général, droit dont il doit être informé par le juge.

Les dispositions de l'article 22 du Code pénal et du règlement du 20 septembre 1994 précité sont des dispositions de droit commun et, en tant que telles, susceptibles de s'appliquer également aux infractions de la circulation routière.

Il s'impose de constater cependant que, d'une manière générale, la mise en œuvre pratique de ces dispositions s'avère difficile, essentiellement à cause du manque d'organismes disposés à prendre en charge une personne condamnée à un travail d'intérêt général, notamment en raison de l'encadrement et du contrôle de cette dernière.

Dans la pratique, la peine de travail d'intérêt général est souvent ordonnée par le tribunal de la jeunesse pour des mineurs ayant commis une infraction pénale, y compris en matière de circulation routière.

Finalement, il importe de souligner que, conformément au principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, il n'appartient ni au Ministre de la Justice, ni au Ministre du Développement durable et des Infrastructures, qui font partie de l'organe exécutif de l'État, d'apprécier si une telle mesure alternative s'avère appropriée et utile dans des cas concrets. Cette faculté d'appréciation est réservée au pouvoir judiciaire.

Dans nos pays limitrophes, les sanctions varient selon les barèmes des amendes y applicables et sont sujettes à la gravité des suites éventuelles de l'infraction, aux conditions de paiement, au système répressif ou à d'autres éléments. Elles sont consultables sur les sites Internet des différents services compétents. À ce sujet, le département des transports ne dispose cependant pas d'une étude de droit comparé.

#### **Question 2527** (04.11.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **criminalité transfrontalière**:

Le 31 octobre 2016, les Ministres de l'Intérieur des Pays-Bas, de la Belgique et de l'Allemagne, ainsi que des trois «Länder» Basse-Saxe, Rhénanie-du-Nord-Westphalie et Rhénanie-Palatinat ont conclu un accord («Aachener Erklärung») afin de mieux combattre la criminalité transfrontalière contre les biens. Cet accord prévoit entre autres un échange intensif et continu d'informations, des enquêtes communes ou encore une coopération administrative étroite.

Le Luxembourg, vu sa situation géographique, est particulièrement vulnérable à la criminalité transfrontalière. Dans ce cadre, depuis mai 2008, la Police grand-ducale participe à un dialogue renforcé avec les cadres policiers provenant de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre, ainsi que de la Police fédérale de l'Allemagne («Freisener Gespräche»). Cet échange permet aux cadres policiers d'échanger leurs expériences, voire d'organiser des actions en commun, mais revêt un caractère plus informel.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) En partant de l'hypothèse que les cambriolages constituent une catégorie importante de la criminalité transfrontalière et que ce type d'infraction a diminué de 17,8% en 2015, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le chiffre actuellement connu de cambriolages en 2016? Quelles sont les principales raisons de la diminution observée en 2015?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il un renforcement de la coopération avec nos partenaires voisins afin de combattre encore davantage la criminalité transfrontalière, à l'instar de l'accord conclu à Aachen?

#### **Réponse** (25.11.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) En 2015, le nombre des cambriolages avait déjà diminué par rapport à l'année 2014. Les chiffres actuellement disponibles pour 2016 montrent une régression des cambriolages de 15% par rapport à la même période de 2015.

Cette régression est principalement due au fait que la lutte contre les cambriolages est deve-

nue une priorité permanente de l'action de la police.

Cette action est axée sur la prévention et la répression. La police fait un travail de sensibilisation, notamment à travers des réunions avec la population, des consultations sur demande et des messages diffusés dans la presse et sur Internet. Elle assure également une présence renforcée sous forme de patrouilles ou de surveillances, sur base de l'analyse spatio-temporelle des faits perpétrés. La police dispose par ailleurs d'un groupe spécial d'enquête chargé de traiter les affaires de cambriolages.

Une soixantaine d'arrestations ont déjà pu être réalisées cette année.

ad 2) Il existe une coopération policière efficace tant au niveau de la Grande Région qu'au niveau européen.

Cette coopération se matérialise par un échange d'informations par le biais du Centre commun de coopération policière (CCPD) qui regroupe des représentants des services de police et des douanes belges, français, allemands et luxembourgeois et par le biais d'Interpol et d'Europol.

Elle se traduit ensuite par des actions ciblées, concertées et conjointes, en coopération avec Europol impliquant les États-membres de l'UE, au niveau Benelux, ou avec nos pays voisins (Freisener Gespräche avec l'Allemagne).

La police entretient également des contacts régionaux sous forme de stages pratiques ou de patrouilles mixtes.

Il existe par ailleurs des contacts opérationnels directs en cas d'incident entre les différents centres d'interventions nationaux de la Grande Région.

Les formes de collaboration existantes s'avèrent très efficaces en matière de lutte contre les cambriolages.

#### **Question 2528** (04.11.2016) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant l'«**Amnistie fiscale**» votée en 2016:

La loi budgétaire pour l'exercice 2016 introduit dans la loi générale des impôts un mécanisme temporaire de régularisation fiscale pour des personnes ayant leur résidence fiscale au Luxembourg. Les personnes concernées souhaitant bénéficier de cette mesure, et ainsi éviter les sanctions applicables en matière de fraude fiscale intentionnelle, d'escroquerie fiscale et de fraude fiscale involontaire, devront déposer une déclaration rectificative et ensuite s'acquitter du paiement intégral des impôts éludés en sus d'une majoration de 10% si la déclaration est déposée entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 31 décembre 2016, voire de 20% si le dépôt aura lieu entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2017.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Combien de telles déclarations rectificatives ont été reçues par l'Administration des contributions directes (ACD)? Combien de personnes au total ont souhaité régulariser leur situation? Combien de déclarations ont déjà été traitées par l'ACD? Combien de déclarations ont pu bénéficier du mécanisme de la régularisation fiscale?

- Combien de déclarations rectificatives ont été refusées? Pour quels motifs celles-ci ont été refusées? Quelles ont été les conséquences pour le contribuable concerné?

- Quel est le montant des impôts qui a ainsi pu être récupéré par l'administration fiscale (sans compter la majoration des 10%)?

#### **Réponse** (06.12.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Par sa question parlementaire du 4 novembre 2016, l'honorable Député s'interroge, par référence au régime temporaire de régularisation introduit par la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016, notamment sur le nombre de déclarations rectificatives, le refus de telles déclarations ainsi que sur le montant des impôts qui a ainsi pu être récupéré.

L'Administration des contributions directes est actuellement en train d'analyser les déclarations rectificatives obtenues jusqu'à ce jour. Dans ce contexte, il y a lieu de relever que d'autres déclarations pourront encore être déposées sous les mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2016 (avec application d'un supplément de 10% du montant total des impôts éludés), voire jusqu'à la fin de l'année 2017 (avec application d'un supplément de 20% du montant total des impôts éludés). Vu que les de-

mandes de régularisation, notamment quant à leur recevabilité ou pertinence, sont en cours de traitement, il n'est pas possible de faire un état des lieux à l'heure actuelle.

#### **Question 2529** (04.11.2016) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant la «**Wanteraktioun**»:

À côté des trois foyers dits d'urgence - le «Centre Ulysse» à Luxembourg avec une capacité de 65 lits, la structure «Abrigado» également à Luxembourg avec une capacité de 42 lits, ainsi que le foyer «Abrisud» à Esch-sur-Alzette avec une capacité de 18 lits, le Gouvernement organise depuis l'hiver 2001-2002 l'«Action Hiver». La «Wanteraktioun» - qui fonctionne de début décembre jusqu'en avril - est la seule structure ouverte aux sans-abris pendant les nuits d'hiver sans condition de nationalité ou de titre de séjour.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

1) Étant donné que les températures commencent à chuter et à avoisiner zéro degré pendant les nuits dès novembre, ne serait-il pas opportun d'avancer la date de lancement de la «Wanteraktioun»?

2) Au vu du nombre croissant des sans-abris, et notamment de ceux qui ne satisfont pas aux conditions de nationalité et d'autorisation de séjour, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il conviendrait d'organiser d'autres «structures ouvertes» à l'exemple de la «Wanteraktioun» dans d'autres régions à travers le pays et que celles-ci soient ouvertes pendant toute l'année?

3) Quelles autres solutions Madame la Ministre envisage-t-elle concernant le problème du sans-abrisme?

#### **Réponse** (02.12.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

ad 1) La «Wanteraktioun 2016-2017» a ouvert ses portes ce jeudi, 1<sup>er</sup> décembre 2016.

Lors des éditions précédentes de la «Wanteraktioun», lorsque les températures restaient très basses après la fin officielle (31 mars), l'ouverture des structures a été prolongée.

ad 2) Au cours des dernières années, il a été observé que les personnes qui «ne satisfont pas aux conditions de nationalité et d'autorisation de séjour» se retrouvent toutes à Luxembourgville et qu'elles se concentrent essentiellement dans les quartiers situés autour de la gare.

Ceci étant, le foyer «Abrisud» à Esch-sur-Alzette participe aussi tous les ans à la «Wanteraktioun» et met à disposition un certain nombre de places.

Enfin, un projet de centre d'accueil d'urgence multifonctionnel situé sur un terrain étatique adjacent au Centre de rétention, sur le territoire de la commune de Sandweiler, est en cours de procédure d'autorisation. Ce centre multifonctionnel sera avant tout destiné à accueillir les services de la «Wanteraktioun».

ad 3) Une concertation a lieu entre la Ville de Luxembourg et le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région en vue de la mise en place de haltes de nuit, ouvertes pendant toute l'année et situées à deux endroits de la ville. Un projet pilote dans ce sens devrait débiter dès la fermeture de la «Wanteraktioun» au printemps 2017.

Enfin, la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement (2013-2020) prévoit un certain nombre de mesures de prévention et de prise en charge, dont certaines ont déjà été mises en place avec succès. Ainsi, le projet «Housing First», mis en œuvre par le CNDS et la Croix-Rouge de Eich, permet de loger actuellement 15 personnes sans-abris de longue durée et en très grande précarité sociale.

#### **Question 2531** (07.11.2016) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **Musée de la Police grand-ducale**:

L'ancien centre technique de la Gendarmerie, sis à Luxembourg-Verlorenkost, 1, rue Marie et Pierre Curie, dont l'immeuble date de 1954, sert encore aujourd'hui de lieu de collection de vieux objets d'équipement matériel et vestimentaire de la Gendarmerie et de la Police grand-ducale, et constitue par conséquent un témoin de l'histoire et du patrimoine des forces de l'ordre nationales.

L'association «Le Musée de la Police grand-ducale», s'engageant en faveur de cette collection,

avait sollicité via courrier l'ancienne Ministre de la Culture afin de voir l'immeuble classé. Une réponse est toujours attendue à ce jour.

Par ailleurs, il semblerait que l'immeuble en question soit confronté à des problèmes techniques, dont un dysfonctionnement de la centrale de chauffage. Or, sachant que les périodes froides et humides sont imminentes, les objets risquent de subir des dommages irréversibles.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état actuel de la demande de classement de l'immeuble dont il est question?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il est prévu de classer l'immeuble en question en tant que monument national respectivement de l'inscrire à l'inventaire supplémentaire? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, affirmer que l'immeuble sera rénové et les installations réparées et m'indiquer qui en supportera les coûts?

- En tout état de cause, Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que les objets collectionnés par ladite association devraient être conservés de manière sûre et durable?

- Monsieur le Ministre, en cas de réponse affirmative, que compte-t-il envisager afin de garantir que les collections y exposées ne subissent aucun dommage suite aux problèmes techniques de l'immeuble?

#### **Réponse** (07.12.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre de la Culture*:

Le 27 octobre 2015, une demande de classement de l'immeuble, 1, rue Marie et Pierre Curie à Luxembourg-ville, hébergeant le Musée de la Police grand-ducale, a été introduite par l'asbl «Le Musée de la Police grand-ducale» (ci-après l'«association») auprès du Ministère de la Culture.

Afin de ne pas compromettre d'autres projets concernant la future utilisation de l'ensemble du site «Verlorenkost» à des fins d'utilité publique, le Ministère de la Culture a pris la décision de ne pas déclencher la procédure de classement de l'immeuble en question.

Le Musée de la Police grand-ducale faisant partie du domaine de l'État et étant placé sous la tutelle du Ministère de la Sécurité intérieure, il n'appartient pas au Ministère de la Culture de subvenir aux coûts de rénovation dudit musée.

Pour ce qui est du contenu du Musée de la Police grand-ducale, le Ministère de la Culture se réjouit de la conservation des objets collectionnés. C'est pourquoi le Ministère soutient le Musée de la Police grand-ducale par le biais du réseau «Musées Luxembourg» auquel l'association a adhéré. Un crédit budgétaire annuel pour le financement d'activités communes des musées, telles que l'élaboration de projets pédagogiques, de promotion et de gestion des collections, figure au budget du Ministère de la Culture.

#### **Question 2532** (07.11.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **télétravail**:

Dans une économie dominée progressivement par la Toile et les technologies modernes de l'information, le télétravail figure sans nul doute parmi les modes de travail émergents en facilitant notamment le travail à domicile. Dans une économie de taille réduite comme la nôtre, il va sans dire que le télétravail est l'une des formes d'organisation du temps de travail qui permet de diminuer les flux de transports collectifs et privés, surtout aux heures de pointe.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire dans quels domaines, voire dans quels types d'entreprises le télétravail est actuellement le plus développé? Le Ministère a-t-il fait réaliser une étude ou, du moins, un sondage en la matière?

- Le Ministère a-t-il déjà réfléchi à promouvoir, le cas échéant, des projets pilotes destinés à sensibiliser les entreprises à soutenir davantage le télétravail?

- Selon l'avis de Monsieur le Ministre, quels sont les profils professionnels qui se prêtent le mieux au télétravail?

- Monsieur le Ministre pense-t-il éventuellement à mettre en place un cadre incitatif destiné à favoriser ce genre de travail?

#### **Réponse** (07.12.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire*:



Au niveau européen (EU28) et selon les résultats de la sixième enquête européenne sur les conditions de travail publiée par Eurofound au mois de novembre de cette année, 3% des employés pratiquent le télétravail et ceci essentiellement dans le secteur des services financiers. Le télétravail étant le plus répandu au Danemark, aux Pays-Bas, en Suède et au Luxembourg (page 86 du rapport). Les professions les plus hautement qualifiées et aux exigences de travail les plus importantes sont aussi celles qui sont le plus concernées par le télétravail.

Au Luxembourg et selon l'Enquête sur les forces de travail (EFT) réalisée par le Stateg, la pratique du télétravail est en forte augmentation. En 2010, 3% des résidents actifs ont pratiqué le télétravail (au moins huit heures par semaine) alors qu'en 2015 ils sont 6,1%.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les hommes sont plus nombreux que les femmes à pratiquer le télétravail.

Ce sont les professions de type directeurs, cadres gérants, professions intellectuelles et scientifiques qui pratiquent le plus ce genre de travail suivies par les professions intermédiaires.

L'augmentation de la pratique du télétravail semble démontrer que le cadre général fixé dans la convention conclue entre l'UEL, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part, et déclarée d'obligation générale par un règlement grand-ducal du 15 mars 2016, répond aux besoins.

La promotion du télétravail a aussi fait l'objet de discussions bilatérales avec la France. Un groupe de travail va être constitué en vue d'identifier les problèmes qui se posent au niveau du télétravail transfrontalier.

Finalement, le développement du télétravail s'inscrit aussi dans la mise en œuvre de l'étude Rifkin. Les partenaires sociaux seront appelés à coopérer dans ce sens.

#### Question 2533 (07.11.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la carte d'invalidité:

D'Kart, déi vum Banneministère bei Invaliditéit ausgestallt gëtt, fält nawell zimlech grouss aus: Si ass ronn 12,5 cm op 8 cm. Dat ass nach méi grouss wéi eis al Carte d'identité.

Dowéinst wollt ech den Här Banneminister dëst froen:

- Wäer et net méi praktesch, d'Invaliditeitskaart, wéi ëmmer méi aner Dokumenter, am Scheckkaartformat erauszeginn?

**Réponse** (28.11.2016) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

D'Modalitéit betreffend d'Invaliditeitskaart sinn am geännerte Gesetz vum 23. Dezember 1976 betreffend d'Prioritéits- an d'Invaliditeitskaart geregelt.

D'Format vun deene Kaarten ass genauestens an den Ausféierungsbestimmung vum deem Gesetz, spréich am groussherzogleche Règlement vum 1. März 1979 bestëmmt, an zwar eng Breet vun 80 Millimeter an eng Héicht vun 125 Millimeter.

Am Kader vun der Campagne „Einfach Lëtzebuerg“ huet d'Regierung virgesinn, déi gesetzlech Bestëmmung betreffend d'Prioritéits- an d'Invaliditeitskaarten am Sënn vun der administrativer Vereinfachung ze iwwerschaffen an och d'Format vun deene Kaarten un dei heiteg Zäit unzepassen.

#### Question 2534 (07.11.2016) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la décharge pour déchets au Fridhaff:

Op der fréierer Deponie Fridhaff soll eng Gasfakel d'Gaser evakuéieren, déi bei der Zersetzung vum Offall entstinn.

Iwwert déi Prozedur an iwwert déi weider Notzung vun der Deponie hunn ech e puer Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Nuets ass dacks keng Flam un der Fakel op der Deponie Fridhaff ze gesinn. Fält déi Anlag dacks aus, oder wat ass de Grond, firwat d'Fakel net brennt?

2. Wat fir Gasquantitéit bilde sech an der Deponie (Kubikmeter/Stonn)?

3. Et héiert een, datt d'Deponie an Zukunft eventuell soll fir Bauschutt genotzt ginn. Solle wierklech 350.000 Kubikmeter Bauschutt op der Fridhaff kommen?

4. Ass déi Moosnam verbonnen mat enger neier Sécherheitsanalys (Standssicherheitsuntersuchung), besonnesch and wann ee bedenkt, datt d'Press schon am Mee Rësser op der Anlag gemellt hat?

**Réponse** (06.12.2016) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1. Den Deponiegas entsteet haaptsächlech duerch mikrobiell Ofbauprozesser, déi duerch ënnerschiddlech Facteure beaflosst ginn, wéi z. B. de Waasserhaushalt, d'Temperatur oder d'Nährstoffangebot am Deponiekierper. Och den atmosphäresche Loftdruck huet Afloss op de Gashaushalt an der Deponie.

Mat der biologescher Virbehandlung vum Offall ab dem Joer 2007 ass d'Quantitéit vum ufallenden Deponiegas zréckgaangen. Mat der Astellung vun den Oflagerungsaktivitéiten den 1. Januar 2015 gouf déi ganz Deponie mat enger Buedemschicht ofgedeckt. Dat huet bewierkt, datt och manner Waasser an den Deponiekierper andréngt kann an esou déi biochemesch Ofbauprozesser zréckginn. Dowéinst entsteet och ëmmer manner Deponiegas, deen ofgefakelt muss ginn. Alles dat féiert derzou, datt et zu gréisserer Schwankunge bei der Gasquantitéit komme kann.

Dat huet natierlech och Afloss op d'Betriebszäite vun der Fakel, well de Gas fir d'Éischt emol während enger Zäit gesammelt gëtt an dann, wa genuch Volumen a Methan do ass, d'Fakel nees gezüent an de Gas verbrannt gëtt.

D'Fakel wor an de Joren 2014 bis 2015 am Schnëtt während 280 bis 365 Stonne pro Mount a Betrib.

ad 2. D'Gesamtgasproduktioun souwéi d'Minimale Maximawäerter vun de Stonneproduktiounen aus deene leschten dräi Joren stinn an der Tabell hei ënnendrenner:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Am Januar 2015 huet de SIDEC eng Déclaration de cessation d'activité fir d'Décharge agereecht. An deem Zesummenhang gëtt fir den Aménagement final vun der Décharge Aërdmass gebraucht, ganz besonnesch fir d'Ofdeckung an d'Rekultivatiounsschicht. Well de Moment verschidde Buedemmassen aus Aarbechten aus der Géigend ufalen an déi fir deen Zweck geeegent sinn, ass et sënnvoll, déi Massen an der Tëschenzäit op dem Fridhaff tëschenzelageren. Dëst verhënnert, datt déi Massen elo müssen op eng Bauschuttdeponie transportéiert an do eliminéiert ginn, fir spéider, wann d'Ofdeckung vun der Deponie gemaach gëtt, nees nei Buedemmasse méi wäit musse sichen ze goen, well dann an der direkter Noperschaft eventuell keng esou Biedem zur Verfügung stinn.

Déi Buedemmasse ginn op der Décharge an am direkten Ëmfeld dovun tëschegelegert, bis se fir den definitiven Ofschluss vun der Décharge gebraucht ginn.

Et ass net virgesinn, d'Décharge vum SIDEC fir d'Deponéierung vu Bauschutt ze notzen.

ad 4. De Kommodo-Dossier, dee vum SIDEC fir dës Tëschelegierung agereecht gouf, enthält all déi noutwendeg Informatiounen an Angabe, déi fir d'Instruktioun vum Dossier entsprechend dem Kommodo-Gesetz noutwendeg sinn. Och läit dem Dossier eng Standssicherheitsberechnung bäi, déi opweist, datt duerch dës Tëschelegierung keng Problemer entstinn.

#### Question 2535 (07.11.2016) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la décharge pour déchets au Fridhaff:

Schonn am Mee dëses Joers war an der Press an alarmisteschen Téin iwwer Rëss an der Ofdeckung ze liesen, déi op der Deponie Fridhaff fonnt gi sinn. An deem Kader wollt ech der Madamm Ëmweltminister dës Froe stellen:

1) Kann d'Madamm Minister d'Rëssbildung op der Deponie Fridhaff confirméieren?

2) Sinn déi Rëss just op der Deponie oder gëtt et weinst aner Rëss um Buedem vun der Deponie vläicht och eng Gefor fir d'Grondwaasser?

3) Wéi breet sinn déi Rëss a wéi hu si sech zënter de Presseartikelen am Mee weiderentwéckelt?

4) Weess d'Madamm Minister, wat d'Ursach vun deene Rëss ass?

5) Si Gasen aus der Deponie un de Rëss gemooss ginn an, wa jo, a wéi enger Konzentration?

6) Wat huet d'Madamm Minister an d'Weeër geleet, fir dës Problemer ze behiewen?

#### Réponse (06.12.2016) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

1) Et konnt ee Rass an der temporärer Buedemofdeckung an der Peripherie vun der Deponie, awer ausserhalb vum Oflagerungsberäich vum Offall festgestallt ginn. Dëse Rass verleeft entgéint der natierlecher Hangneigung vun nord-östlecher a südwestlecher Richtung. An engem éischten Tëschebericht, dee vun engem Expert erstallt gouf, gëtt dëse Rass als éischter ontypesch beschriwwen, fir datt en d'Resultat vum Ofrutsche vu gréisserer Massen am Hang sollt sinn, dëst besonnesch, well en entgéint der natierlecher Hangneigung verleeft.

2) De Rass befënnst sech am Randberäich vum Deponiekierper a Material, dat fir d'Deponieprofiléierung an Ofdeckung do opgeschott an tëschegelegert gouf. E befënnst sech also weder um basisofgedichten Deponiekierper selwer nach am Beräich vun der Tëschenofdeckung. Och den Deponiedamm ass net vum Rass betraff. Ausser dësem Rass konnte keng weider Rëss op der Deponie festgestallt ginn. Am Zesummenhang mat dësem Rass ginn et keng Indicien, déi op eng Gefor fir d'Grondwaasser géife schlësse loosse.

3) De Rass war op enger Längt vun zirka 20 m nëmmen e puer Millimeter breet. Am Bëschungsberäich war en awer op enger Längt vun 2 bis 3 m bis ongeféier 30 cm breet.

Säit Mee 2016 konnte keng weider Bewegungen op dëser Plaz beobacht ginn. Am Juni gouf eng Baggerschurf op där Plaz gemaach an de Buedem duerno nees glat ofgezunn, fir all weider Bewegunge kënnen optesch ze erkennen.

Fir méi eng genau Kontroll vun der Plaz ze erméiglechen, si vun Enn August bis Mëtt September 2016 zwee Inklinometere gesat ginn. Dës erlaben d'Erfaassung vun der Horizontal- a Vertikalverformung am Buedem. D'Nullmiessung ass den 13. September gemaach ginn. Déi zwou Miessungen, déi do bis ewell gemaach goufen, weisen, datt de Buedem sech net méi beweegt.

4) Aktuell läit en definitiven Ofschlussbericht zu den Ursache vun der Rassbildung nach net vir. An engem éischten Tëschebericht vun Enn Juni geet den Expert, dee mat der Ënnersuchung vun den Ursache vum SIDEC beoptragt gouf, allerdéngs dovun aus, datt et am eigentlechen Oflagerungsberäich, dee parallel zum Rass verleeft, souwuel zu laaschtofhängege wéi och laaschtonofhängege Setzunge komm ass. D'Buedemiwwerschëddungen, déi op dëser Plaz e puer Meter déck sinn, hu sech am Beräich vun der Deponie gesat. An deem Deel, wou d'Iwwerschëddung op dem natierlech gewuessene Buedem opläit, koom et zu kenge Setzungen. Dës ënnerschiddlech Situatioun huet mat sech bruecht, datt sech e Rass an dem tëschegelegerte Buedemmaterial bilde konnt. D'Sondagen, déi am Juni gemaach goufen, hu gewisen, datt de Rass am Buedemmaterial lokalisiert ass an net an den Deponiekierper erareecht. D'Déift vum Rass läit bei ongeféier 2,2 m.

5) Bei der Kontroll vun dem Rass goufe Gasmiessungen duerchgefouert, woubäi awer kee Gasaustrëtt festgestallt konnt ginn.

6) An Ofstëmmung mat der Ëmweltverwaltung gouf vum SIDEC, an Zesummenaarbecht mat engem Expert, en Iwwerwaachungsprogramm opgestallt. Dee gesäit ënner anerem vir, datt all bestoend Schachtbauwierker op Rëss ze kontrolléieren sinn. Dernieft sinn och Miessplaze mat Inklinometere installéiert ginn.

Des Weidere ginn och elo regelméisseg iwwer „digital Orthofotoen“ Vermessunge vun der ganzer Deponie duerchgefouert, déi et erméiglechen, och nach esou kleng Bewegunge vu manner wéi engem Zentimeter ze erfaassen. Am Hierscht ass eng éischt Iwwerfléung an Ausmoossung mat enger Dron gemaach ginn. Bei enger zweeter Iwwerfléung, véier Woche méi spéit, konnt keng Bewegung am Ëmfeld vum Rass festgestallt ginn. Am Fréijoer 2017 ass nach eng drëtt Campagne mat enger Dron virgesinn.

Well mat Hëllef vun der Dron déi spezifesch Topografie vun der ganzer Deponie relativ einfach ze iwwerwaachen ass, wäert et also och méiglech sinn, net nëmmen de Beräich, wou sech an der Vergaangenheet ee Rass gebilt hat, ze iwwerwaachen, mä déi gesamt Deponie besser ze beobachten.

#### Question 2538 (08.11.2016) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la taxe sur les opérations boursières:

La note de politique générale «Finances et lutte contre la fraude fiscale» du Ministre des Finances belge indique sommairement qu'une modification sera «opérée au niveau de la taxe

sur les opérations boursières afin d'aboutir à des conditions équitables entre les intermédiaires financiers étrangers et belges». Les plafonds applicables seraient par ailleurs doublés.

D'après le «Luxemburger Wort», cette taxe viendrait à l'avenir également des opérations en bourse effectuées par des résidents fiscaux belges à l'étranger. Une proposition de loi en ce sens avait d'ailleurs déjà été déposée à la Chambre des Représentants en novembre 2011, alors qu'il avait été constaté que des milliers de Belges échapperaient à cet impôt en effectuant leurs transactions via des sites de courtiers établis à l'étranger. À l'époque le porte-parole du Service public fédéral Finances avait confirmé qu'«en cas de recours à un courtier étranger par le biais d'Internet, il y a une absence de lien territorial avec la Belgique et partant une impossibilité pour le fisc belge à prélever la taxe sur les opérations de bourse».

Alors que la modification législative envisagée en Belgique ne sera certainement pas sans effet sur la place financière luxembourgeoise, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que la loi belge en projet comporte une dimension extraterritoriale?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette nouvelle loi est conforme au droit européen (liberté d'établissement, libre prestation des services)? Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il faire part de sa désapprobation au Ministre des Finances belge? Quels sont les autres moyens à disposition de Monsieur le Ministre lui permettant de s'opposer à de telles initiatives législatives à portée extraterritoriale?

**Réponse** (06.12.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Actuellement, la taxe sur les opérations de bourse belge s'applique à toutes les transactions qui portent sur des fonds publics belges ou étrangers conclues ou exécutées en Belgique.

Le Gouvernement belge a annoncé vouloir étendre le champ d'application de cette taxe pour que dorénavant les opérations réalisées par des intermédiaires établis à l'étranger sur ordre, soit d'une personne physique qui a sa résidence habituelle en Belgique, soit par une personne morale à partir de son siège ou d'un établissement situé en Belgique soient également taxables.

Selon notre compréhension le résident belge, personne physique ou morale, serait le redevable de la taxe. Les intermédiaires financiers établis à l'étranger, notamment au Luxembourg, n'auraient ainsi dans ce contexte aucune obligation directe vis-à-vis des autorités fiscales belges.

Enfin, d'après les informations actuellement disponibles à ce sujet, sachant qu'aucun texte législatif n'a encore été adopté par la Belgique, il n'est pas possible de se prononcer sur une éventuelle non-conformité par rapport aux droits fondamentaux prévus par le droit européen.

#### Question 2539 (08.11.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le courriel des ministres et des ministères:

Den Här Bausseminister Jean Asselborn huet elektronesch Courier, deen un d'Regierung (Bausse- a Statsminister) adresséiert war, op sengem private Facebook éffentlech gemaach, mat Numm a Postadress vum Absender. Onofhängeg vum Inhalt vun deene Mailen, werft dat Virgoen awer eng Rëtsch vu Froen op:

1) Gëtt et eng Prozedur, déi d'Vetraulechkeet vun E-Mailen, déi un e Regierungs-Server adresséiert sinn, garantéiert?

2) Gëtt et an der Prozedur Ënnerscheeder, ob déi Mail op eng nominativ Adress vun engem Fonctionnaire oder vum Minister geschéckt gëtt oder op d'Sammeladress vum Ministère?

3) Gëtt et eng Prozedur, ob Maile vun engem anere Ministère, déi eventuell weidergeleet gi sinn, deenen nämlechte Regeln ënnerleie wéi déi, déi ee selwer kritt huet?

4) Wien däerf déi E-Maile liesen, wien däerf de Courier interne weiderleeden, wien däerf dee Courier kopéieren a wien decidéiert, ob esou Mailen eventuell solle public gemaach ginn?

5) Sinn an deene Prozeduren, déi all Regierung misst hunn, och Sanktiounen virgesinn, wann ee sech net sollt drun halen?



6) Ass den E-Mail e wichtegt Kommunikatiounsmëttel vum der Regierung, och am Kontakt mam Bierger?

7) Kommen iwwer E-Mail och wichteg oder vertraulech privat Informatiounen un d'Regierung, déi net sollten un d'Effentlechkeet kommen? Wa jo, no wéi enger Prozedur ginn dës Informatiounen klassifizéiert?

8) Fäert den Här Premierminister net, datt d'Veutraulechkeet an dee modernen a kamoude Kommunikatiounswee verluer geet an datt deen net méi wäert benotzt ginn, wann d'Veutraulechkeet vun deem Kommunikatiounsmëttel net garantéiert ass?

9) An dësem konkrete Fall, huet de Bausseminister selbststänneg gehandelt oder hat hien den Accord vun der Regierung, fir déi Mailen, déi un de Ministère geschéckt gi sinn, op sengem privaten, effentleche Facebook ze publizéieren?

10) Wär et net opportun, d'Regierungsprozedure fir d'Veutraulechkeet vun E-Mailen esou séier wéi méiglech - an onofhängeg vun der Äntwert op dës Fro - public ze maachen?

Vun engem juristesche Standpunkt aus gekuckt, hätt ech dës zousätzlech Froen:

11) Sinn E-Mailen un d'Regierung (och op d'allgemeng E-Mail-Adress) perséinleche Schrëftverkéier an ennerleien domat, onofhängeg vu Regierungsprozeduren, der Vertraulechkeet an de Regele vun Schutz vun der Privatsphär a vum Postgeheimnis?

12) Sollten esou Mailen als perséinlechen, private Schrëftverkéier ugesi ginn, wat fir rechtlech Méiglechkeeten huet de Ministère oder de Minister dann, fir sech géint esou Schrëftstécker ze wieren, wann den Inhalt eventuell ongesetzlech wär?

13) Am Fall, wou duerch d'Vereffentleche vun esou enger Mail Drëttpersounen oder och den Absender Schued erliden, wat fir eng Méiglechkeet hunn déi Drëttpersounen oder och den Absender, fir sech ze wieren an hire Schued ersat ze kréien?

14) Sollt net grad e Bausseminister, mat Bléck op aner Länner, verstoen, datt E-Mailen, déi un d'Regierung adresséiert sinn, net ouni Grond strenge Prozedure missten ennerleien an datt e lichterfankegen Émgang mat esou enger Korrespondenz eventuell grav politesch Konsequenze kann hunn?

**Réponse commune** (21.11.2016) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État et de **M. Dan Kersch**, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Den honorabelen Här Deputéierte Fernand Kartheiser huet eng Rei Froen zum Émgang an der Vertraulechkeet vun E-Mailen, déi u Regierungsmemberen adresséiert ginn, gestallt, zu deenen den Här Premierminister, Statsminister, den Här Minister vum effentlechen Dëngscht an der administrativer Reform, an den Här Ausseminister an dëser Äntwert gemeinsam Stellung bezéien.

All d'E-Mailen, déi un eng staatlech E-Mail-Adress geschéckt ginn, sinn innerhalb vum staatleche Server geschützt, soudass et fir net berechtigt Drëttpersounen net méiglech ass, sech vu baussen an Accès zu dësen E-Mailen ze verschafen. Hei gëtt net ennerscheet, ob et sech ëm eng E-Mail un e Regierungsmember, e Statsbeamten oder un eng Sammeladress vun engem Ministère handelt. Domat ass d'Veutraulechkeet vun all den E-Mailen, déi un de Statsserver geschéckt ginn, garantéiert. Dëst ass och de Fall fir E-Mailen, déi innerhalb vum Stat verschéckt oder weidergeleet ginn. All Destinataire a Persoun, déi vun enger E-Mail beträff ass respektiv doru schafft oder matschafft, däerf dës och liesen, kopéieren an un aner betraffe Persounen weiderleeden. Ginn dës Regelen net befollegt an ass domat d'Veutraulechkeet vun den E-Mailen net respektéiert, dann applizéiert sech den Droit commun, dat heescht enner anerem den Artikel 458 vum Code pénal.

E-Maile sinn e wichtegt Kommunikatiounsmëttel vun der Regierung a Regierungsverwaltung, an dat och am Kontakt mam Bierger. Et gi souwuel vertraulech wéi och net vertraulech Informatiounen iwwer E-Mail un d'Administratiounen an un d'Regierungsmemberen geschéckt. Dës ginn op déi nämlech Aart a Weis traitéiert wéi déi Informatiounen, déi iwwer Brëf geschéckt oder iwwer Telefon matgedeelt ginn. Et gëtt keng Bedenken, wat d'Veutrauen an déi modern Kommunikatiounsmëttel ueget,

well d'Sécherheet vum staatleche Server d'Veutraulechkeet vun der Kommunikatioun garantéiert.

Wat d'Vereffentleche vun E-Mailen un den Här Ausseminister op sengem private Facebook-Kont ueget, esou huet dëse selbststänneg gehandelt a wéi hien dat fir richtig gehalen huet.

E-Mailen, déi un d'Regierungsmemberen geschéckt ginn, si gläichzestze mat Korrespondenz, déi dem Brëfgeheimnis ennerläit, dat heescht, si däerf net vu Leit, déi net Adressat oder berechtigt sinn, Kenntnis vun der Kommunikatioun ze huelen, opgemaach oder traitéiert ginn. E-Mailen ennerscheede sech net vun traditioneller Korrespondenz, wat d'Responsabilitéit vum Auteur oder den Adressaten ueget oder wat den Traitement durch berechtigt Persounen betrëfft. Ass den Inhalt vun enger Korrespondenz, déi un e Minister adresséiert ass, net rechtméisseg, esou kann dëse wéi all Mënsch zivill- oder strafrechtlech géint den Absender vun der E-Mail virgoen. Wann den Absender oder eng Drëttpersoun duerch d'Vereffentleche vun enger E-Mail sollt e Schued erliden, da kënnen och dës no den normale Regele vun Droit commun juristesche Schrëtt géint déi Persoun, déi fir de Schued verantwortlech ass, aleeeden.

Déi spezifesch E-Mailen, déi vum Ausseminister verëffentlecht gi sinn, waren net un d'Regierung adresséiert, mä un den Här Jean Asselborn perséinlech a senger Qualitéit als Minister.

**Question 2542** (08.11.2016) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant l'exposition au radon:

Le radon est un gaz radioactif naturellement présent à la surface de la terre et qui se forme par désintégration du radium dans la chaîne de désintégration radioactive de l'uranium et du thorium naturellement contenus dans les roches ou le sol. Une exposition forte et prolongée au radon peut entraîner un cancer pulmonaire et, selon la Ministre de la Santé, l'exposition au radon constitue la deuxième cause de cancer du poumon après le tabagisme.

Selon un article paru récemment dans la presse écrite, la Division de la radioprotection a lancé une série de mesures dans la commune de Wahl, au nord du pays.

Déjà en 2006-2007 une campagne de mesures avait été réalisée dans les écoles du nord du pays et des travaux d'assainissement avaient été recommandés. En 2008, le Ministre de la Santé de l'époque avait annoncé que dans le futur, en cas de travaux d'assainissement nécessaires, la Division de la radioprotection proposerait un support logistique et que l'efficacité des mesures d'assainissement serait contrôlée.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que de nouveaux travaux d'assainissement ont eu lieu depuis 2007? Dans l'affirmative, combien de travaux ont eu lieu?

- Le support logistique tel qu'annoncé en 2008 est-il opérationnel?

- Existe-t-il une sorte d'inventaire de toutes les mesures effectuées au Luxembourg depuis 2006-2007 ainsi que des travaux d'assainissement réalisés?

- Sachant que, selon les estimations des experts, environ mille maisons d'habitation au Luxembourg présentent une concentration moyenne en radon de 1.000 Bq/m<sup>3</sup>, ne serait-il pas opportun d'effectuer aussi des mesures dans les bâtiments publics, notamment les maisons relais, les écoles et les administrations dans le nord du pays?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il sensibiliser concrètement la population dans les régions à risque?

- À l'instar de la Belgique, existe-t-il une formation «radon» pour les professionnels de la construction au Luxembourg?

**Réponse** (29.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé:

Pour la campagne consacrée au radon dans les écoles, réalisée en 2006-2007, un expert Suisse avait été invité à donner des conseils sur place, c'est-à-dire dans les bâtiments scolaires avec les responsables techniques de ces bâtiments. Lors de l'étude, certaines crèches avaient aussi été contrôlées. Il y a cependant lieu de noter que, faute d'une législation en matière de radon, toute démarche d'assainissement était volontaire. Un suivi statistique, comme le demandent les honorables Députés, n'a pour cette raison pas été indiqué. Par contre, des mesures de contrôle postérieures aux actions

de remédiation ont à chaque fois permis de vérifier l'efficacité des travaux réalisés. Un séminaire avec les architectes luxembourgeois avait également été organisé en marge de la campagne précitée.

De même, concernant les habitations privées, des mesures sont offertes de manière gratuite et des visites chez les propriétaires sont organisées régulièrement pour tenter de baisser les activités en radon.

Concernant la sensibilisation du public, le Gouvernement a d'ores et déjà profité de la Journée européenne du radon le 7 novembre 2016 pour informer et sensibiliser la population luxembourgeoise. Pour cette occasion, le site Internet «eSanté» a été mis à jour. Un flyer en langues française et allemande y a été présenté et sera distribué prioritairement par l'intermédiaire des administrations communales et des cabinets des médecins généralistes des cantons du nord du pays.

Actuellement, les services de la Direction de la santé du Ministère de la Santé élaborent un plan d'action pour aborder de manière plus systématique la problématique du radon, ce qui n'était pas le cas dans le passé. Au-delà des démarches précitées, des formations pour les professionnels du bâtiment et des séminaires dédiés à un plus large public seront organisés en 2017 pour permettre des échanges avec des experts étrangers.

Dans le cadre du plan national «radon», et qui sera finalisé en novembre 2017, les mesures qui se concentrent actuellement principalement sur les habitations privées seront élargies aux lieux de travail, y compris évidemment aux établissements scolaires et aux crèches.

**Question 2550** (10.11.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les cannabinoïdes en vente au Luxembourg:

Eldorado a récemment diffusé un reportage sur un nouveau type de cannabinoïdes, muni du sceau de l'Administration des douanes et accises et commercialisé au Luxembourg. Ce produit présenterait à la base un taux de THC supérieur à la norme européenne, mais du fait de l'ajout de cannabidiol, le niveau de THC diminuerait à 0,2% et serait dès lors conforme à la norme européenne.

D'un point de vue sanitaire, le produit ne serait pourtant pas sans risque. Très proche du cannabis «ordinaire», le produit pourra être fumé et dès lors dégager des substances nocives.

Il ne peut enfin pas être exclu que les détenteurs de ces produits soient verbalisés par la police.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quels types de cannabinoïdes sont actuellement en vente libre au Luxembourg?

- Le Gouvernement peut-il exclure que ces produits nuisent à la santé des consommateurs?

- Le Gouvernement entend-il mettre un terme à la vente libre de tels produits en les interdisant ou en en régulant le taux de cannabidiol?

**Réponse commune** (02.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé, et de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

En vertu du règlement grand-ducal modifié du 26 mars 1974 établissant la liste des stupéfiants, les plantes de chanvre (cannabis sativa), ainsi que les semences, extraits, teintures et résines de la même plante tombent sous les dispositions de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie. Ne sont pas considérées comme stupéfiants les variétés de chanvre admissibles à un régime de soutien dans le cadre de la politique agricole commune et, à condition que leur teneur en delta-9-tetrahydrocannabinol (THC) par rapport au poids d'un échantillon porté à poids constant soit inférieur à 0,3%, les variétés destinées à un usage commercial à des fins non enivrantes pour lesquelles aucun potentiel d'abus n'est avéré d'après l'état actuel des connaissances en matière de toxicomanie.

En vertu de l'article 2 du règlement grand-ducal du 20 avril 2009 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 20 mars 1974 concernant certaines substances psychotropes, l'ensemble des agonistes synthétiques des récepteurs cannabinoïdes ou cannabinoïdiques synthétiques tombent sous les dispositions de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie. Cette modification est intervenue dans le contexte de l'émergence et de la prolifération de produits dits «Nou-

velles substances psychoactives (NSP)» contenant notamment ce type de molécules cannabinoïdes.

Si le delta-9-tetrahydrocannabinol (THC) tombe sous les législations nationale et internationale sur les stupéfiants et produits psychotropes, le cannabidiol (CBD), mentionné par l'honorable Parlementaire, n'est pas listé dans les conventions onusiennes en matière de stupéfiants et de substances psychotropes dont le Grand-Duché de Luxembourg est signataire, ni dans la législation nationale, étant donné que son potentiel psychoactif est considéré comme étant insignifiant, voire nul.

Des aliments issus de variétés de chanvre industriel, présentant un taux en THC inférieur à la norme nationale, sont commercialisés depuis des années au Grand-Duché de Luxembourg notamment sous forme de tisanes, boissons, d'huile, de graines et de farine.

Ces produits sont en vente libre et peuvent faire l'objet d'un contrôle de la Division de la sécurité alimentaire de la Direction de la santé, et notamment d'une analyse quantitative en matière de teneur de THC et de CBD.

Dans ce contexte, il convient toutefois de souligner que fumer du chanvre, soit-il industriel ou non, ou toute autre matière végétale séchée, commercialisée ou non, est nuisible à la santé en raison des composés nocifs dégagés et inhalés lors de la combustion. Les concentrations de certaines de ces substances (e. g. ammoniac, goudron, cyanure d'hydrogène, monoxyde d'azote) sont d'ailleurs plus élevées dans la fumée de chanvre que dans la fumée de tabac par exemple.

À préciser enfin que les extraits concentrés en CBD (liquides ou sous forme de pâte) sont désormais considérés comme «Nouveaux aliments (Novel Food)» en vertu du règlement (CE) n°258/97 du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 1997 relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires. Une mise sur le marché de tels produits présuppose une autorisation dans le cadre de ce règlement.

**Question 2554** (10.11.2016) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la grippe aviaire H5N8:

Ces derniers jours, plusieurs cas de grippe aviaire H5N8, également connue sous le nom de peste aviaire, ont été détectés chez des oiseaux dans divers pays d'Europe comme en Autriche, en Allemagne, en Hongrie et aux Pays-Bas.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Est-ce que des cas de grippe aviaire ont été détectés au Luxembourg?

- Le cas échéant, quelles sont les mesures de précaution que le Ministère de l'Agriculture et de la Viticulture et de la Protection des consommateurs compte entreprendre?

**Réponse** (21.11.2016) de **M. Fernand Etgen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

Malgré les analyses effectuées sur tous les cadavres de volailles emmenés au Laboratoire de médecine vétérinaire pour autopsie, ainsi que celles prescrites par la législation communautaire pour les volailles et les oiseaux sauvages, aucun cas de grippe aviaire n'a été détecté au Luxembourg jusqu'à ce jour.

Dans le cadre de la situation actuelle de la grippe aviaire causée par le virus hautement pathogène H5N8 qui sévit dans plusieurs États membres, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a instauré une obligation de confinement de la volaille pour les éleveurs professionnels et a recommandé cette obligation également aux éleveurs amateurs.

En outre, en vue de la prévention de l'introduction du virus dans les élevages, le Ministère a rappelé par voie de communiqués officiels les conditions de biosécurité à respecter et a demandé de déclarer toute suspicion en cas de symptômes cliniques, voire de mortalité anormale.

En cas d'apparition d'un cas de grippe aviaire, la législation définit clairement les dispositions à prendre comme p. ex. l'abattage de la volaille de l'exploitation atteinte, la mise en place de zones de restriction et de surveillance, etc.